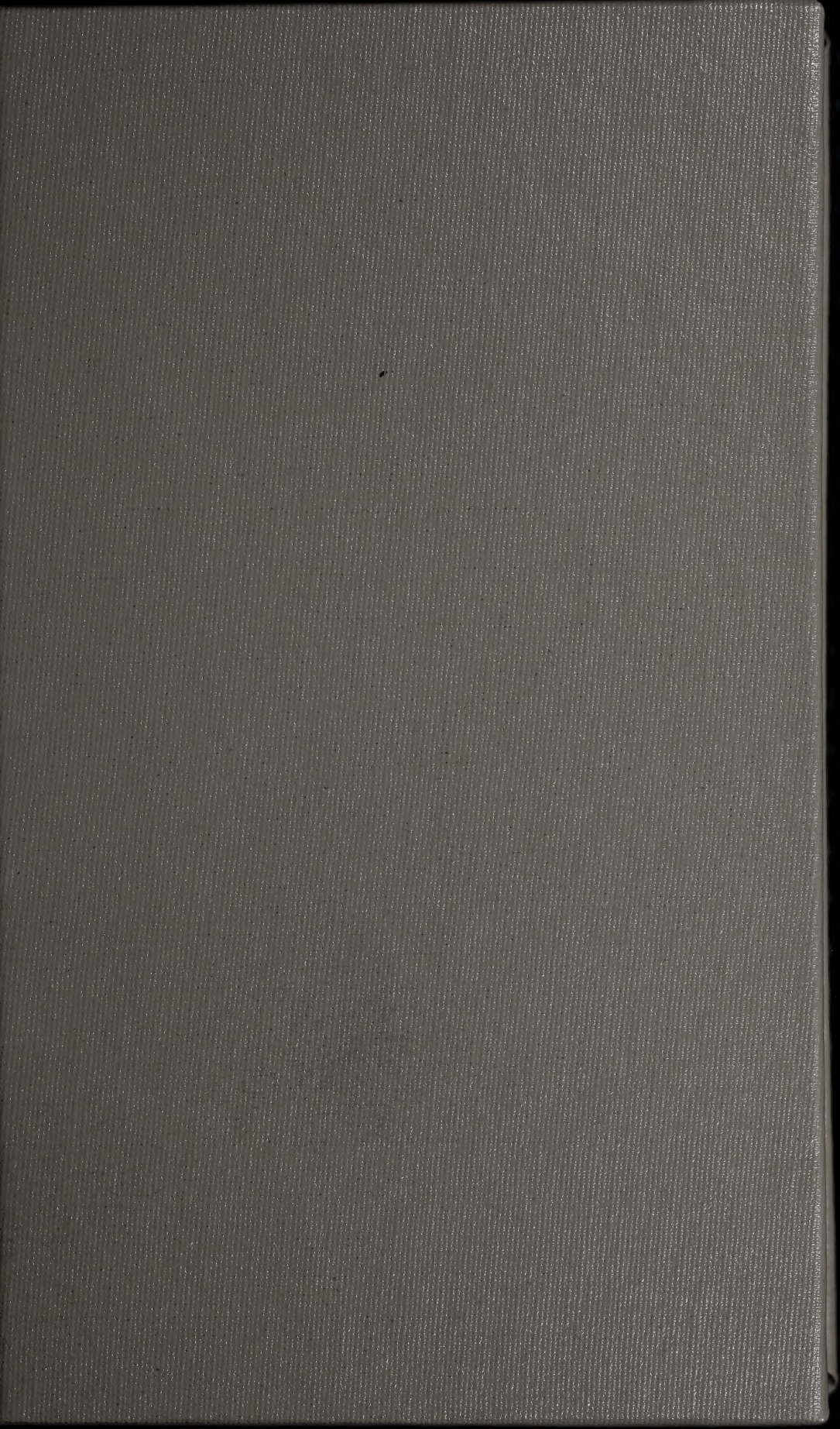






Digitized by the Internet Archive
in 2014

682

7



3 1833 01828 1813

GENEALOGY
944
BB73ZX,
1854
MAY-DEC

Bulletin de la Société DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

DOCUMENTS HISTORIQUES INÉDITS ET ORIGINAUX.

XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES.



« Et quant au premier point sur la reformation que j'ay commencée et que j'ay delibere continuer par la grâce de Dieu..., ie l'ay apprise par la Bible que ie lis plus que les docteurs..., et n'ay point entrepris de planter nouvelle religion en mes pais, sinon y restant les ruines de l'ancienne... le ne fay rien par force... Dieu me monstre des exemples... »

Jeanne d'Albret, Reine de Navarre au cardinal d'Armagnac.

(Lettre du 18 d'août 1563.)

Vos pères, où sont-ils ?

(ZACHARIE, I, 5.)

« Je trouverois bon, qu'en chascune ville, il y eust personnes députées pour escrire fidèlement les actes qui ont esté fait durant ces troubles : et par tel moyen, la verité pourroit estre réduite en un volume, et pour ceste cause, je m'en vay commencer à l'en faire un bien petit narré, non pas du tout, mais d'une partie du commencement de l'Eglise réformée. »

Bernard Palissy.

(Recepte véritable, etc., la Rochelle, 1563, page 103.)

PARIS

AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ

3, rue Laffitte, de trois à cinq heures. (Ecrire franco.)

Libraires de la Société :

J. CHERBULIEZ

CH. MEYRUEIS ET C^e

10, RUE DE LA MONNAIE.

2, RUE TRONCHET.

LONDRES. — Nutt, 270, Strand. — LEIPSIG. — Léopold Michelsen. —

AMSTERDAM. — S. De La Chaux, et fils. — GENEVE. — Cherbuliez.

1854.

*On est prié d'avoir égard aux recommandations ci-après.
(Voir la 3^e page de cette couverture.)*

SOMMAIRE.

	Pages.
TROISIÈME ANNÉE. Introduction.	1
Mort de l'amiral BAUDIN, <i>membre de la Société</i>	Ib.
CORRESPONDANCE. — Observations et communications relatives à des documents publiés. — Bernard Palissy devant l'Académie en 1854. — Franç. Mézière et l'édition des œuvres de Marot, publiée par lui à Niort, en 1596. — Abjurations extorquées <i>in extremis</i> par des curés et des dragons. — Exécution des édits de Louis XIV contre ceux de la R. P. R. au milieu du XVIII ^e siècle. — Du lieu de naissance du pasteur J. Claude. — Mariages de réfugiés français dans le pays de Vaud, et documents divers y relatifs. — Une lettre inédite de Court de Gébelin, de 1760.	4
DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.	24
Le luthéranisme en France au commencement du XVI^e siècle. Extraits inédits des registres du parlement de Paris (1525). Comm. par M. L. Dessalles.	Ib.
L'esprit des cordeliers d'Orléans (1534). Mémoire inédit de Calvin, comm. par M. Jules Bonnet.	32
Lettres consolatoires des chefs du parti protestant à M^{me} de Soubize, sur la mort de son mari (1566). Doc. inédits comm. par M. A. Champollion fils.	36
V Du vicomte d'Aubeterre.	Ib.
VI De Théodore de Bèze.	39
Sonnet adressé à M. Paul Ferry, ministre de Metz, par son oncle le conseiller Joly (1612 à 1622 ?).	42
Les anciennes académies protestantes	43
L'école de théologie, ou académie de Nîmes (1561-1664), par M. le pasteur Borrel. 2 ^e et dernière partie.	Ib.
Trois lettres inédites d'une arrière-petite-fille de l'amiral de Coligny (1660). Comm. par M. le pasteur A. Mœder.	53
Mémoire de ce qui s'est passé à Rouen en suite de l'enregistrement de la déclaration du Roy qui veut que les catholiques aient un banc dans les temples de ceux de la R. P. R. (1683). Document inédit.	60
Mémoire d'un R. P. jésuite pour la conversion de la ville de Strasbourg (1686). Comm. par M. le prof. C. Schmidt.	61
Le duc et la duchesse de Caumont la Force, incarcérés pour cause de religion (1694-1697). Extraits inédits des documents officiels (<i>suite</i>).	67
Placet d'une jeune fille recluse au maréchal duc de Richelieu, commandant de la province de Languedoc (1748). Doc. inédit comm. par M. A. de Flaux.	76
MÉLANGES.	77
Françoise d'Aubigné, veuve Scarron (plus tard marquise de Maintenon), de par brevet royal fabricante de fourneaux économiques, etc. (1674). Comm. par M. P. de R.	Ib.
Les réformateurs du XVI^e siècle, organes de l'opinion publique, par M. Eug. Haag.	84
BIBLIOGRAPHIE.	91
Histoire du château et du bourg de Blandy en Brie, par M. H.-H. Taillandier.	Ib.
Histoire de France, principalement pendant le XVI^e et le XVII^e siècle, par Léopold Ranke, trad. de J.-J. Porchat.	101
1^{re} et 2^e partie du tome IV de la FRANCE PROTESTANTE. Table des articles et des pièces justificatives.	106
Erratum.	112

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS.

TROISIÈME ANNÉE.

Hier nous achevions, non sans quelque satisfaction et quelque encouragement, la seconde période de notre œuvre. Il nous faut déjà rouvrir nos portefeuilles, et, sans prendre haleine, rentrer dans la carrière.

Mais nous y rentrons sous le coup d'une profonde douleur, et cette douleur est celle que tous nos lecteurs ont partagée en apprenant la mort de l'illustre et vénérable amiral CHARLES BAUDIN.

De bien des côtés sa perte est vivement sentie : on peut dire qu'elle l'est partout où l'amiral a été connu, car on n'a pu connaître cet homme excellent sans le chérir et sans apprécier tout ce qu'il valait, sans être pénétré d'un sentiment de respect et d'affection pour lui. Mais le deuil de tant de personnes publiques et privées est notre deuil aussi. Là où la marine française perd un de ses plus glorieux vétérans ; les premiers corps de l'Etat et la science des longitudes une de leurs plus pures illustrations ; là où le protestantisme français pleure un de ses membres les plus fidèles et les plus actifs, nous aussi nous sommes bien douloureusement frappés, et c'est un devoir pour nous de payer ici le tribut de nos profonds regrets, à ce dévoué collaborateur, à ce membre de notre Société, de notre famille, allions-nous dire, qui vient d'être enlevé du milieu de nous.

Ce tribut, nous le lui rendons avec le sentiment d'une vive gratitude, et non pas seulement au nom de notre affection personnelle, mais au nom de tous ceux qui n'ont pas oublié la communication si remarquable dont le premier de nos *Bulletins* fut redevable à l'amiral Baudin ; au nom de tous ceux qui ont gardé dans leur cœur le souvenir de cette admirable lettre qu'il nous écrivit, en nous envoyant les *Fragments d'un registre des galères*, dont la publication, souvent rappelée par nous, excita tant d'intérêt. Ces précieuses feuilles, qu'il voulut lui-

même placer dans nos archives, elles ont été présentées à notre dernière assemblée générale, et nous avons dit avec quel empressement on les avait examinées. Hélas! le pauvre amiral n'avait pu assister à notre réunion, ainsi qu'il l'eût souhaité; et un des derniers billets que nous ayons reçus de sa main (27 avril), nous témoignait la peine qu'il éprouvait d'en avoir été empêché par l'état de sa santé, « fort ébranlée depuis une quinzaine de jours, » nous disait-il. Il avait pris une part constante à nos travaux, il nous en entretenait souvent, les voyait avec bonheur se développer, et ce zèle ardent qu'il avait pour tout ce qu'il croyait bon, il l'a eu jusqu'au bout pour l'œuvre de notre Société, au même titre et au même degré que pour la prospérité de l'Eglise chrétienne protestante elle-même.

Sans nous étendre sur ce sujet, à la fois doux et cruel, nous serait-il permis de faire un rapprochement qui se présente de lui-même et que beaucoup ont déjà fait, mais qui est ici tout particulièrement en son lieu? Oui, pourquoi ne parlerions-nous pas dès à présent de l'amiral Baudin, comme en parlera l'histoire, à laquelle appartient désormais sa noble figure? Pourquoi ne marquerions-nous pas cette place où, devant les années, nous le voyons classé dans la galerie de ces glorieux enfants de la France protestante, les Coligny et les Du Quesne, avec lesquels il n'eut pas seulement un vain titre en partage, mais le plus loyal et le plus complet dévouement à la patrie, le plus ferme attachement à la foi réformée? Oh! sans nul doute, les siècles ont marché; les temps, grâce à Dieu, sont bien autres, et les hommes, qui toujours sont pour une si grande part le produit des circonstances, différent beaucoup aussi. Mais, sous le personnage qui varie avec les époques, il y a la physionomie propre, il y a les sentiments, le cœur, le caractère de l'homme, et c'est par ces traits que Charles Baudin était bien véritablement de la famille de nos grands amiraux protestants, en même temps qu'il se trouvait leur successeur dans la haute dignité militaire dont il était revêtu. Combien de fois nous avons été involontairement, irrésistiblement amené à faire en nous-même ce parallèle, et cela dans des occasions privées, dans le tête-à-tête de chaque jour, dans les relations familières et intimes, où nous apparaissaient à découvert les mérites si éminents, les qualités si aimables de notre vénéré coreligionnaire : son infatigable bonté, sa droiture antique, la vivacité et la profondeur de ses convictions, la constante élévation de ses sentiments, sa sincère modestie, sa vraie

humilité! Oui (il n'est pas là pour nous fermer la bouche), nous lui rendrons librement et hautement ce témoignage : qu'il a bien mérité des siens, qu'il a été le Coligny de notre époque, par sa vivante piété, son zèle si chaleureux pour la foi qu'il avait embrassée lui aussi de propos délibéré (1), par la ligne de conduite pleine de modération qu'il a suivie, et l'inaltérable dévouement dont il a fait preuve dans les charges difficiles que lui imposèrent tour à tour soit la confiance de l'Eglise, soit celle du gouvernement, au sein des Consistoires du Havre et de Paris, ou à la tête du Conseil central. Tel nous connaissons le caractère privé de Coligny, par ces détails de famille que la tradition nous a transmis, ou qui ressortent des lettres qu'on a conservées de lui, et surtout de ce précieux testament inséré dans notre recueil (t. I, p. 263), tel s'est toujours montré à nous, dans la vie ordinaire, le brave amiral qui vient de nous quitter : bon citoyen, chrétien éprouvé, ami plein d'affectueuse obligeance, père de famille plein de sollicitude et de tendresse, et, pour tout dire d'un mot, *esclave du devoir*. Les dernières lignes qu'il a pu tracer, les derniers mots qu'il a pu dicter, peignent tout entiers cette rare intelligence, ce cœur plus rare encore (2). Il est mort comme il avait vécu, en édification, en consolation à ceux qui l'approchaient et qui lui survivent. Que ne nous est-il donné d'en dire plus long à cet égard!... Rapportons du moins ici quelques lignes qui ont été rendues publiques : aussi bien, elles sont de nature à montrer que si toute association d'idées semble, Dieu merci! impossible entre la fin de notre vénérable ami et celle du grand martyr de la Saint-Barthélemy auquel nous le comparions à l'instant, c'est pourtant dans cette fin même, scellée du sceau du vrai christianisme, que se manifeste d'une manière éclatante la sainte parenté qui relie à travers les siècles l'amiral que nous étions fiers de compter parmi nous et celui qui défendit si valeureusement la cause de nos

(1) On sait qu'en effet l'amiral Baudin était protestant par choix, par adhésion spontanée; c'était un prosélyte, un néophyte de l'Evangile, comme le héros dont d'Aubigny nous a narré la conversion, scène pleine de simplicité et de grandeur, dans une page écrite à la manière de Plutarque.

(2) Dans le billet qu'il nous écrivit le 27 avril, et que nous citions tout à l'heure, il nous demandait encore des nouvelles d'une grave affaire d'église dont il s'était occupé avec le plus grand dévouement, et dont il a eu le bonheur d'apprendre, avant ses dernières angoisses, l'heureuse conclusion, due certainement à ses efforts. — On se rappelle la belle lettre de Coligny reproduite dans le *Bulletin* (t. II, p. 543), et qui finit par ces mots : « *Car c'est trop grand'pitié que de limiter ainsi certains lieux pour servir Dieu, comme s'il ne le vouloit être en tous endroits.* » Cette pensée, qui est la liberté des cultes elle-même, était profondément gravée dans le cœur de l'amiral Baudin; et il nous l'a bien souvent exprimée.

ancêtres. Voici, en effet, en quels termes était conçu le billet qu'il fit écrire à un pasteur, lorsqu'il vit empirer son état :

« Le vice-amiral Baudin, atteint d'une maladie douloureuse, désire obtenir
« les prières de l'Eglise, non pas pour que ses jours soient prolongés sur
« cette terre, mais pour que Dieu lui fasse la grâce de trouver la patience
« et la résignation nécessaires, par la contemplation des souffrances de notre
« divin Maître et Rédempteur Jésus-Christ. »

Qu'ajouterions-nous après une telle citation ? Nous cherchons des monuments de la foi de nos aïeux, et nous voulons répondre à cette question que nous a posée le Prophète : *Vos pères, où sont-ils ?*... Souhaitons que ceux qui viendront après nous en rencontrent beaucoup comme celui-là dans les archives de famille que nous leur légue-
rons (1) !

C. R.

Le digne fils de l'amiral, M. Charles Baudin, premier secrétaire de l'ambassade de France à Londres, a voulu prendre la place de son père sur la liste des membres de notre Société.

L'archevêque de Cantorbery (R. R. J.-B. Sumner) est un des derniers membres inscrits, et il a bien voulu nous faire savoir qu'il mettait à notre disposition tout ce que les archives de Lambeth Palace (V. t. II, p. 500) peuvent avoir de documents relatifs aux réfugiés protestants de France.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—

RÉPONSES A DES DEMANDES DE RECHERCHES ET NOUVEAUX APPELS. — AVIS DIVERS.

Bernard Palissy devant l'Académie des sciences en 1854.

Lorsque nous nous hasardions à présenter, dans l'un de nos derniers cahiers (t. II, p. 522), un résumé des écrits de Palissy, au point de vue de la science, nous ne nous attendions pas que ces écrits étaient à la veille de re-

(1) Les journaux protestants, *le Lien*, des 10 et 24 juin, et *l'Espérance*, du 15, ont consacré des articles nécrologiques à l'amiral Baudin. Ses funérailles ont été tout à la fois modestes et splendides : — modestes par tout ce qui touchait à la personne de l'illustre défunt, si étranger à toute vanité mondaine ; — splendides par le déploiement du cortège militaire et les hommages rendus au maréchal de France, au grand dignitaire de l'Etat ; — mais belles et touchantes surtout par le deuil sincère qui était sur tous les visages et dans tous les cœurs ! On eût dit que cette foule sentait combien est applicable aussi à Charles Baudin, la belle parole de Montesquieu sur Coligny : « IL EST MORT N'AYANT DANS LE CŒUR QUE LA GLOIRE DE L'ETAT ! »

cevoir un nouvel hommage en plein Institut. C'est ce qui vient d'arriver à la séance de l'Académie des sciences du 12 juin, où a été lue la lettre suivante de M. Marcel de Serres (de Montpellier), sur la première théorie donnée des puits artésiens, et sur l'époque à laquelle on a annoncé pour la première fois la pétrification des corps organisés dans les temps actuels.

« Lorsque j'annonçai à l'Académie, écrit M. Marcel de Serres, que certains corps organisés se pétrifiaient dans les mers actuelles comme dans celles de l'ancien monde, j'étais loin de me douter que ce fait fût connu et depuis plusieurs siècles. Aussi ma surprise a été grande lorsque, parcourant les *OEuvres* de Bernard Palissy, j'y ai trouvé ce fait consigné.

« C'est particulièrement dans le chapitre consacré aux substances pierreuses, que Bernard Palissy soutient « qu'il se forme tous les jours des « pierres et des métaux, et que les bois et les herbes peuvent se réduire en « pierre. » Il s'occupe, dans le même chapitre, « des coquilles pétrifiées que « l'on trouve en grand nombre jusqu'au sommet des montagnes et même « dans les rochers. » Il observe que « la terre ne produit guère moins de « poissons portant coquilles que la mer, comprenant en icelle les rivières, fontaines et ruisseaux. L'on voit aux étangs et ruisseaux plusieurs espèces de « moules et autres poissons portant coquille; quand lesdites coquilles sont « jetées en terre, si en icelle il y a semence saline, elles se pétrifient bientôt. »

« Ces divers passages prouvent que Palissy avait, dans le XVI^e siècle, des idées assez justes sur la pétrification des corps organisés. Ils prouvent également qu'il admettait que ces corps se pétrifiaient dans les temps actuels, aussi bien le bois que les ossements de l'homme et des animaux, enfin, les coquilles elles-mêmes, dont la solidité est naturellement plus considérable.

« Ce n'est pas le seul titre de gloire de Bernard Palissy; il a en effet donné une théorie plus exacte des fontaines et des puits artésiens que celle que, cinquante ans plus tard, Bacon proposa. D'après ce dernier, les fontaines sont produites par l'infiltration des eaux de la mer, résultat de l'évaporation et de la condensation des eaux contenues dans les cavernes au sein des montagnes. Palissy avait admis antérieurement que les eaux de sources provenaient de l'infiltration des eaux de pluies, qui tendent à descendre dans l'intérieur de la terre, jusqu'à ce qu'elles rencontrent un fond de roc ou une argile imperméable qui les contraigne de s'arrêter et de se faire jour à la partie la plus déclive du terrain qu'elles ont traversé. Le phénomène des eaux jaillissantes ne peut avoir lieu qu'à la condition que les eaux viennent d'un point situé plus haut que celui où elles se montrent, et qu'ainsi les eaux ne s'élèvent jamais au-dessus du lieu dont les eaux proviennent. »

(Extrait des *Compte-rendus des séances hebdomadaires de l'Académie des sciences*, t. 38, p. 1067.)

François Mizière, médecin du Poitou, et l'édition des Œuvres de Cl. Marot publiée par lui à Niort, en 1596.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

La Mothe-Saint-Héraye, 13 mai 1854.

Monsieur le Président,

A l'occasion du très intéressant article sur Bernard Palissy, inséré au dernier cahier du *Bulletin* (t. II, p. 522), jé reçois, de mon ami le docteur Sauzé, la communication suivante.

« Parmi les illustres auditeurs du cours d'histoire naturelle professé à Paris en 1575, par B. Palissy, on cite (*Bull.*, t. II, 530) un homme presque inconnu, *François Misère, médecin calviniste du Poitou*. Je ne sais si ce nom a été copié exactement dans l'ouvrage de Palissy, mais jé crois que c'est le même personnage que François Mizière, docteur médecin, qui habitait la ville de Niort en 1596. Oublié de tous les biographes, Mizière méritait cependant une place dans l'histoire littéraire du Poitou, de même qu'il en mérite une dans la *France protestante*.

Notre Poitevin a publié une charmante édition des poésies de Marot dont voici le titre exact : *Les œuvres de Clément Marot, de Cahors, en Querci, valet de chambre du Roy, revues, augmentées de plusieurs choses, et disposées en beaucoup meilleur ordre que ci-devant. Plus quelques œuvres de Michel Marot, fils dudit Marot*. Niort, Thomas Porteau, 1596, in-16, 548-248 pages, plus 16 pages au commencement et 36 à la fin non cotées.

« Ce volume, extrêmement rare, est imprimé en caractères italiques très nets et très déliés; c'est un des monuments les plus curieux de l'imprimerie en Poitou. Mizière, médecin, et poète lui-même, a pris soin de la publication de cette édition, ainsi que nous l'apprend un passage de l'épître de l'imprimeur au lecteur, qui se trouve en tête du volume, datée de Niort le 4^{er} jour d'octobre 1596 : « Ayant sollicité et ainsi fait disposer le tout à « M. François Mizière, docteur médecin, mon ami, qui, aimant la mémoire « de l'auteur et la conservation de ses œuvres plus graves et moins lascives, « en a voulu prendre la peine, par manière de récréation et relasche d'autres « études plus sérieuses; s'estant en outre efforcé d'amplifier et éclaircir « une bonne partie des petits titres ou suscriptions de chacun poème ou « sujet, par l'addition qu'il y a faite des circonstances convenables à sçavoir, « à qui, de qui, de qoy, en quel lieu, en quels temps, et l'occasion pour- « quoy ils ont esté escrits : voire autant qu'il l'a peu apprendre par l'his- « toire de ce temps-là et par l'édition d'Estienne Dolet, de l'an 1543, et autres « précédentes, selon lesquelles ils ont esté restitués là où ils auraient esté

« ostez par quelques imprimeurs qui tronquent trop hardiment les écrits
« des auteurs. »

« L'imprimeur termine ainsi son épître : « Voilà que j'avois à te dire... le
« tout, bénin lecteur, à ta consolation, pourveu que tu le prennes en aussi
« bonne part comme curieusement je t'y ai voulu complaire. Et à Dieu : en
« attendant le discours de la vie dudit Marot que tu verras en peu de jours
« à la fin de ce livre. »

« Mon exemplaire, revêtu de sa reliure ancienne en vélin, parfaitement
conservé, et paraissant bien complet, ne contient point cette vie de Marot,
et je ne sais si réellement elle a été imprimée.

« Pour terminer cette note, il est bon de dire un mot de Thomas Porteau,
imprimeur à Niort. C'était un protestant fervent ; la plupart des livres sortis
de ses presses le témoignent hautement. Nous pouvons citer entre autres :
Le sacrifice d'Abraham, tragédie de Théodore de Bèze, 1595 ; *Les His-
toires de poète*, de Christophe Deffrance, 1595 ; *Les Disputes de Loys de
la Blachière, ministre, contre J.-C. Boulanger, jésuite*, 1595 et 1596. —
Plus tard Porteau cessa d'habiter Niort et se retira à Saumur, où il édita le
Traité de l'Eucharistie de Ph. de Mornay, 1604. »

« Veuillez agréer, etc.,

MAILLARD, Pr. »

Nous remercions M. le Dr Sauzé des détails qui précèdent, et nous savons
bon gré à M. le pasteur Maillard de nous avoir transmis sa communication.
Nous ne doutions pas d'ailleurs que le personnage désigné par Palissy sous
le nom de *Misère* ne fût le même que François *Mizière*. Le frère aîné de ce
médecin, Nicolas, était notaire royal à Fontenay-le-Comte, et figure comme
l'un des deux notaires dans la pièce qu'a fait connaître M. B. Fillon, et que
nous avons citée dans la note de la p. 522 du *Bulletin*. Il y signe son nom
N. Misère, d'où M. Fillon a conclu qu'on l'écrivait des deux manières indif-
féremment. « François Misère, ajoutait M. Fillon, fut grand amateur de li-
vres, d'objets d'art, de médailles et d'histoire naturelle. Son inventaire fait
foi du profit qu'il avait tiré des leçons de maître Bernard Palissy... C'est à
lui qu'on doit la jolie édition des *OEuvres* de Cl. Marot, imprimée à Niort
en 1596. » (*Archives de l'art français*, septembre 1852, p. 495.)

**Abjurations extorquées, in extremis, par des curés et des dra-
gons. — Procès-verbaux et quittances d'iceux, en bonne et due
forme, pour valoir ce que de raison.**

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme
français.

Roquedur, par le Vigan, 1^{er} avril 1854.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer copie de plusieurs pièces que j'ai rencon-

trées dans le cours de mes recherches sur le protestantisme de nos pères et son histoire dans ma paroisse et aux environs. Mes copies sont textuelles. C'est d'abord un acte d'abjuration d'une pauvre femme malade, âgée de quatre-vingts ans, qu'on prend la peine d'aller inquiéter dans son lit, à Pinoux, à quatre kilomètres de Sumène, lieu d'habitation du curé. (Registre de l'état civil de Sumène, Gard, depuis 1674 jusqu'en 1692.)

Abjuration de l'hérésie de Calvin faite par Claude Megehe, veuve de Pierre Ducros, âgée d'environ quatre-vingts ans.

Ce vingt-uniesme janvier mil six cents soixante-dix-sept, je, Claude Reboul, prestre et curé de la ville de Sumène, fus adverti qu'il y avait au lieu de Pinoux une femme huguenote malade, je partis en mesme temps pour tâcher de gagner quelque chose pour son saleut, après lui avoir remontré qu'il s'agissoit de son saleut et qu'il dépendoit de cet heureux momant l'éternité bienheureuse, sçavoir de renoncer à toutes les maximes de l'hérésie; Dieu tout plain de miséricorde esclaira son entende pour lui faire voir clairement dans le male heurus estat où estoit son âme. Après avoir bien considéré l'abisme dans lequel elle avoit esté ensevelie si long temps, elle leva les yeux au ciel, que cette bonté divine dessillia pour lui faire voir à travers de son âme ténébreuse la vérité de l'Evangille de Dieu, elle fit donc avec beaucoup de joye abjuration de l'hérésie de Calvin entre mes mains et tesmoinna un mûr repantir de sa vie passée, avec protestation sincère de vivre et mourir dans le giron de la vraye Eglise. Le landemain, Jaques Coste, aussi curé de la susdite ville, lui apporta le saint viatique que je accompagnai, qu'elle receut avec grande satisfaction, après avoir fait une générale confession. Présents aussi à son abjuration, Anthoine Sarrau, Anthoine Bertrand, Pierre Ducros, fils de la susdite Megehe, et Suzanne Valette, tous de Pinoux, illétrés. Signé : *Reboul*, curé.

Au mois de février suivant, on fit de même à une femme du même lieu, âgée de *trant ans* (sic), qui *adjura*, et dont l'acte de décès suit immédiatement l'acte d'abjuration. Le 14, elle abjure, et le 15, à trois heures du matin, elle mourait. J'ai à votre disposition une copie de ces actes.

Voici une pièce d'un autre genre :

Antoine Guibal, demeurant au Mas de Parran, logera un dragon jusqu'à nouvel ordre, pour ne venir pas à la messe, ny luy ny sa famille. Fait au Vigan, ce sixiesme janvier 1689.

Mesus, capitaine du Vigan.

Sur le dos du billet on lit :

Billet de M. de Musus, capitaine de dragons.

Le Mas Parran et la famille Guibal qui le possède encore sont de la commune de la paroisse du Vigan, canton du Vigan, Gard.

Autre pièce :

Hoirs de Jean Parran apporteront deux cens six livres foin sec et sans déchet au magasin du Vigan, à peyne de garnison. Au Vigan, ce 28^e juin 1692. Signé : *Villar*, consul.

Ces hoirs de Jean Parran, c'est la famille Guibal. Ce foin était probablement destiné à la nourriture des chevaux des dragons. Il faut remarquer ce mot : *à peyne de garnison*.

Autre pièce :

Comme desputé de la comté du Vigan déclare avoir receu du sieur Anth. Guibal, du Mas Parran, la somme de vingt livres pour fournir à la subsistance des dragons logés en la ville du Vigan. Ce second novembre mil six cent huitante-trois. Signé : *De La Cour*.

On lit au dos du billet :

Quittance de dragons pour 20 livres. Sr de La Cour, 1683.

Autre pièce :

Comme faisant la levée des tailles en la paroisse de Rocodu des deniers royaux, ay reçu de sieur Anthoine Guibal la somme de cinq livres dix-neuf sous; pour une imposition faict sur les messieurs de la R. P. R. la somme de quatre livres quinze sous. Faict ce 13 décembre 1684. Signé : *Fourcoail*.

Sur le dos du billet on lit :

Quittance de la talhe de Rocodu de dragon, 4 l. 15 s. 1684.

Rocodu est encore le nom patois qu'on donne dans tout le pays à Roquedur.

Autre pièce :

Comme faisant la levée des deniers imposés concernant l'amende de 100 livres, par ordonnance de Monseigneur de Baviile, ay resu de h. de Jan Parran la somme d'une livre seize sos sept deniers, donq le quite. Fait ce 19 octobre 1699. Signé : *Beauregard*.

H. de Jan Parran sont les hoirs de Jean Parran, souvent mentionné dans les papiers de la famille Guibal. Il y a tout lieu de croire que l'amende de l'intendant était l'une de celles qu'il imposait à toute une communauté quand une assemblée de protestants y avait été tenue. A Roquedur, des vieillards se souviennent que leurs pères leur ont dit qu'une amende de 4,000 livres fut imposée à la paroisse dans une circonstance semblable, amende énorme pour le temps et surtout pour la localité, qui est pauvre. Mais on se souvient aussi que les protestants de tous les environs aidèrent à la payer. Que cette solidarité chrétienne est belle en réponse à la solidarité infâme des Baviile!

Autre pièce :

J'ay receu du Sr Anthoine Guibal, habitant du Mas Parran, la

somme de trente-six livres, qu'il était chargé de me bailler pour les habitants de la religion des lieux de Bouliech et Esperies, pour leur portion des gages du ministère de l'année dernière, mil six cents septante-cinq. Dont quitte le dit Guibal ensemble lesdits habitants. Faict au Vigan, ce premier juin mil six cents septante-six. Signé : *Rossel*, ministre.

Bouliech et Esperies sont des hameaux voisins du Mas Parran et compris dans la commune de la paroisse du Vigan.

Au dos du reçu on lit :

Quittance de M. Rossel, ministre, 36 livres.

Sur papier de six deniers au timbre de la généralité de Montpellier.

Autre pièce :

J'ay reçu de sieur Jaques Pourtalès la somme de trois livres neuf sols six deniers, qui se monte la cottité de son département fait à Roquedeux sur les nouveaux convertis, et c'est par mains et argan propre du Sr Mouyse Guibal, du Mas Parran, le subrogant en mon lieu et place, dont le quitte. Fait ce deuzième janvier mil sept cens onze. Signé : *Combes*.

Autre pièce :

Reseu de sieur Antoine Gibal cin livres en déduction de la cotisation pour les quavalties logés au Vigan. Ce trante-eunenième mars 1684. Signé : *Massal*.

Sur le dos du reçu on lit :

Quittance des cavalliers pour 5 livres. 1684. Massal.

Autre pièce :

Je sousiné commo faisant la levée de la contribution de la paroiso de Roquodur pour la susixtanso de dux companies de dragons, qui sont au quartier Duver, au Vigan, ay resu de Jan Parran unno livvro treso soux dux deniers. De quoi quito pour dux mois, savoir, le dernier, ce 22^e mars 1687. Signé : *Cantobre*. (1 l. 13 s. 2 d.)

Sur le dos du reçu :

Dragons, 1 l. 13 s. Rocquedur, 1687.

Autre pièce :

Resu d'Antoine Conbe vieux une livre sinq sous 9 d., que monte sa contribution du mois de mars, de quoi le quite. Fait ce 4^{me} mars 1687. Signé : *Journet*.

Sur le dos on lit :

Dragons, 1 l. 5 s. 9 d. Journet.

Le billet précédent explique celui-ci.

Autre pièce :

J'ai reséu de sieur Antoine Gibal un livres an déduction en boun counte des cotisation fete seur les habitans de Boulies ou la masado. Ai couché le peieman ce dise-neuf janvier 1684. *Massal*, signé, plus une livre dis soubz ai resu queques jours après. Signé : *Massal*. (6 l. 10 s.)

Sur le dos on lit :

Quitance de dragontz, Massal, pour 6 l. 10 s., 1684.

Autre pièce :

Resu des hoirs de Jan Paran dix livres neuf soubz six deniers que monte sa contribution du mois de mars, de quoi le quite. Fait ce 4^{me} mars 1687. Signé : *Journet*.

Les reçus ci-dessus expliquent clairement celui-ci.

Autre pièce :

Je confese de avoir reseu de sieur Antoine Gibal, du Mas Paran, trois livres, c'est par men de Piere, f. Fesquet, eset pour la contribution qui a été fete pour les dragons ou cavaliers logés au Vigan. Fait le premier juillet 1684. Signé : *Massal*.

Au dos on lit :

Quitance de dragontz, pour 3 l., 1684. Massal.

Veuillez agréer, etc. C. RIBARD, P^r.

Exécution des édits de Louis XIV contre ceux de la R. P. R., dans le midi de la France, au milieu du XVIII^e siècle.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Salavas, 12 mai 1854.

Monsieur le Président,

L'un des membres du conseil presbytéral de mon Eglise m'a remis quelques pièces, qui pourraient avoir peut-être quelque intérêt pour le *Bulletin* de la Société; je dis peut-être, parce que je présume que les faits qu'elles contiennent ne sont pas ignorés.

Trois de ces pièces sont des jugements rendus contre des protestants qui ont assisté à des assemblées, ou contre des pasteurs qui ont tout simplement rempli les fonctions de leur ministère. L'un en date du 4 mars 1745, « con-
« damne les habitants N. C. des communautés qui composent l'arrondisse-
« ment d'Arpailhargues, diocèse d'Uzès, où il s'est tenu une assemblée le
« 14 février dernier, en 4000 livres d'amende et 425 livres de frais. » Ce
jugement est signé : *Lenain*, et plus bas, par monseigneur : *Dheur*.

Un second jugement « condamne le sieur *Jean Rossière*, religionnaire de

« la ville d'Uzès, en 2000 livres d'amende, pour avoir fait baptiser quatre
« de ses enfants par des ministres de la R. P. R. » Ledit sieur Rossière est
en outre condamné à 420 livres 8 sols de frais. Fait à Montpellier le 9
septembre 1751. Signé : *De Saint-Priest*, et plus bas, par monseigneur :

Un troisième condamne « Jean Vesson, Jacob Bonissel et Antoine Comte,
« atteints et convaincus d'avoir fait les principales fonctions de prédicant
« et de ministre dans des assemblées, à faire amende honorable, nuds en
« chemise, la corde au col, tenant chacun une torche de cire ardente, du
« poids de deux livres, devant la porte de la chapelle de cette citadelle, où
« ils seront conduits par l'exécuteur de la haute justice; et là, étant à ge-
« noux, déclareront que méchamment ils ont contrevenu aux ordres de Sa
« Majesté sur la religion, par les fonctions qu'ils ont faites, en demanderont
« pardon à Dieu, au roi et à la justice, et seront ensuite conduits pour faire
« pareille déclaration et amende honorable devant la croix de la place de
« l'Esplanade; après quoi, ils seront pendus et étranglés, jusqu'à ce que
« mort s'ensuive, à des potences qui seront pour cet effet dressées sur ladite
« place. »

Pour avoir assisté dans leurs fonctions et cérémonies lesdits Vesson, Bonissel et Comte, les nommés Jacques Bourreley et Pierre Figaret sont condamnés à assister à leur exécution, après avoir aussi fait amende honorable, aux lieux et en la forme ci-dessus et à servir de forçats à perpétuité sur les galères du roi. Et pareillement : André Comte, François Comte et François Beaunies. Les nommées Anne Robert, Jeanne Mazaurigue et Suzanne Loubière, qui ont reçu les prédicants et les ont assistés dans leurs fonctions, sont condamnées à assister à leur exécution et à être ensuite rasées et enfermées pour le reste de leur vie, dans les prisons qui seront jugées convenables. La maison où s'est tenue l'assemblée sera rasée jusqu'aux fondements, sans pouvoir être réédifiée. Une croix sera posée au milieu du sol, au piédestal de laquelle il sera fait mention par une inscription du présent jugement. La nommée Anne Gassente, qui a assisté aux assemblées, sera aussi rasée et enfermée le reste de ses jours. Les biens des susnommés sont acquis et confisqués au profit du roy, distraction préalablement faite du tiers des biens, pour leurs femmes et enfants s'ils en ont. J'ai abrégé la dernière partie de ce dernier jugement. Fait à Montpellier, le 22 avril 1723. Signé : *De Bernage*, et les autres officiers du présidial de Montpellier. Ces trois pièces avaient été envoyées à Salavas pour y être affichées, car sur l'une d'elles on lit : Pour afficher à Salavas.

Un quatrième document, particulier à Salavas et de moins d'importance, est un « Etat contenant le nom des nouveaux convertis de la communauté
• de Salavas, diocèse de Viviers, qui doivent être condamnés à l'amende de

« dix sols pour chaque fois que leurs enfants ont manqué d'assister aux « messes et instructions pendant le mois de novembre 1744. » Trois enfants manquèrent huit fois et leurs parents furent obligés de payer quatre livres au receveur des tailles. Le maître d'école d'alors certifie le présent état véritable. Si ces pièces peuvent avoir quelque valeur, nous les tenons à votre disposition.

Je suis heureux, monsieur le Président, d'avoir cette occasion de vous assurer que la Société a toutes nos sympathies; elle fait une œuvre que nous aimons au double point de vue de l'histoire et de l'édification. Il était bien nécessaire de rappeler à notre mémoire ces hommes de foi et de science, de dévouement et de courage, de fidélité et de charité, ces hommes voués à la potence, destinés aux bûchers, condamnés aux galères, persécutés de tant de manières injustes et atroces, mais toujours fermes et inébranlables dans la foi en Jésus-Christ leur Sauveur. Quels grands enseignements ils nous transmettent! Quelles hautes leçons ils nous donnent! Chaque cahier du *Bulletin* vient raviver notre peu de piété, et stimuler notre peu de zèle. Il faut, il faut que cette œuvre prospère et qu'elle soit bénie de jour en jour. Puissent nos descendants trouver en nous quelques restes de cette foi et de cet amour qui se rencontrent chez nos pères!

Agréé, etc.

F. OLLIER, Pr.

Du lieu de naissance du pasteur Jean Claude.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

La Roquette (Gironde) 29 mars 1854.

Monsieur,

Dans le travail, si intéressant du reste, de M. le pasteur Crottet, sur l'ancienne Eglise réformée de Paris et sur la liste de ses pasteurs, l'auteur commet une erreur de *nom* et de *lieu*, en faisant naître le célèbre Jean Claude à *Sawetat*, près *Villefranche*, en *Rouergue* : cette erreur commise par la plupart des biographes du savant pasteur de Charenton, a été répétée, avec une variante, par M. le professeur de Félice, dans son histoire des protestants de France. Cet auteur assigne, en effet, pour patrie à Claude *La Salvetat*, dans le *Rouergue* (pag. 360).

Or il est certain que Jean Claude, fils de François Claude, est né à *La Sawetat-du-Dropt*, dans l'*Agenais*, lieu où son père exerçait le saint ministère en 1619, année de la naissance de notre célèbre auteur (Voy. Aymon, *Synodes nationaux* etc., tom. 2^{me}, pag: 225).

Jean Claude étudia d'abord les humanités auprès de son père, et fit ensuite ses cours de philosophie et de théologie dans l'Académie de Montau-

ban, où il fut consacré en 1645, à l'âge de vingt-six ans. La tradition porte que, n'étant encore que *proposant*, il prêcha son *premier sermon* dans la chapelle des seigneurs de Pardaillan, zélés partisans, comme on sait, des doctrines de la Réforme. Cet édifice assez bien conservé, et aujourd'hui converti en grange, est situé à environ cinq kilomètres de La Sauvetat-du-Dropt, et tout au plus à quinze ou dix-huit de Sainte-Foy. J'ai eu plusieurs fois occasion de visiter ces deux localités qui autrefois n'étaient peuplées que de réformés, et qui de nos jours ne contiennent plus que quelques rares familles restées fidèles à l'Evangile, tristes débris des persécutions du XVII^e siècle.

Enfin une autre erreur s'est glissée dans le nom de la première Eglise que desservit Jean Claude, aussitôt après qu'il eut été reçu ministre. Ce n'est pas *La Freine*, comme le dit M. Crottet, mais bien *La Treine*, commune de la Guyenne qui, pendant un an, eut en effet les prémices du ministère de Claude.

Il existe encore de nos jours à La Sauvetat-du-Drup, mais professant le catholicisme, des descendants de notre illustre pasteur, dont le père, et l'aïeul, le fils et le petit-fils exercèrent aussi le ministère évangélique.

Agréer, etc.

A. MERCAT, Pr.

Mariages de réfugiés français dans la paroisse de Romainmotier. — Décisions des seigneurs de Berne, souverains du pays de Vaud. — Notes sur le Refuge en ce pays, depuis 1645, et sur son importance.

M. D. de Bray, pasteur à Romainmotier (canton de Vaud), nous avait, dès le début de notre œuvre, offert son concours et nous avait promis de nous transmettre les renseignements qu'il pourrait recueillir sur les réfugiés français dans le pays de Vaud. (*V. t. I, p. 430.*) Voici la communication qu'il nous a adressée le 3 février dernier, à titre de premier à-compte sur les documents qu'il se propose de nous envoyer. On trouvera certainement intéressant cet aperçu statistique du Refuge dans l'un des districts de ce pays de Vaud, qui se montra si hospitalier pour nos pères expatriés.

Relevé des mariages de réfugiés français dans la paroisse de Romainmotier.

Moyse, fils de feu Pierre *Maynenat*, de Bretonnières, et Denize (1), fille de feu Claude *Bourgier*, de la Planis (2) lieu de Bourgogne, ont été épousés audit village de Bretonnières, le 16 février 1645.

(1) Le 4 octobre 1684, sa sœur Françoise, qui suit, avait fait abjuration de la *religion papale* (sic), dans le temple de Romainmotier.

(2) Planis se trouvait dans la seigneurie de Ponterly (Pontarlier), peut-être aujourd'hui *Plaisia*, à 5 lieues de Lons-le-Saulnier.

Hans du Martin, bourgeois de Romainmotier, et Françoise Bourgot (4), bourguignotte, reliste du fils de Jérôme Mouhdy, de Bofflens, ont été épousés le 20 septembre 1647.

Claude Vuillequay, de Solderoux, terre de Monbéliard... (?)... de M. le lieutenant Tissot, et Henriette, fille de Henry Gaillod, de Grandvillards, terre de Belfort (2), ont été épousés en ce lieu de Romainmotier, par permission et commission gratuite du magnifique seigneur Bally, dudit lieu, au mois prèdit (décembre 1649).

1654, 6 février. Honorable et prudent Daniel Crespin (3), mon frère, et honorée Barbille Clerc, de Gui, vefve de feu vénérable Abraham Margueguerat, en son vivant ministre du saint Evangile à Agis.

1657, 11 may. Pierreourgoux et Françoise Clerc, de Grange, proche de Monbéliard.

1662, 29 janvier. Guillaume Thomas, de Malescoit (4), en Bretagne, et Anne Sordet de Juriens.

1688, 5 juin. Jean Aubigeoux, réfugié d'Auvergne, et Susanne Gauthier, aussi d'Auvergne, tous deux habitant à Bofflens.

David (5)...., réfugié à Orbe, et Anne Chaudet, de Bretonnières, épousés le mardy 26 avril 1692.

Jean de la province d'Auvergne, réfugié à Romainmotier, et Jeanne-Françoise Magnenat, dudit Romainmotier, épousés le 9 mars 1695.

Siméon Gauthier, de Chabassaires (6), en Auvergne, réfugié à Romainmotier, et Catherine Faucher, de (7) Martes, aussi en Auvergne, épousés audit Romainmotier, le 16 avril 1695.

Jean Pueog, réfugié de Condougnancq (8), au Bas-Languedoc, habitant à Romainmotier, et Catherine Harssa, de Beauvert (9) en Vivarets, aussi réfugiée à Romainmotier, épousés le 9 juillet 1696.

Joseph Escuyer, tailleur, de Romainmotier, et Jeane-Marie-Heleine, réfugiée près de Grenoble, épousée le 2 février 1697.

Anthoine Fauscher (10), François, réfugié d'Auvergne, et Victoire Berthoud, de Bofflens, épousés le 5 février 1697.

Pierre-Louis Gandillon, de Juriens, et Elisabeth Raillon, de Die, en Dauphiné, épousés à Romainmotier, le 4 novembre 1697.

Joseph Reymond, de Vaullions, et Claudine Bouchat, de la province d'Auvergne, réfugiée en ces lieux, épousés à Romainmotier, le 11 février 1699.

(1) Je la regarde comme sœur de Denize, quoique l'orthographe du nom de famille, écrit cette fois par Crespin, soit un peu différente; mais nos vieux registres en offrent bien d'autres, les noms même des communes de la paroisse et des environs changent presque à chaque nouveau pasteur.

(2) Belfort. Désormais je n'annoterai plus ces noms, si faciles à reconnaître.

(3) Jean-Jacques Crespin, Français, pasteur de Romainmotier, fut remplacé dans ce poste, le 2 février 1658, par Hierosme de Traytorrens.

(4) Malestroit, à 4 lieues de Ploërmel.

(5) M. Jean-Baptiste de Saussure était alors pasteur de Romainmotier, et il a omis le nom de famille de David, de Jean et de Jeanne-Marie Heleine.

(6) Je n'ai pu retrouver ce nom. Serait-ce un titre de terre?

(7) Ne serait-ce pas Saint-Martial, canton de Chaudesaigues, à 6 lieues de Saint-Flour?

(8) Inconnu. (Ce doit être Codognan, dans l'arrondissement de Nîmes. — Réd.)

(9) Peut-être Beauvoir?

(10) C'est évidemment le frère de Catherine, qui précède. Cette famille existe encore à Bofflens.

Jean *Gaultier* (1), le vieux, de Chabussaires, en la province d'Auvergne, et Marguerite *Obijoux*, aussy d'Auvergne, tous deux réfugiés à Romainmotier, épousés le... avril 1699.

Simon *Lafond*, du Languedoc, réfugié et habitant à Romainmotier, et Jeane *Cregut*, épousés à Romainmotier, le 16 octobre 1704.

Etienne *Dumas*, habitant et réfugié à Romainmotier, et Judith Chesaux, de Juriens, épousés à Romainmotier, le 6 aoust 1705.

Matthieu *Violon*, réfugié, et Elisabeth *Sigot*, veufve de Michel Glayre, de Romainmotier, épousés audit lieu, en vertu d'un mandat baillival, le 7 mars 1711.

Jean *Benoit*, de Gazelle (2), en Auvergne, et Anne *Bennier*, de Saint-Floret (3), épousés à Romainmotier, le 15 octobre 1713.

Jean Pierre, fils de feu Jacques Viard, de Jurian, et Marthe-Sara *Fabre*, de Noes (4), en Auvergne, épousés le 12 mars 1716.

Jean *Romain*, bourgeois de la ville de Colma, en Alezace, a épousé Marie-Esther, fille d'André Glaire, bourgeois de Romainmotier, le 29 avril 1717.

Loys *Fabre*, d'Overgne, réfugié, a épousé Judith Viard, de Juriens, le 10 septembre 1718.

Gabriel *Benoît*, de la Guazelle, en Auvergne, et Anne-Renée Bannier, de Saint-Fleuret, en Auvergne, épousés le 22 aoust 1720.

Anthoyne *Rodier*, réfugié de la province d'Auvergne, demeurant à Jurien, a épousé Suzanne, fille de feu Pierre Bouchat, de Jurien, le 27 janv. 1731.

Anthoyne, fils de Jean-Pierre *Gontet*, réfugié, habitant à Lausanne, a épousé Jaqueline Boulaz, fille de Baptiste Boulaz, de Premier, le 14 janvier 1735.

(5) J'ai béni ledit mariage, sous la promesse solennelle qu'il m'a faite de ne pas s'établir habitant dans le bailliage de Lausanne, puisqu'on n'a voulu permettre autrement, comme il m'a paru par la signature de Monsieur le ministre de Crousaz, de Lausanne, du 27 décembre 1734. Et c'est par plus grande confirmation de ditte promesse qu'il s'est signé ici : *Antoine Gonet*.

Jean-Rodolphe *Buccel*, de Romainmotier, a épousé Anne *Goscen*, réfugiée, habitante à Romainmotier, le 22 avril 1739.

Le 4^{er} novembre 1756, Antoine feu Pierre *Du Seigneur*, natif de Meins, en Dauphiné, a épousé Louise feu Ethienne-Olivier Boulaz, de Premier. Annonces signées : Lullin de Chateauvieux, et de Rochemont, pasteur.

Nous entrons maintenant dans une nouvelle phase pour les réfugiés français dans le pays de Vaud, contrée jusqu'alors [tout agricole, et soumise sans restriction à tous ceux qui avaient bien voulu s'en emparer. Non-seulement les réfugiés avaient apporté avec eux l'industrie, dont leurs des-

(1) Père ou frère aîné de Siméon, qui précède.

(2) Ce nom, écrit plus bas *Guazelle*, ne se retrouve dans aucun village à moi connu. Je serais porté à l'envisager comme un titre, d'autant plus que la tradition porte que cette famille arriva à Juriens avec plusieurs mules, dont une portant une caisse pleine d'or. La famille Benoit est restée riche. (C'est, pensons-nous, *La Gazelle*, en Auvergne. — *Réd.*)

(3) Erit plus bas *Fleuret*. — *Saint-Floret* est un village du canton de Champeix, à 2 lieues d'Issoire.

(4) Il n'y a point de village de ce nom en Auvergne, mais on trouve un *Noes* dans le Forez, à 4 lieues de Roanne.

(5) Note écrite de la main d'Isaac-Gabriel Croisier, pasteur à Romainmotier. — La différence d'orthographe des noms se trouve ainsi au registre, et peut faire comprendre la difficulté de les rétablir la plupart du temps.

cependants sont encore à peu près les seuls en possession ; mais il paraît qu'ils avaient répandu une certaine vie intellectuelle, et peut-être quelques idées d'indépendance et de liberté. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'ils avaient conçu le dessein de fonder dans le pays de Vaud une grande ville de refuge, pouvant contenir 30,000 habitants au moins, et susceptible, par sa position, de prendre un grand développement. Ils avaient jeté les yeux sur Morges, petite ville agréablement située sur les bords du Léman, entre Genève et Lausanne. Les plans de la ville projetée doivent encore se trouver aux archives communales de Morges. Nos seigneurs de Berne, sous prétexte du voisinage de la France, mais plus réellement par peur de voir, avec la création de la ville, s'élever dans l'esprit de leurs sujets vaudois, des idées d'indépendance et de liberté, désapprouvèrent les plans projetés, ordonnèrent à chaque réfugié d'entrer dans l'une des corporations ou directions établies, ou de se faire recevoir bourgeois de l'une des communes du canton. C'est ce qui donna lieu à l'ordonnance qui va suivre.

(Recueil des ordonnances pour les églises du pays de Vaud,

4^{er} juin 1758.)

« Art. 9. Les mariages des réfugiés qui n'ont point de bourgeoisie ne pourront être bénis sans le consentement des directions dont ils dépendent.

« Si ces réfugiés sont nés dans le pays, qu'ils aient quelque bien, et qu'ils soient en état de gagner leur vie, ce consentement leur sera accordé par ces directions.

« S'ils ne sont pas nés dans le pays, ils devront, pour obtenir ce consentement, demander auparavant la naturalisation, et acheter une bourgeoisie.

« Le Consistoire suprême ne leur expédiera aucune dispense que sur les déclarations d'un consentement de ces directions. »

Du 20 juin 1763, livré (1) les annonces de Jaques, fils de Georges *Jodry*, de Bavan, principauté de Montbéliard, et habitant à Genève, avec Jeanne-Marie, fille de feu Claude *Robert*, habitant à Romainmotier.

Du 3 novembre 1766, livré à Monsieur le châtelain Nillon les annonces de Monsieur son frère, Jean-Louis Nillon, habitant à Lausanne, avec Marie *Meystre*, de Nîmes, demeurant à Aubonne.

Du 3 novembre 1766, livré à Monsieur le juge Bonnard, les annonces de Jean-Louis-Marc-Albrecht, fils de feu Bernard *Jacquet*, de Thoulouze, natif de Champvent, balliage d'Yverdun, demeurant à Genève, avec Judith-Salomé, fille de feu Jean-Abram Roy, de Jurien.

Du 19 septembre 1769. J'ai béni le mariage de David feu Abraham *Mazoulier*, François, réfugié à Lausanne, habitant à Genoullier, avec Rose, fille de feu Henri Chaudet, de Brethonnière. Annonces signées Polier, premier ministre à Lausanne, Richard, ministre de Brethonnière, et Favre, ministre à Genoullier.

A partir de cette époque les registres ne portent plus de désignation de réfugiés. L'ordonnance de 1753 avait porté ses fruits, ils étaient naturalisés, ayant acheté des bourgeoisies, ou inscrits sur les registres des corporations,

(1) Ecrit de la main du pasteur Agassiz, bourgeois d'Envy et de Bavois.

qui elles-mêmes furent assimilées à des bourgeoisies. Aussi vit-on apparaître, le 25 février 1773, les nouvelles ordonnances ecclésiastiques pour le pays de Vaud, qui contiennent, art. 44 : « Les Français réfugiés, qui n'ont point de bourgeoisie, ne pourront être mariés, sans avoir un consentement de la direction dont ils dépendent. »

En jetant ainsi les réfugiés sur la surface du pays, en les implantant dans chaque commune, c'était pour ainsi dire une nouvelle sève que messieurs de Berne allaient inoculer à leur peuple jusqu'alors si soumis. Aussi quand vint la grande heure de l'indépendance, tous ceux que vous trouverez à la tête du mouvement, et comme chefs du nouveau gouvernement, portent à peu près sans exception des noms réfugiés. Aussi peut-on dire sans exagération que c'est aux Français du refuge que le canton de Vaud doit son industrie, son indépendance et sa nationalité, qui lui furent plus tard assurées et garanties par le grand et immortel citoyen français qui s'appela Napoléon 1^{er}.

Je vous envoie environ 40 noms de réfugiés, en retranchant ceux des Alsaciens, de la principauté de Monbéliard et quelques-uns qui font double emploi : nous n'en comptons que 30. Il y a cent paroisses dans le canton qui pourraient vous en fournir autant : ce qui donnerait un chiffre de 3,000. Les corporations en ont peut-être plus de 15,000. J'en connais dont le chiffre s'élève à près de 4,000. L'on peut donc affirmer sans crainte d'être démenti que le canton de Vaud a reçu pour sa part au moins 48,000 réfugiés français; et ce petit pays égale à peine l'un des départements de troisième classe.

D. DE B.

Une lettre inédite de Court de Gébelin, de 1760.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Meaux, le 17 mai 1854.

Monsieur le Président,

L'accueil qui a été fait dans le *Bulletin* aux documents qui se rapportent à Court de Gébelin, le savant auteur du *Monde primitif*, l'infatigable ami des *Eglises sous la croix* pendant la dernière moitié du XVIII^e siècle, me fait supposer que vous n'accueillerez pas avec moins de satisfaction la lettre suivante écrite de Paris, en date du 29 septembre 1760, à M. Gal-Ladevèze, pasteur au Vigan, ou plutôt au *Désert*. Car on montre encore dans les montagnes escarpées au milieu desquelles cette petite ville est assise, les lieux où se tenaient les saintes assemblées, et même les postes avancés occupés par les sentinelles. La plupart de ces anfractuosités rocheuses ont été consacrées par la fin tragique de quelques victimes, et arrosées du sang des martyrs de notre foi.

La lettre de Gêbelin est de l'époque où s'agitait déjà sérieusement en France la question du mariage des calvinistes et même de leur rappel. *Le Mémoire théologique et politique au sujet des mariages clandestins des protestants de France* est de 1755. L'ouvrage intitulé : *Principes politiques sur le rappel des protestants en France*, est de 1764. Il est vrai que ces mémoires destinés à en réfuter d'autres qui préconisaient le maintien de l'intolérance et de la persécution, en ressassant les calomnies séculaires, et à montrer surtout quel préjudice avait causé à la patrie l'émigration forcée de tant de citoyens industrieux et utiles, ne concluaient pas à ce que de grands privilèges leur fussent accordés. Le dernier leur refusait absolument le culte public, ainsi que toute admission aux emplois militaires et aux charges de judicature et même municipales. L'un et l'autre s'accordaient à ce qu'ils demeurassent dans un état d'inégalité vis-à-vis des catholiques, et conseillaient l'emploi de certaines faveurs calculées, dans le but de les ramener insensiblement par ces grossières amorces au giron de l'église romaine. Toutefois, ces publications, quoique combattues à leur tour par les champions du code de l'intolérance, étaient un signe des temps (1). L'opinion publique éclairée par la philosophie allait au delà, surtout dans la partie lettrée de la nation, les protestants profitaient de ces dispositions favorables pour reconstituer leur culte et leurs assemblées religieuses, partout où les intendants des provinces, vaincus par cette opinion, quand ils ne la partageaient pas, leur accordaient une sorte de protection tacite. La lettre de Gêbelin est une preuve de ce progrès vers des temps meilleurs. Elle se rapporte par son contenu au chap. 8, liv. III, de l'*Hist. des Eglises du Désert* de Ch. Coquerel.

A Monsieur Ladevèze.

29 septembre 1760.

Monsieur et très honoré frère,

Je suis pénétré d'une vive reconnaissance pour la part que vous prenez à la terrible épreuve à laquelle Dieu m'a appelé, et que je ressens tous les jours plus vivement. Je ne suis pas moins sensible à la confiance que vous me témoignez. Vous me rendez justice en pensant que je suis toujours attaché à ces églises pour lesquelles mon père s'est toujours sacrifié. Toujours je soupirerai pour leur avantage : c'est de bon cœur que je leur ai offert mes services, quoique le poste de

(1) *Le Mémoire théologique et politique* fut combattu par le *Mémoire politico-critique*, où l'on examine s'il est de l'intérêt de l'Eglise et de l'Etat d'établir pour les calvinistes du royaume une nouvelle forme de se marier. Il le fut encore par *La voix du vrai patriotique catholique opposée à celle des faux patriotes tolérants*.

Ces deux libelles, sans nom, sont de 1756.

G.-L.

On sait que le *Mémoire théol. et pol.* est de Rippert de Montclar, procureur général au parlement d'Aix, et les *Principes pol. sur le rappel* sont de Turmeau de La Morandière.

correspondant me devienne extrêmement pénible, étant seul, et qu'il ne me procure pas les mêmes agréments que je pourrais trouver dans des établissements beaucoup moins pénibles et de beaucoup plus gracieux. Mais être utile aux églises est pour moi d'un grand prix. Il est vrai que j'ignore encore quel sera le succès de mes démarches. En attendant, je ne change rien à ma façon d'agir et de penser.

Je suis très impatient d'avoir des nouvelles de l'état des choses en Rouergue. Les protestants du Périgord ont recommencé leurs assemblées ou sociétés, mais à petit bruit. L'Agenois est fort tranquille, quoiqu'on y ait fait une douzaine de prisonniers, qui ont été enfermés au château du Hâ, à Bourdeaux, pour n'avoir pas tenu ce qu'ils avaient promis à M. de Richelieu, d'engager les protestants à faire rebaptiser leurs enfants. On savait qu'il y avait des protestants dans l'Ile de Rhé, mais en petit nombre, et jamais ministre n'y fut. Eh bien ! ils viennent d'y bâtir deux églises, et puis ils ont appelé un des ministres de Saintonge, et qui y fonctionne le plus tranquillement du monde. Un ministre vient d'être déposé dans la principauté de Neuchâtel pour avoir prêché contre l'éternité des peines. Son église le redemandait à toute force; le roi de Prusse lui a conservé sa pension.

Ce prince était, il y a six semaines, dans un terrible détroit. Cinq ou six armées allaient tomber le lendemain 15 août sur lui, et toutes à la fois. Il les prévient, décampe à minuit, marche à celle du général Laudon, qui était en route, la choque et l'extermine. Il en fait autant à une seconde, celle du général Percy, et à une troisième, et fait reculer la grande armée. Actuellement il vient de battre à plate couture celle du général Beck. Pour surcroît de bonheur pour lui, on assure que les Bavares se sont joints à lui.

Dans la Hesse, rien de bien considérable. Souvent de petits combats, mais aucun de décisif ou de bien essentiel.

La paix est rétablie en Saintonge.

Nous lisons *la Mort d'Abel*, traduite de l'allemand. Il y a de très belles choses, mais bien lamentables. L'Allemagne fournit à présent nombre de poètes de premier ordre.

(Suivent quelques particularités sans intérêt.)

C'est avec une parfaite considération que je demeure, Monsieur et très honoré frère,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

De GÉBELIN.

Agréez, etc.

GAL-LADEVÈZE, Pr.

Cette lettre confirme encore ce que nous avons déjà fait observer, savoir : qu'il y a dans la correspondance de Court, comme dans celle de Rabaut, un grand exemple et en même temps une grande leçon. On y reconnaît toujours l'homme dévoué qui sacrifie tout aux Eglises, et à qui les Eglises ne sacrifient rien, qu'elles découragent au contraire sans cesse... « *Sua si bona norint!* »

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

LE LUTHÉRANISME EN FRANCE

AU COMMENCEMENT DU XVI^e SIÈCLE.

Extraits inédits des registres du Parlement de Paris.

1525.

La *Renaissance* et la *Réforme* procèdent de la même cause, tendent au même but, et se prêtent un mutuel appui. Elles se sont produites simultanément, ont grandi l'une par l'autre, et passé, pour ainsi dire, par les mêmes épreuves. Il n'est pas jusqu'à leur nom qui ne révèle leur unité d'origine, et leur entière corrélation. Qu'est-ce, en effet, que la *Renaissance*, sinon, dans le domaine des lettres, *le libre essor* donné à l'*intelligence humaine*, affranchie des entraves de la vieille école mourante d'impuissance et d' inanition; qu'est-ce que la *Réforme*, sinon *le libre examen* proclamé dans le domaine de la théologie, et appliqué, au nom de la *raison humaine* débarrassée des étreintes d'une argutieuse et stérile argumentation.

Mais, s'il n'est pas douteux que ces deux grands événements des temps modernes se lient étroitement entre eux, et sont, par leur essence même, solidaires l'un de l'autre; s'il n'est pas douteux que cette union étroite et continue, que cette solidarité incessante datent de leur apparition, et n'ont jamais cessé de subsister, comment se fait-il que la plupart de ceux qui se sont occupés du XVI^e siècle les aient méconnues et complètement négligées? C'est ce qu'il n'est pas facile de s'expliquer; seulement, ce qu'il y a de certain, c'est qu'on n'en a généralement pas tenu compte, et qu'on ne saurait trop déplorer le peu de soin que l'on a pris de signaler ces rapports intimes et d'en tirer toutes les conséquences propres à éclairer de son véritable jour l'histoire de cette mémorable et solennelle époque, si dénaturée par les passions, si mal comprise par certains esprits à courte vue, et si imparfaitement racontée jusqu'à nos jours. Ce qu'on n'a pas fait encore, il serait bien temps de le réaliser. La justice et la vérité le commandent; le respect de nous-mêmes et l'obligation où nous sommes de ne rien négliger de ce qui peut contribuer au perfectionnement de nos facultés intellectuelles nous en font un devoir.

Ce n'est pas qu'il entre dans ma pensée d'aborder ici à fond un sujet aussi vaste et aussi compliqué. Outre que le temps et l'espace me manqueraient, je n'hésite pas à reconnaître que la tâche serait au-dessus de mes forces; mais, en dehors des études générales que comporte la matière et du

travail d'ensemble qu'elle exigerait, il m'a paru utile, je dois même dire nécessaire, d'entrer dans quelques détails sur un des points les plus importants, et d'autant plus digne d'attention qu'il a été plus mal exploré jusqu'à ces derniers temps. Je veux parler de la manière dont le mouvement religieux suscité par Luther se produisit en France.

On a cru longtemps, et on est encore assez d'accord à croire, que la Réforme ne se produisit que tard et lentement parmi nous; on va même jusqu'à dire que le mouvement qu'elle y opéra, quoique prenant sa source dans les idées religieuses, fut pourtant moins religieux que politique. Cette opinion, communément accréditée, tient à deux causes. D'une part, les tendances de la société, la disposition des esprits, au moment où Luther donna le signal, ne sont pas connues ou le sont fort mal; de l'autre, on applique, aux masses dissidentes des premiers temps, les vagues desseins, les projets mal digérés de quelques esprits inquiets et ambitieux du milieu et de la fin des guerres de religion. C'est là une double erreur, que les faits combattent et réfutent complètement; mais il suffit qu'elle ait existé et qu'elle ait été généralement accréditée, pour nous faire comprendre combien il était difficile de parler de cette grande révolution morale d'une manière convenable, tout le temps que l'opinion publique se trouva sous l'impression de cette double erreur, et combien surtout ceux qui ont voulu en faire connaître l'origine et la marche étaient exposés à s'égarer, comme ils l'ont fait, au milieu des conjectures et des suppositions.

Un des écrivains qui, à ma connaissance, ont le mieux compris et le plus justement apprécié ce grand mouvement religieux, c'est M. Eug. Haag; ce qui s'explique tout naturellement par l'étude exacte et réfléchie qu'il a faite des événements et des causes qui préparèrent la Réformation. Dans un travail, à mon avis fort remarquable, inséré dans un journal quotidien, en 1837 (1), après avoir résumé les faits généraux avec une grande lucidité, et expliqué avec une érudition vraie, la longue querelle de l'idée et du symbolisme, source réelle de toutes les luttes religieuses qui remontent à l'origine du christianisme, et se sont reproduites sous tant de formes différentes, il trace, à grands traits, un tableau de la situation, au moment où la nouvelle dissidence allait éclater, et met par là le lecteur parfaitement à même de se rendre un compte exact de tout ce qui prépara la rupture, de la manière dont se produisirent les nouvelles idées, et de la direction qu'elles reçurent. En effet, au moyen des détails qu'il y a groupés, détails qui sont de la plus rigoureuse exactitude, et qui jettent la plus vive lumière sur cette époque agitée, dont les aspirations incertaines attendaient une direction, il demeure démontré que la propension à un changement était manifeste, et

(1) Le *Bon Sens*, n° des 8 et 9 février.

qu'on n'attendait partout qu'une occasion favorable, pour se jeter dans la nouvelle voie qui allait inévitablement s'ouvrir (1).

Les indulgences de Léon X, et surtout l'obstination déplorable avec laquelle on persista à en faire le trafic le plus éhonté, fournirent cette occasion. Luther se trouva là tout à point pour la saisir et en tirer tout le parti désirable. Ce fut en 1517 (2), que ce grand homme, animé d'une sainte indignation, tonna contre l'odieux abus des indulgences, appelant, de toute la force de son génie, la réforme religieuse fondée sur la liberté d'examen; et, telle était la disposition de l'opinion publique, en France, que sept années s'étaient à peine écoulées depuis qu'il avait élevé la voix, que déjà le mouvement religieux était devenu général, et qu'à cette époque (vers 1524) l'évêque de Meaux (3), débordé par la nouvelle doctrine, au moment où il y pensait le moins, se trouvait obligé, pour la contenir dans son diocèse, de faire appel à la force légale (4); et que l'année suivante les *Luthériens*, comme on disait alors, pullulaient tellement dans Paris, qu'un personnage important et des plus haut placés, se crut obligé de faire une démarche officielle auprès du Parlement, pour que cette cour s'occupât de *remédier et pourvoir aux hérésies et blasphèmes, en faisant le procès à ceux qui se trouvaient entachés de la doctrine de Luther et autres hérésies*. Voici les détails de cette démarche, les explications qu'elle provoqua de la part du premier président, et les résolutions qui en furent la suite, tels qu'on les lit dans dans le registre du conseil du parlement, coté 66 bis, fol. 217 et 213 (5).

Extrait des Registres du Parlement de Paris.

Ce jour (20 mars 1524=1525 N. S.), messire Briçonnet (6), cheva-

(1) Nous reproduisons ce morceau dans la partie des *Mélanges*, comme une pièce justificative en quelque sorte à laquelle se réfère M. Dessalles.

(2) On pourrait dire que la Renaissance s'était déjà produite longtemps avant 1517, puisqu'on en vit apparaître les premiers symptômes au retour de l'expédition de Charles VIII en Italie; mais, à ce compte, on pourrait affirmer que les premiers symptômes de réforme remontent même au delà du concile de Bâle. Ce qu'il y a de positif, comme je l'ai dit en commençant, c'est que que cette double révolution intellectuelle ne régularisa sa marche que dans le XVI^e siècle.

(3) Guillaume Briçonnet, fils de Guillaume Briçonnet, depuis cardinal de Saint-Malo. Il fut président de la chambre des comptes et évêque de Meaux en 1516. On l'accusa d'avoir attiré auprès de lui des partisans de la Réforme; ce dont il fut, dit-on, obligé de se justifier devant le Parlement, comme le donne suffisamment à entendre le passage qu'on lira plus bas, où il est question de lui; à la suite de quoi il condamna les livres de Luther. On rapporte aussi que les cordeliers l'accusèrent d'hérésie, mais qu'ils furent regardés comme calomniateurs. Cela tendrait à laisser croire que le haut clergé, en France, n'était pas, de prime abord, aussi généralement ennemi de la Réforme qu'on a voulu le prétendre.

(4) Voyez les documents originaux reproduits ci-dessous, où il est aussi question de poursuites exercées, sur la demande de l'archevêque de Sens.

(5) Arch. de l'empire, X, 1527.

(6) Frère de Guillaume Briçonnet, alors évêque de Meaux, qu'il remplaça le

lier, président des comptes, a dit à l'assemblée qu'il lui semble que les tribulacions et calamitez qui sont advenues en ce royaume procedent des péchez énormes qui se connectent chaque jour en ce d. royaume, et mesmement en ceste ville qui est grande et faicte de toutes nations; et qu'il y a deux principaulx péchez qui règnent et pululent, qui sont hérésie et blasphèmes, auxquelz il faut rémédier et pourvoir. Y a plusieurs, tant en ceste ville que ailleurs, en ce royaume, qui soustiennent la doctrine de Luther; et fault éviter les erreurs. Et oultre a dit qu'il y avoit ung personnage, en ceste ville, bien qualifié, qui est décédé depuis certain temps en ça, lequel, ung jour, se trouvant à table avec led. Briçonnet, et fut question de parler *de purgatorio vel resurrectione* (1), et ne scet bonnement lequel (des deux); (mais) estant assis près de luy, (ce personnage) luy dist ces parolles en l'oreille : « Monsieur le président, croyez-vous que ce que « l'on dit soit véritable; ce n'est que pour la lucrature des prebstres. » Laquelle parole ne sortit de la bouche dud. Briçonnet, depuis (ni) ne le nomma jamais, mais en a eu moindre estime de luy *beaucoup* (2) qu'il n'avoit auparavant; et luy a l'on dit que ung de ses enfans, à présent vivant, est ung grand *Lutherian*; et lequel personnage qualifié, comme dit est, *est mortuus intestatus et inconfessus* (3), ainsy qu'il a esté adverty. Non pas que *ex hoc velit arguere* (4) estre autrement décédé que bien, car peult-estre qu'il s'en repentit depuis, *juxta illud psalmiste* : « *Justus etsi preoccupatus fuerit, anima tamen ejus in « refrigerio erit.* (5). » Et aussi qu'il y a ung autre personnage bien qualifié, moins toutesfoys que le trespasé, lequel se trouva en quelque lieu de ceste ville, au commencement de ce karesme, sur le soir, et fut question, entre luy et led. Briçonnet, *de jejuniis* (6), disant led. Briçonnet que : *Nos tenebamur jejunare, nisi subesset causa legitima et rationabilis; ipse vero contra* (7), disant que : *Ecclesia non*

27 novembre 1507, comme président des comptes, parce qu'à cette époque Guillaume fut nommé évêque de Lodève, siège qu'il occupa jusqu'en 1516, qu'il fut appelé à celui de Meaux.

(1) Du purgatoire ou de la résurrection.

(2) Bien plus.

(3) Est mort intestat et inconfessé.

(4) De cela il veuille arguer.

(5) Selon ces paroles du Psalmiste : *Le juste, quoiqu'il ait été préoccupé, son âme cependant sera dans le contentement.*

(6) Du jeûne.

(7) Nous étions tenus de jeûner, à moins qu'il n'existât une cause légitime et raisonnable; lui, au contraire.

poterat obligare ad peccatum mortale (1); et, entre les raisons qu'il alléqua, ce fut ce qui est escript, *Marci secundo* (sic) *ubi Pharisei dixerunt ad Christum : « Quare discipuli Johannis jejunant frequenter, « tui vero non jejunant* (2)? Et nostre Seigneur leur répondit : « *Non « possunt filii sponsi jejunare, quamdiu cum illis est sponsus. Venient « autem dies in quibus auferetur ab eis sponsus et tunc jejunabunt* (3). » Après lesquelles parolles ainsi alléguées, comme dit est, ou en substance, (il) dit aud. Briçonnet : « Pensez que velà une belle raison et bien frivolle. » Lors luy dist led. Briçonnet, que ce n'estoit pas bien parlé à luy, et qu'il ne devoit point calumnier les parolles de nostre Seigneur, et que plusieurs avoient passé par-dessus, grans cleres et docteurs de l'Eglise, et qu'il pourroit bien calumnier les parolles de saint Pierre et saint Pol et des évangélistes, puisqu'il s'attachoit au capitaine de l'Eglise chrestienne; que led. Briçonnet fut lors merveilleusement scandalizé dud. personnaige et de ses parolles et en parla à ung docteur en théologie, qui luy dist qu'il se devoit enquérir de quelle parroisse il estoit, et en parler à son curé; ce qu'il fiet (4), et luy bailla par mémoire là-dessusd. allégance, pour luy en parler; ce que led. curé luy promist faire et remonstrer, en confession. Aussi led. personnaige, quelque temps auparavant, ainsi que luy et led. Briçonnet disputaient de la sainte Escripiture, led. Briçonnet luy alléqua quelqu'auctorité de Ysaye ou Jeresmye, et venant au propos, dont lors estoit question, ne scet lequel; laquelle auctorité rejecta led. personnaige, disant que : « *Omnes prophetie Testamenti Veteris erant nulle* (5), pour ce que : *Omnia fuerant consummata in morte Christi* (6); et encores, quelque peu de temps auparavant, ledit personnaige et led. Briçonnet, divisans et parlans de la Bible, luy dist qu'il y avoit plusieurs livres en icelle apocrifles, et ausquelz on ne debvoit adjouster aucune foy, qui est contre le texte du chappitre : *Sancta romana Ecclesia christiana, distinctione* (7); et

(1) L'Eglise ne pouvait obliger à un péché mortel.

(2) Au second (chapitre) de (saint) Marc, où les Pharisiens dirent au Christ : « Pourquoi les disciples de Jean jeûnent-ils souvent, et pourquoi les tiens, au contraire, ne jeûnent-t-ils pas? »

(3) « Ne peuvent les fils de l'Epoux jeûner, tout le temps que l'Epoux est avec eux; mais les jours viendront auxquels l'Epoux sera enlevé de parmi eux, et alors ils jeûneront. »

(4) Fit.

(5) Toutes les prophéties de l'Ancien Testament étaient nulles.

(6) Toutes choses avaient été consommées, dans la mort du Christ.

(7) La sainte romaine Eglise chrétienne, par la distinction, etc.

depuis, parlant led. Brignonnet dud. personnage à quelque homme de bien et plus califfié que luy, espérant qu'il luy pourroit remonstrer, le luy nomma en secret; lequel grant personnage respondit qu'il en savoit bien d'autres, et luy en nomma deux de semblable qualité que est le dessusd. Et aussi a esté adverty qu'il y en a d'autres qui mangeassent chair, formaige et œufs en karesme, et font plusieurs autres choses contre Dieu, irrévérance de luy et des commandemens de l'Eglise; et, quant aux blaphèmes, que, quant il va par la ville, il n'oyt sinon que on blaphème le nom de Dieu; et, depuis dix ou douze jours en çà, sortant du palais, s'en allant à son logis, rencontra ung personnage, avec lequel il alla jusques à my-chemin, qui faisoit bien son devoir de blaphèmer le nom de Dieu; que le péché est si fort commun qu'il ne pourroit estre plus, et que, vendredi dernier, Me Guillaume de Quercu (1), ainsi qu'il luy a esté récité, en son sermon, dist avoir trouvé ung petit garçon qui n'avoit que cinq ou six ans, qui blaphémoit le nom de Dieu, et scet que, en ceste ville, y a une maison, où il y avoit ung enfant, *unicus filius patris* (2), qui estoit accoustumé jurer et blaphemer, ce que enduroit le père, et ne le vouloit contrister, pource qu'il estoit seul; et advint que l'enfant tomba mallade, de laquelle malladie il mourut; et en sa malladie led. enfant se gectoit en terre et disoit : « Ostez-moy ces griffons, lyons et bestes horribles que je vois se caichant au sein du père et de la mère; et ainsi mourut, le scet led. Brignonnet, pource qu'il y avoit aucuns personnages présens qui (le) luy ont récité, et fault pourvoir aux choses susd., affin qu'elles ne pullulent, et que nostre Seigneur s'en appaise plus tost, quant il verra qu'on se sera mis en son devoir. A quoy led. messire Jehan de Selve, premier président, a dit que ce sont articles qui concernent le fait de la justice, qu'il prendra le dernier pour le premier, et que M^{me}, mère du roy, régente en France (3), avisée des juremens et blaphèmes, y a pourveu, et envoyé ses lettres-patentes pour les publier, ensemble pour faire publier toutes les ordonnances qui ont esté par cy-devant faictes, par les roys précédans; mais elles ne l'ont esté, pource que on a trouvé

(1) Ce Guillaume de Quercu est le même que Guillaume du Chesne, dont il sera parlé plus bas, docteur en théologie, qui joua un certain rôle, à cette époque, dans les poursuites exercées contre les Luthériens.

(2) Le fils unique de son père.

(3) Louise de Savoie, mère de François I^{er}.

qu'il y avoit différence esd. ordonnances. Y en a une de Mgr St-Loys, une autre du roy Philippes-le-Bel et une du roy Loys, dernier trespasé. A la court donné charge aux gens du roy de les veoir, et ne les a, la court, voullu faire publier, pource que les juges de ce royaume feroient difficulté sur laquelle ils se devroient arrester, combien qu'ils ne se deussent excuser de pugnir les blaphémateurs, vu que les droits y ont pourveu; mais que, de luy, en passant parmi les rues, il n'en a riens oy, et n'en a aucune plainte, et luy semble que on doit faire publier les ordonnances du roy Loys XII, dernier décédé, qui ont esté les dernières faictes, et fault garder les commandemens de Dieu et empescher les blaphèmes, car sa majesté est plus grande que celle des rois, et que, si on est contrainct de garder les ordonnances des roys, par plus forte raison, on doit garder les commandemens de Dieu, et que on en parlera à la court qui y pourvoyra.

Au regard de l'hérésie *qui est grande et pullule en ce royaume*, (il) croit que on en a oy parler, et non sans cause, car y a des gens qui se sont mys en la doctrine de Luther. (Il) en a esté question en la court; et (il ajoute) *qu'il y a eu grans personnaiges qui ont fait difficulté d'en prendre cognoissance*; que la correction en appartient à l'Eglise, et l'exécution aux gens laiz; qu'il y a des prisonniers qui en sont chargez ausquelz on a baillé gens pour faire leurs procès, qu'il en y (1) a eu aucuns, en lad. court, qui ont esté pugniz et fustigez, depuis trois jours, non pas comme hérétiques, mais pour l'inrévérence grande qu'ils avoient faicte, contre Dieu et l'Eglise, pour avoir attaché des éthicquettes en l'Eglise de Meaulx, lorsque les pardons y furent; donnans (à) entendre que le pape n'avoit aucune puissance, et autres choses de la doctrine de Luther; que l'évesque de Meaulx en avoit fait son devoir et fort grande diligence, pource que le cas estoit occulte, et l'advera, et après en advertyt la court qui y envoya Mes André Verjus et Jehan Papillon, conseillers du roy en lad. court, pour leur faire et parfaire leurs procès, ce qui a esté fait. Finalement ont esté pugniz, par arrest de la court, ont fait amende honorable et esté fouétez en ceste ville, et les a-on envoyé aud. Maulx, pour en faire autant, avoir une fleur de lys au front et bannys du royaume, et, s'il en vient d'autres, la court y donnera tel ordre, et fera telle

(1) Y en.

justice qu'il appartiendra ; que on a commis gens pour faire le procès d'un nommé Maigret et autres prisonniers ès prisons de l'évesque de Paris, qui a baillé vicariat, comme ont fait l'arcevesque de Sens et led. évesque de Meaulx, et espère que, s'il y a quelqu'ung qui soit chargé d'hérésie, que on parlera à luy, et y pourvoira-on (1); et est une des principales choses à quoy on doit tenir la main et a l'on deu dire (2) qu'il y avoit quelques advocats qui avoient mangé de la chair aux jours inhibéz. On s'en est enquiz et n'a-on trouvé (3) pas un tesmoing; et fault que led. Briçonnet nomme ceulx dont il a parlé, afin que on en fasse pugnicion telle que les autres y puissent prendre exemple.

A dit l'évesque de Paris que la doctrine de Luther est une chose qui n'est fondée sinon en *gloire* (4), et que ceux qui la tiennent et suivent sont gens de peu de savoir, qui n'entendent les Ecritures saintes, et interpretent la Bible et les docteurs de l'Eglise autrement que on ne doit, qu'il y a, en ung villaige près ceste ville, ung laboureur qui est en ceste folye qu'il dit qu'il n'yra point à l'église tant que l'on questera pour les trespassez, et qu'il y a longtemps qu'il n'i fut, et y fault pourvoir, et est prest et offre de bailler vicariat à ceulx que la court nommera pour faire et parfaire les procès de ceulx qui se trouveront entachez d'hérésie; et ce fait lad. assemblée a ordonné aud. Briçonnet qu'il eust à nommer ceulx dont il a parlé, et prié led. évesque de Paris de les y contraindre *sub vinculo excommunicationis* (5), ce que led. évesque a accordé.

Cette démarche de Briçonnet et cette première délibération du Parlement furent suivies de la seconde délibération qu'on va lire, prise dans le même jour, et dans le préambule de laquelle se trouvent énoncées sommairement les explications qui précédèrent.

Autre extrait.

Ce jour (le 20 mars 1524=1525 N. S.), messire Jéhan de Selve, premier président, a dit à la court qu'il a esté question, cette après-

(1) Et qu'on y pourvoira.

(2) L'on a dû dire.

(3) On n'a pas trouvé.

(4) Vanité.

(5) Sous le lien d'excommunication.

disnée (dans le *parlement*) qui a esté fait en la salle verte, de deux maux qui pululent, qui sont les *blasphèmes* et les *hérésies*, à quoy il fault pourveoir. Et après qu'il a eu récité les propos qui ont esté tenuz en lad. assemblée, et dit que l'évesque de Paris offrait bailler vicariat, tel que lad. court verrait estre à faire, aux personnages qu'elle nommeroit, pour faire le procès de ceulx qui se trouveront estre entachez de la doctrine de *Luther* et d'autres hérésies, la court a ordonné et ordonne que l'ordonnance faicté par le roy Loys XII, dernier trespassé, qui a esté leue et publiée céans, sera demain republiée en jugement, et que led. évesque de Paris sera tenu bailler vicariat à maistre Philippes Pot, conseiller du roy en lad. court et président des enquestes, à André Verjus, aussi conseiller en icelle, et maistres Guillaume Du Chesne et Nicole Leclerc, docteurs en théologie, pour faire et parfaire le procès de ceulx qui se trouveront entachez de la doctrine luthérienne et autres hérésies.

Ces documents précieux, dont l'authenticité ne saurait être mise en doute, constatent donc : 1^o que le luthéranisme *pullulait* à Paris et dans les provinces dès 1525; 2^o qu'il y avait surtout pénétré par les classes élevées et intelligentes; 3^o que la nouvelle doctrine s'était plus particulièrement répandue à Meaux, avec une grande rapidité; 4^o que déjà, parmi les membres du Parlement, il s'en trouvait de plus ou moins partisans de cette nouvelle doctrine; 5^o que les campagnes elles-mêmes commençaient à l'adopter; 6^o enfin, que le mouvement religieux s'était propagé du haut en bas de l'échelle sociale, et que les progrès qu'il avait faits avaient jeté l'alarme parmi les intérêts privés, qui voyaient déjà et voulaient surtout qu'on vit la société en péril dans leurs privilèges compromis, dans leurs prérogatives menacées. Or, il n'est pas admissible de croire que tout cela se fût accompli spontanément, en 1525, ni même dans le cours de quelques mois, antérieurement à la déclaration de Briçonnet. Il faut au contraire convenir qu'un pareil changement n'avait pu s'opérer que progressivement, que l'élan donné remontait déjà très probablement à plusieurs années, et par conséquent que, du moment où Luther avait pris l'initiative de la résistance à celui où les partisans du libre examen, en France, commencèrent à s'agiter, l'espace de temps dut être très court; ce qui justifie pleinement l'opinion de M. Haag, au sujet de la disposition des esprits et des tendances générales de l'époque, et ce qui ne rend pas moins évidente mon assertion au sujet de l'union étroite, de la complète solidarité existant, dès l'origine, entre La Renaissance et la Réforme; puisqu'à mesure que la Renaissance faisait des progrès, la Réforme grandissait à côté, et parallèlement avec elle; se développant l'une et l'autre

dans les mêmes conditions, par l'entremise de la même classe d'hommes et à l'aide des mêmes procédés (1).

Mais ce n'est pas tout : ces documents nous apprennent en outre que ce ne fut pas seulement dix-huit ans après que le luthéranisme eut fait son apparition que les premières poursuites, avec condamnations, s'exercèrent contre les partisans de la Réforme, et que loin de ne remonter qu'au bûcher allumé par François I^{er}, en 1535, sous l'inspiration de l'inquisiteur de la foi (2), ou, si l'on veut, aux lettres que ce même prince écrivait, en 1533, à l'évêque de Paris, portant injonction à ce prélat de commettre deux conseillers du Parlement pour *faire et parfaire le procès aux hérétiques qui pullulent dans sa bonne ville de Paris* (3); elles datent en réalité de 1525, sinon de 1524, et peut-être même de 1523; qu'elles commencèrent à Meaux, où, comme je l'ai dit, les nouvelles idées semblent avoir gagné plus rapidement du terrain que partout ailleurs; qu'elles se continuèrent à Sens et à Paris, presque en même temps; qu'elles s'exercèrent conformément au droit qui régissait la matière, en pareille circonstance, c'est-à-dire d'un commun accord entre l'autorité religieuse et l'autorité civile, et que les condamnations furent ce qu'elles étaient toujours en pareille occurrence : la fustigation, avec amende honorable et empreinte d'une fleur de lys au front.

Enfin, ces documents prouvent encore que les préoccupations générales portaient toujours et partout sur des questions de doctrine et de discipline religieuses, et n'avaient aucunement pour objet les questions et les théories politiques, comme on ne s'est que trop habitué à le croire; questions et théories qui, loin d'être, dès lors, l'objet de l'attention commune, ne furent mises en avant que bien plus tard, et par le petit nombre, et ne réveillèrent jamais que de faibles sympathies. Encore est-il vrai de dire qu'au moment où la politique essaya d'exploiter les sentiments religieux au profit de ses utopies, la situation était complexe, et que les populations, ruinées et découragées par les luttes intestines, semblaient devoir facilement croire à la possibilité de trouver la fin de leurs maux, dans un changement de gouvernement.

Je me résume, et je dis qu'indépendamment des diverses assertions déduites dans le cours de cet article, il résulte encore de l'ensemble des textes que je viens de reproduire, que les inquiétudes, suscitées par les réforma-

(1) Je ne me suis pas attaché à expliquer comment la Renaissance s'était produite. Tout le monde sait qu'elle ne pouvait être que le fait des hommes intelligents et voués à la science, qui cherchaient à agrandir le domaine de l'imagination et de l'esprit. Il me suffisait donc de prouver que cette même classe d'hommes avait contribué à l'établissement de la Réforme, pour justifier ce que j'ai dit en commençant, et c'est ce que les faits se sont chargés de prouver pour moi.

(2) *V. Bulletin*, t. I, p. 328.

(3) *Ibid.*, p. 476.

teurs, toutes vives qu'elles se montraient, étaient pourtant loin de toucher au paroxysme qui devait les transformer en colère et en haine aveugle. Cette société multiple et confuse, destinée à disparaître avec le moyen âge, n'allait pas au delà de ses instincts de conservation, et ne se doutait pas, à cette époque, que le danger la rendrait féroce. Elle voulait bien réprimer ce qu'elle appelait le mal, par rapport à elle; mais elle ne pouvait pas subitement concevoir la terrible pensée d'avoir recours aux moyens extra-judiciaires et extra-légaux qui, presque toujours, ont pour conséquence fatale l'avisement et le mépris des lois et de la justice, d'un côté comme de l'autre. Il semble qu'elle ne voulait pas avoir à se reprocher ce que, dix ans plus tard, elle eut le funeste courage d'entreprendre, — il est vrai, sous l'inspiration d'un inquisiteur. Que se passa-t-il pendant ces dix années, pour surexciter les passions à un tel degré? Rien de plus que ce qui avait eu lieu depuis 1517; seulement, à mesure que le nombre des réformateurs croissait, les partisans du passé perdaient du terrain, et s'irritaient progressivement de voir leur puissance, leurs privilèges et leur possession d'état diminuer sans cesse, et menacer ruine. Voilà comment, à un moment donné, pris de vertige, ils s'abandonnèrent à la violence, sans penser un seul instant peut-être, que la violence amène inévitablement la violence. C'est ainsi que, dans tous les temps et dans tous les lieux, les hommes, fatalement entraînés dans la voie tracée par leur aveuglement et leur obstination, prétendent faire remonter, vers sa source, le fleuve de l'intelligence, arrêter, au passage, le torrent de la propagation de la pensée humaine, et détruire, par le seul fait de leur volonté, les lois de la gravitation morale, non moins certaines, non moins positives que les lois de la gravitation physique. Quelles furent les conséquences de ce déplorable entraînement? L'histoire, telle qu'elle a été faite avant nous, les présente sans doute funestes, désolantes, irréparables, et pourtant nous ne pouvons pas jeter un coup d'œil scrutateur dans le moindre petit coin de ce passé, sans être effrayés de l'immense différence qui existe entre le récit étiéqué de l'histoire et la terrible réalité des faits, tels qu'ils nous apparaissent dans les actes originaux du temps (1).

L. DESSALLES.

(1) Depuis que ce morceau est écrit, nous avons lu l'excellente Notice que M. Coquerel fils a consacrée à Wolfgang Schuch (*Bull.*, t. II, p. 632), et qui semblerait être en contradiction avec ce que j'avance ici; mais cette contradiction n'est qu'apparente. En effet, le supplice de Schuch ne fut pas ordonné en France, et tout donne à penser qu'on abusa de l'ignorance du duc de Lorraine pour lui faire croire que le pasteur de Saint-Hippolyte avait fait cause commune avec les *paysans* ou *rustaids*. On savait déjà parfaitement l'art de calomnier ses adversaires, et de les assassiner avec un *fer sacré*.

L'ESPRIT DES CORDELIERS D'ORLÉANS

1534.

MÉMOIRE INÉDIT DE CALVIN

(D'après la minute originale de la main de Charles de Jonvillers, son secrétaire.)

La très instructive et amusante notice que nous avons publiée *sur l'histoire du protestantisme dans le diocèse de Gap* (t. II, p. 370) a fait connaître *l'esprit des Capucins* du couvent de cette ville. Peut-être à la vue du titre que nous venons d'écrire, nos lecteurs s'imaginent-ils que nous allons leur montrer, en guise de pendant, *l'esprit des Cordeliers d'Orléans*. Cela ne serait pas impossible ; mais il s'agit ici d'un autre genre d'*esprit* ; il s'agit, pour tout de bon, d'un... REVENANT.

Une femme auteur a dit que les couvents étaient d'ennuyeux mausolées où des collections d'êtres humains s'enterraient tout vivants pour y « faire niaisement leur salut. » Plût au ciel qu'on n'y eût jamais fait que cela et que le mot eût partout et toujours été applicable. Mais sans parler d'emplois moins innocents auxquels servirent les monastères, comme ce *Bulletin* nous en a fourni déjà des exemples (V. t. II, p. 77, 358 à 362 et 506), on a vu que les bons pères capucins de Gap ne s'ennuyaient pas toujours, qu'ils savaient *desipere in loco*, qu'ils avaient leur moment de gaieté, de grosse gaieté même, dans lesquels se déployait une adorable et caractéristique niaiserie. Et l'on va voir avec les cordeliers d'Orléans une des bonnes *farces*, des *spirituelles* plaisanteries, par lesquelles on savait rompre le jeûne et les austérités de la vie monotone du cloître. Il est juste de dire que les capucins sont de vrais enfants auprès des cordeliers, et que si les licences des premiers étaient des péchés mignons, celles des seconds passent la permission et sentent un peu la hart. Mais c'était le bon temps des indulgences et des immunités, et l'on avait sans doute conclu quelque accommodement avec qui de droit... D'ailleurs il s'agissait de jouer pièce aux luthériens qui pululaient, de faire crier haro sur les hérétiques, et la fin autorisait en pareil cas tous les moyens.

Ce curieux morceau nous est communiqué par notre ami M. J. Bonnet. Le même récit se retrouve en substance dans le t. I (p. 47 à 49) de *l'Histoire ecclésiastique des Eglises réformées*, moins cette vivacité de tour, ce sel et ce piquant, qu'y répand ici l'illustre narrateur. « Auparavant que ces choses « advinssent à Paris, y lit-on (c'est-à-dire avant l'affaire des placards, qui « est du commencement de novembre ou de la fin d'octobre 1534), les Cordeliers d'Orléans jouèrent une tragédie quasi pareille à celle des Jacobins « de Berne, dont les histoires font mention : et passa la chose ainsi que

« s'ensuit... » Mais laissons la parole à maître Jean Calvin. Ajoutons seulement que le lecteur pourra comparer, si cela lui plaît, les deux versions, et même une troisième, s'il le désire. Car, en tête de notre pièce, Charles de Jonvillers, secrétaire du Réformateur, a écrit ces deux lignes :

L'Histoire de l'Esprit des Cordeliers d'Orléans, faicte par Monsieur Calvin, et que j'ay escripte soubz luy pour servir de mémoire à Sleidan en son Histoire ecclésiastique.

Et en effet, on voit au livre IX de l'*Histoire de l'estat de la Religion et République sous l'Empereur Charles V*, par Jean Sleidan (p. 247 de l'édition de Strasbourg, 1558) que cet historien a mis la communication à profit, en consignant dans son ouvrage ce qu'il appelle la *farce des Cordeliers d'Orléans*.

Cela dit, voici le mémoire dicté par Calvin à son secrétaire (1) :

[Manuscrits de la Bibliothèque de Genève, vol. 143.]

L'AN mil cinq cens trente et... la prévoste d'Orléans trespassa, ordonnant par son testament qu'on ne fist ne chanter ne sonner à sa sépulture, mais qu'on l'enterrast sans pompe ne luminaire, ce que fut observé par le mary. Et pource que son père et son grand-père estoient enterrés aux cordeliers, elle fut mise en leur sépulchre. Le mary pour contenter les cordeliers de ce qu'on ne leur faisoit faire nul service, leur donna seulement six escus.

Tantost après, pource qu'il vendoit la coppe d'ung boys, deux cordeliers le vinrent requérir de par le couvent, qu'il leur permist d'envoyer leur char une fois le jour durant la diete vente, pour amener une partie de leur provision. A quoy il respondit qu'il estoit bien content qu'ils y envoyassent trente chars en payant, pource qu'il ne demandoit que bonne dépêche et argent.

Les gallans pour se venger vont faire une fourbe que l'esprit de la prévoste estoit revenu, pour leur signifier qu'elle estoit damnée. Les principaux conducteurs estoient deux docteurs de Paris. L'ung nommé Colliman, provincial, l'autre frère Estienne d'Arras.

La façon fut telle. Ils mirent un jeune novice sur la voute de leur Eglise, lequel menoit là un grand bruit quant on vouloit commencer mattines. Quant on le conjuroit de parler, il ne sonnoit mot. Quant on

(1) On sait que Calvin avait étudié à l'Université d'Orléans (V. *Bull.*, t. II, p. 427) ; il savait par conséquent mieux que personne l'histoire authentique qu'il raconte.

le conjuroit de faire signe s'il estoit muet, il faisoit ung grand bruit pour dire que ouy.

Aians disposé leur cas, ils vont prier quelques personnages des plus apparens de la ville qui estoient de leurs dévotz, se vouloir trouver à leurs mattines pour quelque malencontre que leur estoit survenu, sans leur spécifier [ce] que c'estoit. Si tost qu'on commença : *Domine labia*, le novice joue la farce, comme il estoit appris. Colliman aussi et les cordeliers jouent leur personnage. Colliman estoit l'exorciste avec l'équipage accoustumé quand ils veulent parler au diable.

Après que l'esprit eut faict signe qu'il n'avoit pas congé de parler, on le conjure, selon qu'il sera interrogué, de respondre par signe sur chacung article. Et alors le novice mettoit l'aureille en ung pertuys, et avoit une planche devant sa poitrine sur laquelle il frappoit, tellement que le son estoit entendu d'en bas. On luy demande s'il est l'esprit de quelqu'ung de ceux qui sont enterréz-là dedans. Il répond que ouy. Après long circuit, l'exorciste vient à la prévoste. Le novice faict le signe qui luy est donné. Après avoir racompté tous les péchés que l'Escripture condamne, en la fin on vient à s'enquérir, si la prévoste estoit damnée pour avoir esté luthérienne. Le novice respond que ouy. On luy demande pourquoy il faict telle tempeste, et si c'est affin que le corps soit déterré. Il respond que ouy, tousjours frappant sur la planche aultant de coups qu'on luy commandoit.

Sur cela le provincial et le gardien prient les tesmoins de signer ce qu'ils ont veu. Car desjà ils en avoyent cousché ung acte par escrit. Quelqu'ung s'advise qu'il ne se falloir point tant haster, de peur qu'ils ne s'en trouvassent empeschéz, si le prévost en intentoit procès. Ils refusent doncques de signer. Néanmoins les cordeliers retirent leur ciboire du temple avecques le reste de leurs instrumens, et vont faire leur service divin qu'ils appellent en leur chapistre.

L'official de l'évesque estant adverty de cela, y vient avecques bonne compagnie pour informer de la vérité, et commande que les conjurations se facent en sa présence. Or le promoteur qui n'estoit point de mauvais vouloir requis que gens fussent députés pour aller sur la voute, sçavoir s'il y auroit point d'esprit visible; à quoy frère Estienne d'Arras s'opposa, disant qu'on troubleroit l'esprit. Cependant les escoliers aussi y viennent en grand' troupe, se doubant bien que c'estoit ung complot faict par malice, et voulant descouvrir ce qu'il en estoit. Tant y a que jamais depuis ne voulurent faire leurs

conjurations, pour quelque commandement que leur fist l'official.

Le prévost cependant après avoir assemblé toute la justice, et avoir requis d'y tenir la main, s'en alla en court. Et pourcee que les cordeliers alléguoient immunité et exemption, le roy députa certains conseillers de son parlement de Paris avec plain pouvoir et autorité souveraine. Et le légat Du Prat, d'autorité papalle, donna vicariat aux commissaires ecclésiastiques, tellement qu'il fallut que les cordeliers, bon gré maugré, respondissent devant ces juges-là. Toutesfois encores que la fraude fust évidente, jamais on ne peult arracher confession d'eulx, jusques à ce qu'on promist au novice de l'affranchir de leur subjection. Car combien que il fust mis en maison sequestre chez monsieur Fumer, maistre des requestes, si est-ce qu'il tenoit bon, craignant que les cordeliers ne le tuassent pour avoir déshonoré l'ordre.

Estant asseuré qu'il ne luy en adviendrait nul mal, il déclaira tout le badinage, et estant confronté avec les beaux-pères, il leur maintint la subornation faicte par eux. Et combien qu'ils feussent convaincez, si ne laissèrent-ils point de récuser les juges et protester de leurs droicts et privilèges. Nonobstant cela, l'arrest fut donné par tous les conseillers tant laïcz qu'ecclésiastiques qu'ils seroient menés en la prison au chastelet d'Orléans. Que là leurs chaperons leurs seroient ostés, qu'avec chacung une torche au poing iroient faire amende honorable en la grande Eglise sur ung eschaffault là dressé. Depuis estre menés en leur couvent pour y faire le semblable, et en la fin en la place nommée de Martroys où on exécute les malfaiteurs, et que partout ils confessassent que de certaine fraude et malice délibérée, ils avoient conspiré une telle meschanceté.

Or sur ce temps-là, il y survint ung mal qui empescha que justice n'en fust faicte à la rigueur, c'est qu'à l'occasion des placars la furie s'enflamba si grande contre les fidèles, que ceste cause fut rendue odieuse, ou bien qu'on craignist de donner nulle faveur à ceux qu'ils appelloient luthériens, mesme l'exécution de l'arrest, combien que ce ne fust guères rigoureux, en fust empeschée. Car quant les gallans furent amenés, ils retournèrent à leurs protestations. Et à cause de leur refus et contumace, seulement furent renvoyés en prison estroicte et séparés l'ung d'avec l'autre. Toutesfois ils ne laissèrent pas d'estre visités par les bonnes femmes de la vile. Et en la fin on trouva moien de les faire eschapper, comme desjà quant ils fussent menéz à Paris

pour leur faire leur procès, il y avoit beaucoup de bigottes qui conduisirent les charrettes jusques la porte de la ville avec grandes lamentations. Et tousjours on leur fournit argent, tant pour faire grant chère que pour mener leurs pratiques.

Si le trouble des placars ne fust survenu, le roy avoit délibéré, après les avoir punis selon leur mérite, de faire raser le couvent, et y faire bastir une maison pour le duc.

LETTRES CONSOLATOIRES

DES CHEFS DU PARTI PROTESTANT A MADAME DE SOUBIZE, SUR LA MORT
DE SON MARI, ARRIVÉE EN L'ANNÉE 1566.

(Tirées des Recueils inédits de Pierre de L'Estoile sur le règne de Charles IX.)

Nous continuons la série de ces documents si bien appelés *consolatoires*. Trop souvent nous en avons d'affligeants à publier : ceux-ci élèvent l'âme et montrent la vie intérieure du protestantisme français, dont l'histoire est une histoire élevée et religieuse avant tout.

Nous appelons particulièrement l'attention sur la lettre de Théodore de Bèze, très belle et très digne de ce grand réformateur.

V.

De M. le vicomte d'Aubeterre (1).

Madame ma sœur, je n'employeroy point le temps à vous discourir l'extrême afflixion que j'ay receue, quand j'ay entendu par M. de Chevalon, mon cousin, le piteux estat auquel il vous a laissée, car je puis protester en vérité, que j'ay esté si au vif atteint et tellement accablé d'ennuy, que je suis comme celluy qui est stupide et ne sent pas son mal ; mais quand ce grand excès sera passé, lors je commenceroy à entrer en de merveilleux combats et sentiroy des passions qui m'accompagneront jusques à la fosse, d'autant que je vous veux faire fidèle compagnie pour regretter à jamais, avecques vous, celluy qui m'estoit aussi cher (on peut parler plus proprement et en toute rondeur) que je le préférois à ma propre âme. Et certes je peux dire qu'après vous et ma niepce, j'estoy un de ceulx qu'il aimoit le plus

(1) C'était le frère de Madame de Soubize, comme l'indique du reste le commencement de sa lettre. Voy. la *France protestante*, art. *Bouchar d'Aubeterre*.

en ce monde et auquel il descouvroit ses plus secrets affaires. Aussi se pouvoit-il bien fier entièrement en moy, car si la vie eust peu ou pouvoit estre rachetée par la mienne, je donneroy si certaine preuve de l'assurée et intime amitié que je lui devoiy et portoy, qu'un chascun jugeroit que ce bon Seigneur avoit peu de tels amis et serviteurs que moy. A la vérité, Madame ma bonne amie, je l'estimoy et honoroy sur tous les hommes de la terre, et comme mon propre père. Il est ainsi et je ne mens point. Mais puisque ce a esté la bonne volonté de nostre bon Dieu de nous oster ceste perle précieuse, aussi d'affliger si extrêmement toute son Eglise par la mort de son bon serviteur; disons tous : le nom du Seigneur soit béni, et adorons ses jugements sans vouloir par trop entrer en l'abysme d'iceulx, humillions-nous sous la main puissante du Souverain et par vray repentance prévenons son ire, laquelle nous voyons embrasée contre nous et contre tous nos frères. Car c'est un merveilleux tesmoignage de sa fureur, quand il retire à soy tels piliers de son Eglise, et de si excellents personnages. Il est vray que nous aurons grande matière de nous consoler quand nous considérons que celluy qui nous estoit si cher est au repos que nous désirons tous, ayant vescu cinquante-deux ou cinquante-trois ans sans avoir esté jamais chargé du moindre mauvais acte du monde; ains, au contraire, vescu en si grande réputation que ses propres ennemis, et les plus affectionnés à l'Eglise romaine, l'ont tenu, et ce à bon droit, en grande réputation et honneur. Ces choses considérées, nous avons grande occasion de nous consoler, aussi de travailler en toutes manières à nous conformer à la volonté du Tout-Puissant, car il ne fait rien sans bonne et juste cause. Et (comme dit le proverbe) il fait tout bien, quelque chose qu'il face. Et encore que ses secrets nous soient cachés, pensons que ce bon Père a tel soin de nous, qu'il pourvoit plustot à nostre salut, qu'il n'obéit pas à nostre volonté. Et quoy que les chastiments nous semblent rudes, assurons-nous que nous avons affaire à un médecin qui cognoist très bien nostre portée. Parquoy (ainsi que dit l'apôtre) il est fidèle et juste, et ne nous tentera point oultre nos forces, ains à mesure que l'affection abondera, à mesure aussi la consolation croistra, et nous sera donnée du Tout-Puissant qui nous châtie comme un bon père, pour nous communiquer sa sanctification. Il vaut donc beaucoup mieulx, Madame ma bonne sœur, de participer à la croix de Jésus-Christ pour estre faits ses frères et membres de son corps, que de

jouir pour un peu de temps des délices de ce siècle tout misérable et corrompu et estre bastards et enfans réprouvés. Je sçai bien que la croix, pour le présent, nous semble fort rude et de mauvaise digestion : mais ainsi qu'il est escrit, nous verrons bientost le proffit qu'elle nous apportera quand nous aurons esté exercés par icelle. A ceste cause, ne prestons l'oreille à cest enchanteur Satan, d'autant qu'il ne cherche que nostre ruine et ne demande qu'à reculer ceulx qui sont les plus avancez; mais résistons-luy fermes en foy, par prières continues, et ce faisant, la victoire demeurera de nostre costé, à la grande gloire de ce bon Père céleste, à nostre salut, et à la confusion de tous nos ennemis. Je ne m'estendray plus avant sur ces propos, sachant assez les grâces singulières qu'avez receues abondamment de nostre Dieu; aussy que vous estes accompagnée de plusieurs gens de bien, qui ne vous abandonneront en ceste vostre nécessité. Seulement, pour la fin de ma lettre, je vous supplieroy de considérer que vous avez aujourd'hui cent mille fidelles qui vous accompagnent en vostre deuil, et un nombre infini de ceux mesmes qui sont contraires à nostre religion, qui sentent et plaignent nostre perte, ce qui vous doibt apporter une consolation admirable, mesme quand vous considérerez que vous avez esté si honorée de nostre Dieu, que d'avoir eu pour mari un des plus hommes de bien du monde, qui a vescu sans aucun reproche, servi et profité grandement à l'Eglise de Dieu et qui est mort si chrestien, que nul ne doibt doubter de son salut éternel. Or, loué soit Dieu par nostre Seigneur Jésus-Christ, de la faveur qu'il luy a faite. Je le supplie très humblement, Madame ma bonne sœur, de vous environner tellement de ses saintes bénédictions, que puissiez, avecques toute patience, supporter le mal qu'il luy plaira de vous envoyer, et vous conservant en bonne et heureuse santé, vous faire servir à sa gloire jusques au dernier soupir de vostre vie : me recommandant bien humblement à vostre bonne grâce, j'en dis aultant à celle que vous aimez le mieulx en ce monde.

D'Aubeterre, ce xiii de septembre (1).

Madame ma bonne sœur, j'adjousteray ce mot pour vous supplier bien humblement de me faire ce bien de faire estat de moy, comme du meilleur frère, amy et serviteur qu'avez en ce monde : car à la vérité je vous obéiray jusques au prix de ma vie et vous le cognoistrez

(1) Petite ville de France, à quelques lieues de Périgueux.

par effet quand vous voudrez faire preuve de l'amitié et de l'obéissance que je vous doy et porte. Mais je vous requiers ne doubter aucunement de mon affection : car à la vérité je suis à vous à vendre et engager et me sera un singulier plaisir, quand je vous pourray faire humble service; vous assurant qu'il n'y a chose en ce monde, soit femme, enfans ou biens, que je ne laisse quand vous me le commanderez et que je pourray servir en vos affaires. Brief, je suis plus à vous qu'à moy-mesme et je parle en toute rondeur et du meilleur endroit de mon cœur, comme à l'essay vous le connoistrez par effect. J'eusse envoyé un gentilhomme par devers vous, mais la suffisance de M. de Chevalon m'en engardera. Et sans les raisons que j'écris amplement à mon frère, qui vous les fera entendre, je feusse allé moy-mesme par devers vous, quand j'eusse deu mourir par les chemins. Car, en vérité, je désire aultant de vous voir qu'il est possible. Car je m'assure que pour l'amitié que m'avez tousjours portée ma présence vous serviroit de beaucoup. Mais mes excuses sont si raisonnables, quand les aurez entendues que ne cuiderez que faulte d'amitié m'ait empesché d'aller par devers vous. J'escris à M. de Saint-Martin et le prie de vous communiquer mes lettres. Je vous diray de rechef que j'ay un regret inestimable que je ne vous puis aller voir; mais ce sera le plustost que je pourray, avecques la grâce de Dieu. Ce petit mot de ma main sera pour vous supplier humblement de ne m'oublier jamais, et m'aimer comme vous avez acoustumé; car, à la vérité, en vostre endroit, autant ou plus que homme de la terre, j'ay bien des traverses, comme entendez par mon frère, mais ce n'est rien au prix de la nouvelle que j'ay receue. Loué soit ce bon Dieu par sa miséricorde!

Votre humble frère et à jamais obligé ami à vous faire service.

D'AUBETERRE.

VI.

De Monsieur de Bèze (1).

Madame, combien que vostre affliction vous soit tellement commune avec moy, entre aultres, que j'ay besoin moy-mesme

(1) Cet illustre chef du parti protestant, Nivernois d'origine, s'était retiré à Genève depuis l'année 1548. Il revint dans sa patrie pour assister au colloque de Poissy, en 1561, et il y parla avec beaucoup d'éloquence. En 1571, il présida le synode de La Rochelle. Th. de Bèze mourut en 1605, en réputation du plus accrédité des ministres protestants de France, de Suisse et des Pays-Bas.

de consolation et que je sçache bien qu'avec les remèdes que le Seigneur vous a appris, vous n'avez faulte par delà de tels personnages, que vostre mal requiert, si n'ay-je voullu faillir à mon devoir, ayant rencontré l'opportunité du gentilhomme porteur des présentes. En somme donc, Madame, celluy auquel le Seigneur a tant fait de grâces, que nous ne pouvons doubter qu'il ne l'ait maintenant recueilli en son repos éternel, ne peult estre pleuré par vous à son esgard, qu'il ne puisse sembler que vous soyez marrie de ceste grande et souveraine félicité qui luy est avenue. D'aulture costé, ceux qui lamentent oultre mesure, non pas ceulx qui sont départis d'avec eulx pour estre mieulx, mais le dommage qu'ils ont receu en les perdant, que desclarent-ils sinon qu'ils ne les aimoyent que pour le bien et plaisir qu'ils en recevoient? Il ne reste donc que l'affection naturelle renfermée par l'estroite conjunction de luy et de vous, qui vous puisse et doive entretenir en vos douleurs. Et de fait, qui vouldroit condamner telles affections seroit luy-mesme à condamner par l'autorité de toute l'Escripture. Mais tant y a qu'il fault qu'elles soient domptées et contenues en leurs limites, comme toutes les aultres, par la vertu de l'esprit qui nous est donné. Et cella vous sera, peu à peu, rendue aussi aisé, comme du premier coup, il vous semble impossible, quand, vous estant recueillie en vous-mesmes, vous aurez bien considéré que c'est de ceste tant grande, tant puissante, tant sage, et tant bonne procédeure de Dieu en toutes choses: car qui trouvera à redire des œuvres d'icelluy. Et s'il est ainsi, quelle raison y aurait-il de s'en plaindre, ou de souhaiter qu'il en feust aultrement. Or, nous ne sommes pas seulement asseurés de ce que les plus ignorans sçavent bien, c'est asçavoir qu'on ne peut enfreindre le vouloir de Dieu, et qu'il gouverne toutes choses; mais avons aussi appris quelque chose d'avantage en l'eschole du Seigneur, c'est à sçavoir: qu'il nous est père en nostre Seigneur Jésus-Christ, et que par conséquent, il n'a rien ordonné et ne fait chose quelconque qui ne tourne à bien à ses enfants, comme toute l'Escripture le nous tesmoi-

gne et l'expérience le nous confirme. Car, quoy que les coups soient bien rudes quelquefois, si est-ce que l'issue nous montre tousjours qu'il y a une merveilleuse différence entre le sceptre de fer, duquel il brise les rebelles, et la verge de sa correction ou espreuve paternelle. Il y a aussi cette espérance qui ne confond point, à laquelle nous renvoye l'apostre parlant de ceste matière, et qui nous assure que telles séparations ne sont que pour un temps, qui ne sçauroit estre long, puisque nostre vie toute entière est si courte. Davantage, combien que le Seigneur ne vous ait donné grande lignée, si est-ce comme j'ay entendu, qu'en une seule fille, il vous a plus donné qu'à plusieurs, qui en ont bon nombre; ce qui vous doit grandement consoler dès maintenant et cy après. Dieu aydant vous soulagera encore davantage, combien que tousjours il vous faille regarder plus hault et plus loin pour vous bien appuyer.

Voylà, Madame, ce que j'ay eu pour le présent à vous escrire pour me consoler avec vous, et pour vous tesmoigner aussi, selon le petit moyen que j'ay, que l'affection et vénérence que j'ay portée à feu monsieur de Soubize ne sont mortes avec luy, mais sont passées à vous, Madame, et aux vostres, auxquels je me tiendray tousjours heureux de pouvoir faire très humble service.

Madame, je prie nostre bon Dieu et Père de toute consolation qu'en vous fortifiant et gouvernant en tout et pour tout et par son esprit, il vous maintienne en sa sainte et digne garde, sans oublier mademoiselle de Parthenay, à laquelle je souhaite la vraye succession des vertus paternelles et maternelles, avec continuation et accroissement de toutes celles qu'elle a desjà receues.

De Genève, ce 28 d'octobre 1566.

Vostre bien humble et obéissant serviteur.

THÉOD. DE BÈZE.

SONNET ADRESSÉ A M. PAUL FERRY

MINISTRE DE METZ.

1612 à 1622 [?]

Dans le 2^e supplément au catalogue de la collection d'autographes de feu le baron de Trémont, vendue en avril et mai 1853, figuraient, sous le n^o 4239, deux pièces de la main de Pierre Joly, l'un des plus célèbres Messins du XVI^e siècle, mort conseiller du roi en 1622. Ces deux pièces étaient : 1^o un sonnet adressé par lui à son neveu Paul Ferry, le pasteur de l'Eglise réformée de Metz; 2^o un manuscrit de 45 pages in-4^o, daté du 18 mai 1582, relatif à la lecture des écritures secrètes ou écritures en chiffres.

Le premier de ces deux morceaux, dont nous avons pu prendre copie au passage, est celui que nous allons reproduire ici, non pas à titre de poésie remarquable, mais à cause du nom de l'auteur et de celui du célèbre ministre de Metz, qui a déjà été l'objet de plusieurs mentions de notre part. (V. t. I, pp. 459 et 325.) On sait que Ferry, né en 1591, fut appelé à l'Eglise de Metz en septembre 1614; d'un autre côté, Joly est mort en 1622. C'est donc entre ces deux dernières dates qu'il faut placer le sonnet en question.

A Monsieur Ferri, fidelle ministre de la parolle de Dieu en l'Eglise réformée de Metz.

Dieu, quel ravissement! quand ès jours otieux
Que chomment au public mes peines et mes veilles,
Libre, j'oy du salut les divines merveilles
Consoler par ta voix nos esprits soucieux!
Non, Ferry, nul n'est vu plus aimable à nos yeux;
Nul plus sensiblement pénétrer nos oreilles,
(Lorsqu'au saint lieu se font ces leçons nompareilles),
Que toy, mon cher nepveu, rare présent des cieux.

Eternelle Bonté, protège ton ministre,
Détourne de son chef tout accident sinistre,
Que longtemps ton Eglise en puisse profiter!
Et donne-moy qu'en elle, instruit par sa faconde,
En m'approchant de toy je m'esloigne du Monde:
Et quitte sa faveur, pour ta grâce hériter!

JOLY,

Conseiller du Roy et son Procureur général ès villes et
pays de Metz, Toul et Verdun.

Dans le même catalogue de Trémont se trouvaient encore, sous le n° 1157, trois pièces de vers d'un Rochelais, P. Béraud, toutes trois adressées à Paul Ferry. Elles provenaient, de même que le sonnet de Joly, de la vente du comte Emmercy, dont nous avons parlé (t. I, p. 159). Nous les avons eues sous les yeux et nous n'avons pas jugé à propos d'en relever copie; mais nous en donnerons ici l'indication. Nous en faisons autant pour six autres pièces de vers, désignées au même catalogue sous les n°s 1217 et 1218. Ces poésies fugitives, la plupart de jeunes théologiens, n'ont absolument rien qui soit de nature à en motiver l'impression; mais par les dates et les noms qui s'y rapportent, elles peuvent être de quelque utilité, à titre de renseignements.

1^o *A MM. Paul Ferry et Delcasses, étudiants en philosophie.* Stances. 17 janvier 1609. 3 p. aut. sign., in-4°, de P. Béraud.

2^o *A M. Paul Ferry. Sous les yeux de Mademoiselle Souveraine Darassus.* Ode. 4 p. aut. sign., in-4°, de P. Béraud.

3^o *A M. Paul Ferry, étudiant en philosophie, à La Rochelle.* Stances. La Rochelle, 3 févr. 1609. 3 p. in-4°, de P. Béraud.

4^o *Sur le mariage de M. Paul Ferry et Esther de Vigneule. En attendant le jour du festin.* 14 avril 1613. Vers anonymes. 3 gr. p. in-folio.

2^o *Sonnet à M. Ferry, sur le sujet de son premier œuvre de théologie.* Vers par Jacquier. Aut. 1 p. in-4°.

3^o *Au moyne Le Gault, sur sa réponse faite au Dernier Désespoir.* Vers par Arnout, Messin. Aut. sign. 3 p. in-4°.

4^o *A M. Ferry, sur son Isabelle.* Vers par François Durieu. Aut. sign. 1 p. in-4°.

5^o *Idem. Idem.* (Avec quelques variantes) 1 p. in-4°.

6^o *Sonnet pour M. Ferry, sur sa pastorale.* Par J. de Gasc, docteur et avocat. Aut. sign. 1 p. in-4°.

LES ANCIENNES ACADÉMIES PROTESTANTES.

L'ÉCOLE DE THÉOLOGIE ou ACADÉMIE DE NIMES (1).

1561-1664.

II.

L'école fondée en 1561 sous le nom de *Proposition en théologie*, reçut pour directeur et professeur en théologie, Guillaume Mauget, que les Pères de Genève avaient envoyé et qui desservait l'Eglise depuis le 29 septembre 1559. Les premiers proposants qui se firent inscrire,

(1) Voir la première partie de ce travail, au t. II, p. 543.

étaient déjà membres du consistoire, et se nommaient Pierre Chabot, Pierre de la Jonquièrre, Pierre Maltrait, Etienne George, Trophime Picheron et Jean Rouget.

Le 6 octobre 1561, Mauget reçut pour coadjuteur Pierre Viret, l'ami de Calvin, et le collègue à Genève de Farel et de Saulnier; il avait cinquante ans quand il arriva à Nîmes et n'y vint que pour chercher un climat plus doux et plus favorable au rétablissement de sa santé. Il fut chargé d'enseigner la théologie, et consacra par l'imposition des mains devant huit mille personnes, les deux premiers étudiants qui sortirent de l'école et qui furent Trophime Picheron qui fut envoyé à Bagnols, et Jean Rouget qui desservit les Eglises de Congénies, de Clarensac et de Vergèze. Il présida une autre consécration de trois nouveaux candidats dans l'Eglise des Augustins, le 23 décembre 1561, dont deux, Simon Compagnon et Jean Moynier devinrent plus tard pasteurs de Nîmes, et dont le troisième, Antoine Copier, fut envoyé dans la province. Enfin le 2 février 1562, il consacra encore Pierre de la Jonquièrre, Bertrand Rougier, Antoine Reillan, et noble Guillaume de Barjac, qui furent chargés d'évangéliser les Eglises de Cardet, de Lézan, de Langlade et de Nages. Le lendemain de cette cérémonie, Viret partit pour Montpellier, pour soigner sa santé toujours chancelante, d'où il ne revint que pour faire ses adieux à l'Eglise et à l'Académie.

Jacques Pineton de Chambrun père succéda à Viret, et Mauget, en 1563, fut nommé principal du collège des Arts à la place de Guillaume Zuffan qui s'en était démis. En 1577, le synode provincial assemblé à Sommières, choisit de Saint-Ferréol et Claude de Falguerolles père, pour être adjoints à de Chambrun, et le 3 septembre 1578, le conseil de la ville nomma Jean de Serres à la fois recteur de l'Académie et principal du collège des Arts par suite du décès de Mauget.

Son *Inventaire de l'histoire de France* qu'il avait déjà fait paraître (1), l'avait rendu célèbre dans la république des lettres; il fut chargé d'une *lecture* de grec et de philosophie, pour un an seulement; c'est lui qui contribua à l'établissement de la première imprimerie à Nîmes, en facilitant par ses démarches actives, le traité que les consuls passèrent le 24 février 1579, avec Sébastien Jacqui, natif du Dauphiné, par lequel ce dernier s'engagea à tenir sa vie durant, un

(1) Sous le titre : *Commentarii de statu religionis et reipublicæ in regno Galliæ. Lib. XV, ab anno 1537 ad annum 1570, s. l., 1577, 5 vol. in-8°. — Réd.*

atelier garni de caractères grecs et latins et de tous les outils nécessaires à l'impression des ouvrages classiques, moyennant que la ville lui donnât une maison d'habitation, avec quatre-vingts écus sol une fois payés et l'exemption de toutes tailles et charges personnelles (contrats de la ville, fol. 349).

En 1582, on réorganisa l'université et le collège des Arts, dont les fléaux de la guerre et de la peste avaient de beaucoup affaibli la discipline et les études. Jean de Serres fut chargé d'en rédiger les statuts nécessaires pour y rétablir l'ordre ; il le fit en latin et dans le style de la loi des douze tables ; les expressions en sont si pures, les tournures de phrases si élégantes, qu'on y trouve une preuve incontestable que cet écrivain était aussi versé dans les sciences humaines que dans les systèmes philosophiques (1).

Après son année de rectorat, de Serres fut nommé pasteur ordinaire et remplaça de Saint-Ferréol qui venait de mourir. En 1586 la mort ayant enlevé à son tour de Falguerolles père, ce fut Jean Moynier qui lui succéda. En 1590 il fut nommé recteur de l'université, et fit agréer Pierre Lans pour professeur de philosophie ; c'était un homme profondément instruit, dont les efforts joints à ceux des six autres régents, Anne Rulmann, Chrétien Pistorius, George Arbaud, Boniface Avignon, André Rally et Jean Jeanin, ne tardèrent pas à replacer le collège des Arts au niveau de son ancienne réputation.

En 1596, les jésuites s'établirent à Nîmes, et au lieu d'instruire la jeunesse, se livrèrent à des disputes de controverse ; celui qui se distingua le plus dans ce genre de polémique, fut le père Cotton, qui devint dans la suite le guide spirituel des deux rois Henri IV et Louis XIII. En présence d'adversaires plus redoutés que redoutables encore, les protestants sentirent l'urgence qu'il y avait pour renouveler avec plus de vigueur les études de l'université, d'en donner la direction à un homme connu dans la république des lettres par son éloquence et son savoir, et ils jetèrent unanimement les yeux sur Julius Pacius, Italien d'origine, qui avait déjà mis en renom l'université de Sedan, et qui se trouvait alors à Genève, où les troubles suscités par la guerre civile l'avaient forcé de se retirer. Il fut donc nommé recteur et professeur public de philosophie, science sur laquelle il

(1) Son Mémoire est intitulé : *Academiae Nemausensis leges, ad optimarum academiarum exemplar, collatis doctissimorum virorum judiciis, summâ curâ et diligentia instauratæ atque emendatæ.* Nemausi, 1572.

avait déjà publié plusieurs traités. Il ne prit cependant possession de son emploi qu'en 1598, année de la publication de l'Edit de Nantes.

De son côté le consistoire appela Jérémie Ferrier pasteur à Alais et Daniel Chamier pasteur à Montélimart, pour aider Jean Moynier à soutenir des conférences publiques de controverse avec le père Cotton. La minute de ces disputes existe encore, en « une copie des actes « faits les 4 et 15 décembre 1599, par messire Annibal d'Aymon, « Chanoine de Nîmes, au nom du père Cotton jésuite, au sieur Chalas « comme procureur fondé du ministre Chamier, avec les réponses du « sieur Chalas, touchant l'exhibition des actes originaux de la conférence publique entre lesdits père Cotton et le ministre Chamier, et « le collationnement des copies desdits actes. »

Jérémie Ferrier se distingua tellement dans ces conférences, que le 17 mars 1601, le synode provincial l'accorda à l'Eglise de Nîmes comme pasteur ordinaire, alors que Aubus fut nommé principal du collège et professeur de philosophie. Et lorsque le 28 octobre de cette année, Jacques Pineton de Chambrun fut mort, après avoir desservi l'Eglise pendant trente-neuf ans, sa place de professeur de théologie fut donnée à Jérémie Ferrier, après qu'il eut été examiné par douze pasteurs du colloque d'Aiguesmortes. A cette époque le registre d'immatriculation ne contenait que huit étudiants inscrits : Samuel Tous-saint, Isaac des Yssarts, Josué Barbut, Gantelme de Nice, Paul Brillegent, Hypolite Gentilhomme, Alexandre Plon et Isaac Ferrier. — En 1602 le nombre en augmenta si sensiblement, qu'il fallut nommer un second professeur de théologie, et Jean Moynier fut appelé à ce nouveau poste par le synode national de Gergeau, et celui de Gap qui lui succéda, nomma Alizier de Langlade, natif de Sainte-Foy, à la chaire de langue hébraïque.

En 1607, D'Aubus s'étant retiré du collège, la place de recteur qu'il occupait fut donnée à Pierre Cheyron, avocat et docteur, qui s'adjoignit Thomas Dempster, Adam Abrenéthée, Jacques Combarius et Hugues Piantré, régents écossais, qui étaient sortis de leur pays pendant la guerre civile qui désolait leur royaume, par suite de l'introduction que Jacques I^{er} roi d'Angleterre venait d'y faire de l'Eglise épiscopale, avec une partie des pompes du culte anglican. A la même époque le pasteur Mardochée Suffren remplaça dans la chaire d'hébreu Alizier de Langlade qui l'avait occupée avec distinction pendant deux ans.

L'histoire de Jérémie Ferrier est célèbre dans les annales de l'Eglise de Nîmes : après avoir obtenu des succès brillants comme prédicateur, controversiste et théologien, il commit de graves fautes contre la discipline et fut de plus accusé de recevoir de l'argent pour trahir comme Judas la cause de son Maître ; il en résulta une procédure, dont s'occupa d'abord le Synode national de Privas, qui fut déferée ensuite au colloque de Lyon et qui se termina par une excommunication publique qui fut prononcée dans le temple de la Calade, le dimanche 14 juillet 1613.

Mardochée Suffren, impliqué dans cette affaire, après avoir été censuré, se retira de l'Eglise et de l'Académie.

Jean Moynier étant mort à l'âge de soixante-quatorze ans, après en avoir consacré quarante-neuf à l'exercice du saint ministère, les places vacantes furent données à Ollivier et à Jean Cottelier, et de plus Pierre de Calvière, seigneur de Saint-Césaire, fut député à Genève pour faire la recherche de Diodati comme pasteur et professeur en théologie à la place de Ferrier. Mais les syndics de cette république s'y opposèrent, parce que ce théologien soutenait l'académie de leur ville, à cause de la vieillesse de ses collègues. — Jean Cottelier prit possession de sa chaire le 17 avril 1613. Deux ans après, le 30 juin 1615, Samuel Petit fut nommé professeur de grec à l'âge de vingt-un ans, et Peyrol fut appelé en même temps que lui à la chaire de théologie ; il fut remplacé par Jean Fauchier, que le synode national de Vitré en Bretagne, confirma dans ses fonctions le 17 mai 1617.

Ce fut ce synode qui ordonna la réunion des académies de Montpellier et de Nîmes en une seule, dont il plaça le siège à Nîmes, avec injonction au conseil académique de s'entendre avec les députés des provinces du Dauphiné, du Vivarais, des Cévennes et de la Provence, pour se procurer de bons professeurs, et de donner tous ses soins à ce que les jeunes gens fussent instruits et maintenus sous la discipline, vigilants à suivre les leçons de langues mortes, assidus à faire la lecture de la Parole de Dieu en chaire, et vêtus avec la modestie convenable à leur vocation. L'agrandissement de l'Académie exigea un nouveau professeur, et Philippe Codur fut choisi. — En 1619 une plainte d'immoralité fut portée contre Cottelier, il s'en suivit une nouvelle procédure, à la suite de laquelle il fut déposé pour toujours par le synode national d'Alais, comme indigne du saint ministère (1),

(1) Cottelier, après son exclusion de l'Eglise, fit abjuration et éleva son fils

en 1620. Adam Abrenethée fut nommé recteur de l'Académie, et le savant Benedict Turretin vint passer six mois à Nîmes, dans le but d'engager les pasteurs de France à empêcher l'arminianisme de se glisser dans leurs Eglises et à adhérer aux décisions du synode de Dordrecht.

En 1621, Claude Rosselet commença son long ministère dans l'Eglise et sa carrière dans l'Académie, qui ne se terminèrent qu'en 1649.

Le synode national assemblé à Charenton en 1623, supprima, dans l'école de théologie de Nîmes, la place de professeur de grec, et Samuel Petit qui l'occupait fut mis à la chaire d'hébreu en remplacement de Philippe Codur, qui fut chargé, conjointement avec Fauchier, de l'enseignement de la théologie.

En 1626, la mort ayant enlevé Fauchier, Raymond Chauve ou Chauvet lui succéda. Lorsqu'il arriva à Nîmes, on voyait, de jour en jour, s'éteindre le lustre que le collège des Arts avait jusque-là possédé ; sa décadence, il est vrai, fut attribuée à la mauvaise administration d'Adam Abrenéthée qui en était le principal ; aussi pour y remédier le duc de Rohan, à qui il était d'ailleurs suspect à cause de ses liaisons avec la cour, le déposséda de son emploi dans le mois d'octobre 1627, et les consuls choisirent à l'unanimité des voix Samuel Petit pour le remplacer.

Les premières atteintes contre l'Edit de Nantes éclatèrent en 1631. Les sommes données pour l'entretien des académies furent supprimées, et la *quint* des aumônes reçues dans toutes les Eglises dut y suppléer par forme d'avance ou de prêt seulement, jusqu'à ce que l'octroi du roi, que l'on solliciterait avec instances, étant de nouveau alloué et perçu, le remboursement intégral pût s'en opérer dans les caisses où l'emprunt en aurait été fait. Les provinces, dans ce but, furent imposées par le 26^e synode national à 13,601 livres, sur lesquelles l'Académie de Nîmes dut en recevoir 1800, pour deux professeurs en théologie et un troisième d'hébreu, fournies, savoir : 875 par le Bas-Languedoc, 875 par la Basse-Guyenne, et 50 par les Cévennes.

En 1633 les jésuites cherchèrent à s'emparer du collège ; Samuel

dans la religion catholique romaine. C'est ce fils, du nom de Jean-Baptiste Cottelier, né à Nîmes en 1629, et mort à Paris en 1686, qui fut un des huit savants nommés pour prononcer, avec l'archevêque de Harlai, sur l'auteur du livre de *l'Imitation de Jésus-Christ*. Il fut employé à la Bibliothèque du roi pendant cinq ans par Colbert, et nommé professeur de grec au collège royal, à Paris. — Il a laissé plusieurs ouvrages importants.

Petit fut envoyé à la cour pour s'y opposer, il échoua dans ses démarches, puisque un arrêt du conseil d'Etat, du 23 juillet de cette année, décida qu'à Castres, qu'à Nîmes et qu'à Montauban, les places de principal, de régents de physique, de première, troisième et cinquième classes, ainsi que celle de portier seraient données aux catholiques; tandis que les places de régents de logique, de seconde, de quatrième et de sixième classes, seraient gardées par les protestants, et comme l'enseignement devint par cela même mixte et que toutes sortes d'écoliers y furent admis pour y être instruits dans la philosophie et les bonnes lettres, le même arrêt défendit aux régents de forcer aucun écolier de faire des actes de religion contraires à sa conscience et de traiter dans leurs leçons des objets controversés pour ne pas détruire l'harmonie qui devait régner entre eux.

Les jésuites furent installés au collège le 20 juillet 1634, par le père Fichet leur général, qui fit un sermon dans lequel il compara Louis XIII à Judas Macchabée purifiant la ville et le temple de Jérusalem souillés par le culte des idoles. L'allusion était on ne peut mieux choisie et surtout en rapport avec l'analogie de l'histoire!!! Les statuts intérieurs, rédigés par Jean de Serres en 1582, furent complètement changés, et le consistoire dut pourvoir aux moyens de faire instruire les jeunes gens, en dehors du collège, sur les vérités religieuses.

Pour s'opposer aux succès des jésuites, il fallait un homme dont l'éloquence égalât le zèle, et le choix du consistoire tomba sur Josué Darvieu, qui fut confirmé par le synode provincial tenu à Lunel en 1635.

Sa nomination fut rendue nécessaire par la conduite de Philippe Codur, dont la légèreté et la négligence occasionnèrent sa déposition juridique par le synode provincial de Montpellier.

Si, en l'année 1643, le royaume de France perdit successivement la reine mère, le cardinal de Richelieu et Louis XIII lui-même, l'Académie de Nîmes vit mourir Samuel Petit qui y était professeur depuis vingt-neuf ans. Rudavel fut appelé à sa place, et l'année suivante les jésuites, sous la régence d'Anne d'Autriche, furent rendus possesseurs du collège des Arts, avec ses dépendances, revenus, privilèges et exemptions, par arrêt de la cour du 5 février 1644.

A la suite de cette usurpation légale, les pasteurs de Nîmes, qui

étaient Rosselet, Chauve, Darvieu et Rudavel, furent collectivement chargés par le synode national de prendre soin de l'Académie et de cultiver les études des écoliers en théologie, en s'entendant entre eux soit sur les cours qu'il y avait à faire, soit sur le nombre des leçons qu'il convenait de donner.

La vieillesse et les infirmités de Chauve, qui entraînèrent sa mort en 1648, forcèrent le consistoire à faire choix d'un nouveau pasteur qui pût en même temps le suppléer à l'académie; Antoine Baudan, pasteur d'Anduze, fut désigné pour ce poste important. Il avait été l'un des élèves les plus distingués de l'Académie de Nîmes; ses progrès dans les langues latine, grecque et hébraïque, comme dans les sciences religieuses et morales, avaient été constatés par le synode du Bas-Languedoc, tenu à Uzès le 19 juin 1642, où après les examens en usage il avait été consacré au ministère évangélique.

Il fut impliqué dans une affaire très grave, puisqu'elle occasionna une émeute violente, à la suite de l'enlèvement d'un mineur protestant par les jésuites, ce qui l'obligea à sortir de la ville; mais il fut réintégré dans ses fonctions par une lettre que Louis XIV lui écrivit de sa propre main, en date du 25 juillet 1651. A la suite de cet événement, le consistoire ordonna aux pères de familles de retirer leurs enfants du collège, et, dès ce moment, cette institution qui, après avoir été exclusivement protestante, était ensuite devenue mixte, se trouva à la fin entièrement catholique. Il n'en fut pas pourtant encore ainsi des cours publics, puisqu'on trouve sur les registres de l'Eglise que cette année-là, le pasteur Flory ayant été appelé à occuper la chaire de philosophie, fut admis à cause de son caractère sacré, à assister aux séances hebdomadaires du consistoire, après avoir levé la main à Dieu de n'en violer les secrets.

Dans l'une de ces séances, après que quatre jeunes gens, Noguier, Coulon, Abraham et Chambon, furent reconnus aptes à être présentés au synode pour subir leur examen et recevoir l'imposition des mains, Josué Darvieu ayant demandé à la compagnie de vouloir bien rendre témoignage de sa doctrine, vie et mœurs pour lui servir en cas de besoin, l'assemblée d'un voix unanime déclara aussitôt : 1^o que la doctrine que Josué Darvieu avait toujours prêchée comme pasteur ordinaire et enseigné comme professeur de théologie, était orthodoxe, pure, saine et chrétienne, conforme à la vérité de l'Evangile et à la confession de foi des Eglises réformées de France; 2^o que sa vie était

innocente, sans reproche et en édification à tout le troupeau ; 3^e enfin, que ses mœurs étaient devenues exemplaires, par la sévérité et la probité avec lesquelles il avait jusqu'alors vécu.

(1) Le 3 mai 1656, le synode d'Uzès chargea Jean Claude d'enseigner la théologie à Nîmes, conjointement avec Darvieu, et Jean Bruquier fut nommé pasteur ordinaire de l'Eglise ; ces deux serviteurs de Christ prirent possession de leurs chaires à l'époque où l'évêque Cohon écrivait à un prélat de la cour de Rome, chargé de poursuivre l'expédition de ses bulles : « L'on sait, dans votre ville, que l'évêché de Nîmes est l'arsenal de l'hérésie et qu'il y a cinquante-cinq ministres dans toute l'étendue du diocèse, qui n'ayant point d'opposition à vaincre, entreprennent tout ce qu'ils veulent et le font réussir. » Tout n'était donc pas perdu à cette époque, la foi florissait encore ainsi que la science ; un des principaux propagateurs de cette dernière était David de Rodon, chargé du cours public de philosophie.

Au nombre de ses disciples se trouva David Martin, qui fut dans la suite ministre du saint Evangile à Utrecht et l'auteur de la version française de la Bible, reçue concurremment de nos jours dans nos Eglises avec celle d'Osterwald. Il soutint en effet avec éclat, le 21 juillet 1659, des thèses sur toute la philosophie, depuis le matin jusqu'au soir, sans président ; ce qui lui valut le titre de maître ès-arts et docteur en philosophie, qui étaient les grades universitaires par lesquels se terminaient alors les études scolastiques dans l'Académie de Nîmes, à laquelle le roi avait attribué le droit de les conférer.

En 1658 l'évêque Cohon fit proscrire et condamner au feu, par le parlement de Toulouse, un ouvrage que de Rodon avait fait imprimer à Francfort, intitulé : *Disputatio de supposito*, dans lequel il tâchait d'établir que saint Cyrille et le concile d'Ephèse avaient donné dans les erreurs des Eutichéens, en ce qu'ils avaient confondu les deux natures de Jésus-Christ pour n'en composer qu'une seule, et que, par

(1) Nous reproduisons ici, à titre de renseignement, un article des Actes du synode des Cévennes et de Gévaudan, tenu à Meyrueis, le 1^{er} juillet 1624. Nous l'avons copié dans un manuscrit de ces Actes, aux *Archives impériales*. (T. T. 267).

C. R.

« Ayant esté proposé par le colloque d'Anduze qu'il est très important que l'Académie de Nismes soyt restablie, a esté ordonné que lettres seront escriptes de la part de cette compagnie au consistoire de Nismes, pour l'exhorter et prier de remettre ladite Académie de Nismes en son premier estat; ce qu'ayant esté deffandu par M^r le commissaire, a esté respondu qu'elle a droict de cognoistre ce qui regarde l'Académie de Nismes, auquel restablisement le conseil académique procédera conformément aux arrestés des synodes nationaux. »

contre, Nestorius avait été très orthodoxe sur l'union hypostatique.

Le synode provincial, convoqué à Nîmes le 9 mai 1661, et composé de soixante pasteurs et d'un nombre égal d'anciens, s'occupa particulièrement de la conduite des étudiants en théologie; ceux qui se trouvaient dans les universités de Die, de Saunur, de Montauban et de Nîmes, avaient été accusés au synode de Loudun, « de laisser croître
« leurs cheveux, de porter de grandes manches pendantes, des gants
« à franges et des rubans; de fréquenter les tavernes, de rechercher
« la compagnie des femmes, de porter l'épée au côté et d'employer
« dans leurs propositions un style emprunté plutôt aux romans qu'à
« la Parole de Dieu. » Pour porter remède à tous ces maux, quatre commissions, composées de ministres et d'anciens, furent nommées pour inspecter ces académies. Les quatre commissaires qui arrivèrent dans ce but à Nîmes, furent : Isaac de Bordieu et Etienne Broche, pasteurs, avec Edouard de Carlot et de Pontperdu, anciens; ils avertirent tous les étudiants réunis en leur présence, que leurs noms seraient rayés de la matricule de l'école, et de plus, qu'ils seraient excommuniés par le consistoire s'ils ne réprimaient de semblables excès; et si, outre cela, ils ne se conformaient à la volonté du synode, qui était que chacun d'eux, à son tour, fit publiquement la lecture de la Parole de Dieu avant le prêche.

En 1661, Jean Claude fut interdit de ses fonctions à Nîmes, avec ordre de sortir de la province dans deux mois, parce qu'il fut accusé, par l'évêque Cohon, d'avoir été le principal instigateur de la violation dont s'était rendu coupable le synode provincial, de la défense que le commissaire du roi qui assistait à la séance avait faite d'insérer au procès-verbal, une délibération touchant le pernicieux dessein de l'accommodement des deux religions dans le royaume.

Cohon, après avoir fait injustement frapper le professeur, s'attaqua à l'institution dont il était le principal soutien, dans un mémoire qu'il rédigea en 1662; après avoir gémi sur la défection d'un grand nombre de prêtres et de moines, comme sur la conduite de femmes relapses qui retournaient au prêche après y avoir renoncé pour épouser des catholiques, il parla en ces termes de l'école de théologie : « Le
« plus grand mal qui naît de ce prétendu lecteur en théologie, est
« qu'il fait de sa classe un séminaire de ministres, où les écoliers qu'ils
« nomment proposants, viennent de Hollande, d'Allemagne et de
« toutes les provinces du royaume, par le renom du lieu, qui est con-

« sidéré par les étrangers, par une erreur de fait, comme le boulevard « de la R. P. R., quoique ses forces ne soient qu'imaginaires et qu'un « souffle de Votre Majesté puisse les anéantir. » Ce souffle se dirigea sur la personne de David de Rodon, qui, par arrêt du 29 janvier 1663, fut banni à perpétuité du royaume pour avoir fait imprimer un livre intitulé : *Le tombeau de la messe*, qui, à son tour, fut brûlé le 6 mars suivant, par l'exécuteur de la haute-justice sur la place de la Trésorerie. Une scène du même genre se renouvela sur le même lieu, le 29 du même mois, pour l'exécution d'un second arrêt portant : « Qu'un libelle que le pasteur Jean Bruguier avait fait imprimer à « Nîmes, chez Edouard Raban, sous ce titre : *Discours sur le chant « des Psaumes*, serait brûlé, son auteur banni de la province et interdit des fonctions de son ministère pendant un an. De plus, que l'imprimeur serait expulsé comme lui pendant deux ans, condamné à une amende de 300 livres, et privé à jamais du droit de rouvrir sa boutique, ainsi que sa famille et ses garçons. »

Aux places vacantes de Claude et de Bruguier furent nommés Elie Cheiron et du Rozel, mais ils n'exercèrent que les fonctions de pasteurs, car dans le mois d'avril 1664, un jugement interlocutoire du conseil d'Etat fit fermer, pour toujours, l'école de théologie, qui fut suivie de la démolition du Petit-Temple.

Elle avait duré cent trois ans, et vingt professeurs s'étaient succédé dans ses chaires.

A. BORREL, pasteur.

TROIS LETTRES INÉDITES

D'UNE ARRIÈRE-PETITE-FILLE DE L'AMIRAL COLIGNY

1660.

(Communication de M. le Pr A. Mæder, de Strasbourg.)

Anne de Coligny, fille du maréchal de Châtillon et arrière-petite-fille de l'amiral de Coligny, naquit en 1624. Son père étant mort, en 1646, elle suivit sa mère à Béfort, dont son beau-frère, le comte de La Suze, était gouverneur. C'est là que le duc George de Wurtemberg, qui devint comte de Montbéliard en 1662, fit sa connaissance, s'en éprit et l'épousa, le 20 avril 1648, du consentement du chef de sa famille. Elle résida alternativement à

Horbourg (1), à Montbéliard et à Riquewir, où elle mourut, le 13 janvier 1680 (2). Dans ses Mémoires, publiés par M. le comte de Montbrisson, Madame la baronne d'Oberkirch dit qu'Anne de Coligny avait du brave sang huguenot de l'amiral dans ses veines, et j'ajouterai qu'elle avait sa piété et son dévouement à l'Eglise réformée de France. Sa famille lui ressembla si peu, que, par sa tiédeur, son père perdit la confiance des huguenots, dont il était un des chefs; que son frère n'attendit pas la mort du maréchal de Châtillon pour abjurer le calvinisme, et que sa sœur, la spirituelle et légère comtesse de La Suze, se fit catholique pour, dit-on, n'être avec son mari, qu'elle détestait, ni dans ce monde, ni dans l'autre. Quant au prince George, son époux, c'était un parfait honnête homme, mais bizarre, grand lecteur de la Bible, qu'il aurait lue en entier quinze cents fois, et luthérien rigide. Il se croyait prédestiné à convertir sa femme, qui se fit luthérienne le 25 décembre 1662, après avoir demandé vainement un colloque de quelques théologiens des deux communions protestantes, et après avoir chargé son chapelain, Jean Mellet, plus tard pasteur à Sainte-Marie-aux-Mines, de traiter par écrit la réunion des cultes (3). Je ne me permettrai pas de décider si sa conversion a été impérieusement commandée par sa conscience, ou si, partageant les idées larges sur le luthéranisme des calvinistes français de son temps (4), elle n'a fait que céder, de guerre lasse, aux sollicitations de son mari, qui avait mis onze mois à la catéchiser (5). Je me borne à affirmer que, en 1660, elle était zélée calviniste et employée activement à la prospérité des églises réformées d'Alsace; car c'est au commencement de 1660 qu'elle donna deux mille rixthalers à l'église réformée de Strasbourg, pour aider les Français de cette paroisse à avoir un pasteur à eux, au lieu du pasteur de Bischwiller, qui ne les voyait que de loin en loin. Le consistoire lui

(1) L'ancienne *Argentuarina*, près de Colmar, célèbre par la victoire de Gratien sur les Allemands, en 378.

(2) Une de ses filles, la princesse Henriette, la chérissait si tendrement, que, pour ne pas lui survivre, elle s'obstina à se laisser mourir de faim.

(3) L'auteur du *Précis historique de la Réformation dans l'ancien comté de Montbéliard*, prétend que le livre de Jean Mellet était remarquable, et avait fait sensation parmi les savants. Je n'ai pas pu me le procurer.

(4) Comme la conversion au luthéranisme d'Anne de Coligny coïncida avec l'avènement de son mari à la dignité de souverain du comté de Montbéliard, il serait possible de l'attribuer à la raison d'état; mais je ne suis pas assez initié dans les secrets de la politique wurtembergeoise du XVII^e siècle pour trancher cette question.

(5) Il est certain que les calvinistes français de cette époque étaient très larges à l'égard des luthériens. Le second synode de Charenton, de 1631, leur permit de présenter des enfants au baptême et de participer à la sainte Cène sans abjuration, tandis que, de l'avis de quelques membres de son conseil et des pasteurs, le comte Léopold-Frédéric de Montbéliard défendit au très tolérant pasteur Charles Duvernoy d'Héricourt, de recevoir à la sainte Cène la maréchale de Châtillon et les Français de sa suite, à moins qu'elle et les siens ne donnassent leur approbation formelle aux dogmes de l'Eglise protestante, et spécialement en ce qui concerne l'eucharistie.

ayant fait observer qu'il serait dangereux de séparer en deux une paroisse réduite à vingt-six bourgeois et environ la moitié autant d'habitants, elle écrivit à ce sujet au pasteur Philippe de Bischwiller, par l'entremise duquel elle avait fait le don des deux mille rixthalers : « Jamais je n'ai été plus surprise que d'entendre, par une lettre et par envoyés des pasteurs et des anciens de l'église allemande de Strasbourg qui se recueille à Wolfisheim (1), le mécontentement qu'ils prennent de ce que j'ai donné à l'église française de Strasbourg ces deux mille louis-blancs ; j'aurais cru certainement qu'ils devaient en avoir de la joie. Je vous en prie de leur dire encore de ma part, qu'il est libre à chacun de disposer du sien, et que je n'ai fait aucun dommage aux églises allemandes ; mais je trouve en avoir fait aux églises françaises, ayant vendu à ma sœur, qui est papiste, le bien que j'ai hérité de mes père et mère, où il y a trois églises et un collège de ceux de notre confession ; et comme j'ai ceci sur ma conscience et en ai beaucoup de peine dans mon âme, aussi est-ce aux Français que j'ai désiré avant tout procurer le bénéfice d'avoir des pasteurs à eux assignés » (2). Ou je m'abuse, où c'est là le langage d'une vraie huguenote. Aussi ne suis-je pas éloigné d'attribuer au souvenir de la conversion au catholicisme de son frère et de sa sœur, joint aux signes précurseurs de la révocation de l'Edit de Nantes et au prosélytisme du prince George, l'altération de ses facultés mentales dans les dernières années de sa vie. Quoi qu'il en soit, en 1660, la duchesse de Wurtemberg était zélée calviniste, très préoccupée des intérêts des églises réformées d'Alsace, très avide de la Parole de Dieu, très désireuse de recevoir des instructions, des conseils et des remontrances de ses pasteurs. Les trois lettres qui sont restées d'elle, portent l'empreinte de cette disposition d'esprit, et même d'un cœur brisé par l'abjuration et les obsessions de ses proches. Voici ces lettres, qui sont toutes à l'adresse du pasteur Philippe de Bischwiller (3), et qui se trouvent aux archives de la paroisse réformée de Strasbourg.

A. M.

(1) La célébration du culte public et privé avait été interdite aux réformés à Strasbourg en 1577, et elle ne leur a de nouveau été permise qu'en 1788. Dans l'intervalle, et depuis 1654 seulement, ils purent se réunir à cinq kilomètres de la ville, au village de Wolfisheim, qui appartenait au comte de Hanau.

(2) Cette lettre, du 20 mars 1660, n'existe que sous forme de citation dans une autre du pasteur Philippe, du 16 avril 1660. Malgré la déclaration de la princesse, il fut convenu de ne s'occuper de la nomination d'un pasteur français qu'en temps opportun, et de se contenter au préalable des secours spirituels du pasteur français de Bischwiller. Quant aux deux mille rixthalers, ils furent partagés, par portions égales et sans indication d'un emploi spécial, entre les églises réformées de Strasbourg, Bischwiller et Lixheim.

(3) En 1662, Pierre Philippe, originaire de Metz, devint pasteur de l'Eglise wallonne de Hanau.

I

A Monsieur Philippe, F. M. D. S. E., à Bischwiller.

A Horbourg, ce 12 février 1660.

Monsieur,

N'ayant point reçu réponse d'une lettre que j'ai écrite il y a assez longtemps, j'apprehende qu'elle ne soit perdue. Je m'adresse à vous, cette fois, pour vous supplier de faire tenir le paquet ci-joint. Je vous rendrai ce qu'il aura coûté de port, si Dieu plaît, à la première vue. Je vous envoie les lettres à cachet volant ; lorsque vous les aurez lues, vous prendrez la peine de mettre de la cire sous les cachets et les enverrez à mon dit sieur Fery (1). Je vous fais la même prière qu'à lui, que vous me disiez franchement mes défauts, que vous ne me flattiez en aucune chose, *et que vous m'avertissiez de tout ce que vous trouverez que je dois faire pour la gloire de Dieu et le bien de son Eglise.* Ne m'épargnez jamais *en rien de ce que vous me jugerez si heureuse* que de *pouvoir y rendre quelques services*, et en ce que vous verrez qui pourra lui être en édification. Je sais bien que j'ai très peu de capacité et de puissance ; mais la passion que j'ai de pouvoir l'édifier, avec la grâce de notre bon Dieu, m'en fera possible trouver les moyens, si vous me conduisez pour me trouver les occasions et m'adressez en ceci, *m'avertissant toujours de ce que je peux et dois faire.* Je ne puis m'empêcher de vous dire le grand désir que j'aurais que l'Eglise française de Strasbourg observât le jeûne que le synode tenu à Loudun (2) a ordonné, afin que nous ne négligions point ce temps que nos pasteurs et confrères prennent de s'humilier particulièrement chacun devant Dieu pour le prier pour son Eglise, et qui nous avance tous en sanctification, afin d'être rendus dignes de son soin paternel. Pardonnez-moi, je vous conjure, la hardiesse que je prends, mais souvenez-vous que nous sommes demeurés d'accord que cette dite Eglise se conduirait selon les usages de nos Eglises en France. Si elle se comporte suivant iceux, comme vous en ordonnerez certainement,

(1) Ce ne peut être que l'éloquent et savant *Paul Ferri*, pasteur de l'Eglise réformée de Metz, qui a travaillé ardemment, avec le célèbre Ecossais *Duraeus*, à la réunion des différentes églises protestantes, et dont le *Catéchisme général de la Réformation*, publié en 1654, marque les débuts littéraires de *Bossuet*, alors chanoine et archidiacre à Metz, qui le réfuta. J'ai lu quelque part que cette guerre de plume n'empêcha point *Bossuet* et *Ferri*, qui étaient compatriotes, de rester amis jusqu'à la mort du dernier, qui arriva en 1669.

(2) Du 10 novembre 1659 au 10 janvier 1660.

je m'emploierai de bon cœur à lui rendre tous les services dont vous me trouverez capable, sans jamais dénier aucun de mes soins. Vous m'avez promis toutes les consolations qui vous seront possibles dans votre ministère, tenez-moi donc cette promesse, en me faisant part de vos saintes admonitions, répréhensions, et me fortifiant contre toutes mes faiblesses, et me voulant bien consoler dans les angoisses d'esprit où parfois il plaît à Dieu, pour châtement, que je passe. J'ai bien à lui rendre grâce des délivrances qu'il m'a données, mais j'ai bien besoin d'être fortifiée, et c'est de quoi je vous conjure. J'attends ce secours charitable de votre part, et, me recommandant avec les miens à vos saintes prières, je vous assure que personne ne peut être plus véritablement avec sincérité, Monsieur,

Votre servante et très affectionnée amie,

ANNE, DUCHESSE DE WIRTEMBERG,
née DE COLLIGNY.

P. S. Je vous prie de m'avertir aussitôt que vous pourrez, si nous pouvons nous assurer d'avoir par engagement Bischwiller ou non. Il m'est important d'en être bientôt informée ; l'affaire presse à présent.

II

Au même.

[Sans date, mais écrite à Horbourg, et, à en juger par le contenu, vers la mi-mars 1660.]

Monsieur,

Je vous envoie le papier que je vous ai promis de vous mettre entre les mains, afin que personne ne puisse vous mettre en l'esprit que cet argent vous peut jamais être demandé, ni recherché à quoi il a été employé, me fiant que ces deux mille écus soulageront l'Eglise et vous serviront à un entretien plus considérable que vous n'aviez par ci-devant, ou aideront à avoir, avec le temps, un pasteur, ce que *ce dernier fait produisant, je serais très disposée de faire mes efforts pour y aider encore, à contribuer de quelques deniers. Si vous me jugez capable ou propre à servir et nos Eglises et ce qui regarde votre intérêt particulier, je vous supplie de m'y employer, mais que ce soit en secret et qui ne se divulgue pas, afin qu'il ne cause plus ni dispute entre nous*

ni peine envers vous, et si vous me faites la grâce de me faire part, de quinzaine en quinzaine, de vos sermons, j'aurai assurément le bonheur de reconnaître vos peines comme je dois, moyennant la grâce de notre bon Dieu. Je vous supplie de ne pas me dénier cette consolation. Renvoyez-moi aussi les sermons de MM. Gache et Durel, avec et accompagné des vôtres, je vous en supplie très humblement. Je prie Dieu de continuer les grâces qu'il vous a départies dans son saint ministère, et qu'il le fasse abonder journallement en plus précieuses et salutaires bénédictions sur vous et votre sainte charge, à la consolation et édification de son Eglise. Je désire, d'un grand désir, le sermon que Dieu m'a fait la grâce de vous entendre prononcer. Envoyez-le-moi au plus tôt et ceux que vous m'avez promis, et tous les quinze jours honorez-m'en d'un nouveau. Assurez-vous que vous ferez en ceci une œuvre agréable à Dieu. Je le prierai de bon cœur de vous le rémunérer, et je vous assure encore que, moyennant sa divine assistance, je vous satisferai des peines et des travaux que vous y aurez apportés. Je me recommande, avec les miens, à vos saintes prières, et vous supplie d'être assuré que je suis, Monsieur,

Votre très affectionnée amie et servante au Seigneur,

ANNE, DUCHESSE DE WIRTEMBERG,
née DE COLLIGNY.

III

Au même.

[Sans date, mais écrite vraisemblablement peu de temps après celle de mars 1660.]

Monsieur,

J'ai reçu le livre de sermons que vous m'avez renvoyé et un des vôtres, lequel je ne chéris pas moins. Je vous en rends très humble grâce. Je vous peux assurer avec vérité que, comme j'ai reçu d'extrêmes consolations de vous l'entendre prononcer, j'en ai aussi beaucoup de le lire. Je l'ai moi-même copié, et ensuite j'ai pris la liberté de l'envoyer à madame de Turenne (1). Je vous conjure de ne vous en point fâcher, et de souffrir que celle que j'aime soit édifiée aussi de la grâce que Dieu vous fait de vous avoir donné de si excellents

(1) Charlotte de Caumont La Force avait épousé le vicomte de Turenne en 1653. Elle mourut à Paris en 1666, âgée de quarante-trois ans. C'était une femme d'un rare savoir et d'une piété exemplaire.

dons pour prêcher sa Parole. Certainement, depuis que je vous ai ouï, j'ai beaucoup plus de désir de l'accomplissement des temps et d'impatience de la bienheureuse venue de notre divin Sauveur, et vous m'avez mieux fait entendre cette joie que nous en aurons lors, que je n'avais jamais encore fait. L'Eternel veuille verser toujours sur vous et votre ministère, de plus en plus, les grâces de son Esprit, et vous donner toute occasion de vous réjouir et de bénir son saint nom en votre sainte charge. Toutes les fois que, sans incommodité, vous pourrez me gratifier de quelques-unes de vos méditations, je vous assure que je tiendrai ce bonheur pour une particulière grâce de Dieu, et vous en aurai, moyennant l'assistance de l'Eternel, l'obligation et la reconnaissance que je dois. J'ai eu beaucoup de regrets que nous n'ayons pu faire d'accommodement avec Messieurs de Strasbourg, à cause des Eglises qui sont proches, et que je m'étais proposé tant de satisfaction d'entendre souvent de vos prêches ; mais, puisque Dieu ne l'a pas voulu, il est juste que je me remette à sa divine Providence. Je vous assure, en toute sincérité, que j'ai le même désir de servir nos Eglises que je vous ai assuré. Si vous m'avertissez jamais de quelque service que je puisse vous rendre, vous verrez que je dis la vérité. Je me recommande toujours, avec les miens, à vos saintes prières, et suis assurément, Monsieur,

Votre servante et votre affectionnée amie au Seigneur,

ANNE, DUCHESSE DE WIRTEMBERG,
née DE COLLIGNY.

P. S. Je vous ai envoyé le papier que vous et quelques chefs de famille de l'Eglise française de Strasbourg aviez signé. Pour l'autre, je me chargerai de vous le reporter. Je n'en ai eu qu'un que vous devez avoir à présent. Je vous prie de me mander si vous ne l'avez pas reçu. Je suis dans la résolution de faire imprimer les sermons de M. Gache ; mais je désire premier recevoir ceux que madame de Turenne me fait encore espérer. Faut donc attendre ce temps. Cependant je vous supplie de me faire savoir le prix de ce qu'il coûtera pour faire imprimer chaque sermon, et prévenez-moi de faire imprimer les vôtres.

MÉMOIRE DE CE QUI S'EST PASSÉ A ROUEN

EN SUIITE DE L'ENREGISTREMENT DE LA DÉCLARATION DU ROY QUI VEUT
QUE LES CATHOLIQUES AIENT UN BANC DANS LES TEMPLES DE CEUX DE
LA R. P. R.

1683.

Document inédit.

Avant de reproduire le document inédit dont le titre précède, nous allons donner un extrait de l'*Histoire de la persécution de l'Eglise de Rouen*, publiée à Rotterdam, en 1704, aux frais des fidèles de cette Eglise réfugiés en Hollande. On sait que cette histoire (154 pages in-42) forme la première partie du volume contenant cinq sermons de Philippe Legendre, qui fut, avec Jacques Basnage, l'un des deux derniers ministres de l'Eglise de Quevilly. On y trouve un plan du rez-de-chaussée, ainsi qu'une élévation et un profil du fameux temple de ce nom.

Au début de l'*Histoire de l'Eglise de Rouen*, on lit, page 3 :

« On avoit eu divers présages de notre catastrophe. Il avoit paru, les vingt
« dernières années que le temple de Quevilly a été debout, une prodigieuse
« quantité d'arrêts et de déclarations qui avoient peu à peu ruiné tous nos
« privilèges. On en avoit même vu où l'on abaissoit la majesté royale jusques
« à la faire intervenir pour retrancher les bras et les dossiers de tous les
« sièges où il y en pouvoit avoir dans les temples (1); et dans le même temps
« que l'on abattoit ainsi les bancs des fidèles, on y en élevoit pour les moines
« et les autres espions qui avoient ordre de nous observer (2). Et ce fut une
« chose assez singulière que toutes les mesures que l'on prit pour *introduire*
« *cette abomination dans le lieu saint*. Messieurs de Bonnemare, Jubert et
« Brice, doyens du Parlement, se transportèrent à Quevilly avec le procureur-
« général, en vertu d'un arrêt publié et affiché dans la ville, une foule in-

(1) Arrêt du conseil, du 19 février 1672. (V. Benoit, *Hist. de l'Edit de Nantes*, t. III, pièces just., p. 79.)

(2) Déclaration du 22 mai 1663. Elle portait qu'il était *utile à la religion catholique que des gens savants en icelle* allassent aux temples pour entendre ce que les ministres prêchoient, *afin non-seulement de les pouvoir réfuter s'il en étoit besoin, mais aussi de les empêcher, par leur présence, d'avancer aucune chose contraire au respect dû à la religion dominante, et préjudiciable à l'Etat et au service du Roi*. Pour cette raison, le Roi ordonnait qu'il y eût à l'avenir, dans les temples, un lieu marqué où se pourraient *mettre les catholiques qui, portés d'un zèle pour le bien et accroissement de la religion, désireraient assister aux prêches*. (V. Benoit, t. III, p. 607, et pièces just., p. 146.) Il serait trop long de montrer ici quels furent les résultats de cette belle mesure : invasion des temples par des troupes de premiers-venus, prétentions de toutes sortes, etc. Mais une des conséquences les plus curieuses qui se produisirent, fut la conversion au protestantisme de beaucoup de ces catholiques ou désœuvrés qui étaient venus là, ignorant ce qu'était le culte réformé, et dans une pensée prévenue et hostile.

« croyable de peuple à leur suite, qui auroit sans doute abattu le temple dès
« ce jour-là, si Dieu n'y avoit pourvu par sa bonté. Car, pour ces Messieurs,
« ils n'en purent ou n'en voulurent pas être les maîtres. Ils s'en trouvèrent
« tellement incommodés qu'il leur fut impossible d'exécuter leur commission
« qu'après avoir fait feinte de se retirer. Ils n'eurent pas moins de peine à
« s'accorder qu'à se débarrasser de la populace. Car le procureur-général
« vouloit que le banc des missionnaires fût au milieu du temple, devant la
« chaire et sous les yeux des ministres, et les commissaires se contentoient
« du banc que Messieurs les conseillers de la Religion avoient occupé, et
« qui étoit en effet le plus honorable de l'église. Il étoit poussé par les bigots,
« qui cherchoient un lieu propre pour troubler le prédicateur et incommoder
« l'assemblée. La chose alla si loin, qu'ils en écrivirent en cour, d'où il vint
« un ordre à l'Intendant de se transporter sur les lieux et d'achever ce grand
« ouvrage.

« *Tantæ molis erat Romanum condere scamnum!* »

On va comprendre maintenant la pièce inédite que nous avons annoncée. On remarquera que Messieurs les conseillers veulent à toute force faire placer le *banc dit des catholiques* « directement devant le prédicateur, pour pouvoir le réfuter. » C'est une scène digne du *Lutrin*. Voilà jusqu'où se ravalaien, ainsi que le fait observer l'historien de l'église de Rouen, et la majesté royale et la majesté parlementaire!

Mémoire.

L'arrêt du Parlement de Rouen, qui ordonne l'enregistrement de la déclaration, ordonne en mesme temps que les deux doyens de la grande-Chambre se transporteront dans le temple de Quevilly, pour y marquer un banc pour les catholiques, sur lequel ils veulent que l'on écrive : « *Place marquée pour les catholiques, en exécution de la déclaration du Roy.* »

Ces messieurs, suivant leur commission, se transportèrent le 18^e de ce mois de juillet, au temple de Quevilly, avec monsieur le Procureur général.

Ils s'en retournèrent sans faire autre chose qu'un procès-verbal pour faire leur rapport à la Cour de ce qu'ils avoient vu et du lieu où ils croient qu'on doit placer le banc.

On a recueilly de leurs discours qu'ils ont dessein de mettre un grand banc au milieu du parterre où sont les bancs des femmes, qui sera directement devant la chaire et assez près d'elle.

Et sur ce qu'on leur représenta les diverses incommodités que l'on pouvoit en recevoir, monsieur le Procureur général et quelques-uns de messieurs les Conseillers qui estoient là par curiosité, soutinrent qu'il falloit que le banc fust placé directement devant le Prédicateur pour pouvoir le réfuter, prétendant que c'estoit l'intention du Roy et l'esprit de la déclaration.

Monsieur le Député général est supplié très humblement de représenter au Roy et à Nosseigneurs de son Conseil que c'est étendre la déclaration au delà de ses termes et des intentions de S. M.

Ce seroit faire des temples de ceux de ladite Religion des lieux de disputes publiques, ce qui seroit une source perpétuelle de divisions et de séditions.

Les temples ont esté donnez à ceux de ladite Religion pour y faire les exercices de leur Religion et non pour y entendre des missionnaires.

Si monseigneur le Marquis de Châteauneuf vouloit avoir la bonté de faire sçavoir à monsieur le Procureur général du Parlement de Rouen que l'intention de S. M. n'est pas de permettre de pareils tumultes, il feroit cesser la désolation où la crainte d'un pareil événement a jeté avec raison tous les sujets du Roy faisant profession de la R. P. R. dans le ressort du parlement de Rouen.

[T.T. 261.]

MÉMOIRE D'UN R. P. JÉSUITÉ

POUR LA CONVERSION DE LA VILLE DE STRASBOURG.

1686.

(Document inédit en partie; communiqué par M. le prof. Ch. Schmidt.)

Cette pièce a été composée dans le courant de l'année 1686, par un des Jésuites qui, dès 1683, deux ans après que Strasbourg se fut rendu à la France, s'étaient établis en cette ville. Bien que la plupart des propositions faites par le révérend Père n'aient pas eu de suite, le mémoire n'en est pas moins curieux comme monument du temps. Il fut trouvé parmi les papiers d'Ulric Obrecht, préteur royal à Strasbourg, auquel il avait été remis après sa conversion au catholicisme. Herrmann, ancien maire de Strasbourg, est le premier qui l'ait mentionné et qui en ait donné quelques extraits dans

ses *Notices sur la ville de Strasbourg*, 1847, t. I, p. 479. Nous en publions ici le texte complet, d'après une copie faite sur l'original. Quant à un commentaire, nous nous en abstenons, la pièce étant assez éloquente par elle-même,

C. SCHMIDT.

Mémoire.

Comme nous avons toujours cru que la conversion de M. Obrecht (1) étoit le moyen le plus infaillible pour convertir sans violence et par la douceur les protestans de la ville de Strasbourg, nous sommes aussi persuadés qu'il est temps de l'employer pour la réduction entière de cette ville. L'expérience nous a appris que toutes les conversions des luthériens, que nous avons vues en cette ville, sont les suites de la sienne. Le nombre-en auroit été plus considérable, si un autre de ceux qui sont nouvellement convertis eût eu autant de zèle et eût donné d'aussi bons exemples. La considération que M. Obrecht s'est attirée dans le sénat et dans l'esprit du peuple, jointe à la connoissance qu'il a de la religion et à son éloquence naturelle, nous fait espérer qu'il fera une grande impression, si l'on veut et si l'on juge qu'on puisse s'en servir de la manière qui suit :

1. Si le Roy avoit la bonté de donner un édit par lequel il déclarât : qu'ayant appris avec douleur que les ministres et docteurs protestans de la ville de Strasbourg, pour empêcher la conversion de ses sujets, employent tous les jours dans leurs prêches et dans leurs conversations un grand nombre d'impostures et de calomnies contre la religion catholique, qui font voir qu'ils ignorent ses dogmes ou qu'ils dissimulent avec malice, et que voulant empêcher la continuation d'un si grand mal, Sa Majesté a ordonné au sieur Obrecht, son préteur royal, d'assembler dans le sénat tout le magistrat et tous les ministres et professeurs protestans de la ville de Strasbourg, et de leur déclarer ses volontés et ensemble de leur apprendre les sentimens qu'ils doivent avoir de la religion catholique et de quelle manière ils en doivent parler, Il seroit peut-être à propos que le vicaire-général et monsieur le marquis de Chamilly (2) fussent présens à ces assemblées.

(1) Ulric Obrecht, savant jurisconsulte, avocat de la ville de Strasbourg, se convertit au catholicisme, à Paris, en 1685. Il en fut récompensé par la charge de préteur royal à Strasbourg.

(2) Gouverneur de Strasbourg.

2. Dans ces assemblées, M. Obrecht déclareroit en premier lieu quelles sont les calomnies et les faussetés que les protestans imputent à la religion catholique; et en second lieu quels sont les motifs de leur séparation de l'Eglise, et enfin l'obligation qu'ils ont d'y rentrer. Comme le sieur Obrecht a été protestant lui-même, et qu'il a une parfaite connoissance des deux religions, il les convaincra tous, et quand il ne feroit autre chose qu'instruire le magistrat et les ministres des vérités de notre religion, ce qu'on n'a pu faire encore, ce sera toujours les disposer à l'embrasser sans peine, si l'on juge dans la suite qu'il faille les y obliger.

3. A la fin de ces assemblées, le sieur Obrecht pourroit ordonner deux choses de la part du Roy : la première, à tous les ministres, de ne point donner dans leurs prêches des fausses idées de la religion catholique, et de ne se servir d'aucune imposture ou calomnie, sous peine..... (1), la liberté de conscience ne consistant pas en cela. La seconde, à messieurs les magistrats, les priant de penser sérieusement, s'il ne seroit pas important de revenir à l'ancienne religion, et s'il ne seroit pas convenable de faire ce plaisir à Sa Majesté, qui, après avoir converti les calvinistes, ne peut avoir de plus grand plaisir que dans la réunion de ses sujets protestans de Strasbourg, et qui regarde leur conversion comme la marque la plus infaillible de leur fidélité.

4. Il seroit à souhaiter qu'en même tems le sieur *Kempfer* (2), syndic de la noblesse, fît assembler la noblesse, et leur parlât à peu près de la même manière.

5. Il faudroit que le sieur *Günzer* (3) assemblât en même tems les deux ou trois principales tribus, et qu'il leur fît une semblable déclaration, leur disant ce qu'on est obligé de croire dans la religion romaine, et blâmant les faussetés et calomnies qu'on leur impute. Le

(1) Laissé en blanc.

(2) *Kämpfer*, syndic de la noblesse de la Basse-Alsace, s'était converti en 1685, et avait reçu pour cela une gratification de mille écus et une augmentation de ses appointemens. — V. la lettre de Louvois à M. de La Grange, intendant d'Alsace, dans *Vankuffel*, Documents inédits concernant l'Histoire de France. Paris, 1840, p. 133.

(3) *Christophe Günzer*, syndic royal et directeur de la chancellerie, homme d'un caractère bas et perfide, s'était converti en 1685, après avoir joué un rôle très actif dans les négociations et intrigues secrètes concernant la réunion de Strasbourg à la France. Il devait recevoir une gratification de 50,000 florins en domaines; pour l'obtenir, il spolia de la manière la plus frauduleuse la veuve d'un de ses anciens bienfaiteurs. *Kämpfer* était son beau-frère et le digne compagnon de ses fraudes. — V. *Cofte*, Réunion de Strasbourg à la France. Strasbourg, 1841, p. 149 et suiv.

sieur Günzer peut être engagé et intéressé par les lettres de M. de Louvois, à faire éclater dans cette occasion le zèle qu'il doit avoir pour le service du Roy, si on lui écrit qu'on lui donne le rôle le plus difficile et le plus important pour le service du Roy.

6. On pourroit ensuite donner au Sénat, à la noblesse et aux tribus huit ou quinze jours pour délibérer, pendant lequel tems M. le gouverneur verroit et traiteroit tous les jours une partie des magistrats, MM. Obrecht et Günzer, les principaux des ministres et des professeurs de l'Université, et même quelques-uns des tribus. Le sieur Kempfer feroit la même chose à l'égard de la noblesse, et tous feroient leur possible pour faire connoître l'obligation de conscience que la ville de Strasbourg a de rétablir l'ancienne religion, le plaisir qu'on fera en cela à Sa Majesté, et le bonheur dont elle comblera cette ville. On pourroit encore pendant ce tems-là établir des divertissemens publics qu'on fait en certain tems de l'année en cette ville pour réjouir le peuple, et si on le juge à propos, on pourroit même pendant ce tems-là défendre aux ministres de faire aucun prêche, et d'aller même dans les maisons des bourgeois sous peine d'être suspendus de leur charge. On travailleroit enfin pendant tout ce tems-là à attirer quelques-uns des principaux par des promesses, des pensions, des charges.

7. On feroit tous les jours, dans les trois églises des catholiques, des instructions familières et agréables de controverse, tendantes à faire voir que les protestans de Strasbourg peuvent et doivent en conscience rentrer dans l'Eglise romaine. On pourroit y mêler quelque représentation pour attirer le peuple et les faire par manière de dialogue, proposant les doutes et donnant les réponses, prenant bien garde surtout de ne dire aucune parole qui puisse choquer ou aigrir les esprits.

8. Il faudroit de deux en deux jours placarder quelque affiche dans les carrefours, pour inviter les protestans à venir dans quelque une des dites églises, pour entendre décider un point de controverse, et insérant même quelque raison populaire dans l'affiche.

9. Les professeurs du collège des Jésuites proposeroient tous les jours le matin et le soir des thèses sur des points de controverse, et inviteroient les professeurs et les écoliers de l'Université, s'offrant à répondre à tous leurs doutes.

10. Avant toutes ces choses, il faudroit avoir publié un petit catéchisme en allemand, pour l'instruction de ceux qui veulent rentrer dans l'Eglise romaine, obligeant même toutes les familles d'en avoir un exemplaire, pour empêcher les calomnies qu'on dit contre la religion catholique.

11. Il faudroit publier aussi le livre que le Rév. Père Recteur du séminaire a composé (1), dans lequel il fait voir même dans la confession d'Augsbourg que les protestans d'Allemagne peuvent et sont obligés en conscience de faire cesser le schisme que leurs pères ont fait. Ce livre sera fort utile, si on le fait imprimer en français et en allemand.

12. Il seroit peut-être bon, pour attirer ceux qui ne sont guères attachés à aucune religion, de publier un troisième livre en une ou deux feuilles, dans lequel, par manière de dialogue à la façon de Lucien, on fait parler dans les enfers Luther, Calvin, Zwingle et Mélancton, et dans lequel Luther avoue que tout ce qu'il a fait n'a été que pour déplaire au pape et pour se faire plaire au duc de Saxe. Il faudroit que cet ouvrage fût en allemand, et qu'il eût tous les agrémens de la langue et de la manière de converser de cette nation; le sieur Obrecht le composera et on lui fournira les mémoires (2). Il seroit même à souhaiter qu'on donnât ces livres ou qu'ils ne coûtassent que très peu de chose, afin que tous les habitans les puissent avoir, et qu'on eût soin de défendre à tous les imprimeurs et libraires de débiter ou d'imprimer aucune réfutation desdits livres, et à toutes sortes de personnes de dogmatiser dans les conversations ou autrement contre la religion catholique.

13. Après que toutes ces choses seront exécutées de la manière susdite, si on voit les esprits disposés à embrasser la religion catholique, le sieur Obrecht assemblera le magistrat et leur parlera le plus précisément de la volonté du Roy, comme aussi le sieur Günzer aux tribus, et le sieur Kempfer à la noblesse. Et si l'on trouve encore de la difficulté, on délibérera s'il faut prier Sa Majesté d'employer les douces violences dont on s'est servi en France pour déterminer ceux

(1) Ce recteur du collège des Jésuites était Jean Dez, antérieurement recteur du collège de Sedan. Le livre en question parut en 1687, à Strasbourg, sous le titre de : *Réunion des protestans de Strasbourg à l'Eglise romaine*. Le préteur Obrecht le traduisit lui-même en allemand et le publia en 1688.

2) Nous ignorons si ce pamphlet a paru.

qui demandent un prétexte de cette nature pour abandonner une religion dont ils connoissent la fausseté.

Enfin, quoi qu'il arrive, on tirera cet avantage de l'exécution de ce projet, que les luthériens seront instruits et convaincus de la vérité de notre religion.

Il seroit à souhaiter que toutes ces choses fussent prêtes pour le commencement du carême prochain, ou même plus tôt, si on le juge à propos.

LE DUC ET LA DUCHESSE DE CAUMONT LA FORCE

INCARCÉRÉS POUR CAUSE DE RELIGION.

1694-1697.

« Messe. ou Bastille! »
(Parole de Charles IX à Condé, en 1572.)

Suite des extraits inédits (1).

A M. D'Autichamp.

10^e mars 1694.

Sur le compte que j'ay rendu au Roy de la lettre que Mad^e la Duchesse de La Force m'escrit, et sur la lecture de celle qu'elle a escrite à Sa Majesté, le Roy m'ordonne de vous dire qu'il trouve bon que Mad^e la Duchesse de La Force escrive à M. le Duc de La Force et reçoive de ses lettres, pourveu qu'elle n'abuse pas de cette permission en s'en servant trop souvent, et que toutes les lettres qu'elle écrira ou qu'elle recevra passent par vos mains; vous me manderez, s'il vous plaist, ce qui se passera de considérable entre eux par leurs lettres, afin que je puisse informer Sa Majesté. Vous trouverez ci-joint la réponse que je fais à la lettre de Mad^e la Duchesse de La Force; je vous prie de la lui rendre.

A Mad^e de La Force.

10^e mars 1694.

J'ay donné au Roy la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser pour luy, et je lui ay rendu compte de ce que portoit celle

(1) Voir les extraits qui ont précédé, au t. II, pp. 64, 451, 560. 

que vous m'avez écrite; Sa Majesté m'a ordonné de vous faire sçavoir qu'elle est sensible aux maux que vous souffrez, et qu'elle voudroit bien les diminuer; mais que, comme par votre lettre il ne paroît pas que vous ayez changé de sentiment, elle ne peut vous donner la liberté sans contrevenir aux règles qu'elle s'est prescrites; cependant, Madame, le Roy, pour adoucir les peines de votre prison, m'ordonne de vous dire qu'il trouve bon que vous écriviez à M. le Duc de La Force et que vous receviez de ses lettres, à la charge néanmoins que vous ne vous serviez que rarement de cette permission, et que toutes les lettres que vous écrierez et que vous recevrez passeront ouvertes par les mains de M. d'Autichamp. Je suis, etc.

A Mad^e la Comtesse de Nogent.

15^e mars.

Le Roy trouvant bon que M^{lle} de La Force aille chez vous pour y estre cinq ou six mois, afin de se déterminer sur sa vocation, Sa Majesté m'a ordonné d'écrire à la Supérieure des Filles de Sainte-Marie de vous la remettre entre les mains, et je vous envoie ma lettre par laquelle je lui mande de vous remettre cette dam^{elle} lorsque vous le jugerez à propos. Je suis, etc.

A la Supérieure des Filles de Sainte-Marie.

15^e mars 1694.

Madame, le Roy m'ordonne de vous écrire de remettre Mademoiselle de La Force l'aînée entre les mains de Mad^e la Comtesse de Nogent, lorsqu'elle ira la prendre. Je suis, etc.

A la Supérieure de la Visitation.

25^e may 1694.

Madame, le Roy trouve bon que Mesdemoiselles de La Force, qui ont la curiosité de voir la procession de Sainte-Geneviève, sortent pour cela de votre couvent. Ainsy, vous les remettrez, s'il vous plaist, à Mad^e la Comtesse de Nogent, qui vous les remettra ensuite.

Je suis, etc.

Lettre du Roy à M^r le Comte d'Armagnac, pour laisser sortir du château d'Angers Madame la Duchesse de La Force.

Versailles, ce 16^e aoust 1694.

Mon cousin, ayant permis à ma cousine la Duchesse de La Force de

faire un voyage à Vichy et à Bourbon, pour y prendre les eaux, je vous écris cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous la laissiez sortir de mon château d'Angers, et que vous l'y receviez lorsqu'elle y retournera. Sur ce, etc.

Lettre du Roy à Mad^e de La Force, pour lui permettre d'aller prendre les eaux à Vichy et à Bourbon.

Versailles, ce 16^e août 1694.

Ma cousine, encore que les mêmes raisons qui m'ont obligé de vous envoyer dans mon château d'Angers ne me permettent pas de vous en laisser sortir, j'ay bien voulu consentir que vous fassiez un voyage à Vichy et à Bourbon, sur la nécessité qu'on m'a assuré que vous en aviez pour votre santé; ainsy, je vous écris cette lettre pour vous dire que je veux bien que vous vous y transportiez quand bon vous semblera, à la charge qu'incontinent après l'usage des eaux, vous retourniez audit château d'Angers, à quoy m'assurant que vous satisferez ponctuellement, je prie Dieu, etc.

Instruction sur ce que doit faire le S^r Huot pendant le tems qu'il sera près Madame la Duchesse de La Force.

A Versailles, le 16^e août 1694.

Le Roy ayant permis à Mad^e la Duchesse de La Force de sortir du château d'Angers, où elle est détenue par ordre de Sa Majesté, pour aller à Vichy et à Bourbon, le S^r se rendra à Angers, lui remettra la lettre que Sa Majesté lui escrit, et en mesme tems au commandant l'ordre pour permettre à la Duchesse d'en sortir. Il la suivra à Vichy et à Bourbon, et jusques à ce qu'elle retourne à Angers. Il observera ceux qui pourroient la venir voir et mesme ceux de qui elle recevra visite et ceux à qui elle en rendra, et sans lui en parler il m'en rendra compte tous les ordinaires. Il prendra garde à la conduite que ladite dame pourra tenir au sujet de la Religion, comme d'avoir des conférences avec gens suspects, de faire quelque exercice de la R. P. R., ou autre chose semblable. Quoique le Roy soit persuadé que Mad^e de La Force n'ait pas autre dessein que celui d'aller à Vichy et à Bourbon, si cependant, contre toute apparence, elle prenoit le parti de s'absenter, ledit S^r se servira de l'ordre du Roy qui lui est remis en main pour l'arrestar et la conduire au château d'Angers; et pour l'exécution de cet ordre, il s'adressera à l'intendant, au premier

jugé royal ou prévost des maréchaux, afin qu'il lui soit donné main forte. Fait à Versailles, le 16^e août 1694.

Du 16^e août 1694, à Versailles.

ORDRE pour arrester la Duchesse de La Force et la conduire au château d'Angers.

Lettre du Roy à Mad^e du Roure, pour se rendre
à Courtomer.

Mad^e la Marquise du Roure, je vous escriis cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous vous rendiez incessamment à Courtomer, et que vous n'en sortiez point jusques à ce que je vous aie fait sçavoir ma volonté. A quoy m'assurant que vous satisferez, je prie Dieu qu'il vous ait, Mad^e la Marquise du Roure, en sa sainte garde. — Escrit à Versailles, le 16^e août 1694.

A Mad^e de Courtomer.

14^e septembre 1694.

J'ay receu le mémoire que vous avez pris la peine de m'envoyer concernant la somme de 6,000 livres que vous êtes tenue de payer à l'Hospital général pour jouir du don que le Roy vous a fait, et comme cette affaire ne peut estre traitée au Conseil du Roy, j'ai envoyé votre mémoire à Mr le premier Président qui m'a fait la réponse que je vous adresse; vous sçavez qu'il est porté à vous faire plaisir, ainsy je vous conseille de vous adresser à luy pour ménager vos intérêts dans cette affaire; je dois vous dire que Mr le Duc de La Force, parlant il y a quelques jours de cette affaire à Mr Desgranges, il lui dit que pour la finir il payeroit volontiers une année d'arrérages; et puisqu'on veut vous en quitter pour deux, il y a apparence qu'il les voudra bien payer. Je suis, etc.

Au S^r Huot.

3^e octobre 1694.

J'ai dit à Mr le Duc de La Force que la volonté du Roy est que Mad^e la Duchesse de La Force ait toute la liberté de recevoir des visites et d'en faire pendant qu'elle sera aux eaux; ne la contraignez en aucune manière, et en vous conduisant comme je vous ai dit, avec toutes sortes de respect et d'égards, faites qu'elle aye lieu d'être contente de vous.

A Mad^e la Duchesse de La Force.

17^e octobre.

Le Roy a bien voulu, à la prière de M^r le Duc de La Force, qui lui a représenté le mauvais état de votre santé, vous permettre d'aller à Orléans pour trois mois, ainsy que vous le verrez par la lettre de Sa Majesté que je vous envoie. Outre la condition de ne pas sortir d'Orléans, j'ai ordre de Sa Majesté de vous expliquer que c'est aussi à la charge d'y tenir une telle conduite que Sa Majesté n'aye pas sujet de se repentir de vous avoir fait cette grâce, et que Huot restera toujours près de vous, comme il fait depuis que vous estes partie d'Angers, et que vous n'aurez aucun domestique qui ne soit ancien catholique. Je crois qu'il est inutile de vous dire qu'en partant de Bourbon, vous devrez vous rendre à Orléans par le droit chemin, sans aller ailleurs. Je souhaite que vous y rétablissiez votre santé, et que Dieu vous y inspiré les sentiments qui conviennent au salut et au repos de votre famille. Je suis, etc.

Du 13^e février 1695, à Versailles.

Brevet de 1600 livres de pension pour le S^r de La Force de Boisse, fils du S^r Duc de La Force.

Du 21^e février 1695, à Versailles.

Brevet de 700 livres de pension pour la d^elle de Caumont de La Boulaye, fille de M^r le Duc de La Force.

Lettre du Roy à Mad^e la Duchesse de La Force, pour lui permettre de se retirer à la terre de La Boulaye.

Versailles, le 3^e août 1695.

Ma cousiné, je vous eseris cette lettre pour vous dire que je trouve bon que vous vous retiriez en vostre terre de La Boulaye, à la charge que vous y demeurerez jusqu'à nouvel ordre, sans pouvoir vous en esloigner, à quoi m'assurant que vous satisferez, je prie Dieu qu'il vous ait, ma cousine, en sa sainte et digne garde. Escrit à Versailles.

Au S^r Huot.

1^{er} août 1695.

Le Roy a permis à Mad^e la Duchesse de La Force de se retirer dans sa terre de La Boulaye; vous l'y suivrez et vous y retirerez jus-

qu'à nouvel ordre, et tiendrez près d'elle la même conduite que vous avez tenue jusques à présent.

A M. Descajeul.

14^e décembre 1695.

En 1689, il fut envoyé une servante de Mad^e la Duchesse de La Force, nommée Jeanne Bernard; je vous prie de me mander en quel état elle se trouve à présent sur le fait de la religion, car en ce tems-là elle était très mauvaise catholique.

A Mad^e du Roure.

22^e janvier 1696.

Le Roy trouve bon que vous alliez à La Boulaye voir M^r le Duc et Mad^e la Duchesse de La Force. Ainsy vous pouvez y aller passer cinq ou six jours quand il vous plaira, si vous voulez prendre la peine de me mander le temps auquel vous y irez et quand vous en partirez; cette exactitude pourra être agréable à Sa Majesté. Je suis, etc.

Brevet de 450 livres de pension pour la D^{lle} Castelnau.

Aujourd'hui 6 janvier 1696, le Roy estant à Versailles, voulant gratifier et traiter favorablement la demoiselle Charlotte-Diane de Castelnau en considération des services du Sr Marquis de Castelnau son père; Sa Majesté, en secondant le pieux dessein qu'a la demoiselle d'embrasser la profession religieuse dans l'abbaye de Montdivy, lui a accordé et fait don de la somme de 450 livres de pension annuelle, pour en estre payée sa vie durant, sur ses simples quittances, par les gardes de son trésor royal, puis à venir chacun en l'année de son exercice, soit audit couvent de Montdivy ou en tout autre couvent qu'elle pourroit se trouver cy-après, m'ayant Sa Majesté commandé de luy en expédier le présent brevet qu'elle a signé de sa main et fait, etc.

A Mad^e la Marquise de Castelnau.

6^e janvier.

Je vous envoie le brevet de la pension que le Roy a accordé à M^{lle} votre fille, et dimanche prochain je vous enverrai une ordonnance pour la première année, dont elle sera payée aussitost. Ainsy rien ne peut plus retarder sa profession. A l'égard du remerciement

que vous proposiez d'en venir faire à Sa Majesté, je luy en ay parlé, et elle m'a dit que ce n'estoit pas la peine que vous vinssiez icy pour cela, puisque vous n'aviez plus acoûtumé d'y venir, et je puis vous dire que votre remerciement en cette manière a été aussy agréablement receu. Je suis, etc.

A M. le Duc de La Force.

7^e may 1696.

Sur ce que Mr le Marquis de La Forcé m'a dit que Mad^e la Duchesse de La Force souhaitoit d'aller voir le médecin de Chaudray, j'en ay rendu compte au Roy, qui trouve bon qu'elle y aille, à condition de n'estre qu'un jour ou deux hors de La Boulaye et que Huot l'y accompagnera. Je n'écris point à Huot de me rendre compte de ce qui se passera; je m'en remets à l'ordre que vous luy en donnerez vous-mesme, Sa Majesté prenant confiance en vous sur la conduite que Mad^e de La Force doit tenir.

A M. l'Archevesque de Paris.

10^e juin 1696.

Je vous envoie l'ordre que vous demandez pour faire sortir M. de Vivans de La Bastille. Le Roy se remet à vous du lieu où il se retirera. Je suis, etc.

A Mad^e du Roure.

10^e février 1697.

Le Roy trouve bon que vous alliez à la Boulaye, ainsy que vous le désirez, pour y voir Mr et Mad^e de La Force. Vous devez estre persuadée que j'ay une extrême envie de vous rendre des services plus considérables que celui-là, et que si j'en trouvois l'occasion, je vous ferais connaître qu'on ne peut pas estre plus que je suis, etc.

A Mad^e l'Abbesse de Gercy.

11^e mars 1697.

J'ay rendu compte au Roy de ce que vous m'avez écrit concernant l'arrivée de M^{lle} de La Force dans votre couvent. Quoiqu'elle s'y soit rendue volontairement, l'intention est qu'elle n'en sorte pas sous quelque prétexte que ce soit, sans ordre de Sa Majesté. A l'égard de sa pension, il faut que vous vous contentiez de 1,000 ou de 1,200 livres, en lui fournissant le bois et la lumière. Sa Majesté ne luy donne que

cette pension pour toutes choses, et le peu qu'elle peut avoir d'ailleurs luy doit servir à s'entretenir.

Du 28^e mai 1697, à Versailles.

ORDRE DU ROY à la Supérieure des Filles de Sainte-Marie, à Paris, de remettre les d^{elles} de La Force à celui qui lui rendra le présent ordre.

Lettre du Roy à Mad^e l'Abbesse de Saint-Sauveur, à Evreux, pour les y faire recevoir.

Versailles, ce 28^e may 1697.

Ma cousine, les deux d^{elles} de La Force, filles de mon cousin le Duc de La Force, desquelles je fais prendre soin depuis quelques années, ayant désiré d'aller dans votre couvent pour y demeurer pensionnaires, je vous escriis cette lettre pour vous dire que j'auray bien agréable que vous les y receviez et que vous leur fassiez donner toutes les instructions convenables à leur naissance et à leur âge, vous avertissant que je pourvoyrai au paiement de leur pension et instruction. Et la présente, etc.

A Mad^e de Nesmond.

8^e juillet.

Depuis quelque tems on a donné des lettres au nom de M^{les} de La Force qui sont au couvent de Sainte-Marie, rue Saint-Antoine, par lesquelles on leur faisoit demander avec instance d'aller à l'abbaye d'Evreux; je leur ay envoyé Mr Desgranges pour sçavoir plus précisément leur dessein. Elles luy ont dit que ce n'étoit point leur intention; mais ne pouvant estre admises au noviciat dans la maison où elles sont avant d'avoir été dans le monde, elles demandent à se retirer à la communauté de Sainte-Geneviève, où elles espèrent que vous voudrez bien les recevoir; la supérieure des Filles de Sainte-Marie le souhaite pareillement. Ainsy prenez la peine de me mander si vous le voulez bien. Elles ne seront point à charge, c'est le Roy qui paye 500 livres de pension pour chacune, et leur donne encore 300 livres de pension pour s'entretenir. J'attendray sur cela votre réponse pour en rendre compte à Sa Majesté. Je suis, etc.

A M. l'Archevêque de Paris.

28^e juillet 1697.

... Je vous envoye une lettre que M^{lle} de La Force-Brion escrit au

Roy. Sa Majesté m'a ordonné de vous demander vostre advis sur ce qu'elle contient.

Au S^r Huot.

29^e juillet 1697.

Votre séjour à la Boulaye est à présent inutile. Prenez congé de Mad^e la Duchesse de La Force, et revenez icy aussytost que vous aurez receu ce billet.

A M. le Duc de La Force.

29^e juillet.

J'escris au S^r Huot de revenir icy, le Roy voulant bien qu'il ne soit plus à la Boulaye. Je suis bien aise d'avoir trouvé occasion de vous donner cette petite satisfaction. Je suis, etc.

A M. du Roure.

29^e juillet.

Le Roy trouve bon qu'en retournant de Roüen à Courtomer vous passiez par la Boulaye, ainsy que vous le désirez. J'expédierai l'ordonnance de vostre pension extraordinaire, et je vous en feray payer le plus tost qu'il sera possible.

A M^{lles} de La Force.

19^e août 1697.

Je vous envoie un arrest de surséance qui est tout ce que j'ay pu obtenir avec la lettre que vous avez escrite au Roy et celle que j'ay receüe de vous. Il faut que vous preniez patience. Le temps deviendra peut-être plus favorable pour vous, et je ne perdray point l'occasion de vous rendre service lorsqu'elle se présentera. Cependant, je suis bien aise de voir les bonnes dispositions dans lesquelles vous estes, et par le bon usage que vous faites de la religion et de la philosophie, vous estes moins à plaindre qu'une autre. Je suis, etc.

Au Père de La Chaise.

8^e décembre.

Je vous envoie l'ordre du Roy que vous avez demandé pour Mad^e la Duchesse de La Force, afin que Mr l'Evesque de Bazas en puisse faire l'usage qu'il se propose, s'il s'y trouve obligé. Je suis, etc.

PLACET D'UNE JEUNE FILLE RECLUSE

AU MARÉCHAL DUC DE RICHELIEU

COMMANDANT DE LA PROVINCE DE LANGUEDOC.

1748.

Voici encore un de ces milliers de placets qui, de tous les points du Languedoc, pleuvaient chaque jour dans le cabinet du lieutenant général du Roi commandant en cette province, à la fin du XVII^e et dans la première moitié du XVIII^e siècle. Celui-ci se rapporte à l'année 1748, et montre qu'à cette époque les couvents, toujours employés en guise de lieu de réclusion pour les huguenotes obstinées, ne lâchaient pas volontiers leur proie : celui d'Anduze était du nombre. En lisant cette humble requête, où une pauvre fille expose avec détail comment elle a été par deux fois séparée de son père, qui a besoin d'elle, et comment elle a pu réussir à s'échapper des mains du sbire qui la reconduisait au couvent, on reconnaît une fois de plus que s'il est vrai de dire que la vie réelle est bien souvent elle-même *un triste roman*, c'est surtout en parlant de la vie des malheureux protestants sous le régime de la Révocation de l'Edit de Nantes. Quels *romans*, en effet, et quels drames ! quels incidents, quels épisodes, et trop souvent, hélas ! quelles catastrophes !

C'est à M. A. de Flaux, de Nîmes, que nous sommes redevables de la communication de cette pièce originale ; il la tient lui-même de M. G. Affourtit, de la même ville. (Voir des pièces analogues publiées précédemment, t. II, pp. 77, 358 à 362, et 506.)

A Monseigneur le Maréchal duc de Richelieu.

MONSEIGNEUR,

Jeanne Serre, du lieu de la Besside, paroisse de Valleràugue, diocèse d'Alais, représente très humblement à Votre Grandeur qu'elle a été du nombre des filles qui ont été mises en 1738 au couvent d'Anduze, par ordre de monseigneur l'évêque d'Alais. Après y avoir été environ huit ans, elle en est sortie. Mais elle n'a pas jouy longtemps de cette liberté, car, dans le mois d'octobre 1747, on a fait signifier à sieur Jean Serre, son père, une lettre de cachet avec ordre de remettre l'exposante au nommé Beauregard, de la ville du Vigan, pour être de nou-

veau conduite au couvent d'Anduze, et de payer, dans le même temps, au même Beauregard, le somme de 45 livres pour la pension de trois mois, et 6 livres par jour à ce conducteur. Le sieur Serre obéit d'abord pour la remise de l'exposante et de l'argent entre les mains de Beauregard, porteur de l'ordre, en présence des sieurs maire et consuls de Valleraugue. L'exposante ayant trouvé moyen de s'échapper des mains de Beauregard dans un bois de la route, éloigné de deux lieues du domicile de son père, elle en profita. On fit plusieurs perquisitions inutiles pour la trouver. Le sieur Serre, son père, fut cité devant Mgr l'Intendant et mis en prison à Montpellier, où il a été détenu pendant environ deux mois, après lesquels Mgr l'Intendant, convaincu de son innocence, l'a fait élargir. Et d'autant que l'éloignement de l'exposante prive le sieur Serre, son père, de ses secours, dont il a un extrême besoin, se trouvant chargé de huit enfants, desquels l'exposante est l'aînée, avec une fortune très médiocre; l'exposante implore votre protection, MONSEIGNEUR, et vous supplie, avec toute la soumission et le respect dont elle est capable, de vouloir bien lui accorder la grâce de retourner dans sa famille, où elle est si nécessaire, et elle ne cessera de faire des vœux au ciel pour votre santé et prospérité.

MÉLANGES.

FRANÇOISE D'AUBIGNY, VEUVE SCARRON

(PLUS TARD MARQUISE DE MAINTENON)

DE PAR BREVET ROYAL FABRICANTE DE FOURNEAUX ÉCONOMIQUES, ETC.

1674.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Paris, 5 avril 1854.

Monsieur,

Il vous a paru intéressant de publier un document peu connu, que j'ai

communiqué à la *Société de l'Histoire de France*, le 7 novembre 1853. Ce sont des « *Lettres-patentes portant permission à la dame Françoise « Daubigny, vefve du feu sieur Scaron, de faire faire fours, fourneaux « et foyers de cheminées, d'une nouvelle invention.* » Le *Bulletin de la Société de l'Histoire de France* a inséré ces *Lettres-patentes* au mois de janvier dernier, avec une note du rédacteur. Je me fais un plaisir de vous adresser cette pièce, en y joignant des éclaircissements et des documents subsidiaires qui vous paraîtront peut-être de nature à intéresser les lecteurs de votre excellent *Bulletin*.

Quand il s'agit de la marquise de Maintenon, l'histoire ne doit rien dédaigner de ce qui peut faire ressortir les vicissitudes de son existence et les traits de son caractère. Le protestantisme français a, je le reconnais, le droit d'être sévère à son égard; la petite-fille d'Agrippa d'Aubigné est en quelque sorte votre *justiciable*; mais, en vous livrant quelques observations sur un trait caractéristique de sa vie, j'avoue que je ne puis me défendre d'une admiration profonde pour cette femme illustre, dont la conduite était nécessairement influencée par les circonstances politiques et religieuses au milieu desquelles elle se trouva placée.

Veuillez agréer, etc.

P. DE R.

Lorsque Françoise Daubigny faisait présenter, avec une constance acharnée, des placets à Louis XIV, le généreux monarque s'écriait : « Encore la veuve Scarron! néant à la requête. »

Certain jour, la pauvre veuve obtint, « au grand avantage du publicq, » un brevet de 15 années, pour des fours, fourneaux et foyers d'une nouvelle invention. J'ai dit la pauvre veuve; je me trompe.

A cette époque, elle ne luttait plus contre l'indigence; elle ne pensait plus à s'expatrier. La veuve Scarron seyait les bâtards, doublement adultérins, de Louis XIV et de la marquise de Montespan. Elle était riche. Le Roi portait sa pension de 2,000 livres à 2,000 écus, et lui donnait 100,000 livres pour les dragées du petit Louis-Auguste, duc du Maine.

Enfin, à cette même époque (décembre 1674), et à l'aide du susdit brevet, la veuve Scarron achetait un beau domaine. Le Roi la nommait : « Madame de Maintenon, » en attendant le marquisat, qui ne fut érigé qu'au mois de mai 1688, après leur second mariage.

Dans un simple préambule, je ne peux avoir la prétention de juger la femme célèbre, qui a été si bien attaquée, si bien défendue. Mais je demande comment la gouvernante des royaux bâtards s'était décidée à exploiter « un « secret trouvé par deux sujets du Roi, par une longue recherche, grande « dépense et beaucoup de travail, » et à solliciter le brevet en son propre nom.

Ce singulier brevet donnerait-il raison aux détracteurs, qui accusaient madame de Maintenon de vendre son crédit ou son patronage? Et quand elle écrivit (1676) à son confesseur l'abbé Gobelin : « Je deviens la plus intéressée créature du monde, » disait-elle la vérité en plaisantant?

Laissons de côté la question de dérogeance.

En janvier 1662, Louis XIV permettait au duc de Rouannez, au marquis de Sourches et au marquis de Crevant « d'établir, à Paris et faubourgs, des « carrosses, partant à heure fixe, dans chaque quartier. » — C'étaient les précurseurs de nos omnibus.

En septembre 1677, il accordait au duc de Bouillon, grand chambellan de France, un privilège pour « ... des sachets contre la vermine! » — C'était une redoutable concurrence pour les charlatans du Pont-Neuf.

Ni plus ni moins que ces grands seigneurs, la veuve Scarron ne dérogeait à la vieille noblesse,

J'extraurai d'abord du registre de la secrétairerie d'Etat les actes préliminaires.

I.

(Archives générales. E. 3360. Secrétariat. 1674. Fol. 122, 135.)

Renvoy sur le placet de De Françoise d'Aubigny, ve du feu Sr Scarron, à ce qu'il plaise au Roy luy accorder le privilège de faire construire, pendant 30 années, les astres des fours, et fourneaux des pasticiers, boulangers et teinturiers du royaume, à la charge qu'on ne pourra obliger les particuliers à s'en servir, et qu'on ne pourra prendre que la somme dont on sera convenu.

(Le Roy a renvoyé ce placet au Sr de La Reynie, lieutenant-général de police, pour sur iceluy donner son avis à S. M. et ensuite estre par elle ordonné ce qu'elle avisera bien estre. A Versailles, le 15 septembre 1674.)

II.

Brevet de permission à la dame Scarron de faire faire des astres à des fourneaux, fours et cheminées d'une nouvelle invention.

Aujourd'hui, dernier septembre 1674, le Roy, estant à Versailles, voulant gratifier et traiter favorablement De Françoise d'Aubigny, V^e du feu Sr Scarron, S. M. luy a accordé et fait don du privilège et faculté de faire faire des astres à des fourneaux, fours et cheminées d'une nouvelle invention; sans pouvoir néanmoins obliger les particuliers à s'en servir, et prendre plus grande somme que celle dont il aura esté convenu, ny prétendre aucun droit de visite. Fait S. M. defenses à toutes personnes de faire ny contrefaire lesdits astres, sous

prétexte d'augmentation, changement ou autrement, à peine de 1,500 liv. d'amende.

Est-ce pour le rendre *plus stable* qu'on le retranscrit, sous la même date, au f° 184 ?

Mais ce n'est pas tout ; je le trouve une troisième fois, au f° 203, en forme de lettres-patentes, et en abrégé, sous la date du 15 décembre, avec restriction de 15 années. La veuve Scaron en demandait 30.

III.

Permission à la dame Scarron de faire faire fours, fourneaux et foyers de cheminées d'une nouvelle invention.

(15 décembre 1674.)

Louis, par la grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre... Salut :

Notre chère et bien-amée dame Françoisse d'Aubigny, vefve du feu sieur Scaron, nous a très humblement fait remontrer que deux de nos sujets ayans trouvé, par une longue recherche, grande dépense et beaucoup de travail, un secret qui s'appliquera aux fours des boulangers et autres, avec leurs bouchoirs et chassis de fer, et des âtres de grands carreaux d'une pierre et terre composée, — comme aussy aux fourneaux des teinturiers, brasseurs et autres, et des foyers de cheminées aussy d'une nouvelle invention, à frais très médiocres et d'une longue durée, — dans lesquels, par le moyen d'un secret appliqué, il se consomme beaucoup moins de bois, charbon, et autres matières à brusler, de quoy le publicq recevra un tel grand avantage. Nous avons bien voulu, sur le placet à nous présenté par l'exposante, luy accorder le don du privilège et faculté de faire faire lesdits foyers et autres fourneaux et foyers de cheminées, — prendre l'avis de notre amé et féal conseiller en nos conseils et lieutenant de police de nostre bonne ville de Paris, le Sr de La Reynie, qui nous a certifié l'utilité que recevra le publicq d'un tel établissement, — ensuite de quoy nous aurions, par nostre brevet du dernier septembre, accordé et fait don dudit privilège et faculté à ladite exposante, laquelle nous ayant très humblement fait supplier luy octroyer nos lettres, pour jouir dudit privilège en tout nostre royaume, terres et seigneuries de nostre obéissance, aux conditions portées par nostre brevet pour le temps de quinze années. A ces causes, sçavoir faisons que voulant gratifier et traister favorablement l'exposante, et luy donner moyen de jouir du don à elle fait par nostre brevet... avec l'avis dudit Sr de La Reynie, attaché sous le contrescel de nostre chancelleur, nous avons à ladite dame exposante... de nostre grâce spéciale, plaine puissance et autorité royale, accordé et fait don, par les présentes signées de nostre main, accordons et faisons don du privilège et faculté de faire faire le

susdit secret, qui s'appliquera aux fours des boulangers et autres, avec leurs bouchoirs, châssis de fer, et des âtres de grands carreaux d'une pierre et terre composée... etc. (*ut supra*) sans pouvoir néantmoins obliger les particuliers à s'en servir et prendre par l'exposante, ses préposés ou ayans cause... Faisons deffenses à toutes personnes de faire ny contrefaire lesdits secrets, soubz prétexte d'augmentation, changement... à peine de 1,500 liv. d'amende contre chacun des contrevenans, moitié à nous, et l'autre moitié à l'exposante, etc. Si donnons en mandement, etc.

Donné à Saint-Germain-en-Laye, le 15^e jour de décembre, l'an de grâce 1674, de nostre règne le 32^e. *Signé* : LOUIS, et sur le reply, *Par le Roy*, COLBERT. — Registré au Parlement le 2^e avril 1675. *Signé au registre* : DU TILLET.

(Arch. Imp. Ordonnances de Louis XIV, vol. XXXVII, B. B. B. B. Dépôt civil du Parlement, fol. 281.)

Dans l'Introduction du t. III de la Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV (in-4°, 4832, p. LIII), M. Depping indique le brevet du dernier septembre 1774.

« Il faut noter, dit M. Depping, un brevet d'invention obtenu par une personne qui a figuré à la cour... dans une position... éminente. La célèbre « madame de Maintenon, n'étant encore que la pauvre veuve de Scarron, « s'était fait délivrer un brevet pour des fours de pâtisserie. A-t-elle exploité « ce brevet, et qu'est-il advenu de cette invention ? Personne ne pourrait « nous le dire ; car, nulle part, il n'est parlé des fours de l'invention de la « veuve Scarron, ce qui autorise à croire qu'ils n'ont pas eu de succès. Peut- « être, s'ils avaient réussi, et si l'exploitation... avait enrichi l'*inventrice*, « serait-elle restée dans la classe industrielle, au lieu de parvenir à des « charges de la cour, et de remplacer même une reine. Saint-Cyr n'aurait « pas été fondé, et Racine n'aurait jamais composé ni *Esther*, ni *Athalie*. »

Les réflexions de M. Depping sont assurément ingénieuses. Sont-elles pertinentes ? Sont-elles en rapport avec l'attitude et la position qu'avait alors la veuve Scarron ?

Remarquons d'ailleurs que les fours étaient inventés par « deux sujets « du Roy. » Rien ne prouve que l'exploitation ait appauvri la *protectrice* de ces deux inventeurs anonymes. Les bénéfices de la protection auront servi d'appoint aux dragées du petit duc du Maine, colonel-général des Suisses ; et, douze jours après (le 27 décembre), nous voyons la pauvre veuve Scarron acquérir, moyennant 240,000 livres, la terre de Maintenon, en Beauce.

La veuve Scarron suivait donc sa brillante destinée. Elle s'acheminait au trône ; elle portait dans sa tête et dans son cœur la création de Saint-Cyr, l'inspiration d'*Esther* et d'*Athalie*....

Nous devons citer un autre privilège de 20 ans, accordé par Louis XIV, le 26 avril 1693, à André Dalesme « pour une nouvelle invention relative aux « marmites, chaudières des teinturiers, brasseurs... fours à plâtre et à « pain (1). » Heureusement la veuve Scarron ne craignait plus une pareille rivalité, sous sa royale couronne de marquise.

A l'époque qui nous occupe, la veuve Scarron était, à la fois, parée des titres de *Dame de Maintenon* et de *Fabricante de fourneaux*. Est-ce avec ces titres modestes qu'elle épousa (1685 ?) le grand roi Louis XIV, mariage morganatique dont la négation n'est pas moins difficile que la preuve ?

Le *marquisat* de Maintenon ne fut érigé qu'en mai 1688. (Reg. au Parlement le 23 août.)

Je ne trouve dans le Secrétariat qu'un seul acte où elle soit, antérieurement, qualifiée *marquise* : « 1686. May. Etablissement de foires et marchés « francs au bourg de Maintenon en faveur de « nostre très chère et bien « amée Françoise d'Aubigny, *marquise* (dudit lieu.) »

Les registres paroissiaux de Saint-Germain-en-Laye me fournissent les indications suivantes : « Dans un baptême du 3 décembre 1675, Françoise « d'Aubigny, veuve de feu monsieur Scaron, et *dame* de Maintenon, est « marraine avec très haut et puissant prince Louis César de Bourbon, comte « du Vexin. »

Ce bâtard de Louis XIV et de la marquise de Montespan était un des élèves de la marraine. Dans un baptême du 22 juillet 1679, Françoise d'Aubigny, *marquise* de Maintenon, est marraine avec Anne-Jules, duc de Noailles, pair de France, 1^{er} capitaine des gardes du corps du Roy.

Dans un baptême du 8 avril 1682, Françoise d'Aubigny est qualifiée : « *marquise* de Maintenon le Parc, PierreThèle, VilleTaneuse, et Boisricheux, « dame d'atours de la dauphine, veuve de M. Paul Scaron, chevalier, seigneur Des Fougerais, conseiller du Roy en ses conseils. » Le parrain est M^r Charles Colbert, chevalier, marquis de Croissy... ministre et secrétaire d'Estat.

Elle signe : « F. d'Aubigny, » et, plus tard, « d'Aubigné. »

Concluons que Françoise d'Aubigny était titrée *marquise*, avant son *marquisat*, et marquise à l'égale de Françoise Athénaïs de Rochechouart de Mortemart (entre 1675 et 1679).

Humiliée de voir s'élever jusqu'à elle la gouvernante de ses enfants, la belle marquise de Montespan exigea de Louis XIV une *réparation d'honneur*.

« 1679, 41^e avril. Le Roy, estant à Saint-Germain-en-Laye, voulant donner « des marques de considération... et d'estime... à la dame de Montespan, « chef du conseil et surintendante de la maison de la Reyne, en luy accordant un rang qui la distingue des autres dames de la cour... S. M. veut

(1) Secrétariat. E. 3379, fol. 96 v^o.

« qu'elle jouisse des honneurs... préséances... et avantages dont jouissent
« les *duchesses*. » (Secrétariat.)

Je finirai cette notice, déjà trop longue, par une courte revue des élèves
dont la veuve Scarron fut gouvernante. (1674.)

La lignée Bourbon-Montespan pullulait avec gloire.

I. Louis-Auguste, duc du Maine, né le 31 mars 1670, était colonel-général
de tous les gens de guerre suisses, colonel en jupon et à béquilles. [Provi-
sions du 1^{er} février 1674, registrées au Parlement le 9 mars.] Il mourut en
1736.

II. Louis-César, comte du Vexin, né le 10 juin 1672, devait mourir à dix
ans et demi (1683), avec deux mitres et deux crosses, abbé de Saint-Denis
en France, et de Saint-Germain-des-Prés à Paris.

III. Louise-Françoise, mademoiselle de Nantes, née le 19 décembre 1673,
épousa, par contrat du 23 juillet 1685, Louis, duc de Bourbon, prince de
Condé, et mourut veuve en 1743.

Dans un baptême du 11 février 1679, elle signe comme marraine, à côté
de son frère, le colonel-général des Suisses : « Louise-Franse de Bourbon,
« *princesse* de Nantes, L. [légitimée] de Franse. » (Paroisse de Saint-
Germain-en-Laye.) On voit que la marquise de Maintenon n'avait pu retenir
la petite main qui allongeait si témérairement son titre princier.

Ces trois bâtards avaient été légitimés par lettres-patentes, en date, à Saint-
Germain-en-Laye, de décembre 1673, registrées le 20 au Parlement.

Un premier enfant, né en 1669, n'avait vécu que trois ans. Un cinquième
venait de naître.

Voici le baptistaire que je trouve dans les registres paroissiaux de Saint-
Germain-en-Laye :

« Ce jourd'huy lundy, 12^e novembre 1674, a esté baptisée Louise-Marie-
• Anne, née le mesme jour, à deux heures de relevée, fille naturelle de très
« haut et très puissant prince Louis de Bourbon, Roy de France et de Na-
« varre.

« Le parein, Nicolas Le Grand, pauvre homme, demeurant en ce lieu. La
« mareine, Anne Depont, femme de Denis Delespine, ausy demeurant audit
« lieu. Le parein a signé. La mareine a déclaré ne savoir signer.

« LE GRAND.

« CAGNYÉ (curé.) »

On lit ces variantes sur le registre-copie :

« Louyse-Marie-Anne, fille de grand et puissant monarque Louys de
• Bourbon, 14^e du nom. Le parrein, Nicolas Le Grand, bon pauvre, homme
« mandiant. La Marreine, Anne Depont, femme de Denis Delespine, pauvre
« vieil soldat invalide.

« BAILLY, vicaire. »

Louise-Marie-Anne, princesse de Tours, mourut en 1681. Elle avait été

légitimée par lettres-patentes, en date, à Saint-Germain-en-Laye, de janvier 1676.

Que l'on compare son baptistaire avec ceux des deux premiers fils de la duchesse de La Vallière, tels que les rapporte l'éditeur de la *Revue rétrospective* (t. IV, 1834).

« 1663. 49^e jour de décembre. Baptême de Charles, fils de M. de Lincour et « de damoiselle Elisabeth Dubeux. P. Gury-Focard, dit Beauchamp... M. Clé-
« mance Pré, sa fame... » (Paris, Saint-Leu Saint-Gilles.)

« 1665. 8 janvier. Baptême de Philippe, fils de François Derssy, bour-
« geois, et de Marie Bernard, sa femme. P. Claude Tessier, pauvre, —
« M. Margueritte Biet, fille de Louis Biet, bourgeois... » (Paris, Saint-Eus-
« tache.)

L'éditeur ajoute :

« C'est quelque chose de bizarre que les fils d'un roi puissant et magni-
« fique présentés au baptême par de pauvres gens. Quel est le courtisan qui
« n'eût pas brigué l'honneur de prêter son nom à ces augustes bâtards? »

(Archives du ministère de.... Journal mss. de Colbert pour l'histoire du Roi.)

LES RÉFORMATEURS DU XVI^e SIÈCLE

ORGANES DE L'OPINION PUBLIQUE (1).

Un grand homme, soit poète, législateur ou philosophe, etc., etc., est, au dire des panégyristes, un homme qui devance son siècle; c'est l'expression consacrée. Mais pour être triviale, cette expression ne nous semble pas plus claire. Du reste Madame de Staël a dit avec raison : « *Ce qui est commun et répété par tout le monde n'est senti par personne.* » Qu'est-ce en bonne logique qu'un homme qui devance son siècle, c'est-à-dire le temps de son existence? Serait-ce un homme qui a fait quelque découverte soit dans les arts, soit dans les sciences, un homme, par exemple, qui a enrichi d'un mot nouveau sa langue maternelle, ou qui a hasardé avec bonheur telle image, telle association d'idées plus ou moins hétéroclites (car ce sont aussi des découvertes)? Mais à ce compte nous aurons, pour ainsi dire, autant d'hommes qui devancent leur siècle que d'individus.

Selon nous, le grand Corneille, pour avoir mieux fait que ses devanciers, n'a pas plus devancé son siècle que l'immortel Descartes n'a devancé le sien en retirant la philosophie des langes de l'école; qu'un mathématicien ne devancerait le sien en énonçant une nouvelle formule algébrique; etc.

(1) C'est le travail de M. Eug. Haag, dont il a été question ci-dessus, p. 25, et que l'auteur a bien voulu réviser avec soin pour cette reproduction.

Fulton n'a pas découvert les lois de la dynamique, de la statique ; il n'a fait qu'appliquer ces lois à une force connue avant lui, mais dont il a su déterminer toute la puissance. Il n'a donc pas devancé son siècle, mais il a su mettre à profit les connaissances de son siècle : les prémisses lui étaient données, il n'a fait que déduire la conséquence. Il en est de même de l'œuvre de tout autre grand homme.

Newton, Copernic, Colomb, Galilée lui-même n'ont pas devancé leur siècle. Ils ont enrichi la science, ils lui ont fait faire un pas, c'est-à-dire qu'ils ont pris la science au point où elle en était avant eux et qu'ils ont marché avec leur siècle ; car il ne faut pas oublier que l'homme est une partie intégrante de son siècle, c'est-à-dire que le nom abstrait de siècle ne désigne rien autre chose, en ce cas, que le concours des intelligences, à tel point de la durée. Par conséquent, lorsqu'un panégyriste s'écrie que tel homme a devancé son siècle, cela revient à dire que le siècle s'est devancé lui-même.

Sans les études et les travaux de leurs devanciers, sans leurs ouvrages, sans leurs instruments, on peut affirmer que tel homme de science que l'on voudra serait resté bien au-dessous de lui-même. Peut-être Newton eût-il été un Archimède, mais il n'aurait jamais été Newton. Il est aussi peu donné à un être créé de s'isoler absolument de son siècle, que de reprendre une science à sa source, c'est-à-dire d'anéantir par le seul effort de sa volonté, tout ce qu'il sait, tout ce qu'il a appris de son siècle, dès son premier bégaiement d'enfant.

Notre raisonnement peut paraître subtil, mais si l'on y réfléchit bien, nos raisons ne paraîtront pas sans fondement. Un grand homme, quel qu'il soit, n'est et ne peut être qu'une expression plus ou moins fidèle de son siècle.

On l'a dit avec raison : *l'opinion est la reine du monde* ; — et Bonaparte, qui s'y connaissait, l'a constaté. *Tout devient facile*, disait-il, *quand on suit l'opinion*. Nous ne chercherons pas à établir quels sont les signes visibles auxquels on la reconnaît, comment elle se forme, quelles sont ses phases, quel est son caractère, quelle est sa valeur morale. Nous laisserons cette appréciation à de plus habiles que nous : il faut pour cela du temps et de laborieuses recherches. Nous reconnaissons seulement le fait et nous essayerons de le démontrer par ses conséquences.

En religion, comme en politique, une réforme, dans toute la vérité de ce mot, n'est et ne peut être que l'expression de l'opinion publique, c'est-à-dire la satisfaction d'un besoin moral.

Une des manifestations les plus éclatantes de cette vérité se trouve sans contredit dans la réforme religieuse du XVI^e siècle. De même que pour la réforme politique en France, si ses effets ont été instantanés, ses causes ont été lentes et progressives. Dans l'un et dans l'autre cas, la réforme était déjà dans l'esprit du peuple, avant de se manifester par des actes.

Les réformateurs du XVI^e siècle ne firent que renouveler une vieille dispute qui s'était élevée, à la naissance du christianisme, entre le symbole et l'idée. Cette lutte avait déjà pris un certain caractère de violence, lorsque, en 325, le concile de Nicée, se posant en législateur souverain, dit aux peuples :

Pour être chrétien, voilà ce qu'il faut croire ! c'est-à-dire que pour être chrétien, dans le sens du concile, il fallait l'impossible — rester stationnaire. Mais à mesure que les ténèbres du moyen âge s'épaissirent, cette lutte s'affaiblit sensiblement, jusqu'à ce que dans le X^e et le XI^e siècle les docteurs scissionnaires eussent entièrement disparu de l'arène.

Quant aux papes, ils ne cessèrent de travailler au triomphe du symbole sur l'idée ; ils voulurent faire passer la religion dans les sens de l'homme, et ils y réussirent complètement, à la faveur de l'ignorance et de la barbarie, qui annoncèrent et suivirent la chute de l'empire romain. Le paganisme était rentré, en quelque sorte, dans la religion (4). Mais l'édifice que les papes avaient élevé avec tant de peine, s'écroula de toutes parts vers la fin du XV^e siècle. Des savants s'étant livrés, vers cette époque, avec un zèle infatigable, à l'étude des langues anciennes, ils s'aperçurent de l'immense différence qui existait entre le catholicisme d'alors et le christianisme, tel qu'il est annoncé par l'Evangile. Aussi la lutte recommença-t-elle avec une nouvelle ardeur entre le symbole et l'idée, et l'imprimerie vint prêter aux scissionnaires tout l'appui de son influence. Dès lors l'opinion publique tendit à se séparer de la puissance romaine (2).

Nous reconnaitrons trois espèces d'opposition à la cour de Rome : l'une politique, l'autre morale, l'autre enfin religieuse (3).

I. Il serait trop long, et peut-être fastidieux, d'entrer dans toutes les querelles que la cour de Rome eut à soutenir contre les principales puissances de l'Europe. Tour à tour en lutte avec l'Allemagne, avec la France, avec l'Angleterre, avec l'Espagne, avec le Danemark, avec l'Italie même, elle vit la plupart de ces démêlés tourner au profit de son ambition. La république de Venise seule se sentit assez forte pour ne tenir aucun compte des excommunications fulminées contre elle (4). Quant à la France et à l'Allemagne surtout, le combat fut assez opiniâtre et la victoire assez longtemps disputée, pour qu'il nous soit permis d'entrer dans quelques détails à ce sujet.

La lutte des empereurs d'Occident avec les papes fut, pour ainsi dire, incessante. Au temps même de la plus grande puissance de ces derniers, Henri IV ne craignit pas de se mesurer avec eux (5). Il périt, il est vrai, grâce aux infâmes moyens qui furent mis en œuvre par ses adversaires ; mais son fils, le parricide Conrad, qui avait aidé au saint-siège à triompher de son père, ne tarda pas à trouver le joug trop pesant, et à tourner ses armes contre un oppresseur qu'il avait si lâchement favorisé. Il fut vainqueur, mais il dut céder sur certains points, et signer à Worms un concordat en

(1) Sismonde de Sismondi, *Hist. des Rép. ital.*, t. I, chap. III, p. 124.

(2) « La puissance romaine étant entièrement fondée sur l'opinion publique, ne pouvait plus se soutenir dès que l'opinion se retirait d'elle. » Villers, *Essai sur l'esp. et l'inf. de la Réf.*, p. 45.

(3) Par opposition religieuse, nous entendons les attaques contre le dogme et la discipline de l'Eglise.

(4) Sismonde de Sismondi, *loc. citato*.

(5) Dithmar, *Hist. belli inter imperium et sacerdotium*. Francof., 1714. — *Vita Gregorii VII*. Francof., 1710. — Gaab, *Apol. P. Greg. VII*. Tubing., 1792.

vertu duquel il renonça à l'investiture par la crosse et l'anneau, se réservant seulement le privilège de conférer les bénéfices par le sceptre (1). Dès lors, les empereurs n'exercèrent plus aucune influence sur l'élection des papes, tandis que ceux-ci en acquirent une très grande sur le choix des empereurs. Mais, quoique nommés par eux, ou tout au moins avec leur agrément, ces derniers ne cessèrent de combattre leur puissance avec plus ou moins de bonheur. Parmi ceux d'entre eux qui se distinguèrent le plus par leur énergie, on doit citer Frédéric I^{er}, quoiqu'il n'ait pas mieux réussi que son prédécesseur. Après de longues années de querelles et de combats, il dut conclure la paix avec Alexandre III, qu'il avait d'abord refusé de reconnaître. Il renonça à tous les droits de l'empire sur la ville de Rome; mais le peuple romain, qui avait conservé de nombreux privilèges, ne se montra que faiblement disposé à se soumettre, et ce fut seulement sous Innocent III, que l'on parvint à maîtriser son esprit républicain. Innocent III fut encore plus ambitieux et plus intraitable que ses devanciers. Il eut des querelles non-seulement avec l'empereur, mais encore avec le roi de France, Philippe-Auguste, qu'il frappa d'excommunication, et qui, tout grand roi qu'il était, fut forcé de se soumettre, comme le fut aussi Jean d'Angleterre, qui voulut s'opposer à ses prétentions, mais sans plus de succès.

Les successeurs d'Innocent III marchèrent sur ses traces, et ne cessèrent de combattre les empereurs par tous les moyens qui étaient en leur pouvoir. Frédéric II, par exemple, eut, pendant trente-quatre années, à se défendre contre les attaques d'Honorius III, de Grégoire IX, de Célestin IV, et d'Innocent IV, qui cherchaient à lui enlever l'Italie. La lutte fut un instant suspendue pendant le règne de Rodolphe de Habsbourg qui, couronné avec l'agrément de Grégoire X, lui fit toutes les concessions possibles. Mais tranquilles du côté de l'Allemagne, les papes s'en prirent à la France. Boniface VIII voulut déposer Philippe le Bel (2). Malheureusement pour lui et pour la papauté, il rencontra un adversaire aussi violent et aussi énergique que lui, et le soufflet imprimé sur sa joue par Guillaume de Nogaret, porta un coup fatal à la puissance du saint-siège.

L'inconcevable décision de Clément V, qui transporta son séjour à Avignon, mit dès lors les papes à la merci des rois de France, qui s'en servirent comme d'instruments de leur politique. Mais à leur exemple, chaque souverain voulut avoir son pape; de là, le grand schisme d'Occident pendant lequel on vit deux et même trois souverains pontifes se lançant réciproquement les anathèmes et les excommunications, et achevant ainsi d'émousser des armes autrefois si redoutables (3).

C'est donc moins aux scissionnaires qu'à eux-mêmes que les papes doi-

(1) Noris, *Istoria delle investiture della dignità eccles.* Mantua, 1741. — Thomasius, *Hist. contentiosis inter imp. et sacerd.* Halle, 1717.

(2) Muratori, *Script. rer. Italic.* III, p. 480 et sq. — Pierre Dupuy, *Hist. du différend de Philippe le Bel et de Boniface VIII.* Paris, 1655. — Baillet, *Démêlez du pape Boniface VIII avec Philippe le Bel.* Paris, 1718.

(3) Maimbourg, *Hist. du grand schisme d'Occident.* Paris, 1678.

vent demander compte de la déconsidération dans laquelle ils tombèrent parmi le peuple. Ils se *sont donné* la mort de leurs propres mains.

II. Si nous nous appuyions uniquement sur le témoignage des sectes dissidentes, pour peindre la corruption du clergé romain à l'époque où Luther parut sur la scène, on pourrait à juste titre, peut-être, nous taxer de partialité; mais si nous empruntons çà et là, sans choix, aux auteurs catholiques eux-mêmes, les traits principaux qui nous serviront à esquisser le tableau de la dépravation des mœurs d'alors, notre récit offrira toutes les garanties de la vérité.

« Qui ne connaît, écrivait *Clémanges* (1), les fraudes, les ruses, les calomnies de toute espèce de la cour de Rome, ses jugements iniques achetés à prix d'argent? »

Le jugement de *Théodore de Vrie*, n'est pas plus favorable (2). « Quel est le clerc, dit-il, quel est celui qui ait reçu les ordres sacrés et ne soit pas simoniaque? Les papes, les cardinaux, les archevêques, les évêques, tous sont infectés de cette hérésie impie. »

« Combien, ajoute-t-il, combien les successeurs de saint Pierre se sont éloignés de la primitive humilité des apôtres! vêtus de longues robes traînantes, ils se promènent sur des chevaux dont les freins sont étincelants d'or. Ah! ne feriez-vous pas mieux, s'écrie-t-il dans sa vertueuse indignation, de vous servir de cet argent pour nourrir et habiller des pauvres qui meurent de faim et de froid, que de dissiper ainsi inutilement leur patrimoine? (3) »

Il adresse les mêmes reproches aux cardinaux, dont *Clémanges* censurait amèrement le faste, la vanité et la cupidité insatiable (4), puis passant aux évêques, il continue :

« Les évêques d'autrefois étaient les serviteurs, les nôtres veulent être les maîtres de tous les chrétiens. Ils dissipent les biens de l'église sans en remplir les fonctions; ils ne sont heureux que lorsqu'ils possèdent de vastes terres, que lorsque leurs tables sont surchargées des mets les plus délicats. Ils élèvent des palais magnifiques; ils ne connaissent plus le peuple, ils n'aiment et n'honorent que les tyrans. »

Leur ambition immodérée ne soulève pas moins sa colère :

« Nos archidiacres aspirent à devenir évêques, et lorsqu'ils ont obtenu

(1) *Clémanges*, *De ruinâ eccles.* Ch. X. Apud Van der Hardt, *Rerum conc. œcum. Const., de universali eccles. discipl. reform.* T. I, Pars III. Francof., 1697. — *Clémanges*, docteur de Sorbonne, recteur de l'Université de Paris, secrétaire de l'antipape Benoît XIII, et enfin proviseur du collège de Navarre, mourut en 1440.

(2) *Théodoric de Vrie*, *Hist. concil. Constant.* Liv. III, distinct. II. Apud Van der Hardt, t. I, Pars I. — *Théodoric de Vrie*, moine augustin d'Osnabruck, lecteur en théologie, un des Pères du concile de Constance, vivait dans le XV^e siècle et était en haute estime. — Voyez aussi Gerson, *De Simonid*, *ibid.* T. I, Pars IV. — Gerson, chancelier de l'Université de Paris, surnommé le *docteur très chrétien*, mourut en 1429.

(3) *Op. cit.* Liv. III. Dist. III.

(4) *Clémanges*, *Ibid.* Ch. XIII.

cette dignité, ils visent à l'archiépiscopat ou à deux évêchés. Quant à leur luxure, qu'en dirai-je ? Les faits parlent et proclament la vie corrompue de nos prélats ! Ils ne respectent rien, ni l'état, ni le sexe ; jeunes filles ou vierges consacrées au Seigneur, tout leur est indifférent ! »

On voit par là quelle était la dépravation des hauts dignitaires de l'église ; mais leurs subordonnés, se modelant naturellement sur eux, étaient encore plus corrompus, si tant est que cela fût possible. « Les prêtres, écrivait *Clémanges* (1), fréquentent des gens de mauvaise vie, buvant, mangeant, jouant, s'enivrant avec la crapule, se battant, criant, blasphémant le nom de Dieu et des saints. »

Erasme leur rend le même témoignage : « Les abbés, s'écrie-t-il, préfèrent à l'instruction la chasse, les jeux, la boisson et les ris » (2).

« Les moines, dit ailleurs *Clémanges*, qui ne devraient en aucune manière s'ingérer dans les affaires temporelles, mais se livrer tout entiers à la contemplation des choses célestes, les moines qui devraient être chastes, soumis et paraître rarement en public, se soucient peu de tout cela. Ils sont avarés, impudiques, indisciplinés, dissolus, inquiets, débauchés. Leur cellule et leur cloître, la lecture et la prière, la règle de leur ordre et la religion, ils les abhorrent. Les ordres mendiants qui se vantent impudemment de surpasser en perfection tous les autres, ne sont pas moins corrompus qu'eux. Ce sont des loups dévorants qui, renonçant en paroles aux biens de ce monde, ne les recherchent en réalité qu'avec plus d'ardeur. Ils feignent la piété et se livrent aux plaisirs les plus coupables. Ils s'adonnent à tous les excès de la boisson et de la table avec des femmes qui ne sont pas les leurs et des enfants qui leur appartiennent souvent ; ils sont esclaves de leur ventre, et par de douces paroles et des bénédictions, ils séduisent le cœur des faibles. » (3)

En lisant de pareilles accusations lancées contre le clergé du XV^e siècle, c'est-à-dire contre des hommes dont la mission était de donner l'exemple de toutes les vertus, on se prendrait à douter de leur exactitude, si on ne les trouvait consignées dans les écrits d'hommes auxquels leur position même faisait un devoir de l'impartialité la plus sévère. Qu'on parcoure d'ailleurs les poètes et les conteurs de l'Italie (4), les comédies de *Jodelle* pour la

(1) *Clémanges*, *Ibid.* Ch. XXIV. — Gerson, *De reformat. ecclesie*. Ch. XXIV. Apud Van der Hardt, T. I, Pars V. — Théodoric de Niem, *De necess. reform. eccles.* Ch. I. Apud eund. T. I, Pars VII. — Théodoric de Niem, chanoine de Bonn, puis de Lucques, secrétaire de plusieurs papes, évêque de Verdun et de Cambray, mourut en 1416.

(2) *Erasme*, *Colloq. Abbatis et Eruditæ*. — *Erasme*, le Voltaire du XVI^e siècle, et par cela même adversaire des hommes de foi et d'énergie qui entreprirent la Réformation, à défaut des papes et des conciles.

(3) *Clémanges*, *Ibid.* Ch. XXXII, XXXIII, XXXIV, XXXV. Vid. et XXXVI ; *Veneris execranda prostituta ; lascivorum et impudicorum juvenum ad libidines explendas receptacula*. — Cf. Henry de Langenstein, *Consil. pacis de unione ac reform. eccles.* Cap. XVIII. Apud Van der Hardt, T. II, Pars I. — Henri de Langenstein ou de Presle, vice-chancelier de l'Université de Paris, chanoine de Worms, professeur de théologie à Vienne, mourut en 1397.

(4) Voyez entre autres : Pétrarque, *Sonnets* 105, 106, 107, ainsi que ses *Lettres*. — Arioste, *Orlando furioso*. Ch. XXIV, XXXIV. — Poggio, *Facéties*. Ce dernier

France, les poésies de *Chaucer*, pour l'Angleterre, les piquantes satires d'*Erasmus*, etc., et l'unanimité des plaintes convaincra que l'opinion publique se soulevait de toutes parts contre les débordements des prêtres.

Toutes les sectes que l'on vit surgir à cette époque, témoignent aussi du besoin d'une réforme. Celle des Flagellans (1), une des plus célèbres, avait spécialement pour but de détourner le courroux du ciel irrité de la dépravation des hommes.

Des cardinaux, des papes même (2) reconnurent la nécessité de porter un prompt remède aux désordres, mais leurs tentatives demeurèrent sans succès. Quant aux corps savants, ils ne furent pas des derniers à se présenter dans l'arène et leurs plaintes ne furent pas les moins vives. Voici les remontrances de l'Université de Paris sur le schisme. Nous y trouvons presque mot pour mot les mêmes griefs que ceux qu'exposent *Clémanges*, *Erasmus* et *Gerson* (3).

« Sachez, messieurs les papes, qu'il vous en cuira de votre trop de confiance, et que vous vous repentirez trop tard d'avoir négligé le mal. Si vous n'y remédiez maintenant, il est tout près d'être incurable. Aussi bien, pensez-vous qu'on veuille souffrir plus longtemps votre mauvais gouvernement? Qui croyez-vous qui puisse endurer, parmi tant d'autres abus, ces promotions mercenaires et doublement simoniaques à cause de l'indignité des sujets sans lettres et sans vertus que vous élevez aux dignités les plus éminentes? Vous vous abusez si vous croyez que cela soit plus longtemps permis. Les hommes se tairaient que les pierres crieraient contre vous. — Nous voyons chaque jour promouvoir aux prélatures des gens dont toutes les mœurs font connaître qu'ils n'ont rien de saint, rien de juste, rien d'équitable, rien d'honnête dans leurs actions; qu'ils méprisent le mérite, qu'ils ne se repaissent que de crimes et ne se divertissent que de débauches. Ils épuisent les fondations pieuses, ruinent les monastères, pillent les maisons sacrées et immolent à des passions d'ignominie le patrimoine que Jésus-Christ a payé de son précieux sang. — Il n'y a point de condition si malheureuse que d'être prêtre, de dépendre d'eux et d'être exposé à leur avarice et à leurs extorsions; c'est ce qui fait tant de prêtres vagabonds, réduits à profaner leur caractère par toutes sortes d'emplois pour gagner leur pain; c'est ce qui contraint les autres à vendre les croix, les calices, les vases sacrés. — L'usage mystique des sacrements est à l'encan. — Il y a des églises où il ne se fait aucun service, d'autres où il s'en fait, à la vérité, mais par des personnes

ouvrage eut dix éditions en moins de trente ans. — Trissin, *L'Italie délivrée des Goths*. Ch. XVI.

(1) Boileau, *Hist. Flagellantium*. Paris, 1700.

(2) Adrien VI et Paul III entre autres. Plusieurs fois, les cardinaux réunis en conclave jurèrent que celui d'entre eux qui serait revêtu de la tiare, travaillerait activement à une réforme; mais une fois pape, on se gardait bien de toucher aux abus.

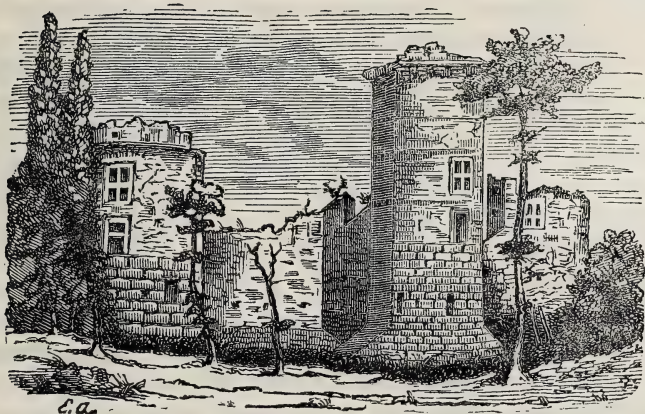
(3) Remontrances de l'Université de Paris sur le schisme de 1394, citées par M. de Barante, *Hist. des Ducs de Bourg.* T. II, p. 222 et sq.

mercenaires, c'est ce qui nous oblige encore à tomber sur les mœurs et la discipline ecclésiastique, etc. »

En Allemagne, mêmes débordements, mêmes plaintes. Si nous consultons les archives des diètes de l'Empire (1) et les recueils des conciles (2), nous y retrouvons les mêmes manifestations de l'opinion publique, les mêmes efforts pour obtenir une réforme. Les vices des prêtres inspiraient au peuple un profond mépris (3), et c'est ce qui explique les rapides progrès des sectaires dont les mœurs pures formaient un singulier contraste avec celles du clergé romain.

EUG. HAAG.

BIBLIOGRAPHIE.



HISTOIRE DU CHATEAU ET DU BOURG DE BLANDY

EN BRIE

Par A-H. TAILLANDIER. Paris, J.-B. Dumoulin. 1854. In-8° de viii-208 pages, avec planches et gravures.

Jacqueline de Rohan, marquise de Rothelin.

Nos lecteurs se souviennent qu'au château de Blandy se rattache un souvenir de madame du Plessis-Mornay. Son père, M. De La Borde, « se voyant

(1) V. surtout les Cent griefs, dans le *Fascicul. rerum expetend.*

(2) Pise, en 1409, session xvi; Synode de Paris, en 1412; Constance, en 1414-1418, sessions iii-xl; Pavie, en 1423; Bâle, en 1431-1443, sessions xix, xx; Bourges, en 1438; Rouen, en 1445, canons 20, 22, 29; Sens, en 1485, ch. IV, VI, VII, VIII.

(3) Hallam, *L'Europe au moyen âge*. T. IV, chap. IX, p. 418. Paris, 1822. — Théodoric de Niern, *De necess. ref. eccles.*, chap. XXVIII. — Clémanges, *Op. cit.*, chap. VII.

« affligé, nous dit-elle, pour la religion, de laquelle toutesfoys il ne faisoit
 « profession, recogneut la bonté de Dieu, qui se servoit de ce moyen là, et
 « print peine de s'instruire, conférant avec les ministres M. Gaudet et M. de
 « Miremont, qui se tenoient chez madame la marquise de Rothelin, à Blandy,
 « à une lieue de sa maison de La Borde (1). »

La Borde le Vicomte est aujourd'hui un hameau qui forme une commune avec Châtillon, et Blandy est un village assis au centre du grand plateau qui s'étend de Melun à Nangis. Tous deux n'offrent plus que les ruines de leurs châteaux féodaux, et celles de Blandy, importantes et majestueuses par leur masse, servent à décorer d'une manière pittoresque une des fermes de la famille de Praslin, qui possède, non loin de là, la magnifique propriété de Vaux le Vicomte, la Folie du surintendant Fouquet.

Habitant une maison de campagne en face de ces ruines, M. Taillandier a voulu les interroger, et il vient de nous exposer, en un très beau volume, tout ce qu'elles lui ont raconté. Il est évident que ce n'est pas sans beaucoup de soins et de recherches qu'il a pu leur arracher tous ces renseignements, toutes ces pièces sur les vicomtes de Melun, les comtes de Tancarville, les Harcourt, et les princes de la maison d'Orléans-Longueville, anciens hôtes de ce manoir, où furent reçus les rois Louis VIII et Henri IV. Nous ne savons si les murs ont, comme on dit, des oreilles; mais, à coup sûr, il faut prendre beaucoup de peine et se donner beaucoup de travail pour les faire parler. C'est ce qu'a fait M. Taillandier; aussi a-t-il réussi à dresser une monographie fort complète et dont l'intérêt n'est pas seulement local, grâce à de nombreux documents justificatifs, et à des détails généraux sur l'administration d'un simple village avant la fin de l'ancien régime, sur l'organisation du bailliage, sur les dimes, sur les fours banaux et les privilèges féodaux, aujourd'hui si peu connus, mais si goûtés et si regrettés de quelques amateurs du moyen âge, où cependant ils n'eussent été que des *manants*.

Le livre de M. Taillandier est divisé en XIV chapitres dont voici les titres : Notions topographiques. — Le château à ses quatre époques. — 1150. Maison de Melun. — 1304. Les comtes de Tancarville. — 1417. Maison de Harcourt. — 1488. Maison d'Orléans-Longueville. — 1548. La marquise de Rothelin, et (1587) la princesse de Condé, sa fille. — 1604. Le comte de Bourbon-Soissons. — 1644. La princesse de Carignan et (1688) la duchesse de Nemours. — 1707. Le maréchal de Villars, et (1734) le prince de Martigues, son fils. — 1764. Le duc de Choiseul-Praslin, et (1785) son fils, dernier seigneur de Blandy. L'Eglise. La Justice. Le Seigneur. Liste chronologique des seigneurs de Blandy.

(1) *Mém. et corresp. de Du Plessis-Mornay*, in-8°. Paris, 1824, t. I, p. 48. Passage rappelé par M. Schæffer, dans sa Notice sur Madame Du Plessis-Mornay, *Bull.* t. II, p. 651.

Indépendamment des textes rapportés dans le corps de l'ouvrage et dans les notes, on trouve encore à la fin une suite d'actes authentiques, au nombre de *quatorze*, et afin que tout concoure à rehausser l'illustration du sujet, seize gravures sont réparties dans le texte, qui est lui-même imprimé par Didot sur ce bel et bon papier vergé d'autrefois, et représentent soit des vues et plans du château, soit des sceaux, armoiries et cachets des personnages qui y figurent.

Après l'aperçu que nous venons de donner de l'ensemble du travail de M. Taillandier, arrivons à la partie qui nous touche plus spécialement (chap. VI et VII), et que nous avons indiquée tout d'abord, et profitons *ad hoc* des dessins gravés que l'auteur a bien voulu mettre à notre disposition.



Voici les armes des d'Orléans-Longueville que la langue du blason décrit ainsi : « *d'Orléans au bâton d'argent péri en bande.* »

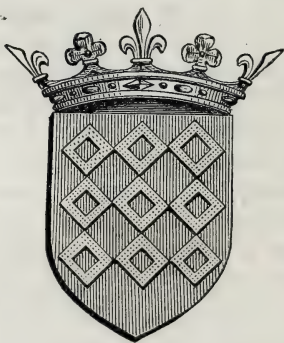
C'est par François I^{er} d'Orléans, fils du célèbre Dunois, et comte de Dunois et de Longueville, que la seigneurie de Blandy tomba, avec le vicomté de Melun, dans la maison de Longueville. Son père avait épousé Mariede Harcourt, sœur de Guillaume, dernier comte de Tancarville (1488). Mais ce n'est pas du chef de sa mère qu'à la mort de sa cousine germaine Jeanne, arrivée en

1488, il lui succéda comme seigneur de Blandy; c'est en vertu du testament de ladite Jeanne, qui l'instituait héritier, ainsi que sa sœur Catherine d'Orléans. Il mourut en 1491, laissant la seigneurie de Blandy à son fils François II, mineur, sous la garde-noble de sa mère, Agnès de Savoie, dame de Blandy, morte en 1508. François II mourut lui-même en 1512, ayant pour héritière sa fille unique Renée, morte en 1545, à l'âge de sept ans, et ce fut son oncle, Louis I^{er} d'Orléans, qui devint alors l'héritier de la maison de Longueville et fut seigneur de Blandy. A sa mort, en 1516, ses trois enfants mineurs furent placés sous la garde-noble de leur mère, Jeanne de Hochberg. C'étaient trois fils, nés tous les trois à Blandy, en 1508, 1510 et 1513. Claude, l'aîné, fut tué en 1524, à la bataille de Pavie. Louis II, qui lui succéda, mourut en 1536, deux ans après son mariage avec Marie de Lorraine, fille aînée de Claude, duc de Guise, laquelle épousa depuis le roi d'Ecosse Jacques V. Son fils unique, François III, se trouva, par suite de ce second mariage de sa mère, en la tutelle du duc de Guise, qui en profita pour se faire donner l'office de grand-chambellan de France, jusqu'alors héréditaire dans la famille de Dunois. François III mourut en 1554.

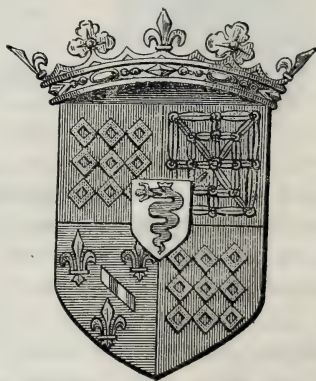
Mais en 1536, à la mort de Louis II, on avait procédé à un partage de succession entre François III et le marquis de Rothelin, son oncle. Celui-ci avait eu la vicomté de Melun et la seigneurie de Blandy. Le 29 mars 1544, il vendit cette vicomté à Guy Arbaleste, seigneur de La Borde, président de la Chambre des comptes, père de madame Du Plessis-Mornay.

Par contrat passé à Lyon le 19 juillet 1536, le marquis de Rothelin avait épousé Jacqueline de Rohan, petite-fille du maréchal de Gié, et fille de Charles de Rohan et de Jeanne de Saint-Séverin sa seconde femme. « Ce mariage s'était fait sous les auspices de Marguerite de Navarre, qui portait un très vif intérêt à la famille de Rohan, dont elle était l'alliée, et le roi lui avait fait don de trois mille livres de rente. » Le marquis de Rothelin mourut le 25 octobre 1548; il laissait trois enfants : l'aîné, Léonor d'Orléans, hérita, en 1551, à la mort de son cousin François III, du nom de Longueville; mais ce ne fut pas sans de vives contestations qu'il entra en possession du comté de Dunois. Jacqueline de Rohan, qui eut pour douaire la jouissance de la terre de Blandy, défendit avec force les droits de ses enfants.

Voici son écusson et ses armes :



Armes de la maison de Rohan.
(De gueules à 9 macles d'or.)



Armes de la marquise de Rothelin.
(1^{er} et 4^e quartier de Rohan; au 2^e, de Navarre, qui est de gueules aux chaînes d'or posées en orle, en croix et en sautoir; au 3^e, d'Evreux, qui est de France, au bâton componné d'argent et de gueules. Sur le tout la givre de Milan.)

Ainsi, la marquise de Rothelin, à l'exemple de son aïeul, le maréchal de Rohan-Gié, et de Charles de Rohan, son père, ajoutait à l'écusson des Rohan les armes qui indiquaient les principales alliances de son illustre famille.

Sa longue habitation à Blandy a laissé des traces que M. Taillandier a recueillies. Deux de ses enfants y naquirent. L'un d'eux, qui paraît n'avoir

pas vécu, y fut baptisé le 5 décembre 1547, à la lueur des « torches ardentes, » ayant pour parrain et marraine le duc de Nemours, « la fleur de toute chevalerie, » dit Brantôme, et Jeanne de Savoie, sœur du duc, lesquels étaient neveu et nièce du marquis de Rothelin. — Un autre acte, du 5 avril 1548, constate le baptême de Françoise d'Orléans, qui devint princesse de Condé.

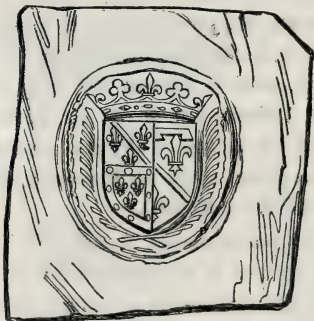
En 1550, le 31 août, la marquise de Rothelin présida, environnée de sa famille, au baptême des cloches de l'église paroissiale. « Ces actes, dit M. Taillandier, indépendamment de la preuve qu'ils offrent du séjour habituel de la marquise de Rothelin à Blandy, montrent qu'elle n'avait pas encore embrassé la religion protestante. Nous ignorons la date précise de ce changement : nous sommes porté à croire qu'il eut lieu vers 1557, époque où la religion nouvelle fut adoptée par une partie de la haute noblesse, notamment par Ant. de Bourbon, roi de Navarre, par le prince de Condé, d'Anelot, la duchesse de Montpensier, etc. Quoi qu'il en soit, la marquise de Rothelin était devenue protestante avant 1559; car il existe, à la date du 22 août de cette année, une lettre de Calvin au duc de Longueville, fils de cette princesse, où il s'exprime ainsi : « Or, Monseigneur, vous avez un « grand avantage en ce que Madame vostre mère ne désire rien plus que de « vous voir cheminer rondement en la crainte de Dieu, etc. (1) » Nous réservons, pour les publier à part comme documents, plusieurs autres échantillons de la correspondance entre Calvin et la marquise de Rothelin. Elle était évidemment fort ardente réformée, car, outre la mention déjà rappelée de l'instruction religieuse acquise chez elle à Blandy par M. De La Borde, on voit dans la même source (*Mém.*, t. I, p. 48) qu'une conférence eut lieu à Paris entre Du Plessis-Mornay, alors fort jeune, et M. de Meneville, elle étant présente, à l'hôtel Rothelin, près des Enfants-Rouges.

Son fils Léonor, duc de Longueville, fut fait prisonnier à la bataille de Saint-Quentin (1557). Il avait été destiné à épouser la fille du duc de Guise; mais ce mariage manqua, parce que le duc de Longueville ayant adopté la Réforme, refusa d'assister au sacre de Charles IX, qui eut lieu le 15 mai 1561, et auquel il eût dû remplir l'office de grand chambellan. Plus tard il redevint catholique, et Charles IX déclara, par lettres-patentes de septembre 1574, qu'il le tenait pour prince de son sang. Il s'en montra digne : il était gouverneur de Picardie, l'année suivante, lors de la Saint-Barthélemy, et seconda les projets de la cour dans son gouvernement. Il mourut âgé seulement de trente-trois ans, à Blois, revenant du siège de La Rochelle, au mois d'août 1573; Brantôme dit qu'on crut que ce fut de poison. Il avait eu

(1) Cette lettre est rapportée par M. Crottet, dans sa *Petite Chronique protestante de France*, n° 44 de l'Appendice. Il indique comme sources le Ms. 108 de la Bibliothèque de Genève et *Ruchat*, VII, p. 376.

neuf enfants de sa femme, Marie de Bourbon, duchesse d'Estourville. M. Taillandier cite de cette dernière une lettre adressée à sa belle-mère, curieuse par des détails de mœurs de l'époque et attestant une bonne affection réciproque qui fait honneur à toutes deux.

La fille de la marquise de Rothelin, Françoise d'Orléans, épousa, le 8 novembre 1565, Louis de Bourbon, premier du nom, prince de Condé (septième fils de Charles de Bourbon-Vendôme, neveu d'Antoine, roi de Navarre et père de Henri IV, et du cardinal de Bourbon), qui joua un si grand rôle dans le parti protestant et dont nous avons raconté la mort, en reproduisant un dessin de la pyramide commémorative érigée dans la plaine de Jarnac, à l'endroit où il périt, lâchement assassiné par Montesquiou, après la bataille, le 43 mars 1569 (*V. t. I, p. 428*). Condé avait eu pour première femme Eléonore de Roye, qu'il perdit en 1564, ayant eu d'elle huit enfants (1), savoir trois filles mortes jeunes, et cinq fils, dont l'aîné, Henri, est le seul de tous les héritiers de Condé qui soit demeuré un ferme soutien pour la cause de la Réforme. Ses frères consanguins ne marquèrent pas ou se firent catholiques, et les trois autres, nés de Françoise d'Orléans, abjurèrent avec leur mère à la Saint-Barthélemy. Deux moururent jeunes, et le troisième fut Charles, comte de Soissons.



Armes de la princesse de Condé.

(Mi-partie des d'Orléans-Longueville et des Condé.)

Cachet de cette princesse, apposé sur une pièce conservée aux Mss. de la Bibliothèque impériale.

En novembre 1567, la marquise de Rothelin, qui vivait solitaire à Blandy, ayant auprès d'elle les enfants nés du premier mariage de son gendre, fut victime d'un guet-apens de la reine-mère, Catherine de Médicis, qui lui avait dépêché le seigneur d'Enragues, neveu de la marquise, afin, sous couleur de visite, de s'introduire dans le château, de l'y faire, au nom du roi, prisonnière avec les trois enfants de son gendre et de l'amener au Louvre, ce qui fut exécuté. On lui rendit la liberté au bout de moins d'un mois, sans doute; car, le 49 décembre, nous la voyons écrivant de Brai-sur-Seine au duc d'Anjou pour les stipulations de la paix avec les réformés, et, l'année suivante,

(1) D'après la *France protestante*, t. II, p. 462. M. Taillandier n'en mentionne que trois.

de Thou (Liv. 44) nous la montre se rendant, de la part de Condé, auprès de Charles IX, pour lui exposer les griefs des huguenots; mais elle avait à faire à des oreilles trop bien bouchées et ne fut pas entendue. La cour médisait de surprendre Condé qui était alors à sa terre de Noyers, près de Joigny, ainsi que Coligny qui venait l'y rejoindre. Ils prévirent heureusement le coup, en gagnant précipitamment les bords de la Loire, d'où ils se dirigèrent sur La Rochelle; ils y arrivèrent le 18 septembre, non sans grandes fatigues, que Pierre Mathieu dépeint d'une manière touchante. Jeanne d'Albret et tous les chefs protestants y furent bientôt réunis : la troisième guerre de religion fut déclarée.

Trois ans après, nous retrouvons encore la marquise de Rothelin à Blandy, où se préparait une grande solennité : le mariage de l'ainé des fils de Condé, Henri, que nous signalions à l'instant, avec la belle Marie de Clèves. « Les seigneurs de la religion étaient conviés à ces noces. Le roi de Navarre, depuis Henri IV, âgé alors de dix-neuf ans, l'amiral Coligny et bien d'autres, s'étaient donné rendez-vous à ces fêtes qui devaient être célébrées au commencement de juillet 1572, et de là ils avaient projeté de se rendre à Paris pour assister au mariage du roi de Navarre avec Marguerite, sœur de Charles IX. »

Le 18 août, eurent lieu en effet les *noces vermeilles*. La marquise de Rothelin avait accompagné à Paris sa fille et le prince de Condé, et elle était logée avec eux au Louvre. On sait ce qui arriva lorsque Charles, au moment du massacre, somma les deux Henri de Bourbon d'abjurer, et lorsque, le 9 septembre, il proféra ces trois mots (que nous avons déjà cités dans ce même *Bulletin*, p. 67) : *Messe, mort ou Bastille!* — « Que Dieu ne permette point, répondit le prince de Condé, que je choisisse le premier; des deux autres, mon roi et mon seigneur, soit à votre discrétion, que Dieu veuille modérer par sa providence. » Harcelé de nouveau, il ne refusa point d'avoir quelques conférences avec Sureau du Rosier, ministre d'Orléans, qui venait d'apostasier. Il y assista avec sa femme et sa belle-mère; le roi de Navarre et sa sœur Catherine de Bourbon y furent aussi, et tous finirent par faire leur abjuration. On sait de reste ce qu'elle valait pour plusieurs de ces personnages. Marie de Clèves, qui mourut deux ans après, et Françoise d'Orléans, restèrent néanmoins catholiques. « Quant à la marquise de Rothelin, dit M. Taillandier, il est permis de croire, d'après le caractère que nous lui connaissons, que, si elle assista à ces conférences, elle demeura inébranlable. » On est aussi fondé à croire qu'avec cette fermeté dans sa foi, elle était plus tolérante que ne le comportait l'époque; car elle continua à résider à Blandy avec sa fille. Toutes deux ont inspiré du respect même à Brantôme, « ayant très loyaument, dit-il, entretenu la foy donnée à leurs feus marys, « sans en espouser de seconds..., encore que la mère et la fille pouvoient

« embraser tout un royaume de leurs yeux et doux regards, qu'on tenoit « à la Cour et en France pour estre des plus agréables et des plus attirans. »

D'après le père Anselme (t. I, p. 219), la marquise de Rothelin serait morte calviniste en 1586. Il y a erreur quant à la date. Une note qui se trouve dans les papiers de la mairie de Blandy (de la main d'un notaire de ce village qui y exerça de 1722 à 1777), indique le décès de Jacqueline de Rohan comme ayant eu lieu au mois de juillet 1587, et ce qui rend cette date tout à fait vraisemblable, c'est qu'il existe une lettre de Françoise d'Orléans à la duchesse de Longueville, sa belle-sœur, du 41 avril 1587, dans laquelle elle lui témoigne de l'inquiétude sur le sort de la marquise de Rothelin, sa mère, par suite des projets attribués alors à la Cour contre les protestants. Cette lettre est à citer :

Madame ma sœur, dit la princesse de Condé, le désir que j'ay d'entendre cest honneur de vos nouvelles, me fera vous supplier m'en faire part. Je croy que vous n'estes point ignorante de celles de deça. La Royne, mère du Roy, est tousjours attachée par le pié dans son lit toute l'après-disnée. Le Roy et la Royne y sont et tout le conseil. L'après-soupée nous est libre et le matin pour faire nostre court. Il ne se parle que d'exterminer les Huguenots (1), de sorte qu'il est bien besoin que nous songions à Madame nostre mère (la marquise de Rothelin), parce que l'Ordonnance que le Roy fait est que l'on saisisse prisonniers ceux de la religion pour aviser à vendre leurs biens, et enfin les traiter le pis que l'on pourra. Vostre présence seroit bien nécessaire ici pour cest effet. Si d'aventure n'y pouvez venir encores, il me semble qu'il seroit bon qu'escrissiez un mot à Monsieur de Ville-roy, et luy mandissiez la peyne en laquelle vous estes pour avoir entendu que l'on casse les prolongations données à ceux de la religion, et que le particulier de Madame, vostre belle-mère, vous touche tant, et à messieurs vos enfans, que le prier bien fort vous avertir du moyen que devez tenir pour la rendre myeux traictée que les autres, estant seule en France de la qualité dont elle est, ce qui n'apporte nulle conséquence à Sa Majesté; il vous apprendra, Madame, ce qu'en pourrez faire envers le Roy. Cependant je sonderay s'il sera bon qu'en escrивiez à la Royne, et vous en avertiray.....

[Suivent quinze lignes relatives au procès qu'elle soutient au sujet de la seigneurie de Noyers.]

De Paris, ce 11^e avril 1587.

Vostre très humble seur à vous obéir et faire service,

FRANCESE D'ORLÉANS.

(1) « Il nous semble, dit le *Bulletin de la Soc. de l'Hist. de France*, qui a publié cette lettre inédite (t. I, 2^e partie, p. 23), il nous semble qu'aucun autre monument du temps n'a révélé cet horrible projet d'une *seconde Saint-Barthélemy*. Henri III, mieux éclairé sur les vues des Guise, aura renoncé à ce crime. » — Dans notre

Il résulte bien de cette lettre que Jacqueline de Rohan vivait encore le 44 avril 1587 et continuait à professer, malgré tous les périls, la religion réformée.

Elle fut néanmoins inhumée dans un caveau de l'Eglise paroissiale, sous la lampe du chœur, et son corps y était entier en 1734. « En 1794, cette tombe fut violée. Le cercueil de plomb fut porté à Melun, pour servir à faire des balles. La dépouille mortelle de la marquise de Rothelin, bien conservée, nous ont dit des témoins oculaires, fut déposée dans l'ancien cimetière de la commune, d'où elle a été exhumée dernièrement. Une sépulture digne d'elle va lui être érigée, grâce à la générosité du prince héritier des Condé, qui s'est empressé de lui assurer ce dernier asile. »

« Cette circonstance que la marquise de Rothelin fut inhumée dans le chœur de l'Eglise, place à laquelle elle avait eu droit en sa qualité de seigneur haut justicier, pourrait donner à penser qu'avant de mourir, elle serait rentrée dans le giron de la foi catholique. Mais, ajoute M. Taillandier, son caractère inflexible et le témoignage du P. Anselme suffisent pour faire écarter cette présomption. Il n'est pas sans exemple, en effet, que, malgré la rigueur des édits, des protestants de marque aient été inhumés dans des églises, nous nous contenterons d'en citer quelques-uns : le ministre Couet reçut la sépulture dans une église des Dominicains (V. *Moréri*) ; Ambr. Paré, le célèbre chirurgien, fut inhumé dans l'église Saint-André-des-Arts, à Paris, et un tombeau a été érigé à Sully et à sa femme dans l'Eglise de Nogent-le-Rotrou (1). Il ne faut pas perdre de vue, en outre, que la seigneurie de Blandy appartient, après la mort de la marquise de Rothelin, à la princesse de Condé, sa fille, et au décès de celle-ci, au duc de Bourbon-Soissons, petit-fils de la marquise. Leur influence a pu suffire pour faire respecter la sépulture d'une personne qui leur était si chère, et qui avait laissé un grand renom de vertu dans la contrée. Aucune inscription d'ailleurs, aucun signe de catholicité n'existait sur la pierre qui fermait le caveau où la marquise de Rothelin était déposée, ce qui semble démontrer encore que cette princesse était morte dans la religion qu'elle avait embrassée. »

Bornons ici, pour cette fois, le résumé et les emprunts que nous voulions faire à l'intéressante *Histoire du château et du bourg de Blandy*, et remercions tout particulièrement l'auteur d'avoir résumé avec fidélité ce qu'il

opinion, il ne s'agit pas, dans cette lettre, d'une nouvelle Saint-Barthélemy, mais bien des formidables préparatifs qui aboutirent, d'un côté, à la bataille de Coutras, et, de l'autre, à la capitulation d'Auneau. Une Saint-Barthélemy était impossible, parce que les Huguenots étaient sur leurs gardes et tout prêts à entrer en campagne, appuyés par une puissante armée allemande. (*Réd.*)

(1) Nous avons cité l'exemple de la dame de la Roulye, et quelques autres (*Bull.*, t. II, p. 348).

a pu recueillir sur ce beau caractère de Jacqueline de Rohan, qui lui rappelle, dit-il, « ces puritains opiniâtres et rigides si bien décrits par Walter Scott, » — moins la teinte de fanatisme, ajouterons-nous, car son *opiniâtreté* ne va pas au delà de la fermeté de conviction, et sa *rigidité* n'est que la sévérité d'une foi sincère et sérieuse.

Rappelons seulement que « peu après le décès de sa mère, la princesse douairière de Condé éprouva un nouveau et violent chagrin. » Son beau-fils, Henri 1^{er} de Bourbon, devenu veuf, en 1574, de Marie de Clèves, qui s'était montrée indigne de lui, avait épousé en secondes noces (en 1586) Charlotte-Catherine, sœur du duc de La Trémouille, qui s'était éprise de lui, et qui n'en fut pas moins véhémentement soupçonnée de l'avoir empoisonné, lorsqu'il mourut à Saint-Jean-d'Angély, le 5 mars 1588. M. Taillandier reproduit à ce sujet, d'après le *Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, (t. I, 2^e partie, p. 73-76) deux lettres très belles de Françoise d'Orléans à la veuve de Henri de Condé et au duc de La Trémouille, dans lesquelles elle les exhorte à laver leur maison de l'accusation d'un « si méchant acte. » Malgré les poursuites et les arrêts de la justice, il ne paraît point que Charlotte se soit justifiée d'avoir trempé dans le crime pour lequel un de ses pages et le contrôleur de la maison du prince furent condamnés, et le premier exécuté en effigie, comme contumax, le second effectivement écartelé. On peut voir, à ce sujet, la *France protestante*, t. II, p. 473.

Françoise d'Orléans mourut à Paris, le 11 juin 1601, laissant tous ses biens, et par conséquent la seigneurie de Blandy, à son fils Charles de Bourbon, comte de Soissons et de Dreux; nous avons dit qu'il était catholique.

Nous réservons pour un article distinct quelques lettres de la marquise de Rothelin, qui achèveront de la bien faire apprécier, ainsi que des renseignements relatifs à la récente exhumation et réinhumation de ses restes mortels, dont il a été dit un mot ci-dessus. Ces détails auront un certain intérêt pour nos lecteurs.

Disons enfin que le portrait de Jacqueline de Rohan, encore jeune, a été dessiné aux trois crayons par Dumoustier, et se trouve au département des Estampes de la Bibliothèque Impériale. Il a été gravé par Montfaucon, t. V, pl. 44 de l'ancienne édition. M. De Laborde, de l'Institut, a acheté à la vente du général d'Espinoy, un portrait de notre héroïne ayant appartenu à M. de Gaignières, qui a écrit au dos : *c'est l'original de Holbein*. Mais ce charmant portrait, dit-il, doit être plutôt de C. Corneille, peintre de Lyon, d'une grande habileté (1).

(1) *La renaissance des arts à la cour de France, études sur le XVI^e siècle*, par le comte de Laborde. Paris, 1850, t. I, p. 133, note 1.

HISTOIRE DE FRANCE

PRINCIPALEMENT PENDANT LE XVI^e ET LE XVII^e SIÈCLE

par LÉOPOLD RANKE.

Traduction de J.-JACQUES PORCHAT. Tomes I et II. — Chez Klincksieck, éditeur, rue de Lille, 11.

Un sujet plein d'intérêt politique et religieux, une époque féconde en péripéties étranges et en caractères extrêmes; des documents originaux et peu ou point connus; un esprit élevé et indépendant, jugeant de haut le temps et les hommes, consultant les sources avec une sagacité exercée et saisissant bien la marche de l'histoire : voilà ce qu'on trouve dans le dernier livre de M. Ranke.

A un auteur aussi célèbre, on ne doit que la vérité, c'est une des formes du respect auquel il a droit; aussi, dirons-nous, sans détour, de cet ouvrage qu'il réunit à un degré éminent les qualités et quelques-uns des défauts de l'école historique moderne, modifiés et peut-être augmentés par les habitudes allemandes de composition, quoiqu'elles soient bien moins en relief ici que chez d'autres écrivains. On nous permettra, dès l'abord, d'indiquer l'abus des *introductions*. Il ne suffit plus qu'un historien comprenne et fasse revivre l'époque dont il s'occupe, ni même qu'il ajoute en étendue et en profondeur à ce qui en était connu : il est tenu de faire preuve d'un talent *généralisateur*. Il faut qu'il rattache son sujet à tout ce qui l'a précédé. Il semble qu'on ait pris un type de méthode historique dans la Bible, qui n'a jamais été destinée à cet usage, et que ce type soit le livre des Chroniques, où les annales sacerdotales des rois hébreux commencent par neuf chapitres généalogiques qui remontent à la création de l'homme. C'est ainsi que Macaulay ouvre son admirable *Histoire d'Angleterre depuis Jacques II*, par deux chapitres énormément longs et très bien faits, dont le second raconte le règne de Charles II, tandis que le premier est intitulé : *l'Angleterre avant la Révolution*, et commence à l'époque où ses habitants, à peine supérieurs aux naturels des îles Sandwich, n'étaient connus que des marins de Tyr. Cette exubérance de prélogomènes n'empêche pas Macaulay d'écrire un ouvrage de premier ordre par l'éclat du style et la haute portée des vues, par l'éloquence vivante des portraits et l'entraînante chaleur du récit; ouvrage dont l'importance, même au point de vue protestant, est très grande, et que nous sommes heureux de recommander en passant aux lecteurs du *Bulletin*; mais tous ces mérites, ceux même qui distinguent l'exorbitante introduction ne font qu'atténuer le défaut et ne le suppriment pas.

Il en est de même du beau livre que nous avons sous les yeux. M. Ranke

a voulu raconter, au point de vue politique, l'histoire de la lutte entre le catholicisme et le protestantisme en France (1). Son sujet comprend donc l'époque renfermée entre l'avènement de François I^{er} et la mort de Louis XIV. Cependant, il a cru devoir, comme Macaulay, placer en tête de son œuvre deux livres préliminaires, intitulés, l'un : *Anciennes époques de l'histoire de France*; l'autre : *Politique et Guerre dans la deuxième moitié du XV^e siècle et la première moitié du XVI^e*. Il va sans dire que, pour M. Ranke comme pour M. Macaulay, le point de départ est la conquête romaine. En vérité, c'est remonter trop loin : et le lecteur qui veut voir paraître sur la grande scène de l'histoire Henri IV ou Jacques II, a le droit de se plaindre qu'on y fasse figurer d'abord Jules César et tout ce qui le suit.

Dans le cours de ce second livre, M. Ranke étudie le côté politique des règnes de François I^{er} et de son successeur. Le livre troisième est consacré aux *premiers développements de la Réformation en France*. M. Ranke, dans une note, refuse de trancher une question qu'on a soulevée assez récemment, la priorité des opinions réformées de Lefèvre-d'Etaples. Pour nous, d'après son commentaire sur saint Paul, que nous avons entre les mains, il est hors de doute que, dès 1512 et avant, les premiers principes du protestantisme étaient publiquement enseignés par lui dans l'université de Paris. Le timide Lefèvre est bien peu de chose, comparé à Luther ; mais il fut le premier en date des réformateurs ; il réforma, dans ses enseignements, la théologie et la foi elle-même ; et il en résulte ce fait, que la Réformation a eu le sort d'une foule de progrès et de découvertes : elle est née en France et dans l'esprit français avant de naître partout ailleurs ; mais c'est ailleurs qu'elle a grandi et conquis sa large place au soleil. La nouvelle doctrine ne fut pas comprise et attaquée dès sa naissance, et Jacques d'Etaples put la professer sans trop de craintes, même avant d'avoir acquis le puissant patronage de l'évêque de Lodève et de Meaux, le brillant comte de Montbrun (Briçonnet).

Pour cette première époque où régnèrent Henri II, et après lui, sous le nom de ses fils, le cardinal de Lorraine, l'historien s'est surtout appuyé sur les documents originaux qu'il a trouvés à la bibliothèque de Paris. Le plus important de ces monuments historiques a rapport à l'année 1561 et à la minorité de Charles IX ; ce sont les cahiers généraux présentés par la noblesse et le tiers-état aux Etats-Généraux assemblés à Pontoise et à Poissy : l'ordre ecclésiastique seul à Poissy, et les deux autres à Pontoise. Les nobles de-

(1) Mais le sujet même n'est guère indiqué que dans la préface ; rien n'est plus vague que le titre, où figure l'adverbe *principalement*, ce qui ne paraîtrait guères tolérable en France, mais ce qu'expliquent les habitudes allemandes. Nous sommes accoutumés à ce que tout écrivain ait un but très nettement déterminé, l'annonce dès le début, et règle l'étendue et l'économie de son œuvre sur son sujet. En Allemagne, cette précision est moins ordinaire et moins désirée.

mandent tous que les controverses religieuses soient décidées conformément à la doctrine de l'Ancien et du Nouveau Testament (ce que les protestants ont toujours réclamé et l'Eglise catholique toujours refusé); ils demandaient de plus, qu'en attendant, toute personne qui accepterait le Symbole des apôtres et celui d'Athanase fût à l'abri des persécutions. Le tiers-état alla plus loin : dans une requête au roi, il le supplia de convoquer, avant trois mois, un concile national, de le présider en personne, de n'accorder le droit de vote à aucune personne intéressée dans les réformes en question; de faire décider, selon l'Ecriture seule, tous les points controversés; de suspendre jusque-là toute persécution, et d'accorder aux religieux une église, ou au moins le droit d'en bâtir une dans chaque ville, afin que chacun pût voir ce qu'ils enseignent et pratiquent. A ces requêtes il ajoutait les suivantes, non moins hardies : la vente générale des biens du clergé au profit du roi, de la noblesse et des Etats; le salaire du clergé par le trésor public; une magistrature élective et la convocation des Etats-Généraux tous les deux ans. C'était, comme le remarque M. Ranke, toute une révolution; c'était 89 anticipé de deux siècles. Mais cette audace si libérale des politiques exaspéra le clergé et le rendit prudent, inquiéta la cour et les grands, et, comme il arrive toujours d'une alliance entre la politique et la foi, leur fit tort à toutes deux.

Le quatrième et le cinquième livre (*Quinze ans de guerres de Religion. — Henri III et la Ligue*) sont riches en citations de dépêches espagnoles. On y voit, par les rapports des ambassadeurs de Philippe II, toute l'étendue de ses machinations, et surtout à quel point le parti catholique faisait bon marché de la nationalité et de l'indépendance française. Un grief habituel de ce parti contre les huguenots, c'est qu'ils ont constitué un Etat dans l'Etat et pactisé avec l'étranger. Ce grief n'est point sans quelque fondement, mais les catholiques sont bien loin de pouvoir nous le reprocher. Jamais Etat n'a été si distinct de l'Etat que la Ligue, et jamais parti n'a été si complètement et si criminellement soumis à l'étranger. Le catholicisme a mis la France à deux doigts de sa perte; il l'avait absolument vendue à Philippe II, qui en faisait un instrument pour arriver à la monarchie universelle ou au moins à la prépondérance sur le monde entier. Aucun des torts qu'on a reprochés aux protestants n'approche de celui-là. On le savait déjà; mais les dépêches de don Bernardino de Mendoza et du duc de Feria jettent sur ce fait un jour plus vif et plus odieux. Si le protestantisme, par moments, a été accusé de s'être montré trop peu français, il l'a été infiniment plus que le catholicisme. Les torts des Rochelois, poussés à bout, ne sont rien à côté de ce que l'on appelait très justement le *Catholicon d'Espagne*.

Les dépêches des ambassadeurs de Madrid qui se trouvent en grand nombre à la Bibliothèque impériale de Paris, dans un dépôt spécial désigné

sous le nom de *papiers de Simancas*, ne sont pas les seules que M. Ranke ait consultées avec fruit. La correspondance des envoyés de Venise lui a surtout fourni une multitude de faits, d'applications, de détails nouveaux; et ces diverses sources constituent en grande partie, sinon l'originalité, au moins la nouveauté de l'ouvrage. On ne peut appliquer à M. Ranke le reproche que M. Charles de Rémusat adresse à l'*Histoire des protestants de France* de M. de Félice (1). L'historien allemand a pu et dû faire ce qu'on n'avait pas le droit d'exiger d'un résumé substantiel et d'ailleurs excellent; il a rajeuni, à des sources inconnues, quelques-unes des parties les plus étudiées de l'histoire. Mais à ce point de vue même, il reste encore beaucoup à dire; les successeurs de M. Ranke auront à leur tour des révélations à nous faire; il y a même dans le livre quelques parties, comme l'épisode de la Saint-Barthélemy, où le récit, bien que fort intéressant, est peut-être en arrière de l'état actuel de la science historique en France (2); et pour en apprendre beaucoup plus, nous attendons M. Mignet.

Dans les deux derniers livres (*Henri IV*, sa *lutte avec la Ligue*, et son *règne*) l'auteur insiste, avec grande raison selon nous, sur les projets européens qui sont tombés sous le couteau de Ravaillac. Mais, tout en rendant justice aux grandes vues dont le crime des jésuites a su prévenir l'exécution, nous ne pouvons sympathiser complètement avec l'opinion de M. Ranke sur Henri IV. Cette opinion est très favorable, excepté au point de vue de l'art militaire, où l'historien prouve l'infériorité de Henri à son ennemi, Alexandre Farnèse, prince de Parme. Sous d'autres rapports, M. de Sismondi nous semble plus près de la vérité, dans le jugement qu'il porte sur ce roi trop vanté. Tant qu'ont régné les Bourbons, l'apothéose de leur chef a été une mode et une adulation universelle. Cette popularité de cour a pu sans doute fournir un thème précieux au fils du sieur Arouet, mort gentilhomme de la chambre, seigneur de Ferney, Tournay et autres lieux; il y avait là de quoi lui donner le prétexte et le cadre d'un poème d'opposition très dynastique. Mais le Henri IV de l'histoire est-il réellement ce qu'en ont fait les historiens et les poètes, et ce que M. Ranke voit encore en lui? Pour nous, plus nous étudions cette spirituelle et brillante figure, plus nous voyons en lui une seule chose, un politique très fin, et hardi à propos, mais très sensuel, très égoïste, beaucoup moins loyal qu'il ne savait le paraître, abjurant le protestantisme autant de fois que son intérêt l'y poussait, mais plus mauvais catholique encore que mauvais huguenot, et gardant au fond du cœur le remords de sa *conversion*.

(1) « Ouvrage bien pensé, bien écrit, dont le seul défaut est le manque de nouveauté d'une partie du sujet. »

(2) Voir le remarquable article de M. Charles Weiss, sur ce sujet, dans le *Lien*, 1834, n° 2.

Quant à ses mœurs, elles ne respectaient rien, pas même sa politique⁽¹⁾; témoins Corisande d'Andoins et les suites de la bataille de Coutras, Henriette d'Entraigues et la promesse de mariage, la princesse de Condé et le scandale des adultères d'un roi presque sexagénaire, retentissant dans toutes les cours de l'Europe, quelques mois avant sa mort. Quant à sa prétendue loyauté, M. Ranke cite de lui ce mot significatif : *La nécessité qui est la loi du temps me fait ores dire une chose, ores l'autre*. Enfin, selon notre historien lui-même, il ne s'est jamais entièrement détaché du protestantisme; et quoiqu'il eût pu souvent flotter entre les deux religions que ses deux précepteurs lui avaient enseignées tour à tour, la foi de Jeanne d'Albret sa mère ne s'éteignit pas tout entière en lui. « Il y eut des moments où son adhésion au catholicisme lui parut même une action mauvaise, un péché irrémissible envers le Saint-Esprit. Dans une maladie dangereuse, il en fit l'aveu à d'Aubigné, qu'il voyait encore une fois auprès de lui; ils eurent ensemble un long entretien, pendant lequel Henri IV tomba quelquefois à genoux et pria. Après tant de témoignages qu'on a rendus à sa foi catholique, nous sommes vivement frappés de l'entendre assurer au landgrave de Hesse qu'il était encore dévoué à la religion, et que même il avait le dessein d'en faire de nouveau, avant sa fin, une confession générale. »

Il est impossible de refuser beaucoup d'intérêt à cette âme inquiète et troublée, qui avait d'ailleurs des côtés élevés et peut-être généreux. Mais le fond de son caractère et de sa conduite trahissent un fourbe aussi habile que peu moral; obéissant à ses passions d'abord, à son intérêt ensuite, et à sa conscience tout au plus en troisième lieu; c'est entre les passions et la politique que se joue tout le drame de sa vie; la conscience n'y figure que pour mémoire. Nous croyons pourtant que s'il avait vécu, il aurait fait faire à la civilisation et à la paix du monde un pas considérable. On lui a tenu compte de ses intentions; sa bravoure et sa gaieté, sa bonhomie rusée, l'absence de toute cette majesté un peu guindée que son petit-fils mit en vogue plus tard, son esprit tout gaulois, l'esprit des Montaigne et des La Fontaine, ses vices enfin ont fait de lui, sinon

Le seul roi dont le peuple ait gardé la mémoire,

au moins un héros longtemps aimé. Mais l'histoire doit être plus sévère, et M. Ranke nous semble ne l'être pas assez. Lui aussi, le savant allemand, il est sous le charme de ce fin railleur, de ce joyeux héros à la barbe grise, qui a si bien pratiqué l'art de séduire, que sa mémoire, comme l'ombre de César, gagne encore des batailles après lui.

En somme, l'histoire de M. Ranke, sans nous paraître irréprochable, ni même d'un mérite achevé, est un ouvrage d'une grande valeur, où abondent

(1) Ce que Bayle a trop bien remarqué.

les appréciations et les enseignements importants. Il ajoute à la masse des faits connus et des idées justes qui font la richesse de l'histoire. Ce travail est digne du célèbre historien des Papes, et continue noblement sa carrière; mais il n'élèvera pas sa réputation beaucoup plus haut.

Le *Bulletin* a déjà annoncé cet ouvrage (t. I, p. 220) et rendu justice (*ib.* p. 274) à la belle traduction de M. Porchat; la pensée allemande coule en général avec ampleur et facilité dans son style français presque toujours clair, correct et animé; et c'est là un grand éloge, quand il s'agit d'un échange d'idées sérieuses et profondes entre deux langues de génie si différents.

ATH. COQUEREL fils.

4^e volume de la FRANCE PROTESTANTE de MM. Haag.

(4^{re} PARTIE.)

Nous sommes un peu en retard pour donner la table des noms du tome IV de la *France protestante*, qui vient d'être terminé. Nous l'insérons aujourd'hui en partie, renvoyant la fin de la liste à notre prochain numéro. Cette nomenclature, même dans sa sécheresse, présente d'utiles enseignements. Elle fera voir qu'au risque de déplaire à ceux qui trouvent que le protestantisme est trop *riche* en hommes *notables*, l'ouvrage de MM. Haag va toujours *s'enrichissant*. A présent que plus de la moitié de ce grand travail est achevée, on doit reconnaître comme une vérité certaine (ce qui au premier abord avait pu paraître paradoxal) que tous ceux qui, en France, dans le XVI^e siècle, se distinguaient de la foule par leurs lumières, leur moralité, leur vrai patriotisme, ont été, à un moment ou à un autre de leur vie, et à un degré plus ou moins marqué, partisans des doctrines de la Réforme. Les quatre volumes publiés, et dont la matière est empruntée à tant de sources inédites, ne jettent pas un jour moins grand sur les moyens mis en usage par les puissances temporelles et spirituelles pour combattre aveuglément une tendance qui, si elle eût eu son libre cours, eût exercé sur les destinées de la France une influence incalculable.

Colla (Antoine de), président du parlement d'Orange.	Colladon (Germain), juriconsulte.
— (Jacques de), présid. de la chambre mi-partie de Grenoble.	— (Claude), conseiller du roi de France Henri IV.
— (Jacques de), conseiller au parlement de Paris.	— (Esaïe), professeur de philosophie.
Colladon (Famille de).	— (David), professeur de droit civil et premier syndic de Genève.
— (Léon).	— (Esaïe), premier syndic de Genève, et ses descendants.
— (Nicolas), pasteur à Genève et professeur de théologie à Lausanne.	— (Pierre), etc., etc.
— (Daniel), pasteur à Morges, et ses descendants.	— (Théodore), médecin.
	Collet d'Escury (Daniel), réfugié en Hollande.

- Collot (Henri), président de la seconde chambre des Etats-Généraux.
- Cognac (Paul), pasteur du Désert.
- Cologne (Pierre de), pasteur de Metz.
- (Daniel de), principal du collège de Leyde.
- Colomb (Zacharie) ou Colom, avocat au conseil souverain de Pau.
- (François de), juge à Königsberg.
- (Samuel de), conseiller du roi de Prusse.
- (Isaac), professeur de philosophie à Göttingue.
- Colombel, capitaine huguenot.
- Colomiès (Jérôme), pasteur de la Rochelle.
- (Paul), bibliothécaire de l'archevêque de Cantorbéry.
- Comarque (Famille de).
- Combes (Louis), pasteur de Quissac.
- Combes-Dounous (Jean-Jacques), helléniste.
- Combillon (Jean), ministre d'Oppenheim.
- Combles (François de), pasteur de Metz.
- Commelin (Jérôme), imprimeur.
- Comminges (Bernard-Roger de), vicomte de Bruniquel, capitaine huguenot.
- Compain (Nicolas), chancelier de Navarre.
- (Nicolas), marchand de Montrond.
- Conant (Jean), recteur du collège d'Exeter.
- Conrart (Valentin), secrétaire perpétuel de l'Académie française.
- (Jacques), secrétaire du roi.
- Constans (Jean), pasteur de Montauban.
- (Léonard), pasteur à Bâle.
- (N.), capitaine huguenot.
- (Isaac), ministre à Guisnes.
- (Jean), pasteur de Pons.
- Constant (Augustin de), gouverneur de Marans.
- (David), réfugié à Lausanne.
- (Jacob), botaniste.
- Constant (David), professeur de morale à Lausanne.
- (Marc-Rodolphe), capitaine adjudant-général en Hollande.
- (Frédéric), doyen de Bex.
- (Samuel), lieutenant-général en Hollande.
- (David-Louis), maréchal-de-camp en France.
- (Auguste), inspecteur des ponts et chaussées du pays de Vaud.
- (Philippe-Germain), colonel en Hollande.
- (Juste-Arnold), colonel en Hollande.
- (Marc-Samuel-François), moraliste.
- (Victor), général au service de Hollande.
- (Guillaume-Anne), général en Hollande.
- (Juste-Thierry), aide-de-camp du prince d'Orange.
- (Jules-Thierry), chambellan du roi Guillaume.
- (Henri-Benjamin), député de l'opposition sous la Restauration.
- Constantin (Robert), philologue.
- Contant (Jacques), apothicaire.
- (Paul), botaniste.
- Convenant (Gabriel de), conseiller au parlement d'Orange.
- (Paul de), pasteur à Londres.
- Coras (Jean), conseiller au parlement de Toulouse.
- (Jacques), ministre apostat.
- Corbière, prédicant.
- (Jean), négociant de Bordeaux.
- Cordier (Etienne de), directeur des forges de Brandebourg.
- (Louis), confesseur.
- (Mathurin), professeur.
- Cordouan-Mimbré (Famille de).
- (-Langey).
- Cormère (Jean), pasteur de Toulouse.
- Cormont (Famille de).

- Cornand de La Croze (Jean), réfugié en Angleterre. Couet (Louis), capitaine de cavalerie. — (Louis), lieutenant-colonel en Prusse.
- Corneillan (Famille de).
- Cornuauud (Joël), général au service de Brandebourg, et sa famille. Coulan (Antoine), pasteur réfugié à Londres.
- Cosne-Chavernay (Famille de). Coulet (Etienne), médecin.
- (-Houssay). Coullez (Alexandre), ministre à Vassy.
- Cossart (Noël), victime de la Saint-Barthélemy. Couppé (Daniel), pasteur de Tours.
- (Judith). Courcelles (Etienne de), pasteur arménien.
- (Madelaine). — (Firmin), réfugié à Genève, et ses descendants.
- Cosson (Barthélemy), prêtre converti.
- (N.), fondateur de l'église de Bellesme. Courcillon (Louis de), capitaine huguenot.
- Costa (N.), exécutée en effigie. — (Jacques), capitaine.
- Costabadie (J.), ministre de Clairac. — (Josias), lieutenant de Rohan.
- Coste (N.), pasteur du Désert. — (Louis), ancien de l'Eglise de Dangeau.
- (Pierre), critique et traducteur.
- (Pierre), pasteur à Leipzig. — (Philippe), marquis de Dangeau.
- Cotelle, capitaine huguenot. — (Louis), membre de l'Académie française.
- Cotelier (André), lieutenant particulier au siège présidial de Nîmes. Courdil, ministre apostat.
- (Balthasar), conseiller du roi en la sénéchaussée de Nîmes. Courlieu (Girard de), ministre de Troyes.
- (Jean), bailli de Saint-Paul-Trois-Châteaux. Courmononcle (N. de), capitaine huguenot.
- (Jean), pasteur de Nîmes, apostat. Coursan (Louis de), apostat.
- Cotherel, ministre apostat. Court (Antoine), restaurateur des Eglises.
- Cottureau (Elisabeth), mère de l'évêque du Mans. — de Gébelin, député des Eglises.
- (N.), horticulteur. Courtenay (François de).
- (Samuel), médecin de Louis XIV. Courtonne (Pierre-Jacques), pasteur d'Amsterdam.
- Cottiby (Jacques), ministre de Poitiers. Cousin (Claude), martyr.
- (Samuel), ministre apostat. — (Gilbert), confesseur.
- Cottière (Matthieu), pasteur de Tours. — (Jean), pasteur de Caen.
- Coudere (Samuel), chef camisard. — (Jean), fondateur de l'Ecole française de peinture.
- Couet (Jacques), pasteur de Paris. Coutelle (Pierre).
- (Jacques), pasteur à Courcelles-Chaussy. Cozain (Jacques), ministre hétérodoxe.
- (Charles), conseiller au bailliage de Metz. Cramahé, famille noble de la Rochelle.
- (Louis), réfugié dans le Brandebourg. — (-Des-Roches), confesseur.
- (Abraham), pasteur à La Haye. Cramer (Jean-Ulric), réfugié à Genève.
- (Auguste), sieur de Bacourt, et ses descendants. — (Gabriel), médecin.
- (Jean), professeur de droit. — (Jean-Manassé), professeur de droit.

- Cramer (Jean-Louis), lieutenant-colonel.
 — (Jean-Antoine), professeur de droit.
 — (Jean-Antoine), professeur à Oxford.
 — (Gabriel), mathématicien.
 — (Jacques), docteur en droit.
 — (Gabriel), imprimeur.
 — (Philibert), imprimeur.
 — (Frédéric-Auguste), syndic.
- Crégut (Antoine), ministre de Montélimart.
 — (Jacob), pasteur à Hanau.
 — (Frédéric-Christian), professeur de médecine.
- Créon (Pierre), martyr.
- Crespin (Jean), imprimeur, et ses descendants.
 — (Daniel), professeur à Lausanne.
 — (N.), pasteur de Marennes.
- Cresson (Benjamin), ministre de Grenoble.
- Croizier, moine converti.
- Crommelin (Famille).
 — (Isaac-Matthieu), romancier.
 — (Pierre), pasteur et professeur à Genève.
 — (Jean-Pierre), professeur d'histoire.
- Croy (Antoine de), prince Porcien.
 — (François de), pasteur dans le Languedoc.
 — (Jean), savant théologien.
- Crozé (Jacques), pasteur de Civray.
- Crues (Jean de), martyr.
- Crugot (Martin), ministre de Carolath.
- Crussol (Famille de).
 — (Antoine), chef des protestants du Languedoc.
 — (Jacques), lieutenant du prince de Condé dans le Midi.
 — (Charles), abbé converti.
 — (Galiot), colonel dans l'armée huguenote.
- Cucuel (Samuel), pasteur de Montbéliard.
- Cujas (Jacques), célèbre profess. de droit.
- Culant (Olivier de), capitaine huguenot et ses descendants.
- Cumont (Olivier de), maire de Saint-Jean-d'Angély.
 — (René), lieutenant particulier de Saint-Jean-d'Angély.
 — (Abimélec), conseiller au parlement de Paris.
- Cupif (François), docteur de Sorbonne converti.
- Cursol-du-Mont (Etienne de), ministre apostat.
- Cuvier (Famille).
 — (Claude), confesseur.
 — (Jacques), ministre à Héricourt.
 — (Nicolas), châtelain de Blamont.
 — (Jean), maire d'Héricourt.
 — (David), greffier de la justice à Montbéliard.
 — (Jean-Nicolas), pasteur à Roches.
 — (Pierre-Nicolas), pasteur à Breuvilliers.
 — (Jacques-Christophe), pasteur à Etupes.
 — (Jean-Georges), capitaine-lieutenant au service de France.
 — (Georges), le plus grand naturaliste des temps modernes.
 — (Frédéric), directeur de la ménagerie du Muséum d'histoire naturelle.
- Dabbadie (Roger), curé converti.
- Dacier (André), secrétaire perpétuel de l'Académie française.
- Dadé (Jacques), capitaine huguenot.
- Dagneaux (J.), pasteur à Londres.
- Dagonneau (Jean), écrivain satirique.
 — (Olivier), réfugié à Genève.
 — (Toussaint), notaire à Mâcon.
- Daillé (Jean), pasteur de Paris.
 — (Adrien), ministre réfugié en Suisse.
- Daillon (Jacques de), ministre de l'Eglise anglicane.
 — (Benjamin), pasteur de La Rochefoucauld, réfugié en Angleterre.

- Daisse (Pierre), gouverneur d'Aignes-Mortes.
- Daits-de-Memy (Jean), apostat.
- Dalancé (Louis), professeur de théologie à Sedan.
- Dalanduy (Christophe), mar. de camp.
- Dalechamp (Caleb), recteur de l'Eglise de Ferriby.
- Dalgas (Jean-Marc), ministre réfugié en Danemark.
- Dalgues (Manuel), pasteur du Désert et martyr.
- Daliès (Bernard), avocat du roi.
— (Antoine), baron de Caussade, réfugié en Suisse.
- Dalisan (Claude), femme auteur.
- Dalvert, marin.
- Dampierre (N. de), capitaine huguenot.
- Dampmartin (Pierre), gouverneur de Montpellier.
- Daneau (Lambert), pasteur de Gien et de Castres.
— (Josias), ministre à Castres.
- Dangicourt (Pierre), membre de l'Académie des sciences de Berlin.
- Dannhauer (Jean-Conrad), recteur de l'université de Strasbourg.
- Dantan (Pierre), curé converti.
- Dantonet (Claude), poète.
- Dappel (Chrétien-Gérard), conseiller de régence en Hesse.
— (Christophe-Frédéric), directeur-général à la guerre.
— (David), ministre des finances en Hesse.
- Dargent (Claude), capitaine huguenot.
— (Abel), ministre apostat.
— (Jean), capitaine d'infanterie.
— (Claude), prisonnier à la Bastille.
- Dariot (Claude), médecin.
- Darrignan, ministre de Maslacq.
- Dartignelongue (Jean), médecin réfugié.
- Dassas (Claude), séminariste converti.
- Dassier (Jean), graveur célèbre.
— (Jacob-Antoine), maître de la monnaie à Londres.
- Dassier (Pierre), général au service de France.
- Daudé (Jean-Jacques), avocat.
— (Hilaire), médecin.
— (Pierre), commis à l'échiquier.
— (Pierre), pasteur à Londres.
- Dauger (Guy-Aldonce), lieutenant-général.
- Daumont-de-Crespigny, réfugié en Angleterre.
- Daures (Louis), apostat.
- Dauriers (Martin), confesseur.
- Daussi (Adrien), martyr.
- Dauvet (Guillaume), conseiller au Parlement de Paris.
- Dauxilhon (Maffre), capitaine huguenot, et ses descendants.
- Dauzou (Pierre), confesseur.
- Daval, ancien de l'Eglise de Dieppe.
- Davantes (Pierre), grammairien.
- David, famille de La Rochelle.
— (Guillaume-Joseph), apostat.
— (Pierre), moine converti.
- Davied (Jean), fabricant de chandelles à Berlin.
- Davignon (Bertrand), pasteur de Rennes.
- Davy-du-Perron (Julien), théologien et médecin.
— (Jacques), cardinal.
— (Jean), archevêque de Sens.
- Decker (Adolphe), capitaine des armes dans la marine hollandaise.
- Deffère (Etienne), pasteur du Désert.
- Deffrancis (Christophe), poète.
- Deiron (Dominique), procureur des dominicains, converti.
— (Jean), chroniqueur.
— (Jacques), antiquaire.
- Dejean (Ferdinand), chirurgien.
— (Louis), général anglais.
- Dejours, confesseur.
- Delamain (Jacques), président du synode de Nanclas.
- Delaulne (Etienne), graveur habile.
— (Nathanaël), pasteur de Dieppe.
— (Henri), moraliste.

- Delaulne (Thomas), controversiste.
 — (Guillaume), prof. de théologie.
 Delavoye (Aimond), martyr.
 Delégnat (François), voyageur.
 Delmas (Pierre), confesseur.
 Delmé (Philippe), pasteur à Norwich.
 Delpech (Jean), pasteur à Londres.
 Delprat (Paul), lieutenant-colonel du génie en Hollande.
 Deluze (Jacques), industriel.
 Demont (N.), pair de France.
 Denaisius (Pierre), conseiller de l'Electeur palatin.
 Denis (Jean-Baptiste), prêtre converti.
 Derbaut, capucin converti.
 Derodon (David), professeur de philosophie.
 Des Arènes, apostat.
 Désauches (Annet), martyr.
 Des Aguliers (Jean), ministre d'Aîtré, réfugié en Angleterre.
 — (Jean-Théophile), mathématicien et mécanicien.
 Des Avenelles (Philippe), avocat au parlement de Paris.
 Des Bouveries (Laurent), ouvrier en soie, réfugié en Angleterre.
 — (Edouard), marchand de Londres.
 — (Guillaume), baronnet.
 — (Jacob), lord Longford, et ses descendants.
 — (Guillaume), lord Radnor, et ses descendants.
 — (Edouard), chef des puséistes.
 Des Buissons (Jean), martyr.
 Des Champs (Charles), ministre en Normandie.
 — (N.), prêtre converti.
 — (Jean), ministre dans le Périgord.
 — (Gabriel), page du duc de Mecklembourg.
 — (Jacques), pasteur à Berlin.
 — (Jean), pasteur à Londres.
 — (Jean-Ezéchiél), membre du conseil de la présidence des Indes, et ses descendants.
 Des Champs (Antoine), lieutenant-général dans l'armée polonaise.
 Des Costils-Brisset, marchand de Rouen.
 Descousu (Celse-Hugues), jurisconsulte.
 Deserret (André), pasteur à Marbourg.
 Des Gallars (Nicolas), ministre de l'Eglise réformée.
 Des Hommes (N.), capitaine huguenot.
 Des Isnards (Famille).
 Des Maizeaux (Pierre), philosophe, historien et biographe.
 Des Marais (Robert), seigneur de Saint-Aubin-sur-Arques.
 Des Marets (Esaïe), ministre de Vals.
 — (Samuel), professeur de théologie.
 — (Henri), ministre en Hollande.
 — (Daniel), ministre à La Haye.
 — (Abraham), surintendant ecclésiastique à Dessau.
 — (Simon-Louis), surintendant ecclésiastique.
 — (Jean-Noé), pasteur à Ragun.
 Des Martins (Honoré), dit le capitaine Grille.
 Des Masures (Louis), pasteur à Metz.
 Desmier (Eléonore), duchesse de Zell, aïeule de la reine Victoria.
 Des Minières (N.), confesseur.
 Des Nouhes (Jacques), gendre de Du Plessis-Mornay, et ses descendants.
 Despeisses (Antoine), jurisconsulte.
 Des Périers (Jean-Bonaventure), excellent prosateur et poète.
 Des Pueilles, capitaine huguenot.
 Desreneaux (Jean), martyr.
 Des Roches, carme converti.
 — (Jean-Baptiste), littérateur.
 Des Vaux (Famille).
 — (Samuel), confesseur.
 Des Vieux (Jean), capitaine huguenot.
 Des Vœux (A. V.), pasteur à Dublin.
 Detan, architecte, réfugié en Prusse.
 Devaux (Gilbert), ministre apostat.
 — (Jacques), compilateur.
 Deyrolles (N.), apostat.

- Dezimberg, capitaine.
 Didier (Paul), colonel en Hollande.
 — (Anne-Charlotte), peintre.
 Dietrich (Philippe-Frédéric), minéralogiste.
 — (Dominique), ammeister de Strasbourg.
 Dietterlin (Wendel), peintre et architecte.
 — (Hilaire), peintre.
 — (Barthélemy), graveur.
 Dinoth (Richard), pasteur à Montbéliard.
 Docok (Famille de).
 Dolé (Jean), médecin du landgrave de Hesse-Cassel.
 Dolet (Etienne), imprimeur.
 Dollond (Jean), opticien.
 — (Pierre), opticien.
 Dominici (Bernard), sectateur de la Réf.
 Dompierre (Famille de).
 Doneau (Hugues), jurisconsulte.
 Dongnon (Guillaume de), martyr.
 Dor (François), pasteur de Sedan.
 Dorbet (Antoine), pasteur de Grenoble.
 Doremot, apostat.
 Dorival (Adam), ministre de Sancerre.
 Dorsch (Jean-Georges), prof. de théol.
 Dorte (Louis), général au service de Prusse.
 Dortoman (Nicolas), médec. de Henri IV.
 — (Pierre), professeur de médecine.
 Douxain (Gilbert), martyr.
 Drelincourt (Charles), minist. de Paris.
 — (Laurent), ministre de Niort.
 — (Henri), minist. à Fontainebleau.
 — (Charles), professeur d'anatomie à Leyde.
 — (Charles), docteur en médecine.
 — (Antoine), médecin à Orbe.
 — (Pierre), doyen d'Armagh.
 Drouart (Famille).
 Duaren (François), jurisconsulte.
 Du Batut (Jean), conseiller de Henri IV, et ses descendants.
 Du Bec-Crespin (Charles), baron de Bourry, chef protestant.
 — (Pierre), sieur de Vardes, capitaine huguenot.
 Du Bellay (Claude), chambellan de l'Electeur de Brandebourg.
 — (Théodore), conseil. d'ambassade.
 Du Bois (Famille).
 — (François), professeur de médecine à Leyde.
 — (Marie), réfugiée dans la Hesse.
 — des Cours (Famille).
 Du Bordet, chef protestant.
 — -Romegoux.
 Du Bosc, président en la cour des aides de Rouen, et martyr.
 Du Bouchet (Tanneguy), dit Saint-Cyr, chef protestant dans le Poitou.
 — (Lancelot), sieur de Ste-Gemme, chef protestant.
 — (Joachim), commandant de Mauléon.
 — (Famille).
 Du Boulay, dit le chevalier Du Boulay.
 Du Bourdieu (Arnaud), ministre à Bergerac.
 — (Isaac), ministre à Montpellier.
 — (Jean-Armand), pasteur réfugié à Londres.
 Du Bourg (Charles), seigneur de Sailans, martyr.
 — (Louis), capitaine huguenot.
 — (Anne), conseiller au Parlement de Paris, et martyr.

Erratum. Une correction mal indiquée a rendu une phrase du dernier Cahier incorrecte et inintelligible. Page 626, ligne 25, il faut lire ainsi : « combien tel morceau, » etc., et « mais aussi combien elle a gagné elle-même à ce retard. »

AVIS TRÈS ESSENTIELS

M. *Millerand-Bouty* ne pouvant consacrer assez de temps à la gestion matérielle de la Société, a dû, à regret, résigner ses fonctions d'*Agent*. — A dater du 1^{er} juillet, il a pour successeur M. *DE LISLE*.

Les *sociétaires* et les *abonnés* sont instamment priés de faire ce qui dépend d'eux pour épargner à l'Agence tous faux frais, écritures et soins trop multipliés, en tenant compte des avis que nous avons déjà répétés nombre de fois sur la couverture du *Bulletin*, c'est-à-dire :

1° En acquittant à l'avance, régulièrement, et plus tôt que plus tard, leurs cotisations ;

2° En se conformant aux explications très explicites qu'on a pris la peine de leur donner, (et tout particulièrement pour ce qui concerne l'envoi direct des fonds en mandat de poste à l'adresse et au nom de M. *De Lisle*.)

Lorsqu'on paye par intermédiaires, il en résulte pour la Société une perte d'un 12^e environ de la somme payée, soit 50 c. sur 6 fr., de 1 fr. sur 13, etc., et il est clair que les *sociétaires* doivent, autant que possible, épargner à l'œuvre ce préjudice. Le taux de la cotisation est certes assez modique par lui-même.

Il importe extrêmement d'éviter les faux frais inutiles, et d'accroître, chacun suivant son pouvoir, les ressources de l'œuvre et le nombre très insuffisant de ses adhérents.

Les seuls *Corps ecclésiastiques* qui reçoivent aujourd'hui le *Bulletin* sont : 1° à l'étranger (d'où est venue l'initiative), les *Consistoires* et *Corps de Diacres* d'Amsterdam, Rotterdam, Francfort, Cassel ; 2° en France, le *Directoire* de la Confession d'Augsbourg ; les *Consistoires* d'Alger, de Bischwiller, du Havre, du Mas-d'Azil, de Metz, Nancy, Paris et Sainte-Marie-aux-Mines (Confession d'Augsbourg) ; les *Conseils presbytéraux* d'Aigues-Vives, Anduze, Aubais, Buhl, Brassac, Eymet, Ferrière, le Fleix, Générargues, Guebwiller, La Roche-Chalais, Lourmarin, Meaux, Montpellier, Nîmes, Orthez, Oran, Pignan, Pons, Pont-de-Camarès, Roquedur, Riquewihr, Vabre, Uzès.

Un certain nombre de *sociétaires* et d'*abonnés* n'ont pas encore satisfait aux obligations qui leur ont été rappelées dans le dernier *Bulletin*.

Ce 1^{er} Cahier de la troisième année est encore envoyé à tous.

Le Cahier suivant ne sera pas expédié à ceux qui n'auront pas, d'ici là, acquitté l'arriéré, et (conformément au précédent avis), acquitté l'année courante.

Prix du 1^{er} et du 2^e volume du BULLETIN : Pour les *nouveaux membres*, 7 fr. chaque volume, et pour les *nouveaux abonnés*, 10 fr.

Le BULLETIN est expédié PAR LA POSTE (pour la France et les pays étrangers avec lesquels il existe des conventions postales), et les prix de souscription sont fixés ainsi qu'il suit pour les *sociétaires* et les *abonnés* :

	SOCIÉTAIRES (1).		ABONNÉS.
	1 ^{re} année. (dr. de diplôme.)	2 ^{me} année et suivantes.	chaque année.
PARIS ET BANLIEUE.	16 fr.	6 fr.	13 fr.
DÉPARTEMENTS.	17 »	7 »	15 »
ÉTRANGER.	17 »	7 »	15 »

(1) NOTA. Il convient de rappeler : 1° que le taux de la cotisation des Sociétaires, fixé à 5 fr., n'est qu'un *minimum* destiné à mettre l'œuvre à la portée de tous; 2° que les membres associés sont particulièrement invités à propager l'œuvre et à lui procurer des adhérents. — (Rien n'est changé d'ailleurs à l'art. 9 des statuts.)

MODE DE PAYEMENT. — CHANGEMENTS DE DOMICILE. — RÉCLAMATIONS. —
 Les paiements doivent être adressés *franco* et avec les demandes (à l'Agence de la Société, 3, rue Laffitte, à Paris), en valeurs sur Paris ou en mandats de poste, au nom de M. De Lisle, sans aucune qualification. — Les changements de domicile et réclamations doivent être adressés de même. (On est prié d'écrire très lisiblement les noms, prénoms, qualités et résidence, et d'indiquer le département ou le pays, ainsi que le bureau de poste desservant le lieu d'habitation.)

L'AGENCE est ouverte chaque jour de la semaine de 3 à 5 heures 1/2.

RECouvreMENTS COLLECTIFS. — Dans certaines localités, les membres et abonnés pourront s'entendre pour une transmission collective. — A Strasbourg, le Directoire du Consistoire supérieur de la Confession d'Augsbourg a bien voulu autoriser spontanément M. Ph. Lauth, chef de ses bureaux, à centraliser les souscriptions.

ENVOI DE DOCUMENTS. — Ils doivent être adressés *franco* au Président de la Société. — On peut les déposer : A Lyon, chez MM. Denis et Petitpierre, libraires, rue Neuve, 48; — A Bordeaux, chez M. H. Muller, libraire, rue Sainte-Catherine, 43; — A Montpellier, chez M. F. Pujol, libraire, rue Argenterie, 24; — A Genève, chez M. J. Cherbuliez, libraire; qui ont offert de les faire parvenir, sans frais, à Paris.

En vente :

CARTE DE LA FRANCE PROTESTANTE, nouvelle édition entièrement refondue, présentant les circonscriptions consistoriales des Eglises réformées, conformément au décret du 10 novembre 1852, et tout le réseau des chemins de fer en exploitation, en exécution et en projet.

Dédiée à M. l'amiral Baudin, président du Conseil central des Eglises réformées, par M. CHARLES READ, Chef du service des Cultes non catholiques au Ministère des Cultes, Secrétaire du Conseil central.

1 gr. feuille colombier vélin; prix : 4 fr. 50 c.

Abonnement, 15 fr. par an pour l'aris. — 10 fr. pour les départements et l'étranger.

Pour faire partie de la Société, s'adresser à ceux qui en sont déjà membres.

Bulletin de la Société

DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

DOCUMENTS HISTORIQUES INÉDITS ET ORIGINAUX.

XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES.

« Et quant au premier point sur la reformation que j'ay commen-
cée et que j'ay delibéré continuer
par la grâce de Dieu..., ie l'ay ap-
prins par la Bible que ie lis plus
que les docteurs..., et n'ay point
entreprins de planter nouvelle
religion en mes pais, sinon y res-
taurer les ruines de l'ancienne...
le ne fay rien par force... Dieu
me monstre des exemples... »

*Jeanne d'Albret, Reine
de Navarre au cardinal
d'Armagnac.*

(Lettre de 18 d'aoust 1563.)

Vos pères, où sont-ils ?

(ZACHARIE. 1, 5.)

« Je trouveroie bon, qu'en cha-
cune ville, il y eust per-sonnes
députées pour escrire fidèlement
les actes qui ont esté fait durant
ces troubles : et par tel moyen, la
verité pourroit estre réduite en
un volume, et pour ceste cause,
le m'en vay commencer à l'en
faire un bien petit narre, non pas
du tout, mais d'une partie du
commencement de l'Eglise réfor-
mée. »

Bernard Palissy.

(Recepte véritable, etc., la Re-
chelle, 1563, page 198.)

PARIS

AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ

20, rue Sainte-Anne, de trois à cinq heures. (Ecrire franco.)

Libraires de la Société :

J. CHERBULIEZ

10, RUE DE LA MONNAIE.

CH. MEYRUEIS ET C^e

2, RUE TRONCHET.

LONDRES. — Nutt, 270, Strand. — LEIPSIG. — Léopold Michelsen. —

AMSTERDAM. — S. De La Chaux, et fils. — GENEVE. — Cherbuliez.

1854.

*On est prié d'avoir égard aux recommandations ci-après.
(Voir la 3^e page de cette couverture.)*

SOMMAIRE.

	Pages.
CORRESPONDANCE. — Observations et communications relatives à des documents publiés. — Acte d'inhumation de Jean Cavalier. Son prétendu mariage avec M ^{lle} Dunoyer. — Complainte sur la mort de Rochette et des trois gentilshommes verriers (1762). — Jugement ordonnant la démolition du temple de Saint-Maixent (1685). — Dépoussession des consistoires de la Guienne au profit des hôpitaux de Périgueux (1696). — Non existence civile des protestants du Désert (1781).	113 à 122
Liste des membres et souscripteurs (<i>suite</i>).	16.
DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.	123
Le conseil de la Reine de Navarre à La Rochelle. Ordonnances et délibérations inédites (1569-1570). Doc. inédits.	16.
Médailles frappées en l'honneur de la saint Barthélemy à la Monnaie de Paris (1572), avec gravures.	137
Sonnet de Pierre Hamon sur la devise de Charles IX.	142
Lettre inédite de J. de Belleville Languillier à lord Burghley, grand trésorier d'Angleterre (1572). Comm. de M. G. Masson.	143
Billet inédit de Théodore de Bèze à Jacob Grynée (1593).	145
Les deux temples de l'Eglise réformée de Paris sous l'Edit de Nantes. I. <i>Le temple d'Ablon</i> (<i>suite</i>). Lettres de Henri IV et du duc de La Force. — Profession de foi d'un cordelier (1604 et 1605).	148
Lettres inédites du comte de Tessé et de Louvois sur le ministre d'Orange J. Pineton de Chambrun (1685).	156
Le duc et la duchesse de Caumont la Force , incarcérés pour cause de religion (1697-1698). Extraits inédits des documents officiels (<i>suite</i>).	161
Dévastation des Cévennes en 1703. Mémoires et états divers. — Projet de Basville. — Mesures d'exécution. Doc. inédits.	171
Lettre de Fléchier , évêque de Nîmes, après la dévastation des hautes Cévennes (1704).	186
Procès au cadavre et à la mémoire d'un nouveau converti coupable du crime de relaps et apostasie. Arrêt du parlement de Bordeaux (1714).	187
Episode de la vie d'un pasteur du Désert , J.-L. Gibert, ministre de Saintonge (1755).	190
Un baptême en 1779 , de par le Roi, la Loi et Justice.	199
MÉLANGES.	200
Réinhumation , en 1854, de la dépouille mortelle d'une princesse protestante du XVI ^e siècle, <i>Jacqueline de Rohan, marquise de Rothelin</i> .	ib.
Les réformateurs du XVI^e siècle , organes de l'opinion publique (fin), par M. Eug. Haag.	204
L'ancien tarif des indulgences et absolutions de l'Eglise romaine. Editions du XV ^e et du XVI ^e siècles.	210
BIBLIOGRAPHIE.	212
La Confession helvétique. Etudes historico-dogmatiques sur le XVI ^e siècle, par L. Thomas.	16.
Histoire de l'Eglise de Genève depuis le commencement de la Réformation jusqu'en 1845, par J. Gaberel.	213
Histoire de l'instruction publique dans le pays de Vaud , par A. Gindroz.	216
1^{re} et 2^e partie du tome IV de la FRANCE PROTESTANTE. Table des articles et des pièces justificatives.	217
Errata.	222
POST SCRIPTUM. Notre Bulletin dénoncé et mis à l'index par l'Univers.	223

Le 3^e Cahier (n^{os} 5, 6, 7, sept. à nov.), est sous presse.

Nous avons reçu les dernières communications de MM. Lourde-Rochelave, Ménard Saint-Martin, Lafon de Caudaval, de Corbière, Hugues, Maillard, Vaurigaud, Des Hours-Farel, etc.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—
RÉPONSES A DES DEMANDES DE RECHERCHES ET NOUVEAUX APPELS. — AVIS
DIVERS.

**Rectification au sujet du lieu d'inhumation de Jean Cavalier,
et de son prétendu mariage. — Demande de recherches à son
sujet.**

C'est par suite d'une erreur que nous avons dit (t. I, p. 436) que la tombe de Jean Cavalier était dans un cimetière de la vallée de Dublin. Notre correspondant, le Rév. Richard Burgess, recteur de la paroisse d'Upper Chelsea, à Londres, nous transmet l'extrait suivant, qui constate d'une manière authentique le lieu où repose le célèbre chef des Camisards :

*Extracted from the Parochial Register of St-Luke, Chelsea,
in the county of Middlesex.*

Burials A. D. 1740,
May 18,
Brigadier John Cavallier.

SLOANE ELSMERE, rector.

I certify the above to be a true copy. CHARLES KINGSLEY, rector.

Il ne nous sera pas défendu de faire remarquer que MM. Haag n'avaient pas attendu cette rectification, et que dans leur article, paru depuis près d'un an, c'est bien à Chelsea et en 1740, qu'ils avaient placé la mort de Cavalier. (V. *France protestante*, t. III, p. 292.) Mais le cadre de leur ouvrage ne comportait qu'une simple notice. Un de nos zélés correspondants, M. le Pr J.-P. Hugues, aurait l'intention de consacrer une étude plus étendue à ce héros des Cévennes qui tint tête à un maréchal de France, traita de pair avec un autre, et qui avait commencé par être un simple garçon de ferme et apprenti boulanger dans la ville d'Anduze. Il s'agirait surtout d'éclaircir quelques parties encore mal connues de cette étonnante existence. La jeunesse de Cavalier, sa fuite à Genève, son commandement en Languedoc, ses services en Savoie, en Hollande, en Espagne, enfin son gou-

vernement de Jersey : il y a là en effet ample matière à une intéressante monographie, si l'on peut rassembler les documents nécessaires et puiser aux sources, car la tâche consisterait à faire sortir cette biographie de la *légende* et à montrer le plus possible le personnage vraiment historique (4). Tel est le désir de M. Hugues, et nous faisons appel à tous ceux de nos lecteurs qui pourraient lui venir en aide par des indications ou des communications de pièces. M. Hugues en a recueilli à Montpellier. Nous avons à Paris les riches Archives de la guerre, dont a déjà profité un des auteurs qui ont en dernier lieu écrit sur cette époque (M. Ern. Moret, *Quinze ans du règne de Louis XIV* (1700 à 1715); in-8°, t. I; Paris, 1851). A Genève, dans l'île de Jersey, à Londres, n'existe-t-il pas des documents administratifs, des registres utiles à consulter, à extraire, en vue d'un pareil travail? M. John Waddington, qui, entre autres, nous a obligeamment offert son concours, voudra-t-il bien s'en enquérir?

Complainte sur la mort de Rochette et des trois frères verriers (1762).

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Le Mas-d'Azil (Ariège), 19 mai 1854.

Monsieur le Président,

Dans le numéro de juillet et août derniers du *Bulletin* (V. t. II, p. 481), vous avez donné la relation du procès et du supplice du ministre Rochette et des trois frères Grenier. Peut-être trouverez-vous quelque intérêt à faire connaître accessoirement une complainte composée à ce sujet, et qui m'a été remise par un noble verrier de Gabre, lieu natal des trois frères martyrs. En relisant votre touchant récit, et en voyant la triste célébrité qu'a donnée cette horrible affaire au procureur-général Riquet de Bonrepos, j'ai eu oc-

(4) M. Hugues nous a signalé une de ces erreurs accréditées, qui doit se trouver mise à néant. Cavalier passe pour avoir épousé en Hollande la fille aînée de la fameuse Madame Dunoyer, de Nîmes, et pour être ainsi devenu, par ce mariage, arrière-petit-fils de l'illustre professeur calviniste Samuel Petit, neveu des révérends jésuites, les PP. Cotton et La Chaise, confesseurs de Henri IV et de Louis XIV, en même temps qu'il aurait été le rival favorisé, presque le beau-frère de Voltaire. (V. Peyrat, *Hist. des Past. du Désert*, t. II, p. 380.) Or, la fille aînée de Madame Dunoyer, après avoir accompagné sa mère en Hollande, revint en France auprès de son père et abjura, pour rentrer en possession des biens de sa mère. La cadette, nommée Olympe, mais que ses parents désignaient sous le nom de Pimpette, fut l'objet de quelques attentions de la part de Cavalier, et il paraît qu'elle n'aurait pas mieux demandé que de l'épouser, mais celui-ci s'en abstint. De là une mauvaise comédie satirique que l'on fit en Hollande contre Madame Dunoyer, dans laquelle Cavalier est appelé *Mitronnet*. Olympe, en 1719, voulut rentrer en France comme sa sœur, afin d'avoir sa part des biens de son père; elle employa le marquis de La Viellière pour solliciter l'autorisation de rentrer, et écrivit trois lettres, dans lesquelles elle se déclarait bonne catholique. Cette négociation se trouve aux Archives de Montpellier, paquet 88. (V. *Bull.*, t. II, p. 591.)

casion de faire une remarque frappante. La famille du procureur général est aujourd'hui éteinte, du moins son nom, et sa terre de Bonrepos, qui est une magnifique propriété aux environs de Toulouse, a été acquise, il y a quelques années, par l'une de nos familles protestantes du Midi, la famille Courtois, de Toulouse, si bien connue de nos coreligionnaires.

Veuillez agréer, etc.

J. COUDERC, pasteur.

Nous citerons en effet cette pièce, qui est bien un tant soit peu longue (82 quatrains), mais qui a le mérite de nous venir du pays même des trois gentils-hommes verriers, et témoigne du sentiment populaire qui accueillit leur pieux dévouement et leur mort héroïque. Le ton du morceau est d'ailleurs touchant et, dans le nombre, il y a des vers bien inspirés.

Accourons tous, peuple fidèle,
Sous l'étendard du Roi des rois,
Le sang du martyr nous appelle,
Suivons-le de cœur et de voix.

Prenons pour arme la constance,
Les flèches du divin amour,
Le bouclier de l'espérance,
Nos saints cantiques pour tambours.

A notre roi sur la terre,
Servant avec fidélité,
Mais du Dieu maître du tonnerre
Suivant l'exacte vérité.

Chantons, célébrons la victoire
De nos fidèles confesseurs;
Sur l'airain gravons leur mémoire,
Pour nous et pour nos successeurs.

Digne pasteur, ô cher Rochette,
Qui venais nous édifier,
Faut-il qu'un vil Judas t'arrête
Pour te faire sacrifier?

Frères ardents, chers Maccabées,
Qui de Pierre suiviez l'ardeur,
Faut-il que mille mains armées
Tombent sur vous avec fureur?

Et vous, imprudents, mais fidèles,
Qui du pasteur traciez les pas,
Pourquoi vous juge-t-on rebelles,
Si capture ne baillez pas?

Seigneur! cette troupe innocente,
Qui marchait vers ton oraison
Avec une ferveur touchante,
Méritait-elle la prison?

Cependant le tocsin qui sonne,
Porte l'alarme et la terreur,

Le voisin dont le cœur frissonne
Vient et recule à son erreur.

Nul trouble, nulle violence,
Nos seuls martyrs chargés de fers,
Étonnent par leur patience
Nos ennemis et les enfers.

A Cahors, maints enfants d'Ignace
Vont les séduire en Léviathan;
Chacun, soutenu de la grâce,
Répond : Retire-toi, Satan.

Traduits au tribunal suprême,
Réservés comme malfaiteurs,
Chacun se console soi-même
En invoquant le Rédempteur.

Seigneur, vois ma peine et ma crainte,
Reçois ma supplication,
Daigne écouter ma triste plainte,
Adoucis mon affliction.

Si j'ai mérité ta colère,
N'entre point en compte avec moi;
Car qui peut dire qu'il espère
Paraître juste devant toi.

L'ennemi qui me fait la guerre
Par le plus cruel traitement,
En ce lieu sombre me resserrer
Comme en un triste monument.

Dans cet état on me visite
En apparence de grand cœur,
On m'embrasse, on me sollicite
De reconnaître mon erreur.

A ce prix on m'offre ma grâce,
Biens, faveurs, emplois principaux;
Mais sans cela l'on me menace
D'échafaud, galère ou poteau.

Richesses, dignités brillantes,
Même la faveur de mon roi,
Et vous, menaces effrayantes,
Vous ne pourrez rien sur moi.

Le grand Roi sur qui je me fonde,
Le seul à qui mon cœur s'attend,
Le Roi des rois de ce bas monde,
Me voit, me soutient et m'entend.

Disparaissez, biens méprisables,
Vous n'êtes tous que vanité,
En l'Eternel, seul estimable,
Je cherche ma félicité.

Grand tribunal que je révère,
Jugez-nous sans compassion,
Suivez la loi la plus sévère,
Répondez à la suggestion.

Galères, échafauds, potence,
Ban, confiscation de biens,
N'abattront pas notre constance,
Nous le verrons comme de rien.

A Dieu notre cœur sacrifie
Nos corps, nos biens et nos jours.
En lui seul qui nous fortifie,
Notre âme espère tous les jours.

Divin Jésus, Agneau sans tache,
Qui des pontifes et des rois
Fus persécuté sans relâche,
Et mourus enfin sur la croix ;

Dresse nos doigts à la bataille,
Dispose nos mains au combat,
Qu'ici-bas rien ne nous travaille,
Soutiens notre cœur s'il s'abat.

Exécuteur de la justice,
Allez dresser votre poteau,
Préparez pour le sacrifice
Cordes, fers, rames et couteau.

Nous craignons peu cet attelage
Et nous mépriserons vos coups,
Vous présentant avec courage
Epaules, bras, têtes et cous.

Mais souffrez que pour un préalable
Que, fléchissant notre jarret,
Nous fassions l'amende honorable
Que nous ordonne notre arrêt.

Seigneur, nous confessons sans peine
Que nous sommes de grands pécheurs,
Qui ne méritons que ta haine,
Si tu n'as égard à nos pleurs.

Divin Jésus, ton Fils unique,
A son sang nous avons recours,
Esprit-Saint, vois la troupe inique,
Nous péririons sans ton secours.

Mais quel feu dans nos cœurs s'allume ?
Jésus nous dit : En vérité,
C'est par la coupe d'amertume
Qu'on parvient à l'éternité.

Allons donc avec confiance
Par le chemin de notre Roi,
Mourons pour notre conscience,
Et nous vivrons selon ta loi.

Et vous, notre roi sur la terre,
Dont les suprêmes volontés
Nous donnent la paix ou la guerre,
Ou vos mépris ou vos bontés !

Recevez ici notre hommage,
Nos corps et nos biens en tous lieux
Sont à vous sans aucun partage,
Mais nos âmes ne sont qu'à Dieu.

Notre plaisir serait le vôtre
Si, suivant votre intention,
Pour notre Dieu comme le vôtre,
Vous souffriez la dévotion.

Pardonnez notre préférence
Pour notre Seigneur souverain,
Vous lui devez la déférence,
Votre couronne est en sa main.

Venons à vous, sénat auguste,
Qui, selon la rigueur des lois,
Jugez les méchants et les justes
Suivant le bon plaisir du roi.

Lavez vos mains dans l'innocence,
Sous vos arrêts, quoiqu'inhumains,
Nous souffrirons avec constance,
Avec la grâce dans nos mains.

Nous pardonnons votre faux zèle,
Votre erreur et vos passions ;
Sur vous le Christ qui nous appelle
Excite nos compassions.

Et vous, aveugle populace,
Tyrans des rois en raccourci,
Qui ne savez ce qui se passe,
Nous vous pardonnons tous aussi.

Grand Dieu ! dissipe le nuage,
Fais voir à tant d'aveugles-nés
La vérité de ton langage,
Et leurs cœurs seront éclairés.

Cher ami, courons à la gloire,
Conduis-nous au char triomphal;
Nous sommes sûrs de la victoire
Sous les yeux d'un grand général.

Ah! que notre armée est brillante,
Qu'ils sont faibles nos ennemis!
Chariots de troupes éclatantes,
Chérubins, anges, nos amis.

Avec votre portrait sensible,
Retirez-vous, faibles flatteurs,
Nous n'adorons que l'Invisible,
Lui seul est maître de nos cœurs.

Retirez-vous, sombres Furies,
Nos mépris ne sont que pour vous;
Laissez-nous immoler nos vies
A Celui qui mourut pour nous.

Cher pasteur, donnez-nous l'exemple,
Montez hardiment au poteau,
Ouvrez-nous la porte du temple
Où l'on n'adore que l'Agneau.

Par cette échelle mystérieuse
Que l'on dresse ici sous vos yeux,
Vous fuirez la mer périlleuse
Et vous monterez droit au cieus.

LE PASTEUR.

Mon doux Jésus, qui me rends digne
De souffrir pour toi dans ce jour,
Je reçois cette grâce insigne
Comme un effet de ton amour.

Anime, soutiens, fortifie
Tous ceux que tu m'avais donnés,
Fais que ton sang nous purifie,
Et que nous soyons couronnés.

Que notre sang soit la semence
D'une heureuse postérité,
Qui produise avec abondance
Les doux fruits de la vérité.

Battez, tambours, sonnez, trompettes,
Enlevez à nos saints discours
Contre l'enfer maintes conquêtes
Que nous faisons sur les plus sourds.

Ne pleure point, peuple sensible,
Sur nous, que tu vois triomphants;
Sur ta perte presque infaillible
Pleure, gémis sur tes enfants.

Seigneur Jésus, Sauveur propice,
Le chemin que tu nous montras
Nous conduit à ce sacrifice,
Reçois notre âme entre tes bras.

COMMEL, aîné des frères (1).

Emules d'un si beau modèle,
Voyez notre pasteur pendant;
En expirant il nous appelle,
Suivons-le tous d'un cœur ardent.

Frères, montons sur le théâtre,
Que chacun me suive à son tour
Et, comme moi, pense à combattre
Et vaincre le monde en ce jour.

Grand Dieu! ta volonté soit faite,
Reçois l'esprit que je te rends.
Frappe, bourreau, tranche ma tête:
Intrepide, je t'attends.

SARRADON, second des frères.

Ah! cher Comel, je vois ton âme
Plus brillante que le soleil;
Son éclat m'anime et m'enflamme
De désir pour un sort pareil.

Ta tête bondit d'allégresse,
Ton sang sautille à gros bouillons;
Par son cours rapide il s'empresse
De fertiliser nos sillons.

Je viens à toi, daigne m'entendre,
Belle âme, je cours sur tes pas.
Jeune Lourmade, frère tendre,
Viens à nous et ne tarde pas.

Ferme les yeux à tant d'amorces
Dont je te laisse environné,
Méprise l'enfer et ses forces,
Si tu veux être couronné.

Fidèle à ton Dieu, persévère
Jusqu'à la mort, cher Benjamin;
Suis le sang de notre cher frère,
Le mien va suivre son chemin.

A notre âme, ô Dieu, sois propice,
Soutiens-nous, Sauveur tout-puissant,
Accepte notre sacrifice,
Nous mourons en te bénissant.

LOURMADE, troisième frère.

Cher Sarradon, je te contemple,
Ton âme fait avec ardeur

(1) On a déjà vu (t. II, p. 185) que les trois frères Grenier se nommaient Commel, Sarradon et Lourmade.

Le chemin de Comel au temple,
Ouvert par notre cher pasteur.

Attendez-moi, chères compagnes,
Je cours à vous, ferme, constant ;
Je vais terminer nos campagnes
En intrépide combattant.

Laisse-moi, prêcheur incommode,
Tous tes discours sont superflus ;
Si ma foi n'est pas à la mode,
Laisse-la, ne m'en parle plus.

Je sais, sans que tu me le dises,
Que tu sers même Dieu que moi ;
Mais j'abhorre les marchandises
Dont tu voudrais charger ma foi.

Je sers Dieu suivant sa Parole,
Lui seul j'adore dans le ciel ;
Des saints apôtres le symbole
De ma foi fait tout l'essentiel.

J'honore mon roi comme maître
Du corps, des biens de ses sujets,
Image du souverain Maître,
Je lui rends mes plus grands respects.

Nulle puissance sur la terre
N'ébranle ma fidélité ;
Partout, soit en paix, soit en guerre,
J'agis avec sincérité.

Mais si, contre l'ordre suprême,
Nous nous joignons pour prier Dieu,
Les apôtres, Jésus-Christ même
L'ont fait avant nous en tout lieu.

Nous croyons tous, tant que nous sommes,
Qu'on doit obéir de bon cœur [mes,
À notre Dieu plutôt qu'aux hommes,
Saint Pierre garanti d'erreur.

Je fuis, j'abhorre, je déteste
Vos vaines superstitions,
L'idolâtrie manifeste,
Des aveugles les traditions.

Après les confessions faites,
Cessez vos faibles arguments,

Je vais finir avec mes frères
Cette vie et tous mes tourments.

Et toi, grand Dieu, qui fortifies,
Mon esprit, ma langue et mon cœur,
Cette âme que tu justifies,
Couronne-la par ta faveur.

Approche, l'ami de mon âme,
Viens la tirer de la prison ;
Vois Jésus-Christ qui la réclame,
Exauce, ô Dieu, mon oraison !

Digne pasteur, vaillant Rochette,
Héros, martyrs persévérants,
Recevez le prix de vos têtes,
Montez au ciel en conquérants.

Le Roi qui voit votre victoire
Vous en ouvre les grands portaux,
Il vous appelle dans sa gloire,
Pour couronner vos saints travaux.

Avec l'Eglise triomphante
Chantez sans cesse à l'Eternel,
Avec l'Eglise militante
Implorez son soin paternel.

Et vous, forcés, dont la constance
Suit encore même chemin,
Votre seule persévérance
Peut vous conduire à même fin.

Bourreau, découvre notre épaule,
Marque-la de tes fers brûlants ;
Avec l'Esprit qui nous console
Nous n'en serons que plus ardents.

Chaines infernales, galères,
Coups barbares et inhumains,
Sur nos corps soumis et sincères
Vous agissez toujours en vain.

L'ÉGLISE.

Seigneur, à de si beaux modèles
Attache nos yeux et nos cœurs,
Fais qu'à ta loi toujours fidèles
Nous mourions du monde vainqueurs.

Jugement ordonnant la démolition du temple protestant de Saint-Maixent (1685).

MM. Jaubert et E. Montet, pasteurs à Niort, voulant nous prouver leur zèle pour l'œuvre de la Société, se sont appliqués à rechercher dans leur ville les nombreux documents qu'ils croyaient devoir s'y trouver, soit sur

les commencements mêmes de la Réforme, dont le Poitou fut un des centres les plus importants, soit sur les persécutions dont cette province fut plus tard le trop fameux théâtre. Mais ils ont reconnu avec douleur que la presque totalité des intéressantes archives de leur chef-lieu préfectoral a disparu dans le funeste incendie qui dévora les bâtiments de la Charité, à Niort, dans la nuit du 19 au 20 décembre 1803. Des personnes qui ont conservé le souvenir des richesses ensevelies dans ce désastre leur ont assuré que l'histoire du protestantisme a perdu là des sources abondantes, de rares trésors. Il y a d'autant plus d'intérêt à recueillir le petit nombre de documents dispersés çà et là et qui ont pu échapper aux flammes. C'est à ce titre que nos correspondants nous ont transmis la pièce suivante :

Jugement souverain rendu par Monseigneur de Lamoignon, intendant du Poitou, dans le présidial de Poitiers, pour la démolition du temple de Saint-Maixent, le 5 avril 1685.

Ce jugement, rendu entre le procureur du Roy au présidial de Poitiers, demandeur et accusateur, d'une part, — et 1^o François Constant, pâtissier, nouveau converty ; 2^o Pierre Moizen, écuyer, sieur de La Roche L'Angerie, René Melin, et Pierre Pomier, ministres de ceux de la R. P. R. à Saint-Maixent ; 3^o Jacqueline Chartier, femme de Georges Barrault ; 4^o et Jean Durivault et Marie Durivault, sa fille ; tous défendeurs et accusés, d'autre part ;

Porte que, de l'avis des sieurs présidiaux, par sentence prononcée en dernier ressort et sans appel, lesdits François Constant et Jacqueline Chartier, sont déclarés bien et dûment convaincus du crime de relaps, et pour réparation les condamne à faire amende honorable devant la principale porte de l'église de Notre-Dame la Grande de ceste ville de Poitiers, nus en chemise, la corde au col, tenant dans leurs mains une torche ardente du poids de deux livres, et là, étant à genoux, dire et déclarer qu'après avoir fait profession de la religion catholique apostolique et romaine, ils ont, au mépris d'icelle, témérairement et scandaleusement retourné aux exercices de ceux de la R. P. R. dans leurs temples, dont ils se repentent, et en demandent pardon à Dieu, au Roy et à Justice. Et ce fait, ils ont été bannis à perpétuité hors du royaume ; et, conformément à la Déclaration du Roy du mois de novembre 1680, le mariage d'entre Jacqueline Chartier et Georges Barrault a été déclaré non valablement contracté, et les enfants, si aucuns il y a dudit mariage, illégitimes et incapables de succéder aux biens meubles et immeubles de leurs père et mère.

Ordonne en outre que le temple dudit Saint-Maixent, dans lequel lesdits Constant et Jacqueline Chartier ont été reçus, sera, conformément à l'arrêt du conseil, du 17 juin 1682, démoli par ceux de la Religion prétendue réformée, dans quinzaine pour tout délai.

Et, en ce qui regarde lesdits Moizen, Jean et Marie Durivault, ceux-ci sont mis hors de cour.

Donné et fait en la chambre du Conseil du présidial de Poitiers, le jeudy cinquième jour d'avril 1685, où estaient les sieurs Riveau, lieutenant particulier, Razay, Thorum, Legier, Derazes, Milon, Texier, Routin, Degennes, rapporteur, Repin, Leliepvre, Pelisson et Thoreau, tous conseillers du Roy et juges magistrats audit siège.

Signé : BOUZEIR C..., greffier.

Dépossession des anciens consistoires de la Guienne, au profit des hôpitaux de Périgueux (1696).

M. le Pr Vidal, de Bergerac, nous communique un document qui montre combien le protestantisme a été florissant en Guienne et en même temps par quels procédés l'on est parvenu, non pas à l'extirper complètement, mais à diminuer considérablement le nombre des réformés dans ces contrées, et même à l'évincer de plusieurs localités importantes qui ne comptent plus aujourd'hui un seul protestant et qui alors étaient le siège d'un consistoire. « J'ai eu, nous écrit-il, l'original de ce document entre les mains, et je vous en adresse une copie très exacte, en attendant d'autres envois que j'espère être en mesure de vous faire, pour vous marquer le vif intérêt que je prends à l'œuvre de la Société. »

Voici cette pièce. Nous en avons déjà publié d'analogues t. I, p. 482, et t. II, p. 232 :

Brevet en faveur des hospitaux de Périgueux de don des biens de plusieurs Consistoires du diocèse de Périgueux.

Aujourd'hui, 10 du mois de décembre 1696, le Roy étant à Versailles, s'étant fait représenter son Edit du mois de décembre 1689, par lequel Sa Majesté auroit, entre autres choses, déclaré qu'elle disposeroit des biens qui appartenoient aux Consistoires de ceux qui étoient de la religion prétendue réformée, ainsi qu'elle jugeroit à propos pour l'avantage de la religion catholique, ou en faveur des pauvres, sur les avis des seigneurs archevêques et évêques, intendans et commissaires départis en ses provinces, ensemble les états des biens des Consistoires qui étoient aux villes et lieux de Bergerac, Mussidan, Laforce, Montcarret, Louchat, Le Fleix, Le Bugo, La Linde, Clairans, Montignac et Limeuil, à l'avis du Sr évêque de Périgueux et du sieur De Besous, conseiller d'Etat et intendant en la généralité de Bordeaux, sur leur destination, Sa Majesté a accordé et fait don à l'hôpital de la manufacture et à celui des malades de la cité de Péri-

gueux, chacun par moitié, de tous les biens desdits Consistoires, ensemble ce qui peut leur être dû d'arrérages, dont les administrateurs feront le partage ainsi qu'ils l'estimeront à propos, pour jouir et disposer par lesdits hôpitaux de tous ces biens comme de chose à eux appartenant, à condition de satisfaire aux charges dont ils peuvent être tenus, m'ayant Sa Majesté, pour témoignage de sa volonté, commandé d'en expédier le présent Brevet qu'elle a signé de sa main et fait contresigner par moi son secrétaire d'Etat et de ses commandements de finances.

Signé : LOUIS.

Signé : PHÉLIPPEAUX.

« Bergerac, Laforce, Montcarret et Le Fleix sont les seuls des endroits désignés dans le Brevet comme possédant un Consistoire, où le protestantisme se soit conservé. Quant aux autres, il en a complètement disparu. Cependant, en ces derniers temps, on a découvert quelques protestants à Mussidan; ils doivent être évangélisés par le pasteur que le Consistoire de Bergerac a placé tout récemment à Périgueux avec le concours de la Société centrale, pour desservir cette Eglise naissante, qui fut officiellement rattachée à la Consistoriale de Bergerac, il y a déjà quelques années, par une décision du Ministre des cultes. »

F. V.

Non-existence civile des protestants du Désert (1781).

Nous avons montré par divers exemples comment se réglait, sous le régime de la révocation de l'Edit de Nantes, l'état civil des protestants demeurés en France (t. I, p. 233; t. II, pp. 476, 507). Il va sans dire qu'ils ne pouvaient faire de transactions légales en leur qualité de protestants, puisqu'ils *n'existaient point* aux yeux de la loi. On va voir par la pièce suivante, que nous communique M. le Pr Ladevèze, comment et en quels termes ces « morts civilement » devaient, à titre de gens *issus de parents ayant professé la R. P. R.*, obtenir du roi l'autorisation d'aliéner leurs biens. La personne ci-après dénommée, mademoiselle Gervais, de Nîmes, était la seconde femme de M. Gal-Ladevèze, qu'elle avait épousé le 30 décembre 1777. On comprend qu'elle ne pouvait figurer dans ce document que comme fille, son mariage étant illicite et non avenu.

Brevet de permission de vendre pour la demoiselle Gervais.

Aujourd'hui huit juin mil sept cent quatre vingt un, le Roi étant à Versailles, la Dem^{elle} Marie Gervais habitante de Vignes a représenté à Sa Majesté qu'elle désirait vendre un bien situé dans la paroisse de

Vignes et de Mandregout, pour rembourser pareille somme qu'elle doit à sa tante; mais qu'étant issue de parens qui ont professé la religion prétendue réformée elle ne peut faire cette vente sans la permission de Sa Majesté, qu'elle a très humblement suppliée de vouloir bien la lui accorder. A quoi ayant égard, vu l'avis du sieur intendant de Languedoc, Sa Majesté a permis et permet à la Dem^{elle} Gervais de vendre ledit bien à la charge par elle d'en employer le prix à payer ce qu'elle doit à sa tante; sans que pour raison de ce on puisse lui imputer à l'avenir ni à ses acquéreurs aucune contravention aux édits et déclarations concernant la religion prétendue réformée, de la rigueur desquels Sa Majesté les a relevés et relève pour ce regard seulement par le présent brevet, que pour assurance de sa volonté elle a signé de sa main et fait contresigner par moi secrétaire d'Etat et de ses commandemens et finances.

Signé : LOUIS.

Contresigné : AMELOT.

LISTE DES MEMBRES ET SOUSCRIPTEURS DE LA SOCIÉTÉ.

(Suite.)

- | MM. | MM. |
|---|--|
| 1251. MOZIMAN, P., à Sablailrolles par Brassac (Tarn). | 1277. MÉJEAN (Gustave), à Paris. |
| 1252. LOUP (D.-Julien), membre du Conseil général, à Vabre (Tarn). | 1278. DELON, 4, r. des Déchargeurs, à Paris. |
| 1253. BARBEZAT, P., à Rançon (Haute-Vienne). | 1279. HIRTH (Jean), 32, r. du Sentier, id. |
| 1254. BARNAUD, instit., à Thiat, id. | 1280. WEISS, 37, id. |
| 1255. BERTRAND, à Bellac, id. | 1281. DOBLER, consul de Suisse, à Lyon (Rhône). |
| 1256. CHEVALIER (Mme), à Roussac, id. | 1282. GORFF (Adolphe), 13, r. de Berlin, Paris. |
| 1257. JANTY, instit., id. | 1283. LAUTH, notaire, à Strasbourg (B.-Rh.). |
| 1258. JUSNEL, id., à Belledent, id. | 1284. LAGET (Eug.), 16, r. du Grand-Couvent, Nîmes (Gard). |
| 1259. LEMAIRE, id., à Rançon, id. | 1285. SERS (Louis), 55, r. des Sts-Pères, Paris. |
| 1260. HERING, docteur-médecin, à Strasbourg (Bas Rhin). | 1286. STEINER (Louis), Ste-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin). |
| 1261. VEISAZ (Jules), à Bryonne (B.-Pyrénées). | 1287. SALLÉS, P., à Segonzac (Charente). |
| 1262. PÉRIER (A.), P., à Caveyrac (Gard). | 1288. SARRADON, ministre du saint Evangile, à Valleraugue (Gard). |
| 1263. KRAFFT (Edouard), ingénieur civil, 8, quai St-Nicolas, à Strasbourg (B.-Rh.). | 1289. GOFFARD-TORRAS (Mme Eug.), 36, rue Godot-de-Mauroy, Paris. |
| 1264. <i>Le Conseil presbytéral de l'Eglise réformée</i> , à Montpellier (Hérault). | 1290. THOMAS (Aug.), m. du saint Evangile, à Genève (Suisse). |
| 1265. PACÉZY (Jules), maire de la ville, à Montpellier (Hérault). | 1291. GABRIAC (Guy-Paulin), Châtillon-en-Diois (Drôme). |
| 1266. JACOB (J.-L.-C.), libraire, à La Haye (Pays Bas). | 1292. <i>Le Conseil presbytéral de l'Eglise réformée</i> , à Eymet (Dordogne). |
| 1267. TROCQUEMÉ (Jacob), à Jeancourt (Aisne). | 1293. DURÉE, propriétaire, à Menestier, par Bergerac (Dordogne). |
| 1268. AUDEBEZ, P. r. du Jeudi, à Alençon (Orne). | 1294. JACKSON, 70, aven. des Champs-Élysées, Paris. |
| 1269. <i>Le Conseil presbytéral de l'Eglise réformée</i> , à Meux (Seine-et-Marne). | 1295. DE PIETRI, à Montpellier (Hérault). |
| 1270. SALVAING, P., à St-Jean-du-Gard (Gard). | 1296. ARNAUD, négociant, à Nîmes (Gard). |
| 1271. FERNAND, évêque, à Fouqueure, par Aigre (Charente). | 1297. <i>Le Conseil presbytéral de l'Eglise réformée de St-Antoine</i> (Tarn-et-Garonne). |
| 1272. BLIN, à Fouqueure, par Aigre (Charente). | 1298. ROBERT (D.), P., à Mazamet (Tarn). |
| 1273. LEPLAN, instituteur, à Mansle, par Aigre (Charente). | 1299. ROCHE, juge de paix, à Crest (Drôme). |
| 1274. MAUBOY, P., à Mansle, par Aigre (Char.). | 1300. PEYRE (Mlle), à Toulouse (H.-Garonne). |
| 1275. <i>Le Consistoire de l'Eglise de la confession d'Augsbourg</i> , à Ste-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin). | 1301. <i>Le Conseil presbytéral de l'Eglise réformée</i> , à Quincy-Segy (Seine-et-Marne). |
| 1276. DE BOURDAGE (Josué), aux forges de Montison, par Laroche-foucauld (Charente). | 1302. LAWTON (Mme William), 52, r. Ferrère, à Bordeaux (Gironde). |
| | 1303. VAISSETTE, P., à Chalançon (Ardèche). |

1304. MORIN-REBOUL, 2, port des Cordeliers, à Lyon (Rhône).
 1305. *Le Consistoire de l'Eglise de la confession d'Augsbourg du Temple-Neuf*, à Strasbourg (Bas-Rhin).
 1306. LAFON (Paul), P., à Roubaix (Nord).
 1307. ENCONTRE (A.), P., à Bréau, par le Vigan (Gard).
 1308. REINWALD, libr., 15, r. des Saints Pères. Paris.
 1309. FLAMAND, P., à Blamont. par Pont-de-Roide (Doubs).
 1310. DE ST-MARTIN (Mme), au Havre (Seine-Inférieure).
 1311. VAUTIER (Emile), 31, quai St-Antoine, à Lyon (Rhône).
 1312. FAURE, notaire, à Valdrôme (Drôme).
 1313. *La Société de l'Instruction mutuelle de Montpellier* (Hérault).
 1314. *Le Conseil presbytéral de l'Eglise de la confession d'Augsbourg*, à Buhl (B.-Rh.).
 1315. BLOESIVS, P., à Wasselonne (Bas-Rhin).
 1316. PRÉVOST, nég., à Pont-Audemer (Eure).
 1317. X., par Dumoulin, 13, quai des Augustins.
 1318. TASALLE (Mlle), 18, rue Lassier, à Pau (Basses Pyrénées).
 1319. *Le Conseil presbytéral de l'Eglise réformée*, à Larochechalais (Dordogne).
 1320. PORTAL (le baron) anc. conseiller d'Etat hon., 8, rue d'Anjou-St-Honoré. Paris.
 1321. LACHARD, 30, r. Basse-du-Rempart. Paris.
 1322. GOURJON (H.), P., à Montilly, par Flers (Orne).
 1323. OLIVIER, chef d'inst., à Ganges (Hérault).
 1324. DETLOFF, libr. Bahnmaier, à Bâle (Suisse).
 1325. GARRISON (Gustave), à Montauban (T.-et-Garonne).
 1326. CHAVANNES (Jules), ministre de l'Evang., à Vevay (Vaud. Suisse).
 1327. *Bibliothèque religieuse*, au Locle (Neuchâtel. Suisse).
 1328. BENOIT, P., à Moissac, par le Pompidou (Lozère).
 1329. SIBATIER, P., à Sainte-Agrève (Ardèche).
 1330. MORDANT-LESAGE, à Autrétoit, par Yvetot (Seine-Inférieure).
 1331. MASMONTET (Ernest), à Monestier, par Sigoules (Dordogne).
 1332. CAZELLE, receveur général des finances, à Gap (Hautes-Pyrénées).
 1333. CHAPUIS (Ch.), banquier, à Annonay (Ardèche).
 1334. COLOMB (O.), à Privas (Ardèche).
 1335. PONVERT (Gustave), avocat, 5, rue Christine. Paris.
 1336. DE QUATREFAGES, membre de l'Institut, 36, quai de B. thune. Paris.
 1337. ASHTON, chez M. Schedlock, P., 12, rue d'Alger. Boulogne-s.-mer (P.-de-Calais).
 1338. SCHWALB, pour le Conseil presbytéral de Barr (Bas Rhin).
 1339. MÉJAN-BENOIT, r. Cyprée, à Nîmes (Gard).
 1340. PIERRE (Albert), r. des Tondeurs, à Nîmes (Gard).
 1341. DE ROUVILLE, rue du Chapitre, à Nîmes (Gard).
 1342. GOLDSMITH (Mme Amélie), 1, quai Malaquais. Paris.
 1343. *Le Consistoire de l'Eglise de la confession d'Augsbourg*, à Paris.
 1344. DAVAINE VAN AUTREVEK, propriétaire, à Saint-Amand-les-Eaux (Nord).
 1345. RAVIER, pour l'Union chrét. des jeunes gens, 15, rue Grignan. Marseille (Bouches-du-Rhône).
 1346. ROUEMONT (Mme Léopold de), à Schadau, pres Thoun, canton de Berne (Suisse).
 1347. *Le Conseil presbytéral de l'Eglise réformée*, à Guebwiller (Haut-Rhin).
 1348. BOISSY-D'ANGLAS (Mme), à Annonay (Ardèche).
 1349. DU RIEUX, secrét. du cab. du ministre président, 39, Taubentrasse, à Berlin (Prusse).
 1350. *Le Conseil presbytéral de l'Eglise protestante*, à Oran (Algérie).

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

LE CONSEIL DE LA REINE DE NAVARRE A LA ROCHELLE.

ORDONNANCES ET DÉLIBÉRATIONS INÉDITES.

1569-1570.

[Description et extraits communiqués par M. J. de Gaulle, de la *Société de l'Histoire de France*.]

Parmi les documents conservés aux Archives impériales, section historique, série K, carton 400, n° 53, on remarque plusieurs pièces d'un grand intérêt pour l'histoire du protestantisme au XVI^e siècle. Nous pourrions indiquer d'abord une expédition authentique du traité de paix conclu, le 23 septembre 1576, entre les députés catholiques et ceux de la religion réformée du comté de Venisse (comtat venaisin) et archevêché d'Avignon

(liasse 4-20), et un autre traité du roi de Navarre et du prince de Condé avec le duc Jean-Casimir de Bavière, comte palatin, portant la date de 1577 et un peu antérieur à l'Edit de pacification de Poitiers du mois de septembre de la même année. Suivant une note attachée à ce dernier acte, le traité des princes avec Jean-Casimir aurait été inconnu à de Thou et aux autres historiens contemporains; nous n'avons pas vérifié le fait, mais nous avons peine à croire que ce traité soit resté inédit. Ce qui nous a paru plus curieux à cause des renseignements qu'on y peut trouver sur l'histoire intime de la Réforme, ce sont six cahiers contenant les minutes des mandements et lettres de Jeanne d'Albret, reine de Navarre, et du roi Henri, son fils, depuis 1567 jusqu'en 1579 (1), et surtout un septième cahier intitulé : *Registre des ordonnances et délibérations du conseil estably près la reine de Navarre à la Rochelle, 1569-1570.*

Ce dernier cahier ou registre, dont la fin manque, contient, dans son état actuel, vingt-deux feuillets ou quarante-quatre pages, outre le premier feuillet resté en blanc, mais en y comprenant les deux derniers qui sont détachés. Il commence au 1^{er} juin 1569, et la séance du conseil mentionnée au dernier feuillet est du 3 août 1570. Un assez grand nombre des délibérations sont restées en blanc, surtout au commencement des registres, et celles qui s'y trouvent consignées se rapportent, en général, aux affaires financières du parti protestant. Elles nous paraissent toutefois intéressantes en ce qu'elles font connaître les noms des personnes qui composaient le célèbre conseil de La Rochelle, et révèlent en même temps beaucoup de faits, secondaires à la vérité, mais précieux à recueillir, parce qu'on n'en trouverait pas la trace ailleurs. A ce titre, on jugera sans doute utile que nous produisions ici des extraits textuels de ce document.

La première page écrite commence ainsi :

« Du premier jour de juing 1569, au conseil tenu à La Rochelle, Messieurs de Fors (2), Compaing (3), Bouesse (4), Savignac et le maire, présens. »

(1) Ces six cahiers de minutes de mandements se suivent ainsi dans l'ordre chronologique, avec des intervalles assez considérables : 1. Mai 1567. — Avril 1568. — 2. Janvier, février et premiers jours de mars 1571. (Ce second cahier est enveloppé d'une feuille blanche sur laquelle on lit : *Registre des trois cahiers n° XXVIII.*) — 3. Mars, avril et mai 1571. — 4. Août, septembre et octobre 1571. — 5. 1577. — 6. 1579. — Au cinquième cahier sont attachées les minutes de deux ordonnances de Henri, roi de Navarre, datées l'une et l'autre d'Agen, le 3 janvier 1577, et relatives « à l'ordre qui se doit mettre et establir dans sa maison, pour le bien de ses affaires et la distribution de ses finances. » Ces deux minutes, chargées de ratures, sont signées Henry.

(2) Charles Poussard de Fors, qui avait épousé Marguerite Girard de Basoche.

(3) Nicolas Compaing, sieur de Villette et de Fresnay, chancelier de Navarre.

(4) Jean d'Escodéca, baron de Boisse ou Bouesse, en Périgord, à qui fut confié le gouvernement de Pons, après que Piles s'en fût rendu maître. Il se distingua à la bataille de Coutras. Son fils Pierre joua un rôle important sous Louis XIII.

Cette mention est suivie d'un intervalle destiné à indiquer l'objet de la délibération du conseil. Des mentions semblables, suivies également d'intervalles, constatent la réunion du conseil les 4, 6, 7, 8, 9 et 10 juin. Les membres présents sont, outre les précédents, MM. du Vigen ou du Vigean, Quincerot et Soubize.

« Du samedi ^x^e jour de juing 1569, au conseil tenu à La Rochelle, Messieurs du Vigen (1), de Fors, Compaing, Savignac et Quincerot, présents.

« Est ordonné que les fermiers de la coustume ne prendront aucun droit pour raison des vivres qui sortiront hors le havre de ceste ville pour l'avitaillement des navires de guerre de la royne d'Angleterre, et sera desdits ausdits fermiers ce à quoy se pourra monter le droict qu'ils pouroient prendre sur telles choses. »

« Du lundy treziesme jour de juing 1569, au conseil tenu à la Rochelle, présens Messieurs du Vigen, de Fors, de Compaing, de Savignac, le maire, de Quincerot et du Mortier.

« A esté ordonné que l'inventaire des livres... » (Le reste n'a pas été rempli.)

« Du mardy ^{xv}^e du dit mois, présens Messieurs du Vigen, de Fors, Compaing, le maire, de Savignac et de Quincerot.

« A esté ordonné sur le différent d'entre Pierre La Gorsse et.... (2) Donzeil d'une part, et Pierre Salavert d'autre, que les juges et consuls par devant lesquels pend le procès d'entre eulx porteront au premier conseil le dit procès pour, icelluy rapporté, estre ordonné sur les fins requises par les dits Gorsse et Donzeil, comme il appartiendra par raison.

« Mandé à Monsieur de Barbezières qu'il délivre ès mains des commissaires deputed à la recherche des biens ecclésiastiques deux cloches qu'il a en sa maison, et tout ce qu'il aura de biens de ceste nature.

« Mandé à Monsieur de Pardeilhau qu'il laisse, en sa présence ou de deux hommes qu'il depputera, parler ensemble au port de Blaye Guillaume de Lort, de la religion, habitant à La Rochelle, et Antoine de Lort, son frère, papiste, habitant à Bourdeaux, pour traicter de quelques achaps du sol de la cause, sans parler d'aucune chose qui préjudicie au service du Roy et de la cause.

« Ung saufconduict et ung aultre audit Antoine à mesmes fins. »

« Du quinziesme jour de juing, Messieurs de Fors, de Compaing, le maire, de Quincerot et Le Blanc, présens »

(En blanc.)

(1) François Du Fou, baron du Vigean, un des chefs les plus influents et les plus considérés du parti huguenot.

(2) En blanc.

« Du xvi^e jour de juing, Messieurs de Fors, de Compaing, le maire, de Quincerot et du Blanc, présens. »

« A esté arresté qu'il sera ordonné au sieur du Mortier (1) de mettre en vente le galion appelé de *Candale*. »

« Du xvii^e jour de juing, Messieurs du Vigean, de Fors, de Compaing, le maire, de Quincerot, du Blanc et du Mortier. »

(En blanc.)

« Du xviii^e jour de juing, Messieurs du Vigean, de Fors, de Compaing, de Quincerot et du Blanc, présens. »

(En blanc.)

« Du lundy, xx^e jour de juing 1569, au conseil tenu à La Rochelle, Messrs du Vigen, de Fors, Compaing, Maire, Quincerot et Le Blanc, et lieutenant de Bergerac, présens. »

« A esté ordonné qu'il sera deslivré au commis de Coluroel pour démonstrer de plus en plus (2) que le conseil a de satisfaire entièrement au contract faict ou passé avecq la Royne d'Angleterre, toutes provisions nécessaires par lesquelles sera deffendu aux commissaires des isles de Ré, d'Oleron, Marempnes, Brouage et aultres lieux, de ne charger aucun marchant anglois du sel, si ce n'est par le consentement du commis dudit Coluroel. »

« Est accordé et permis à Jehan Dorgnios d'enlever en Brouage ou Marempnes vingt cens de sel, pour le transporter où bon luy semblera, en paiant à la cause la somme de cinq cens livres tournois; et en raportant acquiet de ladite somme, passeport luy sera expédié. »

« Du mardy, xxi^e jour de juing 1569, au conseil tenu à La Rochelle, Messrs de La Noue, de Fors, du Vigean, de Compaing, maire de La Rochelle, Le Blanc, Quincerot et Des Mortiers, présens. »

(Permis à Jehan Dorgueil d'enlever vingt cens de sel en payant 500 l. t.)

« Du mercredi, xxii^e jour de juing.... »

(Autre délibération relative à la vente du sel.)

« Du jeudy, xxiii^e juing, au conseil tenu à La Rochelle, Messrs de Fors, Compaing, maire de La Rochelle, Quincerot, Le Blanc et lieutenant de Bergerac, présens. »

« Après que le fils de François de Salenove, de Fontenay, a esté ouy en la présence de Jehan Michau, commissaire, sur l'empeschement et trouble par eux donnés à la vendition de quelques meubles d'un papiste, a esté ordonné que ledit François de Salenove comparoistra en personne dans huic-

(1) Sans doute le même que Pierre Du Bouchet, sieur Des Mortiers, qui figure ci-après. Il fut commis, avec Jean Coras, à la vente des biens ecclésiastiques confisqués.

(2) *Suppl.* : le désir ou la volonté.

taine avecq sondit fils, lequel est eslargy pendant ledit temps, pour après, parties ouyes, leur estre fait droict. »

« Du vendredy, xxiii^e juing... »

[Estienne Chasteau, greffier de Fontenay, rend compte au conseil des sommes consignées entre ses mains pour la vente de biens ecclésiastiques.]

« A esté ordonné que Guillaume Saboys, du pays du Maine, détenu prisonnier depuis sept semaines en l'eschevinage, à la requeste des officiers de l'admiraulté, sera eslargy; et mandé au géollier le mettre hors de l'es-crous, à la charge de sortir hors de ceste ville, ou, s'il y veult demeurer, bailler caution bourgeoise qui respondra pour luy. »

« Du samedy, xxv^e jour de juing 1569..... »

[Le conseil déclare qu'il n'entend pas déroger aux ordonnances de Messieurs les Princes relatives aux droits et impositions sur le sel.]

« Du lundy, xxvii^e jour de juing 1569, au conseil tenu à La Rochelle, Messrs Compaing, Quincerot, le maire, et Le Blanc, présens.

« Le Sr de La Rochesnar (La Roche-Aynard) pour raison de certaine requeste contre luy présentée par Renée Reault, femme de Pierre Prat, marchand de La Rochelle, tendant afin d'avoir restitution d'une quesse plaine d'armes par luy cy-devant prinse, saisie et arrestée en la ville de Nyort lorsqu'il en estoit gouverneur, pour les causes contenues en la sentence contre luy donnée, a esté condempné à la somme de 242 liv. tourn., à quoy ladite quesse a esté estimée, la moitié aplicable à la cause, et l'autre moitié à ladite Reault.

« Du mardy, xxviii^e jour de juing 1569, au conseil tenu à La Rochelle, Messrs Du Vigen, de Fors, Compaing, Quincerot, le maire, Le Blanc, DesMortiers, et aultres, présens.

« Il a esté ordonné que (1) Baudouyn, marchand de ceste ville, pour l'excès commis en la personne d'un sien beau-frère, sera mis es prisons de l'eschevinage jusques à ce qu'aultrement en soit ordonné. »

« Aujourd'huy, xxi^e de juing 1569, au conseil estably près de Messieurs les Princes de Navarre et de Condé, et tenu à Saint-Yriers, auquel mesd. Srs les Princes assistaient. Sur ce qui a esté remonstré que combien que cy-devant pour faire fonds d'une bonne et grande somme de deniers pour estre employez en deux effects nécessaires et pressez, assavoir au payement et solde des estrangiers qui sont venuz pour la deffence et faveur de ceste cause, et aux réparations et fortifications de la ville de La Rochelle,

(1) En blanc.

et pour éviter à la longueur et dilation du recouvrement desdits deniers, Messeigneurs les Princes eussent fait certaines ordonnances contenant une deffence bien expresse à ceux du conseil estably près la Roynie de Navarre et à tous aultres justiciers et officiers estant es villes qui tiennent ce party, de ne s'ingérer et s'entremetre aucunement de la congnoissance des plaintes et doléances de ceux qui sont cotizez au payement des sommes de deniers qui ont esté ordonnées estre levées pour les effects susdis; laquelle ordonnance ladite dame Roynie de Navarre, estant à Taillebourg, auroit tellement approuvée, qu'elle auroit déclaré qu'elle vouloit et entendoit qu'elle fut exactement observée par son conseil, auquel, à ceste fin, elle interdit (*sic*, interdit) la congnoissance desdites plaintes et doléances; toutesfois, contre et au préjudice de ladite ordonnance, mespris et contempnement de l'interdiction de ladite dame, sondit conseil estably près d'elle s'est tellement entremis en la congnoissance de la levée des susdits deniers, que non-seulement il a baillé des délais sur la descision des requestes qui luy ont esté présentées, mais aussy, après un long temps, il a acordé délai de payer, eslargy prisonniers et deschargé et modéré les taxes faictes, chose qui, estant tolérée, ne pouroit qu'apporter sinon une grande confuzion, perte et dommage ausdites finances, et conséquemment un désordre et recullement aux affaires de ceste cause; pour à quoy obvier, et affin que cy-après l'on puisse faire un estat certain tant pour le payement des estrangiers que fortifications de ladite ville de La Rochelle, Messeigneurs les Princes et leur dit conseil ont de rechef interdit et deffendu audit conseil de ladite dame et aultres officiers estant es villes qui tiennent ce party, toute jurisdiction et congnoissance du faict des deniers et finances qui se lèveront, soit d'emprunt, fortifications, ou aultres deniers de quelque nature que ce soit, sur peine de nullité de tout ce qu'ils en auront fait. Et est enjoint au trésorier général de l'armée, ou à M^e Philippe Le Sueur, son commis à La Rochelle, de contraindre tous les cotizés au payement de leurs cottes parts en portions, sellon les roolles et départemens qui luy en auront esté baillez, sans sur ce faire ny avoir aucun esgard aux modérations et descharges qui en pourroient avoir esté faictes par ceux du conseil de ladite dame, lesquelles demeureront nulles et de nul effect et valleur; voullans Messeigneurs les Princes que ceste présente ordonnance soit signifiée aux S^{rs} audit conseil de ladite dame, afin qu'ils n'en puissent prétendre cause d'ignorance; laquelle ils ont voulu signer de leurs mains pour plus ample déclaration de leur intention, et icelle ont fait contresigner à moy huissier. Signé : Henry et Henry de Bourbon. Et plus bas : Robert.

« A esté ordonné que remonstrances seront faictes du jugement donné au conseil de Messeigneurs les Princes, à la requeste des maire et eschevins de La Rochelle, et aussi du jugement donné pour raison du faict des finan-

ces, qui a esté envoyé à M^e Philippe Le Sueur. Et jusques à ce, les exécutions desdits jugemens surçoïront (1). »

« Du mercredi, xxix^e juing 1569, Mess^{rs} Du Vigen, de Fors, Compaign, Quincerot, Le Blanc, Desmortiers, et lieutenant de Bergerac, présens. »

(En blanc.)

« Du jeudy, dernier jour de juing, Mess^{rs} Du Vigen, de Fors, Compaign, Quincerot, Le Blanc et Desmortiers.

« Sur l'adjournement personnel donné à François de Salenove, marchant, habitant de Fontenay-le-Conté, à la requeste de Jehan Micheau, commissaire; après que ledit de Salenove a esté ouy au conseil sur les charges contre luy mises en avant, et qu'il a maintenu n'avoir faict aucune résistance audit commissaire, les parties sont apointées contraires en procès civil et à informer de leurs faictz. Et cependant, est ledit de Salenove eslargy à pur et à plain; à la charge qu'il représentera audit commissaire les meubles qu'il a confessé appartenir à son frère. Sans préjudice de pouvoir informer que sondit frère n'est fugitif ne séditieux. En oultre est ordonné que dedans xv^e ledit de Salenove pressera les comptes du manymement qu'il a eu du magazin estably audit Fontenay, pour les présenter dans ledit terme au conseil. Et pour le regard du bled par luy mis en avant, fera assigner par le premier sergent, sur ce requis, le recepveur Gobain, pour venir respondre sur la recepte des deniers dudit bled, et apporter les actes en vertu desquels ledit bled a esté vendu; pour le tout veu y estre pourveu et ordonné ainsi que de raison.

« Du vendredy, premier jour de juillet, Mess^{rs} du Vigen, de Fors, Compaign, Quincerot, Le Blanc, Desmortiers, et lieutenant général de Bergerac, présens.

« Est ordonné qu'il sera commandé à Griffon, visiteur des navires et marchandises en la ville de La Rochelle, de prendre la charge et tenir registre des marchandises qui entreront en ladite ville, pour la recepte du domaine, jusqu'à ce qu'autrement en soit ordonné.

« Est ordonné que les advocat et procureur de l'admiraulté au siège de La Rochelle auront et prendront doresnavant la charge de se prendre garde des droicts et prouffictz qui apartiennent à la cause, sur les prinses qui se feront sur mer et aultres choses du debvoir et exercice de leur office, en prenant le droict de l'admiraulté. Et à ces fins seront tenus de venir rendre compte tous les samedys de chacune sepmaine du debvoir qu'ils auront faict en ceste charge, et d'apporter le tout par estat au conseil. »

« Du samedy, 11^e juillet... (En blanc.) »

(1) Surseoiront.

« Du lundy, ⁱⁱⁱⁱe juillet, Mess^{rs} du Vigen, de Fors, Compaing, Quincerot, Le Blanc et Desmortiers, présens.

« Cejourd'huy a esté fait commandement au Me commissaire et contre-rolleur de l'artillerie de fere monter deux canons et deux coullevrines de fuz, ferreures et toutes autres choses nécessaires, pour estre prestes à mener par pays.

« Il est mandé à Cristofle du Pin et Pierre Rocher, commissaires des boys de la Grâce-Dieu, de desliver et fere amener xv charretées de boys pour employer à fere flasques et rouages, pour monter canons et bastardes, et contraindre tous charretiers de les amener en paient. »

« Du mardy, ^ve juillet, Mess^{rs} du Vigen, Compaing, de Fors, Quincerot et Le Blanc, présens.

« Sera escript à Mons^r de La Cymandière de mettre quelques gens et munition dans le chasteau de Cannac sur Gironde, d'autant que l'ennemi a deslibéré de s'en emparer.

« Est ordonné que doresnavant tous passeports qui seront expédiés aux marchans pour transporter toutes espèces de marchandises en pays estrangers, bailleront caution pardevant le juge de l'admirauté de n'abuser desdis passeports. »

« Du mercredy, ^{vi}e juillet, Mess^{rs} de Compaing, Quincerot et Le Blanc, présens.

« Après que les commissaires établis en Ré ont remonstré qu'ils ont donné assignation à Gaspard Brux, de ladite isle, pour comparoir au conseil pour respondre sur l'affirme qu'il a des marais de la feue dame de Saint-Vivien, et qu'il n'a voulu comparoir, est ordonné qu'il sera adjourné à comparoir en personne, par le premier sergent sur ce requis, à l'assignation qui luy sera donnée, audit conseil, par ledit sergent; pour, luy ouy, estre procédé ainsi que de raison. »

[Les délibérations des 7, 9, 12, 14, 15, 16 et 18 juillet sont en blanc. Aux noms des membres présens, il faut ajouter celui de La Noue, qui paraît au conseil le mardi 12 juillet, et celui de Boysse.]

« Du mardy, ^{xix}e juillet, Mess^{rs} de La Noue, Compaing, Boysse et Le Blanc.

« Est ordonné que Le Sueur fera fere diligence de fere cryer le domaine du Roy, en ce gouvernement, en afferme; et pour ce fere s'adressera aux juges ordinaires des lieux. »

[Du 20, 21 et 22 juillet, délibérations laissées en blanc.]

« Du samedy, ^{xviii}e, Mess^{rs} de La Noue, Compaing, Boysse, Le Blanc, lieutenant-général, et Desmoutiers.

« Est ordonné que les cappitaines de marine bailleront, par déclaration

signée de leurs mains, les prises qu'ils ont faites, aux officiers de l'administration, pour en faire rapport au conseil. »

[Des 25, 26, 27, 28, 29 et 30 juillet, délibérations en blanc.]

« Du mardi, 1^{re} jour d'août, Mess^{rs} du Vigen, Compaing, Boyse, le maire et Le Blanc, présents.

« Jehan du Breuil a présenté requête disant qu'il a fait arrêter en un village près de Brizembourg, trois cloches qu'il a fait transporter en lieu de sûreté, et peuvent valloir 11 cens liv. t. A esté ordonné qu'il les fera amener en ce lieu pour estre veues et estimées, et luy estre pourveu sur sa dite requête, ainsi que de raison.

« Jehan Blouyn a aussi présenté requête disant qu'il a acheté du capitaine La Touche, lieutenant du Sr de La Cressonnière, quelques cloches prises par ledit La Touche dans le chasteau de La Forest sur Sayvre, et demande permission de les vendre en ceste ville. A esté ordonné qu'il fera amener et conduire lesdites cloches en cedit lieu, pour après luy estre pourveu sur sa dite requête. »

(Des 3, 4, 5, 6, 8, 10, 11, 12, 13 et 15 août, délibérations en blanc.

Les mêmes membres du conseil indiqués encore présents, plus La Mothe et le lieutenant-général.)

« Du mercredi, 17^{me} août, Mess^{rs} du Vigen, Compaing, chancel^{er} de Fors, Le Blanc et lieutenant-général, présents.

« Le capitaine Sorre a remontré [que] les preud'hommes mariniers qui se treuvent à Marempnes et par tous les havres et ports de ce gouvernement de La Rochelle [se plaignent] de ce que les marchans de chacun lesdis lieux s'opposent, lorsqu'il est question et que l'on veut prendre lesdis mariniers pour le service de la cause, alléguans que par ce moien l'on empesche le traficq de marchandise qui leur a esté permis de faire en toute liberté. A esté ordonné que défenses seront faites à tous mariniers venans et abordans tant au havre de ceste ville que par tous les autres lieux maritimes où il y a ports et havres en ce gouvernement de La Rochelle, de partir desdis lieux pour s'embarquer sans l'express congé et permission de la Roynie ou du capitaine Sorre, et à peine de punition exemplaire. »

« Du jeudi, 18^{me} août, Mess^{rs} du Vigen, Compaing, chancel^{er}, de Fors et Le Blanc, présents.

« Sur la requête présentée par Marye Descoieux, à ce qu'il plaise à la Roynie pourvoir à son vivre, attendu la saisie qui est faite de tous ses biens, a esté ordonné que ladite dame Descoieux aura pour son vivre et de sa famille la somme de vi liv. t. de revenu, pour laquelle recevoir la maison de Paransay lui sera deslivrée et baillée, ou autre qu'elle voudra choisir de pareille valeur de vi c. l. Et lui seront deslivrés quelque nombre

de meubles de ceulx qui ont esté saisis, qui lui seront nécessaires pour son usage. »

« Du vendredy xix^e, Mess^{rs} du Vigen, de Compin (*sic*), de Fors, le lieutenant-général, et Le Blanc, présens.

« Le procès fait à la requeste du procureur du Roy contre Le Borrelhier (ou Le Bourrelhier), sommelier de pannetrye de la Roynie, ... Françoise, femme de Pierre Roydson, accusez d'adultère et prisonniers, a esté renvoyé en l'estat, etc., pour estre proceddé au jugement deffinitif, etc. »

« Du dimanche xxi^e, Mess^{rs} du Vigen, Compin, de Fors, Le Blanc, présens.

« Sur la requeste..... faicte par le capitaine Sorre portant offre et consentement que les quatre mille liv. consignez es mains du trésorier-général de la cause, et qui sont en controverse entre luy et le capitaine Blosset, angloys, soyent employez pour le service de la cause..... Sur l'advis du conseil a esté ordonné que ladite somme de quatre mille l. t. sera prinse dudict trésorier-général pour estre employée au service de la cause sur la marine, etc. »

Le reste du feuillet est en blanc.

Le feuillet suivant, dont le recto est également en blanc, ne mentionne aucune délibération du conseil. On trouve au verso la liste suivante :

La Roynie.	M. de Rosny (5).
M. le Conte (4).	M. de Fors.
M. de La Noue.	M. de Longua (6).
M. de Beauvoir (2).	M. du Poyet.
M. de Soubize (3).	M. de Cargeois (7).
M. du Vigen.	M. de Fontrailles (8).
M. de Languillier (4).	M. de Puyvialt (9).

(1) C'est le comte de La Rochefoucauld, François, prince de Marcillac, qui est nommé dans le procès-verbal des séances suivantes, et toujours le premier après la reine.

(2) Jean de Lafin-de-Salins, seigneur de Beauvoir, dont la femme était Béraude de Ferrières. C'est lui qui fut chargé avec Céligny de négocier après la bataille de Moncontour.

(3) Jean de Parthenay de Soubise dit Parthenay-l'Archevêque, qui fut tué dans la cour du Louvre, à la Saint-Barthélemy. C'est le père de la célèbre Catherine de Parthenay.

(4) Jules de Belleville Languillier. (*V. ci-après*, p. 163.)

(5) François de Béthune, baron de Rosny.

(6) De Longua-Barrière.

(7) René d'Avaugour, seigneur de Cargrois, ou Bois-Cargrois, d'une illustre famille de Bretagne.

(8) Michel d'Astarac, baron de Fontrailles et de Marestang, appelé aussi Tonemar, zélé capitaine, qui perdit une jambe à la bataille de Jarnac. Il fut plus tard, en 1590, gouverneur de Guyenne.

(9) Claveau, seigneur de Puyvialt, l'un des plus vaillants capitaines hugue-

M. Douarty (1).	M. Meauce.
M. du Fresnay.	M. le général des Prunes (5).
M. de Vallier.	M. de Lormoye.
M. le baillif d'Orléans (2).	M. le lieutenant de Forclaquier (6).
M. de Francourt (3).	M. de Choisy (7).
M. de La Chassetière (4).	M. de Villiers.

Au feuillet suivant, la mention des séances du conseil reprend au lundi 24 octobre 1569. Depuis cette date jusques et y compris le 4 juillet 1570, on ne trouve d'autre indication que celle des noms des membres qui ont été présents : *au conseil tenu à La Rochelle*; quelquefois *au conseil d'après disner*, chez la Roynie; plus fréquemment *au conseil tenu devant la Roynie*. Ces indications nous fournissent quelques noms qui ne sont mentionnés ni dans les délibérations précédentes, ni dans la liste que nous venons de reproduire. Ce sont ceux de Teligny (8), de Renty (9), Coras (10), le président de Bretagne, le capitaine Sore (11), Vallier ou de Vallier.

« Du vii^e juillet, au conseil tenu à La Rochelle, Mess^{rs} du Vigen, de Fors, de Vallier, général des Prunes, baillif d'Orléans, de Lormoye, président de Bretagne, lieutenant de Forcalquier et aultres, présens.

« Ung mandement à La Vallade, pour fournir et mettre ès mains de Madame de La Rochefoucault ou de Jaurrisson, juge à Vertueil, les quictances de la somme de ix^{cs} ix^s lv. lt., deue par le S^r de Chastellard, Joseph de la Roberterxe, pour faire faire le recouvrement d'icelle, et les deniers qui en

nots, et un de ceux qui furent massacrés dans la cour du vieux Louvre, lorsque commença la Saint-Barthélemy.

(1) Philippe Douarty, ou de Warty, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi, qui fut blessé et amputé, en septembre 1569, au siège de Poitiers.

(2) Jérôme Groslet, sieur de Champbaudoin et de Lisle, bailli d'Orléans, personnage très important, égorgé à Paris à la Saint-Barthélemy.

(3) Barbier, sieur de Francourt, chancelier de la Reine. Choisi avec Bèze, après le massacre de Vassy, pour aller porter au pied du trône les plaintes des réformés. Fut massacré auprès de Coligny dans la nuit de la Saint-Barthélemy.

(4) Brodeau, sieur de La Chassetière, secrétaire des commandements de la reine, adjoint comme négociateur à Jean de Laûn de Beauvoir et à Teligny, après Moncontour.

(5) Etienne Chevalier, sieur de Prunay [*alias* Des Prunes], général de finances, qui fut du nombre des premières victimes de la Saint-Barthélemy.

(6) Sans doute *Forcalquier*.

(7) Guillaume Choisy, sieur de La Jarrie, maire de La Rochelle en 1570, nommé gouverneur de Marans par Condé, le 10 avril 1586.

(8) Le brave et digne gendre de l'amiral Coligny.

(9) Gentilhomme picard.

(10) Le célèbre jurisconsulte Jean Coras, chancelier de la Reine de Navarre, puis conseiller au parlement de Toulouse. Il fut l'une des victimes de la Saint-Barthélemy qui fut exécutée dans cette ville le 4 octobre, près de six semaines après les massacres de Paris.

(11) Le fameux amiral Rochelois.

seront reçeus estre mis ès mains du trésorier de l'armée..... Donné à La Rochelle, le xx^e jour de juing 1570. »

« Du lundy xvii^e juillet, au conseil ; la Royne, Messieurs du Vigen, de Fors, du Poyet, Compaing, Francourt, Vallier, baillif d'Orléans, général des Prunes, de Lormoye, lieutenant de Forcalquier, Choisy, et de Villiers.

« Une ordonnance aux commissaires d'Angoulmois sur le fet des finances,... pour laisser jouyr Anthoine de la Croix, ministre de la Parolle de Dieu, des fruitz, prouffis, revenus, esmolumens, pour la présente année, des prairies de Vautouze et d'Espinatouze, suyvant le don cy-devant à luy fait desdits fruitz.....

« Ung pouvoir au Sr de Languellier du gouvernement de Fontenay et pays tenus souzb l'obéissance du Roy par Messieurs les princes au pays de Poitou. Donné à La Rochelle, le xvii juillet.

« Ung mandement au trésorier de Fontenay... de payer 200 liv. par moys à M. de Languellier, pour son estat de gouverneur.

« Une ordonnance par laquelle ladite dame (la Reine) révoque, casse et adnulle toutes donations, ventes, aliénations, remises, subrogations et fermes faictes par aultres que par les commissaires ordonnés par Messieurs les princes et ladite dame au pays d'Angoulmois, etc.

« Une missive au Sr de Saint-Mesme (1), pour tenir la main à ce que dessus.

« Une commission à M^e Figallet, advocat, à Poitiers, pour se transporter à Thonnay Charente, et illec, prenant tel adjoint que voudra, informer des excès commis tant par les habitans et garnison dudit lieu en la personne de messire de Regnard et M. de Blacons, procéder à l'encontre des coupables par les voyes ordinaires. »

(Suivent quelques ordonnances relatives à la vente des sels et des laines.)

« Ung don fait au conseil à René Bouceron, Sr de Grandry, de tous les rentes, fruitz, prouffitz et émolumens des biens appartenans au Sr de La Gombaudière, en l'île d'Olleron, pour en joyr comme de sa propre chose, et ce moyennant qu'il ne pourra demander aucun estat ny gage pour raison de l'estat de gouverneur de ladite isle, dont il a esté pourveu. »

Mandemens relatifs à des dons faits : à René de Sentis, Sr de Vaumorel, à Pierre Le Marié, « pauvre soldat blessé de coups de harquebuzé devant Broccage », à M^e Claude Mennac, Sr *D'Estumbre* (?) « pour faire ung voiage en Angleterre pour le service de la cause, » à Jacques Joubert, Sr du

(1) Saint-Mesme, fait prisonnier à Moncontour ; chargé par Condé, en septembre 1584, de la direction des travaux du siège d'Angers ; gouverneur de Saint-Jean-d'Angely en 1588.

Menrault, des fruits et revenus de la cure de Sigongne (1), près Jarnac; autres dons à plusieurs capitaines de navires employés au service de la cause, etc.

« Ung don fet par la Royne, par l'avis du conseil, au capitaine Bars, du navire où il commande aujourd'huy pour le service de la cause, qui fut et appartient à (2), papiste fugitif; à la charge de fere la guerre durant les troubles..., et qu'il ne se pourra prévaloir en son particulier dudit navire qu'après la paix. »

« Du jedy, xx juillet, au conseil tenu à La Rochelle, Messieurs du Vigen, de Fors, Fontrailles, Compaing, Francourt, de Vallier, général des Prunes, de Lormoye, lieutenant de Forcalquier, Choisy et autres, présens.

« Une ordonnance par laquelle il est mandé au lieutenant de Bergerac de vendre les marchandises appartenant à la cause, provenues de prises faictes sur mer, au pris qu'ont esté vendues celles de l'admirauté. »

Mandement pour faire délivrer du sel à Jehan Charpentier, trésorier de l'artillerie de Messieurs les princes.

« Une sauvegarde à Monsieur de Longueville (3) pour ses terres et subiects de Vouvant, Merevan et Moulleron.

« Ung passeport accordé au conseil à Amory Bourgongnon et Guillaume Breticon, eschevins de Nyort, pour pouvoir venir ou envoyer Guillaume et Louis de La Rivière, François Guischart, Guillaume Sauvageot, et Jehan Daguère dit l'Evesque, leurs procureurs négociateurs... ou telles autres personnes que bon leur semblera, en ceste ville, devant le Sr de Francourt, ou ceux qui seront par luy nommez, pour y traiter de certain ayde. »

Divers mandements au trésorier, au receveur royal en l'isle d'Oleron *et au Sueur* (c'est-à-dire à Le Sueur), pour faire payer des sommes données par la Reine à plusieurs serviteurs de la cause, notamment au capitaine Bazille, à Jean Richart, pauvre soldat du Dauphiné, à Mary Benoist, capitaine de Provence, du régiment du Sr de Blacons. Ce dernier avait été blessé à Brouage d'un coup d'arquebuse.

Autre don fait à Jehanne de Saint-Estevan, veuve de Michel d'Ortholye, sur le droit appartenant « à la cause et à l'admirauté, » pour la prise d'un navire dont le capitaine La Fourcade s'était emparé.

« Du samedy, xxii juillet 1570... Messrs de Fors, de Rosny, Compaing, Francourt, Vallier, Choisy, baillif d'Orléans, Villiers, lieutenant de Forcalquier et aultres, présens.

(1) Cigogne, ville à 7 kilomètres de Jarnac (Charente).

(2) Le nom est resté en blanc.

(3) Fils de Jacqueline de Rohan, marquise de Rothelin. (V. ci-dessus, p. 95.)

« Il a esté ordonné que les ordonnances cy-devant fetes par Messieurs les Princes sur le fet des rançons, seront gardées et exécutées.

« Ung mandement *au Sueur* (à Le Sueur) pour lever, quicter et descharger Nicolas Maurac, de l'isle de Ré, de la somme de C liv. t., à laquelle se monte la valeur du sel qu'il avait esté contraint de fournir à certains vaisseaulx anglais, comme fermier des biens de Nicolas Gozy, papiste.

« Ung mandement à La Vallade pour tenir quite Estienne Valimier de la somme de *iii xxx l. t.*, à quoy se monte le sol pour livre sur l'adjudication à luy fete du prieuré et cure de Raveau, St-Constant et St-..... (Gervais ?), situéz au pays d'Angoulmoys. »

- Du lundy, dernier juillet 1570, au conseil, Messieurs du Vigen, de Fors, de Rosny, Compaing, Francourt, bailli d'Orléans, général des Prunes, de Lormoye, lieutenant de Forcalquier, de Vallier, de Villiers, Choisy, Le Blanc, juge de la prévosté de Saumur, et aultres, présens.

« Ung don fait aux habitans de la relligion réformée d'Angoulesme, par lequel la Royne, de l'advis du conseil, mande aux commissaires trésoriers et recepveurs généraulx et particuliers, asséeurs et collecteurs de la somme de *xl^m l. t.*, taxée et imposée sur les habitans de ladite ville d'Angoulesme de tenir quittes et deschargez ceulx de ladite relligion de ce à quoy se pouroyt monter leur part et cotitté de ladite taxe sur eulx faite, et de laquelle ladite dame veult et entend qu'ils n'en soient aucunement poursuyvis ne recherchez »

Don fait au capitaine Doultre, maistre d'artillerie, en considération de ses services.

Dons faits à Sanson, « pauvre soldat, pour luy ayder à se faire panser d'un coup d'arquebuzé qu'il a eu au bras », et au capitaine La Porte, du régiment du Sr de Blacons, « pour luy ayder à payer les chirurgiens qui l'ont pansé d'un coup d'arquebuzé qu'il avoyt à une jambe. »

- « Du premier jour d'aoust 1570, au conseil tenu à La Rochelle, la Royne séante; Messieurs du Vigen, Fors, du Chailar (1), Compaing, Francourt, de Lormoye, Choisy, de Villiers, de Vallier, lieutenant de Forcalquier, Le Blanc, et aultres, présens.

• Sur requeste présentée par Gaspard de Lespée aux fins d'avoir remboursement de *Lvii* boisseaux de bled à luy pris et mis dans le chasteau de Maran, a été ordonné... que ledit de Lesnée sera payé et remboursé, etc.

• Ung mandement aux commissaires et recepveurs establis sur le sel és isles pour délivrer du sel aux canonniers deputedz pour l'artillerye mise és sièges, dressez en Guyenne et dans la Carraque...

(1) Commandait un régiment à la bataille de Moncontour.

« Une main levée à Jehan Archambault l'aisné, demeurant au chateau d'Olleron, de tous ses biens en faveur qu'il est de la religion.... »

Mandement au receveur établi aux îles de Brouage, Marennnes et Oleron pour payer diverses sommes provenant « de la vente du sel qui se fait maintenant pour la cargaison de la flotte des Allemands qui sont en Brouage. »

« Du jeudy, m^e aoust, au conseil tenu à La Rochelle, la Roynie, Mess^{rs} du Vigen, Fors, du Chailar, Compaing, Francourt, de Lormoye, Choisy, de Villiers, de Vallier, lieutenant de Forcalquier, Le Blanc, et aultres, présens.

[Diverses délibérations de la même nature qu'é celles ci-dessus.]

Le verso du dernier feuillet a été gâté par l'humidité.

MÉDAILLES FRAPPÉES EN L'HONNEUR DE LA SAINT-BARTHÉLEMY

A LA MONNAIE ROYALE DE PARIS.

1572.

Dans notre cahier de décembre 1852 (t. I, p. 240), nous avons donné la médaille frappée à Rome par ordre du pape Grégoire XIII, en l'honneur de la Saint-Barthélemy et pour consacrer la mémoire de ce glorieux événement de son pontificat. Avec le *fac-simile*, nous en avons donné une description empruntée aux NUMISMATA PONTIFICUM du jésuite Philippe Bonanni, ouvrage classique publié à Rome en 1689, 2 volumes in-folio. Nous disions à ce propos : « On a nié et on nie encore aujourd'hui avec assurance l'existence de cette fameuse médaille. »

Eh bien ! voici ce qu'imprimait l'autre jour, à la première colonne de sa première page, en guise de premier-Paris et sous la rubrique du 28 avril 1854, un des savants rédacteurs du journal L'UNIVERS, UNION CATHOLIQUE : « Le *Bulwark*, l'un des organes les plus accrédités du protestantisme anglais, paraît à Edimbourg et a pour rédacteur en chef le Rév. docteur Cuninghame, principal du *New College*... C'est un des puissants moyens qu'à l'aide de ses immenses ressources le protestantisme anglais sait mettre au service de l'erreur... Le *Bulwark* est enrichi de gravures dessinées à rehausser l'intérêt du texte et à frapper l'imagination... et parmi les dessins qui émaillent ses pages, on a placé le *fac-simile* d'une PRÉTENDUE médaille frappée à Rome en commémoration de la Saint-Barthélemy, sur laquelle on lit : *Ugonottorum strages, 1572*... »

Nous avons mis en saillie le mot PRÉTENDUE. Que pourrions-nous dire de

plus? Nos lecteurs savent à quoi s'en tenir sur les moyens que certaines feuilles savent mettre *au service de la vérité*; la question est entre le véridique jésuite Bonanni et son contradicteur. Mais sans doute les lecteurs de l'*Univers* n'en savent pas autant, et l'on peut juger de quelle vertueuse indignation ils ont dû être saisis en apprenant que le *Bulwark* se permettait *d'inventer* de telles horreurs, qu'il avait poussé la perversité jusqu'à *imaginer* une médaille à l'effigie d'un pape et commémorative du massacre *purement politique*, comme chacun sait, dont le roi de France assumait seul la responsabilité en 1572! Ajoutez à cela que le rédacteur de l'*Univers* (1) se plaint aussi de ce que le *Bulwark* étale aux yeux de son public « des moines « gras et ventrus se livrant à tous les crimes; des caricatures des cérémonies catholiques romaines; des papes fouettant les rois, des cardinaux « empoisonnant les papes, des évêques se donnant la distraction de faire tuer les gens; des instruments et des supplices de l'Inquisition, des hérétiques dans les flammes, des religieux attisant les bûchers, et enfin le « *fac-simile* de cette *prétendue* médaille... » On voit sur combien de chefs le *Bulwark* est répréhensible! combien il méconnaît et fausse à plaisir l'ancienne histoire de l'Eglise romaine! Où donc a-t-il pris en effet ces papes, ces cardinaux, ces évêques, ces religieux, coupables de pareils méfaits? Où cela s'est-il jamais vu? Tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'il a fort bien pu prendre des moines, voire même des papes, *gros et ventrus*, dans le même répertoire où se trouve la *prétendue* médaille. Il n'a eu qu'à ouvrir les médaillers authentiques des saints pontifes ou seulement à feuilleter les *Numismata* de Bonanni. A commencer par Martin V (*Quem creant adorant*) et Paul II (*Solum in feras pius bellatur pastor*), on y rencontre une assez belle collection d'échantillons de cette espèce de gros poupards à face humaine, qui, à part même le préjugé huguenot, inspirent tout autre chose que le respect et feraient véritablement douter que Dieu ait créé l'homme droit, ainsi que l'a dit cet ancien poète, pour que son visage (*os sublime*) contemplât le ciel!

Mais laissons les amis de la papauté, aveuglés par ses rayons, nier la médaille de Grégoire XIII (2) et le tableau du massacre de Paris commandé par

(1) M. Léon Aubineau.

(2) S'il était besoin de corroborer la vérité même, nous ne manquerions pas de preuves concordantes. Ainsi, nous trouvons dans L'Estoile, qui, parmi ses curiosités, colligeait aussi des médailles, la mention suivante :

« Lundi, 30 juin 1618. Je rencontrai par hasard, sur un fondeur où nous étions allés, M. Courtin et moy, le plomb de la pièce que le pape Grégoire XIII fist faire à Rome, l'an 1572, à la Saint-Barthélemy, pour approbation et congratulation du massacre fait en ceste journée à Paris et dans toute la France, des huguenots. Le portrait du pape, avec son inscription, y est d'un côté, et de l'autre, au revers de ladite pièce, y a un ange figuré, tenant d'une main la croix, et de l'autre une épée, avec laquelle il tue et assassine force gens, et y a escrit : *Ugonotorum strages. 1572.* »

Sa Sainteté au célèbre Vasari; laissons-les nier ou habilement expliquer, s'il se peut, cette inscription : « *Le Souverain Pontife approuve le meurtre de Coligny,* » et la procession d'actions de grâces à l'église Saint-Louis-des-Français, et le panégyrique prononcé par Marc Antoine Muret, le 40 des kalendes de janvier 1573, en présence dudit très saint Père. (*Bull.*, t. I, p. 242.)

Aujourd'hui nous reproduisons deux autres de ces infâmes monuments, qui ont transmis jusqu'à nous le témoignage officiel de l'effroyable assassinat politique et religieux du 24 août 1572. « *Excidat illa diis ævo,* » avait dit le président Christophe de Thou; « *puisse la mémoire même de ce jour néfaste être abolie!* » Tel avait été le cri des honnêtes gens. Mais Dieu n'a pas permis que ce vœu s'accomplît : les gens du pape et les gens du roi ont pris soin de graver leur chef-d'œuvre sur le bronze et d'en fixer la hideuse empreinte dans la mémoire des hommes. Voici ces sanglants trophées (1) :



On lit ce qui suit dans les *Mémoires de l'Etat de France sous Charles IX*, t. I, p. 386, Edit. de 1578 :

Le mercredi troisième de septembre, un nommé Favier, général des monnoyes, présenta au Roy deux sortes de médailles faites en mémoire des massacres, dont la description est comme le discours en a esté imprimé. Pour donques remarquer (dit ce médailleur), à l'exemple des anciens monarques en médailles l'oppression de Gaspard de Colligny, naguères Amiral de France, et de ses complices, et en laisser tesmoignage à la postérité, la médaille populaire contient la figure du Roy Charles neuuvième, séant en son throsne royal, tenant son sceptre en une main, et l'épée nue en l'autre, à l'entour de laquelle est la branche de palme, dénotant la victoire, avec couronne close en

(1) Ces médailles, d'une grande rareté, nous sont communiquées par M. Ath. Coquerel fils, qui les a héritées de son oncle, Ch. Coquerel, l'historien des *Eglises du Désert*.

son chef, ayant sous les pieds les corps morts de ses rebelles. Le dicton en la légende ou circonférence porte : *VIRTUS IN REBELLES*. Au revers d'icelle sont les armoiries de France, avec les deux colonnes, et la devise de longtemps prinse par le Roy, accommodée au fait : *PIETAS EXCITAVIT JUSTITIAM*. Sur ces deux colonnes y a deux chapeaux d'olivier, signifiant la paix obtenue par la subjugation des rebelles, et auprès deux branches de laurier, pour triomphe de victoire. Outre s'est rencontré par juste compasement la lettre *T* droitement sur la couronne, signe salutaire représentant la croix de nostre Seigneur Jésus-Christ, et aux Hébreux consommation, comme leur lettre finale, telle que nous espérons à ce coup de la secte nouvelle. La croix (de papier) aussi fut comme vraye enseigne des militaires en l'Eglise chrestienne (papale) portée toujours depuis ce 24^e jour d'aoust, pour signal ès chapeaux des bons (meurtriers) catholiques, et vrays sujets du Roy (de la tyrannie), comme Ezéchiel la vit marquée par l'ange ès fronts des fidèles. Mais il y a autant de convenance entre le Thau des Hébreux et la croix de papier, que portaient ces bons catholiques, qu'entre un chrestien et un massacreur.

L'autre médaille à l'antique contient l'effigie du Roy, exprimée près du naturel, avec ses armes et dicton François : *CHARLES IX DOMPTEUR DES REBELLES, LE 24 AOUT 1572*. Au revers de laquelle est figuré



Hercule, couvert de la despouille du Lyon (mais il falloit aussi à cest Hercule une peau de renard), sa massue ferrée en une main, et le flambeau ardent en l'autre, par le moyen de quoy il déffait l'hydre à

plusieurs testes : de laquelle, pour autant de testes abattues, il en renaissait d'autres, représentant la faction d'iceux rebelles, laquelle, pour plusieurs de leurs chefs occis, n'a laissé de se refaire, et trois fois renouveler la guerre et attenter ceste clandestine pour la quatrième. (Mais à l'exterminer, outre le fer et le feu, l'eau et le cordeau, adjoutés au bord de la pièce; y ont servi d'instruments.)

On voit que la description contemporaine qui précède ne se rapporte pas exactement à nos deux médailles, soit pour ce qui concerne la légende en français (celle de la face de notre grande médaille est en latin), soit pour le revers de la petite, qui n'a pas pour sujet les deux colonnes, ni pour légende : *Pietas excitavit justitiam*. Il s'agit donc là ou d'une troisième médaille ou d'exemplaires spéciaux, dont quelques parties auraient été modifiées. En effet, Alex. Lenoir reproduit le revers de notre petit modèle comme étant la face d'une même médaille ayant pour revers les armes de France groupées de deux colonnes triomphales couronnées de lauriers. (*Musée des Monum. franç.*, in-8°; Paris, 1805; t. IV, p. 18, grav. n° 561.) Il décrit ainsi la face (revers) que nous avons sous les yeux : « D'un côté on voit ce monstre (Charles IX) revêtu de ses habits royaux, assis sur son trône, tenant de la main droite une palme, une épée, et de la gauche la main de justice, en forme de sceptre; il foule aux pieds les victimes de sa scélératesse. On y voit aussi plusieurs têtes tranchées, parmi lesquelles on remarque celle de l'amiral. C'est peut-être beaucoup dire, mais il est en effet fort possible que le graveur ait eu l'intention de désigner, parmi ces corps mutilés, la plus illustre victime des *matines parisiennes*. — Les mots *virtus in rebelles* (vaillance contre les rebelles) semblent bien caractériser le rôle que le roi s'attribue à lui-même dans le drame à l'exécution duquel il présida. Il put dire après, comme en une autre circonstance il avait dit : « Ai-je pas bien joué mon rollet ? »

L'inscription qui entoure « l'Hercule vainqueur de l'hydre » : *Ne ferrum temnat, simul ignibus obsto* (si le fer n'y suffit, j'y porte aussi les flammes), cette inscription est la glorification même des bûchers venant achever l'œuvre du poignard. Lenoir ne paraît pas avoir connu cette médaille ou l'avoir eue à sa disposition (1).

Au sujet de l'emblème des deux colonnes et de la devise qui l'accompa-

(1) Dans les notes de son *Armorial genevois* (2^e partie), M. J.-D. Blavignac ne signale aussi que la plus petite de nos médailles, telle que nous la reproduisons, face et revers (n° 60). Voir les *Mémoires de la Société d'Hist. et d'Archéol. de Genève*, t. VII, p. 126. — En 1757, M. Thélusson fit présent de cette même médaille, avec l'inscription *Virtus in rebelles*, à la Bibliothèque de Genève. (*Hist. et descript.* de cette Bibliothèque, par le prof. E.-H. Gaullieur, in-8°, Neuchâtel, 1853.)

gnait : *Piété et justice* ; au sujet de cet emblème et de cette devise adoptés par le plus faux des princes, nous rappellerons ici le mémorable sonnet qu'ils avaient inspiré à Pierre Hamon, de Blois, ancien maître à écrire de Charles IX et secrétaire de sa chambre :

SIRE, on voit bien en vous, sans voir vostre devise,
Un amour envers Dieu et envers l'équité ;
Et si vostre vouloir estoit exécuté,
Je crois qu'on changerait de POLICE et d'EGLISE.

Mais puisque votre peuple encore Dieu mesprise,
Vu qu'il a en horreur la pure vérité ;
Puisqu'au lieu de JUSTICE on fait INIQUITÉ,
Et que vos justiciers jugent tout à leur GUISE ;

SIRE, pardonnez-moi si je dis rondement,
Que vous ne pouvez pas encore bonnement
Porter ce titre beau, « PIÉTÉ ET JUSTICE, »

Si vous ne réformez du tout premièrement
La grande IDOLATRIE et le grand PARLEMENT,
L'un pour l'IMPIÉTÉ, l'autre pour l'INJUSTICE.

Cette éloquente apostrophe était de ces crimes qu'on ne pardonne point. Pour avoir ainsi osé exhorter le Roi à la réformation de l'Eglise et de l'Etat, Hamon méritait un châtiment exemplaire. Pris à l'improviste en sa maison du faubourg Saint-Germain-des-Prés, pendant que Charles IX était à Metz, il subit le martyre à Paris, « non sans grand regret de plusieurs gens de « bien et resjouissance des contraires » (1)... Que n'a-t-on frappé alors une médaille à la monnaie royale ? On a manqué là une belle occasion de mettre aussi en relief la *Piété* et la *Justice* !

Et maintenant, il y a des gens qui nient les faits avérés, gravés sur le bronze, des gens qui, mis au pied du mur, se retournent et vous disent : « Aprèstout, qu'est ce que cela prouve ? » — Cela prouve d'abord une première chose bonne à montrer, savoir : qu'on ne saurait les en croire sur leur parole. Ensuite, pour le cas de la Saint-Barthélemy, dont il s'agit, cela prouve que la règle de droit criminel *is fecit cui prodest* n'est pas, quoi qu'on en dise aujourd'hui, applicable seulement à la cour de France ; elle n'était pas

(1) *Hist. des martyrs* de Crespin, liv. X. Ed. in-fol. de 1619, p. 775.

seule apparemment à profiter du coup, et si la pointe du poignard frappa à Paris, la poignée était à Rome on sait en quelles mains. Les Audin viennent nous dire, en parlant de la médaille frappée par Charles IX, que « la légende « de cette médaille suffirait pour démontrer que la Saint-Barthélemy fut un « crime tout politique (1). » Et les Aubineau allèguent que la médaille de Grégoire XIII est une fiction; ils affirment que cette *prétendue* médaille n'a point été frappée à Rome, que Rome en est parfaitement innocente... Cela peut être bon pour les Audin et les Aubineau; mais le vieux traducteur de la relation du gentilhomme italien Capilupi savait ce qu'il disait, lorsqu'il écrivait ces trois lignes : « Quant à la vérité de l'histoire, « y a-t-il lieu au monde auquel aient esté mieux cogneus les plus grands « secrets de cette tragédie que Rome, en laquelle et pour laquelle il se peut « dire que le tout s'est entrepris et exécuté? » Oui, certes, et l'auteur du vieux pamphlet, qui dès longtemps a le mieux dévoilé les causes et les agents de cette monstrueuse machination de la Saint-Barthélemy, l'auteur du *Tocsin contre les massacreurs et auteurs des confusions en France* ne s'y était point trompé non plus (2)! L'une et l'autre des médailles que nous avons reproduites ont leur signification inscrite dans ces deux légendes : *Virtus in rebelles, — Ugonotorum strages*. L'une, c'est la raison d'état; l'autre, c'est la cause efficiente: Rome combinant avec Madrid, pour agir sur Paris, et poussant le roi de France à égorger ses sujets, parce qu'elle doit y trouver son compte dans l'égorgement des huguenots. Certes le coin de la médaille qui porte l'effigie du pape Buoncompagno a pu être préparé avant celui même de la médaille de Charles IX!

LETTRE INÉDITE DE JULES DE BELLEVILLE LANGUILLIER

A LORD BURGHLEY

GRAND TRÉSORIER D'ANGLETERRE.

1572.

Jules de Belleville, gentilhomme du Poitou, connu dans l'histoire sous le nom de Languillier, est un de ces fiers coarages et de ces nobles caractères que la cause de la Réforme française compta à son service sous les derniers Valois. Il se signala à la bataille de Saint-Denis et à Pont-sur-Yonne, en 1567, prit une part active à la troisième guerre de religion, fut fait prisonnier à Jarnac en 1569, et, rendu à la liberté, combattit encore en Saintonge sous

(1) *Hist. de la Saint-Barthélemy*, par Audin. In-8°. Paris, 1829, p. 361.

(2) Ce pamphlet, de 251 pages in-8°, parut sous la rubrique de Reims, 1579.

les ordres de Lanoue. En 1570, il devint gouverneur de Fontenay. A la Saint-Barthélemy, il se retira à La Rochelle, et, Charles IX lui ayant ordonné d'en sortir, il lui fit une réponse pleine d'une respectueuse fermeté, que La Popelinière nous a conservée. « Ce zèle courageux, dit la *France protestante*, en presence de tant de défections honteuses, devait plaire aux intrépides Rochellois, qui, eux aussi, se préparaient à résister aux bourreaux de leurs frères. Languillier paraît avoir joui en effet auprès d'eux d'une haute considération. » En janvier 1573, ils le choisirent avec Vincent Mayreau pour aller solliciter le secours de la reine Elisabeth, voyage qu'ils accomplirent hardiment, mais sans succès. La reine était, comme le dit de Thou, sous le charme des paroles artificieuses du comte de Retz.....

Voici une lettre écrite par Languillier à lord Burghley, sous l'impression même des massacres de la Saint-Barthélemy, et qui se rapporte à une première tentative faite au nom des Rochellois auprès de la trop incertaine Elisabeth. Nous en devons la communication à M. G. Masson.

Lettre de Languillier à Lord Burghley.

(British Museum. Mss. Lansdowne, in-fol. 14)

Monsieur, la grandeur de nos misères et affligée condition randue très insigne par une déloyale et tyrannique trahison et assassinement commancé ès personnes de nos chefs et plus signalez seigneurs, et depuis continuée en l'endroist de toutes espèces de personnes faisant profession de l'Evangille, a estandu sa pitoyable mémoire en tant de lieux que en aurez bien d'ailleurs esté adverty; mais d'autant que le faict nous touche de plus près et que ayans eu retraicte pour nostre seureté dans l'ancinte de ceste ville de La Rochelle, où unanimement nous associans avec les bourgeois et habitans d'icelle, nous, dis-je, ce peu de noblesse et de gens de guerre qui avons évadé la cruelle exécution des bourreaux de nostre roy tiran, pour pourvoir à plus grande seureté que nos débilles forces ne nous promettent, avons avecq très grande confiance appuyés sur l'équité de notre cause, eu recours à la bonté naturelle de la très illustre Reyne, et pour luy faire entendre plus particulièrement l'estat de nos affaires, délégué Monsieur de Pardaillon, lequel ensemble avons chargé, vous en ayant amplement communiqué, vous supplier de nostre part y interposant votre auctorité et usant de vostre faveur non encore jamais denyée aux affligez courans mesme fortune que nous pour si juste party, nous estre aydans envers Sa Majesté à ce que resantions le secours de sa

bénignité en nostre plus extrême nécessité. Ils mont pryé vous en escrire en mon nom, tant parce qu'ilz me déferent beaucoup, que sçachans mes ancestres avoir leur extraction antienne de l'Angleterre, ou au service de la couronne, ont esté employez en honorables et grandes charges. Ils ont pancé ma lettre en avoir plus d'accès en vostre endroict, veue aussi l'inclination naturelle dont la réputation s'estant jusques à nous que avez du party de la religion pour lequel sommes si cruellement traictez, suyvant laquelle si resantons vos faveurs en cest endroict vous obligerez ung bon nombre de gentilzhommes et honorables bourgeois à vous randre service, lequel pour mon particulier, je vous offre bien humble, priant Dieu qu'il vous donne,

Monsieur, en santé très longue et heureuse vie.

De La Rochelle, ce xxii oct. 1572.

Votre très humble serviteur
LANGUILLIER.

Au dos : A Monsieur,

Monsieur de Burghlé, grand trésorier d'Angleterre.

BILLET INÉDIT DE THÉODORE DE BÈZE

A JACOB GRYNÉE.

1595.

Autant que faire se peut, nous cherchons, suivant le précepte, à mêler dans notre recueil de documents le sévère et l'agréable. En voici un dont nous devons la communication à M. J. Bonnet, et qui nous paraît devoir plaire à nos lecteurs. Il est de ce genre tempéré que les anciens maniaient avec tant de bon goût et de grâce, et que n'ont pas ignoré non plus leurs disciples du siècle de la Renaissance.

L'église de Bâle a compté parmi ses ministres les plus distingués Jacob Grynée, petit-neveu du célèbre humaniste Simon Grynée, l'exécuteur testamentaire d'Erasmus, l'ami de Bucer, de Mélanchthon et de Calvin. Théodore de Bèze entretenait avec lui une correspondance intime, et les Archives ecclésiastiques de Bâle possèdent environ deux cents de ses lettres, qui embrassent les dernières années du XVI^e siècle et répandent une vive lumière sur l'histoire de la Réforme française dans cette période décisive qui précéda l'abjuration de Henri IV et la promulgation de l'Edit de Nantes (1). Elles

(1) C'est à ce précieux dépôt, placé sous la direction aussi bienveillante qu'éclairée de M. l'antistes Bourchurot, que M. Bonnet avait également emprunté une intéressante citation (*V. Bull.*, t. I, p. 40, *note*).

éclairaient en même temps d'un jour nouveau les dernières années de Théodore de Bèze. Elles nous montrent ce noble et doux vieillard, ce patriarche des Eglises réformées, dans l'attitude imposante et recueillie qui sied si bien à son rôle, de plus en plus détaché des affaires humaines et n'aspirant plus qu'au repos, mais toujours entier d'esprit et de mémoire « pour le regard des choses célestes et des bonnes lettres, » comme le témoignait avec admiration, en 1603, le savant Casaubon (*V. Bull.*, t. II, p. 289, 290).

Le billet à Grynée qu'on va lire répond parfaitement à l'idée qu'on se fait caractère de Bèze; dans ce que nous avons déjà publié de lui, nous en avons vu les côtés graves et élevés; par un contraste plein de charme, nous allons en voir ici le côté gracieux, la naïve simplicité et l'aimable enjouement. Il y a quelque chose de touchant dans ce petit tableau, qui a pour point de départ le plus humble détail de la vie ordinaire, — quelque chose qui rappelle à la pensée une des images les plus douces et les plus frappantes de l'Evangile: « Jérusalem, Jérusalem!... combien de fois ai-je voulu rassembler tes enfants *comme une poule rassemble ses poussins sous ses ailes....!* » (S. Matt. XXIII, 37.)

Théodore de Bèze à Grynée.

Aujourd'hui, jour de saint Jean-Baptiste, et soixante-dix-septième anniversaire de ma naissance, ma vieille servante m'a annoncé à mon réveil qu'une poule que nous avions eue perdue depuis qu'elle avait été achetée, il y a de cela un mois, a reparu tout à coup dans la basse-cour, avec une escorte de quinze beaux poussins. Vous voyez par ce détail familial comme j'en use sans façon avec vous. J'ai rendu grâces de cet accroissement de richesses à l'Auteur de tout bien, et j'y ai vu, (vous le dirai-je?) — sans pour cela me croire coupable de supersti-

Theodorus Beza Grynæo.

(Archives ecclési. de Bâle. *Epistolæ virorum erud.* Sect. XVI, t. II, p. 220)

Autographe.

Illucescente die meo natali septuagies sexcies reverso, qui est junii vicesimus quartus, Johanni Baptistæ sacer, mihi evigilanti nunciavit ancilla (Vide quam familiariter tecum agam!) gallinam uno prius mense emptam et quam statim amissam credidimus, ex insperato cum quindecim vegetis pullis in corte apparere. Ego de hoc etiam fructu gratias Deo bonorum omnium auctori. Immo

tion, — le présage de quelque faveur spéciale pour l'année qui commence. J'ai même composé à ce sujet une épigramme, et je vous l'envoie, afin de ne pas vous laisser étranger à ces légers délasséments de mon esprit.

Une poule achetée au prix de dix sols
 Me donne en un mois quinze petits poulets.
 Et moi, ô Christ plein de bénignité, quels fruits t'ai-je donnés,
 Pendant les soixante et dix sept années que j'ai vécues jusqu'à ce jour ?
 Et pourtant, quel tribut ne devait pas te rapporter ce champ
 Que tu as payé si cher, et cultivé de tes mains depuis un si long temps,
 Cette âme, hélas ! dégénérée, mais non à ce point
 De renier son divin Auteur et sa céleste origine !...
 Pardonne, Seigneur, et accorde une seule grâce à mon humble prière :
 Sois pour moi comme la poule, et que je sois comme un de tes poussins !

Du 24 juin 1595.

Votre ami,

THÉODORE DE BÈZE.

omen alicujus in annum venturum boni, et quidem sine superstitione, accepi.
 Immo etiam epigrammatis occasionem inde arripui, quod ad te mitto ut te mearum quoque nugarum participem faciam :

Ter quinos Gallina mihi dedit unica pullos
 Mense uno, denis assibus empta prius.
 Ast ego septenis decies, sexque insuper annis
 Quos retuli fructus, Christe benigne tibi ?
 Ah ! quam non quales tibi reddere debuit emptus
 Tam care, et tanto tempore cultus ager !
 At non degeneres prorsus, seseque negantes
 Divini afflatu numinis esse satos.
 Sed quorsum hæc ? unum hoc tribuas, peto, Christe, roganti :
 Sis gallina mihi, sim tibi pullus ego !

xxiv junii 1595.

Tuus BEZA

LES DEUX TEMPLES DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE PARIS

SOUS L'ÉDIT DE NANTES.

LE TEMPLE D'ABLON (1599-1606).

(Suite.)

Lettres de Henri IV et du duc de La Force. — Profession de foi d'un cordelier.

Avant de poursuivre le travail que nous avons entrepris sur les deux temples de l'Eglise réformée de Paris sous l'Edit de Nantes, nous compléterons ici notre chronique du temple d'Ablon (*V. t. I, p. 250 à 288*) par quelques documents intéressants qui nous avaient échappé. Ce sont 1^o quatre lettres, dont une de Henri IV et trois du duc de La Force, dans lesquelles il est question de la cène célébrée à Ablon; et 2^o une de ces brochures du temps, devenues si rares, qui contient de précieux détails sur l'un des faits mentionnés dans le Journal de l'Etoile et que nous avons rapportés. Quant à la charte d'établissement du culte réformé à Ablon, les Lettres patentes du 14 décembre 1599, que nous avons signalées aux recherches de nos amis (*Ibid, p. 251*), nous n'avons encore pu parvenir à les découvrir ni à en trouver d'autre trace que la mention de l'abbé Lebeuf.

En racontant, d'après les *OEconomies royales*, le très curieux incident où l'on voit comment, en 1603, les voyages de Sully « *sur les rivages de la Seine, à 4 lieues de Paris,* » lui valurent, en plein conseil, une piquante apostrophe de son bon ami et collègue Brûlard de Sillery, nous avons dit que ce passage était le seul où nous eussions rencontré un trait relatif à notre sujet. Mais en voici un autre, et qui est bon à citer, puisque c'est une lettre même du Roi.

C'est à l'époque où Henri IV constata la trahison dont le nommé Lhoste, filleul et commis principal de Villeroy, se rendait coupable en livrant les secrets d'Etat aux agents de l'Espagne. En partant pour Fontainebleau, où il allait faire « ses dévotions des fêtes de Pâques », Henri avait ajourné tous ses ministres à la semaine de Quasimodo. Mais « dès le vendredi saint, » Sully recevait la lettre suivante de sa main :

A M. de Rosny.

Mon amy, j'ay desjà de longtemps quelque chose en la fantaisie qui m'a travaillé l'esprit depuis trois jours plus qu'il n'avoit encore fait, c'est touchant une desloyauté qui se commet en mes princi-

pales affaires, à laquelle je voudrois bien essayer d'apporter quelque remède; mais ne le voulant entreprendre sans vous en avoir communiqué, parce que vous avez esté le premier qui en avez soupçon quelque chose lors de vostre voyage en Angleterre, je vous prie ne manquer pas de me venir trouver dès le jour de Pasques, si tost que vous aurés fait la cène à Ablon, où je donneray ordre qu'il se trouvera des chevaux de poste tout prests, car estant quasy tout seul en ce lieu, j'auray plus de moyen de discourir avec vous sans estre importuné de personne. A Dieu, mon amy, que j'aime bien. De Fontainebleau, ce jeudy absolu.

HENRY.

Ce jeudy absolu, c'est le jeudi saint. Cette année-là, 1604, Pâques tombait le 18 avril. Nous avons vu par le Journal de L'Estoile que Rosny était déjà, le dimanche précédent, à Ablon, et qu'il avait tout à la fois assisté au prêche et « fait le pain béni » à la paroisse catholique romaine de Saint-Paul.

Alors que le prêche d'Ablon n'existait pas encore et que l'Edit de Nantes existait à peine, le culte réformé était célébré par tolérance à Paris même, chez Madame Catherine, sœur du Roi. (V. t. II, p. 269.) Le 25 décembre 1598, le duc de La Force écrivait à Madame la duchesse de La Force (Charlotte de Gontaut-Biron), sa femme :

Nous avons fait cejourd'hui la Cène chez MADAME, avec fort grande compagnie, nos trois enfants y ont aussi communiqué, Dieu merci. Je crois qu'il y a ici plus de trois cents gentilshommes de la religion; il y a fort longtemps que la cour ne fut si grande.... (*Mém. du maréchal duc de La Force*, t. I, p. 301.)

Trois des lettres ultérieures du duc (*Ibid.*, pp. 387, 388, 422) font mention d'Ablon, avec quelque détail. Les voici par extrait :

A Madame de La Force.

.... Nous fîmes hier la Cène à Ablon; il y avoit une très belle assemblée de plus de quatre mille personnes; j'y ai mené nos six enfants; Masdurant (1) fit la Cène avec les autres grands; M. et Madame de Rosny y estoient, et nous donnèrent à dîner à M. de Rohan et à moi. M. de Laval recherchoit sa fille, mais cela est rompu; l'on

(1) Charles de Caumont, seigneur de Masdurant, était le quatrième de ses fils

croit qu'il se fait catholique, il ne se trouva pas à l'assemblée (1)... A Saint-Germain, ce 28 décembre [1604].

A la même.

.... Madame de Rohan a pris son chemin d'Orléans à Ablon, où la Cène se fait encore aujourd'hui, afin d'y participer, et sera ici à ce soir avec madame la duchesse des Deux-Ponts, sa fille, qui est mariée, et mesdemoiselles de Rohan ses autres filles. Il me tarde bien que je ne les voie, car il m'est dit tant et tant de bien de tous côtés de la jeune, et tous nos amis font tant de cas de ce parti que je ne vous puis taire que je n'y aie de la passion (2). A Paris, ce 2^e de janvier [1605].

A la même.

.... J'ai eu ces deux jours de fête tous nos petits ; croyez que nous faisons beau ménage ; au reste, il y a quelques jours que je les fis apprendre à danser, c'étoit à qui mieux mieux à répéter leurs passages ; nous vous avons bien souhaitée ici et la grande sœur. Je n'ai point voulu laisser aller nos enfants à Ablon faire la Cène, parce qu'elle se fait encore dimanche, et j'espère que nous irons tous ensemble.... A Paris, ce 26 décembre [1605].

L'Estoile dit en son Journal, à la date du 29 mai 1605 : « Un cordelier « du couvent de Paris, nommé Bertrand Davignon, jeta le froc aux orties, « et fit profession de la religion à Ablon. » Cette mention n'est pas seulement laconique, elle semble quelque peu ironique et dédaigneuse. Mais la bonne rencontre que nous avons faite d'un petit livret relatif à cette conversion montre que la cérémonie qui eut lieu à Ablon, ce jour de Pentecôte 1605, n'était pas vaine ; car un vrai fidèle avait frappé à la porte de l'Eglise évangélique et le *petit troupeau* s'était enrichi d'une bonne brebis de plus. Voici le titre de notre livret :

(1) Guy de Coligny, comte de Laval, petit-fils de d'Andelot, frère de l'amiral Coligny, était alors âgé de 20 ans. Il abjura en effet, et mourut le 30 décembre 1605. En lui s'éteignit la branche d'Andelot.

(2) Il rechercha en effet la main de Mademoiselle de Rohan pour Armand Nompar de Caumont, l'aîné de ses fils ; mais cette alliance ne se fit pas. Le baron de La Force épousa, en 1608, Jeanne de La Rochefaton, dame de Saville, riche héritière de Saintonge, remarquable par sa beauté et sa piété. Leur fille devint, en 1653, la femme du célèbre vicomte de Turenne.

DÉCLARATION DE BERTRAND AVIGNON,

Naguères de l'Ordre qu'on appelle des Cordelliers estably en la ville de Paris, bachelier en première licence, et présenté le premier dudict Ordre en la Faculté de Théologie et Sorbonne. Par laquelle il déduict les raisons qui l'ont meu de quitter la Religion Romaine pour embrasser la vérité de l'Evangile.

Faite à Ablon en l'assemblée des fidelles de l'Eglise de Paris, le dimanche de May, jour de la Pentecoste, 1605.

Imprimé l'an de grâce M.DCV.

[Sans nom de lieu. In-8° de 35 pages.]

Bertrand Avignon, ou d'Avignon, était seigneur de Souvigné. Il devint pasteur de l'Eglise de Rennes; il fut, en cette qualité, député de la province de Bretagne aux synodes nationaux de Privas, en 1612, et de Charenton, en 1623. Nous croyons devoir donner ici quelques extraits de l'exposé fait publiquement par ce « cordelier jetant le froc aux orties, » après l'avoir porté durant dix-sept années. Qu'on lise ce remarquable manifeste d'un cœur sincère et d'un esprit convaincu, et qu'on nous dise si le jour où l'assemblée huguenote qui se recueillait (comme on parlait alors) au petit temple d'Ablon, procéda à la réception d'un tel frère, qu'on dise si ce jour ne fut pas un beau jour pour elle et digne d'une marque spéciale dans ces notes éparses que nous rassemblons pour faire revivre son souvenir.



Ainsi que le devoir d'un bon et soigneux laboureur est non-seulement de bien ensemençer ses terres, mais aussi d'arracher, tant que faire se peut, l'yvroye et autres herbes inutiles de ses champs : Semblablement il ne me suffit mettre en avant la pure et sainte doctrine de laquelle je fais cejourd'huy profession, si quant et quant je ne tasche d'extirper avec la main de vérité les erreurs qui m'ont longtemps retenu sous le joug d'idolâtrie en l'Eglise romaine, et n'en déclare les motifs qui m'en ont fait retirer. Lesquels proposez au public pourront servir à ceux qui sont détenus de mesme maladie, suyvant Athenagoras, lequel disoit (en la harangue

pour les Chrestiens. I Epist. ch. 3) que le propre des chrestiens est de parler de la vérité, et pour la vérité, etc.

« Si l'apostre saint Pierre nous oblige de satisfaire à chacun qui nous demandera raison de nostre foy, ce n'est merveille si maintenant j'adresse à vous mes parolles, à vous, dis-je, qui estes l'Eglise de Dieu bastie non sur le sable mouvant et sur l'incertitude de la doctrine des hommes, mais sur la pierre ferme qui est Jésus-Christ, et l'infailible vérité de sa parole. Je parleray donc à vous en la face de Dieu, et vous expliqueray en la compagnie de ses anges, ce que mon âme, depuis quatre ou cinq ans en ça, avoit conceu, durant un voyage que je fis pour lors en Italie. Toutesfois, pour l'enfanter, il m'a fallu souffrir peines et travaux indicibles, plusieurs considérations humaines s'opposans à ma sainte résolution. Je sçay bien que plusieurs s'offenceront de mon changement, et prevoy que je serai combatu de beaucoup de calomnies, opprobres et injures. C'est pourquoy je ne vous veux cacher quelle a ci-devant esté ma profession, et vous feray entendre les raisons qui m'ont meu de la quitter.

« Il y a seize ou dix-sept ans que j'ay esté nourry en l'ordre qu'on appelle des Cordeliers, duquel je ne suis sorti par aucune légèreté ou mescontentement, Dieu m'est tesmoing, que le seul désir de mon salut m'en a retiré. En cet Ordre, je me suis avancé aux estudes autant qu'aucun autre d'iceluy, soit en philosophie soit en théologie, et parvenu jusques au degré de bachelier en première licence, et présenté le premier dudict ordre en la Faculté de théologie et Sorbonne. Je tay tout ce qui m'a despleu en cest Ordre, qui se diffamera assez de soy-mesme, je ne veux blasonner les mœurs de personne, et ne demande que l'honneur de Dieu, et partant je désire en partie toucher seulement quelques points de la doctrine, et faire paroistre les degrez qui m'ont eslevé du gouffre d'erreur, faict quitter l'habit, avec l'abus, et abandonner les traditions des hommes pour suivre celles de Jésus-Christ et de ses Apostres.

« J'apperçoy maintenant qu'il n'y a rien si foible que le mensonge, ainsi que saint Jean Chrisostôme (in Joan. hom. 28. August. De civit. D. lib. 2, c. 29) a très bien dit : veu qu'il n'y a rien si fort que la vérité, laquelle saint Augustin appelle à bon droict la victoire de l'Eglise; car quand le mensonge est descouvert il est vaincu, et c'est vaincre à la vérité que d'estre cognue. La faiblesse de l'un se monstre assez quand toutes les forces du monde sont employées pour le sous-

tenir et ne peuvent. La force de l'autre se voit aussi manifestement, veu que toutes les forces du monde ne l'ont peu vaincre. Qui plus est, ceux qui veulent autoriser le mensonge sont contraints de le colorer du titre et prétexte de vérité; et pour combattre la vérité ils luy donnent le nom de mensonge : tesmoignans par cela que le propre de la vérité, c'est de vaincre, et le propre du mensonge, c'est d'estre vaincu. Ainsi l'erreur, l'idolâtrie et la superstition desrobent le nom d'Eglise pour estre reçues. Et pour destourner les hommes de la vraie Eglise, on luy donne le nom d'hérésie qui est propre à la fausseté et à l'erreur. Partant, la cruauté et la calomnie ont esté de tout temps les deux bras qui ont combattu et affligé l'Eglise, et ne l'ont peu vaincre d'autant qu'elle a surmonté l'un par sa patience, et a repoussé l'autre par la parole de Dieu qui est la vérité ainsi que ceste mesme parole le dict. (Joan. XVII, 17. Psal. CXIX.)

« Or, la vérité de la doctrine au faict de religion doit se cognoistre, non par l'ancienneté, mais l'ancienneté par la vérité. La doctrine de l'Eglise romaine (laquelle j'ay cy-devant estimé estre la vérité divine, et le chemin de salut,) ne le peut vérifier par tesmoignages divins, et partant n'est pas la plus ancienne, puisque pour fondement elle n'a que tesmoignages humains. Mais la vérité de la doctrine de l'Eglise réformée (de laquelle aujourd'huy je fais profession) est fondée sur les tesmoignages divins, tirez des saintes Escritures : dont s'ensuit que quiconque aura prouvé la vérité d'une doctrine, aura par mesme moyen prouvé son ancienneté. »

Puis il énumère les doctrines et pratiques de l'Eglise romaine, desquelles il a reconnu qu'il n'y a ni commandement ni exemples en l'Ecriture sainte, et il passe en revue les principaux textes de l'Evangile et des Pères, qui lui démontrent la conformité et la pureté de l'Eglise réformée. Insistant sur la condamnation du culte des *images*, il s'écrie :

« Allez donc maintenant et les deffendez par subtiles distinctions : oui plutôt ayez honte de votre honte, et pensez une fois à ceste sentence de Jésus-Christ : *Que les vrais adorateurs adorent en esprit et en vérité.* Car d'alléguer après vostre Pape que les images sont les livres des ignorans n'est que trop réfuté par l'extrême ignorance qui est advenue au peuple par ce moyen... »

Dans son langage énergique, il donne aux Eglises romaines le nom de *mosquées*. Passant aux *Indulgences*, il fait ressortir tout ce qu'elles ont

d'insensé et de monstrueux : c'est à ses yeux un odieux outrage au Dieu vivant. Il cherche ensuite le *Purgatoire* dans l'Écriture, et ne l'y trouve point. Mais toute l'histoire crie que c'est là une « illusion et tromperie inventée par l'Eglise romaine et opiniâtrement défendue contre toute l'antiquité, d'autant que, au feu de ce fourneau, elle a forgé ses plus grandes richesses. » Il établit que le *mérite des œuvres* est également contraire à l'Écriture qui, à ses yeux, « ne reconnoit en l'homme aucune suffisance ni capacité à bien faire, » et proclame le salut gratuit par la foi. Enfin, il rejette le *Sacrifice de la messe*, c'est-à-dire le renouvellement du sacrifice de Christ, offert une seule et unique fois pour jamais. La messe est à ses yeux un démenti à la parole divine, une oblation imaginaire et fausse, et il en déduit les raisons, appuyées sur la doctrine évangélique et sur les anciens canons. Il conclut en ces termes :

« Qui est donc celui maintenant qui ne voit clairement que le sacrifice de la messe papistique a espandu tant de ténèbres autour du vrai sacrifice de Christ, que ce principal article de foy s'en est presque allé en oubly. Cette invention humaine (comme la superstition est fertile) a-elle pas finalement produit une infinité de cérémonies diverses, de contenance ridicules, de signes, c'est-à-dire tant de mystères cachez et incognus aux prestres mêmes, que celui qui se les ramentoit pense estre plustost en l'escole de Numa Pompilius et au collège des anciens pontifes romains qu'estre disciple des Apostres et domestique de l'Eglise chrestienne.

« Je représenteray les tours, retours, gestes, branles et mouvemens divers du prestre chantant messe, lequel se monstre tantost courbé, ores faisant un tourdion, puis s'arrestant au milieu de ses virevoltes, souventes fois demeurant tout court, et parfois marchant à petit pas, tantost il estend les bras, puis les serre, maintenant il les hausse, et soudain les baisse : ses doigts sont occupez sans cesse à faire croisades, souvent il marmonne entre ses dents, et au contraire il crie tout haut après ceux auxquels il tourne le dos, quelquefois il souffle des mots sur du pain et sur un calice, parfois aussi il faict du dormeur, puis du recueilli qui soupire, sanglotte et soudain vient à chanter à haulte voix : *Per omnia secula seculorum*. Telles et infinies autres chumagrées ont-elles quelque chose de commun, ou avec le très saint sacrifice que Christ mourant a une fois faict pour nous, ou avec le sacré mystère de la Cène du Seigneur ?

« Représentez-vous Jésus-Christ à table avec ses Apostres, tourné

vers eux, parlant en langue entendue de tous, leur donnant le pain sans l'eslever, distribuant les deux espèces à tous, disant : *Cecy est mon corps, prenez, mangez, faictes ceci en mémoire de moy. Et ce Calice est la nouvelle alliance en mon sang, etc.* Les Apostres assis sans adorer, et puis chantant le cantique pour action de grâce; puis comparez la messe avec cela, et tout ce que Jésus-Christ a dict et faict, avec les parolles et mouvemens du prestre, je tay le reste des abus de l'Eglise romaine craignant estre prolix, et les autres motifs qui m'ont servy d'ayde secourable pour m'en retirer.

« Ces choses estans telles et l'erreur si évidente, pouvoys-je résister à Dieu m'appellant, ou devois-je combattre ma conscience? Et certes, je suis seulement marry d'avoir trop longtems adhéré au mal et trop donné de lieu à la craincte et aux considérations humaines.

« Le respect d'un fort honneste homme Lyonnais, qui a favorisé mes estudes de ses libéralitez, la considération de plusieurs amis desquels je me verrois privé et ausquels j'espère que Dieu fera miséricorde comme à moy et leur manifestera enfin la voye de salut. Le repos présent et les incommoditez futures m'estoient comme chaînes qui me retenoient sous le joug de l'idolâtrie. Mais enfin Dieu a eu pitié de moy et m'a sauvé d'une si grande perdition, n'ayant pas seulement illuminé mon entendement, mais aussi encouragé ma volonté à rompre tous ces liens et postposer toutes choses à mon salut et à sa gloire.

« Je luy rendz donc grâces immortelles puisqu'il luy a pleu par sa bonté infinie et grande miséricorde me retirer de la perfide Egypte, et me conduire en la terre de Canaan, me faire quiter les esgouts des traditions humaines et m'introduire dans les vives sources et fontaines d'Israël.

« Pour le regard de ceux qui sont en mesme péril où j'ay esté, je les exhorte et adjure par Jésus-Christ, lequel nous a aymez (dit l'Apostre) et s'est livré soy-mesme pour nous en sacrifice et oblation de bonne senteur à Dieu, que rejettans au loing ces inventions humaines (que Dieu abhorre), quittant l'affection de débatre, et ayant escarté cette brouée d'erreurs, ils se rengent avec moy à la vraye doctrine du sacrifice unique de Jésus-Christ, car pourquoy la vraye religion que j'ay embrassée est-elle en horreur, sinon qu'elle ne recognoist autre satisfaction pour nos péchez que le sang de Jésus-Christ? Et nulle autre règle de religion que la parolle de Dieu contenue ez saine-

tes Écritures? Pource aussi qu'elle nous enseigne de nous glorifier seulement en la miséricorde de Dieu, et au bénéfice de Jésus-Christ et en reconnaissance de ses grâces, le glorifier et servir selon ses commandemens, attendant au partir de cette vie salut, qui nous est acquis, non point par nos mérites, mais par le sang de nostre Seigneur.

« C'est là mon espérance et ma foy en laquelle Dieu me fera la grâce de persévérer jusques au tombeau. Que si, en servant Dieu, je perds la bonne affection de ceux que j'aime et honore, je me consolerais en Dieu et dyrais le Seigneur est mon roc, ma forteresse et mon libérateur, en luy je me confie et l'invoquerais en le louant, et serais sauvé de mes ennemis. Cependant je ne laisserais de prier Dieu pour eux à ce qu'il les délivre d'erreurs et de superstitions, et des jugemens qu'il a préparés à ceux qui combattent sa vérité. »

A-t-on jamais mieux pensé et mieux dit ?

Et le néophyte d'Ablon ne s'est pas borné à bien dire en ce jour solennel; mais le pasteur de l'Eglise de Rennes a tenu les paroles du Cordelier, amené ainsi par un voyage en Italie à professer courageusement la vérité chrétienne.

LÉTTRES INÉDITES DU COMTE DE TESSÉ ET DE LOUVOIS

SUR LE MINISTRE D'ORANGE J. PINETON DE CHAMBRUN.

1685.

Nos lecteurs connaissent tous *Les Larmes de Pineton de Chambrun*, ce petit livre sur lequel les apologistes de la Révocation de l'Edit de Nantes ont eu l'honneur d'appeler dernièrement l'attention du grand public. Soit dans la nouvelle édition qu'en a donnée M. Ad. Schæffer, soit dans l'analyse pleine de vie que nous en avons reproduite d'après le *Journal des Débats* (*Bull.*, t. II, p. 594 à 604), on a lu les exploits des convertisseurs à l'encontre du pasteur d'Orange, principalement ceux du comte de Tessé, et l'on connaît la *dragonnade* par le récit du *dragonné*. Nous allons y joindre le récit sommaire du *dragon*, du *garnisier* de qualité (comme disent les avocats de la Révocation), en un mot, de M. de Tessé lui-même. En bien cherchant nous avons trouvé une lettre inédite, dans laquelle il rend compte à Louvois de ses hauts faits, mais succinctement, avec une réserve et une certaine modestie d'auteur. A l'entendre, les protestants d'Orange, le parle-

ment surtout, lui ont vraiment fait trop beau jeu. Il n'a eu qu'à se montrer pour vaincre! Le président et ses collègues se seraient faits mahométans, pour peu qu'il l'eût souhaité! Quant au ministre, M. de Chambrun, l'est différent : l'impertinent fait mine de résister, il ose lui tenir tête! Ce qui scandalise par-dessus tout M. de Tessé, c'est de voir à quel point « ces gens » sont *infatués* de leur prince d'Orange, de son autorité, de la Hollande, « de l'Angleterre, etc. » On remarquera, quelques lignes plus haut, ce qu'il est lui-même, — « l'homme à tout faire de Louvois, » comme l'appelle Saint-Simon, — et quelle est sa manière d'être au sujet de l'autorité de Sa Majesté le Roi très chrétien. Cette lettre réalise bien le portrait que Saint-Simon fait de « *l'homme au chapeau gris* : caractère liant, poli, flatteur, « voulant plaire à tout le monde, fier, ingrat, adroit à merveille, fourbe et « artificieux de même. »

A Monseigneur de Louvois, ministre secrétaire d'Etat (1).

(Archives de la Guerre. Registre 795, p. 48.)

Monseigneur,

Je vous ay promis par la dernière lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire, qu'apparemment le succès des conversions que j'espérois répondroit à mon attente. Je vous tiens parole aujourd'hui, Monseigneur, et non-seulement dans une mesme journée toute la ville d'Orange s'est convertie, mais l'Estat a pris la mesme délibération et MM^{rs} du Parlement qui ont voulu se distinguer par un peu plus d'obéissance ont pris le mesme dessein vingt et quatre heures après. Tout cela s'est fait doucement, sans violence et sans désordres.

Il n'y a que le ministre Chambrun, patriarche du païs, qui continue de ne point vouloir entendre raison, car M. le Président qui aspirait à l'honneur du martyre, fust devenu mahométan ainsy que le reste du Parlement si je l'eusse souhaité.

Je vous envoie la copie de la délibération générale, qui est suivie de la particulière abjuration d'un chacun. Je ne vous céleray pas que ces gens-cy m'ont fait des propositions de créance qu'il faut estre foux pour imaginer. La moins extra-

(1) Un ancien archiviste a écrit sur cette lettre : « Document qui dévoile, contre « l'intention de l'auteur, la politique de Louis XIV sur les conversions forcées des « protestants du royaume. *Quantum religio potuit suadere malorum!* »

vagante et la plus difficile à surmonter a esté la nécessité où ils croyoient estre de mettre le nom et l'autorité du Roy dans toutes les lignes de leur créance pour se disculper envers leur Prince de ce changement par une contrainte qu'ils vouloient qui parust. Vous voirez comme quoy j'ay retranché tout ce qui pouvoit la ressentir. Du reste qui reguarde les points de créance, M. l'évesque d'Orange s'en est contenté. Mais j'ay cru me devoir roidir à ne pas souffrir qu'on parlast autrement du Roy. En tout cas il faut que Sa Majesté reguarde ce qu'on fait avec ces gens-cy, comme quand d'une mauvaise paye l'on tire ce qu'on peut.

Vous voirez mesme que je leur ay passé que les frais de la subsistance des troupes seroit régualés sur la Principauté. Car quoy qu'il eust esté assez juste que les catholiques n'eussent rien payé, cependant il estoit nécessaire pour conclure, que cela passast ainsi, et les catholiques y ont paru consentir de bon cœur pour voir toute leur ville en estat, dans la mesme réunion.

Si le ministre Chambrun continue à estre obstiné, je ne crois point qu'il soit à propos que le Roy lui permette de sortir du royaume. Cet homme est habille, dangereux, séditieux, beau parleur, et il vaudroit mieux assurément que le Roy le fist mettre dans une citadelle ou chasteau pour toute sa vie que de permettre qu'il se retirast en Hollande, où il demande qu'on le conduise. Peut-estre mesme l'envoyray-je dès aujourd'huy à Valance, car sa présence retient icy toutes les vieilles femmes. J'ajouste encore que tous les convertis appréhendent que cet homme n'aille en Hollande.

Vous ne sçauriez croire combien tous ces gens-cy estoient et sont infatués du Prince d'Orange, de son autorité, de la Hollande, de l'Angleterre et des protestans d'Allemagne. Je ne finirois pas si je vous contoïs toutes les sottises, les impertinentes propositions qu'ils m'ont faittes.

J'ay oublié de vous mander que le jour qu'on fit raser le petit temple, dont tout le bois, la couverture, les vitres et les

pierres furent dissipées, brisées et rompues par le désordre militaire des dragons qui l'abattirent, il me fut proposé par des moines de faire vendre le débris du grand temple, et l'on en offrit douze cent livres. Je crus qu'il valloit mieux tirer cela que rien. J'en fis donner deux cent francs à chacun de deux maréchaux-des-logis qui estoient fort mal montés, cent francs à un sergent du Plessis-Belièvre, qui moyennant cela se convertit, et les six cent livres restantes ont esté distribuées par mes ordres à différens pauvres nouveaux convertis qui, par les mémoires que m'en a donnés M. l'évesque d'Orange, ont eu le plus grand besoin de cette charité. Voilà, Monseigneur, l'usage que j'ay cru pouvoir faire de cet argent.

Je puis vous assurer que le Roy ne recevra guère de mémoire fascheux contre les troupes qui ont vescu icy.

Le sieur de Bellefond, capitaine au régiment de dragons de la Reyne, a perdu dans sa famille à Paris, un homme sur la teste duquel estoit tout son bien. Il vous prie, Monseigneur, de vouloir bien qu'on luy accorde un congé pour trois mois. Sa compagnie est en bon estat.

Je suis avec respect,

Monseigneur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,

Le comte DE TESSÉ.

A Orange, ce 13 novembre 1685.

M. de Tessé étoit arrivé à Orange à la fin d'octobre. On peut voir, soit dans le récit de M. de Chambrun (p. 99 à 130), soit dans l'analyse que nous avons donnée (t. II, p. 597 à 601), le détail de tout ce qui avoit précédé cette lettre du 13 novembre, à la suite de laquelle le malheureux pasteur fut en effet, plus mort que vif, acheminé sur Pierre-Encise. Voici une lettre de Louvois à l'archevêque de Lyon, qui prouve qu'il avoit été avisé plus positivement de cette translation, et qu'il n'avoit pas jugé inutile d'adresser au prélat certaines recommandations.

A M. l'Archevesque de Lyon.

(Archives de la Guerre. Reg. 757.)

Le Roy ayant esté informé que le ministre de Chambrun qui doit

estre conduit à Pierre-Encize est fort infirme, Sa Majesté m'a commandé de vous faire sçavoir qu'en le faisant garder avec la sévérité portée par les ordres du Roy, vous ne laissiez pas de luy faire donner les choses nécessaires pour sa santé. Je suis avec respect, etc.

DE LOUVOIS.

A Versailles, ce 29^e novembre 1685.

Mais on sait qu'arrivé à Valence, le 10 décembre, notre pasteur y fut intercepté et accaparé par l'évêque du lieu, M. de Cosnac, qui n'avait garde de manquer une si belle occasion de se signaler. On sait aussi comment sa proie finit par lui échapper, et comme M. de Chambrun dut à ce concours de circonstances de pouvoir gagner la Hollande, où il donna raison aux craintes qu'avait exprimées à cet égard M. de Tessé, en publiant ses *Larmes*, qui ont réhabilité la victime et imprimé aux bourreaux une flétrissure méritée.

La lettre de Tessé, du 13 novembre, se croisa avec la suivante de Louvois, qui l'invitait à poursuivre son œuvre, pour l'agrément de Sa Majesté. Ce sont les seules lettres que nous ayons pu découvrir sur ces affaires d'Orange.

A M. le Comte de Tessé.

(Arch. de la Guerre. Ibid.)

Monsieur,

J'ay receu la lettre que vous avez pris la peine de m'escire le 3 de ce mois. Je n'ay rien à adjouter à ce que je vous ay mandé des intentions du Roy, sur les diligences que vous devez faire pour essayer de convertir les religionnaires d'Orange si ce n'est que Sa Majesté aura bien agréable que vous en usiez de mesme pour le plat pays, que vous avez fait pour la ville.

Je suis, Monsieur,

Vostre très humble et très affectionné serviteur,

DE LOUVOIS.

A Versailles, ce 14 novembre 1685.

On sait en effet, par les *Larmes* de M. de Chambrun (p. 446), que « le comte de Tessé délogea d'Orange avec les troupes, le 25 novembre, » et qu'il alla poursuivre ailleurs sa *mission bottée* et continuer à mériter le cordon de l'Ordre et le grade de maréchal de champ dont il fut revêtu en 1688.

LE DUC ET LA DUCHESSE DE CAUMONT LA FORCE

INCARCÉRÉS POUR CAUSE DE RELIGION.

1694-1697.

« Messe. ou Bastille ! »
(Parole de Charles IX à Condé, en 1572.)

Nous continuons ces extraits, de plus en plus importants et instructifs, et que nous ne sommes pas encore près de terminer :

Suite des extraits inédits (1).

Lettre du Roy à Mad^e la Duchesse de La Force, pour lui dire de se retirer de La Boullaye.

Versailles, le 8^e décembre 1697.

Ma cousine, je ne doute pas que mon cousin le Duc de La Force n'ait connu en toutes occasions, et particulièrement en celle de sa conversion en la religion catholique, l'amitié que j'ay toujours eüe pour luy; je crois ne luy en pouvoir donner des marques plus sensibles qu'en éloignant de lui les personnes qui, dans l'extrémité de sa vie, pourroient inspirer des sentiments contraires aux bonnes dispositions dans lesquelles il a paru depuis sa réunion; ainsy je suis obligé de vous dire que mon intention est que vous vous retiriez de la Boullaye aussitost que cette lettre vous sera rendüe, et que vous vous absteniez d'y retourner jusqu'à nouvel ordre, à quoy m'assurant que vous satisferez ponctuellement, je prie Dieu qu'il vous ait, etc.

A Mad^e l'Abbesse de Saint-Sauveur.

27^e janvier 1698.

Le Roy n'ayant plus à présent sujet de douter de la solidité de la vocation de M^{lle} de La Force pour estre religieuse dans votre maison, après les témoignages que vous en avez rendus et la manière dont cette demoiselle s'en est elle-mesme expliquée, S. M. m'a ordonné de vous escrire que vous pouvez la recevoir quand vous le jugerez à propos, et que la pension de 700 liv. qu'elle a depuis plusieurs années luy sera establie par un brevet pour luy servir de dot. S. M. a esté surprise d'apprendre que Mad. la duchesse de La Force aye veu sa fille depuis qu'elle est dans votre maison, et elle m'ordonne

(1) Voir ci-dessus, p. 67, et au t. II, pp. 64, 431, 560.

de vous escrire que son intention est qu'elle ne la voye plus sous quelque prétexte que ce soit. Je parleray ou j'escriray à M. le Duc de La Force, afin qu'il pourvoye aux menues dépenses à faire pour la prise d'habit de M^{lle} sa fille, et je ne doute pas qu'il ne le fasse convenablement. Je suis, etc.

A M. le Duc de La Force.

27^e janvier 1698.

Le Roy ne doutant plus de la solidité de la vocation de M^{lle} votre fille après les assurances qu'elle en a données par escrit et de vive voix à une personne de confiance qui luy a esté envoyée, Sa Majesté m'a ordonné de vous dire que, bien loin de vous y opposer dorénavant, vous devez contribuer à son dessein en ce qui dépendra de vous. S. M. veut bien lui continuer, sa vie durant, la pension de 700 livres dont elle jouit depuis qu'elle est hors du couvent de Sainte-Marie. Mad^e l'abbesse de Saint-Sauveur la recevra avec plaisir pour cette pension, ainsy il n'est plus question que de luy donner les choses nécessaires pour sa prise d'habit et pour sa profession. Vous estes convenu avec moy de les luy donner, et je l'ay dit au Roy; donnez donc ordre, s'il vous plaist, afin que cela ne retarde point la prise d'habit.

S. M. a été surprise d'apprendre que Mad^e la Duchesse de La Force l'ayt veüe dans le couvent, vous sçavez que Sa Majesté n'a jamais entendu ce commerce, je crois mesme qu'elle a toujours bien connu que ce n'estoit point l'intention de Sa Majesté, et je m'étonne qu'elle ayt hazardé cela sans permission. Dites-luy, s'il vous plaist, qu'elle s'en abstienne, et qu'il y a ordre au couvent de ne l'y point laisser voir M^{lle} votre fille. Je suis, etc.

A M. le Duc de La Force.

25^e mars 1698.

J'ay receu une lettre de Mad^e Nesmond qui me mande qu'une de Mesdemoiselles vos filles veut se faire religieuse au couvent de la Visitation de Saint-Denis; comme il y a aparence que sa vocation est bonne et sincère, étant en lieu de se déterminer sans aucune contrainte, le Roy m'a ordonné de vous escrire qu'il croit que vous devez contribuer à accomplir le dessein de cette demoiselle, bien loin de l'en empescher, et luy donner les choses nécessaires pour sa dot.

Je suis, etc.

A Mad^e de Nesmond,

25^e mars 1698.

J'ay rendu compte au Roy de ce que vous m'avez escrit sur la résolution de M^{lle} de La Tour de se faire religieuse. S. M., en louant son zèle, m'a ordonné d'en escrire à M. le Duc de La Force afin qu'il ne l'empesche pas d'exécuter un si bon dessein, et pour vous dire en mesme temps que vous pouvez dès à présent la mener au couvent de la Visitation, à Saint-Denis, où elle désire d'entrer. S. M. y payera sa pension pendant son noviciat, et, à sa profession, on verra à faire pour elle ce qui conviendra le mieux.

A Mad^e de Nesmond.

7^e may.

Le Roy veut bien donner une pension de 500 livres à M^{lle} de La Force pour se faire religieuse, et 1,200 livres pour les frais de la vesture et de la profession. Je vous envoie une ordonnance de 600 livres, et dans le temps de la profession, j'en expédieray une pareille de 600 livres, et une de 500 livres pour la pension avec le brevet.

BREVET de 1,600 livres de pension pour le Sr Armand Caumont de La Force, fils du Sr duc de La Force.

Brevet pour accorder à M. le Duc de La Force les honneurs de Duc, nonobstant la cession de son duché.

Aujourd'huy, 15 juin 1698. Le Roy estant à Versailles, ayant eu agréable la cession que le sieur Jacques Nompar de Caumont, Duc de La Force, a fait de son duché pairie en faveur du Sr Henry-Jacques-Nompar de Caumont, son fils, S. M. a voulu faire connaître l'estime qu'elle a pour le dit Duc de La Force par des marques d'honneur qu'elle ne donne que rarement, et pour cet effet, S. M. a accordé et accorde au dit Duc de la Force et à la Duchesse de La Force sa femme, les mesmes honneurs, entrées au Louvre, et autres avantages dont ils ont cy-devant jouy à cause du dit Duché de la Force, nonobstant la cession que le dit Sr Duc de La Force en a faite à son fils, le tout conformément et en la même manière qu'en ont jouy et jouissent les autres Ducs auxquels S. M. a accordé pareille grâce, et pour

témoignage de sa volonté, S. M. m'a commandé d'expédier la présent brevet qu'elle a, etc.

A M. le Duc de La Force.

28^e juillet 1698.

J'ai fait ce matin rapport au Roy du placet par lequel vous demandiez les arrérages de la rente due à M. le Duc de Wurtemberg, tant avant la guerre que pendant qu'elle a duré, et S. M. vous les a accordés à condition ainsi que vous le proposez, de payer ce qui était dû à M. de Mekelbourg. Comme M. de Barbezieux avoit expédié le premier don, il a ordre d'expédier le nouveau; je luy en ay remis les papiers à cet effet. Je suis, etc.

A Mad^e l'Abbesse de Gercy.

29^e septembre 1698.

M. Brunet désirant que M^{lle} de La Force passe trois ou quatre jours chez luy à la campagne, vous pouvez la laisser sortir pour cela et la recevoir ensuite pour rester dans votre maison à l'ordinaire.

Je suis, etc.

A M. de La Bourdonnaye.

21^e octobre.

On a donné avis au Roy que M. le Duc de la Force a auprès de luy, à La Boullaye, cinq domestiques nouveaux catholiques, dont je vous envoie les noms, qui font mal leur devoir; S. M. m'ordonne de vous dire de vous informer secrètement de la conduite de ces gens-là, et de m'en donner avis pour luy en rendre compte. Je suis, etc.

A M. de La Bourdonnaye.

16^e novembre.

Le Roy, qui a très juste sujet d'être mécontent de la conduite de M. le Duc et de Mad^e la Duchesse de La Force et de quelques-uns de leurs enfants, m'a ordonné de vous escrire de vous transporter à La Boullaye pour leur faire entendre ses intentions et faire exécuter ses ordres à leur égard.

Pour cet effet, vous devez être informé que Sa Majesté, qui a toujours honoré M. le Duc de La Force d'une amitié et d'une estime particulière, fut très sensible à la sincérité de la conversyon qu'il fit il y a quelques années, que par cette raison elle a pris soin de l'éducation

de ses enfans, leur a donné des pensions et a doté ses filles qui ont voulu estre religieuses. S. M. a poussé la complaisance jusqu'à laisser Mad^e la Duchesse de La Force en pleine liberté à la Boullaye, ce qu'elle n'a encore fait pour personne de ceux qui sont dans l'état d'opiniâtreté et d'endurcissement en la R. P. R. où elle se trouve, et cela par les assurances et paroles d'honneur que M. le Duc de La Force a souvent donné à Sa Majesté qu'il ne se départiroit jamais du bon party qu'il avoit pris, et que, tant que Mad^e la Duchesse de La Force auroit le malheur de rester dans son opiniâtreté, au moins elle ne s'ingéreroit en aucune manière de parler de religion à luy ni à ses enfans. Cependant S. M., qui avoit déjà eu de justes soupçons contre la conduite de cette dame pendant la maladie qu'eut M. le Duc de La Force il y a un an, apprend qu'enfin Mad^e la Duchesse de La Force, ne gardant plus de mesures, tasche de les pervertir tous, même leurs domestiques nouveaux catholiques. Si Sa Majesté avait écouté son ressentiment, elle auroit d'abord envoyé ses ordres pour séparer Mad^e de La Force de sa famille, et la mettre en lieu où ils n'eussent point à craindre ses mauvais conseils; mais S. M., qui conserve toujours de l'estime pour M. le Duc de La Force, n'a pas voulu, en l'état auquel il peut estre pour sa santé, luy oster quant à présent les secours temporels qu'il peut recevoir d'elle. Ainsy Sa Majesté m'ordonne de vous escrire de vous transporter incessamment à La Boullaye, avec le Sr Dupoy, lieutenant de la prévosté de l'hostel, que je fais partir d'icy dez demain pour se rendre près de vous, à Rouen; S. M. veut que vous disiez à M. le Duc de La Force qu'elle ne se seroit jamais attendüe à un tel manquement de parole de sa part, qu'elle a un juste sujet d'estre indignée contre luy d'avoir abandonné les pratiques de la religion catholique, en laquelle il l'a tant de fois assurée estre entré de bonne foy, que vous disiez à Mad^e la Duchesse de La Force que la seule considération de M. son mary a suspendu sur elle la sévérité des ordres de de Sa Majesté, qu'il luy sera permis de le voir pour son soulagement et leurs affaires domestiques, mais qu'elle n'aura aucune liberté de luy parler de religion, S. M. voulant qu'à cet effet le Sr Dupoy reste toujours près de luy jusqu'à nouvel ordre, et rende compte jour par jour de ce qui se passera à La Boullaye.

A l'égard de M. de Castelnau, leur fils, le mesme officier a ordre de l'arrestter et de le conduire à la Bastille.

S. M. veut aussi que vous disiez à M. le marquis de La Force de se

rendre icy, afin que je luy puisse faire sçavoir les intentions de Sa Majesté.

Et pour empescher le progrès des perversions de *M^{de} la Duchesse de La Force*, et qu'ils ne se servent de domestiques nouveaux catholiques, Sa Majesté a donné ordre de faire arrester les nommés Durand et Bontemps, valets de chambre, Altainville, officier, Renaud, maréchal et le fauconnier, et les faire conduire au château du Pont-de-l'Arche jusques à nouvel ordre, et afin que M. le Duc de La Force, dans l'état où il se trouve, ne manque pas de domestiques, Sa Majesté veut que, pour remplacer ceux-là, vous lui en choisissiez autant qu'il voudra d'anciens catholiques, mesme que vous lui donniez les vostres, s'il en est besoin, afin que rien ne luy manque. Je suis, etc.

Ordre pour arrester le *S^r Marquis de Castelnau* et cinq domestiques de M. le Duc de La Force.

Versailles, le 16^e novembre 1698.

DE PAR LE ROY :

Il est ordonné au *S^r Dupoy*, lieutenant de la prévosté de l'hôtel et grande prévosté de France, de se transporter au château de la Boulaye pour y arrester le *S^r de Castelnau*, fils du *S^r Duc de La Force*, et le faire conduire sous bonne et sauve garde au château de la Bastille, voulant que le dit *S^r Dupoy* reste avec le dit *S^r Duc de La Force*, pour estre toujours près de sa personne et exercer les ordres dont il a esté chargé par Sa Majesté. Veut pareillement S. M. que le dit *S^r Dupoy* arreste les nommés Durand et Bontemps, valets de chambre, Altainville, officier, Renaut, maréchal-ferrant et le fauconnier du dit *S^r Duc de La Force*, et les conduire au château du Pont-de-l'Arche pour y estre détenus jusques à nouvel ordre. Fait à Versailles, etc.

LETTRE à M. le chevalier de Saint-Mars pour recevoir le dit *S^r de Castelnau*.

LETTRE à M. Davignou pour recevoir les cinq domestiques cy-dessus.

Mémoire de ce que le Roy veut estre observé par
le *S^r Dupoy*.

Le *S^r Dupoy* ira à La Boulaye avec M. de La Bourdonnaye, pour,

après que ledit Sr de La Bourdonnaye aura fait sçavoir à M. le Duc et à Mad^e la Duchesse de La Force les intentions du Roy, arrester M. de Castelnau leur fils, et l'envoyer au château de la Bastille par le Sr Nerot, exempt de la prévôté de l'hôtel, et un ou deux gardes, s'il est besoin, et comme ce gentilhomme est malade, ils auront soin de le conduire doucement et en autant de journées qu'il sera nécessaire, afin que sa santé n'en soit point altérée. Le Sr Dupoy restera auprès de M. de La Force, sera toujours près de sa personne, et empêchera que ny Mad^e de La Force, ny quelque autre personne que ce puisse estre, lui parle de la R. P. R., mais au contraire donnera auprès de lui un accez facile tant au curé du lieu qu'aux autres ecclésiastiques que M. le Duc de La Force pourroit avoir envie de voir. Aura une attention toute particulière sur la conduite de M. de La Force, et si au préjudice des ordres que M. de La Bourdonnaye doit luy porter de la part de Sa Majesté, elle se mettoit en devoir de luy parler de religion, il luy imposera silence et l'obligera de se retirer d'auprès de luy. Il fera conduire au Pont-de-l'Arche les cinq domestiques qu'il a ordre d'arrester, et donnera de tems en tems avis de ce qui viendra à sa connaissance et croira devoir estre mandé.

Au Sr Dupoy.

2^e décembre 1698.

Depuis les nouvelles que j'ay receües sur ce qui s'est passé à La Boulaye, le Roy a résolu d'y envoyer le père Bordes, de l'Oratoire, pour y estre toujours près M. le Duc de La Force, afin de le fortifier dans la religion et empêcher que Mad^e la Duchesse de La Force ne le pervertisse; Sa Majesté veut que vous soyez toujours près de luy, suivant les premiers ordres que vous en avez reçus, à moins que le Père Bordes n'y soit, auquel cas vous ferez ce qu'il trouvera à propos; à l'égard de Mad^e la Duchesse de La Force, elle ne luy doit parler soit de jour soit de nuit qu'en vostre présence, et elle ne doit point coucher dans sa chambre, sous quelque prétexte que ce soit; elle pourra cependant luy parler en particulier, si le Père Bordes le juge nécessaire.

Quant à ce qui regarde M. le Marquis de Castelnau, S. M. a bien voulu, à cause de l'état auquel il se trouve, suspendre l'exécution de l'ordre qui vous a esté mis en main pour le faire conduire à la Bastille, et au lieu de cela l'envoyer dès à présent à l'abbaye de la

Croix, qui est dans le voisinage, pour achever de s'y guérir ; après quoy Sa Majesté verra ce qu'elle aura à ordonner ; faites-l'y donc transférer le plutost qu'il se pourra avec des domestiques anciens catholiques seulement.

M. le Duc de Caumont avoit fait icy beaucoup d'instances pour le retour du nommé Durant chirurgien ; mais cela ne se peut, il n'est pas un homme propre à laisser près de M. le Duc de La Force, dites-le à Mad^e la Duchesse, afin qu'elle se pourvoye d'un autre chirurgien catholique.

Au Père Bordes.

2^e décembre 1698.

M. le Duc de La Force, qui est depuis quelque tems malade à La Boulaye, s'y trouve dans un tel danger d'estre perverti par Mad^e la Duchesse de La Force, que le Roy a esté obligé d'y envoyer un officier pour observer sa conduite ; mais cela ne suffit pas, il faut rétablir ce que cette dame a pu gaster des bonnes dispositions dans lesquelles vous l'aviez mis sur la religion. Ainsi Sa Majesté m'ordonne de vous escrire d'aller à La Boulaye pour rester près de luy jusques à ce qu'il soit en estat de revenir à Paris. Sa Majesté a donné ses ordres pour empescher que Mad^e de La Force ne luy parle en particulier, et l'officier qui est près de luy ne le souffrira point, à moins que vous ne le jugiez à propos ; vous ferez un ouvrage bien agréable au Roy, si en travaillant pour garantir le mari de la perversion, vous pouviez convertir la femme qui a toujours esté si opiniâtre. L'éloignement des Eglises a esté jusqu'à présent dans cette maison un prétexte pour se dispenser d'entendre la messe ; c'est pourquoi Sa Majesté veut qu'avec l'agrément de l'évesque vous choisissiez le lieu qui y sera le plus propre pour y establir une chapelle et y faire dire la messe tous les jours. M. le Duc de Caumont s'est chargé de vous mener à La Boulaye. Il doit vous voir pour cela. Ecrivez-moi souvent sur ce qui s'y passera.

A M. de La Bourdonnaye.

2^e décembre 1698.

Sur ce que vous m'avez escrit concernant ce qui s'est passé à La Boulaye, le Roy envoie le Père Bordes, de l'Oratoire, qui avoit converty M. le Duc de La Force, pour rester près de luy jusques à ce

qu'il soit en état de revenir à Paris, avec ordre d'établir une chapelle dans le château et d'y faire dire la messe tous les jours. A l'égard du Marquis de Castelnau, qui ne s'est pas trouvé en état d'être transféré à la Bastille, il sera porté dès à présent à l'abbaye de la Croix, qui est près de La Boulaye, pour y rester jusques à ce qu'il soit guéry. J'ai fait sçavoir au Père Bordes et au Sr Dupoy les intentions de Sa Majesté; ainsy je ne vous écris cette lettre que pour vous en tenir informé. Je suis, etc.

Au Prieur de l'abbaye de Sainte-Croix.

2^e décembre.

Le Roy ayant esté informé du danger auquel se trouve le Marquis de Castelnau, fils de M. le Duc de La Force, de rester à La Boulaye, où il pourroit estre perverty par Mad^e sa mère, S. M. a donné ses ordres pour le faire conduire dans votre maison, afin d'y rester jusques à ce que sa santé soit rétablie, et Sa Majesté m'ordonne en même tems de vous escrire de prendre un soin particulier de luy et de l'instruire autant qu'il vous sera possible des vérités et des obligations de la religion catholique. Il a esté élevé avec soin au collège des Jésuites à Paris, et il ne sera pas difficile de retrouver en luy les bons sentiments de religion que Mad^e sa mère pourroit y avoir étouffés pendant le séjour qu'il a fait près d'elle. Il ne faut point lui souffrir de domestiques nouveaux catholiques. Le Père Bordes, qui s'en va aussi à La Boulaye, prendra le soin de le voir de tems en tems. Je suis tout à vous.

Du 2^e décembre 1698, à Versailles.

ORDRE au Sr Dupoy de conduire le Marquis de Castelnau à l'abbaye de la Croix.

LETTRE DU ROY au prieur de ladite abbaye pour l'y recevoir et détenir jusques à nouvel ordre.

Au S^r Dupoy.

11^e décembre 1698.

Vous pouvez dire à M. l'abbé de La Croix ou au prieur-général qu'il donne ordre à ce que M. de Castelnau soit traité convenablement, et que de manière ou d'autre S. M. donnera ordre que sa dépense soit payée.

A M. le Duc de Caumont.

19^e décembre.

J'ay receu les lettres que vous avez pris la peine de m'escire dont Sa Majesté a paru fort contente. Elle m'ordonne de vous dire de continuer à bien faire, parce que votre bon exemple peut être d'un grand exemple dans votre famille. Je suis, etc.

Au Père Bordes.

16^e décembre 1698.

Le Roy a entendu avec plaisir le compte que je lui ay rendu du contenu *dans* votre lettre du 6 de ce mois; S. M. ne doute point que vous ne fassiez sur M. le Duc de La Force tous les progrès qu'on doit espérer des bonnes dispositions où vous l'avez mis; souvenez-vous bien des paroles positives qu'il avoit données à S. M. sur ce sujet; c'est à quoy il paroît fort sensible, et il faut se servir de tous moyens pour le ramener à son devoir.

A M. Pelot.

16^e décembre.

Le Roy a été bien aise que le marquis de Castelnau soit tombé entre vos mains, il ne pouvoit être mieux. Je suis persuadé que vous effacerez, pendant qu'il sera chez vous, les mauvaises impressions qu'on pourroit lui avoir données à la Boullaye. Je suis, etc.

A M. le Duc de La Force.

22^e décembre.

Le Roy a bien voulu donner une pension de 600 livres à M^{lle} votre sœur (*sic*) qui est à la Visitation de Saint-Denis pour sa dot; s'il y a quelques autres frais, c'est à vous les payer, ainsy que vous avez fait pour celle qui est à l'abbaye de Saint-Sauveur, à Evreux.

Je suis, etc.

A M^{le} de La Force.

22^e décembre 1698.

Le Roy a bien voulu vous donner une pension de 600 livres pour votre dot; aussitost que vous serez en état de faire profession, j'en expédierai le brevet avec une ordonnance de cette somme pour l'année du noviciat. A l'égard des autres frais, Sa Majesté n'y peut en-

trer, et j'écris à M. le Duc de la Force pour l'exciter à les payer comme il a fait pour votre sœur qui est à Saint-Sauveur. Je suis, etc.

Au S^r Dupoy.

23^e décembre.

J'ay reçu votre lettre du 22 de ce mois; vous ne pouvez mieux faire que de mettre en usage ce que vous croirez propre à vous attirer la confiance de M. le Duc de la Force; vous pourrez, par ce moyen, pénétrer ses pensées et donner des avis au père Bordes, dont il pourra se servir utilement à l'égard du marquis de Castelnau. Vous avez bien fait de défendre aux domestiques de Madame la Duchesse de La Force tout commerce avec luy, je crois qu'il ne sera point envoyé à la Bastille; mais on le tirera de là aussitost qu'il aura rétabli sa santé. Faites-moi sçavoir des nouvelles de temps en temps. Je suis, etc.

A. M. le Duc de Caumont.

31^e décembre.

Le Roy veut bien que M. le marquis de Castelnau soit mis à l'Académie de Rochefort au lieu d'estre envoyé à la Bastille; ainsy il faut, s'il vous plaist, que vous lui choisissiez un homme sage et ancien catholique, pour estre près de luy et veiller à sa conduite, et que le M^e de l'Académie que vous choisirez se charge aussy d'y prendre garde et d'en rendre compte de tems en tems. Il sera bon de le faire venir aussitost qu'il aura assez de santé pour cela. Je suis, etc.

DÉVASTATION DES HAUTES-CÉVENNES EN 1703.

MÉMOIRES ET ÉTATS DIVERS. — PROJET DE BASVILLE. — MESURES D'EXÉCUTION.

Documents inédits.

Au nombre des causes qui contribuèrent le plus puissamment au soulèvement des Cévennes, l'historien des Camisards, Ant. Court, mentionne avec raison les *barbaries et inhumanités des ecclésiastiques*. Evêques, grands-vicaires, curés, moines rivalisaient de zèle, c'est-à-dire de cruauté à l'égard des protestants; et le fait est si bien prouvé, ajoute-t-il, que Brueys lui-même n'a pu le nier. Au témoignage de cet apostat, il joint celui de La Baume, conseiller au présidial de Nîmes, qui avoue « qu'il y eut plusieurs ecclésiastiques

tiques, de ceux qui étaient chargés de tenir la main aux instructions générales, qui abusèrent de l'autorité qu'on leur avait confiée, et qui traitèrent les protestants avec *si peu de charité* et quelquefois même avec *tant de rigueur*, qu'ils leur fournirent un des prétextes dont ils se servirent pour se soulever (1). »

Voici un mémoire inédit qui confirme pleinement l'aveu du conseiller au présidial. Il est anonyme; mais ce ne serait probablement pas trop se hasarder que de l'attribuer à un membre du clergé régulier, peut-être même à ce M. Jolli, qui y figure, et sous la conduite de qui se trouvaient les Filles de Saint-Lazare. Nous reproduisons scrupuleusement jusqu'à l'orthographe de cette pièce :

Mémoire.

Les peuples des Sevénes ont besoin de prédicateurs qui leur prêchent une fois ou deux la semaine plutost que des missions réglées qui les lasse, et qui sont faittes par toute sorte de gens lesquels bien souvent non guière l'esprit de Dieu et cherchent d'autres fortunes que celles du ciel.

Il serait à désirer que ces prédicateurs ne se mêlassent que du spirituel, ce qu'ils font de plus donnant de l'éloignement pour eux et pour la religion catolique, qu'ils allassent par les maisons, et les petitz villages, leur apprendre à prier Dieu sans leur parler de controverse, mais seulement d'une sainte morale chrétienne; sy on en usait ainsi le peuple seroit bientost changé. Ce peuple aime la Parolle de Dieu des gens charitables désintéressés et sans c'état les gaigneroit infalliblement un petit nombre suffiroit et seroit de petite dépance, et Sa Majesté en veroit bientost des grandz svuitz.

Il y a beaucoup d'ecclésiastiques, mais ilz agissent chacun à leur fantésie et sellon leurs intéretz, peu ou point de prédicateurs, encore moins de gens qui ne songent qu'au service de Dieu et au sallut des âmes; c'est ce qui est cause qu'il y a si peu de véritables convertis. Si on mettoit dans les villages des Sevénes des filhes de Saint-Lasare qui sont sous la conduite de Mr Jolli, général des prestres de feu Mr Vincens, en servant les malades comme elles font ce serait encores

(1) L'évêque de Nîmes, Fléchier, dans sa Lettre pastorale du 6 septembre 1703, constate que les prêtres étaient les premières victimes des Camisards, et Court dit à ce propos que « l'on n'en vouloit proprement qu'à eux, et que s'il n'y avoit point eu de curés dans les Cévennes ou d'autres ecclésiastiques *animés de leur esprit*, il n'y auroit point eu de Camisards. »

un moyen très excellent pour convertir solidement ses peuples parce que la charité les touche infiniment.

[T. T. 284.]

Ce Mémoire ayant été communiqué à l'intendant, il y fit cette réponse :

Monsieur,

Il me semble que l'on se conforme autant qu'il est possible au Mémoire ci-joint. Il n'y a plus dans les Cévennes des missions réglées. Vous sçavez que le nombre des missionnaires y a esté fort diminué, et Mrs les Evesques ont pris les meilleurs et les plus sages. Les filles de Saint-Lazare y feroient beaucoup de bien, comme par tout où elles sont, mais la difficulté est de trouver des fonds pour les y faire venir et les entretenir. Les victoires que les armées du Roi remportent sur terre et sur mer feront plus d'effet auprès des nouveaux convertis que toutes les missions.

Il ne faut pas croire que les esprits de ces gens la étant autant agités qu'ils le sont par les différens motifs qu'on leur inspire puissent dans la conjoncture présente devenir bons catholiques. Ce sera l'ouvrage de la paix ou des victoires de Sa Majesté.

Je suis avec respect, Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur,
DE LAMOIGNON DE BASVILLE.

A Montpellier, le 21 juillet 1690.

Nous ne savons si l'on trouva les fonds nécessaires; ce qui est certain, c'est que les persécutions ne se ralentirent pas, et qu'enfin, réduits au désespoir, les Cévenols prirent les armes.

On s'inquiéta peu d'abord de ce soulèvement, on crut qu'on le comprimerait avec autant de facilité que celui du Vivarais, quelques années auparavant; mais on s'aperçut bientôt que l'on s'était trompé, et les succès des Camisards répandirent la terreur dans tout le Languedoc. Intendant, évêques, chefs militaires, fonctionnaires de tout rang, gens de toute espèce, s'ingénierent alors à trouver le moyen de mettre promptement un terme à cette guerre redoutable. Parmi beaucoup de projets que la peur fit éclore, les uns sont atroces, les autres ridicules; nous pourrions avec le temps en publier quelques-uns dans ce *Bulletin*. Un des moins barbares est celui que nous donnons aujourd'hui. Nous ne croyons pas nous tromper en disant qu'il doit émaner aussi d'un ecclésiastique.

Mémoire touchant les fanatiques des Sévennes.

M. le maréchal de Montrevel et M. de Basville ont seurement fait tout ce qui est possible pour finir la révolte des nouveaux convertis des Sévennes; mais ils n'ont pu en venir à bout avec le grand nombre de troupes que le Roy a envoyées en Languedoc, et partant il est nécessaire d'y employer quelque autre moyen que celui de faire une espèce de guerre à ces scélérats.

S'il n'y est pourveu, ils continueront de brûler les églises, d'assassiner les prestres, même les anciens catholiques et les nouveaux qui ont esté fidèles au Roy, personne n'osera sortir de sa maison sans escorte, le commerce du Languedoc, à demi perdu achèvera de se perdre, les secours que cette province doit fournir au Roy diminueront, la levée des deniers de Sa Majesté deviendra très difficile, le service divin qui chôme en plus de deux cens Eglises sera totalement abandonné. Ce malheur peut grossir dans la suite, et il est visible que les troupes que le Roy y employe pourroient luy estre ailleurs d'une utilité plus heureuse. Il est certain que les nouveaux convertis des diocèzes de Mende, Alais, Uzez, Nismes et Montpellier, lesquels ont plus de trente-cinq lieues de tour, sont très impliquez dans cette révolte, gentilshommes, bourgeois, marchands et bas peuple, à l'exception de ceux qui, de la connaissance de M. de Montrevel et de M. de Basville, sont demeurez fidèles au Roy.

Les preuves du fait sont évidentes. Les crimes de ces révoltez ont esté répandus dans l'étendue de ces cinq diocèzes, et souvent ils les ont commis en un même jour en plusieurs lieux fort éloignez l'un de l'autre, dans les hautes et basses Sévennes, dans le Vanonage, dans les plaines de Montpellier, de Nismes, d'Alais et Uzez, et dans leurs lisières qui sont très raboteuses. — Le secret de leur projet a esté par tout inviolablement gardé, soit pour les lieux où ils s'assembloient, ceux de leur marche, ceux où ils allaient exercer leur fureur, et ceux de leur retour, soit pour le nom des atroupez en grand nombre ou en petit. — Les anciens catholiques qui dépoisoient contre eux estoient peu aprez égorgéz et pilléz, souvent avec les autres anciens catholiques de leur village, et leurs maisons brûlées, les seuls nouveaux convertis en estoient exceptés, à moins qu'ils ne fussent fidèles au Roy. — La marche des troupes du Roy dans tout ce pays a au con-

traire toujours esté révélée, et si elles n'en avaient quelques fois dérobé quelques unes, elles n'eussent jamais rencontré ces scélérats.

Le Sr de Salgas conduit aux galères perpétuelles, et les Srs de La Rode et Bonnels, qui ont eu le col coupé, tous trois gentilshommes, qui ont longtemps paru fidelles au Roy, et ne furent découverts et pris que dans les derniers mois de juin et juillet, justifient combien ce projet de révolte a esté tenu caché, et manifestent l'union de ces scélérats. Que si les gentilshommes, marchands et les gros bourgeois desdits cinq diocèses n'avoient esté du cōplot, ils eussent eu le moyen de l'empescher, ou celui de faire surprendre les coupables; ils ne tomboient pas du ciel comme la pluie dans les lieux destinez à leurs crimes. Ils s'assembloient de divers vilages, ils marchaient par des chemins connus; ce n'estoit jamais que dans le nombre nécessaire. Il estoit bien aisé lorsqu'ils ne venoient que vingt-cinq ou trente pour brûler une Eglise, de les arrester ou d'avertir les troupes du Roy qui estoient voisines, enfin la poudre, les armes, et les vivres dont ils n'ont pas manqué ne marquent que trop ce complot, et il est inouy que les seigneurs, les magistrats et les gros habitants des lieux, nouveaux convertis, ayent croupi dans cette cruelle létargie sur des crimes si énormes, si publics, et si souvent et si longtemps réitérez.

N'est-il pas certain qu'on est coupable de laize-majesté, ou par la prise des armes contre le Roy, ou par le conseil qu'on en donne, ou faute de s'y opposer quand on le peut, ou faute de révéler le crime quand on le sçayt. Et de tout cela il résulte évidemment que tous les nouveaux convertis de ces cinq diocèses sont ou acteurs déclarez des crimes de cette révolte, ou complices secrets, à l'exception de ceux qui sont demeurés fidelles, et que si on ne finit incessamment ce malheur par quelque moyen extraordinaire, il pourra croistre à l'excès.

Or il est constant que, généralement, les nouveaux convertis ont si peu de religion qu'ils y préfèrent presque tous la conservation de leurs biens, quoy qu'il puisse y en avoir plusieurs qui sont dans les bonnes règles, surtout parmy les gens de qualité. C'est sur ce principe et sur tous ces faits qu'on estime que le Roy peut et doit faire le règlement suivant ou par un arrest de son conseil, ou par un ordre en commendement qui soit imprimé et affiché partout dans ces cinq diocèses, même dans le Vivaretz et autres pays du Languedoc, afin que les non coupables qui sont peut-estre aux écoutes de l'événement se remercient d'avoir esté sages.

Sensuivent les articles du projet de règlement, auquel il faudra faire un préambule bien concerté.

1^o Les dommages faits par ces révoltez, en quel diocèse de Languedoc que ce soit, aux Eglises et maisons presbitérales, aux ecclésiastiques séculiers et réguliers, et à tous les gentilshommes, bourgeois et autres anciens catholiques qui ont esté fidèles au Roy, seront à l'avenir suportez et payez solidairement par tous les nouveaux convertis des cinq diocèses, à l'exception de ceux qui, depuis le commencement de la révolte des Sévennes jusqu'à présent, se sont conservés fidèles à Sa Majesté, dont Elle renvoye la connaissance et l'examen au maréchal de Montrevel et à l'intendant, lesquels en dresseront incessamment une liste qu'ils enverront à Sa Majesté, laquelle se réserve de prononcer, ensuite sur la décharge de ceux qui s'y trouveront compris, ainsi qu'elle le jugera à propos.

2^o L'estimation de tous ces dommages causez à l'avenir sera faite par l'intendant dans les formes ordinaires, avec toute la diligence possible.

3^o Les frais d'ustanciles et les places de fourages des troupes qui, à l'occasion de cette rébellion, sont dans la province de Languedoc, seront à l'avenir, à commencer du premier de may de l'année présente, payez et suportez par tous les nouveaux convertis des cinq diocèses, de quelle qualité et condition qu'ils soient, à l'exception de ceux qui, pour cause de leur fidélité reconnue, se trouveront nommez dans la susdite liste.

4^o Tous les nouveaux convertis des cinq diocèses estant censez ou acteurs ou complices de ladite révolte, à l'exception de ceux qui seront nommez dans la susdite liste, Sa Majesté, en réparation du scandale horrible et public que cause cette révolte, et afin que désormais les nouveaux convertis des cinq diocèses soient attentifs à leur devoir, et qu'ils se contiennent dans le respect deu à la religion et à la société civile, a mis et met sous la garde expresse des nouveaux convertis des cinq diocèses, tant en corps qu'en particulier, les églises, les maisons presbitérales ou régulières, et généralement tous les biens, les personnes ecclésiastiques, ou réguliers et régulières et les anciens catholiques, acquelque qualité, estat ou condition qu'ils soient, et Sa Majesté veut et entend qu'ils en demeurent solidairement responsables, ainsi qu'il sera expliqué dans l'article suivant, et c'est sans préjudice de la punition exemplaire que le Roy veut estre

faite suivant la rigueur des lois contre les coupables des crimes qui se commettront.

5^o Si, à l'avenir, quelqu'un de ces révoltez ou adhérens tomboit dans le crime de brusler ou démolir une église ou une maison ecclésiastique séculière ou régulière, ou de tuer un ecclésiastique, un religieux, un ancien catholique de l'un ou de l'autre sexe, ou un nouveau converty de ceux qui se trouveront nommez dans ladite liste, Sa Majesté, sans préjudice de la punition des crimes, ordonne qu'en réparation du scandale public, ledit scandale soit réparé sans aucun retardement en la manière suivante. Pour une église brûlée à l'avenir par ces rebelles, il sera militairement et par ordre du maréchal de Montrevel, razé trente maisons des plus considérables des nouveaux convertis du lieu où le crime sera commis, à commencer par le chasteau du seigneur du lieu, si son nom n'est compris dans ladite liste; les meubles qui se trouveront dans ces trente maisons et les matériaux sont déclarez acquis et confisquez au Roy, et Sa Majesté en fait dès à présent don à ladite église brûlée, pour servir à la réédifier sans qu'il soit besoin de brevet particulier, ny d'autre formalité. Si, dans ledit lieu, il ne se trouve le nombre desdites trentes maisons, il y sera suppléé par celles des maitairies scizes dans le terroir dudit lieu, et s'il ne s'en trouve suffisamment, il en sera razé jusqu'à la concurrence de dans la communauté la plus voisine, observant toujours que lesdites maisons soient en propre aux nouveaux convertis dont le nom ne se trouvera excepté dans ladite liste, l'intendant fera vendre lesdits meubles et matériaux au plus offrant et dernier enchérisseur, pour le prix en provenant estre employé à rebastir ladite église, de laquelle il donnera le prix fait, le plustot que faire se pourra, pour que ladite réparation et le service divin ne soient retardez. Et à l'égard de la somme nécessaire pour le reste du payement du prix fait, et pour l'argenterie et les ornemens qui auront esté pillés ou bruslez lors de l'incendie de ladite église, Sa Majesté veut et ordonne que cette somme soit fournie et solidairement payée par les nouveaux convertis desdits cinq diocèses, à quoy ils seront contraints, comme pour les propres deniers de Sa Majesté, en vertu du présent règlement, sans autre forme de justice ny figure de procès, nonobstant toutes les oppositions quelsconques, sauf à ceux qui auront fait lesdits payemens leurs recours contre les coupables de l'incendie, ainsy qu'il apartiendra, lesquels seront poursuivis et punis selon la rigueur

des lois. — Pour une maison ecclésiastique séculière ou régulière, brûlée ou démolie par lesdits nouveaux convertis, il sera abbatu dix maisons à la manière susdite ; le prix des meubles et des matériaux fera fonds pour la rebâtir, ce qui manquera ausdit fonds sera payé solidairement par lesdits nouveaux convertis, tout ainsy qu'en l'article précédent. — Pour un prestre ou religieux assassiné, six maisons rasées à la forme cy-dessus prescrite ; le prix des meubles et matériaux sera distribué aux pauvres anciens catholiques du diocèse où le crime se trouvera commis, suivant l'avis de l'évesque diocésain, il sera payé par les nouveaux convertis des cinq diocèses, à la réserve de ceux qui seront compris dans la susdite liste, la somme de 2,000 livres, dont il sera estably une rente au profit des pauvres du diocèse, suivant l'avis de l'Evesque et de l'intendant, sans préjudice de la poursuite et punition des coupables de ce crime.

Pour un ancien catholique artisan ou laboureur marié qui sera assassiné par ces révoltez il sera pour raison du scandale public seulement payé par les nouveaux convertis des cinq diocèses la somme de huit cens livres ou plus jusqu'à deux mil livres suivant l'estat ou condition de l'assassiné, et Sa Majesté remet le discernement et la disposition de ce plus au Maréchal de Montrevel et à l'Intendant suivant la juste connaissance qu'ils en auront, la somme qui sera par eux réglée et solidairement payée par les nouveaux convertis, à l'exception de ladite liste apartiendra le tiers à la veuve de l'assassiné, et les deux autres tiers à leurs enfans, et entièrement à la veuve s'ils sont sans enfans, ou entièrement aux enfans si l'assassiné estoit veuf. Cet article sera de même observé en faveur du mary si la femme est assassinée par les nouveaux convertis avec la différence que l'entière somme luy appartendra et entrera dans ses biens pour en disposer ainsy que de ses biens. Pour un enfant de famille ancien catholique non marié de l'un ou de l'autre sexe qui sera assassiné par les nouveaux convertis, il sera par eux payé pour raison dudit scandale seulement la somme de quatre cens livres au père de l'enfant ou jusqu'à mil livres suivant l'état ou condition dudit enfant tout ainsy qu'il est porté en l'article précédent, si ledit enfant se trouve sans père, le tiers de la somme réglée sera aquis à la mère, les autres deux tiers à ses enfans, s'ils n'ont ny père, ny mère, ny frère, ny sœur, la somme qui sera réglée appartendra aux pauvres du diocèse suivant la destination qui en sera faite par l'Evesque et par l'Intendant conjointement sans préju-

dice de la poursuite et punition que Sa Majesté veut estre faite incessamment contre les meurtriers soit militairement par les ordres du Maréchal de Montrevel, soit par l'Intendant en vertu et suivant l'arrest d'attribuond qui luy en a esté donné par Sa Majesté. Et au surplus Sa Majesté veut et entend que tous les articles du présent règlement soient littéralement exécutez à la diligence du Maréchal de Montrevel et de l'Intendant chacun comme il les concerne, afin que ledit scandale causé par les nouveaux convertis desdits cinq diocèses, soit arrêté ou puni sans délai, et qu'en attendant qu'il soit fait justice des factieux et séditeux, il soit laissé des marques publiques de l'attention de Sa Majesté à la conservation du respect deub à l'Eglise, et à ses ministres et au repos de ses sujets.

Que si on dit que ce projet porte quelque injustice en soy en ce qu'il intéresse lesdits cinq diocèses dans la punition d'un crime qui ne se trouvera commis que dans un seul, et que c'est confondre l'innocent avec le coupable, que d'ailleurs ce pourroit estre une occasion de soulever en même temps tous les nouveaux convertis des Sévennes sur la clause solidaire du payement des crimes particuliers, qu'enfin les nouveaux convertis du Vivarets et du Haut-Languedoc même ceux des autres provinces pourroient s'y joindre, et qu'il seroit plus à propos de chercher un remède plus doux par la négociation d'une administie, ou par envoyer en Languedoc encore un plus grand nombre de troupes. Et que le souvenir du mouvement des troubles des siècles passez mérite considération. On répond à toutes ces objections.

1^o Qu'il est évident que tous les nouveaux convertis de ces cinq diocèses sont ou acteurs publics de cette révolte, ou complices secrets, à l'exception des fidèles bien reconnus par le Maréchal de Montrevel et par M. l'Intendant.

2^o Le bien public prevaut de droit au dommage particulier et jamais il ny a eu de loy ny de règlement en faveur du public qui n'ayt porté quelque dommage à quelque particulier.

3^o Il faut aparamment se désabuser qu'on puisse finir entièrement cette révolte des Sévennes si tout à la fois on n'intéresse les nouveaux convertis qui y sont impliquez et qu'on ne les force d'y contribuer. Et comme il est certain que ce malheur cessera si tous ceux qui y peuvent et doivent agir le font de bonne foy, il est juste aussi de les y intéresser tous en même temps. Or, ils ne peuvent estre plus doucement ny plus efficacement que par le payement solidaire des dommages

qui seront causez à l'avenir, ainsy cet article paroist sans difficulté.

4^o On ne doit pas craindre que ce projet s'il est bien connu et littéralement exécuté produise un soulèvement général, chacun des riches au contraire s'appliquera incessamment à arrêter le cours de ces crimes, afin de n'en pas payer la façon, ceux des cinq diocèses parmy lesquels il se trouve des gentilshommes de plus de cinq cens mil livres agiront de leur mieux, et on ne doit pas douter que chacun ne mette tout en œuvre pour estre inscrit sans délai dans la liste des fidèles, ce qui ne doit pourtant leur estre acordé que sur le soin efficace d'arrêter cette révolte. Le nœud gordien de leur complot sera rompu, ils entreront tous en défiance les uns des autres d'où il naîtra une division parmy les plus affidez et les scélérats atroupez n'espérant plus ny le secours ny le conseil des riches, se désabuseront. Les nouveaux convertis de Vivarets, et ceux du Haut-Languedoc, au lieu d'estre désormais aux écoutes sur l'événement, ou de se soulever en faveur des coupables se tiendront encore plus sur leur garde, de même que ceux des autres provinces.

5^o Dès que ces furieux s'abstiendront de brusler les Eglises et de tuer les prestres ou autres anciens catholiques, le commerce reprendra son cours, s'il reste quelques brigands ils seront bientost découverts, et punis, ce pourra estre pour lors un cas d'une administie, suposé que les riches nouveaux convertis venant à la désirer, et la demandant humblement, le Roy juge à propos de l'accorder; au lieu si elle estoit accordée daus l'estat présent, ces malheureux n'en seroient que plus orgueilleux et plus entestez, ils s'imagineroient qu'on les craint.

6^o Envoyer un plus grand nombre de troupes en Languedoc seroit amuser le tapis et ruiner la province. Il paroît visible que si on ne va à la source et à la racine du mal qui consiste dans le complot général des nouveaux convertis des cinq diocèses et dans leur secrette complicité, on ne le finira qu'à demy, ces malheureux pourront bien laisser quelque intervalle d'un crime à un autre, mais de temps en temps ils brûleront quelque Eglise et tueront quelque prestre, ou autre ancien catholique peut-on en effet tenir des troupes dans les vilages, dans toutes villes et dans tous les lieux, et éviter que la nuit il ne s'échape quelques nouveaux convertis pour aller commettre ces crimes; non il y faudroit plus de cent mil hommes, toujours armez, toujours en faction, et quels secours pourroit tirer le Roy d'une province qui se trouveroit dans cet estat.

7° Le souvenir du mouvement des siècles passez s'est d'affermir ce projet au lieu de le détruire en effet les nouveaux convertis, ont-ils des places, ont-ils des chefs considérables, faut-il leur donner le temps de pouvoir grossir cette affaire par quelqu'aventure inopinée ou par quelque négociation souterraine et n'est-ce pas l'intérêt du Roy même son penchant naturel de la finir par l'épargne du sang de ses sujets, s'il est possible, les troupes du Roy ont tué justement depuis le commencement de cette révolte plus de trois mil cinq cens hommes qui eussent pu servir ailleurs et ses scélérats de leur côté ont tué plus de mil hommes des troupes du Roy et plus de cinq cens prestres ou religieux anciens catholiques ou nouveaux convertis fidèles à Sa Majesté.

8° Peut-estre que ceux qui d'abord trouveront ce projet peu juste n'ont pas le temps d'en approfondir tous ces articles, s'ils veulent prendre la peine de voir, que la peine non plus la clause solidaire, ne regardent que l'avenir. Ils jugeront qu'il n'y aura que les malheureux, lesquels ne voudront ny se tenir de cette cruelle complicité, ny rien faire pour empescher le cours de cette révolte, qui y soient sujets.

Enfin tous les gens de bien veulent la même chose, c'est-à-dire finir cette affaire, et au lieu de contredire uniquement ce projet, ils doivent en proposer un qui soit complet et qui opère une heureuse fin. Ce dommage réel est très pressant qui est journelement fait à la religion, aux Eglises, aux prestres, aux anciens catholiques, au Roy et à ses États, a besoin de prompts remède, et il ne faut pas en pareil cas devenir le soleil de Mars accusé de mouvoir sans résoudre. Il ny a point de pire expédient que de n'en point prendre.

(T.T. 284.)

L'auteur anonyme de ce projet ne se dissimulait pas, comme on voit, l'iniquité des moyens qu'il proposait. C'était en définitive punir l'innocent pour le coupable (1). Le gouvernement, loin de le rejeter avec indignation, communique le mémoire à Basville afin d'en avoir son avis. L'intendant répond par un autre projet qui consistait dans la dévastation des Hautes-Cévennes. Louis XIV et ses ministres hésitèrent d'abord; puis les rigueurs partielles, la destruction de villages entiers par le feu, le massacre d'assemblées qu'on pouvait surprendre, les excitations des chefs, l'envoi aux galères des soldats, ne suffisant pas pour dompter les intrépides montagnards cévenols, Sa Majesté finit par donner son approbation au projet de l'intendant. Seulement le roi désira savoir d'avance combien de ses sujets il réduisait à la misère et de combien de revenus il diminuerait son trésor, qui était alors fort obéré. En conséquence, Basville fit dresser le tableau suivant :

(1) L'évêque Fléchier écrivait à Montrevel, le 1^{er} octobre 1703, que c'était « un projet sévère... mais utile!... »

NOMS DES PAROISSES.	NOMBRE des villages.	TAILLE.	CAPITA- TION.	NOMBRE des habitants.	CARCONS.	FILLES.
Frugères.....	18	1662 16	1273 »	787	160	170
Fraissinet de Lozère.....	9	2342 14	583 »	563	92	120
Grisac.....	4	»	106 5	198	42	38
Cassagnas.....	9	1213 7	497 10	500	90	75
St-André de Lancise.....	et 7 hameaux. 12	1485 8	539 1	400	60	80
St-Hilaire de Lanit.....	et 22 hameaux. 5	1597 12	544 5	297	60	56
St-Michel de Dèzes.....	et 42 hameaux. 10	1201 10	544 5	354	100	80
Le Colet de Dèzes.....	et 24 hameaux. 26	1847 »	856 1	847	156	167
St-Andriol de Clerguemort.....	et 49 hameaux. 20	350 »	265 2	250	40	48
Lamelouse.....	1	833 »	293 5	203	35	48
St-Privat de Vallongue.....	et 18 hameaux. 29 ou ham.	»	966 2	426	126	119
St-Trezal de Ventalon.....	29 ou ham.	833 5	593 7	440	92	99
St-Maurice de Vantalon.....	4	800 »	600 »	500	38	40
Prunet Montualhen.....	7	580 16	510 12	384	70	64
St-Julien Darpahon.....	et 3 hameaux. 8	»	525 19	646	109	103
St-Martin de Campselade.....	et 3 hameaux. 4	1180 »	557 15	400	86	75
Vebron.....	22	2727 6	1307 5	900	120	145
St-Laurens de Trenas.....	8	789 17	457 5	450	45	55
Castagnols.....	8	1200 »	1000 »	800	100	80
Les Dalmes.....	3	593 1	128 16	100	20	15
Le Pompidou.....	et 4 hameaux. 16	»	1037 5	650	150	162
Moissac Saint-Roman.....	et 5 hameaux. 32	2856 »	1365 16	524	80	75
Sainte-Croix.....	5	2017 11	730 17	500	140	150
Gabriac.....	13	1161 3	783 17	300	55	60
Molezon.....	12	1262 10	774 19	420	45	53
Le Bousquet La Barthe.....	et 11 hameaux. 3	404 1	131 »	100	20	15
St-Martin de Lansusde.....	42	»	553 6	497	85	86
St-Martin de Bobaux.....	10	2459 6	862 16	426	98	102
Mandement de Rousses.....	et 5 hameaux. »	1000 »	486 »	200	30	35
Balmes Fraissinet de Fourquill..	»	1000 19	478 »	»	»	»
St-Julien des Points.....	»	856 19	177 16	150	25	23
31	669 villages et 608 hameaux.	34284 1	19530 7	13212	2363	2448
		53814 l. s. d.				

Ce tableau officiel prouve que Court est resté bien au-dessous de la vérité en évaluant seulement à 466 villages ou hameaux les lieux habités qu'il s'agissait de raser dans les 31 paroisses condamnées à la dévastation (1).

La sanction du gouvernement obtenue, Basville et Montrevel se mirent sur-le-champ en devoir d'exécuter l'horrible projet. Le 14 septembre 1703 fut affichée dans toutes les paroisses l'ordonnance suivante, que Court a déjà publiée par extrait dans son *Histoire des Camisards* (t. II, p. 44. V. aussi Peyrat, t. II, p. 6), mais que nous croyons néanmoins devoir reproduire *in extenso* :

DE PAR LE ROY,

NICOLAS DE LA BAUME MONTREVEL, *maréchal de France, général des armées du Roy, lieutenant-général pour Sa Majesté en Bourgogne, et commandant général dans le Haut et Bas-Languedoc* (2).

AVANT plu au Roy de nous commander de mettre les paroisses et lieux cy-après nommez, hors d'estat de fournir aucuns vivres ny secours aux rebelles attroupez, et de n'y laisser aucun habitant ; Sa Majesté néanmoins voulant pourvoir à leur subsistance, en leur donnant les ordres de ce qu'ils auront à faire.

NOUS ORDONNONS aux habitants desdites paroisses de se rendre incessamment dans les lieux cy-après marquez ; avec leurs meubles, bestiaux et généralement tout ce qu'ils pourront emporter de leurs effets, pour y attendre lesdits ordres. Déclarons qu'à faute de ce leurs effets seront confisquez, et pris par les troupes qui seront employées pour détruire leurs maisons, et afin que lesdits habitans exécutent ce qui leur sera commandé de la part du Roy. DÉFENDONS à toutes autres communautés de les recevoir, à peine de désobéissance, de rasement de leurs maisons, et de perte de leurs biens, et en outre d'estre traitez comme rebelles aux ordres de Sa Majesté, et pour c'est effet.

LES HABITANS des paroisses de Cassagnols et de Saint-Maurice, se rendront incessamment à Genouillac, et ceux des villages dépendants de ladite paroisse.

(1) M. Ern. Moret, dans ses *Quinze ans du règne de Louis XIV* (Paris, 1851), t. I, p. 347, a reproduit cette même évaluation, bien qu'il ait travaillé sur les documents inédits des Archives de la guerre.

(2) « Il est singulier, fait remarquer M. Peyrat, que le maréchal chargé d'exterminer les derniers soldats du calvinisme, fût le petit-neveu de Pierre de la Baume de Montrevel, dernier évêque de Genève, remplacé par Calvin. »

CEUX de la paroisse de Frutgières, de celles de Cassagnhas, de Grizac, de Saint-Frezal, de Ventalon et les nouveaux convertis des villages de la paroisse de Fraissinet, de Lozère, au Pont de Montvert.

CEUX de la paroisse de Colet, de celles de Saint-Privat, de Vallongues, de Saint-Andeul, de Clerguemort, de Saint-Julien des Points et de la Melouze, audit Colet de Dèzes.

CEUX de la paroisse de Saint-Germain, de Calbert et de celles de Saint-André de Lancize, Sainte-Hylaïre, de Lavit, et de Saint-Michel de Dèzes audit Saint-Germain.

CEUX de la paroisse de Saint-Estève de Valfrancisque, et ceux de la paroisse de Saint-Martin de Bobaux, audit Saint-Estève.

CEUX de la paroisse de Pompidou, et de celle de Gabriac, audit Pompidou.

CEUX de la paroisse de Moyssac, et de celles de Sainte-Croix de Valfrancisque à Saint-Roman.

CEUX de la paroisse de Barre, et de celles de Balmes, le Bouquet, la Barthe, Molezon, et Saint-Martin de Lansusèle, audit Barre.

CEUX de la paroisse de Florac, et de celles de Saint-Julien Darpagnon, Prunet, Montvalhans et Saint-Laurens de Trèves, et ceux des villages de Saliège, de Rampon, de Rûas et Chabrières, audit Florac.

CEUX de la paroisse de Vebron, et de celle de Saint-Martin de Campselède; les nouveaux convertis des villages de Fraissinet de Fourguet; le Mandement de Rousses, ceux des villages ou hameaux appelez l'ou Margueyres, le Gazeyral, Ayro de Cauté, Lespon, Cap de Coste, la Croux del Terre, Sontanels, lous Aubrets, Campron, Campis, l'ou Poujal, Ginestous, Tourguelhe, Tourguelhète, se retireront audit Vebron.

TOUS LES HABITANS desdites paroisses sans excepter aucun village, hameaux, métairies, se rendront ès lieux cy-dessus marquez, avec tous leurs cabeaux et effets dans trois jours, pour toutes préfixion et délais du jour de la signification de la présente aux consuls desdites paroisses. FAIT à Alais ce quatorzième septembre mil sept cent trois.

Les dévastateurs se mirent à l'œuvre sous les ordres de l'apostat Julien, qui s'impatienta bientôt des langueurs qu'entraînait un pareil travail, et qui, avec l'agrément de la cour, eut recours au feu pour en finir plus vite. « Aussitôt, dit l'écrivain catholique Louvroleuil, cette expédition fut comme une tempête qui ne laisse rien à ravager dans un champ fertile. Les mai-

« sons ramassées, les granges, les baraques, les métairies écartées, les cabanes, les chaumières, tous les bâtimens tombèrent sous l'activité du feu. » Il faut voir, citées par M. Em. Moret (t. I, p. 348) d'après les Archives de la guerre, une lettre de Jullien à Montrevel sur la manière dont il expédiait *« l'affaire, »* et une de Montrevel annonçant à Chamillard, le 23 décembre, que « M. Jullien a enfin achevé son ouvrage » et qu'on « ne peut pas s'être acquitté de cette commission avec plus d'application qu'il a fait. »

Ce n'était pas encore assez. Pour compléter la ruine et la désolation de cette malheureuse contrée, Montrevel rendit l'ordonnance suivante :

DE PAR LE ROY,

NICOLAS DE LA BAUME MONTREVEL, *maréchal de France, général des armées du Roy, lieutenant général pour Sa Majesté en Bourgogne, et commandant général dans le Haut et Bas-Languedoc.*

LE ROY Nous ayant commandé de dépeupler, et faire détruire les paroisses et lieux de Frugères, Fraissinet de Lozère, Grisac, Cassagnas, Saint-André de Lancise, Saint-Hilaire de Lavit, Saint-Michel de Dèzes, Le Colet de Dèzes, Saint-Andiol de Glerguemort, Lamelouse, Saint-Privat de Vallongue, Saint-Fresal de Ventalon, Saint-Maurice de Ventalon, Prunet, Montvalhen, Saint-Julien Darpahon, Saint-Martin de Campselade, Vebron, Saint-Laurens de Trevas, Castagnols, Les Balmes, Le Pompidou, Moissac, Saint-Roman, Sainte-Croix, Gabriac, Molezon, Le Bousquet, La Barthe, Saint-Martin de Lansuscle, Saint-Martin de Bobaux, Mandement de Rousses, Balmes, Fraissinet de Fourques, Saint-Julien des Points, Le Margueyrez, Le Gazeyral, Ayre de Cante, Lesperou, Cap de Coste, La Croix-Delferre, Jonctanels, Lous Aubrets, Campron, Campis, Lou Poujol, Ginestoux, Tourguelhette, Cabrillac, Rüas, Salièges, Rampon, Chabrières. Pour punition de leurs crimes, nous avons fait raser toutes les maisons, conduire les habitans dans d'autres habitations, et pourvu à leur subsistance.

Et pour l'exécution entière des ordres de Sa Majesté, Nous leurs défendons, et à tous autres nouveaux convertis de revenir dans les susdits lieux, ny de s'y rétablir, sur peine d'être traitez comme désobéissans aux ordres du Roy. ORDONNONS à cet effet aux officiers des

troupes qui sont sous notre commandement, de courre sus, et faire main basse sur tous ceux qu'ils trouveront en vertu du présent ordre, et sans attendre d'autre. FAIT à mil sept cent trois.

Signé, LE MARÉCHAL DE MONTREVEL.

Et plus bas, Par Monseigneur, CHEVERY.

Une observation en terminant. Cette expédition militaire, qui fut d'ailleurs ensanglantée par les plus épouvantables massacres, fut ordonnée par Louis XIV et son gouvernement contre qui?... contre des gens inoffensifs et *suspects* seulement d'être favorables aux camisards, leurs coreligionnaires. Et, ajouterons-nous, pour quel résultat? *Cui bono?* — On sait que Montrevel ne vit point finir la guerre, tant s'en faut; qu'il fut rappelé et remplacé par Villars en avril 1704; que c'est à ce maréchal que Cavalier se rendit, le mois suivant, et que, nonobstant, les troubles des Cévennes ne furent pas complètement apaisés avant 1711. Les exécutions de Claris et de Chambon sont d'octobre 1710. Et alors même que l'état de la guerre eut à peu près cessé, était-ce la paix? L'avait-on du moins achetée, au prix de tant d'horreurs? Le protestantisme cévenol était-il donc vaincu, était-il extirpé (1)?

LETTRE DE FLÉCHIER, ÉVÊQUE DE NÎMES

APRÈS LA DÉVASTATION DES HAUTES-CÉVENNES.

1704.

(Bibliothèque impér. — Autographe signé.)

Voici une réponse frappante à la question que nous posions à l'instant, en face des documents qui précèdent : Quel fruit avait-on obtenu de tant de sacrifices?

Ce même évêque de Nîmes, qui avait trouvé l'impitoyable exécution des Hautes-Cévennes un projet « sévère, *mais utile*, » écrivait deux mois après le fait accompli : « *Nous sommes toujours dans les mêmes agitations en ce pays, et nous avons grand sujet de déplorer nos malheurs et de craindre même qu'ils n'augmentent...* » On remarquera que, dans cette lettre comme dans la correspondance de couvent que nous avons publiée (t. II, p. 461), les victimes sont appelées les bourreaux : c'était le langage reçu. Les *fanatiques persécuteurs*, ce ne sont pas les agents de la révocation de l'Edit de Nantes, ceux qui, « depuis vingt ans, violent à leur égard

(1) « Chose digne de remarque, dit M. Em. Moret, la plupart des villages détruits ont été rebâtis dans le courant du XVIII^e siècle; nous les avons retrouvés sur la carte du Dépôt de la guerre. » (*Loc. cit.*)

les lois et les traités, » mais bien ceux qui ont osé se défendre quand on les violentait, et qui, poussés à bout, ont fini par user de représailles et rendre guerre pour guerre. Alors même qu'on vient de les traquer et de les exterminer, on se plaint de la persécution des fanatiques! »

*A M. Claude Pelletier, ministre d'Etat et ancien Président
à Mortier au Parlement de Paris.*

A Nismes, ce 10 fév. 1704.

Je ne say, Monsieur, si c'est troubler le repos de votre solitude et interrompre vos exercices de paix dans ce saint temps de carême que de vous faire part d'une lettre pastorale adressée aux curés et autres prestres de mon diocèse au sujet de la persécution des fanatiques. Dans la nécessité où j'ay esté de leur procurer quelque sureté, de les instruire de leurs devoirs, de les fortifier, de les consoler, j'ay parlé à ceux qui sont autour de moy, j'ay escrit à ceux qui sont réfugiés dans des retraites éloignées, et j'ay cru que vous preniez trop d'intérêt à tout ce qui regarde l'Eglise, pour ne pas vouloir entrer non par curiosité, mais par religion dans les tribulations qui l'affligent. Nous sommes toujours dans les mêmes agitations en ce païs; et nous avons grand sujet de déplorer nos malheurs et de craindre même qu'ils n'augmentent si Dieu n'appaise sa colère. Le massacre des catholiques, le brûlement des Eglises ne cessent point, et nous avons besoin des prières de tous les gens de bien. Je compte sur les vôtres, et vous renouvelle en même temps l'attachement sincère et respectueux avec lequel je suis, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

ESPRIT EV. DE NISMES.

PROCÈS AU CADAVRE ET A LA MÉMOIRE

D'UN NOUVEAU CONVERTI

COUPABLE DU CRIME DE RELAPS ET APOSTASIE.

1714.

Les exemples de procès faits à la mémoire et aux cadavres des relaps ont été plus nombreux dans les paroisses du Nord que dans celles du Midi, et encore est-il assez rare de rencontrer des arrêts du genre de celui qui

suit, et dont nous devons la communication à M. H. Escande. Il est de l'an 1714, l'avant-dernier du règne de Louis XIV.

*ARREST DE LA COUR DU PARLEMENT DE BORDEAUX
qui déclare le feu sieur du Journiac, escuyer et nouveau converty,
estre mort coupable de crime de relaps et apostasie, pour réparation
duquel ordonne que sa mémoire demeurera éteinte, supprimée et con-
damnée à perpétuité.*

Extrait des registres de Parlement.

ENTRE M. LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU ROY EN LA COUR, demandeur et accusateur en crime de relaps et d'apostasie et contrevantion aux Edits et déclarations du Roy, et à ce que la mémoire du cy-après nommé soit déclarée éteinte et supprimée à perpétuité, et qu'il soit condamné en une amende qui ne pourra être que de la moitié de la valeur de ses biens, confiscation n'ayant pas lieu en Guienne, d'une part; Et maistre Jacques Belso, procureur en la Cour, au nom et comme curateur pourvu à la mémoire du feu sieur Journiac, escuyer et nouveau converty, et accusé d'estre mort relaps deffendeur et accusé, d'autre. VEU LA PROCÉDURE, plainte donnée à la Cour par monsieur le procureur général, et permission d'informer contre le cadavre ou mémoire dudit Journiac, et pourveu d'un curateur à ladite mémoire avec l'arrest au pied qui luy permet d'informer pardevant monsieur de Combabessouse, conseiller du Roy en icelle et commissaire à ce député, et le nommé Belso, procureur pour curateur à ladite mémoire; ordonne qu'il viendra prêter le serment du vingt-quatre septembre dernier, information faite en conséquence pardevant mondit sieur de Combabessouse, composée de treize témoins du vingt-quatre, vingt-cinq et vingt-six dudit mois; prestation de serment dudit Belso, curateur, à la mémoire dudit feu sieur Journiac, du vingt-cinq dudit mois; décret mis au pied de ladite information, qui ordonne que ledit Belso rendra son interrogatoire sur le contenu en celle pardevant messieurs de Senault et de Combabessouse, que la nommée Merveillou, femme de Boué, marchand des Chartrons, comparoistra en personne, et que l'homme désigné dans la susdite information, et qui sera indiqué, sera pris au corps du mesme jour, auditions rendues par ledit Belso, curateur, et par ladite Merveillou pardevant lesdits sieurs commissaires du mesme jour, arrest de règlement extraordinaire mis au bas de la réquisition de monsieur le procureur général du Roy du vingt-six dudit mois, recollections des témoins en leurs dépositions du mesme jour, confrontation des mesmes témoins audit Belso, curateur susdit, des vingt-six et vingt-sept dudit mois et an; arrest à mettre pièces du vingt-huit dudit mois, décret de prise de corps contre le nommé Balguerie-Marchand du même jour, requeste

présentée la Cour par ledit Belso audit nom de curateur en cassation de procédure, audition rendue par ledit Belso, curateur, en la chambre du conseil de cejourd'huy avec les conclusions de monsieur le procureur général du Roy, signées Duvigier. Et sur ce, ouy le Rapport du sieur de La Chabane, DIT A ESTÉ que la Cour, sans s'arrêter à la cassation de la procédure requise par Belso, curateur susdit, a déclaré et déclare ledit Journiac estre mort coupable de crime de relaps et d'apostasie, pour réparation duquel ordonne que sa mémoire demeurera esteinte et supprimée et condamnée à perpétuité, le condamne en l'amande de la moitié de la valeur de ses biens envers le Roy et aux dépens envers ceux qui les ont faits, qui seront pris sur l'autre moitié délaissée par le feu Journiac; et faisant droit des conclusions du procureur général du Roy, ordonne que la contumace instruite contre le nommé Balguerie et autres complices, et à la Cour rapporté être ordonné ce qu'il appartiendra; et que le présent arrest sera leu, publié et affiché dans tout le ressort de la Cour à la diligence dudit procureur général. Dit aux parties à Bordeaux en parlement et chambre de vacations, le second octobre mil sept cens quatorze, messieurs de Gillet de La Caze, premier président; de La Chabane, rapporteur.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, *Roy de France et de Navarre*, au premier nostre huissier ou sergent sur ce requis, à la requeste de nostre procureur général en nostre Cour de parlement de Bordeaux, te mandons mettre l'arrest de notre dite Cour du jour d'hier, dont l'extrait est cy-sous le contrescel de nostre chancellerie attaché à due et entière exécution de point en point, selon sa forme et teneur, à l'encontre de feu Journiac, accusé d'être mort relaps et apostasie; en outre, lis, publies et affiches ledit arrest dans tout le ressort de notre dite Cour et par tout où besoin sera, suivant et conformément à icelluy. DONNÉ A BORDEAUX en nostredit Parlement et chambre de vacations, le troisieme octobre mil sept cens quatorze, et de nostre règne le soixante-douzieme; par la chambre collationné. Signé *Roux*.

Ouy ET CE REQUÉRANT, Vernet de Marqueyssat pour le procureur du Roy, avons concédé acte de la lecture et publication du susdit arrest, et ordonné qu'il sera enregistré ès registres du greffe du présent siège, pour y avoir recours lorsqu'il appartiendra à Sarlat en jugement, pardevant nous François de Costes, conseiller du Roy, doyen, magistrat de la sénéchaussée et siège présidial de ladite ville en absence des autres sieurs officiers qui nous précèdent, le 20^e octobre 1714. Signés DE COSTER, conseiller doyen; VERNET DE MARQUEYSSAT, avocat du Roy, et PEUCH, greffier commis. Et au bas est escrit : A Bordeaux, chez Guillaume Boudé Boé, imprimeur de la Cour de parlement, rue Saint-James, près du grand Marché. 1714.

PEUCH, greffier commis, xxxi.

ÉPISODE DE LA VIE D'UN PASTEUR DU DÉSERT

J.-L. GIBERT

MINISTRE DE SAINTONGE.

1755.

Le journal de Paul Rabaut, cité par Ch. Coquerel (*Hist. des Egl. du Désert*, t. II, p. 488) porte, à la date du mois d'avril 1755, cette mention :

« *M. Gibert risque beaucoup en Saintonge.* »

On va voir à quels périls, en effet, s'exposait sans relâche ce digne ministre des fidèles *sous la croix*, Jean-Louis Gibert. Le récit qu'on va lire nous est communiqué par M. le Pr Petit. Il est emprunté à une note d'un « Sermon sur l'état des Réformés de France jusqu'à l'année 1784, » par E. Gibert, pasteur à Guernesey, publié à Guernesey en 1806 (t. III, p. 45). Le narrateur est le propre frère du ministre de Saintonge, et non son neveu, comme le dit Ch. Coquerel, induit en erreur par un document inexact (*ibid.* p. 228).

« Cette même année (1755), mon frère aîné, qui desservait les églises de l'Aunis, de la Saintonge, de l'Angoumois, de l'Agénois et du Périgord, c'est-à-dire quelques districts de ces provinces où il se trouvait des protestants; cette année, dis-je, il eut une sentence rendue contre lui par le présidial de Saintes ou celui de La Rochelle; car étant alors en Suisse, le lieu précis n'est pas resté dans ma mémoire. Cette sentence le condamnait à être pendu. La même sentence me condamnait aux galères pour cent et un ans. J'étais alors dans ma dix-neuvième année, et il y avait deux ans que je suivais mon frère. On me désignait dans cette sentence comme neveu de mon frère, parce qu'étant quatorze ou quinze ans plus âgé que moi, on trouvait probablement plus vraisemblable que je fusse son neveu que son frère. Voici à quelle occasion on prononça cette sentence. Le clergé, ainsi que les zélateurs du papisme, étaient très animés contre mon frère, qui, en parcourant les provinces que j'ai mentionnées, tenait fréquemment des assemblées nombreuses, dans lesquelles il prêchait et administrait les sacrements, soit dans les bois, soit dans des lieux écartés, tantôt de nuit, tantôt de jour. L'on avait tenté toutes les voies qu'on avait pu imaginer pour le saisir, mais toujours en vain. On s'avisa enfin du stratagème suivant. Un nommé de Sentier, qui se disait gentilhomme champenois, vint s'établir à Pons, ville de la Saintonge, où les protestants étaient en fort petit nombre;

il avait avec lui une femme enceinte, qu'il disait être son épouse. On a dit ensuite que c'était une femme qu'il avait prise à un hôpital. Ce soi-disant *de Sentier* chercha à voir mon frère, ce qui lui fut facile, ayant persuadé aux anciens de la petite ville de Pons qu'il était un zélé protestant. Il dit à mon frère qu'il aurait bientôt besoin de lui pour baptiser son enfant. Mon frère eut dès lors, d'après l'entretien qu'il eut avec lui, des soupçons qu'il était un espion venu pour le surprendre. Lorsque cette femme fut accouchée, le dit *de Sentier* envoya un exprès à mon frère, pour le prier de venir baptiser son enfant. Mon frère lui fit dire de l'envoyer à un bourg du voisinage nommé Cose. *De Sentier* envoya un autre exprès pour dire à mon frère que sa femme désirait d'être marraine, et qu'il ne lui était pas possible d'aller jusqu'à Cose, ce qui fortifia les soupçons de mon frère et lui fit dire qu'il ne voulait point aller baptiser cet enfant. Ce refus fit beaucoup blâmer mon frère, non-seulement par les protestants de Pons, mais aussi par ceux du voisinage, et ce blâme qu'on jetait sur mon frère devint si général que même un proposant, nommé M. Tourzeau, que mon frère avait avec lui pour l'aider dans la prédication, s'y joignit. (Le même M. Tourzeau a ensuite été et est encore ministre d'une chapelle française à Plymouth.) Comme plusieurs faisaient de cela une affaire capitale, mon frère se détermina à aller baptiser cet enfant. Nous partîmes, en conséquence, des environs de Sainte-Foy, pour aller sur la côte de Saintonge, et Pons était sur notre chemin. Nous étions accompagnés d'un gentilhomme nommé le chevalier de La Grâce, et de deux autres messieurs, nommés l'un Gentelot et l'autre Bonfils. Ce dernier n'était âgé que d'environ dix-sept ou dix-huit ans, et avait quelque dessein de prendre le parti du ministère évangélique.

« Nous arrivâmes à Pons à l'entrée de la nuit sans y être attendus, et nous fûmes descendre à une auberge où nous n'étions point connus. Mon frère, avec messieurs de la Grâce et Gentelot, se rendirent ensuite chez *de Sentier*, qui, sous divers prétextes, fit retarder la cérémonie du baptême jusqu'à bien avant dans la nuit. Lorsqu'ils furent revenus à l'auberge, mon frère voulait que nous parissions immédiatement, parce que ses soupçons étaient encore accrus par les délais affectés de *de Sentier*, dont j'ai parlé, et par la présence d'un jeune homme que mon frère avait vu chez lui, et qu'il disait être son beau-frère. Mais ces deux autres messieurs, particu-

lièrement le chevalier de La Grâce; refusèrent absolument de partir avant le jour. Mon frère nous dit ensuite que quand il fut au lit, avant d'être endormi, il avait vu un bouc qui sortait d'un bournier, qui était venu se secouer devant lui, et qu'il lui avait tellement semblé qu'il avait fait rejaillir de la boue sur lui, qu'il avait porté la main à son visage pour l'essuyer. A cette vue, il fut sur le point de se lever pour partir; mais réfléchissant sur l'extrême répugnance que le chevalier avait de voyager la nuit, et n'étant nullement enclin à ajouter foi aux présages, il s'endormit. Nous partîmes le lendemain de cette auberge, aussitôt que nous eûmes déjeuné. Lorsque nous fûmes à environ un mille et demi de la ville, nous vîmes venir après nous une brigade d'archers à cheval, avec leurs carabines. Mon frère dit alors à ceux qui étaient les premiers d'enfiler un chemin de traverse, qui se trouvait devant nous, afin d'être sûrs que c'était à nous que les archers en voulaient. Etant entrés dans ce chemin et voyant que les archers nous suivaient, et qu'ils étaient fort près de nous, nous nous mîmes à galoper, et nous entendîmes aussitôt un cri d'*arrête là!!!* et en même temps un coup de carabine dont le chevalier fut tué sur place. Nous étions alors, le chevalier et moi, les deux derniers, côte à côte, dans un chemin étroit; mais le cheval que je montais était un navarrain qui allait très vite, et j'eus bientôt devancé M. Bonfils et joint mon frère et M. Gentelot, qui étaient arrivés à un village voisin. Il paraît que les archers crurent avoir tué mon frère, parce que le cheval que le chevalier montait alors avait appartenu à mon frère, et qu'il ne le lui avait cédé que deux ou trois jours auparavant. Les archers croyant tenir leur proie, et aussi ayant à s'assurer de M. Bonfils, qui était tombé en leur puissance, cessèrent de nous poursuivre, et nous échappâmes, savoir, mon frère, M. Gentelot et moi. L'événement voulut que mon frère eût alors derrière lui la valise du chevalier, et le chevalier celle de mon frère, moi celle de M. Bonfils et M. Bonfils la mienne. Ainsi tous les écrits de mon frère, ainsi que les miens, tombèrent entre les mains des archers, et l'on vit par eux que les registres des baptêmes et des mariages faits par mon frère étaient écrits de ma main, et là-dessus on me condamna aux galères; mais ce fut par contumace, car lorsque la sentence fut prononcée j'étais arrivé à Lausanne, où j'avais été pour poursuivre mes études. Mon frère fut pendu en effigie. Le corps du chevalier fut porté à Saintes, où on amena aussi M. Bonfils, et on lui fit passer sa

première nuit dans un cachot avec le cadavre du chevalier. Dans la suite, il eut son procès fait et on le bannit de la France. Ce de Sentier était sans doute un zélé catholique romain, puisqu'il se prêtait à jouer un tel rôle pour servir son Eglise. Je n'ai pas ouï dire qu'on ait jamais découvert quel était ce de Sentier, et l'intrigue a été tenue bien secrète, ce qui semble annoncer qu'elle partait d'un lieu haut élevé. J'ai dit qu'on peut, en quelque sorte, dater le commencement de la tolérance à l'année 1722, parce que, si ma mémoire me sert bien, c'est cette année-là que l'on commença à avoir en Saintonge des maisons d'oraison, destinées uniquement à célébrer le culte divin, et mon frère fut, autant qu'il m'est connu, le premier qui en érigea dans le royaume. »

Ce fragment, par lui-même si intéressant, donne lieu à un rapprochement fort important. Etienne Gibert ignorait quel était l'auteur de cet indigne stratagème dont il nous raconte les suites. Il nous dit que l'intrigue a été tenue bien secrète, ce qui lui semble annoncer qu'elle partait d'un lieu haut élevé. En cela, il ne se trompait pas. Veut-on savoir, en effet, qui avait tendu ce piège, qui avait dressé cet abominable guet-apens, pour surprendre un malheureux ministre? Ce n'était point la haute ou basse police de M. l'intendant. Non; c'était le chef du diocèse, c'était Sa Grandeur M. l'évêque de Saintes en personne!

M. Crottet a trouvé à ce sujet un témoignage irrécusable, une note circonstanciée écrite dans le registre de baptêmes et mariages de la paroisse de Saint-Martin, par le curé de Pons, nommé Fortet. Voici cette note, telle qu'il l'a extraite mot à mot du registre déposé à la mairie (1).

« Vers le mois de mai 1754, dit-il, vint s'établir à Pons avec sa femme un homme qui se nomma Syntier et qui paraissait être de quelque considération. M. Syntier parut d'abord un zélé protestant; il ne voulait avoir aucune communication avec les catholiques, pas même pour les marchandises dont il avait besoin. Les protestants de Pons lui donnèrent toute leur confiance. Sa femme vint à accoucher au commencement de novembre; n'ayant point apporté son enfant à l'église, le curé soussigné alla, avec le sieur Parossier, son vicaire, chez le sieur Syntier. Il ne s'y trouva point; la dame, qui commençait à se lever, se présenta et dit que son enfant était baptisé par ces Messieurs. Le curé fit sa déclaration au greffe, et, en conséquence, le procureur fiscal envoya dire au sieur Syntier de porter son enfant

(1) Voir *Hist. des Egl. réformées de Pons, Gémozac et Mortagne*, publiée en 1841, par A. Crottet, p. 166.

à l'église. Le lendemain, le sieur Syntier opposa au curé une lettre de M. l'évêque. Elle était du 18 novembre 1754, conçue en ces termes : *J'ai des raisons essentielles, Monsieur, pour souhaiter que l'on ne presse pas le sieur de Syntier, votre paroissien, de porter son enfant à l'église pour y recevoir le baptême; je vous prie donc de ne faire aucune démarche d'ici à trois semaines. Si l'enfant venait, d'ici là en danger, j'ai des personnes de confiance qui y veillent et qui auront soin de faire anticiper le temps pour éviter les accidents. J'ai l'honneur, etc.* Sur cette lettre, le curé resta tranquille. Peu de jours après, M. Syntier fit baptiser son enfant par un ministre. Il pria ce ministre à dîner pour le lendemain. Mais les protestants commençaient à soupçonner M. Syntier. Ils lui voyaient faire de fréquents voyages à Saintes. Le ministre refusa de dîner chez lui. Dans la nuit, M. Syntier avait envoyé avertir les cavaliers de la maréchaussée de Saint-Genis par une espèce de soldat qu'on disait son beau-frère, et qui demeurait chez lui depuis environ deux mois. Les cavaliers arrivèrent de grand matin à l'auberge du Petit Saint-Jean, près de la croix de Saint-Vivien. Un instant après, le ministre passa à cheval accompagné de deux personnes. Les cavaliers montèrent promptement à cheval et coururent après le ministre. Ils l'atteignirent au carrefour qui conduit à Charodon. Ceux qui accompagnaient le ministre se mirent en défense; ils tirèrent sur les cavaliers, et ceux-ci en tuèrent un qui était gentilhomme d'auprès de Sainte-Foix; ils en prirent un autre, mais, dès le commencement du combat, le ministre se sauva au galop, et il ne fut pas possible de le prendre. Les cavaliers chargèrent le mort sur son cheval et garrottèrent l'autre qui était diacre; ils les passèrent par Coudenne et le champ de foire pour les conduire à Saintes. M. Syntier et son beau-frère allèrent pour les reconnaître. Les cavaliers firent semblant de les éloigner, mais les protestants ne prirent point le change; ils regardèrent M. Syntier comme un espion, et ils lui auraient fait un mauvais parti. Sur-le-champ M. Syntier se retira avec son beau-frère, et ils ne parurent plus à Pons. Quelques jours après, madame Syntier s'en alla aussi, escortée par les cavaliers de la maréchaussée. On a dit qu'ils se retirèrent à La Rochelle, et qu'ils y firent baptiser leur enfant.

« Pour mieux donner le change aux huguenots, quelques jours avant cette scène les cavaliers étaient venus chez M. Syntier, ils y avaient paru faire une recherche exacte pour trouver l'enfant et le

porter à l'église; mais il ne s'y trouva pas; on savait sans doute le temps de la visite. On avait mis l'enfant dans le voisinage et les cavaliers n'y cherchèrent point.

« Signé au registre, FORTET,
« Curé de Saint-Martin de Pons. »

On voit comment les deux récits se complètent et s'éclaircissent l'un l'autre, et d'où venait le coup qui avait atteint nos cinq fidèles du désert, qui avait frappé l'un d'eux mortellement (1)!

M. Crottet ajoute quelques détails qu'il tenait des membres les plus anciens des églises du pays; mais la relation d'Etienne Gibert, bien plus précise encore, ne lui était pas connue. Il ne paraît pas non plus avoir eu à sa disposition le jugement cité par Ch. Coquerel, qui, de son côté, reconnaît n'avoir eu d'autres renseignements sur ces affaires de Saintonge que le texte même des sentences de condamnations (2). Les deux auteurs ont publié leurs ouvrages dans la même année (1841), et n'ont pu profiter l'un de l'autre. Nous croyons donc bien faire en reproduisant ici ce document-affiche, tout à la fois comme complément de ce qui précède et comme échantillon du genre. Nous en avons reçu la communication de M. J. Labbé.

JUGEMENT EN DERNIER RESSORT.

JEAN BAILLON, CHEVALIER, SEIGNEUR DE SERVON, *Courtys, Boiton et autres lieux, conseiller du Roy en ses conseils, maître des Requêtes ordinaire de son Hôtel, intendant de justice, police et Finances en la généralité de La Rochelle, commissaire en cette partie du conseil d'Etat du Roy.*

ENTRE le procureur du Roy en la commission, demandeur et accusateur en crime de contravention à la déclaration du Roy, du 14 may 1724 d'une part.

CONTRE le nommé Gibert, prédicant; Etienne, son neveu; Gentelot de Sainte-Foy; la mémoire de Jean-Daniel de Belrieu de la Grâce; et André Bonfils, accusés, d'autre part.

VU les arrêts du conseil d'Etat du Roy, des 13 et 16 mars 1755, les commissions expédiées sur iceux, les mêmes jours, etc.

TOUT VU ET CONSIDÉRÉ; ouï le rapport du sieur Cadoret de Beaupreau, après que ledit André Bonfils a été interrogé sur la Sel-

(1) Le chevalier de La Grâce était un zélé protestant et s'employait activement au rétablissement des églises.

(2) C'est évidemment cette ignorance qui lui a fait dire que l'affaire du pasteur Gibert avait été « fort exagérée, » et on s'explique de même que voyant le procès fait à la mémoire du chevalier de La Grâce, il ait pu croire qu'il était « décédé pendant la procédure. » (T. II, p. 229.)

lette, et le curateur à la mémoire dudit de Belrieu, de la Grâce, derrière le barreau.

NOUS, intendant et commissaire susdit, par Jugement en dernier ressort, de l'avis des sieurs commissaires par nous nommés, avons déclaré les contumaces bien et dûment instruites suivant l'ordonnance contre lesdits Gibert, Etienne son neveu, et Gentelot, et adjugeant le profit d'icelles, avons déclaré ledit GIBERT, dûment atteint et convaincu d'avoir fait les fonctions de ministre depuis plusieurs années, dans la province de Saintonge, d'y avoir convoqué et tenu des assemblées de religionnaires, d'y avoir prêché, fait la Cène, des baptêmes et des mariages, pour réparation de quoi, l'avons condamné et condamnons à faire amende honorable, nuë tête, en chemise, la corde au col, tenant en ses mains une torche de cire ardente, du poids de deux livres, devant la principale porte de l'église de Saint-Barthélemy de cette Ville, où il sera conduit par l'exécuteur de la haute justice, et là, étant tête-nuë, à genoux, dire et déclarer à haute et intelligible voix, que méchamment et comme mal avisé, il a fait lesdites fonctions de ministre, au préjudice des ordonnances de Sa Majesté qui les défendent, dont il se repend, et qu'il en demande pardon à Dieu, au Roy et à la justice, de là conduit à la Place-Royale de cette ville, où les livres, papiers, les sermons par lui écrits, seront brûlés en sa présence, dans un feu qui sera dressé et allumé par ledit exécuteur (fors et excepté néanmoins les lettres missives, papiers et correspondances dudit Gibert), qui seront et demeureront déposés au greffe de notre commission, pour valoir et servir dans la suite, ainsi et contre qui il appartiendra, ce fait, sera ledit Gibert, pendu et étranglé, jusqu'à ce que mort s'ensuive, à une potence qui sera dressée à cet effet dans ladite place par ledit exécuteur, où son corps mort demeurera exposé vingt-quatre heures, et sera ensuite porté aux fourches patibulaires, pour y rester jusqu'à parfaite consommation; avons déclaré ledit ETIENNE, *neveu de Gibert*, dûment atteint et convaincu d'avoir été le lecteur ordinaire de Gibert, dans différentes assemblées, et d'avoir tenu les registres dudit Gibert, d'avoir écrit des actes de mariages et de baptêmes, d'avoir servi de témoin auxdits baptêmes, pour réparation de quoi, nous l'avons condamné d'accompagner ledit Gibert son oncle, à l'amende honorable et exécution ordonnée ci-dessus, ensuite de quoi, flétri au pied de la potence par l'exécuteur de la haute justice, d'un fer chaud, en forme des lettres G. A. L. sur l'épaule droite, ce fait, conduit à la chaîne pour y être attaché et servir le Roy sur ses galères, comme forçat à perpétuité; comme aussi avons déclaré le nommé GENTELOT de Sainte-

Foy, dûment atteint et convaincu d'avoir accompagné Gibert nuitamment, le 21 février 1755, à un Baptême qu'il fit à Pons, comme aussi d'avoir présenté un pistolet, et visé les cavaliers de la maréchaussée qui vouloient arrêter ledit Gibert à la sortie de Pons le lendemain 22 février, pour réparation de quoi, l'avons condamné d'accompagner ledit Gibert à son amende honorable et son exécution, après laquelle sera ledit Gentelot flétri au pied de la potence par ledit exécuter, d'un fer chaud sur l'épaule droite en forme des lettres G. A. L. ce fait, conduit à la chaîne pour y être attaché et servir le Roy sur ses galères comme forçat à perpétuité : et attendu l'absence et contumace desdits Gibert, Etienne et Gentelot ; avons ordonné que notre présent jugement sera exécuté à l'égard dudit Gibert, par effigie, dans un tableau qui sera attaché à une potence, et que les condamnations prononcées ci-dessus, contre lesdits Etienne et Gentelot, seront transcrites dans un tableau attaché à ladite potence, dressée à cet effet sur la Place-Royale par ledit exécuter ; avons déclaré ledit *Jean-Daniel* DE BELRIEU DE LA GRACE, dûment atteint et convaincu d'avoir fait rébellion à justice, le 22 février 1755, d'avoir présenté un pistolet de poche, et visé les cavaliers de maréchaussée qui étoient à la poursuite dudit Gibert, pour réparation de quoi avons ordonné que sa mémoire sera et demeurera supprimée ; et pour les cas résultant du procès, avons banni à perpétuité ledit *André* BONFILS hors du royaume, enjoint à lui de garder son banc, sous les peines portées par la déclaration du Roy du 31 may 1682, dont il lui sera donné lecture par le greffier ; avons déclaré les biens desdits Gibert, Etienne, Gentelot, de Belrieu et Bonfils, situées en pays de confiscation, acquis et confisqués au profit du Roy ; ordonnons que sur les autres biens situés en pays non sujets à confiscation, il en sera pris la moitié pour tenir lieu d'amende, et seront lesdites confiscations et amendes, appliquées conformément à la déclaration du Roy du 14 may 1724, les frais du procès préalablement pris et levés ; sera à la diligence du procureur du Roy en notre commission, le présent jugement, imprimé, lu et publié partout où besoin sera. Fait et arrêté à la chambre du conseil du Palais-Royal, de la sénéchaussée de La Rochelle, le 14 juillet 1756.

Signé : BAILLON, CADORET DE BEAUPREAU, rapporteur, DURAND, BERAUDIN, REGNIER, SEIGNETTE, GRIFFON, GILBERT, GRAVIER et VALIN. Le présent jugement a été lu par moi, greffier de la commission, les jour et an que dessus, et exécuté suivant sa forme et teneur. Signé : ROUSSEAU.

Cette pièce fait connaître la date précise de l'événement, que ne donnent

ni l'un ni l'autre des deux récits rapportés ci-dessus. C'est le 22 février 1755, et, faute de l'avoir su, M. Crottet dit, à tort, ce semble, que Louis Gibert *reparut* à Pons au commencement de ladite année. Un jugement du 24 juillet 1756 condamna, entre autres, la femme Jeanne Amian, de Mornac, à être rasée et détenue à perpétuité dans le couvent des religieuses de la Providence de Pons, comme atteinte et convaincue d'avoir assisté à une assemblée tenue à Plandonnier la nuit du 21 au 22 juin 1755, et comme *violamment soupçonnée* d'avoir donné retraite dans sa maison à Gibert, prédisant.

Ce qui prouve encore combien l'histoire des Eglises du Désert est difficile à écrire, c'est que ce même fait est apprécié bien différemment par Ch. Coquerel et par E. Gibert. L'un dit qu'il occasionna la clôture momentanée des temples de la Saintonge, tandis que E. Gibert y marque le commencement de la tolérance, et croit se rappeler que c'est alors que s'ouvrirent des maisons d'oraison et des lieux de culte. Il ajoute que son frère est, dans son opinion, le premier qui en ait rétabli dans le royaume. Nous ne savons si ce point est rigoureusement exact.

Toujours est-il que cet intrépide et infatigable pasteur rendit aux églises renaissantes de la province les plus grands services, et que sa mémoire y est demeurée vivante et bénie. M. Crottet (p. 204) retrace les souvenirs qui se sont conservés d'une solennelle assemblée des protestants de Mortagne et Saint-Seurin, qu'il avait convoquée au Désert vers 1754, alors que sa tête était mise à prix. Nous avons sous les yeux un vieil imprimé de quatre pages in-42 intitulé : *Prière faite par Monsieur Gibert*, qui a bien le cachet de cette époque de résurrection de l'Eglise protestante en France. M. Crottet cite une lettre adressée par lui à ses églises, à la date du 3 mai 1756. On le voit, partout et toujours, exhortant, encourageant, dirigeant. Ch. Coquerel mentionne de lui une lettre remarquable, du 1^{er} avril 1762. Le même auteur dit (à l'année 1763) qu'un des pasteurs de la Saintonge, Gibert, alla s'établir en Floride avec deux cents colons; mais cela ne saurait lui être applicable, puisque nous le voyons, en 1774, d'après M. Crottet, décidant les fidèles de Gémozac à réédifier leur temple démoli quelques années auparavant.

Nulle part on ne dit ce qu'il devint. Voici la tradition que M. J. Labbé a recueillie, à Vaux-sur-Mer, de la bouche d'une vieille protestante. Un jour, Gibert présidait une assemblée de prières à Artouan (commune de Saint-Just, à six lieues de Vaux), lorsque les archers furent signalés. Il était trop tard pour leur échapper. Sans se troubler, le pasteur fait entonner à l'assemblée le psaume CXL :

O Dieu, réprime l'insolence
D'un ennemi malicieux ;

Sauve-moi de sa violence
Et de ses desseins furieux, etc.

On chante. Les soldats paraissent ; à peine sont-ils à portée qu'un coup de feu se fait entendre et atteint en pleine poitrine le vénérable ministre. Cette scène de deuil et de confusion est restée dans le souvenir des habitants ; on cite entre autres, comme y ayant assisté, les nommés Gauthier, Jean Giraud, Parvis. — Jean-Louis Gibert est donc tombé au champ d'honneur.

UN BAPTÊME EN 1779

DE PAR LE ROY, LA LOY ET JUSTICE.

La pièce qui suit montrera une fois de plus à quel régime de *baptêmes légaux* les protestants étaient toujours soumis, suivant le caprice ou le zèle des agents du pouvoir, moins de huit ans avant l'Edit de 1787. Elle nous est communiquée par M. F.-M. Roufineau, pasteur à Saintes, d'après l'original qui est entre les mains de M. André Ponvert, de La Forêt, près Taillebours.

A Monsieur Ponvert, à Annepont.

Je suis instruit, Monsieur, du refus que vous faites de présenter à l'église l'enfant qui vous est né pour y recevoir le baptême. Avant d'employer l'autorité pour vous contraindre à remplir cette obligation, j'ai cru devoir employer les voies de douceur pour vous amener à l'obéissance que la loi du prince exige. Je vous crois trop fidèle sujet pour transgresser les volontés de votre maître ; j'ose croire que vous m'éviterez, par une prompte obéissance, le désagrément que j'éprouverois, si j'étois forcé de vous dénoncer à la justice.

Je suis parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur, *NORMAND, avocat du Roi.*

Saint-Jean-d'Angely, 24 août 1779.

Voilà, certes, un avocat du roi qui avait le goût et le style de son emploi ; il devait être, quoi qu'il en dise, encore plus *parfaitement le très humble et très obéissant serviteur* de M. le curé de Saint-Jean-d'Angély ou de M. l'évêque de Saintes, que celui de M. Ponvert, et sans doute il aura, en attendant si bien son métier, parcouru une brillante carrière !

MÉLANGES.

RÉINHUMATION, EN 1854, DE LA DÉPOUILLE MORTELLE D'UNE PRINCESSE PROTESTANTE, DÉCÉDÉE EN 1587 ET EXHUMÉE EN 1794.

(*Jacqueline de Rohan, marquise de Rothelin.*)

En rendant compte du travail tout récemment publié par M. Taillandier sur le château de Blandy (*V. ci-dessus*, p. 99), nous avons dit que la dépouille mortelle de la marquise de Rothelin, exhumée du lieu où elle avait été déposée en 1794, après la violation du tombeau qui la renfermait dans le chœur de l'église paroissiale, allait être replacé dans une sépulture digne d'elle. Cette pieuse opération a été accomplie par l'intervention de M. Taillandier, et on lira sans nul doute avec intérêt trois procès-verbaux constatant la manière remarquable dont les choses se sont passées. C'est un fait assez remarquable que de voir ainsi les autorités civiles d'une petite commune qui ne compte pas un seul protestant, se réunir, en l'an de grâce 1854, pour rendre les honneurs d'une nouvelle sépulture à une princesse huguenote du XVI^e siècle, à une amie de Calvin. Nous ferons toutefois observer, en appelant l'attention sur le dernier paragraphe de la troisième pièce, que, dans cette cérémonie d'un caractère tout historique et rétrospectif, les exigences du temps présent n'ont pas été mises de côté : la marquise de Rothelin, *dame de Blandy*, n'a point été réintégrée en la place qu'elle occupait au chœur de l'église; elle a été traitée en non catholique inhumée sous l'empire de la législation qui nous régit. En procédant ainsi, on a du moins honoré sa mémoire, on a respecté, en un sens, la vérité historique, et l'on s'est heureusement abstenu de cette méthode de *conversions posthumes* qui a été parfois mise en usage, comme l'a montré un de nos collaborateurs (t. I, p. 522).

1^{er} *Extrait du registre des Arrêtés du maire de la commune de Blandy.*

Nous, Antoine-Louis Couturon, maire de la commune de Blandy, canton du Châtelet, arrondissement de Melun, département de Seine-et-Marne,

Ayant été informé par M. Taillandier, conseiller à la Cour de cassation, chevalier de la Légion d'honneur, propriétaire à Blandy, qu'ayant pris des renseignements auprès du sieur Chapelain, qui, pendant plus de soixante ans, a exercé les fonctions de sonneur et de

fossoyeur en cette commune, il avait su par ledit Chapelain que c'est celui-ci qui avait inhumé, en 1794, dans le cimetière de Blandy, les dépouilles mortelles de *Jacqueline DE ROHAN*, femme de *François D'ORLÉANS-LONGUEVILLE*, marquis DE ROTHELIN; lesquelles jusqu'à cette époque, avaient reposé dans un caveau placé dans le chœur de l'église paroissiale dudit Blandy, sous la lampe; que M. Taillandier ayant demandé au sieur Chapelain de lui montrer l'emplacement où cette inhumation avait eu lieu, et ledit Chapelain ayant obtempéré à cette demande, M. Taillandier s'est trouvé, le dimanche trois juillet courant, avec M. l'abbé Halley, curé de Blandy, à l'ancien cimetière, maintenant supprimé, attenant à l'église, et arrivé là, le sieur Chapelain leur a fait voir un tertre derrière la sacristie, où il leur a déclaré de la manière la plus formelle que c'est là qu'il avait inhumé, à l'époque susmentionnée, les restes de la marquise DE ROTHELIN; qu'aus sitôt M. le curé et M. Taillandier ont placé quelques pierres sur le tertre pour le reconnaître lorsque besoin serait.

Voulant nous assurer par nous-même de l'exactitude de ce fait, nous avons invité le sieur Chapelain à se trouver ce jourd'hui, à neuf heures du matin, dans l'ancien cimetière; nous avons fait pareille invitation à M. le Curé et à M. l'abbé Delaforge, curé de la paroisse de Méry, arrondissement de Meaux, en ce moment en cette commune, où il est né, à M. Taillandier et aux sieurs Delaforge, charpentier, et Etienne Duparquet, ancien maçon, ces deux derniers nés en cette commune, qu'on nous a dit avoir été témoins de l'inhumation de la marquise DE ROTHELIN.

Assisté de M. Noël, secrétaire de la mairie, le sieur Chapelain nous a fait voir le tertre sous lequel reposent les restes de la marquise DE ROTHELIN, qui a été dame de Blandy, en a habité le château pendant longues années, et y est décédée au mois de juillet mil cinq cent quatre-vingt-sept; il nous a dit, ce qui est de notoriété publique dans le pays, et ce qui est attesté par plusieurs documents historiques, que cette princesse avait, après sa mort, été déposée en un cercueil de plomb, dans un caveau du chœur de l'église paroissiale, sous la lampe, que des réparations ayant été faites à ladite église en mil sept cent trente et un, son corps y fut trouvé encore entier, que des ordres étaient venus du district de Melun, au mois de germinal an II (mars 1794), d'envoyer en cette ville les divers métaux qui se trouveraient dans l'église; la municipalité de Blandy se vit obligée d'obtempérer à cet ordre et d'y comprendre le cercueil de plomb de la marquise DE ROTHELIN; qu'alors les restes de cette princesse furent extraits dudit cercueil, où ils furent trouvés bien conservés, et placés par ledit

sieur Chapelain dans l'endroit du cimetière qu'il nous fait voir en ce moment.

Les sieurs Delaforge et Duparquet nous ont déclaré qu'ils avaient assisté à l'inhumation de la marquise DE ROTHELIN, et qu'ils reconnaissent parfaitement la place où elle avait été opérée par ledit Chapelain.

En foi de quoi nous avons rédigé le présent procès-verbal que nous avons signé avec les personnes susmentionnées.

Fait à Blandy, le dix-sept juillet mil huit cent cinquante-trois.

Signé au registre : CHAPELAIN, DELAFORGE, DUPARQUET, l'abbé DELAFORGE, l'abbé HALLEY, TAILLANDIER, NOEL, COUTURON.

2^e Extrait, etc.

L'AN 1853, le 27 octobre, nous, A.-L. Couturon, maire de Blandy, ayant appris que M. Taillandier était dans l'intention de faire exhumer à ses frais, de l'ancien cimetière de cette commune, les restes mortels de *Jacqueline* DE ROHAN, veuve de *François* D'ORLÉANS-LONGUEVILLE, marquis DE ROTHELIN, lesquels avaient été déposés dans ledit cimetière en 1794, ainsi que nous l'avons constaté par notre procès-verbal du 17 juillet dernier, avons délégué pour nous représenter à cette opération, M. Noël, secrétaire de la mairie, lequel nous a déclaré qu'il était arrivé aujourd'hui, à sept heures du matin, à l'ancien cimetière, il y a trouvé réunis l'abbé Halley, curé de la paroisse, et M. Taillandier, et les sieurs Berjonval, fossoyeur, et Chapelain, ancien fossoyeur; que ce dernier a indiqué de nouveau aux personnes susmentionnées l'endroit où il avait, au mois de mars 1794, inhumé les restes de la marquise DE ROTHELIN, et que des fouilles ayant été immédiatement opérées, il a été trouvé, à environ quatre-vingt-cinq centimètres du sol, un certain nombre d'ossements, consistant principalement dans le crâne, la mâchoire, les os des jambes, etc.

Lesquels le sieur Chapelain a déclaré provenir du corps de ladite marquise DE ROTHELIN, étant trouvés à l'endroit où il l'avait placé en 1794, et aucune inhumation n'ayant eu lieu depuis dans cette partie du cimetière; que lesdits ossements ont été réunis dans une boîte, laquelle a été déposée provisoirement, du consentement de M. le curé, dans un endroit dépendant de la sacristie, où ils resteront jusqu'au moment où, soit la famille, soit les représentants de la marquise DE ROTHELIN, nous auront fait connaître leur intention de les inhumer dans le nouveau cimetière.

En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, signé par nous et par MM. Taillandier, Halley et Noël.

Signé : *TAILLANDIER, HALLEY, NOËL, COUTURON.*

3^e *Extrait, etc.*

L'AN 1854, le 12 mai, nous, A.-L. Couturon, maire de Blandy, ayant été informé que M. Taillandier, propriétaire en cette commune, se proposait de faire inhumér aujourd'hui, dans la tombe qu'il a fait préparer dans le cimetière de Blandy, les restes mortels de *Jacqueline DE ROHAN*, marquise DE ROTHÉLIN, exhumés de l'ancien cimetière, ainsi que nous l'avons constaté par nos procès-verbaux en date des 17 juillet et 27 octobre 1853, avons, à l'issue de l'assemblée du conseil municipal et des plus forts contribuables, réunis à l'effet de voter les impositions extraordinaires de 1855, invité les membres de ladite assemblée à nous assister dans la cérémonie de ladite inhumation. Les membres de l'assemblée ayant tous adhéré à cette proposition, nous nous sommes rendu avec eux à l'église, dans la sacristie de laquelle les dépouilles de la marquise DE ROTHÉLIN étaient restées déposées depuis leur exhumation de l'ancien cimetière. Lesdites dépouilles ayant été renfermées dans un cercueil de plomb, revêtu d'un second cercueil en bois de chêne, sur lequel est apposée une plaque en cuivre portant ces mots :

LA MARQUISE DE ROTHÉLIN. 1557.

Nous avons, après nous être ceint de notre écharpe, et accompagné de M. Deshayes, notre adjoint, des membres du conseil municipal, de M. Taillandier et des autres principaux notables de la commune, ainsi que de M. Noël, secrétaire de la mairie, et du garde champêtre, suivi jusqu'au cimetière les restes de la princesse.

Lorsque le cercueil a été descendu dans le caveau préparé à cet effet, nous avons fait lire, par le secrétaire de la mairie, nos procès-verbaux susmentionnés, en date des 17 juillet et 27 octobre 1853. M. Taillandier a pris ensuite la parole, et, dans un discours écouté avec recueillement, il a fait connaître à l'assistance les principales circonstances de la vie de la marquise DE ROTHÉLIN, dame de Blandy, et a annoncé que tous les frais de cette inhumation étaient faits par M. le duc d'Aumale, héritier des princes de Condé, par respect pour la mémoire de Louis, premier prince de Condé, gendre de la marquise DE ROTHÉLIN, étant observé que si aucune cérémonie religieuse n'a eu lieu en cette occasion, et si le monument est placé dans la partie du

cimetière réservée aux non-catholiques, c'est que ladite princesse est morte dans la religion protestante.

En foi de quoi nous avons dressé le présent procès-verbal, que nous avons signé avec MM. Taillandier, Deshayes et Noël.

Signé : COUTURON, TAILLANDIER, DESHAYES, NOËL.

LES RÉFORMATEURS DU XVI^e SIÈCLE

ORGANES DE L'OPINION PUBLIQUE.

(Fin. — Voir ci-dessus, p. 84 à 91.)

III. Nous avons dit que la rapidité des succès obtenus par les sectaires trouvait son explication dans le mépris qu'avait inspiré au peuple le spectacle des débordements ecclésiastiques. A cette première cause de déconsidération pour l'Eglise, il faut ajouter les nombreux abus que fit naître ou qu'entretint la papauté.

Afin de s'attacher les moines par les liens de la reconnaissance, et d'en faire des instruments dociles de leur puissance, les papes leur avaient accordé d'importants privilèges. Ils les avaient affranchis de la juridiction épiscopale; ils leur avaient permis de prêcher et de recevoir les confessions; ils leur avaient même accordé le droit d'accepter des legs, bien qu'ils eussent fait vœu de pauvreté. Cette bienveillance toute particulière n'empêcha pas Gerson de se plaindre de leur trop grand nombre, et de demander que l'on restreignît leurs trop grands privilèges(1).

Ce n'était pas sans raison que les papes avaient accordé aux moines la permission de siéger au tribunal de la pénitence; ils n'ignoraient pas quels avantages ils devaient retirer de la confession auriculaire, levier d'une puissance incalculable entre des mains habiles, et qui, dirigé par des hommes soumis aveuglément à la volonté de la cour de Rome, pouvait devenir un des plus solides appuis de son autorité; mais les prêtres, investis de ce droit, ne répondirent pas toujours aux vues de la papauté; plusieurs d'entre eux firent servir le pouvoir qui leur était confié à l'assouvissement de leurs passions. Aussi des esprits éclairés, frappés des nombreux inconvénients qui résultaient de la confession, finirent-ils par demander l'abolition de ce qu'ils nommaient une superstition(2).

Les papes avaient aussi appelé l'ignorance à leur aide, et cette fois du moins, le clergé les servit à merveille; il prêcha par l'exemple. Il était défendu de lire la Bible en langue vulgaire; le culte devait se célébrer en latin; et l'on établit enfin une foule de préceptes, tels que certains jeûnes, le

(1) Halam., *loco citato*. — Gerson, cap. X. — Henri de Langenstein, ch. XVIII.

(2) Erasme, *Colloq. pietat. puerilis*. — *Exomolog. sive modus confitendi*. — Jean Wessel, *apud Schraeck*, t. XXXIV.

choix des viandes, etc., qui, tout futiles qu'ils étaient, furent en quelque sorte placés au-dessus des préceptes même de l'Evangile. Ces abus excitèrent de vives plaintes, et Erasme, se constituant le champion de l'opinion publique, attaqua avec les armes du ridicule tous ces règlements d'invention humaine (1).

Une des conséquences naturelles de l'ignorance, c'est la superstition. Aussi, le culte des saints ne tarda-t-il pas à être introduit dans l'Eglise. Dès lors il n'y eut pas de crime qui ne pût se pardonner, moyennant l'intercession toute-puissante de ces espèces de divinités auxquelles on accordait aussi le pouvoir de guérir les maladies, d'expulser les démons et même de rappeler les morts à la vie (2). Le moyen le plus efficace de les intéresser en sa faveur, c'était de faire un pèlerinage à leurs tombeaux ou aux lieux où l'on conservait leurs précieuses reliques. Ce vagabondage devint bientôt la source de tels désordres, surtout parmi les femmes, que déjà Charlemagne avait été forcé de rendre une ordonnance contre les pénitents ambulants (3).

Il y avait alors dans les églises une telle profusion d'images que Henri de Langenstein, et probablement beaucoup d'autres avec lui, craignaient que les simples ne finissent par tomber dans l'idolâtrie. Des plaintes s'élevèrent aussi contre la prodigieuse quantité de fêtes instituées en l'honneur des saints, et le concile de Constance dut en défendre l'abus.

Outre les pèlerinages, il y avait un moyen aussi simple qu'efficace d'apaiser les cris d'une mauvaise conscience : des vendeurs d'indulgences parcouraient l'Europe dans tous les sens, et, moyennant une honnête rétribution, ils accordaient libéralement l'absolution de tous les péchés commis et à commettre. Ces indulgences avaient d'abord été d'un prix assez élevé, mais à l'époque de la Réforme, elles étaient singulièrement en baisse ; on en donnait presque pour rien (4). Aussi menaçait-on de l'excommunication les fidèles qui n'en voulaient pas acheter (5).

Ce honteux trafic excita un scandale universel, et de tous côtés on demanda à la cour de Rome d'y porter un prompt remède. Quelques écrivains en vinrent même jusqu'à douter de l'efficacité des indulgences (6).

Ce n'était pas seulement pour son propre compte que l'on faisait provision d'indulgences, on alla même jusqu'à en acheter pour les morts qui se purifiaient dans le purgatoire de leurs souillures d'ici-bas. C'était dans le

(1) Erasme, *Coll. Ichtiophag.* — *Colloq. Conviv. profan.* — Clémanges, ch. XIX.

(2) Erasme, *De amabil. eccles. concordia.* — Schræck, t. XXXVI.

(3) Ducange, *Sub voce peregrinatio.* — Erasme se prononce également contre les pèlerinages, dans son *Colloq. de votis temere susceptis.*

(4) V. dans Potter, *Espirit de l'Eglise*, quel était le tarif des indulgences, et ci-après p. 210.

(5) On lit dans l'*Histoire de Bresse*, qu'un prédicateur dont le zèle avait en peu de succès, fulmina effectivement cette excommunication ; mais toutes les personnes sensées s'en moquèrent ; il n'y eut que le petit peuple qui se laissa prendre à ce moyen d'intimidation un peu usé. *Hist. de Venise*, par l'abbé L****, t. VII, liv. XXVI, p. 191. Paris, 1765.

(6) Robertson, *Hist. de Charles-Quint*, t. III, liv. II. — *Centum Gravamina*, grav. III. — Gerson *apud Schræck*, t. XXXIII. — Erasme, *Epistolæ*.

même but qu'avaient été instituées les messes pour les morts. Mais cette dernière institution ne trouva pas même grâce aux yeux du satirique Erasme, qui proposa de l'abolir comme tout à fait inutile. Il traita avec tout aussi peu de respect le dogme du purgatoire : il disait plaisamment à ce sujet, que les prêtres en faisaient un cas tout particulier dans l'intérêt de leurs cuisines (1).

Au reste, le clergé, qui montrait beaucoup d'énergie dans la défense de ses propres intérêts, ne se montra pas, à beaucoup près, aussi zélé pour ce qui concernait plus particulièrement la foi. Craignait-il, en portant la main sur le sanctuaire, d'ébranler l'édifice de la religion romaine dont toutes les parties se tenaient intimement entre elles? Ou bien, les évêques, qui combattirent si vivement à Constance et à Bâle pour reconquérir leurs anciennes prérogatives, regardaient-ils comme étant d'une importance secondaire tout ce qui ne touchait pas immédiatement à leurs intérêts temporels? Quoi qu'il en soit, si les conciles se montrèrent trop circonspects dans la réforme des abus qui s'étaient introduits dans le dogme, quelques écrivains philosophes furent moins timides qu'eux. Gerson, par exemple, attaqua l'infailibilité du pape, et d'Ailly celle du concile même. Jean Wessel voulut épurer la doctrine de l'Eglise au moyen de l'Evangile, il avança que les papes pouvaient être hétérodoxes, rejeta toute satisfaction humaine et réclama la liberté de conscience pour chaque chrétien (2). Jean de Wesel et Jean de Goch marchèrent sur ses traces (3); Erasme osa même publier des conjectures sur la félicité des païens vertueux.

Ces attaques n'étaient pas sans danger; mais le respect pour l'autorité papale avait été singulièrement affaibli par le grand schisme d'Occident, aussi bien que par la foule d'abus que les papes avaient successivement introduits dans l'Eglise, et qui pesaient également sur le clergé et sur le peuple. La substitution des nominations arbitraires aux places de l'Eglise à l'élection libre du peuple assemblé n'était pas le moindre de ces abus. Les papes s'en servirent pour amasser les sommes énormes qui devaient pourvoir à leurs prodigalités. Dès lors, la porte des dignités fut fermée aux pauvres, que l'on rejeta, dit Théodore de Vrie (liv. III, dist. IV), comme des vases infects et inutiles. Tous les bénéfices furent vendus à des hommes souvent si ignorants, qu'ils ne savaient pas, selon Clémanges, distinguer l'A du B, et qui, dans la pensée de regagner l'argent que leur charge leur avait coûté, se livraient à toutes sortes d'exactions. On vit même des parents en acheter pour leurs enfants au berceau, afin de s'enrichir des dépouilles de l'Eglise, et ne pas partager leur fortune entre tous leurs descendants. Souvent aussi, la faveur dispensait ces bénéfices, et il n'était pas rare de voir des parents du pape ou des cardinaux en posséder jusqu'à cinquante (4).

(1) Erasme, *Ibid.*, liv. XX; *Epist.* 90. Edit. Londin.

(2) *Farrago Wesseli*, 1521.

(3) J. de Goch : *De libertate christiana*, Antv. 1521. — J. de Wesel : *Adversus indulgentias*, apud Walch : *Monument. mædii ævi*, vol. I, fascic. I.

(4) Clémanges, *Op. cit.*, ch. XIV. — Théodore de Vrie, *Op. cit.*, liv. III, dist. IV.

Ce trafic honteux, ainsi que les réserves, les expectatives, les commendes, les provisions, les translations, les dispenses, les annates, les dîmes, tous moyens mis en œuvre par la cour de Rome pour faire de l'argent, soulevaient des plaintes générales, surtout en France et en Allemagne (1). Les décrets des conciles de Constance et de Bâle, les ordonnances des rois et des empereurs, les bills du parlement d'Angleterre, la pragmatique sanction et les différents concordats conclus avec Martin V, furent autant de digues que l'on essaya d'opposer à sa cupidité (2).

Mais jusqu'ici, nous n'avons entendu que les plaintes et les demandes de réforme formulées par les catholiques eux-mêmes. Examinons maintenant les opinions des sectes qui se séparèrent de l'Eglise romaine. Sans parler des Pétrobrusiens, des Albigeois, des descendants des Pauliciens, des Cathari, des Patarins, des Apostoliques, tous coreligionnaires des Vaudois, nous n'examinerons que les opinions des sectes principales, autour desquelles viennent se grouper toutes les autres.

Les Vaudois, que leur innocence, leur honnêteté, firent appeler les *bonnes gens*, s'élevaient contre le culte des images; ils condamnaient l'invocation des saints, les jeûnes, les pèlerinages, et n'attachaient aux reliques aucune vertu merveilleuse. Quant aux sacrements, ils n'en admettaient que deux : le baptême, symbole d'admission dans la société chrétienne, et la sainte Cène, don de la nature et symbole de la grâce. Enfin, ils rejetaient toute hiérarchie, et ne reconnaissaient pas la suprématie du pape (3).

Après les Vaudois parut Wiclef, homme doué d'un génie supérieur, qui, dès le commencement de sa carrière, sentit la nécessité de s'opposer aux exactions de la cour de Rome. Il attaqua les abus nombreux qu'elle avait introduits dans l'Eglise, la suprématie du pape, les désordres des moines mendiants. Cette conduite lui valut de puissants protecteurs. Enhardi par ses succès, il posa en principe que l'Evangile doit être la seule règle de la foi, de la morale et de la discipline. C'est pourquoi il se déclara contre la confession auriculaire, contre l'invocation et le culte des saints, contre les pèlerinages, les jeûnes, le trop grand nombre des cérémonies, la vente des indulgences, les vœux monastiques, le célibat des prêtres. Quant aux sacrements, il rejetait celui de l'ordre, celui du mariage, celui de l'extrême-onction. Il niait la présence réelle, mais il admettait la prédestination dans le sens de saint Augustin (4).

(1) Clémanges, *Op. cit.*, ch. V. — Théodoric de Niem, *De Necess. reform.*, ch. VII, IX. — *Centum Gravamina*, grav. 14-28. — Erasme, *Ichtiophag.* — Fra Paolo, *De Beneficiis*. — Goldast, *Const. imper.*, t. I, p. 408.

(2) Lenfant, *Hist. du Concile de Constance*, liv. V, t. II, parag. 85. — XX^e Session du Concile de Bâle. — *Hist. du Droit publ. ecclés. franç.*, t. II. — Pasquier, *Recherches sur l'Histoire de France*, t. III, ch. 29. — Schmidt, *Hist. des Allemands*, t. V. — Hallam, t. IV, ch. IX, 1^{re} partie. — Mariana, *Hist. hispan.*, liv. XIX, ch. I.

(3) Benoist, *Hist. des Albigeois et des Vaudois*, Paris, 1691.

(4) Voy. son *Triologue*. — Varillas, *Hist. du Wiclefianisme*. Lyon, 1682. — Lewis, *The history of the life and sufferings of John Wicleff*. Lond., 1720.

Après la mort du réformateur anglais, ses cendres furent jetées au vent, mais il ne fut pas aussi facile de faire disparaître les germes de sa doctrine. Ses ouvrages, portés en Bohême, s'y répandirent avec la plus grande rapidité. Jean Huss et Jérôme de Prague les lurent, et, dès cet instant, ils devinrent les adversaires de l'Eglise romaine. Huss s'éleva contre les indulgences, et fut soutenu dans son opposition par le roi même de Hongrie, Sigismond. Il composa un traité contre les fausses religions et les faux miracles qu'elles avaient opérés (4); il montra du haut de sa chaire, dans la chapelle de Béthléem, contre les vices du clergé, et obtint l'approbation de son archevêque. Dans plusieurs de ses sermons, il omit l'invocation à la Vierge, il nia l'efficacité des prières pour les morts. Il admettait, il est vrai, la transsubstantiation, mais il ne voulait pas que le prêtre se vantât d'être le créateur de son créateur; il ne croyait pas non plus qu'une excommunication injuste eût quelque valeur aux yeux de Dieu (2).

Ces opinions étaient partagées par Jérôme de Prague. Tous deux approuvèrent également la communion sous les deux espèces, introduite en Bohême par Jacobel, du consentement de l'Université et de la ville entière de Prague. Cette doctrine leur valut la mort; mais à peine la nouvelle de leur supplice fut-elle apportée en Bohême que leurs sectateurs, au nombre de plus de trente mille, se rassemblèrent sur le mont Thabor, d'où ils s'élancèrent à la victoire, sous la conduite de Ziska. Ce fut alors que, pour la première fois, un royaume chrétien rejeta absolument l'autorité du pape (3).

Les succès de Wiclef n'avaient pas été moins éclatants: « Sur deux personnes que l'on rencontre, dit un historien contemporain (4), il y en a une qui pense comme lui. » Edouard III, Richard II le protégèrent; l'université d'Oxford se prononça en sa faveur, et la plus grande partie du peuple embrassa sa doctrine. Il paraît que, même avant lui, les nouvelles opinions avaient fait de rapides progrès, car le Dante (*Infern.*, liv. X) dit que de son temps, les hérétiques étaient beaucoup plus nombreux qu'on ne le pensait généralement. Enfin, une preuve décisive de la popularité des sectaires, c'est l'établissement de l'inquisition à la fin du XII^e siècle, et l'extension qu'elle prit dans les siècles suivants (5).

L'opinion publique était donc on ne peut mieux disposée en faveur d'une réforme, lorsque Luther et Calvin parurent (6). Mais quelque nombreux qu'aient été leurs partisans, on a sujet de s'étonner, vu l'exaspération des

(1) Huss, *Opera*, t. II, fol. 154, 162.

(2) Lenfant, *Hist. du Concile de Constance*, t. I, liv. I, parag. 21, 23, 72, 74.

(3) Æneas Sylvius, *Hist. Bohemix*, cap. XXXVI. — Lenfant, *Hist. de la guerre des Hussites et du Concile de Bâle, avec supplément de Beausobre*. Lausanne, 1735. — Théobald, *Hussitenkrieg*. Nürnberg, 1621.

(4) Knyghton ap. Henri Warton, *Chroniq.*

(5) Staüdlin, *Univers. Geschichte der christ. Kirche*, p. 215. Hanover, 1806.

(6) Nous n'avons cité qu'un très petit nombre de partisans de la Réforme, nous aurions pu pousser plus loin nos recherches, il n'y a pas jusqu'à l'Espagne qui n'ait eu ses Gerson et ses Clémanges. Voyez Planck, *Geschichte protestant. Lehrbegrißs*, t. I. Leipzig, 1781.

esprits contre la cour de Rome, qu'ils ne l'aient pas été davantage encore. Il faut en attribuer la cause à la timidité et à la circonspection des uns, au théâtre trop étroit sur lequel les autres se trouvaient placés, et enfin à la crainte que plusieurs éprouvaient de compromettre leur cause. Mais, d'un autre côté, si l'on pèse toutes les circonstances qui concouraient à faire triompher leur entreprise, on ne sera pas moins en droit d'être surpris de la réserve excessive avec laquelle les réformateurs se sont mis à l'œuvre.

Depuis quelque temps on se livrait avec ardeur à l'étude, et comme la doctrine de l'Eglise romaine repose principalement sur la tradition, il eût été très facile de remonter à la source de bien des dogmes erronés. Ce n'était que depuis le IV^e siècle qu'on devait croire au dogme de la trinité; depuis le V^e seulement, on avait établi la doctrine du péché originel dans le sens qu'y attachait saint Augustin, et celle de l'union des deux natures; dans le VI^e, on avait sanctionné le dogme du purgatoire, et dans le IX^e celui de la transsubstantiation. Les scolastiques avaient fourni les sept sacrements dans le XII^e siècle, et ce n'était que dans le XV^e siècle que l'approbation du concile de Constance avait privé les laïques de la coupe à la communion. Il n'était donc pas bien difficile de combattre tous ces dogmes, l'Evangile à la main. Qu'ont fait cependant les réformateurs ?

Ils ont rejeté la suprématie du pape, que vingt autres avaient publiquement attaquée avant eux; ils ont nié le dogme du purgatoire, qui n'a jamais été admis dans l'Eglise grecque; ils ont rejeté l'adoration des saints, et en général tout ce qui peut être compris depuis l'abus des indulgences jusqu'à l'intercession de la Vierge; mais une foule de sectes, des auteurs catholiques même, en avaient fait tout autant. Ils ont enlevé à la vie oisive du cloître des légions de moines et de religieuses; mais l'opinion s'était hautement prononcée là-dessus. Ils ont permis le mariage des prêtres; ils ont rejeté le dogme de la transsubstantiation; mais ils ont admis sans opposition les dogmes du péché originel et de la prédestination; ils ont repoussé la confession auriculaire, les messes basses, les messes pour les morts et quelques cérémonies inutiles dont on se plaignait depuis longtemps. Enfin, ils ont accordé le calice aux fidèles, mais le concile de Constance avait reconnu que Jésus-Christ communia ses disciples sous les deux espèces (1). Du reste, ils ont été d'une orthodoxie rigoureuse sur les mystères de la trinité et de l'incarnation; ils ont adopté sans examen la doctrine des six premiers conciles généraux, et, comme l'Eglise romaine, ils ont prononcé la damnation éternelle de tous ceux qui ne croiraient pas aux symboles de leurs Eglises.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître qu'ils ont servi la cause de l'humanité, en ce sens qu'ils ont préparé l'avènement de cette liberté d'examen qui est appelée à faire triompher complètement l'idée du symbole.

EUG. HAAG.

(1) Concile de Constance, session 13. Les ambassadeurs de la Pologne, de la France, etc., avaient aussi demandé à Paul IV la communion sous les deux espèces.

L'ANCIEN TARIF DES INDULGENCES ET ABSOLUTIONS

DE L'ÉGLISE ROMAINE.

[Note additionnelle au précédent article.]

Au sujet des Indulgences, nous nous sommes bornés, dans le travail qui précède, à renvoyer aux auteurs (p. 203, note 4). Le journal l'*Univers*, ce grand redresseur de torts, le même qui s'indigne que l'on prête à la Papauté une médaille de la Saint-Barthélemy, ayant naguère (n° du 24 mai 1854) traité d'*invention protestante* le tarif des pénitences catholiques, où l'absolution de chaque crime, quel qu'il fût, était évaluée en argent comptant, nous ne croyons pas inutile d'entrer ici dans quelques détails.

L'*invention protestante* que signale l'*Univers*, c'est le livre intitulé : « Taxe des parties casuelles de la boutique du Pape, en latin et en français, avec annotations prises des décrets, conciles et canons, vieux et modernes, pour la vérification de la discipline anciennement observée en l'Eglise. » Lyon, 1564. In-8°.

Que cet ouvrage ait été publié par un protestant, cela est incontestable. C'est un consciencieux écrivain, Antoine Du Pinet, sieur de Nauroy, qui l'édita, après avoir embrassé la religion réformée. Mais il ne s'agit pas de jouer sur les mots. Cette édition de la Taxe romaine est-elle unique? est-elle sans précédents? Du Pinet est-il l'auteur du fond même de son ouvrage? L'a-t-il *inventé*, enfin? Car là est la question. Or, voici la réponse.

« ... Les catholiques, dit la *France protestante* (t. IV, p. 441), ont voulu nier l'authenticité de cette taxe hideuse, et ont prétendu qu'elle n'avait jamais été sanctionnée par la cour de Rome. Mais on leur a répondu que si les papes avaient désapprouvé et condamné cet horrible tarif, comme ils le prétendent, il n'en aurait pas été fait, depuis 1471, date de la première édition publiée à Rome, tant de réimpressions successives, non-seulement à Cologne (en 1515 et 1522), à Paris (en 1520, in-4°, 1531, 1533, 1545, in-16); à Venise (en 1532 et 1584), mais à Rome même (1486, 1491, 1503, 1508, 1509, 1512, 1514; sans parler de deux éditions sans millésime publiées entre 1471 et 1486); sous les yeux de Sixte IV; d'Innocent VIII, d'Alexandre VI, de Pie III, de Jules II et de Léon X. Rien donc de plus authentique que cette taxe qui tarife l'absolution du meurtre, de l'inceste, du viol, des crimes les plus abominables, au même prix à peu près que celle de la transgression des lois de l'Eglise sur le jeûne et l'abstinence des viandes, c'est-à-dire à quelques écus... »

Il faut ajouter que Du Pinet, loin de rien exagérer, n'a même pas reproduit toutes les abominations contenues dans l'original latin et que divers critiques l'en ont blâmé, croyant qu'il s'était fait un devoir de supprimer les

passages les plus infâmes. Mais Bayle conjecture avec plus de vraisemblance, qu'il avait suivi l'édition que les princes protestants firent insérer dans les *Centum gravamina*.

Est-il besoin maintenant d'expliquer comment et pourquoi l'*Univers*, ayant à choisir entre tant de textes originaux qui lui crèvent les yeux, s'en va prendre précisément une traduction, qu'il qualifie d'*invention* protestante?

On voit par ce nouvel exemple qu'il ne faut pas croire sur parole l'*Univers* et consorts, lorsqu'ils décernent au protestantisme français de ces brevets d'*invention* et autres. Qu'ils gardent donc ce qui leur appartient en propre et ce qu'ils savent si bien exploiter, non sans garantie de qui de droit.

Terminons par quelques extraits de la *Taxe de la chancellerie romaine* (éd. de 1744). Il va sans dire que ce ne sont que des échantillons : nous prenons les peccadilles et nous laissons de côté les plus fortes monstruosité :

L'absolution pour un prêtre concubinaire est taxée à *sept carlins*.

L'absolution pour un laïque sur le même fait est taxée à *huit carlins*.

L'absolution pour celui qui abuse d'une jeune fille, est taxée à *six carlins*.

L'absolution pour celui qui révèle la confession de quelque pénitent est taxée à *sept carlins*.

L'absolution pour un laïque présent qui a tué un abbé, ou un autre ecclésiastique inférieur à l'évêque, est taxée à *sept*, à *huit* ou à *neuf carlins*.

L'absolution pour un meurtre commis envers un laïque est taxée à *cinq carlins*.

L'absolution pour celui qui a tué son père, sa mère, son frère, sa sœur, sa femme, ou quelque autre parent ou allié, laïque néanmoins, est taxée à *pareille somme*.

L'absolution pour un mari qui frappe sa femme de manière qu'il en survienne un avortement, ou une couche avant terme, est taxée à *huit carlins*.

L'absolution pour une femme qui prend quelque remède pour se procurer l'avortement, ou qui fait quelque autre chose dans ce dessein, et qui fait périr le fœtus, est taxée à *cinq carlins*.

Le père, la mère, ou quelque autre parent, qui aura étouffé un enfant, payera pour chaque meurtre *quatre tournois, un ducat, huit carlins*.

Celui qui a commis quelqu'un de ces crimes (sacrilèges, vols, incendies, parjures ou autres semblables) est pleinement absous et son honneur rétabli dans toutes les formes, et avec la clause inhibitoire, moyennant *trente-six tournois et neuf ducats*.

L'absolution pour tout acte de paillardise, de quelque nature qu'il soit, commis par un clerc, fût-ce avec une religieuse dans le cloître ou ailleurs, ou avec ses parentes et alliées, ou avec sa fille spirituelle, ou avec une autre femme, quelle que ce soit; soit aussi que cette absolution soit demandée au nom du clerc simplement, ou de lui, ou de ses concubines, avec

dispense de pouvoir prendre les ordres et tenir des bénéfices, et avec la clause inhibitoire, ne coûte que *trente-six tournois et trois ducats*.

Une religieuse qui sera tombée plusieurs fois dans le péché de luxure, ou dehors ou dans son monastère, aura son absolution et sera rétablie dans son ordre, quand même elle serait abbesse, moyennant *trente-six tournois et neuf ducats*.

L'absolution pour un prêtre qui tient une concubine avec dispense de pouvoir prendre les ordres et tenir des bénéfices, coûte *vingt et un tournois, cinq ducats et six carlins*.

L'absolution d'un laïque pour crime d'adultère, donnée au for de sa conscience, coûte *quatre tournois*.

Et s'il y a adultère et inceste, il faut payer par tête *six tournois*.

La permission de manger des laitages dans les temps défendus, coûte pour une personne seule *six tournois*.

BIBLIOGRAPHIE.

LA CONFESSION HELVÉTIQUE.

ÉTUDES HISTORICO-DOGMATIQUES SUR LE XVI^e SIÈCLE,

par L. THOMAS, licencié en théologie et ministre du saint Evangile.— Genève, 1853.

In-8° de 246 pages.

Ce volume est une thèse pour le doctorat, et une thèse tout à fait digne d'attention. Elle a pour objet, comme son titre l'indique, la théologie de la Réforme française, étudiée dans son origine et dans son histoire. Dans une Introduction qui pose bien la question, M. L. Thomas montre qu'une Eglise a nécessairement sa théologie : c'est sa raison d'être; c'est parce qu'elle a un corps de doctrine distinctif, qu'elle constitue une corporation distincte dans la société. Par théologie, il faut entendre une déclaration de foi, déclaration qui peut n'être pas un formulaire écrit. Une telle étude, historiquement présentée, rentre donc essentiellement dans le cadre de nos travaux.

Envisageant son sujet dans ses développements logiques, M. Thomas l'a traité en trois chapitres intitulés : 1^o *Catholicisme et Protestantisme*; 2^o *Luthéranisme et Réforme*; 3^o *Confession helvétique*. Le premier est consacré à l'examen des contrastes, le second à celui des affinités, le troisième enfin à l'examen direct et intime de la matière principale. Nous n'entrerons pas dans le détail de ces consciencieuses recherches, mais nous

dirons que quiconque voudra se rendre compte de la formation du type réformé en général, et particulièrement de la Confession helvétique, devra consulter l'excellent ouvrage de M. Thomas. Il a eu soin d'y joindre un tableau synchrone pour servir à l'intelligence de la *symbolique protestante*, c'est-à-dire des principaux faits qui ont signalé, d'une part, la marche en sens opposés de la théologie de l'Eglise romaine et des Eglises luthériennes, depuis 1517, et d'autre part, la marche parallèle des Eglises zwingliennes, réformées, allemandes et calvinistes, depuis 1519, 1525, 1530, jusqu'en 1566 et 1575, dates du *Concile de Trente*, de la *Formule de Concorde*, de la *Déclaration de Thorn*, de la *Formula consensûs*.

HISTOIRE DE L'ÉGLISE DE GENÈVE

DEPUIS LE COMMENCEMENT DE LA RÉFORMATION JUSQU'EN 1815,

par JEAN GABEREL, ancien pasteur. In-8°. Tome I^{er}, de 407-192 pages. Genève et Paris. 1853. Cherbuliez.

On se plaint avec raison qu'il n'y ait point encore d'histoire de Genève, digne de cette cité si petite par l'espace qu'elle occupe, si grande par son génie et sa renommée. Si la ville de Genève avait rencontré cet historien complet qui lui a manqué jusqu'ici pour élever le monument dont il s'agit, son Eglise aurait du même coup trouvé son historien. En attendant que cette bonne fortune arrive à toutes deux, de précieux matériaux sont mis en lumière et d'utiles essais se produisent de temps à autre. Dans ce nombre sont les récents travaux de MM. Cramer, Chaponnière, J. Pictet de Serpy, G. Revilliod; ajoutons-y la monographie dont M. Gaberel nous offre le premier tome. Il se compose de seize chapitres qui nous mènent depuis les préludes de la Réforme jusqu'à l'année 1564. Peu d'histoires présentent autant d'éléments et de personnages intéressants que cette histoire genevoise dont nos lecteurs connaissent les traits généraux.

Mais ce qui fait surtout la nouveauté et la richesse du volume que nous avons sous les yeux, ce sont les pièces justificatives, au nombre de *cent treize*, qui en occupent le dernier tiers. *Quatre-vingts* de ces pièces sont empruntées à la *Correspondance inédite des Eglises de France avec la Compagnie des pasteurs de Genève*, de 1561 à 1564, conservée à la bibliothèque de la ville. L'auteur et les lecteurs nous sauront gré sans nul doute de donner ici la liste de ces précieux documents.

15 oct. 1561. Les frères de Marseille. Signé : *Jacques de Vega*.

19 août 1563. (De Rouen). Du Roy au Sénéchal et habitants de Quercy.

15 oct. 1563. (De Paris). Du Roy aux magistrats de Montauban.

19 nov. 1563. L'Eglise de Montauban. Signé : *A. Haymeta*, ministre. *P.*

8 oct. 1564. Les frères d'Issarthile. [Constant.]

- 22 sept. 1563. L'Eglise d'Aviollion.
 17 oct. 1564. Antoine de Béthencourt. (Ainsi signé.)
 12 oct. 1564. Vielz-Dampierre.
 19 juin 1563. L'Eglise de Sommeyre. Signé : *Graignon*.
 25 sept. 1563. L'Eglise de Monteier. Signé : *Hugon. B. Duvergiezt*.
 29 nov. 1563. L'Eglise de Montrésor. Signé : *De Champdieu*.
 — 1563. L'Eglise de Signé : *Bernard. Rondeau*.
 1 déc. 1563. Le Consistoire de St-Jean-d'Angely. Signé : *Du Moustier*,
 9 nov. 1562. Les fidèles de Beaulne. Signé : *Bétant*. [Gicauld.
 29 janv. 1563. Les frères de Montpellier. Signé : *Chassaignon. Formy*.
 4 nov. 1562. L'Eglise de Chalon. Signé : *Crestin*.
 28 oct. 1564. Le baron de la Ferté-Fresnel. (Ainsi signé.)
 14 nov. 1564. L'Eglise de Montfrein. Signé : *Réol*.
 6 oct. 1564. Lettre du Roy de Navarre à M. de Joyeuse.
 7 oct. 1564. Id. Id. Id. Signé : *Anthoine*.
 18 déc. 1564. L'Eglise de Saint-Antoine. Signé : *Bèche*.
 — 1564. De Nismes (sans autre indication).
 23 déc. 1564. L'Eglise de Sommières.
 — 1564. De l'Eglise de Grosse. Signé : *Baussy, Carle, etc.*
 22 janv. 1562. Chapel de Privas. Signé : *Chapel*.
 10 Id. Id. Id.
 26 déc. 1564. L'Eglise de Villefranche. Signé : *De Casaulz, Patras*.
 — 1564. L'Eglise de Foix. Signé : *Sauets, Maysonade, etc.*
 — 1562. Les frères de Saulieu. Signé : *Blandin*.
 23 janv. 1562. Deschamps (de Bourges). Signé : *Et. Deschamps*.
 3 fév. 1562. Du Coindeau (d'Aubenas). Signé : *Guill. du Coindeau*.
 fév. 1562. L'Eglise d'Orléans.
 24 fév. 1562. L'Eglise de Buxi. Signé : *Jehan Godenet*.
 11 fév. 1562. L'Eglise de Sistéron. Signé : *Robert, etc. C. De Vèze*.
 Id. L'Eglise de Toulouse. Signé : *Prévost, Du Val*.
 29 mars 1562. L'Eglise de Romorantin. Signé : *B. Corredon*
 27 mars 1562. L'Eglise de Camarel. Signé : *P. Evullez*.
 22 mars 1562. L'Eglise d'Angiers. Signé : *Ch. Bourguignon*.
 11 avr. 1562. L'Eglise d'Oranges. Signé : *Delanges*.
 20 avr. 1562. Poteau (de Mocesau?) d'Auxonne. (Ainsi signé).
 20 mars 1562. L'Eglise de Blausac. Signé : *Deceaulx, etc.*
 25 avr. 1562. Les frères d'Annonay. Signé : *De la Crête, De Moulmagnon*.
 24 avr. 1562. L'Eglise de Noyers. Signé : *Berthier, Braillon*.
 7 mai 1562. Les frères de Bonvoiseau en Poitou. Signé : *Gaudineau*.
 2 juil. 1564. L'Eglise de Négrepelisse. Signé : *Rodier, etc.*
 27 juin 1562. L'Eglise de St-Hippolyte. Signé : *Laurens. De la Combe, etc.*
 8 juin 1562. Le synode de Valence. Signé : *J. Plateannus*.
 14 juin 1562. L'Eglise d'Alès. Signé : *Chevallier*.
 28 août 1562. L'Eglise de Vernons. Signé : *De Montoros*.
 29 oct. 1564. L'Eglise de La Ferté. Signé : *Jehan Cousin*.

- 31 oct. 1564. L'Eglise de Montbasjac. Signé : *Fabre*.
 4^{er} nov. 1564. La Mare (de Basac). Signé : *N. La Mare*.
 30 janv. 1563. Les consuls de Montpellier. Signé : *Talas*.
 44 mars 1563. L'Eglise de Saint-Nicolas. Signé : *F. Thowenin*, etc.
 43 avr. 1563. Les frères de Laurac. Signé : *Cramoluet*, *De Vallo-*
 44 mars 1563. L'Eglise de Bagnols. Signé : *A. Massard*. [bière, etc.
 5 avr. 1563. L'Eglise de Johannas en Vivarais.
 7 avr. 1563. Les frères de Baix en Vivarais (du Colloque de Cilien). Signé :
 5 mai 1563. Les frères de Pragelat. Signé : *Digaix*. [Tascal.
 25 avr. 1563. L'Eglise de Jaujac. Signé : *Clément*, *Du Serre*.
 22 avr. 1563. Le Consistoire de Romans. Signé : *P. Lenclaux*.
 47 mai 1564. Les conseillers et échevins de Lyon. Signé : *Cramer*.
 7 mai 1563. Le président du présidial de Nîmes. Signé : *Aluitre*
 8 mai 1563. Les ministres de Nîmes. Signé : *A. Banc*, dit *De la Source*.
S. Nauget, *Pineton de Champbrun*.
 24 mai 1563. Le Consistoire de Grenoble. Signé : *Molast*.
 8 oct. 1564. L'Eglise de Forcalquier. Signé : *A. Bandoly*.
 8 juin 1563. Les frères de Chalançon. Signé : *F. de Chambault*.
 26 mai 1563. Le Consistoire de Sablières en Vivarais. Signé : *Deleuvre*.
 20 mai 1563. Requête au Vibailly de Graisivodan. Signé : *Luc de Hugues*.
 26 nov. 1564. Dumont, ministre d'Angoulême. (Ainsi signé.)
 23 nov. 1564. L'Eglise de Libourne. Signé : *J. Raffin*, etc.
 4^{er} déc. 1564. Les fidèles de Melun.
 9 déc. 1564. L'Eglise de Mirebel. Signé : *Picardet*, etc.
 30 nov. 1564. L'Eglise d'Angoulême. Signé : *Choland*, *P. Mallat*, *J. de*
 44 nov. 1564. L'Eglise de Mascon. [l'Espine, etc.
 49 nov. 1564. Les frères de Mascon. Signé : *Oliv. Dagoneau*.
 40 déc. 1564. L'Eglise de Durefort. Signé : *Laloubière*.
 Id. Hubert Artus, ministre au Val de Sezanne, en Dauphiné.
 44 déc. 1564. Jehan Thélusson, pour l'Eglise de Lyon.

Il est intéressant de comparer cette correspondance avec la table des Eglises *plantées* et *dressées* en France en ces années 1560 à 1562, telles qu'on les trouve au t. I de l'*Hist. ecclésiastique* de Bèze, et dans la XVIII^e pièce justificative de la *France protestante*.

On trouve encore à la suite, entre autres pièces inédites : Deux lettres de Charles IX et de Catherine de Médicis, adressées, le 17 février 1562, au sénat de Lucques en faveur des protestants ; une liste des principaux Italiens émigrés pour cause de religion de 1550 à 1612, et qui se joignirent à l'Eglise italienne de Genève, fondée en 1542 ; une liste des ministres de cette Eglise, jusqu'en 1762 ; une lettre de Charles IX au conseil de Genève, écrite d'Orléans le 23 janvier 1564. — C'est celle que Soulier a insérée dans son *Histoire du calvinisme* (p. 28), d'après un Ms. de la Bibliothèque du Roy. M. Gaberel la donne d'après l'original déposé aux Archives du Conseil d'Etat de Genève,

dossier n° 4714. Il y a joint l'extrait de la délibération du Conseil sur cette lettre et la ferme réponse qui fut envoyée au roi de France, le 28 janvier. Ce sont des documents fort importants.

HISTOIRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

DANS LE PAYS DE VAUD,

par ANDRÉ GINDROZ, professeur honoraire de l'Académie de Lausanne. In-8° de viii-470 pages. Lausanne, 1853.

Le petit canton de Vaud, qui est, à tout prendre, le plus beau, le plus riche et le plus heureux pays de la terre, en est aussi le plus avancé sous le rapport de l'instruction publique. On sait qu'il a le privilège d'approvisionner l'étranger d'instituteurs et d'institutrices, à bon droit recherchés. M. le professeur Gindroz a donc fait une œuvre patriotique et utile, en prenant à tâche de rétracter l'histoire des institutions pédagogiques de son canton, spécialement de cette Académie de Lausanne qui, dans les mauvais jours, sauvegarda le sentiment de la nationalité vaudoise, rendit de réels services à la cause de la civilisation, et aujourd'hui encore, au milieu des grands établissements de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre, mérite l'attention des hommes éclairés. Est-ce assez dire d'une cité qui possédait naguère Alexandre Vinet, qui s'honore de compter parmi ses maîtres actuels les professeurs Vulliémin, Chapuis, etc. ?

Au point de vue du protestantisme français, l'ouvrage de M. Gindroz est pour nous d'un incontestable intérêt. A diverses époques, l'Académie de Lausanne reçut le concours de nos pères ou leur offrit une généreuse hospitalité. Elle date de la Réformation, et s'éleva en 1537 sous les auspices des Viret (1), des Farel, des Théodore de Bèze. François Hottmann, Mathurin Cordier, Jacob Valier, Bêat Comte, de Chandieu, J. Merlin, Ramus, J. Marlorat, Claude Aubry, Jean L'Epaule, Nicolas Colladon, Henri Estienne y professèrent tour à tour. Aux approches de la révocation de l'Edit de Nantes, bien des proscrits cherchèrent un asile dans le pays de Vaud (ainsi qu'on l'a vu ci-dessus p. 44 à 47). De ce nombre fut Elie Merlat, le pasteur de Saintes, dont nous avons fait connaître la persécution (t. II, p. 353). Déjà reçu pasteur en 1680, il fut nommé professeur de théologie en 1682. Il mourut le 18 novembre 1705, âgé de 72 ans. C'était un homme plein de charité. Il ne donnait jamais un repas à ses amis, sans faire compte de la dé-

(1) M. Gindroz nous apprend qu'un de ses jeunes concitoyens, M. Herminjard, s'occupe, depuis quelques années, d'une biographie de Viret, pour laquelle il a rassemblé un nombre infini de documents inédits. Ce travail est, nous dit-il, déjà avancé. Nous en appelons la publication de tous nos vœux.

pense et consacrer une somme pareille au soulagement des pauvres du quartier qu'il habitait. Parmi les réfugiés de 1685 se trouva une famille dont un des jeunes membres, élevé à Lausanne, devint l'un des professeurs les plus marquants et les plus célèbres de son Académie : c'était Jean Barbeyrac. Il inaugura en 1744 la chaire de droit nouvellement créée, et l'occupa jusqu'à son départ pour la Hollande en 1747.

M. Gindroz donne quelques détails sur le séminaire fondé à Lausanne en 1730, par Ant. Court, et qui fit de cette ville, ainsi qu'on l'a dit, le centre protestant de la France au XVIII^e siècle. C'est à cette école et à l'Académie que se formèrent tous les pasteurs du *désert*, à commencer par Paul Rabaut, et presque tous ceux qui remplirent les postes créés par le premier consul Bonaparte en 1802. Transporté plus tard à Genève, le fonds qui servait à l'entretien de ce séminaire y subsiste encore avec une destination analogue et y attire les fils de pasteurs, dont il facilite les études. On lit avec intérêt les lignes qui concernent un des derniers professeurs de la fin du dernier siècle, M. F.-Jacob Durand. Né en 1727 dans les environs d'Alençon, il arriva à Lausanne en 1754, embrassa la religion réformée (car il était catholique), se voua au ministère évangélique, et fournit jusqu'en 1846, dans sa patrie d'adoption, la carrière la plus brillante et la plus honorée.

4^e volume de la FRANCE PROTESTANTE de MM. Haag.

(2^e PARTIE.)

- | | |
|--|---|
| Du Bourg (Claude), trésorier de l'extra-
ordinaire des guerres. | Du Carel (André-Coltée), antiquaire. |
| — (Gabriel), conseiller au Parlement
de Toulouse. | Du Chalard (Joachim), avocat au grand
conseil. |
| — (Georges), gouverneur de l'Île-
Jourdain. | Du Châtelet (Oly), chef huguenot. |
| Du Bousquet (Jean), pasteur de Castres. | Du Chesne (Famille). |
| Du Breuil (Jean), prédicant dans le
Poitou. | — (Charles), médecin de Henri IV. |
| Du Broullat (Jacques), archevêque d'Ar-
les, converti. | — (Joseph), conseiller et médecin
ordinaire du roi. |
| Du Buc (Guillaume), professeur de théo-
logie à Lausanne. | — (Nicolas), martyr. |
| Du Buisson (François), docteur de Sor-
bonne converti. | — (Simon), mathématicien. |
| Du Candal (Martin), conseiller au Par-
lement de Paris. | Du Chesneau (Tanneguy), gentilhomme
du prince de Condé, et ses des-
cendants. |
| — (Isaac), secrétaire du roi. | Du Clos (Samuel), médecin de Metz. |
| Du Candelay (N.), gouvern. de Royan. | — (Samuel), médecin, réf. à Berlin. |
| | Du Cloux (Barthélemy), pasteur à Bau-
donvilliers. |
| | Du Colombier (Famille). |

- Du Commun (J.-P.-Nicolas), ministre à Etupes.
- Du Cret (Toussaint), médecin.
- Du Cros (André), docteur en médecine.
- (Charles), président au Parlement de Grenoble.
- (Jean), avocat à la chambre de l'Edit de Castres.
- (Jean-Jacques), apostat.
- (Jean-Jacques), pasteur à Saint-Germain de Calberte.
- (N.), conseiller du roi de Suède.
- (Pierre), juge à Calvisson et martyr.
- Du Faur (Pierre), président au Parlement de Toulouse.
- (Michel), président à mortier au même Parlement.
- (Louis), conseiller-clerc au Parlement de Paris, puis chancelier de Navarre.
- (Arnaud), gentilhomme de la chambre du roi de Navarre.
- (Charles), conseiller au Parlement de Toulouse.
- (Charles), gouverneur de Lunel.
- (Jean), gouverneur de Gergeau, et ses descendants.
- Du Ferrier (Arnaud), chancelier de Navarre.
- (Barthélemy), martyr.
- (Arnaud), gouverneur de Brugarolles.
- Du Fos (David), avocat de La Rochelle.
- Du Fou (François), baron du Yigean, chef protestant.
- Du Four (Philippe-Sylvestre), droguiste et antiquaire.
- Du Fresne (Samuel), ministre de Normandie.
- Du Gua (Pierre), fondateur de Port-Royal en Amérique.
- Du Han (Philippe), conseiller d'Etat et privé.
- (Charles-Egide), précepteur de Frédéric le Grand.
- Du Jon (Jean), conseiller du prince palatin, et ses descendants.
- (Denis), lieutenant de la maréchaussée, à Bourges.
- (François), ministre et professeur de théologie à Leyde.
- (Jean-Casimir), officier holland.
- (François), professeur de droit à Groningue.
- (François), philologue célèbre.
- Du Laurans (Alexandre), lieutenant-colonel au service de Pologne, et ses descendants.
- Du Laurens (Louis), ministre apostat.
- Du Lignon (Pierre), min. à Wiewert.
- Du Lion (Famille).
- Du Liscoët (Yves), chef protestant en Bretagne.
- Dulon (Louis), musicien habile.
- Du Lys (Charles), député aux Etats d'Anjou.
- Dumas (Charles-Guillaume-Frédéric), traducteur.
- (Jean-Louis-Alexandre), pasteur à Dresde.
- (Jean), pasteur à Leipzig.
- Du Mas (Louis), inventeur du bureau typographique.
- (N.), prédic. dans le Languedoc.
- de Castellane (Nicolas), chef des protestants en Provence.
- Du Matz (Christophe), chef huguenot.
- (Jean), gouverneur de Vitré.
- (Esaïe), député génér. des Eglises.
- (Marthe), gouvernante des princesses de Prusse.
- (Samuel), grand maître de la maison de la margrave de Baireuth.
- (Charles-Louis), général au service de l'Empereur, etc.
- Du Mex (Léonard), martyr.
- Du Mont (Famille).
- (Etienne), publiciste.
- (Gabriel), pasteur et professeur à Rotterdam.
- (Jean), historiogr. de l'Empereur.

- -Pigalle, officier au service de la Hollande.
- Du Moulin (Charles), célèbre juriconsulte.
- (Joachim), ministre à Orléans.
- (Pierre), pasteur de Paris, puis professeur de théologie à Sedan.
- (Daniel), gouverneur du château de Josselin.
- (Cyrus), ministre de Châteaudun.
- (Marie), directrice du pensionnat des réfugiées en Hollande.
- (Pierre), prébendaire de Cantorbéry.
- (Louis), professeur d'histoire à Oxford.
- (Antoine), valet de chambre de Marguerite de Valois.
- (Claude), ministre de Fontenay-le-Comte et martyr.
- (Guillaume), pasteur à La Neuveville.
- (Wolfgang), pasteur à Leyde.
- Du Moustier (Pierre), général de l'Empire.
- Duncan (Marc), professeur de philosophie à Saumur.
- (Marc), dit Cérisantes.
- (Guillaume), professeur de philosophie à Montauban.
- (Pierre), médecin.
- (Daniel), médecin réfugié en Angleterre.
- (Daniel), pasteur de Bideford.
- Du Périer (Famille).
- (Pierre), ministre de Montauban.
- Du Peyroux (Pierre), réfugié à Surinam, et ses descendants.
- Du Pinet (Antoine), philologue et controversiste.
- Du Piotay (David), ministre de Gap.
- Du Plain (Antoine), poète.
- Du Plan (Colin), martyr.
- (Benjamin), député général des églises du Languedoc.
- Duplantier (Jean-Pierre), industriel.
- Du Plante, prêtre converti et martyr.
- Du Pleix (Antoine), gouverneur de Sommières.
- Du Plessis (Jacques), chapelain de l'hôpital des réfugiés à Londres.
- (Jean), capitaine huguenot, et ses descendants.
- Du Poix (Raimond), marchand de Carcassonne.
- Dupont (N.), ministre d'Eymet.
- Du Pont (Pierre), gouverneur de Bays-sur-Bays.
- Du Port (Joachim), commissaire des vivres, réfugié à Genève.
- (Jacques), savant helléniste.
- Duprai, ministre apostat.
- Du Prat (Famille).
- -Pardoux, jurisconsulte.
- Dupré (Isaac), bourgeois du Mas d'Angénois.
- (Léonard), martyr.
- (N.), ministre d'Issoire et martyr.
- Dupuis (Famille).
- (Jean-Antoine), grand écuyer de l'électrice de Hanovre.
- (Charles-Auguste), grand maître de la maison de Sophie-Dorothée.
- Du Puy (Famille).
- -Du Moulin.
- -Vatan.
- -La Roquette.
- -Cabrilles.
- (Jacques), consul de Montauban.
- (Jean), notaire de Revel.
- -Melgueil (Famille).
- (Samuel), gouvern. d'Hautpoul.
- (Jérémie), conseiller du roi.
- -Montbrun (Famille).
- (Charles), chef des protestants du Dauphiné.
- (Jean), lieutenant de Lesdiguières.
- (Charles-René).
- (Jacques), lieutenant-général du Nivernois.
- (Jean), maréchal de camp.

- (Alexandre), marquis de Saint-André, défenseur de Candie.
- (René), maréchal de camp, et ses descendants.
- Du Quesne (Abraham), chef d'escadre.
- (Abraham), lieutenant-général de l'armée navale.
- (Henri), capitaine de vaisseau.
- (Abraham), capit. de vaisseau.
- (Isaac), officier de marine, converti.
- (Jacob), capitaine de vaisseau.
- Du Quesnoy (Eustache), professeur de philosophie à Lausanne.
- Du Ranc (Jean), médecin apostat.
- Durand (Famille) ou Durant.
- (Jacques de), ministre réfugié.
- (Audibert), ministre apostat.
- -Sénégas, capitaine huguenot.
- (J.), historien.
- (Jacques), commentateur.
- (Jacques-François), professeur à Lausanne.
- (Jean), ministre réfugié.
- (Jean-Antoine), pasteur aux Bre-nets.
- (David-Henri), pasteur à Londres.
- (David), ministre de la Savoie, membre de la Société royale de Londres.
- (Jean), ministre à Is-sur-Thil.
- (Jean), pasteur réfugié en Angle-terre.
- (Jonas), martyr.
- de Villegagnon, chef de la colo-nie du Brésil.
- (Pierre), pasteur du désert, mar-tyr.
- (Jacques-Imbert), pasteur à Or-léans.
- (Samuel), ministre de Charenton.
- (Daniel), capitaine huguenot.
- Du Rastel (Matthieu), capitaine dauphi-nois et ses descendants.
- Durcot, famille poitevine.
- Duret (Jean), gouverneur d'Angers.
- Durette (N.), pasteur réfugié.
- Durfey (Thomas), poète dramatique.
- Durfort (Famille).
- -Duras (Symphorien).
- — (Jacques), marquis de Duras.
- — (Gui-Aldonce), maréchal de camp.
- — (Jacques-Henri), maréchal de France.
- — (Frédéric-Maurice), comte de Rozan.
- — (Gui-Aldonce), duc de Lorges, maréchal de France.
- — (Charles-Henri), comte de Montgomery.
- — (Louis), comte de Feversham.
- — (Charles-Louis), capitaine, etc.
- -Deyme (Thomas), capitaine hu-guenot, et ses descendants.
- (Jean-Blaise), réfugié en Prusse.
- Du Roi (Jean-Philippe), médecin du duc de Brunswick.
- (Jules-Georges-Paul), juriskon-sulte.
- Du Rondel (Jacques), professeur à Se-dan.
- Du Ry (Paul), officier du génie.
- (Charles).
- (Simon-Louis), architecte à Cas-sel.
- (Jean-Charles-Etienne), directeur des bâtiments à Cassel.
- Du Seau (René), martyr.
- Du Serre (N.), père des petits prophètes.
- Dusert (Daniel), franciscain converti.
- Du Solier (Famille).
- (Jules-Raimond), historien.
- Du Soul (Moïse), traducteur.
- Du Temps (Jean), jurisconsulte.
- (Jean), avocat.
- (Adam), ingénieur militaire.
- (N.), ministre d'Angers.
- (Louis), historiographe du roi d'Angleterre.
- (Michel-François), orfèvre.

- (Joseph-Michel), inspecteur des ponts-et-chaussées.
- Du Terrail (François), capitaine huguenot.
- Du Tertre (Famille).
 - (Centurion), gouverneur de Jarreau.
 - (Amboise), colonel au service de Hollande.
- Du Tillet (Louis), ami de Calvin.
- Du Touchet, lieutenant de Montgomery.
- Du Tronchay (Félix), ministre de Beaufort en Vallée.
 - (Louis), martyr.
- Du Trossel (Etienne), général au service de Prusse.
 - (Charles-Etienne), traducteur de Follard.
- Duval (Jacques), pasteur à Milbau.
 - (N.), capucin converti.
 - (Nicolas), conseiller au parlement de Paris.
 - (Pierre), évêque de Sées, partisan de la Réforme.
 - (Robert), directeur de l'Académie de peinture de La Haye.
- Duvernoy (Famille).
 - (André), membre du conseil de régence de Montbéliard.
 - (Charles), pasteur à Mandeure.
 - (Jules-Frédéric), recteur du gymnase de Montbéliard.
 - (Joseph-Jérémie), pharmacien.
 - (Jean-Georges), anatomiste.
 - (Georges-David), médecin du duc de Wurtemberg.
 - (Léopold-Eberhard), jurisconsulte.
 - (Jean-Jacques), inspecteur ecclésiastique.
 - (Jacques-Christophe), pasteur à Barby.
 - (Georges-Louis), inspecteur ecclésiastique.
 - (Charles), juriscôn. et historien.
- (Georges-Louis), professeur au muséum d'histoire naturelle.
- Du Vidal (François), ministre de Tours, puis de Groningue.
- Du Vigier (Foucaud), ministre à Saint-Jean-d'Angély.
 - (Japhet), ministre de Saint-Jean-d'Angély.
 - (Jacques), conseiller à la chambre mi-partie de Guienne.
 - (Jâcques), apostat.
- Duvignaud, ministre de Chatellerault.
- Duvillard (Emmanuel-Etienne), membre du corps législatif de Genève.
- Duvirailh (Caius), gouverneur de Sisteron.
 - (Scipion), chroniqueur.
- Eck (Georges), traducteur.
- Eckard-zum-Treubel, propagateur de la Réforme.
- Ehrlen (Jean-Frédéric), professeur de droit.
- Ehrmann (Frédéric-Louis), professeur de physique.
 - (Jean-Chrétien), professeur de médecine.
 - (Jean-Frédéric), professeur de clinique.
 - (Jean-Chrétien), correspondant de l'Institut.
 - (Théophile-Frédéric), instituteur.
- Eisen (Nicolas), théologien.
- Eisenmann (Georges-Henri), docteur en médecine.
- Eisenschmid (Jean-Gaspard), mathématicien.
- Elinck (Charles), martyr.
- Encontre (Daniel), doyen de la faculté de théologie de Montauban.
 - (Pierre), pasteur du désert.
- Englisch (Jean), poète.
 - (Esther), calligraphe.
- Enoch (Louis), ministre de Renée de France.
 - (Pierre), poète.

- | | |
|---|---|
| Epicine (André), controversiste. | Escorbiac (Guichard d'), conseiller à la chambre de Castres. |
| Epinac (Pierre d'), archevêque de Lyon. | — (Jean), poète. |
| Erb (Matthieu), surintendant ecclésiastique. | — (Samuel), conseiller à la chambre mi-partie, apostat. |
| Erman (Jean-Pierre), pasteur et professeur à Berlin. | Escury (Famille). |
| — (Jean-Georges), pasteur à Potsdam. | — (David). |
| — (Paul), membre de l'académie des sciences de Berlin. | — (André), réfugié en Hollande. |
| Erondelle (Pierre), réfugié en Angleterre. | — (Daniel), réfugié en Hollande, et ses descendants. |
| Errard (Jean), ingénieur militaire. | Esnard (Louis), président de l'assemblée de Mantes. |
| Eschallard (Charles d'), gouverneur de Taillebourg, et ses descendants. | Espagne, famille du Maine. |
| — (Jacques), commandant de Maillezais. | — (Paul), gentilhomme de la chambre du roi. |
| — (Balthazar), et ses descendants. | — (Henri), gouverneur de Belfort. |
| Escodéca (Jean d'), seigneur de Boisse, et ses descendants. | — (Louis-Paul), apostat. |
| — (Pierre d'), gouvern. de Ste-Foy. | — (Henri), réfugié. |
| — (Armand), commandant de Monheurt. | — (Jean d'), pasteur à Londres. |
| Escolliers (Claude d'), commandant du château d'Alençon. | Espalunque, famille du Béarn. |
| Escoperies (Pontus d'), feld-maréchal de Suède. | Esparon, prophète camisard. |
| — (Jacques), ministre de la guerre en Suède. | Espence (Claude d'), recteur de l'université de Paris. |
| — (Magnus-Gabriel), grand chancelier et grand sénéchal de Suède. | Espérandien (Jean), conseiller du roi de Navarre, et ses descendants. |
| | Espinay (Nicolas d'), pasteur à Loudun, et ses descendants. |
| | Esprinchard (Jacques), historien. |
| | Essen (Théodore), théologien. |

Une feuille de pièces justificatives complète la 8^e livraison. Elle contient : Les actes généraux du 26^e synode national, tenu à Charenton en 1634 ; — La liste des Eglises et des pasteurs présentée au synode national tenu à Alençon, en mai 1637 ; — les Actes généraux de ce synode, qui est le 27^e.

Errata. T. II, p. 500, ligne 30, lisez l'archevêque *Secker*.

— p. 506, — 20, lisez *Madiou*.

— p. 507 et 508 *passim*, lisez *Jean de Labarde*.

Ci-dessus, p. 44, ligne 23, lisez *Tuffan*.

— p. 96, — 1, lisez *d'Estouteville*.

C'est toujours, on le voit, sur les noms propres que portent les erreurs. Que nos correspondants veuillent donc bien les écrire de telle manière qu'il soit tout à fait impossible de s'y tromper.

POST-SCRIPTUM.

Notre *Bulletin* dénoncé et mis à l'index par *l'Univers*.

Au moment où l'impression de ce *cahier* est presque achevée, on nous communique le numéro d'hier (29 août) du journal *l'Univers*, qui, dans un premier-Paris de trois colonnes, nous fait l'honneur de dénoncer la *Société de l'Histoire du protestantisme français*, et de mettre son *Bulletin* à l'index.

Après M. Ranke et son *Histoire de France*, — M. Macaulay et son *Histoire d'Angleterre*, — M. Merle d'Aubigné et son *Histoire de la Réformation*, — et en même temps que M. Ch. Weiss, notre collaborateur, et son *Histoire des réfugiés protestants*, à qui l'Institut vient de décerner une de ses plus hautes distinctions, — notre œuvre est signalée comme l'un de ces fruits dangereux de l'étude historique, à laquelle, aujourd'hui, « les esprits distingués du parti s'appliquent de préférence. »

Notre publication est « toute consacrée à la gloire des auteurs de nos guerres civiles. On y cherche avec une audace inouïe, avec une ardeur et une persévérance que rien ne lasse, à raviver la mémoire des ancêtres de la Réforme, et à la montrer constamment dans un idéal de grandeur, ... à entretenir des fantômes, etc. » Qu'est-ce à dire? Ne croirait-on pas, d'après cela, que notre but est de glorifier les Guise, les auteurs de la Saint-Barthélemy, les catholiques champions de la sainte Ligue, les révérendissimes Pères jésuites, les violateurs et les destructeurs de l'Edit de Nantes? En publiant des documents authentiques pour servir à l'histoire de ces véritables auteurs de nos guerres civiles, faisons-nous donc autre chose que de substituer des réalités aux fantômes?

L'*Univers* rappelle qu'il a défendu antérieurement la mesure prise par Louis XIV, et il croit, dit-il, en avoir montré « la sagesse et la justice, en appuyant son opinion d'autorités assez graves. » Aujourd'hui c'est Lamoignon-Basville qu'il entreprend de défendre contre nos calomnies, et voici en quels termes : « L'atroce Basville, « dit le *Bulletin*! ... Or, l'atroce Basville, quand on veut l'étudier dans ses actes et sa correspondance, se trouve un homme non-seulement « dévoué et ardent à réaliser l'œuvre qu'il avait entreprise de l'extinction du protestantisme, mais un homme sage, judicieux, éclairé, « traitant toutes les questions qui avaient trait au régime des nouveaux convertis avec un calme et une raison, une lumière et un « désir du bien, qui ne pâlissent point et ne faiblissent point à côté « même du langage de Bossuet... Quoi qu'il en soit de Lamoignon-

« Basville, ajoute l'*Univers*, il est toujours bon sur les diverses parties de leur histoire de vérifier le jugement des protestants avec les « renseignements authentiques... » Ainsi, voilà qui est bien entendu : Basville, étudié dans ses actes, ne fut point atroce, il fut un parfait modèle de sagesse, de raison, d'humanité. Soit. Apprenons même à l'*Univers* que le bon Père Vanière, *societatis Jesu*, lui dédia son *Prædium rusticum*, et « tressons pour tous deux de champêtres couronnes!... » Mais en attendant, que l'*Univers* daigne jeter les yeux sur certain acte de Basville exposé ci-dessus (p. 181), la *dévastation des Hautes-Cévennes*, et qu'il nous permette, suivant son conseil, de vérifier son appréciation avec nos pièces authentiques. Assurément l'*Univers* a bien choisi là son héros !

Un autre événement sur lequel notre *Bulletin* revient avec trop d'insistance au gré de l'*Univers*, c'est la Saint-Barthélemy. Ce journal voudrait « qu'au milieu de l'indignation unanime (dont il sait, « quant à lui, se garder) et des exagérations huguenotes, » on cherchât enfin à découvrir la simple vérité sur cette « catastrophe ; » il voudrait qu'on tâchât de démêler sur qui et dans quelle mesure doit peser la responsabilité d'une « action certainement plus célèbre que connue. » L'*Univers*, en effet, a prouvé qu'il connaît peu cette « action, » sur laquelle il s'exprime avec tant de réserve, et il fera fort bien de l'étudier, notamment dans l'iconographie du pape Grégoire XIII, ainsi que nous l'avons montré ci-dessus (p. 137). Il y a là un revers de médaille qui sera de son goût, et qui l'encouragera peut-être à marcher sur les traces de l'abbé Caveyrac, puisque les travaux de cet écrivain sur la Saint-Barthélemy et la Révocation de l'Edit de Nantes, lui paraissent si solides et si dignes d'être continués. Qu'il nous permette seulement de lui prêter notre concours.

Plus clairvoyant que certains d'entre nos protestants, l'*Univers* a bien senti que dégager l'histoire du protestantisme et la mettre enfin en son vrai jour, c'est, par contre, éclairer l'histoire catholique d'une lumière importune et fâcheuse. *Indè iræ*. Mais en vérité, l'*Univers* tombe bien mal ! Par deux fois, en ce *cahier* à peine terminé, nous avons été dans le cas de confronter ses dires avec les témoignages de l'histoire, et cette confrontation n'a pas été à l'honneur de sa véracité ou de son exactitude. Il semble que, par la composition même du présent *Bulletin*, nous soyons allés, pour ainsi dire, au-devant de cet article du 29 août, qui s'y trouve (par malheur pour l'*Univers*) *confronté* jusqu'à trois fois. C'est trop de deux, sans quoi nous appliquions ici le « *Ab uno disce omnes !* »

A dater du 1^{er} juillet, M. DE LISLE a succédé à M. Millerand-Bouty, en qualité d'AGENT DE LA SOCIÉTÉ.

*A dater du 1^{er} octobre, le siège de l'Agence sera transféré
RUE SAINTE-ANNE, n° 30.*

Un certain nombre de *sociétaires* et d'*abonnés* n'ont point encore acquitté la *troisième* année. Quelques-uns l'ont acquittée, mais doivent encore la *seconde* ou même la *première*, (soit qu'à leur insu ils eussent négligé de solder l'arriéré, soit que les intermédiaires de ce chargés eussent omis de le faire). Il leur en sera donné avis par l'Agent de la Société, afin que tous les recouvrements soient achevés d'ici à la publication du prochain cahier (Sept. à Nov. Nos 5, 6, 7.).

Nous réitérons la recommandation d'entretenir des rapports *directs* avec l'Agence, pour éviter tous retards, malentendus et faux frais, soit pour les *intéressés* soit pour la *Société*.

Nous remercions ceux de nos correspondants de l'Etranger qui ont bien voulu nous signaler les meilleurs moyens de régulariser nos relations avec eux. Nous allons mettre à profit leurs observations et leurs conseils. Nous les prions instamment de continuer à nous venir en aide par leurs bons avis et leur fraternel et actif concours.

Les seuls Corps ecclésiastiques qui reçoivent aujourd'hui le Bulletin sont : 1^o à l'Etranger (d'où est venue l'initiative), les *Consistoires* et *Corps de Diares* d'Amsterdam, Rotterdam, Francfort, Cassel; 2^o en France, le *Directoire* de la Confession d'Augsbourg; les *Consistoires* d'Alger, de Bischwiller, Bolbec, du Havre, du Mas-d'Azil, de Metz, Nancy, Paris, Sainte-Marie-aux-Mines (C. d'A.), du Temple-Neuf de Strasbourg (C. d'A.); les *Conseils presbytéraux* d'Aigues-Vives, Anduze, Aubais, Barr (C. d'A.), Bédarieux, Buhl (C. d'A.), Brassac, Eymet, Ferrière, le Fleix, Générargues, Guebwiller, La Roche-Chalais, Lille, Lourmarin, Meaux, Mens, Montpellier, Nîmes, Orthez, Oran, Pons, Pont-de-Camarès, Quincy-Ségy, Roquedur, Riquewihr, Vabre, Uzès.

En vente :

Vie et mort de Wolfgang Schuch, par A. COQUEREL fils. — **Madame Duplessis-Mornay**, par AD. SCHEFFER. — **Le grand Beausobre et ses Amis**, par CHR. BARTHOLMÉSS. — Trois Mémoires historiques lus à l'Assemblée générale de la Société, le 25 avril 1854, publiés séparément. Prix, chaque brochure : 60 c.

Henri IV et le ministre Daniel Chamier, d'après le *Journal inédit du voyage de ce dernier à la cour, en 1607*. Mémoire historique lu à l'Académie des sciences morales et politiques, le 25 mars 1854, — précédé et suivi de *quelques considérations et documents pour servir à l'étude du caractère de Henri IV*, par M. CHARLES READ. 1 vol. in-8° de 96 p. Prix : 2 fr. 50 c., chez Durand, libraire-éditeur du Compte rendu de l'Académie, et aux librairies protestantes.

On s'abonne à l'Agence et chez les Correspondants.

PRIX DU 1^{er} ET DU 2^e VOL. DU BULLETIN : Pour les *nouveaux membres*, 7 fr. le vol., et pour les *nouveaux abonnés*, 10 fr.

Le BULLETIN est expédié PAR LA POSTE (pour la France et les pays étrangers avec lesquels il existe des conventions postales), et les prix de souscription sont fixés ainsi qu'il suit pour les *sociétaires* et les *abonnés* :

N. B. <i>Aux Sociétaires.</i> Le taux de la cotisation n'est point un <i>maximum</i> . Chacun est invité et intéressé à faire connaître l'œuvre et à la propager.	SOCIÉTAIRES.		ABONNÉS.
	1 ^{re} année. (dr. de diplôme.)	2 ^{me} année et suivantes.	chaque année.
PARIS ET BANLIEUE.	16 fr.	6 fr.	13 fr.
DEPARTEMENTS.	17 »	7 »	15 »
ÉTRANGER.	17 »	7 »	15 »

MODE DE PAYEMENT. — CHANGEMENTS DE DOMICILE. — RÉCLAMATIONS. — Les paiements doivent être adressés *franco* et avec les demandes (à l'Agence de la Société, 30, rue Sainte-Anne, à Paris), en valeurs sur Paris ou en mandats de poste, au nom de M. De Lisle, sans aucune qualification. — Les changements de domicile et réclamations doivent être adressés de même. (On est prié d'écrire très lisiblement les noms, prénoms, qualités et résidence, et d'indiquer le département ou le pays, ainsi que le bureau de poste desservant le lieu d'habitation.)

L'AGENCE est ouverte chaque jour de la semaine de 3 à 5 heures 1/2.

RECouvreMENTS COLLECTIFS. — Dans certaines localités, les membres et abonnés pourront s'entendre pour une transmission collective. — A Strasbourg, le Directoire du Consistoire supérieur a bien voulu autoriser spontanément M. Ph. Lauth, chef de ses bureaux, à centraliser les souscriptions.

ENVOI DE DOCUMENTS. — Ils doivent être adressés *franco* au Président de la Société. — On peut les déposer : A Lyon, chez Denis, libraire, rue Neuve, 48; — A Bordeaux, chez H. Muller, libr., rue Sainte-Catherine, 43; — A Montpellier, chez F. Pujol, libr., rue Argenterie, 24; — A Genève, chez J. Cherbuliez, libr.; qui ont offert de les faire parvenir, sans frais, à Paris.

En vente :

Biographie de Paul Rabaut, pasteur du Désert, et de ses trois fils, par A. BOREL, pasteur à Nîmes. 1 vol. in-12 de 168 p. — A Nîmes, chez Garve; à Paris, aux librairies protestantes. Prix : 1 fr. 25 c.

Journal de Jean Migault, ou *Malheurs d'une famille protestante du Poitou après la révocation de l'Edit de Nantes*, nouvelle édition avec des Notes, par D. DE BRAY. 1 vol. in-12, chez Grassart. Prix : 1 fr. 50 c.

Trois Chansons protestantes du siècle passé. In-12 de 35 p., chez le même. Prix : 30 c.

Les Nations catholiques et les Nations protestantes, comparées sous le triple rapport du bien-être, des lumières et de la moralité, par NAP. ROUSSEL. 2 vol. in-8°. Prix : 40 fr.

Carte de la France protestante, revne, corrigée et mise à jour par M. CHARLES READ. 1 gr. feuille colombier vélin. Prix : 4 fr. 50 c.

LE PRIX DE CE CAHIER EST FIXE A 2 FR.

Abonnement, 13 fr. par an pour Paris. — 15 fr. pour les départements et l'étranger.

Pour faire partie de la Société, s'adresser à ceux qui en sont déjà membres.

Bulletin de la Société DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

DOCUMENTS HISTORIQUES INÉDITS ET ORIGINAUX.

XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES.



« Et quant au premier point sur la reformation que j'ay commencée et que j'ay delibéré continuer par la grâce de Dieu... je l'ay apprise par la Bible que ie lis plus que les docteurs... et n'ay point entrepris de planter nouvelle religion en mes pais, sinon y restaurer les ruines de l'ancienne... Je ne fay rien par force... Dieu me montre des exemples... »

Jeanne d'Albret, Reine de Navarre au cardinal d'Armagnac.

(Lettre du 18 d'aoust 1563.)

Vos pères, où sont-ils ?

(ZACHARIE, I, 5.)

« Je trouveroies bon, qu'en chascune ville, il y eust personnes députées pour escrire fidèlement les actes qui ont esté fait durant ces troubles : et par tel moyen, la verité pourroit estre reduite en un volume, et pour ceste cause, Je m'en vay commencer à l'en faire un bien petit narré, non pas du tout, mais d'une partie du commencement de l'Eglise reformée. »

Bernard Palissy.

(Recepte véritable, etc., la Recherche, 1563, page 192.)

PARIS

AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ

30, rue Sainte-Anne, de trois à cinq heures. (Ecrire franco.)

Libraires de la Société :

J. CHERBULIEZ

CH. MEYRUEIS ET C^e

10, RUE DE LA MONNAIE.

2, RUE TRONCHET.

LONDRES. — Nutt, 270, Strand. — LEIPSIG. — Léopold Michelsen. —

AMSTERDAM. — S. De La Chaux, et fils. — GENÈVE. — Cherbuliez.

1854.

SOMMAIRE.

	Pages.
CORRESPONDANCE. — Observations et communications relatives à des documents déjà publiés. — Commencements de l'Eglise réformée de Montpellier (1559-1562). — Poème manuscrit sur l'exhumation du corps de d'Andelot, à Nîmes, vers 1728. — Deux Recueils de prières des protestants français réfugiés à l'étranger, en 1687 et 88. — Levée de fonds pour indemniser le duc de Rohan de son gouvernement de Maillezaïs et de la démolition du Doignon, en 1619. — Un souvenir des Camisards et de Basville (1706).	225 338
DOCUMENTS INEDITS ET ORIGINAUX	338
Captivité de d'Andelot, frère de l'amiral Coligny, à Melun (1558). — Lettres inédites de Calvin, d'Andelot et Macar, communiquées par MM. Gaberel et J. Bonnet.	<i>ibid.</i>
La Réforme dans le Cambresis au XVI^e siècle. — Divers papiers inédits concernant les religionnaires du Cateau-Cambrésis, du temps de M. l'archevêque de Berghes (1566). Communication de M. Ch.-L. Frossard	255
Lettres consolatoires des chefs du parti protestant à madame de Soubise sur la mort de son mari (1566). Docum. inédits comm. par M. A. Champollion fils.	265
VII. De M. de La Tour.	<i>ibid.</i>
VIII. De mademoiselle de La Regnaudie.	268
IX. De la même.	271
Lettre écrite, par ordre de Charles IX, aux cantons suisses, après la Saint-Barthélemy, communiquée aux consuls de Montauban par Théodore de Bèze (1572). Comm. de M. G. Garriçon.	275
I. Les ambassadeurs de Charles IX aux cantons suisses.	<i>ibid.</i>
II. Théodore de Bèze aux consuls de Montauban	277
Lettre inédite de Catherine de Navarre aux ministres de l'Eglise réformée de Nérac (1598). Comm. par M. A. Crottet.	279
Les anciennes Académies protestantes. — L'Académie protestante d'Orthez (1566-1620), par M. Lourde-Rocheblave.	280
Une dépêche de la cour de Louis XIV concernant les galériens protestants (1688). Doc. inéd. comm. par M. A. Crottet.	292
Quelques galériens protestants (1696). — Notes inédites comm. par le même.	293
La sagesse et la justice de Louis XIV célébrées par un contemporain (1696).	295
Le duc et la duchesse de Caumont La Force incarcérées pour cause de religion (1699). Extr. inédits des documents officiels.	298
Un curieux système de fortification catholique contre le protestantisme. La Mariolatricie considérée comme ouvrage de défense contre l'hérésie	309
Lettre à Mgr. l'évêque et seigneur de Gap (1708). Doc. inéd. comm. par M. Charronnet.	311
Instructions du comte d'Argenson qui coûtèrent la vie au ministre Roger (1744). Comm. par M. Muston.	312
Les assemblées du Désert.	313
Première grande assemblée tenue au Désert, en Guienne, après la révocation de l'édit de Nantes (1745). Doc. inédits	<i>ibid.</i>
Extrait des archives de l'hôtel de ville de Sainte-Foy, comm. par M. Mercat.	<i>ibid.</i>
Rapport en forme de Note.	315
Brevet de grâce et congé d'un galérien protestant : Jean Barrau fils, de Réalmont (1557).	316
Correspondance inédite de J.-J. Rousseau avec MM. J. de Pourtalès et J. Foulquier, au sujet des protestants de France persécutés (1764). Doc. inéd. comm. par M. Gal-Ladevèze.	318
Les promoteurs de l'édit de 1787 qui a rendu l'état civil aux protestants de France. Correspondances en partie inédites de Lafayette, Paul Rabaut, Rabaut-Saint-Etienne, de Poitevin (1785-1788). Commun. par MM. A. Coquerel fils et Eug. Des Hours Farel.	330
MÉLANGES	344
Fragment d'exhortation aux fidèles protestants demeurés en France après la révocation de l'Edit de Nantes.	<i>ibid.</i>
Vicissitudes des restes mortels de l'amiral Coligny, depuis la Saint-Barthélemy jusqu'à nos jours. Leur réintégration à Châtillon-sur-Loing en 1851. Pièces inédites.	346

(Suite à la 3^e page.)

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—
RÉPONSES A DES DEMANDES DE RECHERCHES ET NOUVEAUX APPELS. — AVIS
DIVERS.

**Commencements et progrès de l'Eglise réformée
de Montpellier (1559-1562).**

M. le Pr Corbière, dont on se rappelle la note sur les anciens registres consistoriaux de l'Eglise réformée de Montpellier (insérée au *Bulletin*, t. II, p. 89), nous a adressé le travail suivant, rédigé d'après deux manuscrits conservés, l'un à la mairie de Montpellier, l'autre à la Bibliothèque impériale de Paris.

« Le chanoine d'Aigrefeuille, auteur de l'*Histoire de Montpellier*, a écrit d'après un manuscrit protestant qu'il avait entre les mains : « Le 8 février 1559 fut plantée l'Eglise de Montpellier, par le sieur Guillaume Mauguet, ministre de Nîmes. Il constitua pour diacre un François Maudeau, son parent, avec Claude Formy ; et pour surveillant Georges Crouzier, écolier en médecine, auquel ils donnèrent pour adjoint un nommé Bonnail, bourgeois de la ville. » Il est évident qu'il s'agit ici, non d'une apparition clandestine et secrète du protestantisme à Montpellier, mais du moment où il a déjà poussé des racines assez profondes pour ne pas craindre de se produire publiquement et de s'organiser.

« Le manuscrit huguenot dont parle d'Aigrefeuille est probablement perdu. Une mention tout à fait concordante du même événement se trouve dans un registre conservé à la Bibliothèque impériale : (Suppl. latin 84 bis.) C'est de ce registre et des livres du Conseil de ville de notre cité, que nous allons transcrire quelques documents qui prouveront que les progrès de la Réforme furent rapides à Montpellier.

« Le 17 septembre 1560, dans un conseil général de la ville de Montpellier, tenu par devant le juge criminel de la cour et siège présidial en la salle haute du Consulat, noble Guillaume de Chaume, sieur de Possan, viguier et premier consul, a dict et remontré que, depuis son retour du voyage qu'il a faict devers le Roy pour les affaires de la dicte ville, ayant reconnu que grand nombre du peuple, tant hommes que femmes, se assemblent cha-

cun jour en la maison de l'escole (1) en laquelle, de plein jour et à huys ouverts, ils font prescher et baptizer les enfans à la mode de Genesve, il a faict tout son debvoir de faire cesser toutes les dictes assemblées, et que toutefois il n'a peu encore obtenir, pour ce que ses forces et celles de toute la justice se trouvent trop faibles pour résister ou entreprendre sur ung nombre de trois ou quatre mille personnes qui assistent ordinairement à la dicte assemblée. Il aurait requis monsieur le juge criminel et autres officiers du dict gouvernement de se transporter à la dicte assemblée pour leur faire publique remonstration de la prohibition que le Roy en a faicte par réytérés édicts et ordonnances, tant de cachet que autres, et, suivant icelles, leur faire nouvelle inhibition de ne continuer les dictes assemblées, pour essayer d'obtenir par remonstration ce qu'ils n'ont pu ni ne peuvent par force, ce qui a esté faict ainsi par la pluspart des assistans, savent pour avoir esté présens aux dictes remonstrances et inhibitions, nonobstant lesquelles tous ceux de la dicte assemblée ont déclaré ne vouloir désister de faire, qu'ils ne croient en rien offenser le Roy en faisant la dicte assemblée seulement pour annoncer la prédication de l'Evangile, ou prier Dieu en suivant l'ordonnance de Dieu. Ainsi il a esté au long contenu au procès-verbal sur ce faict, par le dict sieur juge criminel, qu'est le premier point ou article sur lequel lui et ses compagnons, pour tout le corps de la dicte ville, demandent conseils et avis de ce qu'ils doivent faire pour le service du Roy. (Conseil de ville.)

« *Le supplément latin 84 bis* nous parle, sans nous en dire les jours, d'assemblées qui eurent lieu à l'Ecole-Maze et au temple Saint-Matthieu.

« Les ordres, d'abord méconnus de l'autorité, furent obéis le 45 octobre 4560. On se retira, est-il dit, après que le juge criminel eut fait défense de ne plus prêcher. On sauva le ministre, et tous les principaux de l'Eglise se retirèrent. (J. L.)

« Le dict sieur de La Chasse (c'était le premier ministre régulier de Montpellier, nous ne comptons pas M. de Saint-Paul, qui n'y demeura que quatre ou cinq jours et s'en fut à Dieppe; d'ailleurs il paraît qu'il fut à Montpellier entre deux voyages de M. de La Chasse), retourna après la mort du roy François (2), et on recommença les assemblées secrètes et après manifestes pour cause de la multitude du peuple, et sur quoi les papistes eurent occasion de faire venir la compagnie des gens d'armes de Montpellier à Terrides, qui donna quelques troubles à l'Eglise.

« Le jour de . . . 4564, mourut M. Boucaud, docteur en médecine, et voulut être enterré à la façon de l'Eglise réformée. Le gouvernement et

(1) L'Ecole-Mage, aujourd'hui hôpital Saint-Eloi.

(2) François II.

gens de M. de Terrides y voulant donner empêchement, furent bien battus.

« Les assemblées publiques se firent à la maison de Maupeau, et au mois de septembre 1560 la cène y fut faicte publiquement.

« Le 24 septembre 1561 on prit le temple de Lattes pour prêcher.

« Les chanoines avec quelques soldats, tenant fort dans Saint-Pierre, faisaient beaucoup de séditions, et le 19 d'octobre 1561 sortirent quelques enseignes aux crénaux. Ceux de la Religion leur allèrent gagner la tour du Palais qu'ils tenaient, sans perte de personne. L'après-dinée, la tour des Carmes fut aussi gagnée et fut tué un appelé Miot, de la Religion. On prit dans la dite tour un consul qui fut fait prisonnier. Ceux de Saint-Pierre furent assiégés, et toute la nuit sonnèrent fort leurs cloches, criant : Au secours ! mais personne ne vint.

« Le lendemain, ne pouvant plus, se rendirent, mais sur la fureur quelques soldats et même le chef furent tués et aussi quelque douze chanoines ou prêtres, et entre autres deux cordeliers, et ce fut à cause qu'ils tuèrent un de nos gens, après avoir fait l'accord avant qu'entrer.

« Les idoles après furent abattues par tous les temples ; les soldats de la Religion firent quelques insolences par les maisons des papistes ; mais cela fut bientôt apaisé et furent censurés.

« Le 19 novembre 1561 a été publié édict de rendre les temples dans 24 heures. On alla prêcher chez M. Formy.

« Le 20 novembre fut arrêté de faire syndicat pour requérir les temples et faire doléances aux prochains Etats assignés à Béziers.

« Le 11 février furent députés pour traiter accommodement avec MM. les chanoines, pour le Consistoire : Noble Pierre des Combes de Montaignu, sieur de Combas, Michel Héroard et Talard, greffier. Et hors du Consistoire : Le général de Saint-Ravy, M. Rondes et sieur François Maigret.

« Le 24 du dict, tant pour les députés de l'Eglise que des chanoines et clergé, fut accordé, pour la paix publique, que nous aurions les temples appelés de Notre-Dame, à présent appelé le temple des Changes, le temple de Saint-Paul et le temple de Saint-Matthieu. L'acte fut reçu par M. Illaire, notaire. »

Il y eut deux assemblées religieuses à Montpellier, dont il importe de faire mention. La première fut un colloque des églises du ressort, et la seconde un colloque général du pays de Languedoc.

Voici tout ce qu'en dit le Supplément latin :

« Le 12 novembre 1561, se tint à Montpellier un colloque des églises du ressort du dit Montpellier, qui furent : Pézenas, Gignac, Montagnac, Clermont, Poussan, Cournonsec, Monbazenc, Cournonterval, Mirevaux, Ville-Magne, Villeneuve, Fabrègues, Quiéraud, Gigean, Frontignan, Lunel, Béziers, Mauguir.

« Le 40 janvier 1562, a esté assemblé un colloque général du pays de Languedoc, en la ville de Montpellier, où se sont trouvées les églises et personnes qui s'ensuivent, pour répondre à certains articles baillés par M. de Joyeuse pour l'observation des édicts du Roy, que aussi pour les affaires des églises et pour les voyages de M. Chabot à la Cour (1).

Montpellier. Pour le Consistoire : Noble Pierre des Combes, sieur de Combas, et pour le Conseil : M. Guillaume de Contour, contrôleur. — *Nîmes.* Guillaume de Sauzet, diacre, et Robert Dayniel [?], diacre. — *Uzès.* Sieur Mérulas de Tholoze, ancien. — *Lodève.* Raymond Lafont et Philippe Pagès, anciens. — *Saint-Pons.* Antoine Bonnefons, syndic. — *Lavaur.* Noble Jean de Combes, syndic. — *Saint-Amans.* Antoine Cap de Lane, ancien. — *Pézenas.* Honorat d'Ambesaignes, ancien. — *Saint-Chignan.* Antoine Cournut. — *Lunel.* Barthélemy Nicol, ancien, et Jacques Brouzat, diacre. — *Clermont.* Pierre Pujol, ancien. — *Saint-André.* Guillaume Frances et Antoine Léotard. — *Montagnac.* Guillaume Vaire, ancien. — *Pomeyrols.* Jean Malardi, diacre. — *Florensac.* Pierre Jarlier, ancien, et François Garrigues ancien. — *Villemagne.* Matthieu Caylan, ancien. — *Pignan.* Jacques Caubert, ancien, et Jacques Malgues, consul. — *Poussan.* Etienne Affre, ancien. — *Mauguir.* Guillaume Vézian, député par l'Eglise et ville. — *Frontignan.* Arnaud Marès, ancien. — *Villeneuve.* Jean Amatz, maire. — *Mireval.* Jean Rynard. — *Saint-Ambroix.* Guillaume, maire, et Fornier, ancien. — *Marsillargues.* Estienne Menut, secrétaire. — *Vauvert.* Antoine Vergue, maire. — *Sauve.* Henri Bansilon, ancien. — *Durfort.* André Cahors, ancien. — *Marseillan.* Jacques Estienne, ancien. — *Cournonterval.* André Ferrière, ancien. — *Gignac.* Pierre Janviel. — *Alais.* Jean Bonnault. — *Meyrueis.* Noble Christophe de Forère. — *Gijean.* Jacques Dufour. — *Fabrègues.* Ramier.

« Le dict colloque fut tenu à la maison du sieur de Combas, parce que M. de Crussol venait au pays avec commission et puissance. Fut dict qu'il n'y avait lieu de répondre aux articles du sieur de Joyeuse, et pour savoir l'institution du dict sieur de Crussol, l'assemblée députa le dict sieur de Combas, M. Guillaume de Sauzet et M. Jean Bonnault, et pour ce que le dict sieur de Combas n'y put aller, M. le général de Saint-Ravy fut député en son lieu. »

(1) En 1560, M. Chabot de Nîmes avait été député aux Etats assemblés à Montpellier, pour faire remontrances aux Etats sur les doléances des protestants. M. de Crussol promit faire entendre nos doléances. Ledit Chabot, après, fut délégué pour aller à la cour plaider notre cause.

Exhumation à Nîmes du corps de d'Andelot, frère de l'amiral Coligny. — Poème manuscrit sur ce sujet.

Nous devons à M. le prof. Nicolas, de Montauban, la note suivante, dont le sujet a un certain intérêt de curiosité historique.

« La bibliothèque de Montauban possède un poème manuscrit qui lui vient de Rabaut-Pomier, et qui a pour titre : *D'Andelot, colonel-général de l'infanterie françoise exhumé. Poème par J. B. F. D. P.* Il se compose de 10 chants en vers alexandrins, formant 122 pages, d'une épître de 44 pages, supposée écrite des Champs-Élysées, d'une préface de 11 pages, et de 44 pages de notes explicatives. Le tout est d'une écriture imitant les caractères d'imprimerie. Ce manuscrit est sans aucun doute de la main de l'auteur; ce que semblent prouver de nombreuses corrections de la même écriture que le reste et faites par l'auteur lui-même. Je ne puis expliquer les initiales par lesquelles il se désigne; mais, à la manière dont il parle des événements passés à Nîmes, on peut croire qu'il était de cette ville et qu'il vivait dans la première moitié du XVIII^e siècle. — Comme œuvre poétique, cet ouvrage est au-dessous de la médiocrité la plus décidée; le sujet est mal conçu et mal disposé; les développements ne sont que des lieux communs et le style est d'ordinaire lâche et traînant, parfois incorrect. Le fait qui forme le fond de ce poème est la seule chose réellement intéressante. Il s'agit de l'exhumation du corps de d'Andelot, fait peu connu, que l'auteur prend dans l'*Histoire des évêques de Nîmes*, de Ménard, (Tome I, p. 361) et qu'il corrige quelque peu d'après ce qu'il a, dit-il, appris lui-même d'une personne qui avait aidé à l'exhumation. Voici le passage de Ménard : « En l'année 1569, on transporta à Nîmes le corps de François « de Châtillon de Coligny, appelé ordinairement d'Andelot, et on le plaça « dans un tombeau de pierre, élevé sur des colonnes de même matière, « contre le mur et dans la cour de l'ancien Hôtel de Ville. Ce seigneur, « colonel-général de l'infanterie françoise dans le parti huguenot, était « mort le 27 mai, à Saintes, d'une fièvre maligne. Nous ignorons les raisons qui engagèrent à transporter son corps dans notre ville. Il se peut « faire qu'il l'eût ainsi ordonné en mourant, voulant être inhumé dans une « ville alors entièrement attachée au parti protestant, dont il avait été lui-même le plus ferme appui et le plus zélé défenseur; car sa haine contre « les catholiques allait jusqu'à la fureur, principalement contre les prêtres. « Il peut se faire aussi qu'on eût fait dessein de porter son corps à Chatillon-sur-Loing, petite ville de France dans le Gâtinois, où était la sépulture ordinaire de ceux de sa maison, mais qu'on fut obligé de le déposer « à Nîmes, où il est resté depuis, par des inconvénients que nous ne connaissons pas. Quoi qu'il en soit, le corps de d'Andelot a été conservé

« dans ce tombeau jusqu'au siècle présent. Mais il y a environ huit années (1)
 « que les religieuses de Notre-Dame-du-Refuge, qui sont en possession de
 • l'ancien Hôtel de Ville, animées d'un zèle démesuré contre la mémoire de
 « ce chef des huguenots, et frappées d'une superstition ridicule jusqu'au
 • point d'attribuer à la présence de ce corps la pauvreté où se trouve leur
 « maison, s'avisèrent, dans une nuit, armées de croix et de chapelets, de
 « faire descendre le tombeau, de l'ouvrir, et après avoir tiré le corps d'une
 « caisse de bois où il était renfermé, enveloppé dans de la toile cirée avec
 « des aromates, elles le hachèrent en plusieurs pièces et le brûlèrent ; mais
 « comme le feu ne put pas tout consumer, elles firent enterrer le reste des
 « ossements dans les fossés de la ville. » Tel est le récit que fait Ménard.
 L'auteur du poème y ajoute les corrections suivantes : « Ce que je viens de
 « rapporter était absolument ignoré dans cette ville, lorsque M. Ménard mit
 « son livre au jour. Ma curiosité en fut réveillée, et avec quelques soins,
 « j'appris d'une pensionnaire qui avait aidé à l'exhumation de quelle ma-
 « nière la chose s'était passée. Son récit fut à peu près le même que celui
 « de M. Ménard ; elle ajouta seulement que le cadavre était petit, qu'il avait
 « sur sa poitrine quelques fleurs de lys de cuivre doré, qu'elles s'en diver-
 « tirent assez longtemps, se le jetant les unes aux autres (2) ; qu'après en
 « avoir assez badiné, elles le hachèrent et le brûlèrent, qu'il sortit du feu
 • une odeur des plus agréables, ce qui venait sans doute des aromates
 « avec quoi il avait été embaumé ; qu'enfin on en ramassa les cendres dans
 « une serviette et que la servante eut ordre de les aller jeter dans les fossés
 • de la ville ; ce qu'elle exécuta fidèlement. Voilà quelle a été la destinée du
 « corps de François de Châtillon, seigneur d'Anelot, colonel de l'infanterie
 « françoise, cent soixante ans après sa mort. »

« Tel est le fait dont cet auteur a cru pouvoir faire un poème. J'ai pensé
 bien faire de vous le transcrire au long, parce qu'il me semble peu connu et
 que je ne l'ai trouvé jusqu'à présent que dans l'*Histoire des Evêques de
 Nîmes*, de Ménard, et dans ce manuscrit ; je ne veux pas prétendre toute-
 fois qu'il ne soit pas rapporté autre part. Voyez vous-même s'il mérite de
 prendre place dans votre *Bulletin*.

« Dans l'épître qui précède le poème, il est question de deux évêques de la
 ville de Nîmes, de La Parisière, qui fut évêque de 1710 à 1737, et de Flé-
 chier, qui l'avait été avant lui, de 1687 à 1710. Quoique ce qui est rapporté
 ici de ces deux personnages ne touche pas l'histoire du protestantisme,
 cependant comme ils ont l'un et l'autre joué un certain rôle dans les

(1) Par conséquent, en 1728 ou 1729.

(2) L'auteur fait remarquer en note que ceci est peu croyable ; cependant il ne
 trouve pas là une raison de douter du récit de la pensionnaire, qui, dit-il, était,
 quand le fait se passa, une fille de plus de trente-deux ans.

destinées des protestants de leur diocèse, il ne sera pas peut-être sans intérêt de recueillir ce qui est rapporté dans le manuscrit. J'ai déjà dit que cette épître est censée écrite des Champs-Élysées. L'auteur y rencontre La Parisière : « On lui a rendu justice en le plaçant dans cet heureux séjour, lui dis-je » (à l'ombre qui l'accompagnait). « S'il y est, me répondit-il en m'interrompant, c'est aux ombres qui l'entourent qu'il en a l'obligation. Tout de bon, repris-je. Ecoutez en peu de mots son histoire, me dit-il, puisque vous l'ignorez ; elle ne sera pas longue. Aussitôt que La Parisière fut en présence de Minos, ce juge pénétrant découvrit dans son cœur deux taches assez considérables pour l'exclure de ce séjour. On y voyait une infidélité notable et une lâcheté qu'il commit au commencement de son épiscopat sur une lettre qu'il reçut de Torci. Il allait être condamné ; mais les ombres que vous voyez s'intéressèrent d'une manière si tendre, que Minos se laissa toucher, et, après une légère pénitence, il a été reçu dans ce repos éternel. Je demandai à ces ombres qu'est-ce qui les porta à s'intéresser ainsi pour La Parisière ; l'une d'elles me répondit que tandis qu'il fut au monde, il ne cessa jamais de faire du bien, que jamais personne ne s'en alla mécontent lorsqu'on eut besoin de sa protection ou de toute autre chose, en sorte qu'il ne laissa perdre aucun jour de son épiscopat sans le signaler par quelque nouveau bienfait.... — Mais, mon cher Rouvière, dis-je à mon guide, puisque nous avons ici La Parisière, nous y avons aussi sans doute l'éloquent Fléchier ? Non, me répondit-il, il ne fut pas aussi heureux que son successeur ; aucune ombre ne s'intéressant pour lui. Aussitôt que Minos l'eut fixé, il vit autour de son cœur un nuage si obscur et si épais qu'il semblait que tous les carreaux de la vengeance divine y fussent renfermés. Aussi fut-il dans l'instant plongé dans le lieu qui lui était préparé. Quelle injustice ! repris-je. Traiter ainsi ce grand maître en l'art oratoire, ce prince de l'éloquence, ce prélat dont la vie fut sans reproche ! Pas tant que vous pourriez croire, me répondit-il. Sachez que dans la disette qu'il y eut en l'année 1709, il eut l'imprudence de dire à Berwick et à Lamoignon que la ville dont il était évêque devait donner du pain aux pauvres à un prix très raisonnable, et que, pour les soulager encore plus, il voulait, en leur faveur, sacrifier du sien deux deniers par livre. On loua sa charité, et Berwick et Lamoignon ne manquèrent pas de l'écrire en cour. Ils partirent le lendemain. Quelques heures après, Fléchier fit appeler les consuls et le conseil de ville, et voici ce que lui dicta son avarice. Messieurs, je ne fis pas réflexion à ce que j'avancai hier, au sujet des deux deniers par livre de pain que l'on doit distribuer à ceux qui sont en nécessité, je ne suis pas assez riche pour faire une pareille aumône ; ainsi il faut que la ville s'en charge. Cela irrita si fort les pauvres qu'ils en conservèrent le ressentiment jus-

« qu'à son arrivée ici, et qu'ils crièrent en le voyant paraître : Au Tartare !
 « au Tartare ! Quant à ses mœurs, je n'y veux pas toucher ; l'építaphe que
 « lui fit un joli esprit de votre ville vous le fera connaître assez. Je ne me
 « souviens pas du corps entier de la pièce ; en voici les deux derniers vers :

Les vertus sont dans ses écrits,
 Et les vices dans sa personne.

« Quelque peu d'importance qu'ait cette appréciation, elle nous donne une idée de l'opinion que l'on avait à Nîmes, au milieu du XVIII^e siècle, de ces deux évêques, principalement sans doute parmi les protestants, qui n'avaient oublié ni l'intolérance de Fléchier, ni la modération de son successeur à leur égard. »

Levée de fonds pour indemniser le duc de Rohan de son gouvernement du château de Maillezais, et de la démolition de celui du Doignon. (1619).

Nous avons publié (t. I, p. 384) une belle lettre inédite d'Agrippa d'Aubigné, relative à la cession faite par lui, en 1649, de ses gouvernements de Maillezais et du Doignon entre les mains du duc de Rohan, pour une somme inférieure de moitié à celle que lui en offrait le marquis de Brézé, au nom du duc d'Épernon. Voici une pièce qui se rapporte aux suites de cette même affaire. Elle nous est communiquée par M. le pasteur Maillard, de La Mothe-Saint-Héraye, qui la tient du Dr Sauzé (V. ci-dessus, p. 6).

Acte notarié constatant ce que la commune de La Mothe-Saint-Héray a payé dans la somme de six-vingt-dix mille livres, attribuée au duc de Rohan pour le gouvernement de Maillezais et la démolition du Doignon.

Aujourd'hui, vingtième d'octobre mil-six-cent-dix-neuf, en la présence de moy, notaire, soubscript, juré et témoins cy-bas nommés, Simon Ursault, l'un des procureurs fabricqueurs, manans et habitans de la paroisse de ce bourg de La Mothe, faisant tant pour luy que pour Jean Bironnet, son parsonnier, a présenté, dellivré et mis ès mains de Pierre Garnier, l'ung des assoyeurs des tailles et subsides, tant pour luy que pour ses parsonniers, une commission envoyée et enjoint par messieurs les eschevins de Nyort faire éгалer, colliger et amasser sur les habitants de la dite paroisse de ce dict lieu de La Mothe, contributions de la somme de soixante et quatorze livres trêze sols sept deniers tournois, à quoy elle auroyt esté taxée pour sa part de la somme de quatre mil trois cent cinquante livres tournois, à quoy le tablyer et élection de Nyort auroyt esté condamné lever au présent quartier d'octobre, pour leur part de la somme de six vingt dix mil livres, ordonné par Sa Majesté estre levés et payés à M. le duc de Rohan, pour la récompense du gouvernement de l'isle et château de Mailzay, raze-ment et desmolition du château de Doignon ; et encore d'éгалer sur la dite paroisse la somme de 6 livres 9 sols 4 denier pour droit de vérification,

signature des rooles attribuée aux sieurs Eslheus, plus 2 sols pour le controole de chaque quittance, plus 12 sols 6 deniers pour le port de commission et 4 sol pour livre attribué au commissaire des tailles, comme le tout plus à plain est porté dans la dite commission dellivrée aux dicts procureurs fabricqueurs, aux fins de faire égaler les dites sommes le plus promptement que faire se pourra et au par sus leur devoir en la dite affaire ; le quel Garnier a accepté et prins la dite commission et promis la faire voir à ses parsonniers, et de faire diligence à l'exercice d'icelle ; dont le dict Ursault m'a requis acte que luy ay octroyé pour luy valoir et servir ce que de raison. Et a le dict Garnier déclaré ne savoir signer.

Signé : URSULT.

R. GUILLON, notaire.

**Deux Recueils de pièces des protestants français réfugiés
à l'étranger en 1687 et 1688.**

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Genève, le 2 octobre 1854.

Monsieur le Président,

J'ai sous les yeux, reliés en un seul volume de chétive apparence, deux monuments de l'émigration protestante à l'époque de la Révocation.

Le premier est un petit in-12 de 320 pages, intitulé : *Les Armes de Sion, ou Prières sur l'état présent de l'affliction de l'Eglise*. Le passage : « Veillez et priez, que vous n'entriez en tentation, car l'esprit est prompt, mais la chair est faible, » sert d'épigraphe à l'ouvrage. Il est imprimé à Saint-Gall, chez André L'Honorat, et il porte la date de 1688.

L'occasion et le but de la composition de ce recueil de prières sont énoncés dans une *Préface au lecteur*, dont je transcris le commencement. Je ne pourrais sans réclamer un trop grand espace, puiser des citations dans les prières elles-mêmes, mais je donnerai la *Table des Prières* en entier, et les lecteurs trouveront sans doute que cette table toute seule n'est pas dépourvue d'une certaine éloquence.

Le second monument est de la même époque et d'un genre tout à fait analogue. C'est un petit in-12 de 32 pages, intitulé : *Prières des fidèles qui ont abandonné leur pays pour la cause du Seigneur Jésus*. Il est imprimé à Amsterdam, chez Pierre du Chaîne, et porte la date de 1687. Il renferme quatre prières seulement, dont je vous envoie une copie complète, car la composition m'en paraît remarquable, et je ne sais si l'on ne pourrait les attribuer à Saurin.

Il ne me reste plus, Monsieur le Président, qu'à laisser la parole à mes auteurs. Agréez, etc.

PH. ROGET.

I.

Préface au Lecteur, en tête des Armes de Sion.
(Saint-Gall, 1688.)

Dans ce temps d'affliction, où l'Eglise de Dieu fond en larmes, et qu'elle voit dans le plus florissant royaume de l'Europe, dans les Vallées de Piémont et dans la plus grande partie de la Hongrie, ses temples abattus, tous

ses pasteurs exilés, ses livres de dévotion brûlez, sans en excepter même la Parole de Dieu; et enfin, les pauvres fidèles ruinez, et qui ont même souffert des tourments inouïs. J'ai cru que je ne pouvois mieux employer le temps de mon exil qu'à consoler non-seulement les pauvres fidèles qui sont captifs, et les réfugiés qui sont dispersez dans tons les païs et les royaumes du monde, mais même ceux qui sont exempts de la persécution et qui participent, comme ils doivent, à la froissure de Joseph. J'ai composé dans cette vuë ce petit livre de Prières, qui contient trois parties : dans la première, on verra l'Eglise dans un deuil extrême, et les moyens de la consoler, tant en général qu'en particulier.

Dans la seconde, on trouvera diverses prières de ce même caractère, mais qui sont conçûes en langage de l'Ecriture sainte. J'ai suivi en ce stile les traces de feu mon père, qui étoit autrefois pasteur de l'Eglise de Grenoble, et qui composa un volume de ces sortes de prières, il y a soixante-cinq ans. Ce fut lui qui le premier rompit la glace, et même le grand Usserius, archevêque d'Armach, et deux autres excellens serviteurs de Dieu ont imité son ouvrage.

Cette manière de prier est sans comparaison plus énergique que toutes les autres; le stile des hommes, quelque éloquent qu'il soit, n'approche point de celui-ci. L'on y trouve une certaine mouëlle qui nourrit l'âme, et un certain feu qui l'échauffe et qui la réjouit d'une joye inénarrable.

Le lecteur verra encore que j'ay tiré du livre des Pseaumes la plupart des prières que j'ay composées en langage de l'Ecriture sainte.

Dans la troisième partie, j'ay fait plusieurs prières pour le matin et pour le soir, sachant que le public en souhaitoit depuis long-temps, et que la plupart de celles que nous avons sont d'un langage qui n'est pas universellement reçu. Les personnes qui n'auront pas la mémoire assez heureuse pour apprendre les prières du matin et du soir, et qui aimeront mieux les lire, en auront pour tous les jours de la semaine, ou, si elles veulent se réduire à quelques-unes, elles auront à choisir.

Et parce que dans cette désolation de l'Eglise il y a un très grand nombre de prisonniers, de forçats, de fugitifs et de captifs, l'on ne trouvera pas étrange que j'en aye souvent parlé, n'étant presque pas possible qu'on oublie ces pauvres fidèles, dont l'idée doit être continuellement devant les yeux, puisque la Parole de Dieu nous commande de pleurer avec ceux qui pleurent, et d'avoir souvenance des prisonniers, comme si nous étions emprisonnez avec eux (4)...

(4) Dans les lignes de la Préface qui suivent, l'auteur fait apprécier la valeur du privilège qui est accordé au chrétien dans le devoir de la prière, signale les conditions auxquelles elle doit satisfaire, et recommande la prière en famille.

Table des prières contenues dans le livre *Les Armes de Sion*.*Prières pour dire dans le temps de l'affliction de l'Eglise.*

Prière pour s'humilier devant Dieu à la veüe des jugemens qu'il a déployez sur son Eglise.

- pour les fidèles en général qui sont persécutez.
 - pour une personne qui est entre les mains de ses ennemis.
 - pour une personne qui a changé de religion, mais qui s'en repent.
 - pour les fidèles qui s'assemblent à l'écart en temps de persécution.
- Autre prière des fidèles qui s'assemblent en temps de persécution.
- pour toutes sortes de personnes dans l'affliction de l'Eglise.
 - pour un prisonnier.
 - d'une personne qui est détenuë dans un cachot pour la Religion.
 - d'un fidèle prisonnier qui est asseuré que bientôt on lui prononcera la sentence de mort.

- pour des fidèles condamnez à la mort, lorsqu'ils vont au supplice.
- d'un père et d'une mère dont les filles ont été enlevées pour être mises dans le couvent.
- d'une femme ou d'une fille qui est détenuë dans un couvent.
- pour une personne reléguée pour la Religion.
- pour les fugitifs et les voyageurs.
- pour un père qui est contraint d'abandonner sa famille, et prendre la fuite à cause de la persécution.
- pour un forçat, condamné à ce supplice pour la Religion.
- des réfugiés, pour eux-mêmes, et pour leurs frères qui sont en captivité.
- pour demander à Dieu la rémission de nos péchez.

Première prière pour les familles qui jeûnent en particulier.

Prière d'un chef de famille qui jeûne en particulier.

- pour une personne qui jeûne en particulier.
- pour un jour de jeûne, lorsqu'on sent son âme déjà humiliée.
- pour un pays attaqué pour la Religion.
- pour ceux qui sont prisonniers de guerre.

Prières conceuës en termes de l'Ecriture sainte, pour le temps de l'affliction de l'Eglise.

Prière et complainte de l'Eglise, après que le chandelier de la Parole de Dieu luy a été ôté, tirée des Lamentations du prophète Jérémie.

Prière et complainte de l'Eglise affligée et captive.

Prière des fidèles qui souhaitent leur rétablissement.

- pour ceux qui se trouvent cachez durant la persécution, et qui n'ont point changé de religion.
- pour une personne qui a été délivrée de ceux qui vouloient la contraindre à changer de religion.

Autre prière sur le même sujet.

Prière pour une personne qui souhaite d'être dans un pays de liberté, pour y servir Dieu selon la pureté de son Evangile.

— pour une personne qui est poursuivie en chemin à cause de la Religion.

— d'un homme qu'on épie et qui fuit la persécution.

— pour ceux qui ont été pris en fuyant la persécution, et qu'on a mis en prison.

Prière d'un prisonnier, — d'un forçat, — pour un pays attaqué par les ennemis, — avant le combat, — pour les fidèles qui vont au combat. —

Prières après la victoire. — Prière lorsqu'on a été battu par l'ennemi,

— pour une personne malade, — pour une personne dangereusement

malade. — Autre prière pour une personne dangereusement malade.

Prière et cantique de louanges pour une personne délivrée de maladie.

Prière pour demander à Dieu le courage nécessaire pour souffrir la persécution.

Prière, méditation et action de grâces du fidèle, pour tous les biens qu'il a reçus de son Dieu.

Prière et complainte prophétique d'Asaph, Ps. LXXIX, v. 4, 2, 3, etc.

Quelques autres prières sur divers sujets (1).

Prière pour l'Eglise durant les interruptions du sommeil.

Prière d'une personne qui a été prise sans avoir changé de religion.

Prière des fidèles réfugiés, pour demander à Dieu la grâce de la régénération et de la sanctification.

Prière d'une personne qui, après avoir changé de religion, a été prise en fuyant.

Prière pour ceux qui sont détenus captifs à cause de la Religion.

Prière d'une personne qui, après avoir été prise en chemin pour la Religion, a été mise en liberté.

Complainte des fidèles en sortant de captivité.

Actions de grâces des prisonniers après leur liberté.

Cantique de réjouissance des fidèles captifs qui sont arrivés dans un pays de liberté, pour y louer Dieu dans son temple.

Cantique des fidèles qui ont été délivrés de captivité, et qui souhaitent que Dieu délivre aussi leurs frères.

Complainte des fidèles à l'occasion de la démolition de leurs temples, avec une Prière ardente pour demander à Dieu son secours.

Prière pour demander à Dieu qu'il vienne au secours de son Eglise.

(La suite au prochain Cahier.)

(1) Entre cette rubrique et la précédente, il s'en trouve une de *Prières pour le matin et pour le soir*; mais les titres de ces prières ne font aucune allusion aux circonstances particulières des religionnaires émigrés. Il en est de même de plusieurs de ceux compris dans cette dernière rubrique, et je les ai conséquemment omis.

Un souvenir des Camisards et de Basville (1706).

Parmi les chefs camisards qui marquèrent sous Jean Cavalier, figure le nommé Couderc de Mazelrosade, connu surtout sous son prénom de Salomon. (Voir son article dans la *France protestante*.) Après la soumission de Cavalier (1704), il s'était retiré à Genève. Etant rentré en France en février 1706, et gagnant les Cévennes avec Pierre Vignes, de Genouillac, et Jacques Veyrac, de Soleyrol, il fut reconnu et dénoncé à Livron en Dauphiné, arrêté et conduit à Valence, de là à Montpellier, où il fut condamné par Basville à être brûlé vif et ses deux compagnons à être pendus. Ils subirent le supplice le 3 mars, avec l'héroïsme ordinaire des Cévenols.

Voici une petite pièce relative à l'un des inculpés de la procédure. Elle nous est communiquée en original par M. le pasteur S. Bérard, de Beaumont, près Valence (Drôme).

(Timbre de la Généralité de Montpellier.)

*A Monseigneur de Lamoignon de Basville, chevalier, conseiller
d'Etat ordinaire, intendant en Languedoc.*

Supplie humblement Jacques Clerc, du lieu de Beaumont en Dauphiné, Vous représenter, MONSEIGNEUR, que quoy qu'il n'ait jamais reçu aucun ordre pour dénoncer aux maires et consuls dudit lieu ceux qui ont logé dans son cabaret, qui est le seul qu'il y ait dans ledit lieu, néanmoins il y a eu le malheur d'estre compris dans une procédure qui a esté faite de vostre autorité contre les nommés *Salomon Couderc, Vignes et Veyrac*, qui avoient logé chez luy audit lieu de Beaumont, et *quy furent recognus pour estre trois camisards*, lesquels ont esté condamnés à mort par un jugement que vous avez rendu le 3 de ce mois, par lequel vous avez ordonné contre ledit suppliant une continuation d'information qui doit estre faite dans le mois, parce que VOSTRE GRANDEUR a cru qu'il estoit obligé de dénoncer aux maire et conseils dudit lieu les estrangers qui logeoient chez luy, et qu'il ne pouvoit trouver de preuve pour cela. Mais comme il est certain qu'il n'avoit reçu aucun ordre pour faire cette dénonce, comme il appert des certificats des châtelain et consuls dudit lieu, ce qu'ainsy on ne peut ny on ne scauroit avoir aucune preuve de ce fait, puisque lesdits certificats prouvent le contraire, et attendu la vieillesse et les incommodités qu'il a, il Vous plaira, MONSEIGNEUR, vu cesdits certificats cy attachés, anticiper son eslargissement pour le peu de temps qui reste à passer du mois porté par ledit jugement, et par cet endroit Vous mettez sa pauvre famille dans la tranquillité, et il priera Dieu pour votre santé et prospérité.

DEVÈZE.

Vu la

Vu la requeste et les certificats y esnoncés,
 Nous ordonnons que le suppliant sera eslargi des prisons où il est
 détenu, à ce faire tous détempteurs contraires ce faisant déchargés.
 Fait à Montpellier, le 25 mars 1706.

DE LAMOIGNON.

Par Monseigneur : CAROUGE.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

CAPTIVITÉ DE D'ANDELOT, FRÈRE DE L'AMIRAL COLIGNY,

A MELUN.

1558.

LETTRES INÉDITES : I. DE CALVIN A D'ANDELOT. II. DE D'ANDELOT AU ROI.
 III. DU MÊME A L'ÉGLISE DE PARIS. IV. DU MÊME AU MINISTRE MACAR.
 V. DU MÊME AU ROI. VI. DE MACAR A D'ANDELOT. VII ET VIII. DE CALVIN
 A D'ANDELOT.

M. le Pr Gaberel nous avait envoyé de Genève une partie des pièces qui vont suivre (celles cotées 3, 4, 5 et 6), et qui formaient déjà par elles-mêmes un ensemble intéressant. Nous les avons communiquées à M. Jules Bonnet, qui en possédait, de son côté, des copies, et qui a bien voulu les compléter par l'adjonction de la lettre n° 2, de d'Andelot au Roi, extraite des archives de M. Henri Tronchin, et de trois lettres de Calvin à d'Andelot (1, 7, 8), encore inédites, puisqu'elles sont empruntées à la publication de la *Correspondance française de Calvin*, sortant de presse au moment même où nous écrivons ces lignes, et dont nous sommes heureux d'offrir ainsi quelques prémices à nos lecteurs.

François de Châtillon, sieur d'Andelot, frère cadet de l'amiral de Coligny, et colonel général de l'infanterie française sous le règne de Henri II, mérite d'être compté parmi les premiers confesseurs de la foi réformée. Il combattit avec éclat dans les rangs du parti protestant après la violation de l'édit de janvier, le servit tour à tour de ses conseils et de son épée, et mourut en 1569, également honoré des regrets des huguenots et des catholiques. — « Je puis en dire en vérité, écrivait l'amiral son frère, que personne en France ne l'a surpassé en la profession des armes, ne doutant point que les ennemis luy rendent ce mesme tesmoignage, surtout ceux qui ont autrefois éprouvé sa valeur... Et certes je n'ay point congnu d'homme ne plus équi-

table, ne plus amateur de piété envers Dieu, suppliant très humblement notre Seigneur que je puisse partir de ceste vie aussi pieusement que je l'ay vu mourir. » (*Vie de l'amiral de Châtillon*; 1643, p. 74.) D'Andelot était digne d'un tel éloge par la noblesse de son caractère et par l'ardeur toute chevaleresque de sa foi. Instruit des vérités évangéliques par la lecture de quelques écrits que lui avait prêtés la duchesse de Ferrare, il les fit partager à l'amiral son frère, alors prisonnier des Espagnols au château de l'Ecluse, en Flandres, et se déclara publiquement pour *la religion*, au risque de déplaire au roi Henri II, dont il était le favori, et qui venait de jurer l'extermination des églises réformées (1). Il fit plus encore : possesseur par sa femme, Claude de Rieux, dame de Laval et de Montfort, de vastes domaines en Bretagne, il y fit prêcher l'Évangile par le ministre Gaspard Carmel, beau-frère du réformateur Farel, et prêté par l'église de Neuchâtel à celle de Paris. Rien ne pouvait davantage irriter le monarque et son farouche conseiller, le cardinal de Lorraine. Mandé à la cour pour y rendre compte de sa conduite, d'Andelot se vit interpellé par le Roi lui-même, qui l'accusa d'ingratitude, et lui reprocha non-seulement d'avoir fait prêcher la doctrine nouvelle, mais aussi de s'être trouvé aux assemblées du Pré-aux-Clercs, de ne plus assister à la messe, et d'envoyer des livres de Genève à l'amiral. — « Sire, répondit d'Andelot, l'obligation que j'ay à Vostre Majesté pour vos « bienfaits et honneurs m'a tellement asservi, que je n'ay espargné à vostre « service par infinies fois ni corps ni biens, et ne suis ni ne seray jamais las « de continuer tant que j'auray la vie au corps, y estant naturellement obligé. « Vous ne trouverez aussi estrange, s'il vous plaist, si, après avoir fait mon « devoir à vostre service, je m'estudie à chercher mon salut... La doctrine « que je confesse avoir fait prescher est bonne et sainte, prise du Vieil et « Nouveau Testament, approuvée des anciens conciles et de la première « Eglise, et est celle que nos pères ont tenue et crue... Il ne se trouvera « point que j'ay esté au Pré-aux-Clercs, comme l'on m'accuse. Que si j'y « avois esté, je ne penserois pour cela avoir rien fait contre Dieu, ni contre « Vostre Majesté... Je confesse qu'il y a bien longtemps que je n'ay esté à « la messe, et ne l'ay fait à la légèrè, mais après en avoir pris l'avis et conseil des plus sçavans de vostre royaume. Que si Vostre Majesté s'estoit « estudiée à s'enquérir de la vérité (office qui vous appartient), vous n'en « pourriez assez louer et magnifier la bonté de Dieu, lequel m'a tellement « osté le voile d'ignorance que je m'assure avec sa grâce de jamais n'y aller. « J'ay aussi envoyé un livre à monsieur l'admiral mon frère, plein de consolations et propre pour le consoler en l'ennui de sa prison, advenue pour « vostre service. Par ainsi, Sire, je vous supplie de laisser ma conscience

(1) On sait que ce fut un des articles secrets du traité de Cateau-Cambrésis, conclu en avril 1559.

« suave, et vous servir du corps et des biens, qui sont du tout vostres. » — Irrité de ces fières paroles, le Roi lui dit : — « Je ne vous avois pas donné « cet ordre (montrant celui qu'il avoit au cou) pour en user ainsi; car vous « avez juré et promis d'aller à la messe et suivre ma religion. » — Il répondit : — « Sire, je ne savois pas ce que c'est d'estre chrestien, et ne l'eusse « accepté à ceste condition, si Dieu m'eust eu touché comme à présent. » Alors le Roi luy aiant commandé de sortir, il fut arrêté par des archers de la garde, et mené à Melun, où il se porta aussi vertueusement comme il avoit fait devant le Roy. » (Bèze, *Hist. eccl.*, t. I, p. 443.)

Ainsi commence à la cour, pour s'achever dans la prison du château de Melun, le pathétique épisode qui rappelle quelques-unes des scènes de l'Eglise primitive, et dont nous essayons, pour la première fois, de reproduire les phases au moyen de documents inédits pour la plupart, empruntés à la Bibliothèque de Genève. On ne peut lire sans un vif intérêt les lettres de Calvin et des ministres de l'Eglise de Paris à d'Andelot, pour le fortifier dans les douloureuses luttas qu'il eut à soutenir, et celles de d'Andelot lui-même, où brillent, avec la loyale fidélité d'un sujet à son roi, les témoignages d'une foi héroïque et sincère. Il est vrai que la constance du prisonnier, sur lequel étaient en ce moment fixés les regards avec les espérances des églises réformées, ne se soutint pas jusqu'au bout. Vaincu, après plusieurs mois de captivité, par les prières de son oncle, le connétable de Montmorency, par les instances du cardinal de Châtillon, son frère, et les larmes de sa femme, Claude de Rieux, qui l'adjurait de céder « en luy montrant son ventre pour l'esmouveau à compassion du fruit qu'elle portoit (1), » il écrivit une lettre de soumission au Roi, et consentit à entendre la messe, sans aucune abjuration verbale, « ce que néanmoins, dit Bèze, il reconnut depuis avoir fait par grande infirmité qu'il a tousjours condamnée jusques à la mort, et amendée par tous les effets qu'il est possible de désirer. » (*Hist. eccl.*, I, 445.)

Les documents qui suivent vont nous montrer d'Andelot dans ses alternatives de faiblesse et de force, dans son attitude héroïque et dans sa défaite, que répara du moins un prompt repentir. Il est temps de nous taire, pour les laisser parler à leur tour.

I.

Calvin à d'Andelot.

(Copie. Bibl. de Genève.)

10 mai 1558.

Monseigneur, combien que je suis assez persuadé que de longue main vous avez prémédité comment pour soustenir les assaux qui

(1) Lettre de Calvin au marquis de Vico, du 19 juillet 1558.

vous sont dresséz, il vous falloit estre armé et muny, je ne doubte pas, oultre ce que Jésus-Christ fait profiter en vous au besoing la doctrine que vous avez apprinse en son eschole, que ceulx qui sont plus prochains de vous s'y emploient fidellement en tant que l'accès leur est donné. Si n'ay-je pas voulu faillir à m'aquiter d'une partie de mon devoir. Je ne suis pas asseuré que la présente viendra jusques à vous, mais quoy qu'il en soit ce m'est quelque allégement et demy repos d'essayer si je pourray aucunement vous ayder en vostre combat. Nous avons bien tous à louer Dieu pour l'entrée qu'il vous a donnée, laquelle il fera servir plus que ne pouvons estimer. Et de faict il vous fault tenir ce poinct résolu, que Dieu vous a produit comme par la main pour estre tesmoing de sa vérité en lieu où elle avoit esté foreclose jusques icy. Mais qu'il vous souviennne qu'en vous donnant telle magnanimité pour la première poincte, il vous a tant plus obligé à soy de persister constamment, en sorte qu'il y auroit moins d'excuse de reculler que de ne vous estre avancé. Je conçoÿ bien en mon esprit une partie des alarmes que vous avez desjà expérimentées, et encores n'est-ce pas la fin. Mais quand ils seroient cent fois plus aspres et rudes, si est-ce que le Maistre auquel vous servez mérite bien que vous y résistiez jusques au bout ne défaillant pour rien qui soit. Vous avez par cy-devant souvent exposé vostre vie en hasard pour vostre prince terrien, et seriez encores prest de faire le semblable au besoing, d'autant que vous y estes tenu. Ce n'est pas raison que le souverain Roy du ciel et de la terre auquel le Père a donné tout empire, soit moins prisé, et qu'il vous face mal d'acquérir des ennemis pour maintenir sa gloire, veu que non-seulement nous sommes du tout à luy tant du droict de nature que pour le pris inestimable de son sang-qu'il n'a pas espargné pour nostre salut, mais aussi que le service que nous luy rendons ne peult estre perdu, et que tout ce qu'il nous faudra endurer pour luy nous sera profitable; comme saint Paul se glorifiant que Jésus-Christ est gaing à vivre et à mourir, monstre bien par son exemple que estant asseurés de ne combattre à l'aventure, nous n'avons point à craindre. Vous avez desjà senti, comme je croy, que le plus dur assault et le plus difficile est de ceux qui sous ombre d'amitié s'insinuent pour faire fleschir, lesquels ne sont jamais despourvus de belles couleurs et aleschemens, et d'autant plus vous est-il besoing de pratiquer la doctrine de l'apostre, c'est de regarder pour vous endurcir tant contre toutes flateries que

craintes. Il est la partie de Moysè lequel pouvant estre grand en la cour d'Egypte, préféra l'opprobre de Christ à toutes pompes et délices caduques qui luy eussent esté trop cher vendues, s'il eust esté retenu. Or l'apostre monstre d'où luy est venu telle fermeté, c'est qu'il s'estoit endurci en regardant à Dieu. Ainsi, Monseigneur, eslevant tous vos sens, aprenez de boucher les oreilles à tous ces soufflets de Sathan qui ne faschent qu'à renverser vostre salut en esbranlant la constance de vostre foy. Aprenez de fermer les yeux à toutes distractions qui seroient pour vous divertir, sçachant que ce ne sont qu'autant de tromperies de nostre ennemy mortel; et par quelques astuces qu'on vous sollicite à vous racheter en faulsant la foy promise au Fils de Dieu, que vous ayez ceste sentence bien imprimée en vostre mémoire qu'il veult estre confessé de nous sur peyne d'estre désadvoués et renoncés de luy. Car quoy que plusieurs aujourd'huy ne facent que torcher leur bouche en reniant la vérité, si est-ce que la confession d'icelle est trop précieuse à Dieu pour en tenir si peu de compte. Et combien qu'il semble que ce soit peine perdue de porter tesmoignage à l'Evangile entre ceulx qui y sont rebelles, mesmes que cela tourne en moquerie et opprobre, puisque c'est ung sacrifice agréable à Dieu, contentons-nous d'estre approuvés de luy. Tant y a qu'il fera profiter nostre simplicité plus que nous ne pensons, si nous suyvons ce qu'il nous commande. Et quand vous ne seriez pas agité d'ailleurs, vous n'estes pas insensible que vous n'ayez à batailler contre beaucoup de tentations. Mais quelque infirmité que vous sentiez, c'est lors qu'il se fault esvertuer à ne perdre courage, d'autant que son secours ne vous défauldra en la nécessité, pour obtenir telle victoire que Satan avecques tous les siens en soit confus. Remettez-vous entre les mains de Celuy auquel vostre vie est précieuse, et qui a les issues de mort en sa main, attendant ce qu'il luy plaira disposer, comme il le monstrera en temps oportun à vostre salut. Et pource que la persévérance est un don singulier d'en hault, ne cessez d'invoquer ce bon Père à ce qu'il vous fortifie, de quoy aussy nous ne fauldrions le prier avecque vous, comme c'est bien raison que tous les enfans de Dieu aient soing de vous.

Sur ce, Monseigneur, après m'estre affectueusement recommandé à vostre bonne grâce et prières, je supplieray ce bon Dieu vous avoir en sa protection, vous faire sentir par effect ce que vault un tel bien, vous gouverner par son Esprit, et vous armer de constance invincible

pour surmonter tous ses ennemys et glorifier son saint nom. Ce dixiesme de may 1558.

II.

D'Andelot au Roi.

(Copie. Coll. de M. le colonel Henri Tronchin, à Lavigny.)

Mai 1558.

Sire, le plus grand malheur et déplaisir qui m'eussent sceu advenir au monde, est de penser que je suis tombé en vostre male grâce. Car, cognoissant que vous estes mon prince, à qui je suis tenu de rendre tout honneur, crainte et obéissance, et que pour la modération et équité dont vous usez au gouvernement de vos subjects, il n'y a celui de tous eux qui ne soit doublement obligé à vous aimer et prier continuellement Dieu pour la prospérité et salut tant de vous que de tout vostre sang. Mesmement moy et mes frères à qui vous avez particulièrement desparti tant de vostre amitié, de vos biens, grâces et faveurs, que nous sommes hors d'espérance, encore que selon nostre désir nous eussions tous despendu nos vies à vostre service, de nous acquiter jamais de la moindre de toutes les obligations que nous confessons avoir envers vous, il est impossible que la considération et mémoire que j'ay incessamment de toutes ces choses, ne me causent des regrets et ennuy qui seroient trop plus grands que ne pourroit estre la vertu qui m'est demeurée à les porter, n'estoit qu'en tout cela ma conscience me console. Car il est certain, et en appelle Dieu à tesmoin, que l'offense que je vous ay faite n'est procédée ny de volonté ni d'intention que j'eusse à la vous faire, mais plustost ou d'une indiscretion qui m'a faict oublier la révérence que je vous debvoy, ou peut-être d'une ignorance qui m'a faict aussi parler des choses devant vous, avant que je les eusse bien entendues. De l'une je vous requiers très humblement, Sire, qu'il vous plaise me la pardonner, et quant à l'autre désire à estre enseigné, et suis prest de recevoir et suivre l'instruction qui me sera baillée par la parolle de Dieu en la foy et confession de laquelle je veulx moyennant sa grâce vivre et mourir. Car ce n'est et ne fut oncques ma délibération de m'arrêter à la seule imagination et fantasie de mon sens, sçachant assez en combien d'erreurs il nous peut faire tomber, et que toute la prudence de la chair n'est pour le regard des choses spirituelles que mort et malédiction devant

Dieu. Mais considérant aussi d'aultre costé, que tout ce qui se faict sans foi, n'est (comme enseigne l'Escripture) que péché, et pensant que pour ceste raison je ne puis, sans offenser Dieu, croire autre chose pour mon salut que ce qu'il m'a révéle, ni faire pour son service que ce qu'il m'a commandé en sa Parolle, je crains que si je vouloys décliner de ceste voye, la désobéissance que je porteroys en cela au commandement et à la volonté de mon Dieu ne fut à la fin cause de me mener à la mort et damnation éternelle, et est, Sire, toute la raison qui me fait dire ce que je dy devant vous lorsqu'il vous pleut m'interroger, et non que je sois ou vueille estre sacramentaire, comme aucuns m'ont voulu charger. Car je croy des sacrements que ce sont saintes institutions et ordonnances que Dieu ha laissées en son Eglise pour y distribuer, acroistre et multiplier par ce moyen ses grâces à tous ceux qui les veulent recevoir, avec la dévotion, foy et révérence qu'il appartient. Et confesse particulièrement du baptesme, que nous y sommes revestus de l'innocence de Jésus-Christ, et qu'y estant lavés de nos ordures en son sang, et nostre nature régénérée par la vertu de son Esprit, nous sommes faicts nouvelles créatures et insérés au corps de l'Eglise pour en icelle vivre à son honneur, et en mortifiant le vice qui est encores en nous, tascher de tout nostre pouvoir à conformer nos affections et nos œuvres entièrement à sa sainte volonté. Et quant à la Cène, je ne doute nullement qu'y prenant le pain et le vin en la forme que Jésus-Christ a ordonné, nous ne soyons receus en la participation du vray corps qu'il a offert, et du sang pareillement qu'il a respandu pour nous, et en général de tous les biens qu'il apporte avec soy, comme sont sa justice, son obéissance, sa satisfaction et la grâce que son Père nous faict de nous advouer ses enfants et nous déclarer ses héritiers en sa faveur. En quoy, Sire, vous cognoistrez que je ne suis point meschant et abandonné de Dieu jusques-là, que je veuille, je ne diray pas renier les saints sacrements de nostre Seigneur, ce que ne font ni les Juifs ni les Turqs, mais penser ou dire seulement chose que déroge tant soi peu ou à leur dignité ou à la révérence qu'on leur doit porter, ou à la foy, brief à bonne opinion que tous chrestiens doivent avoir. Et proteste maintenant devant vous que estes mon souverain prince que je tien et recognoy comme une image de Dieu, visible en ceste terre; que la crainte que jay de luy désobéir et faire chose qui porte préjudice à mon salut, est toute la raison qui m'a faict retirer de la messe. Car, voyant qu'elle

n'estoit point fondée en la Parolle de Dieu, qui doibt estre la seule règle de toutes nos œuvres, et singulièrement de la Cène, pour le commandement exprès que nous avons de la faire ainsy que Jésus Christ la feit avec ses apostres, et davantage que nous ne pouvons sans blasphémer approuver autre sacrifice que celui qu'il a une fois fait en la croix, pour nostre rédemption, ny sacrificateur semblablement qui soit capable de l'offrir, autre que luy-mesmes, J'ai pensé qu'il valoit mieux m'en abstenir, qu'y assistant encores contre ma conscience et la persuasion que j'en avoy, provoquer sur moy l'ire et jugement dont Dieu menace tous ceux qui détiennent sa vérité en injustice. Et si en cela, Sire, j'ay fait chose qui vous desplaise, je vous supplie en toute humilité me pardonner, et croire que les cas de l'obéissance que je dois à Dieu, et de la conscience exceptés, vous ne me commanderez jamais chose en quoy promptement et fidèlement je n'expose mon bien, mon corps et ma vie. Et ce que je vous demande, Sire, n'est point, grâces à Dieu, pour crainte de la mort, et moins encore pour désir que j'aye de recouvrer ma liberté, car je n'ay rien si cher que je n'abandonne fort volontiers pour le salut de mon âme et la gloire de mon Dieu. Mais, toutefois, la perplexité où je suis de vous vouloir satisfaire et rendre le service que je vous dois, et ne le pouvoir faire en cela avec seureté de ma conscience, me travaille et serre le cueur tellement que pour m'en délivrer j'ay esté contrainct de vous faire ceste très humble requeste. (May 1558.)

III.

D'Andelot à l'Eglise de Paris.

(Copie. Bibl. de Genève.)

1^{er} juillet 1558.

Messieurs et frères, aujourd'huy m'ont esté baillées les deux lettres, lesquelles sont parvenues à vous, faisant mention de la rigueur qui se conspire et prépare contre moy, si en ne me desdisant je ne blasphème contre le saint nom du Seigneur, et ceux-là mesmes desquels vient l'avertissement seroient bien d'avis que je m'absentasse. L'estat auquel est ma femme prochaine d'accoucher, ne pouvant tarder au long aller plus de quinze jours, doublant l'inconvénient qui pourroit survenir en l'effroy d'une si grande mutation, et en la mère, et en la créature, ne me donne volounté de promptement exécuter

une telle entreprinse. Or, est-il certain que rien ne se faict que par le conseil admirable de ce bon Dieu, et me propose ces moyens pour estre aultre occasion meilleure que nous tous ne saurions comprendre. Je luy supplie doneques qu'il luy plaise premièrement donner sa bénédiction à la créature sienne de laquelle il m'a faict estre père pour estre son commencement, et la fin desdié à sa gloire; et à moy la grâce et la force de constamment résister à ses ennemis et les miens, tandis que je combatteray pour l'avancement du règne de son Fils Jésus-Christ. Je sçay qu'en moy, en ce corps mortel, n'y a rien de bien, sinon toute fragilité; mais comme dit l'apostre, je puis toutes choses en celuy qui me conforte; car c'est le Seigneur qui faict en nous et le vouloir et le parfaire, et si Dieu donne aux hommes pour après exécuter sa justice, pouvoir d'affliger ceux qui l'invoquent, combien par plus forte raison donnera-il sa force aux siens, pour donner avec la tentation bonne issue. Car, comme il est escrit, si aucuns souffrent par la volonté de Dieu, qu'ils luy recommandent leurs âmes comme un fidèle en bien faisant: item, le monde passe et sa concupiscence; mais qui faict la volonté du Seigneur demoure éternellement.

J'ay nouvelles que demain doit arriver le docteur que l'on me veult envoyer (1). Je prie à mon Dieu qu'il me donne en la bouche de quoy respondre tousjours à l'augmentation de sa gloire, et comme il est escrit, en toute confidence. Ainsi comme tousjours a esté, maintenant Christ sera magnifié en mon corps, soit par vie ou par mort, car Christ m'est vie et mourir m'est guain, moiennant la grâce duquel j'espère faire congnoistre à ceux qui demanderont compte de ma foy, que je crains Dieu et honore mon Roy, comme il m'est commandé, aiant observé les statuts avec toute fidélité et obéissance. Quant aux choses de l'esprit, et qui concernent le repos de ma conscience, j'en rendray compte, au moins mal qu'il me sera possible, à celuy qui seul en peult disposer.

Je vous prie, mes frères, ne m'oubliez en vos prières, à ce que je sois mené par l'esprit du Seigneur, le nom duquel soit benit éternellement. Ainsi soit-il. De Melun, ce 1^{er} juillet 1558.

Vostre frère et bon amy,

ANDELOT.

(1) Voir la note 2 à la page suivante.

IV.

D'Andelot à Macar, ministre de Paris.

(Copie de la main de Macar. Bibl. de Genève.)

Monsieur Racam (1), je ne veux pas faillir vous advertir et tous les frères, comme ces deux jours passés il s'est employé chacun d'iceux quatre ou cinq bonnes heures en disputes avec un docteur qui m'a esté envoyé, comme avez peu sçavoir (2); et affin que puissiez plus particulièrement entendre, j'y ay devisé avec mon secrétaire présent porteur des principaux pointz, qui les vous fera entendre, n'ayant rien obmis de luy rendre compte de ma foy, et de l'occasion qui m'engendroît le dessaing d'assister à leurs sacrifices, l'ayant prié bien effectueusement de le déduyre bien par le mesme au Roy, ce qu'il m'a promis de faire, auquel j'escry une lettre de laquelle je vous envoie une copie, me soubmettant de luy obéir tousjours comme Dieu me le commande. De toutes ces particularités ce pasteur vous satisfera. Au surplus je rends grâces à mon Dieu auquel il a pleu donner bonne délivrance à ma femme, aiant faict une fille, laquelle je vous prie venir mettre en son Eglise, mais non pas vous, Monsieur Racam, car vous estes noté de l'autre fois que fustes icy. Il est besoing que ce soit quelque aultre que ce porteur conduira. Je prie à nostre Seigneur qu'il nous face la grâce de faire bonne entrée et demourer en sa maison. Ainsi soit-il.

De Melun, ce 7 de juillet 1558.

Vostre frère et bon amy,

D'ANDELOT.

(1) Anagramme de Macar. On voit, par les Registres de la Compagnie de Genève, que ce ministre s'était rendu à Paris peu de mois auparavant : — « Le 1^{er} janvier 1558, nostre frère maistre Jehan Macar partit de nostre ville, pour aller administrer la Parole de Dieu dans l'Eglise de Paris, où il avoit esté élu au lieu de nostre frère Nicolas des Gallars. » Macar revint à Genève à la fin de la même année, et mourut de la peste en 1560. Les copies des lettres de d'Andelot, conservées à la Bibl. de Genève, sont de sa main. — Voir au sujet de Macar l'*Histoire de l'Eglise de Genève* de M. Gaberel, t. I, p. 356-58.

(2) C'est le personnage mentionné par Bèze en ces termes : « Un docteur de la Sorbonne, nommé Ruzé, confesseur du Roy, homme stylé à la courtisane et à la sorbonnique, etc. » *Hist. eccl.*, I, 145.

V.

D'Andelot au Roi.

(Copie. Bibl. de Genève.)

Juillet 1558.

Sire, j'ay receu un singulier plaisir de la compagnie de monsieur le docteur Ruslé, lequel j'ay retenu deux jours, tant pour le contentement que j'avois d'apprendre d'un si bon personnage, qu'aussi pour prendre le temps et le moyen de luy rendre compte par le menu de ma foy et religion, laquelle je serois bien marry qu'elle fust telle comme peult-estre aucuns ont voulu penser, suppliant très humblement Vostre Majesté, Sire, me vouloir faire tant de bien et faveur de le vouloir patiemment escouter, espérant en Dieu qu'après son rapport vous ne demourerez mal content de moy, car en resteroit quelque chose pour vostre satisfaction. Aiant cest heur que de le pouvoir entendre, je feray congnoistre à vostre Majesté que je luy obéiray comme Dieu me le commande, et le devoir de bien humble et très obligé serviteur le requiert.

D'ANDELOT.

VI.

Le ministre Macar à d'Andelot.

(Copie. Bibl. de Genève.)

9 juillet 1558.

Très honoré seigneur, nous sommes très joieux de ce que vous avez vaillamment combattu pour la vérité de Dieu à l'encontre du docteur qui vous avoit esté envoié, et que toutes les objections qu'il a peu amener en corrompant le sens de l'Escripture sainte, en mettant en avant l'autorité des hommes, ne vous ont peu aucunement faire fleschir ne destourner du droit chemin. Cependant les ennemys de l'Evangile n'ont pas laissé de faire leur triomphe et de sonner partout qu'ils ont bonne espérance de vous renger bientost, pource que vous promettez d'obéir au Roy comme Dieu le commande, ce qui nous a certes apporté grand ennuy, considérans que le blasme qu'on vous veult mettre sus à tort et sans cause, tourne au deshonneur de Dieu et au grand scandale de son Eglise. Vray est que l'assurance de l'issue qui monstrera tout le contraire de ce que les meschans désirent que vous fassiez, nous donne grande consolation. Mais encores ne

pouvons-nous que nous ne soions grandement contristés pour les blasphèmes que les iniques desgorgent; comme si les lettres que vous avez envoyées au Roy contenoient quelque chose contre l'honneur de Dieu. C'est la cause pourquoy, Monsieur, nous vous voudrions supplier au nom de Dieu qui vous a constitué au lieu où vous estes affin que vous lui serviez de tesmoing, que vous vous donniez de garde de donner la moindre occasion qui soit aux adversaires de penser que vous décliniez, veu qu'ils sont si prompts à recueillir tout ce qui a la moindre apparence pour eux. Car quant par une singulière humanité qui est en vous, vous déclarez au Roy que vous avez esté bien joieux d'apprendre du personnage qu'il lui a pleu vous adresser, et que vous le suppliez d'escouter patiemment le docteur, espérant qu'après son rapport il demourera content de vous, promettant obéissance en ce qui resteroit pour la satisfaction de Sa Majesté, plusieurs prennent cela en un sens tout contraire à vostre intelligence. Et mesmes les bruiets volent que le docteur n'a pas fait ce de quoy vous l'avez affectueusement prié, de peur de desplaire à ceux qui pourchassent vostre délivrance par tous moiens. Ce qui n'est pas incroiable, attendu qu'il craint avec les aultres que le crédit du siège romain ne diminue par vostre constance. Parquoy, Monsieur, comme jusques icy vous avez satisfait plainement à vostre devoir, en donnant matière aux enfans de Dieu de luy rendre grâces pour la vertu qu'il a mise en vous, nous vous prions de vous appliquer du tout à poursuyvre le train que vous avez heureusement commencé. Nous congnoissons bien de quelle importance pourra estre la persévérance que vous avez, pour vous fascher en vostre personne, estats, honneurs et biens. Mais quoy qu'il en soit, si nous fault y regarder en quoy nous sommes tenus et redevables à celui duquel nous tenons tout ce que nous avons, et espérons encore beaucoup mieux, assavoir l'héritage immortel. Il est tout clair que le Diable fait tous ses efforts d'affaiblir vostre courage, et pour ce qu'il n'en peult venir à bout, il veult par quelque moien empescher que la confession franche et libre que vous avez faite, ne fasse bresche aux fidèles pour destruire la papauté. Et pourtant il prétend de gagner ce point, qu'on ignore ce que vous aurez bien dit et bien fait, et mesme s'il peult, de faire accroire aux hommes que vous n'avez point persisté. Mais c'est à vous, Monsieur, d'entendre ses ruses, et ses finesses, et de tant faire que chacun congnoisse que vous avez maintenu jusques au bout la doctrine du salut, en laquelle gist toute nostre féli-

cité, en montrant le chemin   un si grand peuple qui a les yeux jetés sur vous, et surmontant toutes difficultés jusques à ce que vous aiez achevé votre course qui est si briesve, si vous regardez au repos éternel qui vous est assuré par la gr ce de nostre Seigneur Jésus.

Touschant ce que vous demandez quelcun de nous, Monsieur, pour introduire l'enfant que Dieu vous a donné, en son Eglise par le baptesme, nous n'avons pas voulu faillir à vous envoyer ce présent porteur (1), comme nous y sommes obligés. Toutefois s'il y avoit apparence que l'enfant, après avoir receu le baptesme par les mains du présent porteur, fust de nouveau porté au baptesme de la papault , et que vous n'y puissiez donner ordre, pource que vous estes maintenant prisonnier, nous ne serions point d'avis qu'il fust baptisé par le susdict, pour les causes qu'il vous pourra déclarer.

Et sur ce, Monsieur, après nous estre humblement recommandés à votre bonne grâce et prières, nous supplions de nostre costé le Père de miséricorde de vous donner toute prudence et vertu, et en tout et partout vous gouverner par son Saint-Esprit, pour confondre ses ennemis et resjouir ses enfants.

Ce 9^e de Juillet 1558.

JEAN RACAM.

VII.

Calvin à d'Andelot.

(Copie. Bibl. de Genève)

12 juillet 1558.

Monseigneur, depuis avoir receu vos lettres, j'ay aussi entendu les tristes nouvelles de ce qui se machinoit contre vous, ce que desjà d s longtemps j'avois attendu en crainte. Mesmes j'estois esbay comment vos ennemys diff roient si long temps à vous dresser quelque alarme, pour tenter de rechef la constance de votre foy, ou plus tost pour la renverser. Mais quoy qu'il en soit nous avons à nous consoler en glorifiant Dieu de ce qu'il continue à vous tenir la main forte. Et de fait puisqu'il vous a estably pour exemple à tant de gens, je me confie pour certain qu'il ne permettra point que jamais vous d cliniez pour rien qui puisse advenir, comme aussy vous n'eussiez point persévéré jusques aujourd'huy, s'il ne vous eust bien préparé, et ne vous

(1) Le ministre Antoine de La Roche Chandieu, alors attaché à l'Eglise de Paris.

eust faict la grâce d'avoir bien prémédité les tentations que vous avez vaincues. Vray est que je désirerois bien pour vostre soulagement que vous fussiez eschappé, devant que le conseil maling qu'on brasse fust exécuté sur vous, et possible que nostre bon Dieu après vous avoir employé de rechef à confesser sa vérité et en estre fidèle tesmoing, vous donnera le moien et loisir de vous retirer, quand l'extrémité sera venue. Et aussy je croy, comme il dispose tout par son conseil admirable, ainsy que vous le considérerez très bien, qu'il vous a retenu pour une occasion jusques à ce que vous éussiez accompli la charge à laquelle il vous avoit appelé, et vous fussiez acquité de vostre devoir, affin que si aiant respondu de vostre foy, vous preniez le congé qui vous sera permis, cela ne soit imputé à légèreté ni défiance. Au reste s'il plaist à ce bon Dieu que vous soiez prévenu, seachant qu'il vous veult esprouver en longue patience, la vertu de son Esprit ne vous défauldra point à ce que vous surmontiez tout ennuy. Car il fault que nous soions conformes à l'image de Jésus-Christ, non-seulement en la mort, mais jusques en la sépulture, pour demeurer paisibles, encores qu'il nous faille languir et estre comme sous terre longtemps. Cependant ne doutez pas que ce bon Dieu pour la querelle duquel vous combattez, ne donne issue à vostre affliction, et ne l'adoulesse jusques à ce que le temps opportun soit venu pour vous en délivrer. C'est assez qu'il approuve vostre cause; et vous pouvez protester devant luy et devant le monde, qu'en rendant au souverain Roy des cieulx l'honneur qui luy appartient, vous n'avez point offensé vostre roy terrien, comme en cela vous avez l'exemple des compagnons de Daniel, lesquels aians refusé d'obéir pour adorer l'idole, disent néanmoins franchement qu'ils n'ont en rien failly contre le roy. Et le Saint-Esprit advoue ceste response comme vraye, car ce n'est pas raison que l'obéissance qu'on rendra à une créature destrogne (*sic*) un préjudice au droict de Celuy sous lequel toute haultesse doit estre humiliée pour luy faire hommage. Parquoy si les hommes murmurent contre vous, c'est bien assez que vous soiez absoults d'en hault. Mesmes à l'opposite il vous doibt souvenir de ce que Dieu par son prophète Hosée argue fort asprement le peuple d'Israël, de ce qu'il a obéy à l'édict du roy. C'estoit bien vertu en apparence de faire ce qui estoit commandé en l'autorité royale; mais ce qu'il estoit question de corrompre le service de Dieu par idolâtrie, non sans cause cela est réputé pour crime énorme, en tant que Dieu est

reculé auprès d'un homme. Ainsy, Monseigneur, quoy qu'il en soit, selon que vous avez desjà bien commencé, aiez tousjours les aureilles bouchées à ceux qui tascheront de vous destourner de la simplicité de Jésus-Christ, lesquels saint Paul accompare à des séducteurs pour nous faire avoir en horreur toutes leurs tromperies et alleschemens. Vous sçavez, encores que la confession de nostre foy semble estre inutile devant les hommes, qu'elle ne laisse point d'estre agréable et précieuse devant Dieu. Il reste que vous luy offriez ce sacrifice entier, puisqu'il luy a pleu vous desdier à cest usage.

Sur ce, Monseigneur, après m'estre humblement recommandé à vostre bonne grâce, je prieray le Père de miséricorde..... Ce 12 de juillet 1558 (1).

VIII.

Calvin à d'Andelot.

(Copie. Bibl. de Genève.)

Fin de juillet 1558.

Monseigneur, je n'eusse pas tant différé si long temps à vous escrire, depuis que nous eusmes receu les tristes nouvelles de ce qui estoit advenu oultre nostre attente, sinon pource que je craignois, par faulte d'estre bien adverti, d'user de quelque façon d'escrire qui ne vinst point à propos. Ainsy j'aimois mieux laisser faire ceulx qui estoient plus prochains. J'eusse plus tost respondu à vostre lettre, si le porteur ne m'eust dict qu'il ne devoit retourner vers vous, et qu'il valloit mieulx que ce fust par luy. Je sçai bien quant à l'acte que vous avez faict que les excuses que vous amenez, ont couleurs pour amoindrir la faulte en partie. Mais quand vous aurez tout bien considéré de plus près, le tout ne vous peult guères alléger devant Dieu. Car vous savez combien de povres âmes débiles ont esté troublées d'un tel scandale, et combien de gens pourront prendre pied à vostre exemple. Et quand ce mal ne seroit pas d'avoir ruyné ce que vous aviez édifié, ce n'est pas une offense petite ni légère d'avoir préféré les hommes à Dieu, et pour gratifier une créature mortelle, avoir oublié Celuy qui nous a forméz, qui nous maintient, qui nous a racheté par la mort de son Fils unique, et lequel nous a faits partici-

(1) Calvin, en écrivant cette lettre, n'avait pas encore connaissance de la seconde lettre de d'Andelot au Roi, et de l'acte de faiblesse qui devait la suivre. Instruit de ce triste événement par le ministre Macar, il adressa un message sévère à d'Andelot. C'est le dernier document qu'on va lire.

pans de son royaume. Bref, Dieu a esté fraudlé en ce que vous avez par trop defféré aux hommes, soit de faveurs, soit de crainte ou de révérence. Mais le principal est que les ennemis de vérité ont eu de quoy faire leurs triomphes, non-seulement d'avoir esbranlé vostre foy, mais d'avoir faict approuver leurs abominations. Mesmes en vostre personne ils ont cuydé avoir vaincu nostre Seigneur Jésus-Christ, aiant mis sa doctrine en opprobre, comme vous sçavez qu'ils n'ont point espargné à se mocquer et à desgorgier les blasphemes. Il vous semble, puisqu'on a bien apperceu que vous aviez fleschi par force, que la faulte n'estoit pas si grande; mais je vous prie de penser à tant de martyrs qui durant les figures de la loy, ont mieulx aimé mourir que manger seulement de la chair de pourceau, voire à cause de la conséquence, pourcee que c'estoit une espèce de tesmoignage qu'ils se prophanoient avec les païens en quictant le Dieu d'Israël. Vous n'ignorez pas à quoy ont prétendu ceulx qui ont arraché de vous d'estre présent à leurs idolâtries. C'est de vous faire quicter la confession en laquelle ils se sentoient blessés, et abolir la louange de la vertu et constance que Dieu vous avoit donnée, mesmes la convertir tout au rebours, comme si c'eust esté une bouffée de vent. Et en cela il vous falloît mieulx pratiquer l'exhortation de saint Paul, de ne point donner occasion à ceulx qui la cherchent, mesmes de ne leur point ouvrir la bouche à despiter Dieu. Ce a doncques esté une cheute bien mauvaise, de laquelle il vous doibt souvenir en amertume de cuer.

Je pense bien que cecy vous sera rude de prime face, mais je diray avec saint Paul, que *je ne me repentiray pas de vous avoir contristé, moiennant que ce soit pour vostre salut*. Mesmes si vous désirez estre espargné de Dieu, il vous est bon et utile de n'estre point espargné de ceulx auxquels il a remis la charge de vous tirer à repentance. Car puisque ceulx qui cherchent à s'absouldre, sont les plus griesvement condamnés de luy, il vous faict une grâce singulière en vous rédarguant par sa parolle, afin que vous-mesmes soiez votre juge. Cependant je n'entends pas de vous contrister oultre mesure, tellement que vous en soiez descouragés à l'advenir. Seulement je vous prie de vous desplaire tellement au mal qui s'est jà commis, que pour le réparer vous rentriez au train que vous aviez bien commencé, mettant peine de glorifier Dieu purement, et monstrant par effect que si vous avez choppé pour ung coup, ce n'a pas esté pour vous esgarer

du bon chemin. C'est une condition bien dure selon le monde de quieter franchement les choses qui vous peuvent tant alescher et retenir ; mais il n'y a rien que l'honneur de Dieu ne doibve emporter. Mesmes si nous pensons bien à la briesveté de nostre vie, il ne nous doibt pas faire grand mal de suyvre nostre Seigneur Jésus à la mort et sépulture, pour estre participans de sa gloire. Et voilà où tendent les propos que je vous avois tenus en mes lettres, que non-seulement il nous fault porter patiemment de mourir pour ung coup avec nostre chef, mais d'estre ensevelis jusques à ce qu'il nous restaure pleinement à sa venue. Car j'usois de telle similitude, accomparant l'affliction où vous estiez à une mort, mais pource que ce n'estoit pas encores faict, afin que vous feussiez mieulx disposé à persévérance, je vous advisois de ce que dict saint Paul qu'il nous fault estre ensevelis, pour ne nous point ennuyer à la longue, encores que le mal dure, et qu'il nous y fault languir plus que nous ne voudrions, comme il dict en l'autre passage, *qu'il nous fault continuellement porter la mortification de Jésus-Christ en nous, afin que sa vie y soit manifestée*. Brief ceste sépulture gist à oublier journellement le monde de plus en plus. Quand nous en ferons ainsy, selon que nous serons despoülléz de nos affections terrestres, nous approcherons tant plus de Dieu, pour jouyr après la mort de sa présence, comme saint Paul dict en l'autre passage, *que nous cheminons maintenant par foy, non point par veue, mais qu'ayant quicté ceste loge corruptible, nous serons avec Dieu en attendant de recevoir la couronne de gloire, quand Jésus-Christ apparoitra en sa majesté*. Parquoy en ceste confiance, nous avons à combattre vaillamment, jusques à ce que nostre course soit achevée, et ne point défaillir, sçachant que celui qui garde nostre despost est fidelle. Et pource que l'expérience vous doibt faire craindre, vous ne sçauriez suyvre meilleur conseil que celui que vous avez pris, de fuir les tentations qui vous pourroient de rechef abatre, veu que vous ne les pouvez chercher, ny approcher, sans tenter Dieu manifestement. Puis aussi qu'il est question d'une constance qui surmonte le monde, recourez à Dieu, le priant qu'il vous fortifie et ne permette..... (Juillet 1558).

La fin de cette belle lettre manque dans le manuscrit de Genève. On ne peut douter de l'impression qu'elle produisit sur d'Andelot, déjà troublé par le reproche de sa conscience et par les exhortations sévères des ministres de Paris. De nombreux témoignages prouvent, en effet, qu'il sentit amèrement sa faute et qu'il la répara. On lit dans une lettre du ministre François Morel à Calvin :

« Attamen admonitus a Gaspare nostro (Gaspard Carmel), non causam suam tutatus est uti dudum, sed mœrens ingenue confessus est, seque annisurum dixit ut libere posthac Deum colere posset. » 27 décembre 1558. — D'Andelot tint parole, et rivalisa désormais d'énergie et de fidélité avec l'amiral son frère dans la profession de la foi réformée. Nous le retrouverons, dans ce même recueil, plaidant éloquemment la cause de ses frères persécutés auprès de Catherine de Médicis, et méritant l'éloge de Coligny pour l'intégrité de sa vie et la sainteté de sa mort, dignes en tout d'un chevalier chrétien.

LA RÉFORME DANS LE CAMBRÉSIS

AU XVI^e SIÈCLE.

[DIVERS PAPIERS INÉDITS CONCERNANT LES RELIGIONNAIRES DU CATEAU CAMBRÉSIS, DU TEMPS DE M. L'ARCHEVÊQUE M. DE BERGHES.]

1566.

Il se trouve dans le dépôt des Archives départementales de Lille, au département des manuscrits, un registre in-4^o de 100 pages, dont 47 et demie sont couvertes d'une assez belle écriture du XVI^e siècle, inscrit sous le n^o 245. Ce manuscrit se compose de deux parties : la première, rangée en forme de répertoire, ne porte qu'une page écrite renfermant l'état des mariages protestants du 29 septembre 1566 au 15 décembre de la même année, elle est de la propre main du ministre ; la seconde renferme un écrit des événements religieux et des troubles dont le Cateau fut le théâtre, à dater de 1560 et tant, et l'état des baptêmes protestants faits dans l'église Saint-Martin, au Cateau, à dater du 25 août 1566.

En outre de ce manuscrit, il s'en trouve deux autres également précieux, l'un sous le même n^o 245 renfermant 30 procédures faites contre les réformés du Cateau, l'autre noté S. T. 29, sur les troubles religieux de Valenciennes, dans lequel on lit incidemment l'histoire de la fin déplorable des comtes d'Egmont et de Horn. Il y a de plus, dans ce dépôt des anciennes archives de la Cour des comptes, un gros volume, T. 48, composé de lettres et de pièces manuscrites relatives aux faits religieux du XVI^e siècle. Ces documents sont pour la plupart inédits et destinés à jeter du jour sur la lamentable histoire de ces temps de persécutions dans la Belgique et le nord de la France.

Le Cateau-Cambrésis (*Novum Castellum, Castrum Cameracesii*, au XVI^e siècle *Chastel en Cambresis*), est une petite ville de 7,600 habitants ; autrefois moins peuplée, mais relativement plus importante, elle était fortifiée et munie d'un château dont on voit encore les ruines sur les bords de la Selle, petite rivière qui traverse la ville et se jette dans l'Escaut. Le Cateau faisait partie du comté de Cambrésis dont le souverain temporel était l'archevêque de Cambrai, prince du Saint-Empire. Lorsque la Réforme fut prêchée dans le pays elle y eut un grand succès, et les protestants y furent bientôt comptés par milliers comme à Tournai, à Valenciennes et à Lille ; mais la résistance des princes catholiques à ce mouvement des consciences vers les doctrines du pur Evangile, ne tarda pas à produire des troubles, des désordres populaires, et bientôt des martyrs en grand nombre (1). La Ré-

(1) Je viens de relever une liste probablement incomplète de quatre-vingt-trois réformés exécutés dans l'espace de moins d'un an, dans la seule ville de Valenciennes ; sur ce nombre figurent trois prédicants et deux nobles. Deux furent brûlés, dix pendus, et soixante et onze décapités.

forme fut étouffée, pour un temps, par des flots de sang ; mais le germe en a survécu : au siècle dernier, Court de Gebelin s'émerveillait *des dispositions du Nord à se réformer* (1), et de nos jours nous voyons des populations entières qui demandent à reprendre, sous le régime de la liberté religieuse, la foi que leurs ancêtres n'ont abandonnée, avec la vie terrestre, que pour l'échanger contre les ravissantes réalités du salut par grâce (2).

Mais laissons ces préliminaires, et écoutons le récit simple et véridique des commencements de la Réforme dans la ville du Cateau.

CH. L. FROSSARD, pasteur à Lille.

Au nom de Dieu, commence à soy réformer l'Eglise de Dieu en ceste ville de Chastel en Cambrésis, par Léonard Solau et Claude Raverty.

Par espace de plusieurs années passées, plusieurs bon bourgeois avec leurs familles conversoient ensemble, communicquants les uns avec les autres familièrement les saintes Escriptions secrètement, n'ayans hardiesse de soy donner à cognoistre, pour la crainte des persécutions qu'ils se faisoient par tous ce pays bas contre les frères de la sainte Evangile ; néantmoins, la chose estant venu aucunement en liberté parmy le royaume de France, les bourgeois susdicts conversants aux presches qu'ils se faisoient audict royaume de France, se sont de tant plus fortifiez en la cognoissance de l'Evangile de nostre Seigneur Jésus-Christ.

Monseigneur de Cambray (3) estant aucunement adverty des voyai-

(1) Lettre du 30 octobre 1766, à M. de Bottens.

(2) Voir les rapports de la Société Chrétienne du Nord.

(3) Maximilien de Berghes, de la maison des comtes de Walbain. Le cardinal Antoine de Granvelle, qui jouissait alors d'un très grand pouvoir dans les Pays-Bas, le fit élire évêque de Cambrai par le chapitre, le 10 septembre 1556. Robert Brederode, qui s'étoit mis sur les rangs, ayant échoué, Paul IV refusa de confirmer le choix capitulaire, voulant, disait-il, choisir lui-même un évêque. L'empereur Ferdinand intervint, blâmant les prétentions du pape comme contraires aux concordats de l'Empire et aux droits de l'Allemagne, et confirma à Maximilien l'administration temporelle du diocèse. Enfin, Paul IV lui accorda l'institution canonique, par une bulle de 1559 ; mais trois ans s'étaient écoulés avant qu'il fit son entrée dans sa ville et dans sa cathédrale. Ce fut alors qu'on mit à exécution un projet qui avoit été conçu par Charles-Quint, et adopté par son fils Philippe II ; il s'agissait d'ériger dans les Pays-Bas plusieurs archevêchés et plusieurs nouveaux évêchés. On voulait avant tout soustraire l'Eglise de Cambrai à la juridiction de la métropole de Reims, y établir un siège archiepiscopal, auquel seraient annexés les évêchés d'Arras, de Tournai, de Saint-Omer et de Namur (nouvelle création). On envoya à Rome François Sonnius (Van den Velde, plus tard évêque de Bois-le-Duc), et, après de longs délais, Paul IV créa l'archevêché, par une bulle du 12 mai 1559, confirmée le 6 janvier 1560, par une nouvelle bulle de Pie IV. En 1564, l'archevêque de Reims protesta, à l'occasion d'un concile provincial, contre cette division de son diocèse. La querelle ne fut terminée qu'en 1696, par Fénelon, et à l'avantage de la chaire de Cambrai. Dans les pièces que nous publions, Maximilien prend le titre d'archevêque. Il convoqua, en 1563, un concile provincial, pour s'opposer aux progrès de la Réforme dans l'esprit du concile de Trente (Collection de Labbe, vol. 15) ; il présida un second concile en 1567. Maximilien avoit assisté, comme prince allemand, au congrès d'Angsbourg. Il mourut à Berg-op-Zoom, en 1570. Voir le *Cameracum christianum* de Leglay, p. 59, etc.

ges de ces bourgeois allans aux presches franchoises, fit publier, par tous les curetz des parroiches des villes et villaiges de ce pays et comté de Cambrésis, que nul ne fut tel ne sy hardy de converser ausdits presches, ny à tenir livres suspects, ne chants, pseaulmes traduits en franchoys par Clément Marot et Théodore de Bèze; [deffendant] à tous hostellians et tabverniers de ne loger gens estrangers suspects, ne asseoir nulle compagnies pendant ce temps que on seroit à la grand messe, les dimenches et festes, et deffendant aussy à tous bourgeois de ne pourmener aux marchés et aultres lieux en la ville, ny ès faulbourgs pendant le temps de ladicte messe durant.

Environ deulx ans après, ladicte publication a esté renouvellee par toutes les villes et villaiges par les pruvostz, chastellains, eschevins, magistratz, baillifs et tous justiciers dudict pays et comté de Cambrésis; voyant lesdicts bourgeois le commencement des assautz à eux desjà donnés, de tant plus fréquentoient l'ung l'autre, chantantz journellement par ensemble les pseaulmes de David, cognoissans que nostre Seigneur les vouloit visiter, les fortifiant de jour en jour, tellement que crainte entre iceulx devoit prendre fin contre les adversaires de l'Evangille.

Advint que au villaige de Honechyes (1) la presche fust faicte par monseigneur Pincheart, ministre, à laquelle sont convenus plusieurs des bourgeois avec leurs femmes et enfans, lesquels depuis furent accusés au chastellain de ceste ville. Aulcuns furent constitués prisonniers et les aultres s'absentèrent, lesquels après leur procès de même furent par sentence condempnez, tous banis de ceste ville et à tousjours, pour avoir contrevenus aux publications du magistrat.

Ainsy, voyant les aultres frères demourans en ceste ville, leurs compagnons banis furent fort dolentz, ne perdans touttefoys courage, se recommandans en la grâce de ce bon Dieu qu'il ne laisse les siens au besoing, se récréoient par ensemble à la lecture des saintes Lectres, et chantans les psaulmes [les] plus convenables sur la persécution et dispersion des enfans de Dieu, hantans aussy aux presches des lieux circonvoisins, comme à Crespy, Tuppegnyes et Chaunis (2), néantmoins secrètement pour les explorateurs et espies (3) que monseigneur de Cambray envoyoit èsdits lieux, pour recognoistre tant ceux de ceste ville et aultres de ce pays fréquentans auxdicts pres-

(1) Honecies, entre Reumont et Busigny, au midi du Cateau.

(2) Crespy en Laonois, près de Laon; Tupigny en Vermandois, près de Bohain, et Chauny en Picardie, entre Noyon et La Fère.

(3) Espions.

ches; les yeux desdicts espyes ont esté tellement obscureys qu'ils n'ont seu recognoistre ceulx mesmes ausquels ils devoient (1).

Or est-il que le jour de Pentecoust de l'an XV cent et LXVI, les mayeurs et eschevins du villaige de Saint-Soupelet (2), avec plusieurs aultres de la communauté, prendrent (3) prisonnier en la maison de l'ung des bourgeois dudit villaige ung nommé Jacques Grégoire, qui, par cy-devant estoit prebste papal et, depuis, ayant quicté son estat, s'estoit marié, estant pour ce jour de l'église de Tuppenies, avoit accoustumé venir souvent faire les prières ecclésiastiques en ladite maison où se trouvoient plusieurs dudit villaige adsistans ausdites prières.

Ayant lesdits de Saint-Souplet captif icelluy, l'admenèrent en ceste ville de Chastel en Cambrésis pour le mettre en prison; arrivans aux faubours, commenchèrent à dire à aucuns de la ville, qu'ils n'avoient cause d'aller au prédicant hors de la ville et qu'ils leur admenoient ung, en se raillants des bourgeois de la ville; lesquels respondirent qu'il eust mieulx esté besoing de point faire ce qu'ils faisoient pour la mauvaise conséquence qu'il leur en poldra (4) advenir par après.

Estant ledit prisonnier ès prison de monseigneur de Cambray en la Court-L'Evesque, fut interrogué du doyen et curet de ceste ville avec le chastelain et aultres; leur respondit qu'il n'entendoit avoir offensé persone de ce qu'il avoit prié Dieu en l'assemblée de plusieurs gens de bien.

Les fidèles de ceste ville estans assez bon nombre esbahis et mal contens de ce que le chastelain avoit presté prison pour telles affaires si dangereuses, au moyen qu'il poldroit advenir que aucuns bourgeois hantans audit Tuppegnyes s'en poldroient ressentir, sy (5) en firent tous remonstrances audit chastelain: lequel respondit qu'il avoit fait son devoir.

La préveille (6) du jour de la Trinité, le bailly de Cambrésis, de nuit avec environ soixante hommes de pied, s'en vint en ceste ville, que chascun estoit encoir au liet; à la porte ouverte, entra en la ville, mettant six de ses harkebouziars au tapeene, restiaux (7) et ponts-levis, et entra en la Court-L'Evesque.

Ung marischal de la ville allant en son jardin hors de la ville, trou-

(1) Parlaient.

(2) Saint-Souplet, entre Honécies et Saint-Martin, dans le comté de Cambrésis.

(3) Prirent.

(4) Pourra.

(5) Ainsi.

(6) L'avant-veille.

(7) Tapeene, poternes (?) Restiaux, herses.

vant les gardes harkebousiers à ladite porte, retourna en la ville faisant effroye, criant allarme, sy fut sonner la cloche. Chacun se levit et mit en armes, tellement que le baillif de Cambrésis avec toutes ses gens estans en la Court-L'Evesque furent fort estonnés, de sorte qu'il requéroit à tout le commung d'estre escoutée la charge qu'il avoit de son voyage, et il en donneroit appaisement.

Lors il remontra au peuple comment, en l'absence de Monseigneur de Cambray, pour le présent absent à cause de son voiage d'Allemagne à la diète impérial en la ville d'Augsbourg, il estoit envoyé par les vicaires de monseigneur pour ensmener avec soy le prisonnier susdit en la ville de Cambray. Voilà, ce dict-il, la charge que j'ay.

Auquel fut respondu en commung qu'il estoit maladvisé d'avoir ainsi entré en la ville avec ses gens d'armes et soy emparé des portes de la ville, et sy on lui faisoit droict, que l'assommeroit lui et tous souldars; et qu'il eult à partir promptement hors la ville. Et quant à faire nulz exploict en la ville, qu'il ne lui est en sa puissance, et que jamais le commung de ceste ville ne permectroit que aultre que le chastelain de la ville, avec la justice d'icelle, ne feroit exploicts de justice. Et quant aux prisonnier, qu'il seroit rendu à ceulx qu'ils avoient l'admené en la ville prisonnier. Ledit bailly de Cambrésis, se retirant hors de ceste ville avec ses souldartz, bien simples, l'on ne sceult si bien tempérer aulcuns, qu'ils ne donnèrent aulcuns coups d'espée du plat sur le dos dudit baillif et à aulcuns de ses souldars.

Iceluy baillif partist : tout le commung se retrouva en la Maison de Ville, en laquelle les affaires furent tellement débattues, que en la parfin fut conclud et arresté par tout le conseil de la ville, avec ledit commung, d'envoyer deulx eschevins, avec ung ainsné, et un conestable et ung bourgeois, pour remonstrer au vicariat les affaires ainsi qu'elles estoient advenues; et que ledit bailly de Cambrésis avoit mal faict d'ainsy entrer en la ville sans premièrement avoir signifié sa venue.

Pour eschevins furent envoyés Daniel Plouchart et Gilles de Saint-Martin; pour aysné Jehan de Vallenciennes, pour conestable Franchoys Le Moins, pour bourgeois Anthoine Desquesnes (1).

Estans lesdits commis arrivez en Cambray, furent très fort tanchés, de sorte qu'ils furent constitués prisonnier au palais pour les plainctes qu'avait faict le bailly de Cambrésis sur le comung du Chastel; desquels commis renvoierent Jehan de Vallenciennes pour solliciter en

(1) Plouchart et Desquesnes figurent parmi les premiers réformés du Cateau. Voir les actes de baptême. Le manuscrit porte Vallenes, avec un signe d'abréviation, à cause duquel nous lisons Vallenciennes.

ceste ville. Les aultres quatre prisonniers aussy renvoyant par ledit Vallenciennes lectres adreschantes (1) aux chastellain, eschevins, ainel, conestable et conseil dudit, toutte la comunaulté d'icelle ville, [demandant] de faire sy soigneuse garde du prisonnier jusques à en respondre pour nos gens estans prisonniers à cest effect en Cambray.

Ainsy tous esbahys, que les commis dessus estoient retenus captifs en Cambray, le commung voullut avoir guect establis de jour et de nuict, pour soy garder allencontre de ceulx de Cambray et aultres malveillans; respondans aussy de jamays rendre le prisonnier à aultre que à ceux de Saint-Souplet, ou bien à Monsieur de Chaunes, baron dudit Saint-Souplet.

Après plusieurs poursieultes (2) faictes par ceulx du vicariat vers ledit sieur de Chaunes, le prisonnier fut rendu au baillif de Cambrésis hors des meurs et juridiction de ceste ville au villaige de Montay (3); et qu'il le ramenit en la ville de Cambray avec une douzaine de harkebouziars, lequel baillif avoit apportés avec soy lectres dudit sieur de Chaunes, adreschantes à ceulx de ceste ville de Chastel, pour la délivrance dudit prisonnier ès mains du vicariat.

Sur ces entrefaictes monseigneur de Cambray, retournant de Ausbourg, délivra nos commis dessusdicts, lors prisonniers, et les renvoia en ceste ville de Chastel.

Le peuple de ceste ville en grand nombre furent menachés par ceux de Cambray, mesmes, à cest effect, envoièrent des gendarmes en aguect par les chemins pour les ramener prisonniers audit Cambray. Voyant les menaces distes, [on fit] la presche aux faulbourgs de la ville, entant que l'on vouloit empescher d'aller aux presches, tant de Vallenciennes que [de] Péremont (4) et aultres lieux. Lors fut requis Monsieur Philippe, ministre de l'esglise de Tuppegnies, de venir donner auleunes exhortations au peuple altéré de la religion de ceste ville; ce qu'il accorda voluntiers, et fut la presche faicte par icelluy plusieurs et diverses foyes ès faulbours.

Monseigneur de Cambray voyant les demaines (5) qu'ils se font pour ce jour en ceste ville, faict assembler les Estats de Cambray pour entendre ce qu'il a affaire.

Le xvme d'aoust an xv cent et soixante-six, sont arrivés en ceste ville le docteur Gemellis (6), M. Jehan le Due, M. Gabriel Caille,

(1) Adressées. (2) Poursuites.

(3) Montay, au nord du Cateau, sur la route de Solesme.

(4) Prémont, dans le Cambrésis. (5) Mouvements.

(6) Pierre Gemelli, chanoine de Cambrai, plus tard concurrent de Louis de Berlaymont pour succéder à M. de Berghes dans la chaire de Cambrai. M. Le

chanoines de Notre-Dame de Cambray, eux disans commis et députés de leur chapitre comme seigneurs très fonceurs du pays de Cambrésis; avec eux encore M. Pierre Briquet, conseiller, avec deux eschevins de Cambray, eulx disans députés de la chambre de Cambray.

Lesquels estans tous à la grand-messe de Saint-Martin, ledit docteur fit la prédication au peuple de la ville adressant, accomparant la ruïne d'icelle ville approchée comme elle fit à Jérusalem, sy l'on n'advisoit de bref de retourner à l'Eglise romaine et faire une bonne réconciliation avec Monseigneur de Cambray, seigneur naturel de la ville.

Après la prédication faicte, iceulx ont requis messieurs de la loy de faire assembler la communauté d'icelle ville pour déclarer la charge qu'ils avoient à dire et remonstrer au peuple.

Messieurs de la loy ont faict assembler en la Maison de la Ville tous les aynés, conestables et conseil avec le plus de gens que l'on a poeult (1) recouvrer, entre lesquels furent envoyés par l'Eglise réformée vinct des plus apparans.

Estans tous assemblés en ladite Maison de la Ville avec les commis de Cambray, le docteur commenche à proposer en forme de remonstrance et dict :

Job nous enseigne, en son second chappitre, comme luy estant affligé par la main de Dieu, ses parens et amys le sont venu veoir pour le consoler, et ainsy entendans que vous estes malade, entant qu'il y a du mal entendu entre Monseigneur et vous aultres, nous sommes venus pour vous consoler et pour adviser de redrescher le mal entendu, s'il en y a, ayans entendu que Monseigneur est très mal content, et prent de mal part que la presche se faict les festes et dimanches, vouldroit bien que cela ne se fit plus, ne conventicules sur les terres de sa seigneurie; pour appaiser tous les troubles qu'ils sont entre Monseigneur et vous aultres, s'il vous y plaict entendre, moyennant que l'on voulisse retourner à l'ancienne coustume et religion catholique et romaine comme l'on a accoustumé de tous temps.

Sur ces remonstrances, ceulx de la religion refformée ont requis de eulx retirer ensemble pour se conseiller ce qu'ils auroient à respondre, laquelle requeste leur fut accordée par toute l'assemblée.

Après avoir ensemble devisé en la première chambre sur les remonstrances à eulx faictes par ceulx de Cambray, sont rentrés au

Glaz le qualifie de grand prédicateur et d'homme rusé; les réformés avoient donc affaire à forte partie.

(1) Pu.

conseil. Lors l'ung d'iceulx, portant la parolle pour tous les autres de la religion réformée, dict : Messieurs, quant aux remonstrances que nous avez proposéz, que nous avons irrité la seigneurie de Monseigneur de Cambray, nous n'entendons nullement qu'il se doibt courroucer trop, bien que le presche qu'il se faict, et sy Monseigneur le prend de mal part, nous prions qu'il vous plaise nous donner le moyen comment nous le pouldrons rappaiser.

Adoneq le dit docteur proposit que nous ayons à délaisser notre religion nouvelle en tant qu'elle est encoir en litige et pointet approuvée, et que nous ne saurions nier que la loy romaine et ancienne coustume de faire ne soit observée par les empereurs, roys, prinches et docteurs et aultres, passés mil à douze cens ans, et trouvée par les conciles tenus en plusieurs et diverses lieux; et s'ils n'avoient soing de leurs âmes lors, et quant à vostre nouvelle religion, elle est encore en suspen, ne trouvée bonne, ny approuvée; mais secte réprouvée; et en retournants à la messe qu'il traicteroit l'apointement vers Monseigneur de Cambray, qu'il pardonneroit tout ce qu'il s'est faict par le passé.

A quoy lui fut donné responce que nous aymerions mieulx que l'on nous mist la teste à nos pieds que de luy accorder sa demande. Nous demandit sy nous estions tous de cest accord. On lui respondit que quant les feulx seroient apprestés pour nous tous brusler, que nous y entrérions plutost que jamoys lui accorder de retourner à la messe.

Après ce, nous fit encoir plusieurs remonstrances de nous abstenir de presches, nous mectant au-devant la ruyne de la ville, la situation et faiblesse d'icelle, et la perte de noz biens; femmes, enfans et menaige. Sur quoi il ne fut rien respondu.

Lors primes congé pour nous retirer dudit conseil. Le docteur fit requeste que, à l'après disner, nous luy donnions responce de nos intentions pour traicter une bonne réconciliation vers Monseigneur de Cambray, et sy on se vouloit trouver en quelque chambre avec luy au logis des Trois-Roys, pour communiquer avec luy tous moyens et mesmes de la sainte Escripture, qu'il en donneroit appaisement à ceulx qu'ils s'y voudroient trouver.

Dont environ les trois heures après midy, le dit docteur avec les aultres deputés envoièrent le conschierge de la chambre vers ceulx de la religion réformée, estans pour lors aux prières hors de la ville; en l'assemblée étoient environ le nombre de mil personnes.

Lors furent choizis deulx de l'assemblée pour remonstrer ausdits de Cambray qu'il estoit arrestez par l'Eglise réformée, et requeroient quinze jours pour respondre aux demandes qu'ils avoient remontré

en tant que la chose est de grand importance pour adviser bien diligemment ce que l'on auroit à répondre.

Oyans ceulx de Cambray par nos deulx députez, les responces susdites, quant à donner terme de quinze jours, ce dirent-ils qu'ils n'avoient charge de ce faire, mais ce qu'ils en faisoient, cela venoit de la bonne volonté de leur chapittre et de la chambre de Cambray pour moyenner et praticquer une bonne paix entre la seigneurie de Monseigneur et le pœuple de la ville. Touttefois qu'ils en feroient rapport et mesme requeste à mon dit seigneur, et quant à leur part, ils ne pouvoient limiter le dit terme.

Lors nous demandismes au dit docteur qu'il nous voulut déclarer le X^e chapitre des Hébreulx touchant le sacrifice de Jésuschrist, à sçavoir sy la messe estoit le sacrifice réitéré de Jésuschrist, ou sy n'étoit la vraye cène. Lors il respondit que c'estoit la vraye cène. A quoy nous luy respondisme que ce n'estoit point doncq sacrifice. Sy est ce, dict-il, car c'est un sacrifice propiciatoire.

Lors luy fut répliqué, comment il disoit la messe estre le sacrifice de Jésuschrist et la vraye cène, qu'il s'abusoit grandement entant que la messe ne ressemble non plus la cène institué de nostre Seigneur Jésuschrist que ne le faict le jour à la nuict. Luy proposant une exemple, en telle sorte que sy ung homme ayant vouloir de battre quelque édifice, auroit donné le patron aux ouvriers, telle que luy-mesme leur auroit monstré et devist, estant d'accord du prix convenu avec les dits ouvriers, s'est partist et est allez en quelque loingtain voyage pendant le temps qu'iceulx besognoient, et avant son retour, les ouvriers ont achevé ladite œuvre du tout contraire au patron à eulx délivré par ledit homme. Au rethour du dit homme, lesdits ouvriers voullans relivrer ladite œuvre, sont venus vers iceluy; lequel visitant ladite œuvre, la trouve les greniers ès lieux des celliers et les celliers ès lieux des greniers, les huisseries ès lieux des fenestres, et le tout ce dessus dessous; ainsy, Monsieur le docteur, est la messe composée et édifiée tout aultrement que Jésuschrist a institué la sainte Cène à ses apostres, disant : Prenez, mangez, cecy est mon corps qu'il sera livré pour vous. Et vous aultres prebstres à votre hostel, tournez le dos au peuple, et le monstrez par-dessus votre teste, et après le mangez vous seul sans le distribuer à nul aultre. En quoy donc ressemble la messe à la cène instituée par notre Seigneur Jésuschrist? Aussy, dictes qu'il est réellement en votre hostie après vostre parolles proférées en la messe; en tant qu'il est adsis à la dextre de Dieu son Père, nous ne pouvons entendre qu'il soit tenu à vos parolles, qu'il descende ainsy quand bon

vous semble, entre vos mains. Sur quoy il nous fit demander comment nous célébrions la cène. Auquel fut respondu que la célébrions ainsy que Jésuschrist l'a institué avec les apostres. Nous demandit aussy combien nous avons de sacrement en l'Eglise chrestienne : respondismes qu'il y en avoit deulx. Lors il nous apella calvinistes; nous demandant aussy sy nous ne croyons point que le corps de Jésuschrist soit en nostre cène, luy dismes que nous le recepions par foy spirituellement. Après lui demandismes : pourveu (1) que vous accomparez la messe à la cène, pourquoy le tournez-vous en sacrifice pour les péchés des vivants et des morts, de laquelle messe vous raceptés (2) hors de pugatoire les âmes selon votre dire. Sur quoy respondit que c'est un sacrifice propiciatoire pour les vivans et mors. Sur ce respondismes que nous luy resprouveriesmes (3) le purgatoire par les livres que le Jésuistes (4) a espars par la ville ès mains de plusieurs bons bourgeois, parlans du jugement en la dispute des douze articles de la foy, disant que l'âme sortant hors du corps a son jugement particulier; veu qu'elle a son jugement particulier, attendant le jugement général, que chacune âme reprendra son corps selon les dits livres, où a donc l'âme besoin de purgatoire? Adonc nous demandit si nous tenions l'Eglise de notre part; respondismes que ouy. Demandit comment nous en estions assurés; dismes que en estions assurés par la doctrine de l'Evangile et par l'esprit qu'il affirme en nous. Demandit que le monstrions par miracles : sur ce respondismes que nous penchevions (5) bien que vous ensuyvez la doctrine de vos pères, demandans signes du ciel, et que vous n'aurez aultre signe que la responce de Jésuschrist; le signe de Jonas.

Après toutes ces disputes, luy fismes requestes qu'il voulu prester la dispute contre aucuns ministres; que luy prions venir pour rendre le peuple content des affaires qui se présentent pour le jour-d'huy; et lors il diet que ung jour qu'il viendroit, qu'il babilleroit à l'encontre de quelques-uns. Luy respondisme qu'il failloit porter plus d'honneur à la parole de Dieu que babiller. Et sur ce, prismes congies d'iceulx à raison qu'il estoit jà tard, et dismes adieu tant aus commis de Cambray, que à Messieurs de la loy de ceste ville, ayans tous esté présens à ces devises; et retournismes à l'assemblée encoir attendante après nous pour entendre des besognes que avions fait.

(La fin au prochain Cahier.)

(1) Puisque.

(2) Rachetez.

(3) Condamnerions.

(4) C'est M. de Berghes qui appela les Jésuites dans le pays. Le P. Lainez, revenant du colloque de Poissy pour se rendre au concile de Trente, passa à Cambrai, et accorda quelques-uns de ses religieux à la demande de l'archevêque.

(5) Pensions.

LETTRES CONSOLATOIRES

DES CHEFS DU PARTI PROTESTANT A MADAME DE SOUBIZE, SUR LA MORT
DE SON MARI, ARRIVÉE EN L'ANNÉE 1566.

(Tirées des Recueils inédits de Pierre de L'Estoile sur le règne de Charles IX.)

VII.

De Monsieur de La Tour.

Madame, comme je m'estimoy devoir autant de révérence, d'honneur, de service et d'amitié à feu Monsieur vostre mari et à vous, qu'à nul aultre, aussi vous pouvez vous assurer que vous n'avez un seul serviteur, parent ni ami, qui sente et porte avec plus de douleur son absence que moy. Et croy bien que la bonne amitié qu'il vous a pleu tousjours me porter, et la mémoire que vous pouvez avoir de la longue et ancienne volonté que j'ai tousjours eu de vous honorer, servir et aimer, vous en rendront assez bon tesmoignage, sans que je me mette en peine de vous en faire plus longue preuve par ceste lettre. Croyez donc, Madame, que je sens vostre perte et la mienne, si ce n'est comme je doy, à tout le moins avec tout le regret que peut porter un bon cœur, plein de fidélité, de servitude et d'amitié, esloigné et net, Dieu merci, de toute ingratitude. Je sçay, Madame, que Dieu vous a osté un très bon et vertueux mari, qui vous a parfaitement honorée et aimée, et estime y avoir perdu, je ne diray pas un bon seigneur et ami parfait, tel qu'il n'estoit; mais, si je doy prendre cest honneur, un aultre père, auquel je m'estime devoir ce peu de bien et d'honneur que j'ay appris et acquis en ce monde, et celluy que j'y pouvoy apprendre, si j'eusse sceu bien retenir les beaux exemples, très sages et très prudens conseils d'un aussi accomplis et vertueux chevalier que j'en aye jamais suivi ni hanté. Mais quand je viens à considérer, Madame, la brèche que l'absence de ce sage seigneur a fait en toute l'Eglise de Dieu premièrement, et en nostre nation particulièrement, je mets un peu à part ce qui nous touche, pour regretter l'appuy, le secours et le conseil qu'une infinité de gens de bien y ont perdu, si on peut rien perdre avec Dieu! Et sens ceste perte commune et générale plus que beaucoup d'aultres, et aultant que nul, car je devoy aussi bien cognoistre qu'homme du monde sa valeur et son mérite, pour le long temps que j'ay vescu en sa compagnie et le lieu que j'ay tousjours tenu en son amitié, que je comptoy

entre les plus grandes et les plus chères commoditez de ma vie. Toutes ces considérations, Madame, m'ont tant affligé, et si vivement atteint, qu'elles ne m'ont laissé conseil, advis, ni consolations, dont je vous puisse servir en une telle extrémité, comme je le désireroy extrêmement et doy infiniment. Or, puisque nous trouvons si peu de consolation et vertu en nous-mesmes, il nous fault chercher tous ces biens et remèdes en Dieu seul, lequel en est un abysme inépuisable, sans fond, rive, ni mesure. C'est luy qui a fait la playe, il fault qu'il la guérisse. Il nous a frappé d'une main, il fault qu'il nous soustienne de l'autre. Il est vrai, Madame, qu'il y a long temps qu'il nous a montré ces verges et ce coup de bien loing, pour nous y préparer et disposer de longue main; mais nous n'avons point d'yeux ès choses que nous craignons et ne voudrions jamais voir: et nous faisons au contraire à croire ès choses que nous désirons cela mesme qui n'est point, et nous aydans tant que nous pouvons à nous tromper nous-mesmes. Nous faisons estat de ceste vie et de nos amis, surtout comme si nous n'en devions jamais partir, ni eux avec nous, cherchons une stabilité et fermeté ès choses caduques, temporelles et périssables, et nous imaginons comme une immortalité ès choses qui n'ont temps ni durée et passent comme une ombre. Nous aimons ceste vie, comme si c'estoit la plus belle chose du monde, et fuyons le plus que nous pouvons la seconde, et la craignons pour nous et pour nos amis: et ceste-cy n'est aultre chose qu'un chemin à la mort auquel nous cheminons tous, sans nous pouvoir arrester un quart d'heure à travers mille vices, infirmités, povretez, maladies, passions, afflictions, travaux, soucis et peines. Et l'autre, au contraire, est le cours perpétuel d'une félicité et béatitude très accomplie, éternelle et incorruptible, un bien sans mal, ni peur, nombre, et proportion ny mesure, un bien si grand que nous ne le scaurions imaginer ni comprendre; si heureux que la seule ombre et appréhension rend tous nos malheurs heureux. Et l'espérance et certitude passent tous aultres biens, sans lesquelles nous ne pouvons avoir nul bien, et avec lesquelles nous ne pouvons avoir nul mal. Que peut donc estre la chose mesme en elle-mesme? Hélas! Madame, si nous réduisions bien celle-là en nostre mémoire, et que nous entrassions souvent en compte avec nous, calculant les maux et les biens que nous avons receus en ce monde, nous trouverions sans aulcune comparaison que la meilleure est surmontée de la plus grand'part. Et si tournions un peu la teste à droit et que

nous voulussions tant soit peu ouvrir les yeux, que nostre ignorance et infidélité nous tient fermez, nous verrions ces thrésors des biens précieux et inestimables que Dieu réserve pour les siens et y courrions à toute bride, sans regarder derrière nous. Et si nous voyions quelqu'un de nos amis avoir ce bien et cette prérogative que d'y entrer premier que nous, nous ne plaindriens pas tant son absence, laquelle ne peut estre longue; que nous ne sentissions son parfait unique bien et y participerions vivement par ceste charité et communion chrestienne et sainte que Dieu requiert de son Eglise, et louerions Dieu et l'en remercierions à jointes mains, pour luy, de le faire corégner avecque Jésus-Christ, après l'avoir retiré d'une si misérable captivité et crûelle tyrannie qui est celle du diable, du péché, de la mort, de la chair et du monde, plus perdu, plus corrompu et passé qu'il ne feust oncques, et nous y fâcherions tant, que la plus heureuse de nos pensées et appréhensions ce seroit d'en sortir. Et si jamais il fit beau faire voyage, Madame, c'est en ce temps et en ce siècle, où tous vices croissent, se peuplent et multiplient; les vertus y meurent, y périssent, y défont; les meschans sans valeur et sans honneur y tiennent les premiers et les plus éminens lieux; et les plus vertueux et gens de bien y sont les plus mal traités. Le vice et la corruption y sont honorez et récompensez, enrichis et dorés; et la vertu y est moquée, dégradée, vitupérée et punie; et ce qui est le comble du mal, une honorable et grande réputation acquise à force de bien vivre, par une infinité de bons actes vertueux, valeureux et généreux, et services mémorables et recommandables, est devenu crime capital et un vray moyen et chemin le plus court qu'on scauroit prendre pour se faire couper la gorge et perdre biens, honneur et vie. Monde malheureux! siècle misérable! Il fault ou que Dieu miraculeusement te renouvelle par sa bonté, compassion et force; ou, s'il n'y a plus de bénédictions pour toi, déshérité, abandonné et maudit, que par sa très juste justice il te perde et détruise. Et nous l'aimerons, Madame, et nous nous y plairons, et pleurerons, quand nos amis en peuvent échapper! Ha! ne le faisons jamais, si nous nous aimons. Allons après eux de bon cœur et les suivons; cheminons par le chemin qu'ils ont tenu et suivi, qui est une bonne et honorable vie, arrete et gage d'une seconde plus heureuse.

Madame, pardonnez-moy, s'il vous plaist, si l'ennuy et le regret que je sens, en vous faisant ceste lettre, me trouble, et si je m'y

oublie. Je cognoy les grâces que Dieu vous a fait, et sçay que vous sentez mieux toutes ces choses-là que je ne les sçauray penser, ny escrire. Je vous estime si vertueuse, et m'assure que Dieu vous assiste tant, qu'il n'y a personne qui vous puisse mieulx consoler, conseiller et résoudre que vous-mesmes par sa grâce. Aussi vous écris-je plustost ceste lettre pour vous descharger mon cœur et me condouloir et plaindre avec vous, que pour vous faire ce service. Au demeurant, il fault payer ses dettes et s'acquitter : je devoys tant à Monsieur vostre mari, que quelque bonne volonté que j'aye eu, je n'ay jamais sceu m'acquitter en son endroit, encores que j'y aye fait tout ce que j'ay peu. Mais je lui devoys trop pour penser y satisfaire. Toute ceste obligation demeure vostre, Madame, et de Mademoiselle vostre fille. Je vous offre à toutes deux et vie et biens, parens et amis, et tout ce dont je peux disposer, pour vous en faire, tant que je vivray, tout bon et fidelle service, vous me ferez beaucoup d'honneur et de bien, Madame, de prendre ceste assurance de moy, et sans comparaison plus de l'esprouver. Et pource que tout ce que je vous en pourray dire est trop pour le peu que je fay, et beaucoup moins que ce que je doy et désire, je finiray ma lettre par mes très humbles recommandations à vostre bonne grâce, priant Dieu qu'il luy plaise, Madame, vous envoyer son saint Esprit consolateur pour fortifier vos infirmités par sa vertu, vous donner, en très bonne santé, très heureuse et longue vie.

Du xxxiii de septembre.

Madame, si Mademoiselle vostre fille voit cest endroit, je lui désire toutes choses heureuses et prospères et me recommande très humblement à sa bonne grâce. Il n'y a que deux jours que je suis de retour de mon voyage qui a esté bien long et assez heureux, Dieu merci!

Vostre très humble, très obligé et très fidelle serviteur,

LA TOUR.

VIII.

De Mademoiselle de La Regnaudie (1).

Madame, si nous n'estions bien certaines que rien ne se fait sans la providence de celui qui non-seulement fait tout sagement et jus-

(1) Mademoiselle de La Renaudie (Guillemette de Louvain) pourrait bien être la fille du personnage de ce nom, célèbre par la conspiration d'Amboise. Théodore de Bèze passa pour avoir été l'instigateur de la conspiration, surtout auprès de La Renaudie.

tement, mais pour sa gloire et le bien et le salut des siens, je confes-
seroy que les coups que nous avons receus nous seroyent insupporta-
bles; mais, sçachant que nostre Père nous frappe non en son ire,
mais en sa clémence, nous avons bien matière de nous consoler en
luy et le supplier sans cesse, en toute humilité, nous faire la grâce
que nostre cœur puisse dire à bon escient ce qu'il a souvent pensé,
et nostre bouche dit, en priant que sa volonté feust faite. Je croy,
Madame, qu'il n'y a femme au monde qui aye plus senti les assauts
qui vous sont livrez que j'ay fait, et comme je vous ay esté compai-
gne en heureux mariage, nous le sommes bien en une tristesse et
doloreuse viduité. Mais soit en mes maux, soit aux vostres, il nous
fault tousjours revenir là, que Dieu seul sage et recognoissant mieulx
ce qu'il nous fault que nous ne faisons nous-mêmes, ne nous envoie
rien qui ne soit pour nostre salut. Nous sentons aisément sa faveur
en prospérité, et n'est mondain qui ne la recognoisse aucunement,
estant à son aise, mais le chrestien seul la sentant à l'adversité, ren-
dant, en cest endroit, un des plus seurs et fidelles tesmoignages de
sa foy, et de l'honneur et obéissance qu'il doit à son Dieu. Il ne fault
doubter aussi que c'est pour ceste raison que nostre Seigneur visite
tant souvent les siens, et bienheureux, comme dit l'Apostre, sommes-
nous quand nous chéons en diverses tentations. Car l'esppreuve de
nostre foy engendre patience; mais il fault que la patience ait œuvre
parfaite, et d'autant qu'il nous est impossible d'en venir là, nous
avons besoin, comme j'ay dit, d'avoir nostre recours à celuy qui nous
la donnera, si nous la demandons en foy, ce que je sçay que vous
faites. Et pour ce, j'espère qu'ainsi qu'il luy a pleu vous faire abon-
der en affliction, qu'il fera aussi abonder en vous ses consolations.
Je l'en supplie très humblement, et qu'à ce besoin il vous face expé-
rimenter la fidélité de la promesse qu'il nous a faite de ne nous ten-
ter point oultre nos forces. Il a pleu à ce bon Dieu, vous départir
beaucoup de grâces excellentes, vous ayant présenté souvent les occa-
sions d'en faire preuve à l'édification de son Eglise; si à présent il
luy plaist en faire de même de vostre patience, submettez-vous à sa
bonne volonté. Et quoy que la chair murmure, que l'esprit tendant
au ciel et se retirant de la terre, die: Seigneur, tu me l'avois donné,
tu me l'as osté, ton saint nom soit béni. Voylà quant à ce qui est de
nous qui devons, renonçons à nous-mesmes, nous résigner à nostre
Dieu, nous abandonnans à sa conduite.

Quant au second point, si en nous affligeant, il affligeoit quant et quant ceux que nous regrettons, hélas ! Madame, en quelle angoisse serions-nous ? mais nous sommes assurées qu'il leur a fait la plus grande grâce qu'ils pouvoient, les ostant de tant de misères pour les faire jouir d'un bien et paix qui ne se peut exprimer. A la vérité, il faut que sur ce point je confesse que nous sommes par trop attachées à l'amour de nous-mêmes, quand pour nostre aise et comodité nous voudrions qu'un tel trait leur feust retardé : et à bon droit pourrions estre reprises de faulte d'amitié en leur endroit, quoyqu'il nous semble les aimer plus que nostre propre vie. Pensons donc, pensons à la béatitude où ils sont, et nous consolons en l'espérance de les suivre bientôt. Tirons ce profit de leur mémoire, que nous taschions à les suivre en tant d'excellentes et louables vertus que nous avons cognu en eux. Ce faisant, Dieu sera servi et glorifié en nous, et nous nous monstrerons femmes dignes de tels maris, pour lesquels nous ne scaurions plus faire que de prendre en patience l'ennuy de leur absence. Et vous supplie très humblement, Madame, vous souvenir combien de fois vous avez esté priée d'avoir esgard à vostre santé, obéissez-luy en cella et combattez courageusement, afin qu'en la vertu de Dieu vous emportiez la victoire. Si vous vous laissez aller à la tristesse, hélas ! Madame, que ferez-vous sinon vous tuer vous-mêmes, et priver ceste image qui vous reste de luy du support, appuy et conduite, qu'après Dieu, elle a en vous ; ayant aimé et ayment les pères nous fault garder pour leurs enfans ? Je dis garder, d'autant que Dieu veult que nous usions des moyens qu'il a ordonnez. Etant malade tant et si longuement que vous avez esté, vous avez si prudemment tenu régime pour éviter plus grand mal ; en ceste véhémement tristesse suivez la mesme prudence, usant du régime qui vous est ordonné par le souverain médecin, et nous gardons surtout de nous plaire en nostre infirmité, qui se monstre par trop en nostre dueil immodéré. Parce que j'ay grièvement offensé en cest endroit, il fault que j'en parle ainsi, et que je vous supplie, au nom de Dieu, Madame, vous faire force pour destourner, tant qu'il vous sera possible, vostre pensée de ce que nous regrettons, pour considérer la grâce que nostre Seigneur luy a faite, le préservant des douleurs et détresses que luy eust apporté sa maladie, si elle eust esté de plus longue durée. Au reste, vous voyez quel bien peut avoir un homme de bien et prudent au temps où nous sommes, et concluons que trop

plus heureux sont ceux qui vont devant, que ceulx qui demeurent. Je sçay, Madame, que vous n'avez besoin que je vous die ces choses, car oultre ce que vous les savez mieulx que moy, vous avez assez de personnes pour vous les ramentevoir, et mesmement nostre bon et très fidelle ami M. de Coulonges, qui a tousjours participé à nos angoisses; mais ne pouvant estre si heureuse que d'estre avecques vous, pour vous faire service comme je voudray, je ne me puis garder de vous escrire ce qui me semble à propos. Ce n'est avec tel loisir que j'eusse bien voulu; mais vous m'excuserez, s'il vous plaist, vous tenant assurée que la peine en laquelle je vous sçay, m'en fait porter une si grande, qu'il n'est guères possible de plus; et ne suis pas bien à moy-mesme, ayant un extrême regret que je ne puis estre auprès de vous, à qui je désire plus que jamais rendre honneur et obéissance et fidelle service, ne pouvant recevoir plus de bien et faveur de vous, que d'en estre commandée. Si je puis obtenir mon congé, je ne faudray de me rendre vers vous, pour vous obéir en tout ce que vous me voudrez commander. Cependant, si je puis en ce lieu vous servir, je vous supplie ne me vouloir en rien espargner; faisant tel estat de moy qu'il fault d'une très fidelle et obéissante amie.

Madame la comtesse de Rez vous est fort affectionnée, elle et beaucoup d'autres portant dueil de vostre affliction: pleust à Dieu que cella vous soulageast, et que par ma peine je peusse racheter la vostre, que je supplie à nostre bon Dieu modérer, et qu'il vous accompagne tellement par la force de son Esprit, que vous ne succombiez point sous le faix de la tristesse, vous faisant sentir les plus grandes consolations, vous donnant le comble de ses saintes grâces. Je salue les vostres de mes très humbles recommandations, vous suppliant, Madame, me permettre qu'en cest endroit je salue aussi celles de Mademoiselle vostre sœur, que je pense de présent avec vous. Madame de Tignonville m'a priée faire ses bien humbles recommandations à vos bonnes grâces.

A Gaillon, ce xvii de septembre 1566.

Vostre très humble et très obéissante à vous faire service,

GUILLEMETTE DE LOUVAIN.

IX.

De ladite damoiselle de La Regnaudie.

Madame, je ne doutoy point que nostre bon Dieu ne vous assistast

merveilleusement, et que vous ayant abbatue d'une main, il ne vous soustint de l'autre ; mais par vos lettres et le récit que M. Du Pont m'a fait, je voy encores plus que je n'espérois, voyant en vostre constance reluire une si grande bonté de nostre Seigneur, que je ne puis que je n'en soit grandement consolée pour vous et avec vous. Et à la vérité, quand nous sentons une telle assistance en nos afflictions, qu'au lieu qu'elles estoient pour nous accabler du tout, elles nous élèvent jusqu'au plus hault des cieus, pour là arrester nos esprits, nous avons bien de quoy nous contenter, et magnifier la puissance de ce grand Dieu, qui au milieu de nos infirmités triomphe ainsi. Assurez-vous, Madame, que puisqu'il luy a pleu vous fortifier ainsi en vos plus griefs assaults, qu'il continuera tellement pour l'advenir, que ceste amertume qui vous reste encores sera tant adoucie, que vous n'en sentirez aucune perte, mais vous servira seulement pour vous dégouter de ceste povre et misérable vie, et vous donner un merveilleux désir de celle que nous attendons. Si souvent vos passions sont prestes à le gagner, ne vous estonnez pourtant, mais résistez en la vertu de Dieu, et ayant recours à luy pour avoir nouvelle force, il vous en départira si soudain et à propos que vous demourerez victorieuse, et aura vostre patience œuvre parfaite, puisqu'il luy plaist que vous viviez plus que vous ne souhaitez. Conformez-vous à sa volonté, et pensez que c'est pour estre tousjours davantage glorifié en vous ; que ceste considération vous face prendre courage et vous resjouisse en ce que vous ne vivez point inutile, mais que vous serviez grandement à la gloire de Dieu et à l'édification de son Eglise. Quant au besoiing que Mademoiselle vostre fille et toute vostre famille a de vous, vous ne le pouvez ignorer : je vous supplie que pour leur regard aussi que vous ayez soin de vostre santé ; je vous la recommanderay tousjours, tant pour l'affection que je vous porte, que pour suivre celle de ceux que nous regrettons. Que pleust à Dieu, Madame, que je puisse estre si heureuse que d'estre en vostre compagnie, pour m'acquitter du service que je vous doy et désire rendre toute ma vie ; vous cognoistrez que c'est à bon escient que je me ressens de vos ennuis, et que par les miens je désirerois vous en pouvoir descharger. Je ne sçay encores quand je pourroy avoir ce contentement ; je puis bien assurer que ce sera tout aussitost que j'en aurai le moyen. Cependant je vous supplie m'excuser, et si vous cognoissez qu'estant par deçà, je vous puisse faire quelque service, il vous plaise me com-

mander comme à la personne du monde qui vous obéira de meilleur cœur. Je suis fort marrie de vous estre si inutile, ne pouvant davantage. Pour le moins, n'ay-je oublié mon devoir; ayant tousjours eu telle souvenance de vous en mes prières que vous désirez, et continueray ainsi que pour moy-mesme. Vous ne croiriez point le souvenir que tous vos amis grands et petits ont de vous. La Roine de Navarre mesmement, qui me dist, dès que nous estions à Gaillon, qu'elle vous vouloit escrire. Elle sera bien aise quand je luy compteray les grâces que nostre Seigneur vous départ. Il y a quinze ou sèze jours que je ne l'ay veue. Je suis venue en ceste ville pour solliciter mes affaires. Je n'y ay perdu le temps, Dieu merci; moyennant son ayde j'en attens bonne issue. Je la désire aultant pour me voir libre, afin de me donner du tout à vous, que pour aultre mienne commodité, vous assurant, Madame, qu'il me semble que je suis doublement vostre, et sens bien que ce qui estoit divisé en deux, se rassemble bien à bon escient en un. Or, louons Dieu de tout, et ne cherchons plus qu'en luy d'aise ou repos: il est seul sage et seul bon; abandonnons-nous à sa conduite; et quoy que nostre chair die, que l'esprit cree au contraire, qu'il fait tout bien, et que sa volonté soit faite. Je supplie à nostre bon Dieu nous en faire la grâce, et qu'avec le comble de toutes consolations, il vous donne, Madame, en santé, longue et heureuse vie, et à moy de plus en plus vos bonnes grâces, lesquelles je salue de mes très humbles recommandations.

A Paris, ce 30 d'octobre 1566.

Madame, M^{lle} de Boesse, chez qui je suis en ceste ville, m'a prié de présenter à vos bonnes grâces ses très humbles recommandations, avec offre de tout ce qui est en sa puissance pour vostre service. Il y a plus de cinq sepmaines que M^{lle} la vicomtesse m'e bailla un paquet de lettres qu'elle vous escrivoit: nos voyages et mon absence de la cour, où j'avoy mon coffre fort, sont cause que vous ne l'avez eu: imputez ceste faute à moi et non à elle, s'il vous plaist.

Vostre très humble et très obéissante à vous faire service,

GUILLEMETTE DE LOUVAIN.

LETTRE ÉCRITE, PAR ORDRE DE CHARLES IX, AUX CANTONS SUISSES PROTESTANTS

APRÈS LA SAINT-BARTHÉLEMY

COMMUNIQUÉE AUX CONSULS DE MONTAUBAN PAR THÉODORE DE BÈZE.

1572.

Les deux pièces, sans doute inédites, qu'on va lire, sont extraites d'un recueil manuscrit en 2 vol. in-4°, conservé à la bibliothèque de Montauban sous ce titre : *Documents pour servir à l'histoire de Montauban*. Ce recueil ne porte point de date et est anonyme, mais il a été rédigé dans les premières années du XVII^e siècle. L'auteur déclare lui-même avoir transcrit nos deux pièces sur les *Mémoires de Jean Guichard d'Escorbiac*, et il ajoute plus bas que ce notable huguenot lui avait fait connaître beaucoup d'autres faits curieux. Malheureusement on a perdu ses Mémoires qui eussent offert un grand intérêt historique, en raison du rôle important qu'il a joué et de ses relations avec le roi de Navarre (1). La famille d'Escorbiac ayant changé de religion, ses précieux papiers ont peut-être été détruits.

Nous devons la communication des deux lettres dont il s'agit ici à M. Gustave Garrisson, de Montauban (2). Elles ajouteront de nouvelles lumières à celles qui éclairent déjà l'*accident* de la nuit du 24 août 1572 et la hideuse duplicité de la politique du Louvre.

Les ambassadeurs de Charles IX aux cantons suisses protestants.

Magnifiques seigneurs,

M. de La Fontaine, ambassadeur pour le roi votre très bon et parfait ami, allié et confédéré, et moi, son trésorier en ce pays des Ligues, avons commandement de Sa Majesté de vous communiquer comme à ceux qu'il tient entre ses meilleurs et parfaits amis, un accident qui est ces jours passés advenu en la ville de Paris, sa personne et sa cour y étant; duquel elle sent d'autant plus de regret comme le fait a été exécuté en un temps qu'il y avait moins d'occasion de le craindre et penser.

C'est que Monsieur l'amiral étant sorti du château du Louvre, le

(1) Voir, dans la *France protestante*, l'article *Escorbiac* (t. IV, p. 547). Le Recueil des lettres missives de Henri IV, édité par M. Berger de Xivrey, renferme plus de cent lettres du Roi à son conseiller d'Escorbiac.

(2) On se rappelle que M. P. Garrisson a publié, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 février 1848, un travail distingué sur Du Plessis-Mornay et la politique du calvinisme.

22^e jour d'août dernier, lui fut tiré une arquebusade qui l'auroit atteint aux mains et aux bras, dont avertie Sa Majesté elle commande que diligente perquisition et punition fut faite du mal traiteur et auteur d'une telle méchanceté. A quoi étant promptement mis la main par ses officiers, et pour cet effet constitué prisonniers les habitans de la maison d'où est sortie ladite arquebusade, ceux qui auroient été cause du premier mal voulant prévenir cette vérification, se seroient, en y ajoutant crime, assemblés en grosse troupe, entre les 23 et 24 dudit mois, et ayant ému le public de la ville de Paris en une grande sédition, auraient assailli par grande fureur la maison où était logé ledit sieur Amiral, forcé les gardes que Sa Majesté y avait fait mettre pour sa sûreté, et tué lui et quelques autres gentilshommes qui se seroient trouvés avec lui; comme de semblable auroit été fait de quelques autres dans la ville, la chose étant montée en même instant en une telle rage et si prompte émotion que Sa Majesté y pensant pourvoir auroit eu assez à faire avec toutes ses gardes, de garder sa maison du Louvre dans laquelle étaient logés les Reines, sa mère et son épouse, Messieurs ses frères, le Roy de Navarre et autres princes, d'être forcée.

Vous pouvez penser, magnifiques seigneurs, la perplexité en quoi s'est trouvé ce jeune et magnanime Roi, lequel, par manière de dire, n'ayant moissonné qu'épines au lieu de sceptre depuis son avènement à la couronne, et pour les grands troubles qui ont tous les jours quasi été dans son royaume, estimait, avec le bon et prudent conseil de la reine sa mère et mesdits sieurs ses frères, avoir établi un ferme repos en son dit royaume et cour, d'un règne plus heureux tant pour lui que pour ses sujets à l'avenir, après avoir ôté, comme il lui sembloit, toutes causes de division et de défiance d'entre ses sujets par le moyen de ses édits de pacification et du mariage dudit roi de Navarre avec Mademoiselle, sœur de Sa Majesté, célébré cinq jours avant cet inconvenient, et celui de M. le prince de Condé avec Madame de Nevers; ayant davantage Sa Majesté, pour ne laisser rien en arrière de ce qui pouvoit servir à la pacification de toutes choses, même à la sûreté dudit feu sieur Amiral, fait, comme chacun sait, tout ce qui lui a été possible pour le réconcilier et pacifier avec ses principaux et plus dangereux ennemis. Aussi étant Dieu le vrai juge de la bonne et pure intention de Sa Majesté a voulu permettre que la rage de ce populaire étant passée quelques heures après, se sont tous retirés en

leurs maisons; n'ayant rien en Sa dite Majesté en plus grande recommandation que de pourvoir incontinent à ce qu'il ne soit aucune chose innovée à ses édits de pacification, et repos de ses sujets de l'une et l'autre religion, auquel effet a dépêché par devers les gouverneurs et officiers de ses provinces, pour qu'ils y usent de la diligence qui leur est commandée par lesdits édits, avec commandement si exprès de tenir les mains que chacun connaisse cet accident être advenu par (cause?) particulière, et non pour aucune chose altérée aux édits de pacification, comme Sa Majesté est bien délibérée de ne le permettre en aucune façon. Qu'est principalement, magnifiques seigneurs, ce qu'elle nous a commandé de vous assurer de sa part, et en après vous faire entendre les dangers éminents à elle et à ses voisins, non tant à cause de ladite sédition, car elle espère que Dieu lui fera la grâce qu'elle ne passera point plus avant, et que Sa dite Majesté conservera son royaume en bon repos qui a été depuis son dernier édit de pacification, mais pour regard des grandes levées et assemblées de gens de guerre qui se font en divers endroits, même ès Pays-Bas, où l'on ne sait encore de quel côté Dieu fera incliner la victoire, ni où le vainqueur voudra puis après employer ses forces. Au moyen de quoi, Sa dite Majesté vous prie, que continuant la bonne amitié et intelligence qui a été toujours entre la France et ses bons amis, alliés et confédérés les seigneurs des Ligues, vous veuillez de votre part avoir le bon égard sur elle et son royaume au cas que le besoin le requière, comme elle promet avoir sur vous et votre heureux Etat, l'occasion se présentant; employant cependant vos très grandes et singulières prudenances à la conservation de l'union et bon repos de la nation des Ligues, comme la seule cause, non-seulement de la rendre secourable à ses amis, et de sa réputation et grandeur, mais de la faire craindre et admirer par ses voisins quelque grands qu'ils soient. Vous promettant Sa Majesté en toutes vos occurrences, toute l'amitié, faveur et assistance que vous sauriez désirer du meilleur et plus parfait et entier ami que votre nation ait ni aura jamais.

Voici maintenant la lettre très curieuse de Théodore de Bèze qui accompagnait et commentait cet étrange document :

Théodore de Bèze aux consuls de Montauban.

Messieurs les consuls de Montauban,

Je vous envoie la copie ci-dessus, fidèlement et mot à mot transcrite, par laquelle vous pouvez voir indubitablement l'intention de Sa Majesté sur les massacres et désolations présentes, sur l'observation de son édit, et par conséquent combien extrême la violence des tyrans exécrationnels ayant extorqué à Sa dite Majesté les déclarations et lettres du tout répugnantes et contraires, n'étant aucunement licite de présumer, pas même de penser que Sa Majesté ait voulu se rendre coupable d'une si évidente contradiction et d'une si étrange (perfidie?) et non jamais, par ci-devant ouïe, commise sans aucun respect ni d'âge ni de sexe, contre tout droit divin et humain. Et pourtant, après Dieu et le salut de nos âmes, et la vie de nous et des nôtres persécutés, l'honneur de Sa Majesté nous est cher.

Gardez-vous d'être étonnés par aucunes menaces ni séduits par aucunes promesses, des tyrans tant cruels et si impudemment abusant Sa Majesté, qu'ils tiennent captive et à laquelle ils ont fait comme vous voyez un si grand et si extrême déshonneur; mais, demeurant fermes et invariables, tenez-vous à l'édit de la paix et à ce que Sa Majesté a premièrement déclaré, tant aux Liges qu'aux gouverneurs des provinces et des meilleures villes, vous gouvernant cependant le plus paisiblement que faire se pourra, afin que s'il y a plus grand trouble de repos public, la faute ne vienne de vous, usant toutefois de telle prudence que, quoi qu'il y ait, vous ne donniez aucun avantage aux tyrans par-dessus vous; attendu que, pour certain, leur résolution est toute prise de ne laisser vivre une seule personne dont ils aient soupçon tant soit peu, le bras ou la langue portant, même quand il renoncerait toute la religion et ouïroit dix mille messes; comme aussi leur principale intention est d'exterminer, avec la religion, tout ce qui peut nuire à leurs méchants et malheureux desseins; et suivant le conseil que Dieu et votre conscience vous donne, plutôt que moi. J'entends bien que, vu la puissance des tyrans, grands et difficiles combats vous sont apprêtés; mais souvenez-vous que Dieu est de notre côté, et qu'il ne nous sauroit, même quant aux hommes, advenir pis que de nous mettre à la merci de tels tigres et lions, faisant état de n'avoir foi ni aucune humanité; de sorte que nul ne s'y fiera

jamais qu'il n'eût du tout perdu le sens. Ne doutez aussi que Dieu ne venge bien et dans peu, peut-être aussi par eux-mêmes, tant de sang si traîtreusement et cruellement répandu, outre tant d'exécrables blasphèmes et impiétés que Dieu ne peut faillir de punir, suscitant quelque libérateur, tant de Sa Majesté que de ses loyaux sujets, et, de fait, outre la bonne espérance d'ailleurs, dont j'espère bientôt vous mander des nouvelles suivant ce que je vous ai promis, déjà une fois-ci, vous assure pour tout certain que les affaires de Flandre se portent si bien qu'il y en a de bien étonnés; et sur ce, il a fallu envoyer quêrir les compagnies du sieur Strozzi, en toute diligence, pour les opposer au prince d'Orange victorieux, descendant en Picardie; ce qui ne peut faillir de vous donner pour le moins quelque relâche par delà; en vous tenant fort au soin de vous écouter et prendre courage. Mandez-moi de vos nouvelles le plus souvent que vous pourrez et en attendez de même. A Dieu, soyez... Ce 3^e octobre 1572.

Nos prochains voisins prennent les matières à cœur, mais à grande peine passeront-ils leurs limites, s'ils ne sont forcés de plus près. J'ai envoyé vers ceux de plus loin, là où nous avons plusieurs bons solliciteurs, et même non sans espérance de quelque bonne réponse que je vous ferai soudain entendre, usant de la même manière d'écrire que dessus.

Cependant, pour l'amour de Dieu, qu'on se serre et qu'on ne se laisse aller ni aux menaces ni aux promesses, autrement ne doutez pas que vous ne soyez entièrement perdus, dont le Seigneur nous garde !

Je sais moi-même où il y a des gens de main et de conduite qui ne manqueront pas de nous servir, la réponse ouïe et la résolution prise. Cependant, servez-vous de ce que vous avez. Ce 3^e octobre 1572.

P.-S. — Depuis les présentes, nous avons eu certaines nouvelles du siège levé devant Mons, de la fuite du duc d'Albe et prise de son fils par le prince d'Orange. Louez-en le Seigneur Dieu des vengeances, et prenez courage en attendant d'autres nouvelles. Nous n'entendons rien de Guienne ni de La Rochelle.

TH. DE BÈZE.

Cette lettre fut reçue par les consuls de Montauban le 28 octobre 1572.

LETTRE INÉDITE DE CATHERINE DE NAVARRE

AUX MINISTRES DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE NÉRAC.

1598.

En publiant (t. II, p. 140) des *Lettres et poésies de Catherine de Navarre*, nous avons omis de mentionner que les deux premières de ces pièces avaient paru dans le *Semeur* (n° du 7 mars 1849); mais le texte que nous en avons donné présente quelques différences, qui sont à nos yeux des *rectifications*. Ainsi, la première lettre de Catherine était datée de cette sorte dans le *Semeur*: « De (*mot illisible*), le 26 janvier 1596, » tandis que M. J. Bonnet l'a établie ainsi qu'il suit: « De Fontambré, le 26^e jour de janvier 1598. » Le *Semeur* écrivait ainsi le 6^e et le 11^e vers des *Stances* (*Ibid.*, p. 145):

S'est laissé emporter *loin* par la vanité.....

Est bègue quand il entre en ces *sacrés* discours.....

M. Bonnet a lu: « emporter *après* la vanité..... » « quand il *faut entré* » « en ces discours..... »

Quant aux deux lettres de Théodore de Bèze à Catherine, et aux six lettres de cette Reine au Réformateur, elles étaient inédites, et l'on a pu apprécier tout l'intérêt de leur publication.

Voici une nouvelle lettre inédite de la sœur de Henri IV aux ministres de Nérac, qui nous est communiquée par M. A. Crottet:

*A Messieurs les ministres du saint Evangile de l'Eglise réformée
de notre ville de Nérac, à Nérac.*

Messieurs,

Après vous avoir assuré de ma santé, laquelle, Dieu merci, est très bonne, je vous prierai bien affectueusement de n'ajouter aucune foy aux bruiets qui courent par delà et qui ont esté portés jusques à vos oreilles que je suis aucunement disposée à quitter la profession de la religion. C'est un artifice de nos ennemis plus fondé sur leur invention que sur quelque véritable apparence qu'ils aient recogneu en mes déportemens que j'espère le faire cognoistre et dans la Lorraine mesme, puisque Dieu (1) et frère m'obligent par mariage de demeurer en ce pays-là où je me réjouis de profiter aux dites

(1) Illisible. Suppléé sans doute: Dieu et mon roi et frère...

Eglises et d'y faire prescher Jésus-Christ. Je sçai bien que ce mien dessein feut combattu de plusieurs empeschemens, mais croyez que je ne perdray courage, me promettant que celui qui m'a fait la grâce de le louer publiquement à Paris, me la continuera pour faire de mesme dans Nancy. Aidez-moy seulement de vos prières les joignant aux miennes afin que, sous la faveur de telles armes, je puisse surmonter toutes les difficultés et tentations qui se pourroyent présenter. Messieurs, je supplie le Créateur qu'il vous donne en santé heureuse et longue vie. De Fontainebleau (1), ce 21^e septembre 1598.

Vostre meilleure amye

CATHERINE.

Nous rappelons que Madame Catherine devint duchesse de Bar le 31 janvier 1599. L'Estoile rapporte, à la date du 10 mai 1597, que cette princesse, étant venue à Paris ledit jour, « fist prescher dès le lendemain, à huis ouverts, dans le Louvre, exprès pour effacer le bruit qui couroit qu'en faisant ce mariage avec le duc de Bar elle changeroit aussi de religion. »

Nous avons déjà parlé, à diverses reprises, de la constance de la sœur de Henri IV dans sa foi réformée. (V. t. II, p. 268, et ci-dessus, p. 149.) La lettre que nous venons de reproduire en est un nouveau témoignage (2).

LES ANCIENNES ACADÉMIES PROTESTANTES.

ACADÉMIE PROTESTANTE D'ORTHEZ.

1566-1620.

M. Lourde-Rocheblave nous a transmis le travail qu'il préparait sur l'académie béarnaise, et que nous avons dès l'abord annoncé à nos lecteurs (t. I, p. 49, 132, 302). Il en a différé l'envoi afin de le rendre aussi complet qu'il lui serait possible et il a pu profiter ainsi de diverses trouvailles

(1) Au sujet de cette date, nous nous demandons si ce ne serait pas également *Fontainebleau* qu'il faudrait lire, plutôt que *Fontambre*, au bas de la lettre du 26 janvier 1598, rappelée ci-dessus, d'après le t. II du *Bulletin* p. 142. Catherine qui avait une orthographe à elle n'aurait-elle pas écrit sans façon *Fontainblo*?

(2) C'est par erreur que, dans la note relative à l'ouvrage de M. Ernest Alby sur *Catherine de Navarre* (t. II, p. 140), on a indiqué la publication de ce livre comme ayant eu lieu en 1850. Elle date de 1838.

faites en ces derniers temps dans les archives de Pau. Sa notice développe *parte in quâ* la revue d'ensemble que nous devons à M. le professeur Nicolas (t. II, p. 48, 133), comme avait déjà fait le travail que nous avons inséré de M. Borrel sur l'Ecole de théologie de Nîmes (*Ibid.* p. 343 et ci-dessus p. 43). Ainsi se déroule heureusement, ainsi que nous en avons exprimé l'espoir, le tableau des établissements que nos pères avaient consacrés à leur instruction publique.

On connaît généralement l'existence des anciennes académies de Saumur, Sedan, Nîmes et Montauban. Il n'en est pas ainsi de celle d'Orthez, en Béarn, bien qu'elle ait eu ses jours de prospérité et même d'éclat. Cela tient sans doute à ce que cette Académie exerça son action dans des limites territoriales assez restreintes, et à ce qu'elle cessa d'exister au moment même où le Béarn fut définitivement réuni à la France.

Nous allons essayer d'en reconstruire l'histoire d'après quelques auteurs du pays très peu connus au dehors, des documents récemment découverts et des pièces originales inédites.

L'académie d'Orthez, appelée aussi *Université royale de Béarn*, et désignée souvent sous le nom plus modeste de *collège*, a été fondée par l'illustre Jeanne d'Albret, en l'année 1566. Elle ne fut, à vrai dire, que la transformation d'un collège établi à Lescar (1) par Henri d'Albret et sa femme Marguerite de Navarre. C'est ce que nous apprenons par les lignes suivantes empruntées à une *remonstrance* des jurats de cette ville : « Du temps du feu roy Henry et royne Margalide, ayeuls de Sa Majesté, à la sollicitation des Estats et inclination naturelle desdicts sieurs Roy et Royne, amateurs de religion, « vertu et piété, il fust adressé d'ériger ung collège en ce pays souverain pour rejeter l'ignorance du milieu de tout leur peuple. »

Jeanne voulut d'abord maintenir ce collège à Lescar, en se bornant à le pourvoir de maîtres instruits et évangéliques, afin qu'il servît à la propagation de la foi nouvelle. Mais les habitants de Lescar, trop attachés au catholicisme, refusaient d'envoyer leurs enfants au collège réformé. Ils exprimèrent même au comte de Grammont, lieutenant de la reine, par l'organe de leurs jurats, le désir que cette institution fût transférée dans une autre ville. Plus

(1) Petite ville située à 7 kil. O. de Pau ; elle était le siège de l'un des deux évêchés de Béarn.

sieurs d'entre eux ne tardèrent pas à désavouer cette démarche ; mais il était trop tard. La reine était décidée à établir l'académie nouvelle dans un centre plus favorable à la Réforme. Déjà, en 1564, par une lettre du 14 décembre adressée aux Jacobins d'Orthez, et dont les jurats de la ville et le ministre Solon furent porteurs, ces religieux reçurent l'ordre de vider la place et de livrer leur couvent pour être transformé en collège. Deux ans après, le bâtiment, convenablement approprié, fut ouvert à ses nouveaux hôtes. Cette pompeuse inscription, dans le goût de l'époque, se lisait au fronton du grand portail :

*De Illustrissimæ Reginae studio et in suos Bernenses
munificentia. XIII cal. ap. MDLXVI.*

Lethe jam stygius, malusque sacros
Cum ritus veterum obruisset, atque
Has Orcus nimis occupasset ædes,
Musarum ut trepidus chorus lateret,
En tandem Altitonans parit Minervam,
Orci quæ famulos, potens, fugavit
Et quæ somniferas reflexit undas.
Mox, victrix, revocat novem sorores,
Parnassum spoliât sacraque turba ;
Hic, post, Castalius negat liquorem,
Versus nam refluat jubet Pyrenes,
Quod Bernæ populum sitire nolit.
Sic Jana Orthesii novas Athenas
Princeps instituit, decusque avorum
Auget, sic patriam nitere curat,
Æternumque meret perita nomen (1).

(1) « Témoinage de l'affection et de la munificence de la très illustre Reine envers ses chers Béarnais.

« Tandis que le Léthé infernal et perfide avait fait tomber dans l'oubli les rites sacrés des anciens, et que le dieu des sombres bords avait trop longtemps occupé cette demeure, tellement que le chœur des Muses s'était caché plein d'effroi ; « voici qu'à la fin Jupiter enfante Minerve, qui, puissante, a mis en fuite les « familiers de l'enfer et a fait reculer les ondes assoupissantes. Victorieuse elle

L'ordonnance de la reine Jeanne qui instituait l'Académie d'Orthez est de 1566. Le but de la fondation est ainsi indiqué dans ce document : « Pource que nous désirons infiniment donner tous les « moyens que nous pourrons à ce que la jeunesse de notre dict pays « soit mieulx instruite qu'elle n'a été par le passé, afin qu'elle puisse « mieulx servir à l'advenir au public.... » On lit un peu plus loin : « Il « sera cherché par les Universités de Paris, Bourges, et aultres lieux « que faire se pourra, ung parsonnage qui puisse prudemment s'ac- « quitter de la charge de principal chief et œconome du collège de « notre dicte ville d'Orthés, auquel ladicte charge sera baillée en- « semble des régents.... pour enseigner aux enfants les lettres, bon- « nes mœurs et discipline, lesquels nous voulons être examinés par « les ministres de nostre dict pays de leur foy et doctrine. » Ce der- nier trait révèle la plus sérieuse préoccupation de la reine et le caractère essentiellement religieux qu'elle voulut imprimer à la nou- velle institution. Une autre ordonnance de Jeanne (du 26 septembre 1571) indique avec plus de précision les matières de l'enseignement : « Et à cet effect pourvoir ledict collège de plusieurs doctes per- « sonnages, comme principal, régents et autres professeurs des lan- « gues hébraïques, grecques et latines. » Il y avait encore à l'aca- démie des professeurs de théologie, de philosophie et de mathéma- tiques (1). Enfin, le personnel était complété par un maître de chant, chargé de populariser dans le pays les psaumes de Clément Marot.

L'académie, qui devait être entretenue d'abord « aux despends du « publicq », ne tarda pas à l'être au moyen des biens ecclésiastiques que Jeanne fit saisir, en 1568, pour punir le clergé d'avoir conspiré contre elle avec les Espagnols. Ces biens étaient administrés par un conseil appelé *sénat ecclésiastique* (2). Ils fournissaient le salaire des professeurs et « l'entretien de cent places d'escoliers, tant auditeurs

« rappelle bientôt les neuf sœurs et dépouille le Parnasse de la troupe sacrée. « Là, désormais, la fontaine de Castalie refuse le tribut de ses eaux, car la déesse « lui ordonne de les faire refluer vers les Pyrénées, parce qu'elle ne veut pas « que le peuple de Béarn en soit altéré : ainsi Jeanne, la première, fonde à « Orthez une nouvelle Athènes, et accroît l'honneur de ses aïeux ; ainsi elle prend « soin d'illustrer sa patrie et sait mériter un renom éternel. »

(1) En 1578, les jurats d'Orthez, dans une remontrance adressée au sénéchal de Béarn, constataient, dans leur idiome national, qui était encore usité comme langue officielle, que le collège d'Orthez possédait « personadges doctes tant en « las lengos hébraïques, grecques et latines, que aussi en las sciences de théo- « logie, philosophie, arismetique. »

(2) Les membres de ce conseil, au nombre de neuf dont deux ministres, étaient réélus chaque année par le Synode. *Discipl. ecclés. de Béarn*, tit. II, art. 8.

« que proposants » dont dix étaient nommés par la reine, trente par les colloques et soixante par le sénat sur la présentation de patrons laïques (1). Un trait curieux à relever, c'est que les professeurs et les étudiants de l'Académie vivaient des revenus des biens ecclésiastiques en compagnie des ministres, des pauvres, du lieutenant royal, des membres du Conseil souverain de Béarn et de la garnison de Navarrenx.

L'influence de l'Académie sur la principauté fut considérable, comme le confessent les auteurs catholiques eux-mêmes. Cette influence bienfaisante est attestée par la reine Jeanne (ordonnance du 26 novembre 1571) : « ... Lesquels, dit-elle, en parlant des professeurs, « Dieu par sa sainte grâce a tellement bénis que par leur labeur et « vigilance ledict collège a tellement creu et aucementé que la jeu-
« nesse en a retiré ung grand fruit. » Nous trouvons parmi les témoins entendus dans l'enquête de 1579, dont il sera bientôt question, un ancien élève de l'académie, *François du Mesnilh*, originaire de Nérac, qui était devenu procureur général du roi à Pau. Il paraît, d'ailleurs, que plusieurs hommes distingués et plusieurs ministres, formés dans l'institution d'Orthez, contribuèrent puissamment à développer la Réforme en Béarn et dans les contrées voisines.

Toutefois, les vicissitudes que l'on remarque dans l'histoire de l'Académie, ne lui permirent pas de porter tous les fruits qu'en attendait son illustre fondatrice. A peine était-elle ouverte depuis trois ans, que les discordes civiles et religieuses vinrent en suspendre les travaux. Le vicomte de Terride, qui avait mission de s'emparer du Béarn au nom de Charles IX et dans l'intérêt du catholicisme, tandis que Jeanne était à La Rochelle, se rendit maître d'Orthez et congédia le personnel de l'Académie avec aussi peu de façons que la reine en avait mis à renvoyer les Jacobins, auxquels le général français rendit leur ancien couvent. Mais cette restauration ne fut pas de longue durée. Dans la même année, le comte de Montgomery, à la tête des troupes protestantes, reprit le Béarn sur Terride. Orthez fut emporté d'assaut, et les religieux impitoyablement massacrés ou précipités,

(1) Nous empruntons ces détails à une note manuscrite, sur l'emploi des revenus ecclésiastiques, qui date des premières années du règne de Louis XIII et que nous avons entre les mains. Elle nous apprend que les frais d'entretien de ces cent écoliers s'élevaient à 11,000 livres. On y trouve cette autre indication : « Le principal, professeurs, régents, economes, médecin, apothicaire, chirurgien, imprimeur et autres officiers du collège, et pour des drogues pour les enfans malades du séminaire, — 6,350 livres. »

dit-on, dans le Gave, du haut d'une tour qui se dresse encore pittoresquement au centre du pont jeté sur ce torrent impétueux. Cette tuerie à jamais déplorable, et dont on ne rencontre que trop d'exemples dans l'histoire des guerres de religion, laissa libre le bâtiment des Jacobins; mais elle détermina une maladie contagieuse qui décida le conseil souverain à transporter le collège à Lescar (1). Orthez ne tarda pas à redemander son Académie; Lescar voulait la garder définitivement et faisait valoir ses anciens droits. Une ordonnance de la reine (26 novembre 1571) donna gain de cause à Orthez, que cette princesse affectionnait d'une manière spéciale, à cause de l'attachement des habitants pour la Réforme. Mais cette ordonnance n'eut point d'effet immédiat, Jeanne ayant quitté bientôt après le Béarn pour négocier le mariage de son fils avec Marguerite de Valois. Henri, qui demeura dans le pays comme lieutenant de sa mère, eut à s'occuper de la question. Un arrêté de ce prince (20 février 1572) en confie l'examen au plus prochain synode, parce que, est-il dit, « les ministres de la Parole de Dieu assemblés donneront plus certain « avis à la reyne sa mère ou audiet Seigneur de la plus grande commodité ou incommodité qui sera pour l'instruction des enfants et « du bien public, restablir ledict collège en l'une desdictes villes de « Lescar et d'Orthés. » Plus tard, par lettre patente du 13 août 1578, Henri, devenu roi de Navarre, nomme Armand de Gontaud, seigneur de Saint-Geniès, sénéchal de Béarn, en qualité de commissaire pour instruire d'une manière toute spéciale cette affaire que les événements politiques avaient fait négliger. Saint-Geniès ouvre une enquête « de la commodité et incommodité » successivement à Orthez et à Lescar, dans les premiers mois de l'année 1579 (2). Conformément

(1) « Estant l'exercice dudict collège commencé en ladicte ville d'Orthés, auroit continué jusqu'à l'an 1569, auquel, pour ces maladies pestilentiellles survenues en ladicte ville, procédées de l'occision d'ung grand nombre de personnes faite à cause des troubles, ledict collège aurait été transporté en ladicte ville de Lescar. » (Ordonn. du roi Henri IV, 6 mai 1579.)

(2) Toutes les pièces de cette procédure sont consignées dans un précieux manuscrit in-folio, qui fait partie des archives de l'hôtel de ville d'Orthez. Elles remplissent deux cents pages environ, et nous ont fourni une grande partie des détails contenus dans cette notice. On y trouve les noms de plusieurs professeurs de l'Académie : celui de M. de Mesmes, qui était principal lors de la prise d'Orthez; de son successeur, Jean Rivitus ou de La Rivière, docteur en médecine, natif d'Orléans; de Pierre Viret, le réformateur, dont les cendres reposent à Orthez, où il eut une sépulture presque royale, car il fut enseveli dans le caveau des princes de Béarn. Étaient en fonctions au moment de l'enquête et furent entendus comme témoins : M. Nicole des Gallars, seigneur de Saule, ministre de la Parole de Dieu et professeur en théologie, le même qui prit une part très

aux conclusions du rapport présenté par le sénéchal, le roi, par arrêt du 6 mai (1579), rétablit l'Académie à Orthez. Comme le corps des professeurs ne se hâtait pas d'obtempérer à cet arrêt, le roi leur en intima l'ordre absolu par une lettre patente du 11 août de la même année.

L'Académie, réinstallée à Orthez, atteignit à cette époque le plus haut degré de prospérité et d'éclat qui lui était réservé. Un édit de Henri, encore roi de Navarre, en septembre 1583, a pour objet de l'ériger en université et de l'élever au rang des autres institutions de cette nature établies en Europe. Dans ce but, Henri « poussé, comme « il le dit lui-même, par le désir de favoriser les belles-lettres et la « piété, » confirme les privilèges octroyés par sa mère à l'Académie et y ajoute le droit de conférer les grades de bachelier, licencié et docteur, pour toutes les Facultés de sciences, de droit, de médecine et surtout de théologie. Il accorde à l'Université une chancellerie et un sceau. Il institue un doyen pour présider les professeurs des diverses Facultés qui composaient l'Académie ; des greffiers, appariteurs et huissiers pour le service intérieur ; un imprimeur, pour publier le fruit des travaux littéraires des maîtres, sous l'approbation du recteur et du principal (1). Il fait plus encore : inspiré par une pensée libérale et élevée, il veut que son Université de Béarn devienne l'asile inviolable de la science et un vaste foyer de lumières. Les imprimeurs et les libraires étrangers qui voudront s'y établir y jouiront de tous les avantages et de tous les droits qu'ils peuvent attendre des meilleurs princes. Une bibliothèque royale est fondée dans les bâtiments de l'Académie ; elle doit être pourvue des ouvrages de tout genre, publiés

importante dans les réformes politiques et religieuses accomplies à Genève par Calvin ; M^r Robert Constantin Barry de Gimat, principal et professeur ; M^r Bernard, sieur de Melet, ministre de la Parole de Dieu et recteur ; M^r Claude de Lagrange, professeur en grec ; M^r Gratien de Saint-Goadains, prof. ès-lettres hébraïques ; M^r François de Montcaup, 1^{er} régent ; M^r Pierre Puyol, régent de la 4^e classe ; Pierre Sossi, du pays de Provence, régent de la 3^e classe ; M^r Garrault, « escrivain ; » M^r Pierre de Laage, natif de Périgord, « musicien ; » M^r Arnaud Sanceytz, régent de la 5^e classe.

(1) M. le pasteur J.-P. Gabriac, président du Consistoire d'Orthez, possède, selon toute apparence, le premier ouvrage sorti de la nouvelle imprimerie royale, car il porte le millésime de 1583, date de l'édit. C'est un Psautier en langue béarnaise, avec la musique, ayant pour titre : *Los Psalmes de David, metuts en rima bearnesa, per Arnaud de Salette, ministre. — A Ortes, per Louis Rabier, imprimur deu Rey*. Outre les Psaumes, ce volume contient la liturgie du culte public, deux catéchismes et une liturgie du culte domestique, qui atteste le zèle de nos pères pour la pratique de ce saint devoir. Ce dernier formulaire est intitulé : *L'exercice deu Pay de familia et de toutz sous domesticz*. Le livre tout entier est d'une très belle exécution typographique.

dans toutes les langues; aux frais du roi et sous la direction du principal, elle sera enrichie chaque année *très exactement* (districtè), et avec *magnificence*, de tous les ouvrages nouveaux qui paraîtront. Tout cela, est-il dit, « afin qu'il ne puisse manquer aucun lustre à notre Académie (1). »

Vers cette époque si florissante, l'Académie d'Orthez possédait un professeur de renom, *Lambert Daneau*, natif d'Orléans, élève du célèbre Anne Dubourg et d'abord professeur de théologie à Leyde (2). D'après un auteur béarnais catholique, qui se réclame ici de l'autorité de l'historien (de Thou), Daneau, soupçonné d'avoir trempé dans une conjuration contre la ville de Leyde, dont on voulait changer la forme de gouvernement, dut s'enfuir et trouva un asile dans le Béarn. Quoi qu'il en soit, il fut fait professeur de théologie à Orthez. C'est là qu'il composa son *Commentaire sur saint Matthieu*, en latin, et qu'il le présenta à l'assemblée des Etats de Béarn. Cette assemblée lui vota des remerciements, lui offrit la somme nécessaire pour faire imprimer son ouvrage, et le pria d'insister dans une préface sur l'indépendance politique du Béarn, et de traduire au plus tôt ce travail en langue vulgaire.

Cette circonstance, jointe au mérite et à la haute position de l'auteur, nous oblige à dire un mot du livre lui-même. C'est un petit volume in-18, écrit à la fin de 1587 et imprimé l'année suivante à Orthez, chez Louis Rabier, l'imprimeur du roi. Il est intitulé : *Quæstionum in evangelium D N. Nostri Jesu Christi secundum Matthæum liber unus. Lamberto Daneo autore*. Une épître dédicatoire fort éten due, adressée aux divers ordres du pays, ouvre le volume. Daneau y présente son Commentaire, tout à la fois comme un hommage aux

(1) Cet édit, très remarquable non-seulement au point de vue de l'Académie d'Orthez, mais encore en ce qu'il nous montre Henri IV sous un aspect peu connu peut être, est rédigé en latin et se trouve, en deux copies authentiques, au Trésor de Pau (Anciennes archives de Béarn,) dont l'honorable conservateur, M. l'archiviste Ferron, ne cesse de nous prêter pour nos recherches dans ce riche dépôt qu'il inventorie depuis plusieurs années avec un zèle remarquable, un concours aussi empressé qu'utile auquel nous éprouvons le besoin de rendre hommage.

(2) Il a écrit des Commentaires sur saint Mathieu et sur saint Marc, une Géographie physique et d'autres ouvrages. Nous avons appris de M. le professeur Nicolas, de Montauban, à l'obligeance duquel nous devons aussi quelques autres indications précieuses, qu'on trouve un catalogue étendu des écrits de ce savant théologien dans les *Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres*, etc., par Nicéron, t. XXVII. — Le Commentaire sur saint Matthieu a été retrouvé dans les combles d'un maison protestante d'Orthez. (Voir le *Bulletin*, t. I, p. 237.)

Etats et comme un spécimen de la doctrine enseignée à l'Académie. Puis il traite au long la question des origines et de l'indépendance de la souveraineté de Béarn. Suit le Commentaire en forme de questions. Il est écrit dans un style très correct, révèle une grande érudition et abonde en citations empruntées aux Pères, aux théologiens du moyen âge et aux auteurs contemporains des réformateurs. Parmi les questions traitées dans le livre, il en est qui accusent l'éducation encore par trop scolastique des écrivains de cette époque, tous issus du catholicisme (1). L'auteur se propose moins d'exposer l'enseignement évangélique d'une manière directe et complète que de concilier des passages en apparence opposés. Cette forme ne lui permettait guère de développer systématiquement ses doctrines. Toutefois il est évident qu'il était irréprochablement orthodoxe et même calviniste rigide. Au reste, Daneau ne pouvait professer d'autres doctrines dans ce temps et dans ce pays. Ceci me fournit l'occasion de faire remarquer qu'il ne put y avoir de développement théologique dans l'Académie d'Orthez : elle fut trop agitée par les troubles qui désolèrent le Béarn, et elle dura trop peu.

Daneau s'était acquis un grand crédit en Béarn. Lorsque le duc de Savoie menaçait Genève de ses armes, Théodore de Bèze écrivit au professeur d'Orthez pour réclamer le secours des Béarnais; Daneau réussit aisément à obtenir pour cette demande un accueil favorable (2).

On pouvait espérer que la question de résidence était résolue pour toujours et qu'à l'avenir l'Académie pourrait poursuivre en paix ses travaux. Mais Lescar ne cessa de renouveler ses prétentions, qui trouvèrent un écho dans les Etats de Béarn durant les sessions de 1583 et de 1584. Cette rivalité semble misérable si l'on ne s'arrête qu'à l'apparence; mais au fond elle était très grave. Orthez était le principal foyer du protestantisme, Lescar celui du catholicisme; l'une

(1) Exemple : *Quæst. VII. Cur Maria filium, id est marem, non autem filiam, id est feminam, Christum parit?*

(2) On a vu une preuve remarquable de la considération dont ce professeur jouissait dans l'accueil fait à son livre par les Etats; nous en avons découvert une preuve nouvelle dans la lettre suivante du roi Henri, écrite de Bergerac, le 15 mai 1585, et dont l'original est aux archives de Béarn : « Monsieur de Ceme-
« tière, j'ai ordonné de faire un présent au S^r Daneau, docteur et professeur en
« théologie en mon Université d'Hortetz, d'une aiguière d'argent pour servir à
« table, en laquelle vous mandons d'employer jusqu'à la somme de vingt escus,
« la faisant dorer par les bords, et que ce soit le plus promptement que faire se
« pourra. »

était la Genève, l'autre la Rome du Béarn. La rivalité des deux villes cachait donc la rivalité des deux cultes. Les réformés voulaient l'Académie à Orthez pour qu'elle restât plus sûrement protestante ; les catholiques la voulaient à Lescar, dans l'espoir de s'en emparer, ou tout au moins d'en paralyser l'influence. Telle fut la cause principale de la seconde translation à Lescar, en 1591, de l'aveu des écrivains catholiques. Soit ignorance de la véritable pensée des Etats, soit considérations politiques, Catherine de Navarre, chargée du gouvernement du Béarn pour son frère, alors occupé à conquérir son royaume de France, se prononça en faveur de Lescar et ordonna la translation du collège dans cette ville. Il paraît que cette mesure porta une fâcheuse atteinte à la prospérité de l'Académie. Quelques professeurs persistèrent à demeurer à Orthez ; d'autres, étrangers au pays, cédèrent au découragement et donnèrent leur démission.

L'abjuration de Henri IV (1593), qui fut le signal de la décadence du protestantisme en Béarn, frappa du même coup l'Académie. Toutefois, en 1599, cette institution paraît être encore dans un état assez florissant. Une délibération du corps des professeurs, prise cette même année (et dont l'original est au Trésor de Pau), est signée par seize maîtres parmi lesquels on trouve, outre les régents des diverses classes, depuis la huitième jusqu'à la seconde, un recteur, un principal, des professeurs de grec, d'hébreu, de philosophie, d'éloquence et de théologie. Mais déjà la bonne fortune des premières années n'est plus. La délibération, à laquelle nous faisons allusion, a justement pour but de supplier le roi « d'embrasser et chérir cette Université qui est sa « créature, lui confirmer et augmenter ses privilèges, l'entretenir en « tous ses membres, pourvoir ou mander qu'il soit pourvu aux « *charges vacantes* ou qui n'ont encore été pourvues, et augmenter « les gages à ceux qui enseignent en l'Université *qui sont extrêmement petits*, ayant égard à la cherté des vivres, livres et habillements, aux incommodités et pertes qu'on a reçues par les remuements précédents, et à ce que ceux qui enseignent en ladite Université « *n'ont aucun émolument d'ailleurs que de leurs simples gages.* » L'Académie juge même la situation assez grave pour confier spécialement le soin de ses intérêts à quatre de ses membres : « maître *Jean Daliel*, recteur et « professeur royal en lettres grecques, *Gratian de Centgoadens*, aussy professeur royal en lettres hébraïques,

« *Alexandre Blair*, principal, et *Bertran de Lasserre*, professeur ez « arts libéraux (1). »

La situation allait toujours en empirant. En 1603, les réformés du pays adressèrent au roi un cahier de doléances qui nous révèle les atteintes déjà portées à l'institution. Par un règlement antérieur, on avait supprimé une partie des professeurs. Le salaire de ceux qui étaient maintenus et les pensions des étudiants, avaient été considérablement réduits. Aussi les élèves manquaient-ils des ressources nécessaires à l'achèvement de leurs études théologiques et même à la satisfaction des premiers besoins. Les protestants demandaient que les choses fussent remises en l'état primitif. Le roi voulut que le nombre des étudiants pensionnés demeurât fixé à trente; — il était de cent autrefois. Il ordonna, et cette mesure était juste en soi, que ceux qui désireraient être entretenus aux frais de l'église, fournissent caution et s'obligeassent à rendre le prix de leur pension si, après avoir atteint l'âge exigé, ils ne voulaient pas exercer le saint ministère, faute de quoi il serait procédé dans le mois à une nouvelle nomination. Le libraire fut définitivement supprimé, malgré les sollicitations des protestants qui l'employaient, selon un ecclésiastique du parti contraire, à « semer leur doctrine par la propagation de livres qui » n'étaient pour la plupart qu'*un tissu d'injures et d'invectives grossières* contre la religion catholique. » On sait ce que cela veut dire dans la bouche d'un prêtre aveuglé par le fanatisme.

Par un singulier revirement, tout en faveur du protestantisme, et qu'il faut expliquer peut-être par cette tolérance sincère qui caractérise les dernières années du règne d'Henri IV, l'Académie fut de nouveau transférée à Orthez en 1609, mais cette fois pour toujours, d'autant qu'elle ne devait plus subsister de longues années. Ainsi, dans l'espace de quarante-trois ans, elle avait subi quatre translations d'Orthez à Lescar et de Lescar à Orthez.

Elle existait encore en 1620. Nous n'avons rien trouvé qui concernât son histoire pendant ces onze dernières années, si ce c'est qu'en 1618, elle se joignit à l'opposition énergique des divers Ordres du pays contre l'édit qui annulait la saisie des biens ecclésiastiques. On doit supposer que l'Académie poursuivait sa tâche avec un éclat sans cesse

(1) On distingue en outre, parmi les signataires de la délibération : *De Casenave*, professeur en théologie; *Jeamin*, professeur en éloquence; *Gilbert Burnata*, professeur en philosophie.

décroissant. Une note trouvée parmi les papiers du prince d'Orange et qui contient la liste des soixante-quinze pasteurs de Béarn, en 1620, indique dans ce nombre, comme étant aussi professeurs à l'Académie, Charles, Duprat et Majendie (1).

Le premier, Paul Charles, de Mauvesin, qui professait la théologie, acquit une certaine célébrité dans le pays. Il fit provoquer à une conférence publique le P. Daniel, provincial de l'ordre des Capucins en Guienne, qui prêchait à Pau en 1620. La conférence eut lieu dans la grande salle du château de cette ville. Comme il arrive presque toujours en pareil cas, les deux partis s'attribuèrent la victoire. Le professeur Charles et le P. Daniel publièrent chacun une relation de la dispute; et ces écrits contradictoires ne servirent guère qu'à entretenir l'animosité qui existait déjà entre les partisans des deux cultes. Ce même Charles joua un rôle important dans les affaires politico-religieuses du temps. Il fut chargé par le duc de la Force, gouverneur de Béarn, d'une mission auprès du duc d'Epéron qui s'avancait à la tête de l'armée royale. Vers la même époque, nous le retrouvons à Montauban avec quelques capitaines béarnais : il contribua par ses énergiques exhortations à soutenir les habitants assiégés alors par Louis XIII en personne. Depuis, il occupa jusqu'à sa mort une chaire de professeur dans l'Académie de cette ville. (2)

L'année 1620 fut désastreuse pour la réforme béarnaise. Le roi fondit à l'improviste sur la principauté avec une armée considérable. Il venait soumettre le Béarn à l'édit qui réunissait ce pays à la couronne de France, et y rétablir la religion catholique. L'Académie ne pouvait manquer d'être enveloppée dans la ruine des églises : elle avait joué un rôle trop important dans l'histoire religieuse du Béarn et prêté un trop précieux appui à la cause réformée.

Cette suppression causa de bien vifs regrets aux protestants. Ils n'en prirent pas aisément leur parti, car ils comprenaient de quelle importance était pour l'avenir des églises une institution où la jeunesse recevait un enseignement conforme aux principes évangéliques. Encore en 1644, le synode de la province supplia le roi d'ordonner le

(1) Vers cette même époque l'Académie comptait aussi parmi son personnel le professeur *Saint-Léger*, duquel descend par les femmes l'honorable famille *La-bouchère*.

(2) Il laissa inachevé un écrit intitulé : *Explicatio catecheseos ecclesiarum in Gallia reformatarum*. Cet ouvrage, terminé et publié par le professeur *Garrisoles*, se trouve à la bibliothèque de la Faculté de Montauban.

rétablissement des fonds destinés autrefois au collège, et de permettre, en attendant, aux églises d'entretenir cette institution à leurs propres frais. Mais leurs adversaires comprenaient aussi combien il importait de s'emparer, au profit du catholicisme, de l'éducation de la génération nouvelle. Pour toute réponse, intervint un arrêt dérisoire du Conseil d'Etat déclarant que les réformés seraient libres, comme par le passé, d'envoyer leurs enfants au collège des Jésuites fondé à Pau lors de la suppression de l'Académie d'Orthez. Cette Académie demeura irrévocablement supprimée après cinquante-quatre années d'existence; et les Jacobins purent paisiblement jouir de leur ancien monastère jusqu'à la grande révolution qui les supprima eux-mêmes sans retour.

Les détails qui précèdent sont une preuve nouvelle de cette vérité, confirmée d'ailleurs par tant d'autres exemples, que la réforme est l'alliée naturelle des lumières; et ils mettent en relief le double trait qui la caractérise : foi et science. Nous avons lieu d'en être fiers. Mais cette antique gloire nous oblige. Nous serions les indignes fils de nos pères si nous n'aimions pas comme eux la science, et surtout si nous n'héritons pas de leur piété.

J. LOURDE-ROCHEBLAVE,
pasteur à Orthez.

UNE DÉPÊCHE DE LA COUR DE LOUIS XIV

CONCERNANT LES GALÉRIENS PROTESTANTS.

1688.

Le secrétaire d'Etat de la marine faisant fonctions de catéchiste et les corvées de mer appliquées à la conversion des huguenots.

Nous avons déjà publié et nous publierons encore bien des dépêches de cour relatives à la révocation de l'Edit de Nantes. En voici une que nous avons reçue de M. Crottet, qui l'a copiée aux Archives de la Marine, à Rochefort. Elle mérite entre toutes d'être signalée. Le système s'y étale au grand complet en quatre lignes.

Paris, 18 avril 1688.

Comme rien ne peut tant contribuer à rendre traictables les forçats qui sont encore huguenots et n'ont pas voulu se faire instruire, que la fatigue qu'ils auroient pendant une campagne, ne manquez pas de les mettre sur les galères qui iront à Alger.

Je suis, etc.

SEIGNELAY.

QUELQUES GALÉRIENS PROTESTANTS.

1696.

Notes inédites.

Voici quelques notes inédites, dont nous devons la communication à M. A. Crottet, qui les a extraites d'un manuscrit découvert par lui à Yverdon.

Liste générale des confesseurs de la vérité qui sont sur les galères de France, ou qui, ayant été tirés des galères, ont été renfermés dans les citadelles de Marseille par la malice des persécuteurs, avec quelques circonstances de leur prise et condamnation. Recueilli par Henry Bertrand, médecin.

1696.

CONFESSEURS OU MARTYRS QUI SONT MORTS DANS LA QUALITÉ DE FORÇATS,
SOIT AUX GALÈRES OU AUX CITADELLES DE MARSEILLE.

M. *Louis de Marolles*, natif de St.-Menechon, en Champagne, receveur des tailles de ce lieu. Il fut arrêté sortant du royaume pour la Religion, et conduit à Paris où le parlement le condamna aux galères perpétuelles pour ce sujet, parce qu'il ne voulut pas abjurer sa religion. Il prit le collier de fer en août 1686, pour venir aux chaînes et rames des galères. Il avait lors 63 ans. Après avoir demeuré quelque temps sur la *Fièvre* où on luy avait deffendu la plume et commandé à ses gardes de veiller soigneusement sur luy, au mois de février 1687 on l'en sortit pour le mettre en un cachot au fort St.-Nicolas de Marseille. Enfin le 17 juin 1692 il entra en le séjour du Seigneur.

M. *René Barraud, Sr de la Cantinière*, natif de Talmond, en bas Poitou, sortant du royaume pour sa conscience, fut arrêté en l'isle de Rhé et livré au gouverneur de l'isle, qui l'envoya, avec d'autres, lié de cordes, au fort de St.-Martin, le 26 de mars 1686. Il fut conduit à Poitiers par ordre du Roy, et le 25 avril on le condamna aux galères perpétuelles. Après cela, on le transféra à Tours, où il demeura encore huit mois, et puis prit la chaîne pour venir aux galères et y arriva vers la fin de cette année. Il éprouva dans ces lieux-là ce qu'il y a de plus cuisant et de plus accablant : le bâton, les doubles chaînes et la vogue, et a supporté ses maux avec une patience et une douceur qui a frappé d'étonnement ses ennemis, et qui sert d'exem-

plaire à ceux qui sont appelés à suivre le chemin étroit qu'il a tenu. Sa maladie fut pressante et le troubla. Ces vives élévations qu'il fit à Dieu, son protecteur et son sauveur, faisaient bien voir que l'esprit de vie qui doit ressusciter nos obsèques était en luy pour vivifier son âme pendant qu'il laissait abattre le corps par sa maladie. Enfin, le 13 juin 1693, son esprit fut mis en la liberté des enfants de Dieu.

M. de *Falguerolle*, écuyer, natif de la paroisse de Manoublet, en Languedoc, se trouva dans le dit lieu, l'an 1692, dans une pieuse assemblée, ce qui donna lieu à M^r le comte de Broglie de donner jugement militaire contre ceux qui furent soupçonnés d'avoir été aux assemblées, portant condamnation aux galères perpétuelles, desquels fut M. de *Falguerolle* par jugement du 13 mars 1692, et d'abord conduit à Marseille, Mademoiselle sa femme enlevée et mise dans un couvent, trois petits enfants réduits à l'abandon, sa maison rasée et ses biens confisqués, et tout cela pour l'invocation du saint nom de Dieu. Etant cet illustre confesseur en galère, s'il avait voulu en sortir par l'abjuration, sa liberté luy aurait été d'abord accordée, comme elle luy était offerte par M. de Pontchartrain, à la sollicitation de M. Daller, bibliothécaire de Monseigneur le Dauphin; mais son amour pour son Sauveur était trop fort pour s'en déprendre pour les intérêts si courts de cette vie. Après plus de deux ans de captivité, il tomba malade et demeura longtemps languissant à l'hôpital. Sa fin répondit à la piété qu'on avait vu en luy dans sa vie; sa foy, sa résignation et sa constance parurent plus que jamais à l'heure de sa mort, qui fut le 20 septembre 1695. Son corps fut inhumé avec les Tures.

GALÉRIENS A BREST.

M. *Joseph Bois de la Tour*, de la comté de Neuchâtel, en Suisse, fut pris, entrant en France pour son négoce, ayant sur luy une lettre pastorale, laquelle on dit estre séditieuse; mais il est vrai que pour n'avoir pas voulu changer de religion on le condamna aux galères.

Jean Barafort, natif de La Salle, en Cévennes, fut pris en sa maison environ le commencement de mars 1692, pour avoir retiré M. Vivens, ministre, et mené prisonnier à Montpellier, où l'intendant le condamna aux galères, où il a vécu repentant de sa faute d'abjuration. Après trois ans ou environ de galères, il fut amené malade à l'hôpital, et, quelques temps après, le 25 de décembre, jour de Noël, il

mourut au Seigneur et fut enseveli, pour sa persévérance en la foy, avec les esclaves qui meurent dans l'Alcoran.

SUR LA CONQUÉRANTE.

Louis Cochet, âgé de 43 ans, de Meaux en Brie, fut arrêté avec son frère le jour de Pentecôte de l'année 1685, pour s'estre trouvé dans des assemblées qui s'estoient formées pour aller ouïr la Parole de Dieu, et pour ce juste devoir a été condamné par l'intendant de la province, vers la fin de juillet dudit an, aux galères perpétuelles. Il y fut conduit le 25 juillet suivant, où il souffre pour la confession de Jésus.

LA SAGESSE ET LA JUSTICE DE LOUIS XIV

CÉLÉBRÉES PAR UN CONTEMPORAIN.

« *Diligite justitiam, qui judicatis terram.* »

« Vous qui jugez la terre, chérissiez la justice. »

ECCLÉSIASTE, I, 1.

1696.

C'est dans le grand siècle, c'est en 1696 que le journal *l'Univers* aurait dû vivre. Alors du moins il n'eût pas été le seul à proclamer « la sagesse et la justice » de la révocation de l'Edit de Nantes (V. ci-dessus, p. 223); il eût pu avec honneur et profit féliciter Louis XIV de ce qu'il « comprenait les obligations que la religion impose à la royauté (*sic*). »

C'était le temps des saines doctrines ! Mais « l'esprit moderne »

En des jours ténébreux a changé ces beaux jours !

Et *l'Univers* aujourd'hui s'aperçoit, hélas ! qu'il n'est pas généralement compris ni applaudi, lorsqu'il s'évertue à rappeler que « c'est le devoir du « souverain de songer au salut de ses peuples et d'employer sa puissance « à tarir les sources d'erreurs signalées par l'Eglise (*sic*). »

Nous avons fait rencontre d'un bouquin « achevé d'imprimer le 4^{er} octobre 1696, » avec approbation et privilège, et qui, par des traits frappants de ressemblance, provoque la réflexion qui précède. C'est tout bonnement le *Livre de la sagesse* (l'Ecclésiaste) traduit ou plutôt paraphrasé en vers français. En tête est une « Epître dédicatoire, contenant le parallèle « et éloge *historique* de la vie du Roy, » pieux dithyrambe où l'auteur se donne carrière sur ce même thème de la *sagesse* et de la *justice* de

Louis XIV, exterminant le calvinisme et rétablissant l'unité de l'Eglise. Après avoir tracé un portrait de Salomon dans toute la perfection de sa vertu et de sa gloire, le panégyriste lui donne pour pendant.... le portrait de Sa Majesté très chrétienne :

.... Salomon fut des rois le plus parfait modèle....
 Le succès qu'il avoit prévenoit ses souhaits,
 Et rendoit sous sa main ses peuples satisfaits.
 Rien ne lui résistoit, tout cédoit à ses charmes,
 On n'osoit se commettre à l'effort de ses armes,
 Et la sagesse enfin fit admirer en lui,
 Grand Roi, tout ce qu'en Toi nous voyons aujourd'hui,
 Car joignant le mérite aux droits de la prudence ;
 La conduite du ciel qui t'avoit réservé
 Pour monter en naissant sur un thrône élevé,
 Mit dès lors en ton sein celui de la sagesse.
 Par elle entreprenant tes glorieux exploits,
 Ton courage a suivi sa lumière et ses lois.
 Quoique toujours vainqueur et partout redoutable
 Tu n'as rien entrepris qui ne fût équitable....
 T'abstenant du triomphe où tout étoit soumis,
 Ta douceur a charmé jusqu'à tes ennemis....
 De tes voisins jaloux tu domptes la fureur....
 Content de t'opposer à leur témérité,
 Ton bras s'est retenu dans la prospérité,
 Et renvoyant chez eux la crainte et les alarmes,
 Tu les as fait trembler au seul bruit de tes armes.
 Toute l'ambition qui flatte tes souhaits,
 Grand Roi, c'est de réduire à demander la paix.

Cette paix, par tes soins et par ton entremise,
 Nous charmoit et déjà tu nous l'avois acquise,
 Ton peuple, de la guerre oubliant les horreurs,
 Espéroit en goûter de plus longues douceurs.
 Aussi selon tes vœux, son innocent envie,
 D'un repos plus durable auroit été suivie.
Si de tous tes Etats le calvinisme exclus,
 N'eût dans son désespoir indigné tes vertus,
 Si ton zèle achevant ta fidèle entreprise,
Dans sa pure unité n'eût rétabli l'Eglise,
 Tout seroit à présent paisible sous ta loi,
 Et rien n'auroit osé s'élever contre toi.

Le dépit de l'erreur qui s'obstine à sa perte,
 N'ayant pu t'attaquer par une approche ouverte,
 Et croyant qu'il falloit périr ou se venger,
 A cherché dans sa fuite un azile étranger.
 Là, joignant ses conseils à l'intrigue infernale,
 Il a de son parti suscité la cabale;
 Il a donné l'essor à sa timidité,
 Et fondé son espoir sur l'infidélité;
 Il a trouvé moyen d'infecter l'Angleterre
 Des plus sanglants malheurs que peut causer la guerre,
 D'y semer la révolte, et renversant la loi,
 D'y chasser de son trône un légitime roi.
 Par son énormité, ce perfide artifice,
 Du ciel et de la terre outrageant la *justice*,
 A s'armer derechef a provoqué ton bras,
 Et t'engage à rentrer dans de nouveaux combats.

.
 Le ciel par ta valeur exerçant sa justice,
 Et par un beau dessein couronnant tes exploits,
 Te met bien au-dessus de tous les autres rois :
 Car ton âme, écoutant la voix de la *sagesse*,
 De cette dignité relève la noblesse,
 Et *Rome a lieu d'attendre après ce que tu fais*,
Dans un culte uniforme une solide paix....
 C'est pour ce noble effort que dans son évidence
 La *sagesse* à ton cœur ouvre la confiance;
 Elle emplit ton esprit d'illustres sentimens,
 Elle le fait briller de tous ses ornemens,
 Et de son juste choix accomplissant l'ouvrage,
 Elle imprime sur Toi sa plus fidèle image.

Par la stérilité ton royaume affligé,
 Te doit tout le secours dont il est soulagé....
 Tu veux, par ta *sagesse* et par ta vigilance,
 Aux pays dépourvus procurer l'abondance....

En voilà certes bien assez pour montrer que Louis XIV a eu, de son vivant, la douce satisfaction de voir prôner en vers sa *sagesse* et sa *justice*, avec autant de talent au moins et de bonne foi que l'on en met aujourd'hui à l'exalter en prose. Et quel moment choisissait notre thuriféraire pour casser ainsi l'auguste nez du grand roi à coups d'encensoir ? Celui-là même où le *sage* monarque ne savait plus comment se tirer des embarras et des

complications où il s'était jeté; où les honteuses et accablantes suites de la persécution des huguenots éclataient à tous les yeux; où la misère du royaume était portée au comble, et où le double fléau de la guerre intérieure et extérieure allait porter les fruits que chacun sait, dans les Cévennes, à Riswick, à Hochstedt, à Ramillies, à Malplaquet!

Encore notre panégyriste s'excuse-t-il humblement de louer d'une manière, hélas! trop insuffisante tant de vertus et de hauts faits; il termine de cette sorte :

Si le succès, grand Roi, conforme à mon vouloir,
Me peut faire autrement acquitter ce devoir,
Ma plume, entreprenant ton éclatante histoire,
Publira les honneurs qu'on doit à ta mémoire;
Et, si tu le permets, peut-être qu'en mes vers
Le récit de ton nom charmera l'UNIVERS!....

Pauvre rimeur! il y a en effet un *Univers* que ta poésie est propre à charmer : c'est celui qui célèbre dignement aujourd'hui la *sagesse* et la *justice* du grand auteur de la révocation de l'Edit de Nantes, du Salomon du XVII^e siècle! [Mais, hélas! ce n'est que l'UNIVERS-journal, naguère « religieux, » et soi-disant organe de « l'union catholique. » Est-ce là, pauvre rimeur, la gloire que tu te promettais et dont tu flattais ton héros? Que tes mânes soient satisfaits!

LE DUC ET LA DUCHESSE DE CAUMONT LA FORCE

INCARCÉRÉS POUR CAUSE DE RELIGION.

1699.

« Messe. ou Bastille! »
(Parole de Charles IX à Condé, en 1572.)

Nous touchons à la dernière phase de la vie et des souffrances du duc de La Force. Gardé à vue entre le père Bordes et l'exempt Dupoy, qui avait charge de *pénétrer ses pensées* et *d'en donner avis* (lettres des 2, 16, 23 décembre 1698), — dépouillé de tous ceux de ses serviteurs dont les soins pouvaient lui agréer (ordre du 16 novembre précédent), on va lui enlever encore sa dernière consolation, la compagnie de la duchesse sa femme, qu'on accuse de le *pervertir*, et de paralyser les efforts du père oratorien (lettres des 2 décembre 1698 et 13 janvier 1699). On va le voir entièrement livré à la merci de ce prêtre et de l'exempt de police, son acolyte, qui devra « faire commandement à la duchesse de La Force de se retirer dans sa chambre, non-seulement des heures, mais des journées entières, suivant que « le père Bordes le trouvera à propos, » sous peine d'être conduite aux prisons du Pont de l'Arche.....

Enfin la mort viendra délivrer cette noble victime du bigotisme du grand siècle. Le *Mercuré historique et politique* du mois de mai 1699 annonçait cette délivrance en ces termes :

« Le duc de La Force mourut le 19 avril, jour de Pâques, en son château de La Boulaye, en Normandie, âgé de 70 ans. Sa femme fut enlevée le lendemain au matin et mise dans un couvent à Evreux. Elle avait été enfermée dans un des appartements du château pendant les huit jours qui précédèrent la mort de son mari, et elle ne put même pas obtenir de le voir expirer. Bientôt après elle fut confiée au duc de Caumont, son fils, dans l'hôtel duquel elle résidait à Paris; mais le roi lui fit dire qu'elle eût à choisir entre se faire catholique ou sortir du royaume; elle choisit le dernier. Elle passa en Angleterre où elle fut très bien accueillie, et où l'ambassadeur de France lui-même vint la saluer. »

Voici ce qu'on lit, au sujet de ce même événement, dans les *Mémoires du duc de Saint-Simon* (livre 66) :

« Le duc de La Force, qui mourut dans ce même temps... était un très bon et honnête homme, et rien de plus, qui, à force d'exils, de prisons, d'enlèvements de ses enfants, et de tous les tourments dont on s'était pu aviser, s'était fait catholique. Le roi eut soin de le bien faire assister, pour qu'il mourût tel. Sa femme, enfin, avait eu permission de se retirer en Angleterre, et d'y jouir de son bien. Elle y fut en estime et en considération, et y eut le rang de duchesse. »

Nous reviendrons sur cette question de savoir si l'on peut dire que le malheureux duc « s'était fait catholique. » Rappelons seulement ici le point de départ de tout cet abominable épisode : le voici d'après les *Mémoires de l'abbé de Choisy* (livre IV) :

« Le roi ne se contentait pas d'envoyer des prédicateurs dans toutes les provinces, il prêchait en quelque façon lui-même, et par un zèle digne d'un roi très chrétien, il fit venir dans son cabinet le duc de La Force, huguenot des plus opiniâtres, et le pressa avec tendresse d'ouvrir les yeux à la vérité : ce qui fut pourtant inutile. »

Suite des extraits inédits (1).

Au S^r Dupoy.

7^e janvier 1699.

Le Roy, en vous envoyant près de M^r le Duc de La Force, a eu intention, ainsi que je vous l'ay amplement expliqué, que vous soyez toujours près de luy, que vous empeschiez que M^{me} la Duchesse de La Force ne lui parle de religion, et qu'elle ne le contraigne en aucune manière

(1) Voir ci-dessus, pp. 64 et 161, et au t. II, pp. 64, 461, 560.

sur cela, S. M. la laissant près de luy uniquement pour avoir soin de sa santé, S. M. veut, à plus forte raison, que le père Bordes ayant une entière liberté de luy parler toutes les fois qu'il voudra, soit en présence de M^{me} de La Force, soit en particulier, en la manière que ce père le trouvera le plus à propos; expliquez bien toutes choses à M^{me} la Duchesse de La Force, afin qu'elle ne le trouve pas mauvais et qu'elle n'y apporte aucun obstacle, ce qu'elle ne pourroit faire sans s'attirer quelque chose de désagréable. Je vous envoie une lettre en réponse à votre dernière, afin que vous la puissiez faire voir à M^{me} la Duchesse de La Force; à l'égard du cas de mort dont vous parlez, le Roy veut que si M^r le Duc de La Force venoit à mourir, vous arrestiez sur l'heure M^{me} la Duchesse de La Force et que vous la gardiez à la Boulaye jusqu'à ce que, sur la nouvelle que vous m'en ferez sçavoir, je vous aye envoyé des nouveaux ordres. J'ay esté bien aise d'apprendre que l'indisposition de M^r le Duc de La Force n'ayt pas eu de suite; je vous prie de l'assurer de la part que je prends en ce qui le regarde; à l'égard du marquis de Castelnau, il sera mis à l'Académie, et au premier jour il aura ordre de se rendre à Paris.

Au Père Bordes.

7^e janvier 1699.

J'ay rendu compte au Roy de ce que vous m'avez escrit concernant les bonnes dispositions de M^r le Duc de La Force; mais S. M. a esté étonnée d'entendre qu'il ne peut aller à la messe à cause de ses infirmités, pendant qu'elle apprend qu'il a assez de force pour aller à son écurie voir ses chevaux. La déclaration du 13 du mois passé doit avoir esté publiée au parlement de Roüen, je vous en envoie un exemplaire, vous y verrez que le Roy ne se relâche en rien sur l'exécution des premiers édits, et mesme que l'art. 5, qui regarde le service divin, oblige les chefs de famille d'y assister (1).

A. M. le Duc de Caumont.

13^e janvier.

Il est tems de faire venir M^r de Castelnau à Paris; le Roy m'ordonne de vous avertir de donner ordre pour son retour; j'esperis au

(1) La Déclaration du 13 décembre 1699, dont il est ici question, est celle « en faveur de ceux qui, étant sortis du royaume pour fait de religion, y reviendront pour y professer et exercer la religion catholique, apostolique et romaine.

Sr du Poy de me renvoyer l'ordre qu'il avait eu de le faire conduire à la Bastille. Je suis, etc.

Au Sr Dupoy.

13^e janvier 1699.

Le Roy, qui apprend que le père Bordes n'a pas une entière liberté de parler et de converser avec Mr le Duc de La Force, mesme que M^{me} la Duchesse de La Force ne se conduit pas à cet égard avec la retenue qu'elle doit avoir, m'ordonne de vous écrire que son intention est que toutes les fois que le père Bordes trouvera à propos que M^{me} la Duchesse de La Force ne voye point Mr le Duc son mary, vous fassiez commandement exprès à cette dame de se retirer et de rester dans sa chambre, non-seulement des heures, mais des journées entières, suivant que le père Bordes le trouvera à propos, luy déclarer que si elle contrevient aux ordres que luy donnerez à cet égard, vous aurez celui de l'arrester et de la conduire au Pont de l'Arche.

Le Roy veut bien que Mr de Castelnau vienne à Paris pour estre mis à l'Académie. Je le mande à Mr le Duc de Caumont, afin qu'il donne ordre à son retour. Faites-le sçavoir à Mr le Duc de La Force et au Prieur de l'Abbaye de la Croix, et renvoyez-moy l'ordre que vous avez pour le mettre à la Bastille.

Au Père Bordes.

13^e janvier 1699.

J'escris au Sr Dupoy une lettre dans le sens que vous désirez et beaucoup plus forte, ainsy il y a lieu de croire que M^{me} la Duchesse de La Force sera docile et ne vous troublera plus dans vos conférences avec Mr le Duc de la Force.

A M. le Duc de La Force.

14^e janvier.

Le Roy a bien voulu permettre à Mr le marquis de Castelnau d'entrer à l'Académie au lieu de le faire mettre à la Bastille, comme il l'avoit mérité par sa conduite, et sur ce que Mr le Duc de Caumont a demandé un supplément à la pension de 1,600 liv. qu'il a afin de pouvoir l'entretenir à l'Académie avec son gouverneur, S. M. m'a témoigné qu'elle n'estoit pas en disposition de luy faire de nouvelles grâces avant qu'il les eût méritées, et m'a en mesme temps, commandé de vous avertir de donner ordre à ce qui luy sera nécessaire au delà de

la pension de 1,600 liv. pour son entretien et les gens qui sont nécessaires près de luy suivant sa qualité; c'est à quoy je ne doute pas que vous ne satisfassiez et que vous ne le fassiez partir incessamment pour se rendre à Paris. Je suis, etc.

A M. le Duc de Caumont.

28^e janvier 1699.

Le Roy approuve que vous ayez fait mettre Mr de Castelnau à l'Académie en arrivant à Paris, et le choix que vous avez fait du gouverneur que vous luy donnez, mais S. M. ne veut pas qu'il vienne icy, comme vous le proposez, pour luy estre présenté, jusques à ce qu'il le mérite par une conduite qui répare ses fautes passées.

Je suis, etc.

Au Père Bordes.

28^e janvier 1699.

Rien n'est mieux que la pensée que vous avez eüe de faire venir une maîtresse d'école à la Boullaye, et si vous n'aviez trouvé l'expédient d'y en établir une par le moyen de Mr l'abbé Gaillard, je ne doute pas que le Roy ne l'eût plutôt payée que de manquer de donner ce secours dans la paroisse de la Boullaye.

Du 3^e janvier 1699, à Versailles.

ORDRE portant permission à M^{lle} de La Force de sortir de l'Abbaye de Gerey quand elle le désirera.

A M. de La Bourdonnaye.

4^e février 1699.

Les trois domestiques de Mr le Duc de La Force qui sont au château du Pont-de-l'Arche ont demandé à estre conduits à Rouën, pour y estre instruits en la religion catholique; mais S. M. m'ordonne de vous escrire de prendre des mesures pour les faire instruire au Pont-de-l'Arche, et, lorsqu'ils le seront parfaitement, on verra ce qu'on pourra faire d'eux. Je suis, etc.

Du 6^e febvrier 1699, à Versailles.

ORDRE à la supérieure du couvan de Notre-Dame de Consolation à Paris, d'y recevoir la D^{lle} de La Force pour y estre jusqu'à nouvel ordre.

Au Commandant du Pont-de-l'Arche.

28^e febvrier 1699.

Le Roy a esté bien aise d'apprendre que les trois domestique de Mr le Duc de La Force se soient fait instruire et qu'ils aient fait leur devoir ; il faut qu'ils continuent dans cette bonne disposition, ce sera le moyen d'obtenir ce qu'ils demandent.

Brevet de 700 livres de pension pour lá D^{lle} de Caumont.

Aujourd'huy, 2^e mars 1699, le Roy estant à Versailles, s'estant fait représenter son brevet du 21^e febvrier 1695, par lequel S. M. auroit accordé 700 liv. de pension à la demoiselle de Caumont, fille du Sr Duc de La Force, pour en jouir sa vie durant, et voulant, à présent, que la dite D^{lle} de Caumont est sur le point de faire profession dans l'abbaye de Saint-Sauveur d'Evreux, luy assurer la même pension, S. M., en confirmant son brevet du 21 feuvrier 1695, luy a de nouveau, en tant que de besoin, accordé et fait don de la dite pension de 700 liv., sçavoir 500 liv. pour sa dot au dit couvent ou en tel autre qu'elle pourroit se trouver ci-après, et 200 liv. dont elle disposera pour son usage particulier, par permission de ses supérieurs et pour assurance de sa volonté, S. M. m'a commandé d'expédier le présent brevet qu'elle a, etc.

Au Père Bordes.

25^e février 1699.

J'ay rendu compte au Roy de ce que vous m'avez escrit concernant les dispositions où se trouvent Mr le Duc et M^{me} la Duchesse de La Force. J'attendray de vos nouvelles sur son départ lorsqu'il sera en état de se transporter à Paris et des vües que vous avez sur M^{me} la Duchesse de La Force après leur séparation. Vous pouvez cependant faire le voyage de Roüen que vous avez projetté.

Je suis tout à vous.

Au Sr Dupoy.

13^e mars 1699.

Sur tout ce que le Roy apprend de la conduite de M^{me} la Duchesse de La Force, de ses peines lorsque Mr le Duc de La Force se met en état de faire son devoir de catholique, et de la contrainte dans laquelle

elle se tient à cet égard, S. M. a résolu de les séparer, à moins qu'elle ne change entièrement sa conduite; avertissez-l'en de la part de S. M. et dites-luy que si elle souffre quelques disgrâces à cette occasion, elle n'aura à en imputer la faute qu'à elle-même. A l'égard de M^r le Duc de Force, dites-luy que S. M. est bien aise d'apprendre que sa santé se rétablit de mieux en mieux, mais que S. M. n'entend qu'avec peine parler de la tiédeur dans laquelle il est sur son salut, et qu'il se trouve assez de santé pour se faire porter à ses écuries, sans penser à employer les premiers moments de cette santé à entendre la messe et à faire les choses qui peuvent persuader qu'il n'a pas la basse complaisance d'adhérer aux mauvais sentiments de M^{me} la Duchesse de La Force, luy qui a toujours paru réuni sincèrement.

Brevet de 600 liv. de pension pour la D^{lle} de Caumont.

Aujourd'huy 5 avril 1699, le Roy, estant à Versailles, voulant seconder le pieux dessein qu'a la d^{lle} Jeanne François de Caumont de La Force, fille du s^r duc de La Force, de se consacrer à Dieu dans le couvent des filles de la Visitation de Sainte-Marie à Saint-Denis, en France, S. M. luy a accordé et fait don de la somme de 600 liv. de pension annuelle pour en estre payée dans ce couvent ou en tel autre qu'elle pourroit estre envoyée par ses supérieurs, sa vie durant, par les gardes de son trésor royal présent et à venir, chacun en l'année de son exercice suivant, etc.

Ordre pour obliger M^{me} la Duchesse de La Force de se retirer dans une des chambres du château de La Boullaye.

Versailles, le 6 avril 1699.

DE PAR LE ROY, il est ordonné au s^r Dupoy, lieutenant de la prévôté de l'hôtel et grande prévôté de France, de faire commandement à ladite duchesse de La Force de se retirer dans une des chambres du château de la Boullaye, pour y demeurer jusques à nouvel ordre, sans qu'elle puisse avoir aucune communication de vive voix ou par escrit avec le S^r duc de La Force, à peine de désobéissance. Fait à Versailles, etc.

A M. Dupoy.

6^e avril 1699, à Versailles.

Il est revenu au Roy que M^{me} la duchesse de La Force a jusques à

présent fait un si mauvais usage de la liberté qu'elle a eu de rester près de M^r le duc de la Force, qu'il n'y a pas lieu de douter que sa présence et ses insinuations ne l'aient empêché de faire son devoir de catholique, et de suivre les premiers mouvemens de sa conversion qui estoit sincère. Cela a fait prendre au Roy la résolution d'oster toute communication entr'eux. Je vous envoie à cet effet un ordre, à l'exécution duquel S. M. veut que vous teniez exactement la main ; et si M^{me} la duchesse de La Force se mettoit en état d'y contrevenir, S. M. veut que vous vous serviez de votre aüthorité pour l'en empêcher, et mesure que vous l'arrestiez absolument en la faisant garder de force, et que vous m'en donniez aussitôt avis afin que S. M. y pourvoye.

Au Père Bordes.

8^e avril 1699.

Le S^r Dupoy vous communiquera les ordres que je lui envoie de réduire M^{me} la duchesse de La Force dans une chambre éloignée de celle de M. le duc de La Force, sans permettre qu'ils aient ensemble aucune communication, vous ne pouvez pas dans ces circonstances, et même à cause du nouvel accident qui lui est arrivé, le quitter, ainsy le Roy m'ordonne de continuer vos soins avec assiduité près de luy jusques à ce que les choses changent de face et de me mander tout ce qui se passera.

Je suis, mon révérend père, entièrement à vous.

Au S^r Dupoy.

19^e avril 1699.

Je vous manday il y a quelque tems d'arrester M^{me} la duchesse de La Force, en cas que M. le duc de La Force vint à mourir. Le Roy a changé de sentiment depuis, et m'ordonne de vous dire que s'il mésarive de luy, vous laissiez M^{me} la duchesse de La Force à la disposition de M. le duc de Caumont, son fils, à qui j'escris les intentions de S. M. (1).

Au Père Bordes.

21^e avril 1699.

J'ay rendu compte au Roy de ce que vous m'avez escrit concernant

(1) Le duc de Caumont s'était mis en devoir de mériter cette confiance, et devait se montrer digne de tenir lieu de geôlier à sa mère. Cette lettre du 19 avril se croisa avec celle qui annonçait au Roi la mort du duc de La Force, arrivée le même jour. Aussi, dès le 21, on rappelle le Père Bordes et l'exempt Dupoy.

ce qui s'est passé à l'égard de M. le duc de La Force. S. M., en louant extrêmement votre zèle et votre piété, m'a ordonné de vous dire que vous pouvez retourner à Paris quand il vous plaira.

Au S^r Dupoy.

21^e avril 1699.

Le Roy trouvant bon que M^{me} la duchesse de La Force reste avec M. le duc de Caumont, ainsy que je vous l'ay déjà mandé, vous pouvez revenir icy quand vous voudrez, votre présence étant désormais inutile à la Boulaye.

A M^{lle} de La Force.

5^e may, à Versailles.

J'ay pris l'ordre du Roy pour vous faire toucher 2,000 livres pour votre profession sur les premiers deniers de la succession de feu M. le duc de La Force, et cette affaire peut être terminée en 4 jours; ainsy M^{lle} vous voilà en état de faire vos vœux quand vous le voudrez.

Dudit jour 12^e may 1699.

ORDRE à Huot, garde de la prévôté, de suivre la D^e duchesse de La Force de Paris au lieu où elle s'embarquera pour passer en Angleterre, d'observer sa conduite pendant la route et d'en venir rendre compte à Sa Majesté.

A Mad^e de Nesmond.

17^e juin 1699, à Versailles.

J'ay rendu compte au Roy de ce que vous avez pris la peine de m'escire concernant M^{lle} de La Force. S. M. a esté surprise qu'après les 600 liv. qui ont esté payés au trésor royal et les 800 liv. que M. le duc de La Force a donnez, outre une grosse pension que S. M. paye, on veuille encore demander 2,000 liv. sur les biens de la succession de M. le duc de La Force. En bonne justice il ne faudroit plus rien donner. Cependant S. M. veut bien encore payer les 600 liv. qu'elle avoit promis, nonobstant les 800 fr. que M. de La Force a donnés lorsqu'on ne s'y attendoit pas. Je vous en enverray incessamment l'ordonnance.

Du 18^e juin 1699, à Versailles.

ORDRE pour mettre en liberté le nommé Jaumet du Laurier, do-

mestique de feu M. le duc de La Force, détenu au château du Pont-de-l'Arche.

Du 28^e juin 1699, à Versailles.

ORDRE pour faire sortir du Pont-de-l'Arche le nommé Durand, domestique de feu M. le duc de La Force.

Au Commandant du Pont-de-l'Arche.

14^e juillet 1699.

Vous trouverez cy-joint l'ordre pour la liberté du nommé Motau, troisième domestique de feu M. le duc de La Force.

Je suis tout à vous.

Du 14^e juillet 1699, à Versailles.

ORDRE pour faire sortir du château du Pont-de-l'Arche le nommé Motau.

A M. l'Archevesque.

3^e août 1699.

Le Roy m'a ordonné de vous envoyer ce mémoire de M. le duc de La Force, sur lequel S. M. sera bien aise d'avoir votre avis.

Je suis, etc.

A M. l'Archevêque de Paris.

11^e août 1699.

J'ay rendu compte au Roy de ce que vous avez pris la peine de m'écrire concernant le mémoire de M. le duc de La Force sur lequel S. M. avoit demandé votre avis. Elle entre dans votre sentiment et elle m'ordonne de vous dire d'écrire à M. l'évesque de Szalat de la manière que vous jugerez à propos pour l'engager à avoir, dans l'occasion qui se présente, la condescendance que demande M. le duc de La Force pour la réconciliation de sa chappelle, sans en tirer les corps de ses pères hérétiques. Je suis, etc.

A M. le Duc de La Force.

30^e septembre 1699.

J'ay rendu compte au Roy de la lettre que vous avez écrite à M. le chancelier le 19 de ce mois. Sa Majesté a loué vostre zèle pour l'avancement de la religion, et la conduite que vous tenez pour faire

instruire les nouveaux catholiques de vos terres. Vous ne pouvez rien faire de plus agréable à Sa Majesté que de continuer dans cette bonne disposition.

A M. le Duc de La Force.

23^e octobre 1699.

J'ay rendu compte au Roy de ce que vous m'avez escrit, concernant ce qui se passe dans vos terres sur le fait de la Religion. Sa Majesté est très contente de votre conduite, de l'application que vous donnez à l'instruction de vos vassaux et du bon exemple qu'ils reçoivent de vous, ce qui est plus capable qu'aucun autre moyen de les convertir sincèrement. S. M. avoit déjà esté informée par M. l'évesque de Périgueux, du bien que vous faites. Ce prélat s'en louë entièrement.

Je suis, etc.

A M. de Longpré.

28^e octobre 1699, à Versailles.

Le Roy a agréé que vous meniez auprès de M. de Castelnau le gentilhomme dont vous m'avez parlé, à la place de celui qui y est. Lorsque le temps auquel M. de Castelnau pourra quitter l'Académie sera venu, je vous prie de prendre la peine de m'en avertir.

Je suis tout à vous.

UN CURIEUX SYSTÈME DE FORTIFICATION CATHOLIQUE

CONTRE LE PROTESTANTISME.

Coup d'œil sur la *Marialâtrie*, considérée comme ouvrage de défense contre l'hérésie.

1708.

Les anciens définissaient la propriété le droit *d'user et d'abuser de sa chose* (jus utendi et abutendi). L'Eglise romaine, qui a fait de la VIERGE MARIE (la madonna) sa spécialité, son bien propre, en use et en abuse, comme chacun sait, depuis plusieurs siècles, de mille et une manières. A commencer par l'*Assomption* de la mère de Jésus, qu'elle a imaginée en guise de grande fête (alors que l'Evangile n'en disait pas un mot), — et à finir par l'*Immaculée Conception* qu'elle a pris à tâche d'ériger à tout prix en dogme de première classe, il n'est sorte d'emploi que l'Eglise catholique romaine n'est cherché à procurer « à sa bonne sainte Vierge. » C'est le grand nom d'invocation : notre Dame de Grâce, de Bon Secours, de Lorette, etc... C'est la patronne universelle, la suprême médiatrice, etc. C'est le grand instrument d'édification catholique, et c'est aussi un remède souverain, une

inexpugnable fortification contre l'hérésie, ainsi qu'on va le voir amplement démontré par une piquante communication de celui de nos correspondants à qui nous devons déjà le charmant morceau sur l'*Histoire du protestantisme dans le diocèse de Gap* (t. II, p. 368) :

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Monsieur le Président,

Les pernicieuses doctrines que vous professez n'ont, heureusement, aucune influence sur l'esprit des gens pieux.... Pour moi qui ai reçu du ciel la grâce efficace suffisante, je lis vos *Bulletins* avec horreur, et je n'en crois pas moins à tous les miracles qui se font de nos jours et à tous ceux qui ne manqueront pas de se faire encore. Il est vrai que jusqu'ici je n'avais pas bien compris l'utilité de ces sortes de prodiges ; mais une petite pièce que j'ai trouvée dans les archives de la préfecture de Gap, m'a bien ouvert les yeux à cet égard. Je vous envoie ce document précieux dans l'espérance que vous et vos collaborateurs reviendrez dans la bonne voie et cesserez de chagriner le bon *Univers*, qui ne désire pas le moins du monde le rétablissement de la très sainte inquisition.

Cette petite pièce, d'ailleurs, ne manque pas d'un certain intérêt historique. Vous croyez comme tant d'autres, j'en suis sûr, que Vauban est notre premier ingénieur militaire. C'est là, Monsieur, une déplorable erreur. Vauban fortifiait des villes dans le but mesquin d'arrêter les ennemis de la France, mais le grand curé Derives, comme vous verrez tout à l'heure, fortifiait des diocèses tout entiers pour s'opposer à l'invasion de l'hérésie. N'est-il pas vrai, Monsieur, que le curé Derives est bien supérieur à Vauban ? Vous allez croire, sans doute, dans votre malice, que de pareilles fortifications coûteraient fort cher au gouvernement. Détrompez-vous encore ; les particuliers auront seuls le droit de contribuer à la dépense, et ils le feront avec un véritable bonheur. Il suffit de faire quatre miracles par diocèse, l'un au levant, l'autre au couchant, le troisième au nord, le quatrième au midi ; à chacun des endroits où le miracle a éclaté, vous élevez un fort, je veux dire une chapelle ou une église, vous faites imprimer des complaintes que vous répandez avec profusion, vous attirez ainsi un grand nombre de pèlerins et votre œuvre est accomplie. Ce système de fortification, inventé en 1708, est aujourd'hui accepté comme le meilleur par les ingénieurs catholiques, apostoliques et romains. De là vient cette multiplicité de miracles et d'apparitions dont certaines personnes ignorantes ont osé rire avec une rare impertinence. Il est fâcheux que le fort construit par Rosette Tamisier se soit écroulé si vite ; il faut s'en prendre à l'inexpérience de l'entrepreneur ; sûrement la sainte fille fera mieux une autre fois. En revanche, voyez comme le fort de la Salette est solidement construit, comme il est avanta-

geusement situé à l'une des extrémités du diocèse de Grenoble et sur une hauteur inexpugnable. Je défie bien l'hérésie de faire une trouée de ce côté-là. A ce propos, Monsieur, je vous ferai remarquer que dernièrement (t. II, p. 370, *note*), vous avez placé, par erreur, la Salette dans le diocèse de Gap. Ce *fort* se trouve dans le diocèse de Grenoble, sur l'extrême frontière. Mais gardez-vous de croire que le diocèse de Gap lui-même soit dépourvu de toute fortification contre l'hérésie. A une douzaine de kilomètres de Gap, au milieu des montagnes, est un petit hameau appelé le Laus. En cet endroit, de 1660 à 1700, la sainte Vierge apparut plus d'une fois à la pauvre bergère Benète, ou Benoîte Rencurel, laquelle Benète est depuis ce temps-là honorée à l'égal d'une sainte. Les nombreux pèlerins qui visitent ce hameau fortuné gagnent une infinité d'indulgences, et y trouvent en outre une grande église avec un beau clocher, plus un couvent de missionnaires, plus un couvent de religieuses, plus une douzaine de maisons particulières. A la vérité, depuis un certain nombre d'années, Notre-Dame-du-Laus et sa pieuse servante Benète n'ont point guéri d'aveugles ni redressé de boiteux, mais cela recommencera bientôt, pour que la Salette n'accapare point les pèlerins ordinaires du Laus. *Aliquando sancta dormitat Virgo*, la sainte Vierge sommeille quelquefois, à ce que l'on trouve ici : il serait grand temps qu'elle se réveillât. En attendant ce jour glorieux, veuillez lire la petite pièce dont je vous ai parlé. Vous aurez bien un peu de peine à venir à bout de la première phrase, mais il faut vous rappeler que par son style comme par son génie, le curé Derives appartient au grand siècle; que le grand siècle aimait les longues périodes; et qu'enfin les vertueux dragons qui firent en ce temps-là de si merveilleuses conversions, ne parlaient pas tous un français bien pur et bien élégant.

Agréez, etc.

CH. CHARRONNET.

A Monseigneur l'évêque, compte (sic) et seigneur de Gap.

Monseigneur,

Puisque votre Grandeur a bien voulu approuver, louer et agréer dans sa première visite épiscopale, la naissante dévotion de Notre-Dame de Saint-Julien en Beauchaine (1), et puisque dans le véritable asprit de saint Paul, *sollicitudo omnium ecclesiarum* vous tient au cœur, nous espérons de votre véritable zelle pour la gloire de Dieu, et pour l'honneur de la sainte Vierge, que vous aurez pour agréable que nous prenions la liberté de vous prier de vouloir agréer et accepter la qualité et le titre de directeur et de protecteur de notre pauvre

(1) C'est un village situé à 40 kilomètres de Gap.

chapelle du Rosaire de Saint-Julien, qui a si bon besoin de votre pastorale direction et paternelle protection pour authentifier et accréditer cette belle dévotion naissante à la bonne mère de Dieu, dans le dernier coin de votre diocèse qui confronte avec les limites du diocèse de Dye, qui n'est que trop infecté des funestes maximes du calvinisme, qui se fait un point essentiel de sa fausse doctrine d'impugner et nier l'invocation des saints et surtout de la Reyne des saints.

Mais puisque toute l'Eglise chante à la bonne Mère de Dieu, après son favory saint Bernard, *Ave Virgo gloriosa, quæ sola interemisti omnem hæresiam pravitatem*, cette dévotion de Notre-Dame de Saint-Jullien pourra par conséquent servir de barrière et de boulevard à votre diocèse de ce côté-là, de peur que l'erreur et les maximes du calvinisme ne se glissent par là dans votre diocèse, à cause de la proximité, voisinage et communication réciproque que le droit de voisinage exige naturellement et ordinairement.

Ce seroit donc un agréable effet de votre véritable zelle et qui ne feroit pas peu d'honneur à votre ministère pastoral d'établir et protéger de semblables dévotions de la sainte Vierge, du moins dans les quatre coins cardinaux de votre diocèse. Vous avez déjà pour cela : 1^o l'auguste dévotion de Notre-Dame du Laus du côté du levant de votre diocèse; 2^o à l'opposite, du côté du couchant de votre diocèse, vous avez la naissante dévotion de Notre-Dame de Saint-Julien; 3^o du côté du nord vous avez Notre-Dame de Gaudemar (1); 4^o et du côté du midy vous avez Notre-Dame de Lumière (2) qui borde et confronte à votre diocèse comme Notre-Dame du Laus.

Et voilà, par conséquent, tout votre diocèse bordé, mis à l'abry et sous la maternelle protection de la bonne Mère-Grand, du levant, du couchant, du nord et du midy de votre diocèse, et qui saura, par conséquent, bien conserver et bénir tout votre diocèse par tous les côtés où elle se trouvera publiquement honorée. Amen.

Excusez, Monseigneur, la filiale liberté que nous prenons. Toutes les bontés que vous nous avez témoigné, nous font espérer cette faveur de votre charitable Grandeur, et nous donnent l'occasion de vous assurer de tous nos humbles respects, de toutes nos petites,

(1) La Chapelle en Val-Gaudemar est à 45 kilomètres de Gap.

(2) Notre-Dame des Lumières est à 50 kilomètres environ de Gap.

mais générales prières, et de toutes nos filiales soumissions. En foy de quoy nous avons tous signé pour nous et pour tous nos successeurs à l'advenir.

Faict à Saint-Julien en Beauchaine, diocèse de Gap, le tout d'un consentement général des signez et non signez. Ce 5 août 1708.

Signé : DERIVES, curé; LA MAGDELAINE, prieur de ladite chapelle, et 11 autres signatures.

INSTRUCTIONS DU COMTE D'ARGENSON

QUI COUTÈRENT LA VIE AU MINISTRE JACQUES ROGER.

1744.

« Voici, nous écrit M. le pasteur A. Muston, de Bourdeaux (Drôme), la copie d'une pièce imprimée qui m'est tombée dernièrement sous la main. Elle est peut-être connue, mais comme rien n'est à négliger, en fait de documents historiques, je me fais un devoir de vous la transmettre, vous priant en même temps de considérer cet envoi comme une preuve du vif intérêt que je prends aux travaux de la Société. »

M. Ch. Coquerel a en effet connu la pièce dont il s'agit, mais comme il ne l'a citée que par extraits et que les instructions qu'elle contient eurent pour conséquence l'arrestation et le martyre du vénérable ministre Roger, nous en reproduisons ici le texte en son entier. La copie de M. Muston nous fait d'ailleurs connaître cette circonstance que ce document fut imprimé en un placard in-folio, portant en tête les armoiries royales. Voir pour les détails relatifs au ministre Roger, l'*Histoire des Eglises du désert* (t. I, p. 332, 340 et suivantes).

Copie de la lettre écrite par M. le comte d'Argenson, ministre et secrétaire d'Etat, à M. de Piolenc, premier président du Parlement de Dauphiné.

Au camp devant Ypres, 22 juin 1744.

Le Roy est informé, Monsieur, que, le 7 de ce mois, le nommé Roger, prédicant, ayant assemblé plusieurs religionnaires du lieu de Pojols, dans le Dyois, y avoit fait lecture d'un prétendu édit, ou indult, datté du 7 may, et scellé d'un sceau qu'il assuroit être celui de Sa Majesté, par lequel il paraissoit qu'Elle donnoit à ses sujets la liberté de conscience et celle de s'assembler. Comme cette pièce est absolument fausse et supposée, et que le Roy n'a jamais eu intention de déroger aux lois établies sur ces matières par le feu Roy, son bis-

ayeul et par Elle ; l'intention de Sa Majesté est que vous désabusiez les peuples de l'impression que cette pièce auroit pu faire sur eux ; et qu'en démasquant l'imposture du prédicant, vous fassiez sentir les risques qu'ils courroient en se livrant à la conduite de pareils pasteurs.

Sa Majesté vous permet, pour cet effet, de faire imprimer cette lettre, et d'en répandre des exemplaires partout où vous le jugerez nécessaire. Elle désire, au surplus, que vous fassiez contre ledit Roger toutes les poursuites convenables pour parvenir à l'exemple qu'exige la gravité du cas. Je suis avec un parfait attachement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : D'ARGENSON.

(Signé à la main :) *PIOLENC.*

LES ASSEMBLÉES DU DÉSERT.

PREMIÈRE GRANDE ASSEMBLÉE TENUE AU DÉSERT, EN GUIENNE,
APRÈS LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

1745.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

La Roquette, par Sainte-Foy, le 19 janvier 1854.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous envoyer une copie du procès-verbal d'une assemblée tenue *au désert* le 21 février 1745. M. Ch. Coquerel, qui seul en a parlé, je crois (*Hist. des Eglises du désert*, t. I, p. 351), paraît n'avoir jamais eu de détails précis sur cette mémorable assemblée, l'une des plus remarquables qui aient eu lieu dans cette période de persécutions cruelles et raffinées. C'est ainsi que, d'après lui, l'assemblée en question se serait tenue aux environs de Bergerac, tandis qu'elle se tint en réalité à deux kilomètres de Sainte-Foy, sur le bord de la Dordogne, au lieu du Fauga, paroisse de La Roquette, diocèse de Périgueux. M. Coquerel commet aussi quelques erreurs de chiffres, soit sur le nombre de notables mandés par l'intendant de Tourny, soit sur celui de brigades de maréchaussée que cet intendant envoya à Sainte-Foy, après la tenue de l'assemblée du 21 février. Le procès-verbal de cette assemblée, entièrement inédit, et que je transcris ci-après, fournit à ce sujet tous les éclaircissements désirables.

Veuillez agréer, etc.

A. MERCAT, pasteur.

(Extrait des archives de l'Hôtel de Ville de Sainte-Foy.)

Année 1745.

« Le 21 du mois de février de l'an 1745, jour de dimanche, les religion-

naires, autrement les protestants calvinistes de la R. P. R. de ce pais-ci et de tous les environs, ont fait une assemblée publique de leur religion, laquelle a été la première dans ce pais-ci, depuis la révocation de l'Edit de Nantes, au nombre d'environ six à huit mille personnes de tout âge, de tout sexe et de toute condition, au lieu du Fauga, dans un pré sur le bord de la Dordogne, paroisse de la Roquette, au diocèse de Périgueux, à un quart de lieue de la ville de Sainte-Foy (1). Quoique plusieurs se fussent rendus à cette assemblée dès la pointe du jour, elle n'a été formée que sur les huit heures du matin, et elle a duré jusqu'à deux heures après midy. Le sieur Rivoire Yot, marchand drappier, comme ayant la voix éclatante y a fait d'abord la lecture en chaire, près de deux heures, ensuite le ministre ou prédicant, nommé Olivier ou Jean de Loire (2), âgé de 35 ou 40 ans, qu'on dit originaire de Flandres, et être venu de Genève et du Languedoc, s'y étant rendu de Gilet (3), sur les dix heures, y a fait le prêche et la prière, et chanté des Pseaumes. Il y a baptisé deux enfants, et y a publié onze bans de mariages de différents lieux, et il y a *indit* et annoncé une seconde assemblée, au même lieu, pour le dimanche suivant, 28 du même mois, où il finiroit de publier les dits bans. et béniroit les dits mariages. On y a fait la quête, distribué et vendu des livres, et mangé et bu ; la plupart y ayant fait porter des vivres et des sièges.

« Il y avoit déjà deux mois qu'on murmuroit assez à Sainte-Foy, qu'il y rôdoit et dans les environs quelque ministre caché, qu'on y faisoit des assemblées secrètes, et que dans peu il y en auroit une publique, comme on avoit commencé d'en faire du côté de Montauban, et que le Roy permettroit bientôt aux protestants le libre exercice de religion. On faisoit même voir une coppie d'un placet ou requête présentée au Roy pour le demander. Cependant ce n'a été que le vendredy soir, 19 du dit mois, que les catholiques ont su positivement que la dite assemblée devoit se tenir le 21 au dit Fauga, étant arrivé ce soir-là, à Sainte-Foy, plusieurs personnes de Bergerac, des environs et même de Bordeaux, qui l'ont dit publiquement, et le lendemain samedy, sortant le soir, il s'y en est rendu de tout côté pour cet effet. Les consuls de Sainte-Foy n'étant pas en état de s'opposer à cette assemblée, n'ont fait aucune démarche pour l'empêcher. Les religionnaires en sont revenus comme en triomphe, et les catholiques en ont été consternés.

« Cependant un exprès qu'on envoya la nuit du vendredy au samedy à Bordeaux, à M. de Tourny, intendant et commandant, pour l'en avertir, revint

(1) Le quart de l'ancienne lieue de France vaut bien deux kilom.

(2) Ce ne pouvait être que Jean Loire, Olivier n'ayant exercé le ministère que longtemps après l'assemblée du Fauga.

(3) Hameau de la commune de Fleix (Dordogne).

le dit dimanche 21 au matin, avec un ordre de sa part aux sieurs Lajonie-Jarnac, Meymac l'ainé, Maumond père et à la demoiselle Lacan, de Bordeaux d'aller lui parler incessamment à Bordeaux. Comme le dit Lajonie n'était point allé à l'assemblée, on lui signifia l'ordre le matin; pour les autres il ne leur fut signifié que le soir, après l'assemblée, et ils partirent le lendemain 22. Frédéric Maingaud qui faisait voir le dit placet fut mis en prison.

• M. l'intendant ayant été le lundy 22 instruit de la tenue de la dite assemblée et de ses circonstances, il donna aussitôt ordre au sieur Baret, grand prévôt de la maréchaussée, de se rendre incessamment à Sainte-Foy avec onze brigades pour empêcher la dite deuxième assemblée. Le parlement a rendu aussi un arrêt le 23, à ce sujet, et le 24 M. l'intendant fit imprimer et envoya à Sainte-Foy une ordonnance encore plus précise et plus forte par laquelle il défend toute assemblée, sous prétexte de religion, que dans les lieux ordinaires, et d'assister à d'autres prières qu'à celles de l'Eglise catholique, apostolique et romaine.

• Le dit grand prévôt est arrivé à Sainte-Foy le jeudy, de même que les onze brigades dont les cavaliers ont été logés chez les principaux protestants. Il a porté ordre aux sieurs Dumarchet, Dupuy le garde, Bricheau de Crédy, Rivoire-Yot, Jay, Laterrasse, d'aller à Bordeaux rendre compte à M. l'intendant de leur conduite, ayant tous promis cependant de ne plus s'assembler, et de faire avertir leurs amis et leurs frères de ne pas venir à la dite assemblée *indite*, et il s'en fait remettre la chaire à prêcher qui se démontoit et se portoit dans un sac. Elle s'est trouvée chez le dit sieur Dumarchet, au Fauga. Ces messieurs sont partis consternés, pour Bordeaux, le samedi 27.

« Cependant M. de Chabannes notre évêque d'Agen, averti de l'assemblée tenue le 21 et de celle qui devait se tenir le 28, est arrivé à Ste-Foy le samedi soir 27, sans y être attendu. Il a trouvé presque tout pacifié; le grand prévôt ayant déjà envoyé des brigades à Bergerac, à Issigeac, à Eymet, à Duros, à Gensac, à Castillon, pour veiller à ce qui se passeroit et empêcher le monde de se rendre à la deuxième assemblée *indite*, qui au moyen de tout ce-dessus ne s'est point tenue, et qui selon les apparences auroit été beaucoup plus nombreuse que la première. M. l'évêque de Périgueux étant alors à Bergerac à la fin d'une mission, s'y est donné beaucoup de soins, ainsi que M. de Biran, procureur du Roy, pour empêcher les gens de s'embarquer pour aller à cette seconde assemblée.

• M. l'évêque d'Agen a prêché le lendemain dimanche 28 dans l'église de Sainte-Foy où il y avoit beaucoup de monde, et l'après-midy il a fait appeler dans sa chambre les bourgeois religionnaires et il leur a parlé de leur faux zèle et de leur imprudence, et le lendemain 29 il est parti pour Tonneins

et Clayrac, afin d'y prévenir de semblables assemblées, et il a fait un mandement à ce sujet le 6 mars.

« M. l'intendant a écrit le 2 mars une lettre circulaire et imprimée aux curés où il y a des religionnaires, dans laquelle il dit que tout est calme et repentant à Sainte-Foy; et il y ajoute les ordonnances du Roy du 4^{er} et du 16 février 1743, au sujet des assemblées du côté de Montauban.

« Les dits messieurs cités à Bordeaux par M. l'intendant sont revenus à Sainte-Foy le 12 mars assez consternés. Il faut cependant noter que plusieurs religionnaires du pais, tels que messieurs de Grandeson, Lajonie, Rigaud des Baratons, Dumineur. Les Denois, Les Valets, Risteau, Meyssonnet et autres n'ont pas été à la dite assemblée, et que plusieurs de nos paroisiens sont revenus à nos églises. »

Nous rapprochons de cet intéressant document une pièce relative à la même circonstance, et que nous avons trouvée dans un des dossiers officiels de l'affaire, aux Archives impériales (M. 672) :

Rapport en forme de Note.

« Les religionnaires se sont assemblés au nombre de plus de six mille le 24 du mois dernier, près la petite ville de Sainte-Foy, pour y faire des actes de leur religion, y chanter des psaumes et y entendre les discours d'un nommé Olivier, prédicant venu du côté de Montauban. Dans cette assemblée il en fut indiqué une autre pour le dimanche suivant. M. de Tourny, informé de ce qui se passoit, a envoyé à Sainte-Foy dix brigades de maréchaussée, le prévost général à leur tête, ce qui a si bien réussi qu'il mande que la seconde assemblée n'a pas eu lieu, ayant d'ailleurs pris d'avance la précaution de citer devant luy quatre des principaux promoteurs et ensuite un plus grand nombre. Ils ont obéi et pris les réponses qu'ils luy ont faites. On peut juger que ce grand nombre de religionnaires s'étoit laissé persuader que S. M. ne désapprouvoit pas qu'ils s'assemblassent, n'ayant pas entendu dire que l'autorité s'y fût opposée aux environs de Montauban et en Languedoc où il y a eu un grand nombre de ces assemblées. Pour empêcher que la mesme idée de tolérance ne pénétre dans les autres provinces par le défaut de punition, et pour contenir les nouveaux convertis par des exemples qui fassent impression, M. de Tourny propose de faire enfermer pour quelques temps en différents châteaux, les nommés Rivoire, Duret de Gillet, le sieur Du Marchait, gentilhomme, et le sieur Dupuy, ancien garde du Roy, comme estant les principaux promoteurs de l'assemblée ou les plus remuans. Il propose aussy d'éloigner de Sainte-Foy les sieurs Maumont père, de la Terrasse, Bricheau de Crédy, Piocheau et de Jay.

« M. de Tourny observe que suivant les indications qui luy seront données et les éclaircissemens qu'il prendra il pourra encore demander des ordres

de Sa Majesté contre d'autres particuliers des villes de Bergerac et autres lieux. Cet exemple de sévérité paroît nécessaire, et comme les circonstances doivent déterminer dans une pareille matière, on croit qu'il est du bien du service de laisser à M. de Tourny, qui s'est fort bien conduit, la liberté de faire usage de tous ces ordres, ou de n'en faire exécuter que quelques-uns. »

Au-dessous se trouve écrit d'une autre main le mot *Bon*, qui constate que la conclusion de cette note fut approuvée.

BREVET DE GRACE ET CONGÉ D'UN GALÉRIEN PROTESTANT

JEAN BARRAU FILS, DE RÉALMONT.

1757.

Parmi les galériens que lui fournissaient ses listes de 1753 et 1759, Ch. Coquerel mentionne seulement deux protestants de Réalmont, *B. La Chaume* et *J. Albigès* (*Hist. des Egl. du dés.*, t. II, p. 446, note). La communication que nous a faite M. Lafon de Caudaval des deux pièces suivantes ajoute encore un troisième martyr appartenant à cette même Eglise de Réalmont, *Jean Barrau* fils, et une nouvelle victime à celles de la tyrannie infatigable de l'intendant de Saint-Priest. Nous profitons de l'occasion pour mettre sous les yeux de nos lecteurs le texte même d'un *brevet de grâce* et d'un *congé* de forçat de cette époque.

« Si l'on croyoit, nous écrit notre correspondant, que les termes du placet présenté au nom de Jean Barrau, impliquent de sa part l'abandon de ses convictions religieuses, on se tromperait du tout au tout. J'ai connu Barrau : sa femme étoit cousine germaine de mon père et ma sœur devint sa bru. Je l'ai vu, avancé en âge, exercer les fonctions d'ancien de l'Eglise de Réalmont. Il me parlait souvent de son incarcération, de sa condamnation, ou de son séjour au bagne et de sa délivrance, et je tiens de lui-même qu'on l'eût bien plus tôt mis en liberté, s'il n'eût constamment refusé de faire un simulacre d'abjuration dont on voulait se contenter. — On sait que ce n'étoient presque jamais les forçats qui faisaient les demandes en grâce, mais bien leurs parents ou amis, souvent quelque personnage haut placé, qui employaient tout bonnement le style des édits et ordonnances, pour mieux assurer le succès des suppliques. Quelle qu'en fût d'ailleurs la teneur, rien n'empêchait le rédacteur du brevet de grâce d'y insérer les formules obligatoires. »

BREVET DE GRACE.

Aujourd'hui 15^e octobre 1757, le Roy étant à Versailles, le Sr *Jean Barrau fils*, bourgeois habitant de Réalmont, a fait très humblement représenter à Sa Majesté que par jugement rendu par le Sr de St.-

Priest, intendant du Languedoc, le 26 octobre 1754, il a été condamné aux galères perpétuelles, avec confiscation de ses biens, pour avoir assisté à une assemblée de religionnaires, tenue la nuit du 5 au 6 juillet précédent, au bois de Miral, dans le consulat de Venez, diocèse de Castres; qu'en conséquence, il a été conduit aux galères de Toulon, où il est depuis près de trois ans; qu'il sentait l'énormité de la faute que la vivacité et l'inexpérience de la jeunesse lui avaient fait commettre; mais qu'elle pouvait aussi être considérée comme suffisamment expiée, par un genre de peine infiniment sensible, pour un homme né d'une famille des plus honnêtes et des mieux alliées de la province, et qu'il espérait que S. M., touchée de ces considérations et de la sincérité de son repentir, aurait la bonté de lui pardonner: A quoy ayant égard, et préférant miséricorde à justice, S. M. a quitté, remis et pardonné, audit Jean Barrau fils le fait et cas, tel qu'il est ci-dessus exposé, avec toutes peines et amendes corporelles et civiles, qu'il peut avoir encourues, pour raison de ce, envers Sa Majesté et justice; en conséquence, l'a S. M. rétabli et restitué en sa bonne renommée et dans la possession de tous ses biens et droits civils, voulant que toutes les procédures qui ont été ou pourraient être faites ci-après contre lui pour raison de ce, ensemble ledit jugement du 26 octobre 1754 en ce qui le concerne, demeurent nuls et non avenus; imposant sur ce silence à toutes sortes de personnes. Mande S. M. audit Sr Intendant du Languedoc, d'enthériner le présent brevet de grâce, pardon et rémission, et du contenu de celui, faire jouir ledit Barrau fils, pleinement et visiblement. Et pour témoignage de sa volonté, m'a S. M. commandé d'expédier le présent brevet qu'elle a signé de sa main et fait contresigner par moi, conseiller secrétaire d'Etat et de ses commandements et finances.

Signé : LOUIS.

PHÉLIPPEAUX.

Le 22^e décembre 1757, le présent brevet du Roy a été entériné par M. l'Intendant et enregistré à la suite du jugement de condamnation du sieur Jean Barrau fils, en conséquence de l'ordonnance de ce jourd'huy. Fait à Montpellier, lesdits jour et an que dessus.

Fresne.

CONGÉ DE FORÇAT.

Nous, commissaire et contereilleur de la marine au port de Toulon, Certifions à tous qu'il appartiendra que suivant les ordres du Roy, en date du 25 octobre 1757, adressés à M. de Massiac, lieutenant-général des armées navales, commandant de la marine, et à M. Michel de Cazeneuve, commandant général, ordonnateur de la marine en ce port, Nous aurions en notre présence et en celle du capitaine de port, fait détacher de la chaîne et donné pleine et entière liberté, au nommé *Jean Barrau*, forçat, servant en ce port, numéro 8605, âgé de trente-sept ans, taille moyenne, cheveux, barbe et sourcils blonds, yeux bleus, visage long, creusé de petite vérole, nez long, natif de Réalmont, évêché d'Alby, lequel avait été condamné à Montpellier

par jugement de M. St.-Priest, intendant du Languedoc, le 26 du mois d'octobre 1754, à servir sur les galères de S. M., pendant sa vie. En foi de quoi, nous lui avons expédié les présentes, pour lui servir et valoir ainsi que de raison; à condition de sortir de ce port, et de ne point aller à Paris, ni dans les lieux où sera S. M., ni dans aucun des ports où il se trouvera des chiourmes, à peine, conformément aux ordonnances des 2 avril 1704 et 24 novembre 1706, de nullité de congé et d'être remis à la chaîne, sans qu'il soit besoin d'autre jugement. Fait à Toulon le 2^e du mois de novembre 1757.

BONEAU.

B. MASSILIAN.

SIBON.

Vu par nous lieutenant gén. des armées navales,
commandant de la marine au dit port.

Massiac.

Vu par nous comm. général ordonnateur
de la marine au dit port.

Minel.

CORRESPONDANCE INÉDITE DE J.-J. ROUSSEAU

AVEC MM. JÉRÉMIE DE POURTALÈS, DE NEUCHATEL, ET JEAN FOULQUIER,
DE GANGES,

Au sujet des protestants de France persécutés.

1764.

La communication qui suit vient compléter le point de vue sous lequel nous avions déjà envisagé le philosophe J.-J. Rousseau, déclinant, en 1761, l'honneur de plaider d'une manière spéciale la cause de la tolérance, personnifiée dans celle des protestants français. (V. t. II, p. 362.) Elle ne peut manquer d'avoir, pour tous les lecteurs, un véritable intérêt historique et littéraire. On remarquera que si le ton de Rousseau, dans sa correspondance de 1764, est un peu moins sec qu'en 1761, cela vient sans doute de ce qu'il s'est vu lui-même, dans l'intervalle, tracasé et condamné, à l'occasion de son livre d'*Emile*. Mais il ne faut pas oublier non plus que Genève avait été contre lui tout aussi bien que Paris (1).

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Meaux, le 29 août 1854.

Monsieur le président,

L'auteur de l'*Histoire des Eglises du désert* remarque (t. II, ch. 7.) que les philosophes du XVIII^e siècle, tout absorbés dans leurs théories, négligèrent autant la cause si belle et si pratique de la tolérance, que les intérêts des protestants français depuis si longtemps mis hors la loi et persécutés. « Comment s'est-il fait, s'écrie Ch. Coquerel, que les lois du *désert* se fus-

(1) On a pu voir déjà, par un détail du manuscrit que nous avons publié (t. I, p. 178), que le cœur de Rousseau ne s'ouvrit pas plus pour les deux derniers protestants oubliés aux galères en 1774, qu'il ne s'était ouvert en 1761 et en 1764.

« sent dérobées aux doctes et minutieuses recherches de Montesquieu, « comme les droits outragés des protestants furent omis par Rousseau dans « son éloquence passionnée et même dans ses sophismes? »

Le *Bulletin* a inséré (t. II, p. 363,) une réponse de J.-J. Rousseau à Paul Rabaut, où le philosophe de Genève, afin, comme il le dit, de ne s'en tenir qu'aux vérités générales, refuse d'élever la voix en faveur de l'infortuné ministre Rochette et des trois gentilshommes verriers qui s'étaient compromis dans l'espérance de le sauver. Paul Rabaut n'est pas le seul qui ait engagé Rousseau à plaider la cause de ses frères, en prenant en main celle de la tolérance. Ce qui le prouve, c'est la découverte que je viens de faire d'une correspondance certainement inédite, et où le célèbre écrivain, se renfermant dans des fins de non-recevoir et dans ses sophismes habituels, arrive à la même conclusion négative (1).

Cette correspondance intéressante, dont je vous transmets une copie très exacte, est composée de sept lettres, dont quatre sont de Rousseau. On voit par les quatre premières que M. Jérémie de Pourtalès, descendant de réfugiés, je crois, établi à Neuchâtel et dont la famille est encore une des plus considérables de la Confédération helvétique, avait essayé d'exciter la sympathie et le zèle du philosophe en faveur des protestants *sous la croix*. Les deux lettres écrites comme de la part de M. Jérémie de Pourtalès, et qui émanent de lui-même, sont on ne peut plus polies, et renferment l'appel le plus pressant et le plus flatteur à la plume éloquente de l'auteur du *Contrat social*. Celui-ci répond avec son humeur ordinaire, pour ne rien dire de plus, et repousse bien loin la pensée de rien entreprendre pour la défense des opprimés. Bien que, dans les trois lettres suivantes, il soit plus spécialement question d'une lettre de M. Gal-Pomaret aux évêques, dont je vous enverrai

(1) Les copies primitives de ces lettres, ainsi que l'original de la sixième, sont entre les mains de M. E. Ducailar, avocat, arrière-petit-fils de M. Gal-Pomaret, pasteur de Ganges. Ayant voulu savoir, avant de vous communiquer cette correspondance, si M. E. Ducailar possédait les originaux, je lui avais adressé quelques questions auxquelles il a fait la réponse suivante de Nîmes, où il habite, le 26 août 1834.

« Ces lettres (les quatre premières), pas plus que celles écrites à M. Foulquier, ne sont des originaux, puisqu'en tête de chacune d'elles se trouvent les mots : *Copie de*, etc. Mais il n'y a pas le moindre doute pour moi que ce ne soient les copies *premières*, faites sur l'original lui-même. — Ces lettres portent avec elles le cachet de l'ancienneté, le papier est presque rouge, l'écriture usée et blanche; tout, en un mot, donne à penser que ces premières copies remontent bien aux années 1764 à 66, époques de cette correspondance très intéressante et à moitié perdue. Je ne puis à cet égard vous donner d'autres indications. — Quant à la signification des initiales P. P., je partage entièrement votre conviction... La lettre écrite par J.-J. Rousseau, de Motiers, le 26 mai 1764, porte sur la copie que je possède, en toutes lettres : *Copie d'une lettre de M. J.-J. Rousseau à M. Jérémie de Pourtalès, à Neuchâtel, en Suisse*. Il y a une relation si grande entre cette lettre et les autres, relatives au même sujet, qu'il est évident qu'elles émanent toujours de J.-J. et adressées à M. J. de Pourtalès, et réciproquement. On s'explique cette espèce de déguisement par les mille précautions qu'il fallait prendre alors, et par une lettre de La Baumelle, où il engage M. Pomaret à ne plus signer les lettres qu'il écrit, ce dont La Baumelle s'abstient toujours. J'ai tous les originaux de ses lettres, et une seule est signée de lui; la lettre où La Baumelle fait cette recommandation à mon aïeul, est du 21 février 1768. »

copie, il est manifeste que M. Foulquier, auquel J.-J. Rousseau répond, avait sollicité ce dernier dans le même but. Il y paraît moins éloigné de souscrire à un tel projet, il va même jusqu'à donner de judicieux et excellents conseils sur le plan qu'il serait avantageux et habile de suivre dans un ouvrage de polémique sur la tolérance. D'ailleurs, il termine encore en s'excusant, ou plutôt en prétextant la multitude de ses tribulations et de ses affaires; il est fâcheux qu'il ait laissé entièrement à Voltaire une gloire, qui n'est pas la moindre de celui-ci, et à laquelle il lui aurait été si facile de participer.

S'il m'était permis d'exprimer ici mon opinion sur le refus de Rousseau à l'endroit de la liberté de conscience, je dirais, qu'au fond, il ne l'admettait pas; il n'était probablement pas le seul, et c'est ce qui peut, sous un certain point de vue, expliquer le silence des philosophes du dernier siècle. La philosophie, spéculative par sa nature, orgueilleuse et peu à la portée des masses qui ne raisonnent guère, m'a toujours semblé vouloir ce qu'elle appelle *une religion pour le peuple*; maxime funeste qui tend tôt ou tard à exclure la liberté des cultes. Toutefois, il faut reconnaître qu'à l'époque où les théories des encyclopédistes firent explosion, les constituants de 89 déchirèrent l'abominable code si horriblement appliqué par Lamoignon de Bâville, et proclamèrent hautement la liberté des cultes.

Le silence des philosophes doit encore être attribué à la haine aveugle et implacable qu'ils avaient vouée au christianisme lui-même, confondu par eux avec le catholicisme, et regardé par eux comme la source du fanatisme et du malheur des nations. Ils ne le connaissaient guère, en effet, que par la religion catholique qu'ils maudissaient à cause de la servitude qu'elle prétendait faire peser éternellement sur l'esprit humain. Aussi, sans perdre de temps à stigmatiser l'oppression séculaire des infortunés protestants et à relever leurs droits renversés, les philosophes estimaient n'avoir rien de plus urgent à faire qu'à pousser à l'*infâme* et au *monstre* lui-même pour l'étouffer. C'est en ce sens que, dans sa lettre inédite du 15 janvier 1769, Voltaire écrivait au pasteur Gal-Pomaret, à l'occasion du meurtre juridique de Calas dont le souvenir palpitait encore : « *Vous voyez, monsieur, qu'il n'était pas possible d'introduire la raison autrement que sur les ruines du fanatisme.* » Si l'on croyait voir quelque exagération dans ce que nous venons de dire, nous n'aurions qu'à rappeler la réaction terrible, la fermeté des temples de tous les cultes et les massacres de 93. Tels avaient été les fruits amers de l'intolérance et de la persécution.

Veuillez agréer, etc.

GAL-LADEVÈZE.

1. J.-J. Rousseau à M. Jérémie de Pourtalès, à Neufchâtel, en Suisse.

Motiers, ce 26 mai 1764.

Je sais, Monsieur, que, depuis deux ans, Paris fourmille d'écrits qui portent mon nom; mais, fort heureusement, peu de gens en sont les dupes. Je n'ai pas écrit ma prétendue lettre à l'archevêque

d'Ausch, et la date de Neuschâtel prouve que l'auteur n'est pas même instruit de ma demeure.

Je n'avais pas attendu les exhortations des protestants de France pour réclamer contre les mauvais traitements qu'ils essayent; ma lettre à M. l'archevêque de Paris (1) porte un témoignage assez éclatant du vif intérêt que je prends à leurs peines. Il serait difficile d'ajouter à la force des raisons que je mets en avant pour engager le gouvernement à les tolérer, et j'ai même lieu de présumer qu'il y a fait quelque attention. Quel gré m'en ont-ils su? L'on dirait que cette lettre, qui a ramené tant de catholiques, n'a fait qu'achever d'aliéner les protestants, et combien d'entre eux ont osé m'en faire un nouveau crime. Comment voulez-vous, Monsieur, que je prenne avec succès leur défense, lorsque j'ai moi-même à me défendre de leurs outrages? Opprimé, persécuté, poursuivi chez eux, de toutes parts, comme un scélérat, je les ai vus tous réunis pour achever de m'accabler; et lorsqu'enfin la protection du roi met à couvert ma personne, ne pouvant plus autrement me nuire, ils ne cessent de m'injurier. Ouvrez jusqu'à vos Mercures, et vous verrez de quelle façon ces charitables chrétiens me traitent. Si je continuais à plaider leur cause, ne me demanderait-on pas de quoi je me mêle? Ne jugerait-on pas qu'apparemment je suis de ces braves qu'on fait combattre à coups de bâton? Vous avez bonne grâce à venir nous prêcher la tolérance, me dirait-on : tandis que vos gens se montrent plus intolérants que nous, votre propre histoire dément vos principes, et prouve que les réformés, doux, peut-être, quand ils sont faibles, sont très violents, sitôt qu'ils sont les plus forts. Les uns vous décrètent, les autres vous bannissent, les autres vous reçoivent en rechignant. Cependant, vous voulez que nous les traitions sur des maximes de douceur qu'ils n'ont pas eux-mêmes! Non, puisqu'ils persécutent, ils doivent être persécutés; c'est la loi de l'Evangile qui veut qu'on fasse à chacun comme il fait aux autres. Croyez-nous, ne vous mêlez plus de leurs affaires, car ce ne sont pas les vôtres; ils ont grand soin de le déclarer tous les jours, en vous reniant pour leur frère, en protestant que votre religion n'est pas la leur.

(1) Cette lettre fameuse à Christophe de Beaumont, archevêque de Paris, est datée de Motiers, le 18 novembre 1762. Le mandement qui y donna lieu est du 20 août de la même année. L'arrêt du Parlement de Paris condamnant l'*Emile* est du 9 juin précédent et fut exécuté le 11. Quoi qu'en dise Rousseau, on trouve surtout dans sa réponse un plaidoyer personnel, *pro domo sua*, et les persécutions contre les protestants ne lui servent guère que d'arguments pour sa propre apologie. Sa thèse est que « si la France eût professé la religion naturelle, la foi du Vicaire savoyard, elle n'eût point commis tant de cruautés, depuis l'Inquisition de Toulouse jusqu'à la Saint-Barthélemy, et depuis les guerres des Albigeois jusqu'aux dragonnades; le conseiller Anne du Bourg n'eût point été pendu pour avoir opiné à la douceur envers les réformés; les habitants de Mérindol et de Cabrières n'eussent point été mis à mort par le Parlement d'Aix, et l'innocent Calas n'eût point péri sur la roue. » — *Reéd.*

Si vous voyez, Monsieur, ce que j'aurais de solide à répondre à ce discours, ayez la bonté de me le dire. Quant à moi, je ne le vois pas. Et puis, que sais-je encore? Peut-être, en voulant les défendre, avancerais-je, par mégarde, quelque hérésie pour laquelle on me ferait saintement brûler. Enfin, je suis abattu, découragé, souffrant, et l'on me donne tant d'affaires à moi-même, que je n'ai plus le temps de m'occuper de celles d'autrui.

Recevez mes salutations, Monsieur, je vous supplie, et les assurances de mon respect.

Signé : ROUSSEAU.

II. *J. de Pourtalès à M. J.-J. Rousseau.*

Neuchâtel, le 10 juillet 1764.

Monsieur, mon dessein n'est pas de vous mettre en frais d'une réponse; cela serait indiscret; je ne veux que vous communiquer, sans conséquence, ce qui me paraît ne devoir pas vous être indifférent. A votre place, je ne serais pas fâché que l'on m'informât, dans l'occasion, de ce que pourraient penser sur mon compte des personnes sensées et non prévenues. Je ne vous fais donc que ce que je voudrais que l'on me fit; et c'est là, si je ne me trompe, la vraie loi de l'équité.

J'avais parlé de vous à quelques-unes de mes connaissances d'Irlande, au sujet d'*Emile* et de votre retraite dans ce pays, et voici ce que m'écrivait de là, il y a quelque temps, une personne, qui, sans être savante de profession, ne laisse pas souvent d'être courtisée par des gens lettrés, encore plus pour son mérite personnel que pour son rang. C'est madame la comtesse de Clanbrassie, qui a la bonté de m'honorer quelquefois de sa correspondance. Elle me disait en anglais ce que je vais tâcher de vous rendre mot à mot : vous verrez aux guillemets quand c'est elle qui parle.

« Je m'en tiens toujours à mon système pour la lecture; un petit
« nombre de bons vieux livres bien connus, sont toute ma biblio-
« thèque d'usage, et c'est autant qu'il m'en faut pour m'occuper.
« Lorsqu'il n'est question que d'amusement, je ne trouve rien de trop
« léger ni de trop court. Et quant aux livres nouveaux qui paraissent
« de temps en temps et qui font bruit, je les laisse tranquillement lire
« aux autres. Je trouve pourtant toujours quelque ami qui veut bien
« m'en rendre compte par voie de conversation, et je demande rare-
« ment d'en savoir davantage. Ce n'est guère que de cette façon que
« je connais un peu votre Jean-Jacques si renommé. Par cela même
« que j'entends dire beaucoup de mal, mais aussi beaucoup de bien
« de lui, je juge sur l'étiquette que c'est un homme de mérite.
« J'ignore quels sont les articles de son *Credo*, et je ne pense pas
« devoir m'en inquiéter. On m'assure qu'il est promoteur très zélé
« de la bienfaisance envers tout le monde, et si cela est ainsi, cet

« homme-là n'est-il pas au fond plus chrétien que tel que l'on met
« avec les Pères de l'Eglise? »

Que dites-vous, Monsieur, de cette façon de penser d'une femme? Si vous la connaissiez comme moi, je suis sûr que vous y trouveriez quelque chose de flatteur. J'attendais une occasion de vous en faire part, mais vous ne devineriez sûrement pas ce qui me la fournit actuellement : ce sont les quelques lignes de votre main que j'ai vues par Cressan, et qui me paraissent répondre tout à fait à l'idée que l'on s'est faite de vous. Me pardonnerez-vous, Monsieur, de vous en ouvrir librement ma pensée? Je veux parler de votre lettre du 26 mai à M. P., où vous alléguez des raisons pour refuser aux réformés de France le secours de votre plume contre leurs persécuteurs. Vous pouvez, sans doute, avoir par devers vous d'autres raisons déterminantes, j'aime à le supposer, et je m'en rapporte à vous; mais, en vérité, s'il m'est permis de vous le dire, celles que vous articulez dans cette lettre ne sont pas dignes de vous. Il s'agit bien là vraiment de savoir ce que tel ou tel peut mériter personnellement par la loi du talion! Vos persécuteurs ne sont-ils pas les miens? Tous persécuteurs ne méritent-ils pas également d'être foudroyés? Ne doivent-ils pas toujours l'être ensemble? Je crains que vous n'ayez laissé tomber là quelques mots à la hâte, et vous ne sauriez le faire impunément. Voilà, Monsieur, ce qui arrive, quand on écrit comme vous, ne fût-ce que dans une lettre d'ami, il n'y a pas un mot qui n'ait ou qui ne soit censé avoir tout son poids; rien n'échappe, tout se fait d'autant plus remarquer, que tout s'y fait toujours lire avec plaisir; et c'est un plaisir que l'on aime à partager avec d'autres, quand on le peut.

Vous peignez de main de maître les torts des protestants, du moins d'un certain nombre d'entre eux, vis-à-vis de vous; je n'ai garde de les excuser. Vous rendez aussi parfaitement les discours et les récriminations que ne manqueraient pas de vous objecter leurs ennemis, si vous aviez entrepris de plaider leur cause; ce serait, je l'avoue, autant d'arguments *ad hominem* pour vos clients persécuteurs. Mais bien loin d'avoir aucune force contre vous, ce seraient plutôt pour vous de nouveaux sujets de triomphe et de gloire. Craindriez-vous qu'on vous reprochât d'être allé jusqu'à la bienfaisance pour des gens qui auraient été contre vous jusqu'à l'injustice? Quoi, vous, Monsieur, l'ami éclairé, le défenseur, le zélé intrépide envers et contre tous de la liberté de l'humanité, de la vertu, vous ne voyez pas, dites-vous, ce que vous auriez de solide à répondre à leurs objections? Vous ne le voyez pas! Je vous dirais volontiers là-dessus ce que l'auteur des *Provinciales* voulait qu'on répondît à certaines calomnies des jésuites; et vous ne sauriez vous en gendarmer, car je n'aurais pas moins que toute votre âme et tout votre génie pour mes garants. Quels généreux sacrifices ferait-on jamais au bien public, si l'on devait être arrêté par la crainte de servir des ingrats! S'il est vrai que

les protestants soient entichés, comme les autres, de l'esprit de persécution, n'est-ce pas un motif de plus pour combattre cet esprit infernal? Et ne doit-on pas tâcher de les convertir eux-mêmes sur ce point? Ce serait, peut-être, leur rendre un plus grand service que de les mettre à couvert d'être persécutés eux-mêmes. Ce n'est pas à moi, Monsieur, à vous rien suggérer dans cette vue, trop heureux, si j'avais pu vous y faire penser. Dès que vous daigneriez y songer tout de bon, le reste éclorait assez de lui-même, et quel noble emploi ne serait-ce pas du talent enchanteur que vous possédez si bien de vous faire lire! Je suis, etc.

Signé : J. P. (JÉRÉMIE DE POURTALÈS.)

III. J.-J. Rousseau à M. Jérémie de Pourtalès

De Motiers, 15 juillet 1764.

Si mes raisons, Monsieur, contre la proposition qui m'a été faite par le canal de M. Pourtalès, vous paraissent mauvaises, celles que vous m'objetez ne me semblent pas meilleures, et dans ce qui regarde ma conduite, je crois pouvoir rester juge des raisons qui doivent me déterminer.

Il ne s'agit pas, je le sais, de ce que tel ou tel peuvent mériter par la loi du talion, mais il s'agit de l'objection par laquelle les catholiques me fermentaient la bouche, en m'accusant de combattre ma propre religion. Vous écrivez contre les persécuteurs, me diraient-ils, et vous vous dites protestant, vous avez donc tort, car les protestants sont tout aussi persécuteurs que vous, et c'est pour cela que nous ne devons pas les tolérer, bien sûrs que s'ils demeuraient les plus forts, ils ne nous toléreraient pas non plus nous-mêmes. Vous nous trompez, ajouteraient-ils, ou vous vous trompez, en vous mettant en contradiction avec les vôtres, et nous prêchant d'autres manières que les leurs. Ainsi, l'ordre veut qu'avant d'attaquer les catholiques, je commence par attaquer les protestants, et par leur montrer qu'ils ne savent pas leur propre religion. Est-ce là, Monsieur, ce que vous m'ordonnez de faire? Cette entreprise préliminaire rejetterait l'autre encore loin, et il me paraît que la grandeur de la tâche ne vous effraye guère, quand il n'est question que de l'imposer. Que si les arguments *ad hominem* qu'on m'objecterait, vous paraissent peu embarrassants, ils me le paraissent beaucoup à moi, et dans ce cas, c'est à celui qui sait les résoudre d'en prendre le soin.

Il y a encore, ce me semble, quelque chose de dur et d'injuste de compter pour rien tout ce que j'ai fait, et de regarder tout ce qu'on me prescrit comme un nouveau travail à faire. Quand on a bien établi une vérité par cent preuves invincibles, ce n'est pas un si grand crime, à mon avis, de ne pas courir après la cent-unième, surtout si

elle n'existe pas. J'aime à dire des choses utiles, mais je n'aime pas à les répéter, et ceux qui veulent absolument des redites, n'ont qu'à prendre plusieurs exemplaires du même écrit. Les protestants de France jouissent maintenant d'un repos auquel je puis avoir contribué, non par de vaines déclamations, comme tant d'autres, mais par de bonnes raisons politiques bien exposées; cependant, voilà qu'ils me pressent d'écrire en leur faveur. C'est faire trop de cas de ce que je puis faire, ou trop peu de ce que j'ai fait. Ils avouent qu'ils sont tranquilles, mais ils veulent être mieux que bien; et c'est après que je les ai servis de toutes mes forces, qu'ils me reprochent de ne pas les servir au delà de mes forces.

Ce reproche, Monsieur, me paraît peu reconnaissant de leur part, et peu raisonnable de la vôtre. Quand un homme revient d'un long combat, hors d'haleine et couvert de blessures, est-il temps de l'exhorter à reprendre les armes, tandis qu'on se tient soi-même en repos. Eh, Messieurs, chacun son tour, je vous prie; si vous êtes si curieux des coups, allez en chercher votre part. Pour moi, j'en ai bien la mienne, c'est le temps de songer à la retraite, mes cheveux gris m'avertissent que je ne suis plus qu'un vétéran; mes maux et mes malheurs me prescrivent le repos, et je ne sors pas de la lice, sans y avoir payé de ma personne. Prenez mon rang, jeunes gens, je vous le cède, gardez-le dans votre vigueur comme j'ai fait dans la mienne, et après cela ne vous tourmentez pas plus des exhortations indiscrettes et des reproches déplacés, que je ne m'en tourmenterai désormais.

Ainsi, Monsieur, je confirme à loisir ce que vous m'accusez d'avoir écrit à la hâte, et que vous jugez n'être pas digne de mon jugement, auquel j'éviterai de répondre, faute de l'entendre suffisamment.

Recevez, je vous prie, Monsieur, les assurances de mon respect.

Signé : J.-J. ROUSSEAU.

IV. *J. de Pourtalès à M. J.-J. Rousseau.*

26 juillet 1764.

Monsieur,

Quand votre réponse ne m'aurait fait d'autre bien que de m'obliger à lire encore une fois la lettre à M. l'archevêque de Paris, je vous en dois bien des remerciements, et je vous les fais de tout mon cœur. Je pense à présent comme vous; dans votre système, on ne peut rien dire de plus fort en faveur des protestants, que ce qui est contenu pages 78, 97 et surtout 87. Pardon, Monsieur, si j'ai paru ne pas assez vous en tenir compte, ça a été par oubli, et je me hâte de le réparer, en vous assurant que j'ai relu tout cet endroit, avec une extrême satisfaction; et même encore, s'il est possible, avec plus de plaisir que la première fois.

Quant à ce que j'avais lu dans la lettre à M. de P. sur la justice

d'abandonner les non-conformistes de France à leur sort, si j'ai jugé quelques-uns des allégués moins dignes de vous, ce n'était que parce qu'ils m'avaient paru procéder d'un peu de ressentiment, ou du moins n'être fondés que sur la triste loi du talion. Si j'ai mal saisi le cas, je vous en fais excuse, et je passe très volontiers condamnation là-dessus. Au surplus, personne ne peut être plus disposé que moi à s'en rapporter humblement à vous des motifs qui doivent, ou ne doivent pas vous déterminer à écrire. Mais permettez, Monsieur, que je réclame à grands cris tout le droit, que je prétends avoir, de former des souhaits, et de les exposer modestement dans l'occasion, ce qui ne me permet pas même de bâtir des châteaux en Espagne.

Parmi tant d'écrits sur la tolérance dont le public est inondé, je n'en connais point de complets. Les uns, à mon avis, ne valent pas la peine d'être lus, et les autres, sans excepter le Commentaire philosophique, donnent trop de peine à lire. Ils existent pour la plupart des lecteurs, et surtout pour ceux qui en auraient le plus besoin, comme s'ils n'existaient pas.

Oh ! que ne puis-je voir une fois en ma vie, sur cette intéressante matière, un ouvrage digne du sujet, qui fit voir, qui fit sentir, et qui par cela même fit aimer la vérité à tout le monde, bon gré, mal gré qu'il en eût. Cela est impossible, c'est un problème que je vous donne à résoudre, je comprends qu'il est très difficile, la tête me tourne quand j'y pense. Quel talent, quel mérite, quelle impartialité universelle ne faudrait-il pas ? De là, quelle élévation d'âme, quel désintéressement, quel courage ; en même temps quel loisir, et tout cela réuni, à quel degré ! Vous voyez, Monsieur, que je connais passablement la grandeur de la tâche, et pourtant, comme vous le dites fort bien, elle ne m'effraye guère ; et pourquoi m'effrayerait-elle ? ce n'est pas pour moi ; je suis trop convaincu qu'elle ne saurait me regarder ; et ce n'est pas non plus pour vous, je sais trop que vous ne l'entreprendriez jamais qu'à bonnes enseignes, et que vous n'êtes pas homme à vous la laisser imposer par qui que ce soit au monde, si ce n'est par vous-même. Tout ce que j'aurais voulu, c'est qu'il vous prît envie d'y penser ; est-ce là que vous trouvez à redire ? Je ne disconviens pas du fait ; mais je nie que j'ai tort ; et bien loin de m'en repentir, je m'en applaudis. Oui, Monsieur, je l'ai souhaité, je le souhaite toujours, et vous ne m'en empêcherez pas ; vous ne sauriez vous y opposer, sans vous rendre vous-même coupable d'intolérance au premier chef.

Je ne voulais d'abord vous écrire qu'un billet de trois à quatre lignes, qui ne peut pas seulement occasionner la pensée d'une réponse ; mais vos reproches m'ont insensiblement mené plus loin ; et voilà une lettre.

J'espère, Monsieur, que vous approuverez mes raisons et mes excuses ; et que vous ne vous gênez, au reste, ni plus ni moins, que si je n'avais rien dit. Je suis, etc.

Signé : P. P.

V. *J.-J. Rousseau à M. Jean Foulquier* (1).

Motiers, 18 octobre 1764.

Voici, Monsieur, le Mémoire que vous avez eu la bonté de m'envoyer, il m'a paru fort bien fait, il dit assez, et ne dit rien de trop. Il y aurait seulement quelques petites fautes de langue, si l'on voulait le donner au public, mais ce n'est rien, l'ouvrage est bon, et ne sent point trop son théologien (2).

Il me paraît que depuis quelque temps, le gouvernement de France, éclairé par quelques bons écrits, se rapproche assez d'une tolérance tacite, en faveur des protestants; mais je pense aussi que le moment de l'expulsion des jésuites, le force à plus de circonspection que dans un autre temps, de peur que ces Pères, et leurs amis, ne se prévalent de cette indulgence, pour confondre leur cause avec celle de la religion. Cela étant, le moment ne serait pas le plus favorable pour agir à la cour. Mais, en attendant qu'il vint, on pourrait continuer d'instruire et d'intéresser le public par des écrits sages et modérés, par des raisons d'Etat, claires et précises, et dépouillées de toutes les aigres et puériles déclamations, trop ordinaires aux gens d'église. Je crois même qu'on doit éviter d'irriter trop le clergé catholique. Il faut dire les faits, sans les charger de réflexions offensantes. Concevez au contraire un Mémoire adressé aux évêques de France en termes décents et respectueux, et où, sur des principes qu'ils n'oseraient désavouer, on interpellerait leur équité, leur charité, leur commisération, leur patriotisme et même leur christianisme. Ce mémoire, je le sais bien, ne leur ôterait pas leur mauvaise volonté, mais il leur ferait honte de la montrer, et les empêcherait peut-être de persécuter ouvertement, et si durement nos malheureux frères. Je puis me tromper, voilà ce que je pense. Pour moi, je n'écrirai point, cela ne m'est pas possible, mais partout où mes soins et mes conseils pourront être utiles aux opprimés, ils trouveront toujours en moi, dans leurs malheurs, l'intérêt et le zèle que, dans les miens, je n'ai trouvé chez personne.

Recevez mes très humbles salutations.

Signé : J.-J. ROUSSEAU.

VI. *M. Foulquier à M. Fonval* (3), à Ganges.

Lausanne, 23 novembre 1764.

Je vous dis, dans ma dernière lettre du 13 octobre, que j'avais envoyé votre Mémoire sur les mariages à M. Rousseau; voici copie de

(1) M. Foulquier était membre du Comité de Lausanne.

(2) Ce Mémoire du pasteur Gal-Pomaret est perdu, à moins qu'il ne se trouve dans la Correspondance de Court de Gébelin, conservée à Genève.

(3) *Fonval* est le surnom de M. Gal, surnommé aussi Pomaret.

la lettre qu'il m'a écrite à ce sujet. Il y suggère assez directement aux Eglises de France un plan de conduite envers la cour et le clergé catholique, qui me paraît excellent. Je ne doute pas que vous ne l'approuviez, d'autant plus qu'il s'accorde assez avec votre façon de penser; car il serait fort à souhaiter, que les démarches de tous vos confrères fussent comme les vôtres guidées par la prudence, la modération et la douceur, les affaires en iraient, je crois, bien mieux. Je sais qu'il faut de la fermeté dans certaines circonstances, et qu'il convient d'avancer les intérêts de la religion autant qu'on le peut, mais il ne faut pas, par un zèle outré, vouloir tout forcer à la fois. Ce n'est que peu à peu qu'on gagne du terrain sur une force supérieure, et qu'enfin avec le temps et la patience, on remporte la victoire. Mais, que puis-je vous dire là-dessus, qui ne soit infiniment au-dessous de vos lumières? Je dois plutôt vous laisser penser et agir, m'en rapporter à vous, et me borner à vous assurer de la vénération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très dévoué serviteur.

Signé : FOULQUIER,

P. S. Je passerai ici tout l'hiver; si vous m'écrivez, adressez-moi directement vos lettres.

VII. J.-J. Rousseau à M. Foulquier.

Motiers, 25 décembre 1764.

La lettre, Monsieur, et le Mémoire de M. Pomaret (1), que vous m'avez envoyés, confirment bien l'estime et le respect que j'avais pour leur auteur. Il y a dans ce Mémoire des choses qui sont tout à fait bien; cependant, il me paraît que le plan et l'exécution demanderaient une réforme conforme aux excellentes observations contenues dans votre lettre. L'idée d'adresser un Mémoire aux évêques n'a pas tant pour but de les persuader eux-mêmes, que de persuader indirectement la cour et le public catholique, qui seront plus portés à donner au corps épiscopal le tort dont on ne les chargera pas eux-mêmes. D'où il doit arriver que les évêques auront honte d'élever des oppositions à la tolérance des protestants, ou que s'ils font opposition, ils attireront contre eux la clameur publique, et peut-être les rebuffades de la cour.

Sur cette idée, il paraît qu'il ne s'agit pas tant, comme vous le dites très bien, d'explications sur la doctrine qui sont usées, connues, et

(1) M. Gal-Pomaret, pasteur de Ganges, avait fait ainsi une tentative dans le même sens auprès de Rousseau, comme cela résulte d'une de ses lettres, du 26 mars 1764, à son frère le pasteur Gal-Ladevèze.

« Tu as vu sans doute, écrit-il, les principes politiques sur le rappel des protestants en France; j'ai prié par une lettre M. J.-J. Rousseau de vouloir bien nous faire la grâce de relever ce qu'il y a d'inconséquent et de trop dur pour nous dans cet ouvrage; lui qui connaît si bien parler le langage de la tendre humanité, et qui a dit de si belles choses sur la tolérance. Mais je ne sais s'il nous aimera assez pour nous rendre ce bon office. »

données mille fois, que d'une exposition politique et adroite de l'utilité dont les protestants sont à la France, à quoi l'on peut ajouter la bonne remarque de M. Pomaret sur l'impossibilité reconnue de les réunir à l'Eglise, et par conséquent, sur l'inutilité de les opprimer, oppression qui ne pouvant les détruire, ne peut servir qu'à les aliéner.

En prenant les évêques, qui pour la plupart sont des plus grandes maisons du royaume, du côté des avantages de leur naissance et de leurs places, on peut leur montrer avec force, combien ils doivent être attachés au bien de l'Etat, à proportion des biens dont il les comble, et des privilèges qu'il leur accorde; combien il serait horrible à eux de préférer leur intérêt et leur ambition particulière au bien général d'une société, dont ils sont les principaux membres. On peut leur prouver que leurs devoirs de citoyens, loin d'être opposés à ceux de leur ministère, en reçoivent de nouvelles forces; que l'humanité, la religion, la patrie, leur prescrivent la même conduite et la même obligation de protéger leurs malheureux frères opprimés, plutôt que de les poursuivre. Il y a mille choses vives et saillantes à dire là-dessus; en leur faisant honte, d'un côté, de leurs maximes barbares, sans pourtant les leur reprocher, et de l'autre, en excitant contre eux la jalousie et l'indignation du ministère, et des autres ordres du royaume, sans pourtant paraître y tâcher.

Je suis, Monsieur, si pressé, si accablé, si surchargé de lettres, que je ne puis vous jeter ici quelques idées qu'avec la plus grande rapidité. Je voudrais pouvoir entreprendre ce mémoire, mais cela m'est absolument impossible, et j'en ai bien du regret; car outre le plaisir de bien faire, j'y trouverais un des plus beaux sujets qui puissent honorer la plume d'un auteur. Cet ouvrage peut être un chef-d'œuvre de politique et d'éloquence, pourvu qu'on y mette le temps; mais je ne crois pas qu'il puisse être bien traité par un théologien.

Je vous salue, Monsieur, de tout mon cœur.

Signé : ROUSSEAU.

LES PROMOTEURS DE L'ÉDIT DE 1787

QUI A RESTITUÉ L'ÉTAT CIVIL AUX PROTESTANTS DE FRANCE.

Correspondance de Lafayette, Paul Rabaut, Rabaut-Saint-Etienne, de Poitevin (1785-1788).

M. le pasteur A. Coquerel fils a publié dans le journal *le Lien*, du 23 juillet dernier, plusieurs pièces empruntées soit aux papiers inédits de Paul Rabaut, soit aux Mémoires du général Lafayette, qui jettent du jour sur la part importante que l'illustre général fut appelé à prendre aux préparatifs

du premier acte de réparation accompli en 1787 à l'égard des protestants français, acte si incomplet encore et qui fut néanmoins si difficile et si long à obtenir. Cette publication a suggéré à l'un des membres de notre société, M. Eug. des Hours Farel, de Montpellier, la bonne pensée de rechercher dans ses papiers de famille quelques lettres relatives à ces mêmes antécédents de l'Edit de tolérance de 1787, et il a retrouvé en effet trois lettres de Rabaut-Saint-Etienne, dont une à Lafayette avec un billet de ce dernier, et deux lettres de M. de Poitevin, se rapportant toutes au dernier semestre de l'année 1785. Fort malheureusement une certaine portion de cette correspondance paraît avoir été égarée ou accaparée par des amateurs d'autographes. M. de Poitevin (bisaïeul de M. des Hours Farel), descendait d'une ancienne famille huguenote de Blois, par l'un de ses membres, Isaac, sieur de Maurcillan, qui s'était réfugié à Montpellier. Né en 1712, il s'était adonné par goût autant que par nécessité, à cause de sa qualité de non catholique, à l'étude des sciences, et particulièrement de l'astronomie qu'il cultivait avec un grand succès. Il était président de la Société des sciences et belles-lettres de Montpellier, membre correspondant de beaucoup d'académies, auteur d'un grand nombre de mémoires insérés dans leurs recueils, de divers articles de l'Encyclopédie et d'un *Essai estimé sur le climat de Montpellier*. Il entretenait une correspondance suivie avec les savants les plus renommés de son temps, Lalande, d'Alembert, etc. On comprend qu'il ait été introduit auprès de Lafayette dans des termes aussi honorables que ceux dont se sert Rabaut Saint-Etienne, et qu'il ait dû jouer un rôle dans les négociations qui intéressaient alors si vivement les protestants (1).

Nous allons combiner les documents que M. des Hours Farel a bien voulu nous transmettre, sur notre demande, avec les matériaux que nous présentaient déjà les Mémoires de Lafayette et la communication tirée des papiers de Paul Rabaut. Il ne peut manquer d'en résulter un tout fort instructif.

« Le général Lafayette avait, dit M. H. Martin (*Hist. de France*, t. XIX, p. 480), travaillé fort activement depuis 1783, à préparer le jour de la justice. Aidé de Malesherbes, il avait gagné deux des ministres, Castries et Breteuil, et ce dernier avait inspiré l'ouvrage de Rulhière, *Eclaircissements sur les causes de la Révocation de l'Edit de Nantes*, qui fut comme la préface des mesures réparatrices. »

On lit dans les Mémoires mêmes du général (t. II, p. 482) : « C'est en 1785 que Lafayette, sous prétexte de causer des affaires commerciales des

(1) M. de Poitevin est mort en 1807, après avoir été président de l'administration centrale du département de l'Hérault, lors de l'organisation des préfectures. Il avait épousé Suzanne des Pradels, et a laissé un fils, mort lieutenant-général à Metz, en 1829, et une fille, décédée en 1845, ayant épousé le lieutenant-général baron de Campredon, pair de France. M. de Poitevin avait perdu, dès 1794, un fils aîné, capitaine du génie, tué au fort de l'Ecluse, à l'armée de Sambre-et-Meuse.

Etats-Unis, se rendit de Chavaniac, son pays natal, à Nîmes ; il y vit le vieux Paul Rabaut, qui longtemps avait été victime des plus odieuses persécutions et qui, après l'avoir entendu, répéta le *Nunc dimittis* de Siméon. On convint que lorsque Lafayette aurait préparé les voies à Paris et à Versailles, Rabaut de Saint-Etienne, fils aîné de Paul Rabaut et ministre lui-même, se rendrait dans la capitale. Le duc de Larochehoucauld d'alors, ce grand citoyen, assassiné à Gigors après le 40 août, et l'illustre Malesherbes, qui avait pour ces deux amis une grande affection, furent les premiers auxquels il en parla. On vit le baron de Breteuil, ministre de l'intérieur, qui adopta ces idées de simple tolérance. M. de Rulhière fut chargé de publier un Mémoire. Enfin l'époque arriva où Saint-Etienne dut venir trouver Lafayette à Fontainebleau pour aller ensemble à Malesherbes. » Ces détails, ajoute le rédacteur, servent d'antécédents à la part que prit Lafayette dans l'importante démarche du bureau des notables, au mois de mai 1787 (voir ci-après), et ils peuvent faire sentir que pour établir en France une complète liberté religieuse, il ne fallut rien moins qu'une révolution complète.

Des lettres que nous avons à reproduire ici, la première en date est celle du 44 mai 1785, de Lafayette au général Washington. On aime à constater ainsi l'intérêt que l'illustre fondateur de la liberté politique des Etats-Unis portait à l'émancipation religieuse de ses coreligionnaires français.

I. *M. de Lafayette au général Washington.*

11 mai 1785.

Mon cher général,

Cette lettre n'est pas la seule que vous recevrez de moi par ce paquebot ; mais, trouvant une occasion sûre, je confierai celle-ci au jeune M. Adams pour vous parler des choses que je ne voudrais pas traiter par la voie des bureaux de poste français.

Les protestants, en France, sont soumis à un intolérable despotisme. Quoiqu'il n'y ait pas à présent de persécution ouverte, ils dépendent du caprice du roi, de la reine, du Parlement ou d'un ministre. Leurs mariages ne sont pas légaux ; leurs testaments n'ont aucune force devant la loi ; leurs enfants sont considérés comme bâtards, leurs personnes comme pendables. Je voudrais amener un changement dans leur situation. Pour cet objet, je vais, sous quelque prétexte, avec le consentement de Castries et un autre (1), visiter leurs principales résidences. Je tâcherai ensuite d'obtenir l'appui de M. de Vergennes et du Parlement avec celui du garde des sceaux, qui fait les fonctions de chancelier. C'est une œuvre qui demande du temps

(1) Probablement M. de Malesherbes, dit en note l'éditeur des Mémoires.

et qui n'est pas sans quelque inconvénient pour moi, parce que personne ne voudrait me donner un mot écrit, ni me soutenir en quoi que ce soit. Je cours ma chance. M. de Castries ne peut que recevoir mon secret, cet objet n'étant pas de son département. Ne me répondez rien sur cela, sinon que vous avez ma lettre en chiffres portée par M. Adams. Mais, lorsque dans le courant de l'automne ou de l'hiver, vous apprendrez que quelque chose a été fait en cette matière, je désire que vous sachiez que j'y ai contribué....

II. *Rabaut-Saint-Etienne à Lafayette.*

Nîmes, 22 juin 1785.

Monsieur le marquis,

Je ne tarde guère à profiter des offres infiniment honnêtes que vous avez daigné me faire, relativement au procès que quelques-uns de mes amis ont en ce moment à Paris. Je prends la liberté, Monsieur, de vous adresser M. de Poitevin, célèbre astronome de Montpellier, et membre de la Société royale des mines de la même ville. Ce savant s'intéresse lui-même au succès de ce procès; il est digne, Monsieur, de toute votre confiance et cette lettre en est la preuve. Le mérite personnel de M. de Poitevin vous en convaincra encore mieux. Vous m'avez parlé, Monsieur, d'un célèbre magistrat dont les lumières et le crédit pourraient être utiles à mes amis; vous mettriez le comble à vos bontés et à ma reconnaissance, si vous daigniez introduire M. de Poitevin chez le grand homme qui voudrait peut-être lui fournir les moyens et lui ouvrir les routes aux sollicitations nécessaires en pareil cas.

Le héros de l'Amérique est devenu le mien; qu'il me permette de porter à ses pieds mes hommages, et de lui offrir les témoignages de la vive gratitude et du profond respect que je conserverai pour lui durant le reste de mes jours. Ces sentiments feront la douceur de ma vie.

Je suis avec respect, Monsieur le marquis, votre très humble et obéissant serviteur.

BAUT DE SAINT-ETIENNE.

III. *Billet de Lafayette à M. Poitevin.*

[De Paris, le.... ?]

Le marquis de Lafayette a l'honneur de faire ses compliments à

Monsieur de Poitevin, et le prévient que M. de Malesherbes l'attendra avec empressement après-demain, samedi, jusqu'à midi. Le marquis de Lafayette doit revoir ensuite M. de Malesherbes au moment de son départ, qui est fixé pour samedi. Il prie Monsieur de Poitevin d'agréer l'hommage de ses vœux et de son attachement.

Ce mercredi soir. (*Sans autre date*)

IV. *M. de Poitevin à M. de Malesherbes.*

11 juillet 1785.

Monsieur,

La conversation que j'ai eue avant-hier, avec vous, m'a pénétré de la plus profonde admiration et de la plus vive reconnaissance. Non-seulement, j'ai eu le bonheur de voir et d'entendre un homme d'Etat dont le nom est si cher à tous les bons Français, j'ai pu recueillir quelques traits de cette douce philosophie, de cette humanité éclairée, de cette affabilité si rare qui vous caractérisent; j'ai même été admis à vous entretenir d'objets importants avec une confiance réciproque et dont il est peut-être peu d'exemples entre deux personnes si éloignées l'une de l'autre par la différence de leurs positions, et qui se voient pour la première fois; heureusement, la philosophie et les grands intérêts de l'humanité rapprochent les hommes que la diversité des rangs sépare sans cesse, et si je dois à M. le marquis de Lafayette une circonstance si heureuse pour moi, c'est à vous-même que je dois, Monsieur, de m'être retiré si satisfait des choses que vous m'avez dites et si pénétré de vos bontés.

Daignez, Monsieur, excuser toutes les fautes qui ont pu m'échapper dans l'embarras d'une première conversation, j'ai beaucoup de zèle et peu de lumières, mais comme rien n'est indifférent dans la cause que j'agite devant vous, j'ai grand besoin que votre indulgence me pardonne la forme de mes observations, tandis que la justesse de votre esprit en corrigera aisément le fond.

Que je serais heureux, Monsieur, si votre confiance pour moi vous portait à m'accorder, de temps en temps, quelques audiences, lorsque vous viendrez à Paris, ou à m'autoriser à vous envoyer quelques missives par la voie que vous voudrez bien m'indiquer. Je m'isolerais par un sentiment de vanité, et, quoique les grandes vues qui vous animent dussent me faire espérer cette faveur, je la regarderai comme personnelle.

Permettez-moi, Monsieur, de vous présenter un exemplaire de l'*Eloge de M. Montet*. C'est, comme j'ai eu l'honneur de vous l'annoncer, un faible tribut payé à la mémoire d'un ami. J'y ai parlé de vous, dans un temps où je ne vous connaissais pas personnellement, et où j'étais fort éloigné d'imaginer que j'aurais un jour ce bonheur; j'ai donc parlé sans intérêt et sans flatterie, et je peux, aujourd'hui, offrir à votre indulgence un écrit que j'aurais caché à votre modestie.

Je suis avec un profond respect, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

POITEVIN, de la Société royale des sciences
de Montpellier,
Rue Saint-Thomas-du-Louvre, 22.

V. M. de Poitevin à Rabaut-Saint-Etienne.

Paris, 1^{er} août 1785.

Monsieur,

La persuasion où je suis que vous ne doutez pas de mon zèle, ce sentiment si honorable pour mon amour-propre, m'a fait garder le silence lorsque j'agissais; et l'inaction forcée que j'éprouve dans ce moment me permet de vous écrire et de m'entretenir avec vous.

Je n'ai pas perdu un moment, dès mon arrivée, pour suivre l'intéressante affaire dont vous m'aviez chargé; je réserve pour une conversation le détail des moyens qui ont préparé les deux entrevues que j'ai eues ici avec le guerrier et le magistrat que vous m'aviez désignés. Le premier me paraît avoir plus de zèle et d'activité que de moyens; le second, plus de lumières que de crédit. L'un est parti pour Berlin, l'autre est retiré à la campagne, d'où il vient très rarement; j'ai eu l'honneur de lui écrire, la tête encore toute remplie de ce qu'il m'avait dit et fait espérer; je lui ai demandé la permission de lui adresser des mémoires; je lui ai demandé des audiences, quand il se rendra à la ville; ma lettre est encore sans réponse.

Le magistrat a présenté un Mémoire au roi sur le grand procès qui intéresse nos amis communs; je n'ai point vu le Mémoire, mais, si j'en dois juger par la conversation que j'ai eue avec l'auteur, il doit être rempli d'idées fortes, lumineuses, même neuves, quoique le sujet soit usé, et que l'on n'ait à se plaindre que de la triste nécessité de le rajeunir sans cesse, pour réchauffer le zèle ou détruire certaines préventions.

On m'a témoigné beaucoup de confiance, j'ai répondu avec fran-

chise; on m'a fait beaucoup de questions sur certains faits, et on a pris des notes, que l'on a crues utiles.

Vos amis n'ont point de partie adverse qui se montre ouvertement, et c'est un grand désavantage, parce que le procès serait bientôt gagné, si les défenseurs avaient le courage de se produire. Il ne reste que la ressource de les faire condamner *par défaut*.

Mais les juges ne seront accessibles qu'après avoir terminé d'autres affaires pendantes, *et qui ne seront terminées qu'à la fin d'octobre*. C'est à cette époque qu'il serait infiniment utile d'avoir ici quelqu'un en affirmation, et le succès paraît tenir à ce moyen; il faut un moteur pour vaincre la force d'inertie qui retient les gens d'affaires, il faut que le zèle d'un bon avocat, anime et échauffe des sollicitateurs puissants qui feront tout.

Je suis convaincu, Monsieur, que personne ne peut mieux que vous se charger de la conduite de ce procès, et notre magistrat pense comme moi à cet égard. En lui parlant de ce projet, et de vos talents distingués dans la littérature, il me dit avec beaucoup de feu et d'intérêt : « Eh bien, s'il vient ici, il faut qu'il soit reçu de l'Académie des Inscriptions et belles-lettres, ce sera un grand exemple et un acte de justice; vous pouvez juger, par ce seul trait, des bonnes dispositions de l'auteur du *Mémoire*. Il faut engager, sans perte de temps, tous vos amis à se cotiser pour faire les frais de votre voyage et de votre séjour à Paris; votre prudence et votre sagacité me dispensent d'entrer dans aucun détail à cet égard; je suis persuadé que cela ne sera pas difficile à obtenir; il est de la plus grande conséquence et de la nécessité la plus évidente de profiter des circonstances heureuses qui se présentent.

J'ai l'honneur d'être avec la plus respectueuse considération, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur.

POITEVIN.

VI. *Rabaut-Saint-Etienne à M. de Poitevin.*

Nîmes, 17 août 1785.

Monsieur,

J'ai reçu avec reconnaissance et avec un singulier plaisir la lettre dont vous m'avez honoré, en date du 1^{er} du courant. Les espérances que vous fondez pour le succès du procès, sur les sollicitations d'un affirmant, sont bien propres à encourager la compagnie. Mais il y au-

rait de l'inconvénient à faire cotiser les diverses mains intéressées. La partie à laquelle elles ont à faire étant puissante, il importe que celui qui sera chargé de faire valoir leurs motifs ne soit pas connu pour tel, qu'il n'affirme point, et qu'il ait plutôt l'air d'être à Paris pour son plaisir que pour solliciter ; il faut donc le plus grand secret, qui ne pourra subsister si l'on fait cotiser ces diverses mains. La sûreté personnelle de l'affirmant demande cette précaution, et vous sentez pourquoi. Il n'est cependant pas impossible de remplir ce but ; il faudrait pour cela que les deux maisons de Nismes et Montpellier fournissent aux premières dépenses. Et enfin, comme dans le nombre des maisons intéressées de ces deux places, on aurait encore à craindre les indiscrétions, ou tout au moins des conjectures qui leur équivaldraient, il faudrait se borner à un très petit nombre de confidents, sages et discrets. Ils peuvent avoir des fonds particuliers destinés à cet objet, ils peuvent en créer, s'ils ne les ont pas ; et sur les détails relatifs à ce moyen, on ne peut s'expliquer aisément qu'en conversation.

Quant au choix de l'affirmant, celui sur lequel vous avez jeté les yeux, Monsieur, ne se sent que du zèle et l'activité qu'il donne ; beaucoup d'autres seraient plus propres que lui à cette commission, mais tel qui le pourrait ne le voudrait pas ; et il compterait moins sur lui-même que sur ses heureuses connaissances, les protecteurs et les conseils éclairés qu'il a maintenant l'espoir de se procurer. Il vous remercie infiniment, Monsieur, de ce que vous lui avez ménagé la bienveillance du magistrat éclairé que vous avez vu. On ne peut pas douter, après ce que vous me faites l'honneur de me marquer, de la chaleur et du zèle de ce grand homme pour la cause de nos plaideurs. Le Mémoire qu'il a donné au principal juge a été imprimé, mais, sans doute, on en a tiré peu d'exemplaires ; M. de Chabaud, qui sort d'ici et qui vous envoie mille compliments, m'a assuré l'avoir vu, mais il ne le lut point. Peut-être pourriez-vous parvenir à le lire, en demandant des renseignements à l'auteur même ; peut-être même à en tirer copie.

J'espère que vous me rendrez la justice de croire que l'idée académique n'a fait aucune impression sur moi : il y a mille impossibilités comme pour les canons de M. de Turenne, et la première est mon insuffisance extrême. Mais j'y vois, comme vous, les preuves frappantes

d'une chaleur dont on peut tirer grand parti en l'appliquant à de plus intéressants objets.

Serait-il possible, Monsieur, que vous vissiez le ministre chargé de ce département? Il serait important de le sonder, non sur l'envoi d'un solliciteur, car il s'y opposerait, mais sur ses dispositions à cet égard. Quoique la cour soit très occupée, il semble qu'il pourrait détacher une audience de demi-heure. Mon père prit la liberté, il y a un mois ou environ, de lui envoyer une lettre : c'est un enfant perdu lâché en avant comme tant d'autres, et dont on n'a jamais de nouvelles. On assure, du reste, qu'il voit bien et en homme supérieur.

Il me semble, Monsieur, que vous ne vous êtes proposé de revenir en province qu'au mois de novembre : je serais très flatté, et mon impatience encore en serait satisfaite, si vous daigniez m'honorer, d'ici là, de quelques-unes de vos nouvelles. Elles me fourniront l'occasion de me rappeler à votre souvenir et de vous offrir les assurances de la considération respectueuse avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

RABAUT DE SAINT-ETIENNE.

Mon père m'a chargé de vous présenter ses hommages empressés.

J'ai reçu, du reste, Monsieur, une lettre entièrement honnête et pleine de bonté du militaire : il m'a écrit sur sa route, et m'apprend, en peu de mots, qu'il vous a cherché, trouvé, vu et adressé au magistrat.

VII. *Rabaut de Saint-Etienne à M. de Poitevin.*

Nismes, 24 septembre 1785.

Monsieur,

J'ai appris, par mon frère, votre passage rapide en notre ville, et j'ai eu bien du regret de n'en avoir pas été averti, empressé que j'aurais été de vous aller rendre mes devoirs, et de causer avec vous sur les objets intéressants dont vous avez bien voulu vous occuper. Je vous aurais rendu compte, Monsieur, de ce que j'ai fait, relativement au conseil que vous me donniez d'engager nos amis à se cotiser pour mon voyage. J'écrivis à un ami de Bordeaux qui, ayant parlé à deux ou trois des principaux, seulement, en obtint mille livres pour leur contingent de trois mille livres qu'ils jugeaient nécessaires aux frais du voyage et d'un séjour de six mois. Ceux d'ici seront disposés à

donner une somme pareille. Il resterait Monsieur, à voir si quelques amis de Montpellier pourraient faire un pareil sacrifice à la chose publique. Cette contribution ne devrait point être levée sur un grand nombre de têtes, parce que chacun voulant en savoir l'objet, ce ne serait plus un secret, et le voyage devenant inutile et peut-être dangereux pour moi, j'y renoncerais. Je pense, Monsieur, que je ne dois point avoir l'air d'aller dans ce pays-là en qualité d'agent. Ce serait un voyage de curiosité ou de plaisir et personne ne se tenant en garde contre moi, je pourrais faire les affaires des intéressés sans qu'il y eût aucune prévention fâcheuse.

Les amis de Bordeaux et ceux d'ici prennent donc dans un de leurs fonds de réserve où l'on peut puiser pour les grands besoins. Il est partout des legs que les testateurs destinèrent aux pauvres, ou à l'Eglise indifféremment, et partant un petit nombre de notables peuvent prendre sur eux d'appliquer ces fonds, dans de grandes occasions, à des objets qui intéressent toutes les Eglises. Je ne sais, Monsieur, si vous verrez la chose de même, et je souhaiterais de savoir votre avis là-dessus.

Il importerait, cependant, de savoir, avant tout, si vous persistez à croire que le voyage est nécessaire, et dans quel temps. Ayant été sur les lieux, personne ne peut mieux en juger que vous, et votre sentiment servira puissamment à déterminer le nôtre.

Flatté des relations que ces circonstances m'autorisent, Monsieur, à entretenir avec vous, je m'estimerai infiniment heureux quand je n'en recueillerais que cet avantage particulier.

J'ai l'honneur d'être avec une respectueuse considération,

Monsieur,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

RABAUT DE SAINT-ETIENNE.

Rabaut-Saint-Etienne, alors pasteur à Nîmes, vint à Paris en décembre 1785, avec un mandat spécial des Eglises pour travailler à obtenir l'état civil des protestants. Les consistoires de Montpellier, Marseille, Bordeaux et Nîmes firent les frais de ce voyage. Le moment était propice. « Le parlement de Paris, dit Boissy-d'Anglas, avait déjà reçu des propositions à ce sujet de plusieurs de ses membres (1), la plupart connus par leurs sentiments religieux, et ne les avait pas repoussées. Il y avait dans le conseil du roi des magistrats distingués par leurs talents et leur influence, qui paraissaient

(1) Les conseillers de Bretignières et Robert de Saint-Vincent.

disposés à appuyer cette noble cause, déjà gagnée dans l'opinion publique par les écrits des philosophes et des hommes de lettres les plus célèbres; l'impulsion était donnée et il semblait qu'il n'y avait plus qu'à se laisser conduire par elle. Les conseils et la protection du marquis de Lafayette, à qui ses belles actions assuraient, bien plus que son rang et sa naissance, une grande influence sur les dépositaires de l'autorité royale, déterminèrent Rabaut-Saint-Etienne à venir à Paris solliciter un grand acte de justice que réclamait dans ce même temps, avec tout l'ascendant de sa renommée et de sa vertu, le sage et immortel Malesherbes. » En effet, le député général des Eglises se mit en rapport avec Malesherbes, Breteuil, Robert-Saint-Vincent et autres. (V. Borrel, *Biogr. de Paul Rabaut et de ses trois fils*, p. 439).

A peine Saint-Etienne était-il parti, que Paul Rabaut reçut des nouvelles alarmantes. Il faut se rappeler que les lois de sang qui avaient fait mettre à mort un pasteur et trois gentilshommes quatorze ans auparavant (*Bull.*, t. II, p. 484), n'étaient point abolies, et que le clergé en réclamait le maintien. Les angoisses paternelles du vieux pasteur du désert donnèrent lieu à la correspondance inédite et touchante que nous publions ici.

VIII. *Paul Rabaut à M. de Lafayette.*

Nîmes, 11 janvier 1786.

Monsieur le marquis,

Permettez que je prenne la liberté de vous exposer mes inquiétudes; je ne doute point que vous n'ayez ensuite la bonté de les calmer.

La personne, Monsieur le marquis, qui était si impatiente de vous aller joindre, doit être ou sera bientôt auprès de vous, étant partie de Lyon le 6 du courant. Son voyage a une publicité et fait une sensation à quoi l'on ne devait pas s'attendre. Ce qui cause ma peine, c'est qu'attendu les idées que se font là-dessus certains fanatiques, j'ai lieu de présumer qu'ils auront écrit ou fait écrire, soit à M^r l'archevêque, soit à d'autres colliers de l'ordre, et, qu'envenimant les choses à leur ordinaire, on n'use d'artifice pour faire arrêter le voyageur.

Voilà, Monsieur le marquis, quel est le mal que je crains. Quant au remède, le meilleur, à mon avis, serait que l'on pût mettre le voyageur sous la protection de quelqu'un des ministres de Sa Majesté.

Je vous souhaite, Monsieur le marquis, santé, prospérité, bonheur dans toutes vos entreprises. J'embrasse le voyageur, et sa mère en fait autant. Lorsque les mesures seront prises, et qu'il n'aura rien à craindre, il aura soin sans doute de me l'apprendre : c'est un baume dont ma plaie a besoin.

Je suis avec des sentiments distingués d'estime et de vénération,

Monsieur le marquis, votre dévoué,

PAUL RABAUT.

IX. *Réponse de M. de Lafayette à Paul Rabaut.*

Paris, le 21 janvier 1786.

Si je n'avais reçu, Monsieur, une visite de M. de Saint-Etienne, il m'eût été difficile de comprendre la cause de vos inquiétudes; mais il m'a dit que son voyage, quoiqu'il n'ait d'autre but que de faire imprimer un livre et voir quelques savants, était différemment interprété à Nismes; l'arrivée de M. de Périgord aura détruit cette idée, puisqu'il est l'organe naturel de vos intérêts, et que son caractère, encore plus que sa place, lui assure toute votre confiance. J'ai été très flatté, Monsieur, de celle que vous me témoignez en son absence, en me communiquant vos craintes sur le sort de votre fils. Mais je suis bien tranquille à cet égard, et les bruits que vos ennemis répandent ne pourraient nuire qu'à votre cause, en réveillant les malintentionnés sans augmenter le zèle de vos amis. Permettez que je vous renouvelle ici, Monsieur, l'assurance de tous les sentiments avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

Votre très humble et obéissant serviteur,

LAFAYETTE.

Le langage quelque peu mystérieux de ces lettres, où l'on dissimule le but réel du voyage de Saint-Etienne, était une nécessité, le secret des lettres n'étant nullement respecté par la police très peu scrupuleuse de ce temps. Les deux correspondants s'entendaient parfaitement, malgré ce mystère.

Le comte de Périgord avait poussé la tolérance jusqu'à avertir souvent Paul Rabaut, par son subdélégué, de ce qui intéressait le plus les protestants (Ch. Coquerel, *Hist. des Egl. du Dés.*, t. II, p. 539). Il était absent, et cette circonstance redoublait les craintes du vieux pasteur pour son fils.

L'ouvrage de Saint-Etienne, dont l'impression servit de prétexte à son voyage, était celui qu'il publia, en effet, chez de Bure, en 1787, ses *Lettres à Bailly sur l'histoire primitive de la Grèce*.

C'est aux mémoires du général que sont empruntées les pièces suivantes, qui achèvent cette histoire de l'émancipation civile de nos pères.

X. *M. de Lafayette au général Washington.*

Paris, 26 octobre 1786.

Vous serez bien aise d'apprendre que j'ai de grandes espérances de voir la situation des protestants de ce royaume fort améliorée; non pas assurément autant qu'elle devrait l'être, mais les absurdes et cruelles lois de Louis XIV seront grandement amendées.....

XI. *M. de Lafayette au général Washington.*

Paris, 7 février 1787.

Il n'est pas probable que l'affaire des protestants soit soumise aux notables ; elle pourrait y échouer par les réclamations du clergé et d'un parti bigot. Nous arriverons à notre but de manière ou d'autre, j'espère, avant peu. Rien n'empêche que le Roi, s'il se met au-dessus des plaintes des opposants, qui ne peuvent qu'intriguer et crier, ne décide à lui seul cette importante question. Puisque nous avons les inconvénients du pouvoir, ayons-en cette fois les bénéfices. Ce serait d'autant plus aisé que le clergé, s'il n'était pas consulté, ne chercherait nullement à y mettre obstacle, et qu'un système plus libéral serait conforme au bien public....

« Le 22 février 1787, lorsque Louis XVI ouvrit à Versailles, dans l'hôtel des Menus, l'assemblée des Notables, Calonne prononça un discours où le règne de Louis XIV était appelé « ce règne éclatant.... où l'Etat s'appauvrit-
« sait par des victoires, tandis que le royaume se dépeuplait par l'intolé-
« rance. »

« Ce désaveu éclatant de la Révocation de l'Edit de Nantes, cette condamnation du système catholique, attestait que le gouvernement était résolu à réparer au moins en partie la grande iniquité de 1685, et à remplacer une tolérance de fait par la reconnaissance d'un droit... Depuis plus de vingt ans le parlement avait établi en jurisprudence de déclarer *non recevable* quiconque attaquait la légitimité des enfants nés des mariages protestants.... Le parlement avait pris les devants, dès la fin de 1778, et délibéré sur la présentation d'un vœu au Roi, pour la constatation authentique des mariages, naissances et décès des non-catholiques. Louis XVI, sous l'influence du clergé, avait empêché la compagnie de donner suite à cette délibération qu'il approuvait dans le fond ; mais, depuis, l'opinion était devenue tellement impérieuse, qu'on n'osait plus reculer, et le parlement venait d'émettre, le 2 février 1787, le vœu projeté en décembre 1786, afin d'enlever au ministre l'honneur de l'initiative. » (*Hist. de Fr.* de H. Martin, t. XIX, p. 480.)

XII. *M. de Lafayette à M. John Jay (1).*

Paris, 3 mai 1787.

Le dernier jour de notre session, j'ai eu le bonheur de faire dans

(1) Secrétaire des affaires étrangères. On sait qu'il était lui-même petit-fils de réfugiés protestants français de la Guienne, qu'il fut un des plus dignes présidents du congrès de Philadelphie pendant la guerre de l'Indépendance, en 1779, et qu'il vint ensuite à Paris, comme l'un des quatre commissaires des Etats-Unis qui signèrent, le 30 novembre 1782, les articles préliminaires du traité de Versailles. Les trois autres étaient Benjamin Franklin, Jean Adams, et Jean Laurens, encore un autre fils de réfugiés de France. (*V. Ch. Weiss*, t. I, 416, 428.)

mon bureau deux motions presque unanimement accueillies; l'une en faveur des citoyens français protestants, l'autre pour une révision des lois, particulièrement des lois criminelles. Je vous envoie la résolution prise par le bureau; elle a été présentée au roi par le comte d'Artois, notre président, et gracieusement reçue. Cela me fait d'autant plus de plaisir qu'une tentative du même genre, concernant les protestants, avait échoué devant le parlement de Paris. Nous sommes si loin de la liberté religieuse que, même en parlant de tolérance, nous devons mesurer nos expressions. J'ai été libéralement secondé par un savant et vertueux prélat, l'évêque de Langres, qui a parlé admirablement sur la motion religieuse que j'avais introduite. Vous verrez que le bureau l'a escortée de bien des compliments pour la foi romaine.....

ASSEMBLÉE DES NOTABLES DE 1787.

Extrait du procès-verbal de la séance du 23 mai.

« M. de Lafayette a proposé de supplier Sa Majesté d'accorder l'état civil aux protestants et de donner la réforme des lois criminelles. Il a demandé la permission de lire un projet d'arrêté à ce sujet..... »

« Cette motion aurait vraisemblablement échoué, dit l'éditeur des *Mémoires* (t. II, p. 179), si Lafayette n'avait pas été appuyé par l'évêque de Langres (M. de la Luzerne, plus tard cardinal). « J'appuie, dit ce prélat, la demande de M. de Lafayette par d'autres motifs que les siens; il a parlé en philosophe, je parlerai en évêque; et je dirai que j'aime mieux des *temples* que des *prêches*, et des *ministres* que des *prédicants*. » ... « Le clergé, dit Lafayette, pénétré des grands principes que les Pères de l'Eglise se sont honorés de professer, applaudira sans doute à cet acte de justice. » On se rappela vraisemblablement que toutes les assemblées du clergé, lors même qu'elles étaient présidées par des prélats professant l'incrédulité, tels que les archevêques de Narbonne et de Toulouse, n'avaient cessé de demander l'exécution rigoureuse des atroces ordonnances portées contre les protestants sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV. Monseigneur (depuis le roi Charles X), président du bureau, après quelques timides observations tendant à une fin de non-recevoir, ayant demandé les avis, ils se trouvèrent *unanimes* pour adopter la motion de M. de Lafayette.

Arrêté pris le 24 mai, rédigé par Lafayette et présenté au Roi.

« Le bureau, pénétré d'une vive et respectueuse confiance dans l'équité et la bonté du Roi, croit ne devoir pas se séparer sans solliciter son attention sur trois objets étrangers, il est vrai, au travail du bureau, mais si importants à l'humanité, etc., etc....

I. Une partie de nos concitoyens, qui n'a pas le bonheur de professer la religion catholique, se trouve être frappée d'une sorte de mort civile.

Le bureau connaît trop bien le cœur du Roi pour n'être pas persuadé qu'il désire faire aimer la vraie religion à tous ses sujets, dont il est le père commun ; il sait que la vérité se soutient de sa propre force ; que l'erreur seule a besoin d'employer la contrainte, et Sa Majesté joint les dispositions d'une tolérance bienfaisante à toutes les vertus qui lui ont mérité l'amour de la nation.

Le bureau s'empresse de présenter à Sa Majesté ses sollicitations pour que cette portion de ses sujets cesse de gémir sous un régime de proscription également contraire à l'intérêt général de la population, à l'industrie nationale et à tous les principes de la morale et de la politique..... »

XIII. *M. de Lafayette au général Washington.*

4 février 1788.

L'édit qui donne aux *sujets non-catholiques du Roi* un état civil a été enregistré (le 20 janvier). Vous jugerez aisément combien, dimanche dernier, j'ai eu de plaisir à présenter à une table ministérielle le premier ecclésiastique protestant qui ait pu paraître à Versailles depuis la Révocation de 1685....

Il s'agit probablement de Rabaut Saint-Etienne, invité à la table de Malesherbes à l'occasion de l'édit donné à Versailles en novembre 1787 et enregistré au parlement le 29 janvier 1788.

MÉLANGES.

FRAGMENT D'EXHORTATION

AUX FIDÈLES PROTESTANTS DEMEURÉS EN FRANCE APRÈS LA RÉVOCATION
DE L'ÉDIT DE NANTES.

M. le P^r Melon, de Caen, nous a communiqué en original ce fragment qui offre toutes les apparences d'une copie, faite dans le temps même où circulèrent beaucoup de ces exhortations, émanant de la plume des courageux apôtres du Désert, les Brousson, les Antoine Court, les Paul Rabaut, et tant d'autres.

Fragment.

« Voicy le dernier combat que vous avez à soutenir : soyez fermes, et vous verrez triompher la Vérité.

« On fait entendre au Roy que ce n'est pas nécessaire de vous rétablir, parce que vous avez embrassé avec sincérité la religion catholique romaine, excepté quelques-uns seulement dont la foy est encore chancelante. Comme vos frères ont soutenu le contraire, on veut, maintenant, vous éprouver ; mais soyez fermes pour vous et pour vos enfants. Imitiez la piété des fidèles Hébreux, qui receurent avec joye le ravissement de leurs biens, et celle de vos frères qui sont sortis du royaume et qui ont préféré leur salut à tous les avantages du siècle ; faites même connoître que vous êtes en état de souffrir la mort. Sy, au commencement de vos malheurs, vous eussiez témoigné de la fermeté, on ne vous auroit pas poussés à bout. Vous sçavez que vos ennemis même vous ont reproché votre lâcheté, et que le Roy, en faisant ensuite mettre en liberté ceux qui avoient persévéré, témoigna par là qu'il faisoit plus de cas de ceux qui estoient demeurés fermes que des autres. Dieu vous a pardonné votre péché, parce que vous avez réclamé sa miséricorde, et que vous avez repris du zelle ; sy vous l'abandonnez encore dans cette nouvelle épreuve, il n'y auroit plus de salut pour vous. Fortifiez-vous au Seigneur ; soyez-lui fidèles ; fortifiez-vous aussy les uns les autres ; faites connoître que vous aimez plus votre Dieu que tout ce que vous avez de plus cher au monde ; confiez-vous en Lui, et Il ne vous abandonnera point ; Il aura pitié de vous et de vos enfants. Encore tant soit peu de temps, et Celui qui doit venir viendra : votre cheute avoit scandalisé et affligé tous les fidèles du monde. Ils ont ensuite été édifiés et consolés lorsqu'ils ont appris que vous avez repris du zelle et que vous vous étiez relevés. Maintenant ils ont les yeux sur vous pour voir sy votre zelle est sincère. Sy vous les édifiez par votre constance, ils crieront sans cesse à Dieu pour vous, et ceux qui peuvent le faire intercéderont pour vous envers votre grand monarque.

« Sy on vous demande donc de quelle religion vous êtes, il faut que vous répondiez que vous n'avez jamais eu d'autres sentiments que de la religion réformée dans laquelle vous avez vescu ; que tout ce que vous pouvez avoir dit ou fait de contraire n'a été que par force, et que vous suppliez très humblement votre grand monarque de vous permettre de vivre et de servir Dieu selon les mouvements de vos consciences. » (*Inachevé.*)

LES RESTES MORTELS DE L'AMIRAL COLIGNY,

LEURS VICISSITUDES, DEPUIS LA SAINT-BARTHELEMY JUSQU'A NOS JOURS.

Leur réintégration à Châtillon-sur-Loing en 1851.

(Pièces inédites.)

C'est par une destinée bien digne de remarque, assurément, que le testament olographe du grand amiral huguenot, massacré à la Saint-Barthelémy, a échappé à cette destruction, qui semblait inévitable dans une telle catastrophe, et a été transmis presque intact jusqu'à nous, ainsi qu'on l'a vu expliqué dans l'article dont cette précieuse pièce a été l'objet (t. I, p. 260). Et ce n'est pas un fait moins singulier et moins extraordinaire, que le corps mutilé de l'amiral, après avoir été traîné aux gémonies, exposé aux fourches patibulaires, après avoir subi les dernières ignominies, ait été en définitive préservé de l'anéantissement auquel il semblait infailliblement condamné, et que ce tronc informe, cette pourriture, ce « je ne sais quoi qui, suivant l'expression de Bossuet, n'a de nom dans aucune langue, » se soit transmis de lieu en lieu et de main en main jusqu'à nos jours, et mieux conservé depuis trois siècles que tant d'autres illustres dépouilles soigneusement enchassées dans de riches mausolées !

On sait que la tête de Coligny fut coupée, portée à Charles IX (ou à Catherine de Médicis), et embaumée sans doute par son ordre, pour être envoyée au pape. Mais on ne peut dire si elle y parvint, car il existe à la Bibliothèque impériale (fonds Lancelot, n° 64, p. 224) l'accusé de réception d'une lettre de Charles IX enjoignant au gouverneur de Lyon, Mandelot, d'arrêter un « homme qui est party de par delà avec la teste qu'il auroit » prise à l'amiral, après avoir esté tué, pour la porter à Rome, » et Mandelot promet de faire exécuter l'ordre du roi, s'il se peut, mais en avertissant que, quatre heures avant l'arrivée de la lettre, un écuyer de Guise avait déjà passé par Lyon, se rendant à Rome (1).

On sait aussi que le maréchal de Montmorency, cousin de Coligny, quatre ou cinq jours après le 24 août, envoya nuitamment ses gens à Montfaucon pour enlever du gibet les restes méconnaissables du cadavre. Il les fit d'abord renfermer dans une caisse de plomb et déposer en lieu de sûreté à Chantilly, en attendant qu'il pût les faire transporter à Montauban, d'où François de Coligny les rapporta au château de Châtillon-sur-Loing, ancienne demeure de l'amiral, après sa réhabilitation, le 10 juin 1599.

(1) Voici le texte même de cette curieuse lettre, qui a été publiée pour la première fois par M. Paulin Paris, en 1830.

« Jay reçu, Sire, la lettre qu'il a pleu à Vostre Majesté m'escrire, par laquelle « elle me mande avoir esté advertye qu'il y a ung homme qui est party de par « delà avec la teste qu'il auroit prinse à l'amiral, après avoir esté tué, pour la « porter à Rome, et de prendre garde, quand ledict homme arrivera en ceste ville, « de faire arrester et luy oster ladite teste; à quoi j'ay incontinent donné si « bon ordre que, s'il se présente, le commandement qu'il plaist à Vostre Majesté « m'en faire sera ensuivy. Il n'est passé ces jours-ci par ceste ville autre personne « pour s'en aller du costé de Rome que ung escuyer de M. de Guise, nommé « Paule, lequel estoit parti quatre heures auparavant du jour mesme que je « receus ladicte lettre de Vostre Majesté, etc. Signé : MANDELOT. »

Le même Mandelot, dans une lettre du 2 septembre, prie le Roi de ne pas l'oublier dans les dons que fera S. M. des biens de ceux de la religion. C'est l'empressement ordinaire des assassins à hériter de leurs victimes.

« Là, dit M. Alexandre Lenoir (1), ils restèrent dans l'oubli, jusqu'au 18 août 1786, époque à laquelle M. de Montesquiou (2) les obtint de M. le duc de Luxembourg, seigneur de Châtillon (3), et les fit transporter à Maupertuis et déposer dans un sarcophage de marbre noir, élevé dans une chapelle sépulcrale de forme antique, taillée en grès, qu'il avait fait construire exprès dans son parc, au bord d'une petite rivière. Des inscriptions retraçaient aux voyageurs les hauts faits et les malheurs de celui qu'elle renfermait. C'est ainsi que nous furent conservées les dépouilles mortelles du grand Coligny.

« Pendant le cours de la révolution, M. de Montesquiou mourut, et cette belle terre, le château, même le tombeau de l'amiral, passèrent dans les mains de plusieurs acquéreurs, peu faits pour apprécier les monuments des arts, et trop avides calculateurs pour conserver le château et la terre de Maupertuis : tout fut démoli et vendu. Prévenu de ce qui se passait, je conçus le projet de sauver de cette destruction la chapelle sépulcrale de Coligny, et je m'occupai de suite des moyens de la faire transporter à Paris, et de la réédifier dans le Jardin-Elysée du musée des Monuments français. Que de souvenirs la vue de ce monument ne fait-elle pas naître ! Sur l'une des faces, l'inscription suivante est gravée sur une table de grès en gros caractères :

*Ici reposent et sont honorés enfin,
Après plus de deux siècles,
Les restes de Gaspard de Coligny,
Amiral de France,
Tué à la Saint-Barthélemy,
Le XXIV août M. D. L X X I I.*

« Le sarcophage, placé à l'intérieur, est d'une noble simplicité ; il est de marbre noir, supporté par des pattes de lion de la même matière et couronné par une urne aussi de marbre noir, au-dessus de laquelle on lisait l'inscription suivante gravée sur une plaque de cuivre, qui a été arrachée du tombeau et enlevée :

*Magni illius Franciæ Admiralæ Gasparis a Coliniaco, hujusce loci
domini ossa, in spem resurrectionis, hic sunt deposita; anima autem
apud Deum, pro quo constantissime pugnavit, recepta est.*

« Sur les panneaux de bleu turquin, qui ornent l'intérieur de la chapelle, on lit des fragments de la *Henriade* sur la mort de Coligny. D'abord le suivant :

Ce héros malheureux, sans armes et sans défense,
Voyant qu'il faut périr, et périr sans vengeance,

(1) Musée des Monuments français, in-8°. Paris, 1805. T. IV, p. 20.

(2) Le marquis de Montesquiou-Fézensac, lieutenant-général, membre de l'Académie française, député par la noblesse de Paris aux Etats-généraux en 1789, et l'un des premiers de son ordre qui se réunirent au tiers-état. C'était un homme de mérite, d'un esprit libéral, de sentiments généreux.

(3) C'est en 1693, qu'Elisabeth de Montmorency, issue de Gaspard de Coligny, quatrième du nom, tué au combat de Charenton, sous la Fronde, laissa par testament la terre de Châtillon-sur-Loing à son neveu, Paul-Sigismond de Montmorency-Luxembourg, en faveur duquel Louis XIV l'érigea en duché.

Voulut mourir du moins comme il avait vécu,
Avec toute sa gloire et toute sa vertu.

« Puis ces deux autres vers :

Et l'on porta sa tête aux pieds de Médicis :
Conquête digne d'elle et digne de son fils. »

M. Alex. Lenoir rapporte ensuite des distiques latins que lui adressa le pasteur P.-H. Marron, lorsqu'il eut appris que, grâce à son zèle pour l'histoire et les arts, la chapelle sépulcrale de Coligny avait été sauvée et réédifiée dans le *Musée des Augustins* formé par lui (1).

Mais revenons aux restes même de l'amiral. Qu'étaient-ils devenus ? La famille de Montesquiou ne les avait point délaissés, en 1793, avec la terre de Maupertuis. Elle avait retiré et précieusement conservé par devers elle la précieuse petite caisse qui les renfermait, si bien qu'il y a quelques années elle se trouvait encore en la possession de M. le comte Anatole de Montesquiou, qui la gardait dans sa propre bibliothèque.

Le duc de Luxembourg actuel ayant racheté ce qui restait de l'ancien domaine de sa famille, vendu à la bande noire en 1799, a tenu à honneur d'y faire rentrer les cendres illustres qui n'auraient jamais dû en sortir.

Par les deux pièces suivantes, dont nous devons la communication à l'obligeance de M. Becquerel, membre de l'Institut, on va voir comment la solennelle et authentique réintégration des restes de Coligny a eu lieu au château de Châtillon, il y a déjà trois ans.

I.

Copie de la lettre écrite par M. le comte Anatole de Montesquiou à M. le duc de Montmorency-Luxembourg, en lui rendant les dépouilles mortelles de l'amiral Coligny.

Paris, ce 12 avril 1851.

Monsieur le duc,

Je dois vous remercier du sort que vous faites et du repos que vous assurez à ce qui reste d'un grand homme, à ce monument humain de nos vieilles discordes et de nos grands souvenirs. Les reliques de l'amiral Coligny, après avoir passé

(1) Voici, au sujet de ces rapports entre Alex. Lenoir et le pasteur Marron, dans cette circonstance, une lettre qui appartient à la collection d'autographes de M. A. Coquerel fils et qui fixe la date précise de l'acquisition, faite par Alexandre Lenoir du mausolée érigé à Coligny dans le parc de Maupertuis.

Alexandre Lenoir, administrateur du Musée des Monuments français, au citoyen Marron.

Paris, le 28 ventôse, an XVI (20 mars 1804).

Citoyen,

L'importance que vous mettez à la conservation du tombeau de l'amiral Coligny, et l'intérêt que vous m'avez particulièrement témoigné lorsque je vous ai fait part du dessein que j'avais d'acquiescer ce monument précieux, pour le soustraire à la destruction et le placer dans le Musée que je dirige, au milieu des grands hommes du XVI^e siècle, tout m'engage à vous communiquer les observations que j'ai faites, il y a peu de jours, à Maupertuis même, sur l'état actuel de ce monument.

Veuillez, etc.

LENOIR.

Suit une *Note sur l'état actuel du monument de Gaspard de Coligny, encore à Maupertuis*. C'est à peu de chose près l'exposé que l'auteur a reproduit ensuite dans son ouvrage et auquel nous avons emprunté ce qui précède. Il se complait dans la pensée de restaurer le monument de Coligny dans son Musée, au milieu même des tombeaux de Catherine de Médicis, de Charles IX, de Birague et d'Al-

quatre-vingts ans en dépôt dans ma famille, vont se retrouver enfin dans la demeure héréditaire, d'où elles n'auraient pas dû être retirées.

Puisque vous voulez bien le permettre, j'aurai bien de l'empressement, monsieur le duc, à visiter ce tombeau, au milieu des grands débris restaurés par votre bon goût et par votre munificence.

J'ai écrit pour que la plaque de marbre blanc vous soit envoyée à Paris. Elle partira de Courtenvaux le 17 de ce mois. Voici la simple inscription qu'elle porte :

*Ici reposent
Les restes de Gaspard de Coligny,
Amiral de France,
Tué à la Saint-Barthélemy,
Le 24 août 1572.*

Veuillez agréer, etc

Comte A. DE MONTESQUIOU.

II.

Procès-verbal déposé dans la caisse de plomb qui renferme les restes de Coligny. (1).

« Ce jourd'hui 7 septembre 1851, en présence de Charles-Emanuel-Sigismond de Montmorency, duc de Luxembourg, duc de Châtillon, duc de Piney, marquis de Royant, etc., ancien capitaine des gardes du corps du roi Louis XVIII et Charles X, ancien pair de France, chevalier des ordres du Roi, etc., etc. Et de madame de Montmorency, duchesse de Luxembourg, de madame la comtesse de Loyauté, de monsieur le comte de Loyauté, de monsieur Becquerel, membre de l'Institut, professeur et administrateur du Muséum d'histoire naturelle de Paris, etc.

« Il a été procédé à l'ouverture d'une caisse en plomb, soudée sur toutes les parties, renfermée dans une caisse en bois de la dimension de 55 centimètres de long et de 23 centimètres de large, remise à monsieur le duc de Luxembourg, le 12 avril 1851, par monsieur le comte Anatole de Montesquiou, et contenant les restes des dépouilles mortelles de l'amiral Gaspard de Coligny, seigneur de Châtillon, né à Châtillon-sur-Loing, le 16 février 1517.

« L'amiral, après le massacre de la Saint-Barthélemy, fut pendu par les pieds, au gibet de Montfaucon; Montmorency, son cousin, le fit enlever par des serviteurs fidèles, et lui fit donner la sépulture dans sa chapelle de Chantilly.

bert de Gondi, tous instigateurs de la Saint-Barthélemy; mais on voit qu'il ignorait encore ce qu'était devenue la caisse de plomb contenant les ossements de l'amiral, laquelle caisse avait été conservée par la famille de Montesquiou.

(1) Dans un flacon de cristal bouché hermétiquement à l'émeri, et le bouchon assujéti avec des fils de platine.

« Peu de temps après, ses restes furent transportés secrètement à Montauban, où ils furent conservés jusqu'à ce que François de Coligny son fils, ayant recouvré les biens de sa famille sous Henri IV, les fit revenir pour leur donner la sépulture dans son château de Châtillon-sur-Loing, à côté de ses ancêtres. Ils y restèrent jusqu'en 1786, où monsieur de Montmorency, duc de Luxembourg, père du duc actuel, les remit à monsieur le marquis de Montesquiou, qui leur fit élever un monument dans sa terre de Maupertuis. En 1793, ses restes furent retirés de Maupertuis par la famille de Montesquiou et conservés par elle jusqu'au mois d'avril dernier (1851). Ce monument fut enlevé et exposé au musée des Petits-Augustins jusqu'en 1804 (1).

« Monsieur de Montmorency, duc de Luxembourg, ayant témoigné à monsieur le comte de Montesquiou le désir de replacer les dépouilles mortelles de l'amiral Coligny dans les ruines du château de Châtillon-sur-Loing, afin qu'il reposât dans cette terre de famille qu'il affectionnait beaucoup, ils lui furent rendus.

« Les soussignés, après avoir constaté que la caisse en plomb, portant cette inscription (2) :

RESTES DE GASPARD DE COLIGNY,

se trouvait dans un état parfait de conservation, la surface en étant recouverte seulement d'une légère couche d'oxide blanc de plomb, ont procédé à l'ouverture de ladite caisse. Ils ont trouvé une matière brunâtre, humide, ayant un aspect momisé et répandant une odeur piquante, pénétrante, ammoniacale et nauséabonde. Toute la matière était enveloppée et pénétrée de paille d'avoine, substance très absorbante. Au-dessous de cette matière se trouvaient quelques ossements, entre autres les deux fémurs intacts, d'assez fortes dimensions. Une des omoplates, percée d'un trou circulaire, analogue à celui qu'une balle de fusil aurait pu faire, plusieurs ossements fracturés. L'examen de toutes ces parties a démontré que la caisse ne renfermait qu'une portion des restes de l'amiral, puisque, d'une part, la tête avait été enlevée du corps par Cosseins, immédiatement après le massacre de la Saint-Barthélemy. Les anciens du pays se rappellent avoir vu dans la salle des archives du château, avant la révolution, une omoplate percée d'un trou de balle; on doit en conclure qu'on l'a réunie aux autres restes de Coligny à l'époque où ils ont été remis par monsieur de Montmorency, duc de Luxembourg, à monsieur le marquis de Montesquiou. L'état de la parfaite conservation

(1) 1810.

(2) Et intérieurement.

de la caisse de plomb fait croire que ces débris n'ont été réunis qu'à cette époque.

« Les soussignés, après avoir constaté les faits ci-dessus mentionnés, ont fermé la caisse en la remettant dans l'état où elle se trouvait auparavant. »

(*Suivent les signatures.*)

Cette caisse fut ensuite scellée dans un pan de mur en ruines, au pied de la tour, à l'emplacement de la chambre à coucher des duchesses de Châtillon, où, suivant toutes les probabilités, l'amiral est né. Deux inscriptions en marbre blanc, appliquées sur le mur, rappellent les vicissitudes que ces restes ont éprouvés depuis la Saint-Barthélemy. L'endroit où se trouve ce pan de mur est retiré et le terrain a été planté d'arbres verts, cyprès, etc., pour mieux répondre à sa destination. Il est depuis lors fréquemment visité par des étrangers qui viennent en quelque sorte en pèlerinage à Châtillon. M. le duc de Luxembourg a donné ordre de laisser entrer toutes les personnes qui se présenteraient.

Nous avons dit que l'antique manoir de Coligny avait été vendu à la bande noire en 1799. « C'est en vain, dit à ce sujet M. P. A. Coupin (1), que plusieurs habitants de Châtillon, notamment le maire qui administrait la ville à cette époque (M. Becquerel, père du membre de l'Institut), essayèrent de conserver au duc de Luxembourg, alors émigré, le château de ses ancêtres. Malgré toutes leurs instances, la bande noire s'en empara, et le rasa presque de fond en comble. Mais elle laissa debout une tour gigantesque, construction du moyen âge, par cette raison que le prix des matériaux n'aurait pas couvert les frais de la démolition. »

« Un habitant de Châtillon, ajouta le même auteur (et M. Becquerel nous a confirmé la vérité de ce fait), ayant découvert dans cette tour, en 1810, un caveau muré où étaient les archives des Coligny et de la famille de Luxembourg, brûla tous les papiers pour un motif d'intérêt particulier. Quelques fragments échappés à cet incendie (et conservés à la mairie), prouvent qu'une correspondance de Catherine de Médicis avec Coligny avait été déposée dans ce caveau. C'est donc une perte que l'on ne saurait trop déplorer. »

Le château de Châtillon était un témoignage du goût de Coligny pour les arts. Il l'avait fait décorer avec une grande magnificence. Jean Goujon avait été appelé à l'enrichir de ses sculptures, et des peintres italiens l'avaient orné de fresques, dont notre contemporain Girodet put voir encore les restes et qu'il pensait avoir été exécutées d'après les dessins de Jules Romain. Girodet a dessiné lui-même, lorsqu'elles étaient encore en place, deux superbes cariatides de Jean Goujon qui supportaient la tablette de cheminée de la chambre à coucher de Coligny. Elles furent enlevées par les démolisseurs et transportées à Paris par le coche d'eau de Montargis, en 1800, et M. Becquerel, qui les vit aussi à cette époque, ignore ce qu'elles sont devenues. Il y a encore dans l'église de Châtillon des peintures sur bois, dont plusieurs bien conservées, et sur lesquelles se trouvent le chiffre de Coligny et ses armes. Une partie de ces peintures servent de décoration à la chapelle qui a été concédée, sa vie durant, à M. de Luxembourg. Il y a aussi un puits couvert et dont les riches sculptures, aujourd'hui à l'état fruste, laissent pourtant entrevoir leur ancienne élégance et soupçonner la main du grand artiste qui vient d'être cité : on l'appelle le *puits de Coligny*. Outre ce puits et la tour, dont il a été question, il reste de l'ancienne propriété une porte surmontée d'un

(1) Notes des œuvres posthumes de Girodot-Trioson. Paris, Renouard, 1829. T. 1, p. 277.

pavillon moderne, et trois rangs de terrasses. Celle du milieu est soutenue par neuf arcades monumentales récemment restaurées par les soins de M. le duc de Luxembourg. On conçoit que, perché au sommet de ces trois étages, qui de loin font l'effet d'un escalier de géant, le château de Châtillon devait présenter un aspect formidable et grandiose.

Terminons cette revue funèbre en mettant sous les yeux de nos lecteurs la figure du grand homme dont l'immortel souvenir remplit d'intérêt les lieux qu'il habita, et inspire le respect et l'admiration à ceux même qui ont le malheur de méconnaître la grandeur de son caractère et la cause à laquelle il avait dévoué sa vie.



GASPARD DE CHASTILLON, COMTE DE COLIGNY

AMIRAL DE FRANCE

NÉ LE 16 FÉVRIER 1516

ASSASSINÉ A LA SAINT-BARTHELEMY, LE 24 AOUT 1572.

Ce portrait est celui qu'Alex. Lenoir publia en 1805, d'après l'original peint sur bois par Janet (François Clouet), lequel était alors la propriété d'un riche hollandais, M. Van-Hoorn, amateur distingué qui habitait Paris. Derrière ce tableau, le plus beau que l'on connût de la main de Janet (*V. Bull. t. II, p. 423, note*), on lisait un précis de la vie de l'amiral, écrit à la main en vieux caractères, qu'Alex. Lenoir a rapporté (*loc. cit. p. 30*). Nous avons vu récemment dans l'atelier de M. Hornung, à Genève, trois magnifiques miniatures du seizième siècle représentant Coligny et ses deux frères, d'Andelot et le cardinal Odet de Châtillon. Tous trois avaient les yeux bleus, le teint clair, et des traits à la fois pleins de douceur et de gravité. Le visage de Coligny est le plus sévère des trois, et nous y avons bien retrouvé ce type de mâle soldat que lui donne Janet dans le portrait linéaire reproduit ci-dessus.

NOTA. Au sujet de Janet, peintre ordinaire des rois François I^{er}, Henri II, François II, Charles IX et Henri III, voir les *Renseignements nouveaux sur les trois Clouet*, insérés par M. E. de Fréville, dans les *Archives de l'art français*, n° du 15 mai 1854.

INVENTAIRE DE QUELQUES DOCUMENTS INÉDITS

SUR L'HISTOIRE DU PROTESTANTISME FRANÇAIS,

CONSERVÉS EN HOLLANDE.

Je crois concourir à un des buts principaux que se propose la Société de l'histoire du Protestantisme français, en signalant à l'attention des lecteurs de son *Bulletin* l'importance des documents encore inédits sur le protestantisme, qui se trouvent en Hollande.

Pour le XVI^e siècle, le remarquable ouvrage de M. Grœn de Prinsterer (1); pour le commencement du XVII^e, la *Vie d'Aubéry du Maurier* (2) par M. H. Ouvré; pour l'époque du refuge, les travaux hollandais de MM. Kœnen et Berg et l'*Histoire des Réfugiés protestants* de M. Weiss, ont pu déjà, à plusieurs titres, faire pressentir l'intérêt et la diversité de ces documents, mais il reste encore de nombreux et riches matériaux à explorer, et il m'a paru utile d'exposer brièvement le résultat de recherches que je viens de faire pendant plusieurs semaines passées en Hollande.

Je signalerai surtout, dans les Archives de l'Etat, à La Haye, une fort belle collection de manuscrits et de documents divers sur le protestantisme, qui pour la plupart ne paraissent pas avoir été jusqu'à présent examinés. Elle a été rassemblée dans le courant du siècle dernier par Jean Royer (3), chapelain du prince d'Orange, grand amateur de vieux livres et de manuscrits. A sa mort, beaucoup de ses manuscrits furent vendus, la bibliothèque de La Haye en acheta un certain nombre, mais il paraît qu'il légua à la bibliothèque privée du stathouder tout ce qui était relatif à l'histoire du protestantisme; ce fut de là (du secrétariat des archives du stathouder) que ces documents furent transférés, vers 1830, aux archives de l'Etat, dans un partage qui se fit alors entre les papiers appartenant plus directement à l'histoire de la maison d'Orange, et les pièces diplomatiques et autres qui concernaient plutôt l'histoire générale du pays.

(1) *Archives ou Correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*. Huit volumes ont été publiés et embrassent la période de 1552 à 1584. — Ces volumes sont principalement relatifs à l'établissement et aux progrès de la Réformation aux Pays-Bas, mais les rapports de la France avec la Hollande et l'alliance de Guillaume I^{er} à la famille de Coligny leur donnent aussi une haute importance pour l'intelligence des affaires religieuses en France. (Voir les articles du *Semeur*, année 1835, p. 144; 1836, p. 70 et 229; 1839, p. 379.)

(2) « Documents inédits sur l'histoire du protestantisme en France et en Hollande, 1566-1636. Aubéry du Maurier, ministre de France à La Haye. » par H. Ouvré. (V. le *Bull.*, t. II, p. 204). — L'auteur paraît avoir trouvé en France presque tous les matériaux dont il s'est servi, mais on peut conclure de son ouvrage combien étaient nombreuses, au commencement du XVII^e siècle, les relations politiques et religieuses de la France avec la Hollande.

(3) Il a déjà été fait mention de la bibliothèque du pasteur Royer dans le *Bulletin* (II, 4), à propos d'un livre d'Heures ayant appartenu à Louise de Coligny.

La vaste Correspondance d'André Rivet depuis son arrivée en Hollande, en l'année 1621, pour exercer la charge de professeur en théologie à Leyde, jusqu'à sa mort à Bréda, en janvier 1651, compose le fonds de cette collection. Les rapports de Rivet avec Duplessis-Mornay, l'amitié que ce grand homme lui portait, ses relations avec l'ancien secrétaire de Duplessis-Mornay, Aubéry du Maurier, la part importante que prit Rivet aux disputes théologiques avec l'école de Saumur, ses écrits contre Amyraut et Grotius, sa haute influence et les services que sa position à la cour comme gouverneur du jeune prince d'Orange lui permettait de rendre, donnent à toutes ces lettres une grande importance pour l'étude et l'intelligence des affaires protestantes pendant cette partie du XVII^e siècle. Royer l'a bien compris lui-même, puisque le classement de ces papiers paraît avoir été fait en vue d'une biographie De Rivet qu'il se proposait d'écrire; c'est aussi ce qui explique le soin qu'il a pris de réunir tout ce qui se rapportait à ce pasteur.

Cette collection renferme également plusieurs liasses de lettres non encore classées et adressées pour la plupart à M. de Wilhem, conseiller à la haute cour de Brabant, une série de lettres de Jean Claude à son fils, et quelques autres à Tessereau et à la marquise de Reynier, un journal manuscrit de François de Jeaucourt, marquis d'Ausson, un autre journal du réfugié Rou, et quelques autres pièces détachées. J'ai déjà eu occasion de faire remarquer que plusieurs documents sur la maison d'Orange (4), ayant appartenu également à Royer, ont été conservés à la Bibliothèque du roi.

Il se trouve aussi beaucoup de renseignements intéressants sur les persécutions religieuses en France, sous le régent, dans le vaste recueil de pièces diplomatiques de Hop, ambassadeur des états-généraux en France, de 1718 à 1726, et qui pendant son séjour à Paris s'occupa beaucoup des protestants persécutés.

Grâce à M. Backuysen Van den Brink, archiviste en chef des Pays-Bas, qui a mis une extrême obligeance à faciliter mes recherches, j'ai pu lire ou parcourir la plupart de ces documents, et quoique pour beaucoup de pièces mon examen n'ait pu être que superficiel, je serais cependant à même de fournir des renseignements assez précis à ceux que cette collection pourrait intéresser.

Voici l'énumération de ces documents :

- 1^o Un volume manuscrit (en vélin) intitulé : *Recueil de pièces curieuses*.
(Ce sont pour la plupart des harangues imprimées qui doivent se trouver ailleurs).

(1) Je citerai entre autres les pièces suivantes :

« Histoire de Guillaume Henry de Nassau, Mss. — Lettres de la maison de Bouillon, tirées en partie des papiers de Rivet, et en partie de ceux de Le Leu de Wilhem, ou de ceux de Marie Du Moulin, relatives à la maison d'Orange. — Acte de commission du prince Frédéric Henry pour A. Rivet, 12 février 1632.

- 2° Un vol. mss., renf. 164 lettres de Drelincourt à Rivet. 1625-1650.
 3° " " 48 lettres de Ph. Vincent à Rivet. 1626-1650.
 4° " " 60 lettres du Père Mersenne (1) à Rivet. 1628-1648.
 5° " " 42 lett. de Benoit Turretin à Rivet. 1620 à déc. 1630.
 6 lettres de E. Turretin à Rivet. 1641-1645.
 6° " " 56 lettres de A. Rambour à Rivet. 1628-1650.
 7° " " 63 lettres de J. M. de L'Angle à Rivet. 1622-1650.
 8° " " 74 lettres de Jean Daillé à Rivet. 1628-1650.
 9° " intitulé : Lettres de diverses personnes, la plupart illustres par leur naissance et par leurs emplois. (Ces lettres, fort nombreuses et émanant de diverses personnes, sont toutes adressées à Rivet.)
 10° Un fort vol. mss., contenant un grand nombre de lettres de Benjamin Aubéry, sieur du Maurier. Oct. 1620 au 22 déc. 1635 (2).
 11° Un fort vol. mss. in-folio. — Lettres de Duplessis-Mornay à Rivet. 1603-1623 (3).
 12° Un vol. mss. — 192 lettres de Saumaise à Rivet. 1633-1649.
 13° Lettres de Pineau à Rivet. 4 vol. mss. 1636-1650.
 14° Lettres de Guillaume Rivet à son frère A. Rivet. — 4^{er} vol. 1621-1641.
 — 2^{me} vol. 1642-1650.
 15° Lettres de Conrart à Rivet. 1644-1650. 4 vol.
 16° Lettres de Sarrau à Rivet. 2 vol. 1644-1650.
 17° Lettres de Desmarets à Rivet. 4 vol. 1634-1650.
 18° Lettres de Aubertin, Le Faucheur, Meshezat, Paul Ferry, Petit, G. et D. Primerose, à A. Rivet. 4 vol.
 19° Lettres de divers (ministres, professeurs et savants), à Rivet. 4 vol.
 20° Lettres en latin de divers savants à A. Rivet. 2 vol.
 21° Copies de lettres de A. Rivet, Conrart, Marie Du Moulin, M^{me} de Scudéry. 4 vol.
 22° Un paquet de lettres d'Antoine Léger à A. Rivet (4).

(1) Minime de la place Royale, à Paris.

(2) Ces lettres sont écrites, en majeure partie, de 1620 à 1623, pendant les dernières années de l'ambassade de Du Maurier auprès des Provinces-Unies, et présentent un résumé des nouvelles politiques et religieuses qu'il recevait de France, et qu'il s'empressait de transmettre à Rivet, alors professeur en théologie à l'Université de Leyde.

(3) En relevant avec soin les dates de ces lettres, j'ai pu me convaincre que beaucoup d'entre elles (de 1603 à 1614), n'ont pas été insérées dans l'édition de 1824 des Lettres et Mémoires de Duplessis-Mornay.

Ce volume mss. renferme en outre deux ou trois lettres de La Noue à Rivet et quelques autres pièces, mémoires et copies de lettres se rapportant à Duplessis-Mornay.

(4) Antoine Léger fut, pendant plusieurs années (1628-1636), chapelain de l'ambassadeur hollandais Haga, à Constantinople. Les lettres qu'il écrivait de cette ville à Rivet sont fort intéressantes, surtout par rapport à l'espèce de pro-

23° Un vol. mss., intitulé : « *Controversia Salmuriensis.* »

Ce volume pourrait être l'objet d'un catalogue séparé; il renferme des lettres, des délibérations synodales, des mémoires, relatifs pour la plupart aux controverses de Saumur, notamment :

4 lettre de Cameron à Rivet. 2 mars 1622 (écrite de Londres).

32 lettres de Louis Cappel à Rivet. 1625-1650.

13 » Moyse Amyraut » 1629-1643 (1).

2 » Josué de La Place » 1644 et 1650.

13 » Pictet. » 1637-1650.

2 » Frédéric Spanheim » 1647 et 1648.

25 » Ezéchiel Spanheim » 1649-1650.

4 » Frédéric Spanheim, frère cadet d'Ezéchiel, à Rivet. 1650.

Une pièce manuscrite de M. de La Place sur l'imputation du péché d'Adam.

Des remarques sur la grâce particulière et sur l'ordre des décrets de la prédestination, par Turretin.

Quelques notes sur l'établissement de l'Académie de Saumur, et sur les premiers professeurs qui y enseignèrent.

24° Plusieurs liasses de correspondances diverses.

On y remarque entre autres : Une série de lettres de la maréchale de Châtillon à André Rivet; une correspondance relative aux affaires de la principauté d'Orange (ce sont des lettres de Christophe de Dona et de Sylvius, le premier gouverneur, le second ministre à Orange); une collection de lettres de Rivet à M. de Wilhem (conseiller en la Cour souveraine du Brabant); des lettres de Desmarets, Morus, Frédéric Spanheim, Saumaise, Durée, Huygens, à M. de Wilhem; une correspondance entre M. de Boisverd, écuyer du prince de Talmont, et Gobier, gentilhomme de la maison du prince de Radzevil, et beaucoup de lettres détachées.

25° Rivetiana. Un grand vol. mss., in-folio.

Ce sont des lettres de famille et divers mémoires mis en ordre pour servir à une histoire d'André Rivet; il y a au commencement un beau portrait de lui.

26° Testament d'André Rivet.

27° Lettres de Jean Claude, ministre à Paris, à son fils Isaac Claude, mi-

pagande évangélique qui se faisait alors au sein de l'Eglise grecque, et qui recevait sa principale impulsion de la chapelle de l'ambassade hollandaise. Une de ces lettres (2 mai 1634) contient la dernière volonté du patriarche Cyrille, qui avait chargé Léger de la communiquer aux Eglises protestantes. Cette pièce est en italien. — D'autres lettres d'Antoine Léger, mais en plus petit nombre, sont relatives aux persécutions des Eglises vaudoises.

(1) Beaucoup de ces lettres d'Amyraut sont de simples lettres de recommandation pour diverses personnes de son Eglise, qui se rendaient en Hollande.

nistre à La Haye, 1684-1685 ; item à M. Tessereau, 1683-1686 ; item à M^{me} la marquise de Regnier, 1679-1686.

28° Extraits et recueils que j'ai faits en courant le monde et que j'ai rassemblés depuis que je suis dans la retraite. 2 vol. mss., épais in-folio, divisés en 4 livres.

Ce manuscrit est de François de Jeaucourt, marquis d'Ausson, et, comme le titre l'indique, il renferme des extraits de différents auteurs, des notes sur divers sujets, des pensées, des recueils de bons mots, etc.

29° Journal de la vie de François de Jeaucourt, marquis d'Ausson, écrit par lui-même, divisé en 4 vol. in-folio auxquels il donne le nom d'Actes.

Le premier Acte contient le récit de ses études et de ses premières campagnes militaires, jusqu'à la paix de Nimègue, en 1678.

Dans la seconde partie on trouve la relation de quelques-uns de ses voyages, depuis la paix de Nimègue jusqu'à la Révocation de l'Edit de Nantes.

Les deux derniers Actes sont relatifs à sa sortie de France et à son séjour à la cour de Berlin, jusqu'à sa retraite en Hollande en 1706.

Chaque volume commence et est terminé par plusieurs pages de pensées.

30° Deux cartons contenant les lettres de personnages de la cour de Brandebourg, de personnes de distinction et de divers savants, au marquis d'Ausson ; on y trouve aussi une intéressante correspondance de famille et une nombreuse collection de lettres du comte de Montceau ; je signalerai aussi quelques lettres de Beausobre, Saurin et Lenfant.

31° *Ruana* ou Mémoires et Opuscules du sieur Rou. 2 vol. mss. (1)

Le premier volume et une partie du second contiennent un journal très exact et très détaillé de sa vie, et on y trouve de curieux et d'intéressants détails sur les quelques années qui précédèrent la Révocation de l'Edit de Nantes, et sur quelques familles de réfugiés qui vinrent se fixer en Hollande.

Le second volume est en grande partie relatif à différents opuscules qu'il a fait imprimer.

(1) Jean Rou avait passé une partie de sa vie à composer des Tables historiques et chronologiques ; son travail fut d'abord très bien accueilli à la cour : Louis XIV patrona ses Tablettes, le duc de Montausier s'en servit pour l'éducation du Dauphin ; mais cette faveur fut de peu de durée, et en novembre 1675, sur les plaintes de l'archevêque de Paris, qui l'accusait d'avoir avancé des faits contraires à la religion catholique, ses planches furent confisquées, sans qu'il pût jamais les recouvrer, et il fut lui-même détenu pendant quelques mois à la Bastille. — Appelé à La Haye vers la fin de 1680, pour être gouverneur des enfants de Madame de Sommerdik (fille aînée du fameux Alexandre Du Puy, marquis de Saint-André-Montbrun), il n'occupa pas longtemps cette charge, et devint plus tard secrétaire-interprète des Etats-Généraux. — Rou, outre quelques opuscules, qu'il a publiés, est l'auteur d'une traduction en français de l'Histoire d'Espagne de Mariana. — (V. Benoist, *Hist. de l'Edit de Nantes*, t. V, p. 828)

32° Une copie manuscrite des Mémoires de Cavalier.

33° Un cahier qui a pour titre :

- « Diverses lettres curieuses et importantes, avec plusieurs brefs
- « des papes au sujet des troubles causés dans la religion et autres
- « sujets, du temps des Ligues en France et ailleurs, pendant la tenue
- « du concile de Trente, et dans la mise du temps. »

Il contient : Une lettre en chiffres et sans date lisible du duc de Mantoue au duc de Nevers. — Une autre longue lettre en italien du duc de Mantoue au duc de Nevers. 1589. — Lettre en italien du duc de Mantoue à *Diedro Aldobrandino Castellano di Santo Angelo, Roma*, avril 1590.

(Je n'ai pas remarqué les brefs des papes auxquels le titre cité fait allusion.)

34° « Lettres originales de la reine de France Catherine de Médicis, qui ne
« sont pas imprimées dans le recueil de celles qui concernent le
« concile de Trente, contenues dans un volume in-4°, imprimé à
« Paris chez Sébastien Cramoisy, imp. ord. du Roy, l'an 1654. »

Je ne sais jusqu'à quel point le titre d'originales appartient à ces lettres ; d'autres indications, que j'ai trouvées, me font penser que plusieurs d'entre elles ont déjà été publiées, au moins en partie. Elles sont toutes adressées à l'évêque de Rennes (1), ambassadeur de Charles IX près de la cour de l'Empire ; une seule est entièrement de la main de la reine mère, les autres sont simplement signées d'elle, et contre-signées par son secrétaire Jacques Bourdin.

35° Pour compléter cette longue série de documents, je n'ai plus qu'à citer une collection de lettres et de pièces de différents savants, tels que Samuel Bochart, Arnauld, Descartes, Casaubon, Claubergius, Colvius, etc.

Un cahier séparé et qui porte le titre de *Bochartiana*, renferme ce qui est relatif à Bochart ; ce sont :

4° L'annotation du jour que naquit Samuel Bochart. On a trouvé sur un livre écrit de la main de M. Du Mesnillet, son père : *Dixième may, dimanche mil cinq cent quatre-vingt dix-neuf naquit mon fils Samuel Bochart à huit heures du matin, fut baptisé en mon logis le jour de Pentecoste suivant. Son parrain fut M. de Haubocq, médecin à Rouen, sa marraine Madame Beaudouin, femme de Noel Beaudouin* (2).

(1) Sur le dos d'une de ces lettres on lit : « *Donné par M. le marquis de Castelnau-Maurissière, de qui M. l'évêque de Rennes était grand-oncle maternel.* » J'ai pris copie de deux lettres de cette collection, qui m'ont paru plus particulièrement intéressante (une surtout, relative au colloque de Poissy), et j'ai relevé les dates des autres.

(2) Le jour précis de la naissance de Samuel Bochart paraît être resté jusqu'à présent inconnu ; j'ai pensé qu'il pouvait être intéressant de le faire connaître.

- 2° Une copie notariée de son acte de baptême (1).
- 3° La permission des états-généraux de Hollande de mettre en vente son Phaleg, ou Géographie sacrée. 7 sept. 1646.
- 4° Sauf-conduit de M. de Longueville pour Samuel Bochart, voulant passer en Suède. Caen, l'an 1651, le 3 déc.
- 5° Passeport de l'archiduc Léopold, fait à Bruxelles, le 7 juin 1653.
- 6° Passeport pour rentrer en France du roi Louis XIV. Paris, 18 juin 1653.

Sur le dos du passeport on lit :

Présenté et passé le 7^e de juillet 1653, à Saint-Donas.

Présenté et passé à Dunkerque, le 9^e de juillet 1653.

A ces pièces se trouvent jointes, une lettre originale de la reine Christine de Suède (13 may 1652) pour féliciter Bochart de son arrivée en Hollande et l'engager à repartir de suite pour la Suède; une autre lettre de cette reine, en date du 5 décembre 1650, et copiée de la main de Bochart; une lettre de Godefroi Hottot à Bochart, enfin quelques lettres relatives à la noblesse des Bochart, et à la dispersion supposée des manuscrits de Samuel Bochart, qui n'apprennent rien qui ne soit déjà connu (2).

Voici maintenant ce qui se rapporte à Casaubon :

Une pièce intitulée : *Raphaelis Thorii Medeci Narratio de morbo et morte Isaaci Casauboni*.

Trois lettres latines de Casaubon à De Thou; 6 kal. Jul. 1591, 9 kal. Ap. 1596, 8 kal. Jun. 1612.

Ce sont de simples brouillons; ce qui suit également :

Deux lettres de Casaubon au roi d'Ecosse Jacques VI, une du 11 des kalendes de mai 1602, l'autre sans date.

Réponse du roi d'Ecosse à Casaubon. kal. fév. 1602.

6 janv. 1608. Lettre de Casaubon à Jos. Scaliger.

Deux lettres à Jean Casaubon, son fils, et une autre sans date à Callignon, chancelier du roi de Navarre.

Passant maintenant à la Bibliothèque royale de La Haye, il peut être utile d'y signaler la collection *Duncanniana*, qui se compose d'une soixantaine de volumes de pamphlets imprimés, embrassant la fin du XVI^e siècle, tout le XVII^e et le commencement du XVIII^e. Ce sont pour la plupart des écrits

(1) M. le pasteur Paumier a découvert, dans les Archives du Palais de Justice de Rouen, l'acte original de son baptême. (Voir son Eloge historique de Samuel Bochart, p. 5.)

(2) La Bibliothèque de l'Académie de Leyde possède deux lettres originales de la reine Christine à Bochart, et un passeport pour son retour en France, signé également par elle (le 7 mai 1653).

Il peut être utile de mentionner ici qu'il existe aussi, aux Archives de l'Etat, à La Haye, une collection de papiers et de lettres de la reine Christine; ce sont pour la plupart des lettres qu'elle écrivait, pendant son séjour à Rome, à son intendant, M. de Silverkroon.

hollandais; mais il s'en trouve un certain nombre en français; j'en ai remarqué quelques-uns qui sont probablement fort peu connus, entre autres les pièces suivantes :

Voyage d'un Français exilé pour la religion, avec une description de la Virginie et Marilan dans l'Amérique. La Haye, 1687. Petite brochure in-18 de 140 pages (1).

Lettre d'un protestant prisonnier en France, au mois de juillet 1687, écrite à un de ses amis, sur la nécessité qu'il y a de détester publiquement sa chute, pour s'en relever à salut.

Parmi les livres imprimés protestants faisant partie de la bibliothèque de La Haye, il y en a plusieurs, tels que le *Synodicon* de Quick, qu'on se procure difficilement dans nos bibliothèques françaises. La seule pièce manuscrite que j'ai trouvée est un « dénombrement de tous les protestants réfugiés « de France à Amsterdam, en 1682 et 1683, avec les nouvelles fabriques et « manufactures qu'ils y ont apportées; » mais cette liste, dressée par ordre alphabétique, s'arrête à la lettre S, et ce n'est qu'une copie du dénombrement présenté aux bourgmestres d'Amsterdam, par le ministre Scion, dont l'original, souvent cité par M. Kœnen, existe aux archives de l'hôtel de ville d'Amsterdam.

L'obligeance de M. le professeur Bergmann m'a permis de visiter en détail les archives des Eglises wallonnes, dont le dépôt central se trouve à Leyde. A l'exception d'un journal manuscrit des persécutions religieuses dans le Poitou, de 1715 à 1721, et de quelques listes de galériens, cette collection m'a paru offrir peu d'intérêt pour l'histoire de nos Eglises réformées; les nombreuses liasses d'actes (2) synodaux, qui en composent la majeure partie, ont presque exclusivement trait à la discipline et aux affaires ecclésiastiques des Eglises wallonnes, et même, dans les actes synodaux des années qui ont précédé et suivi la révocation de l'Edit de Nantes, je n'ai remarqué aucun détail important qui ne fût déjà connu.

Je ne ferai que mentionner l'existence de deux copies manuscrites des synodes nationaux des Eglises réformées de France, qui se trouvent, l'une au dépôt des archives des Eglises wallonnes, l'autre à la Bibliothèque de Leyde; des copies semblables se rencontrent assez fréquemment dans les bibliothèques de Paris.

La bibliothèque de l'Académie de Leyde, si riche en manuscrits arabes,

(1) L'auteur de ce récit s'appelle *Durans*. Il commence ainsi : « Je suis né dans « la province du Dauphiné, de la famille des Durans, famille ancienne et noble. « Le chef d'icelle se nomme René de Durans, et a été un des premiers qui a res- « senti les effets de cette cruelle persécution. Il se sauva en Suisse; je ne sais s'il « est encore en vie.

(2) Je possède une copie manuscrite des synodes des Eglises wallonnes de 1563 à 1644, et j'ai la collection complète, depuis qu'on a commencé à les imprimer, de 1690 jusqu'en 1802.

syriaques et autres langues orientales, m'a paru comparativement pauvre en documents inédits sur le protestantisme français. On y trouve cependant les notes manuscrites, les catalogues et les correspondances de Prosper Marchand, qui ont dû servir de matériaux à son Dictionnaire historique, publié après sa mort; cette collection renferme aussi en nombre considérable des lettres de beaucoup de savants catholiques et protestants, adressées à Prosper Marchand; je citerai les noms de La Croze, bibliothécaire du roi de Prusse à Berlin, Beaulaire, bibliothécaire à Genève, Le Duchat, Formey. J'ai aussi remarqué les catalogues détaillés des manuscrits laissés par le grand Beausobre et par Lenfant, et que Prosper Marchand avait été chargé de vendre en Hollande.

Il existe aussi, à la même Bibliothèque, plusieurs volumes de lettres adressées à Huygens, seigneur de Zuilichen, secrétaire du prince d'Orange (1). Mais, autant que j'ai pu en juger, ces lettres, émanant d'un grand nombre de correspondants, présentent généralement peu de suite et se rapportent plutôt aux affaires des Pays-Bas qu'à l'histoire du protestantisme en France; je signalerai cependant une nombreuse collection de lettres de Rivet et de Polyandre. Toutes ces correspondances se rattachent au milieu du XVII^e siècle, celles de Marchand appartiennent au XVIII^e.

Je dois enfin citer un manuscrit dont le titre m'a paru intéressant, mais que je n'ai pas pu voir; il est intitulé : *J. Basnage, Journaux historiques, politiques et littéraires, 1675-1713*. — Ce sont des extraits de divers journaux historiques, politiques et littéraires.

Prosper Marchand avait légué ses livres à la Bibliothèque de Leyde. Cette collection est surtout importante; on y trouve quelques pièces rares, entre autres le plan du temple de Charenton (2) et une brochure intitulée : *Lettres sur les Matières du temps*, Amsterdam, 1688 (3).

Enfin la bibliothèque *Thysiana*, à Leyde, renferme une fort belle collection de pamphlets que je n'ai pas examinés, mais où il doit vraisemblablement se trouver des écrits français relatifs aux réfugiés; cette bibliothèque est également riche en livres protestants des XVI^e et XVII^e siècles.

Le temps limité dont je pouvais disposer ne m'a pas permis de pousser plus loin mes recherches; mais je ne doute pas que, dans les autres villes de la Hollande, il n'y ait encore beaucoup (4) à recueillir. Il peut être inté-

(1) Voir l'article du Dictionnaire de Bayle, au nom de *Zuilichen*.

(2) Un plan du temple de Charenton a été inséré dans le *Mercure galant* de 1685.

(3) M. Weiss cite souvent ce Recueil, dans son *Histoire des Réfugiés*.

(4) J'ai trouvé, dans le livre des admissions à la sainte Cène, conservé aux Archives particulières de l'Eglise wallonne de La Haye, des détails intéressants sur plusieurs familles qui avaient abjuré en France, et de qui on exigeait une nouvelle rétractation en sens opposé avant de les recevoir à la Cène.

ressant de consulter les registres particuliers de chaque église wallonne, puisque la plupart de ces églises doivent leur origine aux réfugiés français, et les autres leur doivent une augmentation considérable.

Il est une pièce sur laquelle je n'ai pu encore mettre la main, et qui doit avoir un grand intérêt; ce sont les actes du Consistoire secret, qui se réunissait à La Haye pour diriger les missions des pasteurs, qui, après 1685, avaient le courage de partir pour la France, et d'y prêcher « sous la croix. » C'est à ce Consistoire que le pasteur de Malzac rendit compte d'une tournée qu'il avait faite par toute la France en l'année 1689, pour visiter et consoler les protestants persécutés. L'année suivante, il fut arrêté à Paris, enfermé à la Bastille, et transféré de là dans les prisons des îles Sainte-Marguerite, où il languit pendant plus de trente ans et mourut en 1723. Ces pièces pourraient répandre la lumière sur une partie bien glorieuse de notre histoire, restée jusqu'ici à peu près ignorée; les ayant vainement cherchées au dépôt central des archives des églises wallonnes à Leyde, je ne serais pas surpris d'apprendre qu'elles se trouvent dans une caisse de documents divers à la charge du Consistoire de La Haye, et qu'une commission de ce corps ecclésiastique a été chargée d'examiner.

M. Grœn de Prinsterer nous a déjà montré l'intérêt qu'ont les papiers de la maison d'Orange pour les affaires protestantes du XVI^e siècle; il rendrait un grand service à la cause de l'histoire du protestantisme, si, au milieu de ses nombreux travaux politiques et littéraires, il lui était possible de se livrer aux mêmes investigations pour le XVII^e siècle; plus qu'à tout autre, ce travail lui appartient, lui seul peut bien le remplir.

Rouen, le 30 octobre 1854.

FRANCIS WADDINGTON.

LES CHAMBRES MI-PARTIES

DES ANCIENS PARLEMENTS.

LA CHAMBRE DE L'ÉDIT DU LANGUEDOC.

1576-1595-1679.

Une des questions intéressantes de l'histoire du protestantisme français, et dont nous nous étions proposé de nous occuper, le cas échéant, c'est celle des *Chambres de l'Edit* ou *mi-parties*. Mais les matériaux sont rares, et nous sommes heureux de pouvoir emprunter à un magistrat, à un catholique, une notice sur la Chambre de l'Edit dans le ressort du parlement de Toulouse, lue par M. Sazaze, conseiller en la cour impériale, le 15 juin 1853, à l'Académie de Législation de Toulouse, et insérée au Recueil de cette société, t. II, p. 282. Seulement, on devra se rappeler que c'est un magistrat toulousain qui parle, et nous ferons certaines réserves au sujet de quelques détails et appréciations qui ne nous semblent pas tout à fait exacts.

C'est, par exemple, une erreur de dire que les parlements « avaient en général

résisté à l'invasion des doctrines nouvelles, » et que celui de Paris se montra partisan de la tolérance (V. ci-dessous). Les parlements de Bordeaux, de Metz, celui de Toulouse lui-même, comptèrent dans leur sein de nombreux partisans de la Réforme, tout aussi bien que celui de Paris, lequel ne se signala pas par une si grande douceur, témoin les articles *Coras*, *Dubourg*, *Fumée* et autres, de la *France protestante*. En lisant l'éloge de Duranti (369), peut-on oublier que c'est ce même magistrat qui présida lui-même au massacre de la Saint-Barthélemy à Toulouse? (V. l'art. *Coras* précité et le *Martyrologe de Crespin*.) Est-il juste d'attribuer à une *sagesse résolue* (*ibid.*) l'ajournement, par Henri IV, de l'Edit de Nantes promis et dû aux réformés? Est-il vrai qu'en nommant de Fresne Canaye ambassadeur à Venise, Henri IV ait fait beaucoup d'honneur aux calvinistes (p. 370), alors que cette ambassade fut au contraire le prix de son apostasie? (V. *Bull.*, t. II, p. 257) Est-il permis d'avancer (p. 372) que l'Edit de Nantes fut *scrupuleusement obéi* tant que dura le règne de Henri IV? (V. l'*Histoire* de cet Edit par Benoit.) Est-il enfin parfaitement certain que Richelieu ait respecté la croyance des protestants? (p. 374.)

Ces réserves faites, entre autres, nous laissons la parole à M. Sacaze, en le remerciant d'avoir porté son attention sur un sujet trop négligé.

Ce fut la gloire de L'Hôpital d'avoir compris, presque seul, au milieu des factions de son temps, que le respect de la liberté de conscience était l'unique moyen de mettre un terme à leurs fureurs et d'assurer la paix religieuse. Ce fut sa gloire non moins haute d'avoir, malgré les mécomptes qui l'attristaient sans le décourager, travaillé avec constance à asseoir ce principe sur des bases durables. Il eut sans doute le regret, bien amer pour cette âme patriotique, d'échouer dans ce noble dessein; mais il jeta du moins dans une législation d'un jour des germes précieux que le temps a développés, qu'a mûris l'expérience et dont la postérité s'est enrichie.

Lorsqu'il prit les sceaux de l'Etat, le monde religieux était livré à des commotions inouïes. Le protestantisme français, qui n'avait été d'abord qu'un parti faible et clandestin, se développait avec une énergie désespérée. Une portion de la noblesse lui avait offert son alliance et la persécution lui donnait une force de propagation indomptable. L'Hôpital, qui voyait la nation prête à s'entre-déchirer, essaya d'arrêter une lutte suprême. Il obtint par sa longue persévérance des édits de pacification qui ajournèrent le péril sans le conjurer.

L'édit de 1570, qui eut une durée si courte, avait consacré en faveur des réformés d'importantes garanties. Cet acte établissait d'abord la liberté de leur culte, mais il renfermait en outre des privilèges nouveaux dont un était, bien qu'il ne dût pas répondre complètement à ses espérances, destiné à faire cesser une plainte qui s'était échappée du sein de ce parti.

On sait que les parlements du royaume avaient en général résisté à l'invasion des doctrines nouvelles. Si on excepte le parlement de Paris qui embrassa vis-à-vis d'elles le parti de la tolérance, les corps judiciaires désiraient et invoquaient le maintien absolu de l'unité religieuse. Ils considéraient la tolérance elle-même comme un danger pour la foi et une sorte

d'outrage à la majesté de la tradition catholique. Le parlement de Toulouse se distingua-t-il entre tous par l'excès du zèle religieux et montra-t-il trop d'ardeur pour la défense du vieux culte ? On le lui a amèrement reproché, et les historiens de nos jours ont, malgré l'ascendant d'une opinion plus équitable, fait revivre ce grief... Il est certain que les huguenots se firent à leur tour les détracteurs d'une magistrature qui leur paraissait hostile. Ils appelèrent ses membres des juges *profanes et iniques*, et, lorsqu'ils invoquaient la protection royale et qu'ils demandaient le libre exercice de leur culte, ils ne manquaient jamais d'y joindre un vœu pour l'établissement d'une juridiction qui leur fût propre.

L'édit de 1570, sans accorder aux protestants les tribunaux dont ils réclamaient la création, leur ouvrit un droit de récusation dans les procès civils et criminels qui les concernaient. Il leur concéda la faculté de récuser quatre magistrats par chaque chambre des parlements de Paris et de Bordeaux, et trois par chaque chambre des parlements d'Aix, de Grenoble, de Dijon, de Rouen et de Rennes. Le parlement de Toulouse pouvait être récusé en entier. Telle était la prévention que ce dernier parlement inspirait aux huguenots du Midi ; d'autres édits viendront montrer combien elle fut opiniâtre. Il est certain que, puisqu'elle existait, il était d'une politique scrupuleuse et prévoyante d'en tenir compte, et le soin de la dignité d'une puissante compagnie l'exigeait même. Ne fallait-il pas la protéger elle-même contre les incriminations auxquelles l'esprit de secte se laisse si aisément entraîner ? Elle n'en marcha pas moins environnée du respect des âges, cette antique magistrature, qui, selon la belle expression d'un contemporain (1), conserva, même sous le pouvoir absolu, l'image de la liberté dans l'indépendance de la justice.

Je ne parle pas des catastrophes qui amenèrent la violation de cet édit de 1570. Quatre années ne s'étaient pas encore écoulées depuis qu'au milieu d'un peuple en stupeur avait retenti ce cri sinistre : *Tue, tue, courez sus aux hérétiques !* et déjà le dernier des Valois, un des instigateurs du massacre des huguenots, désavouait ce crime par un nouvel édit de pacification, dans lequel il disait que les excès du 24 août 1572 étaient advenus à son *très grand regret et déplaisir*. Comment ce changement s'était-il opéré ? Par un de ces événements qui portent en eux-mêmes une immortelle leçon. Le coup d'état du 24 août n'avait pas été seulement inutile ; il avait eu des résultats contraires aux vœux et aux espérances de ceux qui l'avaient conseillé. A partir de ce moment, en effet, le parti calviniste avait grandi par la vengeance et le désespoir. Il s'était fortifié en outre par l'accession d'un parti nouveau et puissant, dans lequel se jetèrent les catholiques mo-

(1) M. Villemain, *Vie de L'Hôpital*.

dérés qui avaient ressenti une juste horreur du sang versé. A la tête de ce parti s'était placé le maréchal Damville, le *roi du Languedoc*, comme ses contemporains l'appelaient. Bientôt, pressé par cette coalition qui effraya sa faiblesse, Henri III se vit contraint de promulguer, en mai 1576, un cinquième édit de pacification.

Aucun des précédents édits n'accordait aux réformés une protection aussi large et des garanties aussi complètes. Celui-ci leur permit le libre exercice de leur religion, en y apportant les restrictions que la prudence conseillait. Il leur concéda, en outre, non plus une simple faculté de récusation, mais l'établissement de tribunaux spéciaux qui avait jusqu'alors été vainement sollicité, et on verra que toujours, dans les phases si diverses et souvent si orageuses de son existence, le parti calviniste insista sur cette garantie. L'édit de 1576 créa donc, dans le ressort des huit parlements qui existaient alors, des tribunaux mi-partis, c'est-à-dire composés par moitié de protestants et de catholiques, qui reçurent la mission de juger les procès dans lesquels les protestants et les catholiques associés seraient intéressés, tant en matière civile que criminelle. Je dois faire remarquer que cette création n'est point unique dans l'histoire de l'ordre judiciaire. Un grand pays qui, s'il a montré un respect scrupuleux pour les garanties individuelles, a pourtant besoin, en matière de tolérance religieuse, d'élever son droit public à la hauteur de sa civilisation, l'Angleterre possède, dans sa vieille législation, une disposition qui rappelle l'édit de Henri III (1).

Le siège de la chambre mi-partie, créée pour le ressort du parlement de Toulouse, fut d'abord établi à Montpellier. Aucune mesure analogue ne fut prise à l'égard des autres parlements du royaume, car ce ne fut que plus tard qu'on établit une chambre à Nérac pour juger les procès des calvinistes qui appartenaient au ressort du parlement de Bordeaux. Toulouse qui, au XIII^e siècle, avait été le centre d'un mouvement contraire à la papauté, défendait alors, comme son parlement, avec l'ardeur propre aux races du Midi, la cause de l'unité catholique. Cinq ou six villes, dans lesquelles dominait la ferveur religieuse, eurent, après le 24 août 1572, le malheur de compromettre une noble cause par l'imitation sanglante des scènes de Paris, et Toulouse n'avait pas su se préserver de ces excès. Le sang huguenot avait coulé dans ses murs. La prudence ne permettait donc pas d'en faire le siège d'une juridiction protestante qui évidemment n'aurait pu s'y maintenir; car elle n'y aurait pas trouvé la sécurité nécessaire à son indépendance.

Mais l'édit de 1576 ne fut pas même vérifié, à cette époque, par le Parlement de Toulouse. Un annaliste contemporain atteste qu'il le fut. Cependant il n'y en a aucune preuve, et la vraisemblance historique s'élève contre

(1) Lorsqu'un étranger y est accusé, la moitié du jury se compose d'étrangers : c'est ce qu'on appelle jury de *medietate linguæ*. (Delolme, t. 1^{er}, p. 168, *ad notam*).

cette assertion. Ce Parlement ne fut pas le seul à protester par son refus ou son silence. On s'écria de tous côtés que le nouvel édit était une trahison envers l'antique foi du pays, et lorsque les Etats de Blois eurent été convoqués, l'abrogation des mesures accordées aux protestants y fut votée sans débat, et, dit-on, avec la secrète adhésion du pouvoir royal lui-même. La guerre civile y fut aussi mise en délibération et votée. Si la pénurie des finances ne permit pas de l'entreprendre, on comprend que, dès ce moment, l'édit de pacification ne fut pas obéi et qu'on ne songea plus à instituer les chambres mi-parties.

Au milieu de l'exaspération qui s'empara des masses catholiques, la Ligue s'était constituée. On sait que, si elle eut un prétexte religieux, l'extirpation de l'hérésie, elle ne fut en réalité pour celui qui en devint le chef, Henri, duc de Guise, qu'un moyen d'agrandir l'importance de sa maison et de lui ouvrir le chemin du trône. Henri III comprit le péril que lui suscitait cette confédération puissante, et on le vit aussitôt recourir, pour s'en préserver, à un de ces expédients dans lesquels s'engagea trop souvent sa politique. Il tendit la main à Henri de Bourbon, roi de Navarre, et la paix de Bergerac fut conclue. Un nouvel édit du mois de septembre 1577 remit en vigueur les garanties supprimées. Il confirma l'institution des chambres mi-parties. Mais l'exécution de ces mesures s'arrêta encore devant les difficultés du temps.

Au mois de février 1579, Catherine de Médicis, dont l'ambitieuse inquiétude croissait avec la popularité du duc de Guise, se rendit elle-même à Nérac, séjour de la maison de Navarre. Elle allait proposer au roi de Navarre, dans lequel elle espérait se ménager un allié docile, de se concerter avec lui pour assurer l'exécution des garanties promises aux protestants, et dont ils n'avaient pas encore ressenti le bienfait. Henri de Bourbon était alors avec le prince de Condé, à la tête des réformés; il en était le chef le plus influent, le plus actif et le plus résolu. Séparé du trône de France par le duc d'Alençon, il ne pouvait entrevoir la chance qui devait l'y faire monter un jour, mais, bien que n'ayant aucun pressentiment de sa destinée, il y préludait par les travaux, les négociations et les périls héroïques que lui imposait sa situation de chef de parti, et dont il prenait toujours la plus grande part pour lui-même. Il souscrivit au pacte qui lui était proposé.

Dès qu'elle eut mis fin à cette négociation, la reine mère vint à Toulouse. Les annales de la province rapportent qu'ayant fait réunir le Parlement, elle adjura ce grand corps de s'accommoder aux nécessités de l'époque, et de ne fournir désormais aux religionnaires aucun sujet de recommencer les hostilités. Elle parcourut ensuite le Languedoc, annonçant partout la réconciliation et la paix. Etrange mission qu'on aurait peine à comprendre, si l'instinct de sa race, que Catherine de Médicis avait toujours pris pour guide,

n'expliquait l'instabilité des résolutions qui, en si peu de temps, se succédèrent dans son âme mobile et cruelle !

Bien qu'animé d'un zèle constant pour la foi catholique, le Parlement de Toulouse céda à des conseils dont il ne soupçonnait pas la sincérité, et, le 2 juin 1579, il vérifia les édits de pacification. La chambre mi-partie fut établie à Lisle, petite ville de l'Albigeois. Le choix de cette résidence avait été arrêté lors de la conférence de Nérac.

L'ouverture de la session eut lieu le 22 juin. La chambre se composait de deux présidents et de seize conseillers, dont la moitié était catholique et l'autre moitié du culte réformé. On y avait attaché un procureur général catholique et un substitut protestant. Les conseillers de la nouvelle religion ne furent pas soumis à un renouvellement annuel. On ne changeait que les magistrats catholiques. La chambre était souveraine. Elle intitula le dispositif de ses arrêts : « La cour, en la chambre... »

La Chambre de Lisle ne siégeait guère que depuis une année lorsqu'elle interrompit ses travaux. Quelle fut la cause de cette suspension qu'on fixe au 11 août 1580 ? C'est un détail historique qui n'a pas été éclairci, et, pour l'expliquer, on en est réduit aux conjectures. Cependant ces conjectures elles-mêmes ont un caractère suffisant de précision pour qu'on doive les accueillir avec confiance. Les catholiques de l'Albigeois avaient repris les armes ; la guerre civile était rallumée, et elle ne tarda pas à envahir toute la province. Les routes se couvrirent de bandes armées, et ce fut à la même époque, le 14 juillet 1580, que le Parlement de Toulouse fut obligé de rendre un arrêt portant ce qui suit : « Attendu les notoires difficultés, dangers et empêchements qui sont sur les chemins en tous les endroits du ressort pour venir à Toulouse, la Cour a ordonné et ordonne que es-congés qui seront octroyés à faute de porter les procès en toutes choses autres qu'en la sénéchaussée de Toulouse, il sera donné surséance jusques à huitaine, après la prochaine fête Saint-Martin d'hiver. »

Il n'est pas douteux que le cours de la justice n'eût été interrompu dans l'Albigeois par les mêmes événements. Ce qui le démontre de plus en plus, c'est que, le jour même de la reprise de ses travaux, le 25 avril 1583, la Chambre souveraine de Lisle rendit un arrêt solennel portant défense aux habitants d'entrer avec armes dans la ville et d'y exciter des troubles, sous les peines les plus sévères. Mais pourquoi la chambre avait-elle été si lente à se reconstituer, alors que la paix de Flex, concertée entre le duc d'Alençon et le roi de Navarre, avait été déjà publiée dans l'Albigeois, en janvier 1581 ? On ne saurait le dire avec certitude, mais il est bien possible que cette reconstitution eût trouvé des obstacles dans l'inaction calculée du parlement de Toulouse. On vit en effet le parlement ajourner plus d'une fois la composition de la liste des conseillers catholiques qui devaient siéger à la

chambre. En un mot, il n'était guère disposé, ce fait est bien certain, à seconder les mouvements d'une juridiction dont l'établissement blessait ses croyances et portait ombrage à sa vieille autorité.

Une fois rétablie, la Chambre rencontra encore de nouvelles entraves dans l'administration de la justice. Les déceptions lui venaient de tous côtés, et Henri de Bourbon, qui comptait des amis personnels parmi les magistrats qui la composaient, ne cessait de s'en plaindre à eux avec cette vivacité gasconne qu'il répandait dans ses épanchements familiers. Il écrivit un jour au roi lui-même pour lui faire remarquer que le partage qui se manifestait dans les délibérations de la Chambre du Languedoc ne pouvait être jamais vidé, aucun règlement n'ayant prévu ce cas, et qu'il en résultait des retards dommageables aux parties et contraires au bien de la justice; sa demande fut éludée, si on en juge par ce qu'il écrivait au président de Clauzonne : « On répond, disait-il, d'assez belles paroles, mais les effets en sont lents. Je ne me lasserai pas pourtant de me rendre solliciteur de tout ce que je connais être utile pour le bien de la paix et le repos de cet Etat. »

On se trouvait alors à la veille d'un de ces événements qui changent tout à coup la face des empires. Henri III était sans enfants, et son frère unique, le duc d'Alençon, mourut le 40 juin 1574. Henri de Navarre était donc appelé à régner un jour sur la France catholique. La Ligue regardait ce dénouement comme sa honte et sa fin. Elle voulut le conjurer. De son côté, Catherine de Médicis, inquiète, éperdue, songea à faire déclarer un de ses gendres, le duc de Lorraine, héritier présomptif de cette couronne qu'elle cherchait à retenir dans sa famille. « Trop perfide pour ne pas tromper le « parti même qu'elle préférerait, » ainsi qu'on l'a dit avec une justesse ingénieuse, cette femme allait rompre l'alliance jurée à Nérac et passer sans scrupule à une nouvelle trahison. La crise était donc imminente. On sollicitait auprès du Roi la révocation des édits de pacification. Henri de Navarre en était averti. Il écrivit à Henri III pour le détourner de ce dessein. Il fit part en même temps de cette démarche aux conseillers protestants de la chambre souveraine de Lisle, les engagea à continuer la tenue de leur session et leur fit espérer de meilleurs jours. Mais cette espérance fut déçue. La Ligue pesa sur les résolutions royales et le traité de Nemours fut conclu. Ce traité fut aussitôt suivi d'un édit qui révoqua tous les édits de pacification accordés aux calvinistes, et porta que les chambres mi-parties seraient dissoutes. Le ministre Villeroy écrivit au premier président Duranti pour l'informer que le Roi venait d'adhérer à la Ligue. Cette nouvelle fut reçue avec joie par le parlement de Toulouse, qui se transporta en corps dans la basilique de Saint-Sernin pour y faire célébrer un office religieux. Le 31 juillet 1585, le parlement vérifia l'édit qui fut ensuite envoyé à la chambre souveraine de Lisle. Le lendemain, 1^{er} août, les membres de cette compa-

gnie se séparèrent. Les conseillers catholiques se rendirent à Toulouse; les conseillers protestants furent, par les ordres du président de Saint-Jean, escortés jusqu'à Briatexte, d'où une garde envoyée par le duc de Montmorency les accompagna jusqu'à la ville de Castres. Au nombre des conseillers catholiques, qui vinrent reprendre leurs sièges au Parlement, se trouvait le docte Maynard, dont une plume exercée à naguère fait revivre la physionomie et rajeuni l'illustration.

Les partisans de la liberté religieuse étaient consternés. Leur cause semblait perdue, et la fortune de Henri de Bourbon frappée du même coup. Mais ce prince ne sortit de cette épreuve que plus intrépide et plus fier. Il fit savoir au Roi qu'il se confiait à Dieu qui, disait-il, lui doublerait le cœur, et entouré de cette jeunesse protestante qui se pressait sous sa cornette blanche, il marcha contre la Ligue et plus tard à la conquête de sa couronne. La victoire la lui donna, lorsque Henri III fut tombé sous le couteau d'un fanatique. Un des premiers actes de son règne fut de transférer à Carcassonne le Parlement de Toulouse (1). Il voulut châtier cette dernière ville des excès que les Ligueurs venaient d'y commettre, en immolant deux magistrats qui n'avaient eu d'autre tort que de servir avec fidélité la cause royale, Duranti et Daffis, martyrs de l'Etat, tels que l'ordre judiciaire en a donnés à la France, qui, cherchant au milieu des factions la place marquée par le devoir, y accourent et ne la quittent plus, au risque d'y tomber.

Henri IV était vainqueur de la Ligue et Paris lui avait ouvert ses portes. Cependant il n'avait pas encore triomphé de tous ses ennemis. Il lui restait une tâche délicate à remplir, celle d'achever, pied à pied, la conquête de son royaume et de soumettre à son obéissance des villes rebelles. Ses anciens co-religionnaires se croyaient trahis. Leurs plaintes retentirent avec véhémence. Mais bien qu'épris des mêmes espérances, bien qu'imbu des mêmes principes de justice sociale, Henri IV en ajournait la consécration avec une sagesse résolue. Il s'occupa pourtant de rétablir sans délai sa chambre du Languedoc. Il envoya, en conséquence, Bellièvre à Montpellier et le chargea de fixer le siège de cette juridiction dans le lieu qui lui paraîtrait le plus propre à la recevoir. Le duc de Montmorency était d'avis de l'établir à Bagnols; d'autres opinions inclinaient pour la ville de Nîmes. L'évêque de Castres la demanda pour son chef-lieu épiscopal, afin d'obtenir par ce moyen que l'exercice de la religion catholique y fût rétabli. Les consuls de Castres, consultés, montrèrent de l'hésitation. Ils craignaient que la nécessité de recevoir toute sorte d'habitants ne compromît la sûreté de leur ville. Ils cédèrent enfin, et aussitôt le duc de Montmorency envoya ses ordres au président de la Bourgade, qui arriva à Castres le 3 avril 1595.

(1) Henri III avait déjà mis ce parlement en interdit. Le parlement de Carcassonne ouvrit sa session le 12 novembre 1589.

Il avait été choisi comme président catholique. Le président calviniste fut Philippe De Fresne Canaye. Le choix d'un tel personnage qui avait été conseiller d'Etat et ambassadeur, qui, pendant sa présidence de la chambre de l'édit, fut envoyé par Henri IV à Venise pour y terminer le différend élevé entre cette république et Paul V, montre assez le rang et l'autorité qu'on entendait assigner à la nouvelle compagnie. Le 28 avril eut lieu la séance d'ouverture.

Mais pendant que cette chambre procédait à son installation, la ville de Toulouse était le théâtre de nouveaux troubles qu'avait fomentés le duc de Joyeuse, devenu le dictateur politique et religieux de cette vieille métropole du Midi. Ce dernier survivant de la Ligue en avait rassemblé les débris vivaces sous sa main pour les agiter et mettre un plus haut prix à sa soumission. Cependant, le 5 janvier de cette même année, le parlement de Toulouse avait discuté, en sa présence, les conditions qui seraient proposées à Henri IV et dont l'acceptation devait faire rentrer la ville sous son obéissance. On attendait la réponse définitive du Roi. Il est vrai que le parlement avait, dès l'année précédente, envoyé à Paris un avocat chargé de ses pouvoirs pour traiter avec le *Roi de Navarre*, ainsi qu'il était dit dans sa délibération, et que ce négociateur n'avait que médiocrement réussi auprès du vainqueur d'Aumale et d'Ivry. Mais d'heureux symptômes annonçaient que cette dissidence allait finir, et le parlement eut la sagesse, un peu tardive même, de comprendre que son devoir était, en attendant, de rompre avec la rébellion. Il rendit donc, le 6 mai 1595, un arrêt par lequel il décida sa translation provisoire dans la ville de Castel-Sarrasin. Il assurait d'abord son indépendance par cette mesure et rendait ensuite un premier hommage à l'autorité du trône. Le président Dufaur de Saint-Jory sortit de la ville à la tête de la compagnie, moins dix ou douze magistrats, ligueurs endurcis, qui demeurèrent à Toulouse, où ils se constituèrent en cour de justice. Ce corps si respecté et si grave, si puissant par son unité, si imposant lorsque toutes ses sections réunies s'apportaient le concours de leur dignité et de leurs lumières, offrait alors le triste spectacle de son morcellement et de sa dispersion. Heureusement cet état de choses fut, dès le 9 décembre, modifié par la réunion des deux parlements de Béziers et de Castel-Sarrasin (1). Il n'y eut donc plus, dès cette époque, en dehors du parlement, que dix ou douze magistrats réfractaires qui ne tardèrent pas même à y être incorporés, car des jours plus heureux allaient se lever sur cette province pacifiée.

Henri IV venait de se réconcilier avec le Saint-Siège. La Ligue était frappée au cœur et les scrupules religieux du parlement de Toulouse, qui avaient

(1) Le parlement de Carcassonne avait été contraint, en 1591, à la suite de la prise de cette ville par le duc de Joyeuse, de se retirer à Béziers pour y tenir ses audiences.

surtout inspiré sa résistance, n'eurent plus de terrain pour s'y retrancher. Le duc de Joyeuse posa les armes et fit sa soumission. La paix fut signée, et le traité qui en régla les conditions fut lu au sein du parlement le 14 mars 1596. Le Roi donna aussitôt un édit par lequel il réintégra le parlement à Toulouse, et le 2 avril, ce corps si longtemps divisé fit sa rentrée solennelle dans cette ville. L'édit portait encore que la chambre mi-partie serait établie dans la ville qu'il plairait au Roi de choisir. Le duc de Joyeuse avait sollicité son éloignement de la ville de Castres, mais le Roi n'avait jamais voulu souscrire à cette demande.

Deux ans plus tard, l'édit de Nantes fut promulgué. Rien n'est plus connu que les clauses de cette grande transaction religieuse. Jamais les droits de la conscience humaine n'avaient trouvé un aussi loyal et aussi ferme interprète. Henri IV ne maintint pas seulement par son édit la liberté religieuse, il plaça tous les cultes sur le pied d'une entière égalité et devança, par cette inspiration de son génie politique et de son cœur, les conquêtes des temps modernes. Il est à peine nécessaire de dire que l'institution des chambres mi-parties fut reprise et confirmée par cet édit. A l'égard de la chambre du Languedoc, il s'agissait seulement d'en prononcer le maintien. L'article 31 se borna donc à déclarer que « la chambre ci-devant établie à Castres, pour le ressort du parlement de Toulouse, serait continuée en l'état. » Une disposition importante et applicable à tous les ressorts annulait les arrêts rendus par les parlements dans les matières dont la connaissance appartenait aux chambres mi-parties, et à raison desquelles les parties n'avaient pas volontairement procédé. Enfin, un article secret, l'article 48, attribua la présidence de chaque chambre mi-partie au magistrat le plus ancien, à quelque religion qu'il appartint. Cette prérogative fut retirée plus tard par arrêt du conseil de 1636, qui ordonna que la présidence appartiendrait au plus ancien conseiller catholique, ainsi que la garde du sceau. Ce fut surtout depuis l'édit de Nantes que la chambre souveraine de Castres porta le nom de *Chambre de l'Edit*.

Le 16 décembre 1602 se présenta devant elle un célèbre accusé. Henri de la Tour, duc de Bouillon, lui exposa qu'ayant été averti de l'accusation portée contre lui d'avoir trempé dans la conspiration du maréchal de Biron, et étant justiciable de la chambre de Castres, parce qu'il appartenait à la religion réformée et que le vicomté de Turenne, où il avait son domicile, était situé dans le ressort du parlement de Toulouse, il s'était acheminé vers la ville de Castres pour se purger de l'accusation dont il se voyait l'objet ; mais qu'ayant appris, dès son arrivée, que la chambre était incompétente pour en connaître, en ce que le Roi ne lui avait attribué aucune juridiction positive à ce sujet, il demandait tout au moins qu'il lui fût donné acte des calomnies répandues contre lui à l'occasion de son arrivée et de son séjour

à Castres, qui n'avaient été déterminés que par le désir de se soumettre à la justice souveraine de la chambre et nullement par le dessein de troubler le repos de la province; qu'en effet, il était arrivé sans armes, avec sa seule épée et suivi seulement d'une escorte de quinze ou vingt chevaux. La chambre, par son arrêt, se déclara incompétente, le Roi lui ayant fait la très expresse défense de se saisir de la connaissance de cette affaire; mais elle octroya acte au duc de Bouillon de ce qui était contenu dans sa requête. Un historien assure que le Roi reprocha à la chambre de Castres cette dernière concession, par laquelle elle avait peut-être excédé son droit.

Le 23 décembre, le duc de Bouillon partit de Castres. Il prit le chemin de Lacause par un temps fort rude, dit une relation contemporaine, et se retira à Genève. Il ne fut jamais jugé, et se borna à se présenter plus tard devant le Roi qui savait « vaincre et pardonner, »

L'édit de Nantes fut scrupuleusement obéi tant que dura le règne de Henri IV, et les nobles mesures qui en découlaient et auxquelles il avait mis le sceau de sa parole de roi et de sa conscience de chrétien reçurent une complète exécution. La Chambre de l'Edit continua paisiblement son service et ne changea pas de siège. Elle était composée d'officiers de grand mérite, et il est attesté que Henri IV, parlant un jour, par occasion, de sa chambre de Castres, en présence des grands de sa cour, dit qu'il croyait avoir dans cette compagnie d'aussi habiles officiers qu'en toute autre cour souveraine de son royaume.

En 1613, la reine mère, Marie de Médicis, changea le mode jusqu'alors suivi pour la présentation des conseillers catholiques qui devaient siéger dans la chambre de Castres. Le parlement de Toulouse était dans l'usage de désigner lui-même ces magistrats qu'il choisissait dans son sein. La reine fit savoir à la cour qu'à l'avenir elle devrait former une liste de douze conseillers sur laquelle le roi en désignerait huit auxquels il donnerait commission. Le parlement fit des remontrances et demanda que la nomination se fit sans l'intervention de l'option royale; mais des lettres de jussion le contraignirent d'obéir. En 1631, des lettres patentes rétablirent l'ancien mode de composition de la chambre.

Le règne de Louis XIII avait été inauguré par une déclaration solennelle, dans laquelle le roi promettait de garder inviolablement l'édit de Nantes. Malgré cette déclaration que les parlements avaient vérifiée, qui fut réitérée plus tard, et que le respect devait placer au-dessus du soupçon, une clameur s'éleva du sein du parti calviniste. Quel fut son prétexte? l'adoption d'une nouvelle politique extérieure qui rétablissait les alliances catholiques. Mais quelle fut sa vraie cause? L'espoir d'étendre, à la faveur des divisions de la cour qu'entretenait la faiblesse d'un nouveau règne et d'une minorité, le cercle des privilèges accordés au culte réformé. Cette agitation fut d'ail-

leurs encouragée par les chefs de l'aristocratie. On n'était plus au temps de la grande vassalité; la grande seigneurie elle-même qui lui avait succédé ne conservait plus qu'un lustre historique. Elle sentait sa décadence, s'en irritait, et elle se prit à rêver une république féodale. Mais, pendant qu'elle s'appuyait sur l'esprit de secte pour ressaisir son indépendance, le parti protestant crut de son côté qu'il serait utile à sa cause de l'associer à celle de la rébellion aristocratique, et la guerre civile recommença sous ces nouveaux auspices.

Ce fut encore au milieu des populations inquiètes du Midi qu'on entendit gronder la révolte. Cette révolte prit même, dès le début, un tel caractère que les conseillers catholiques qui siégeaient à la Chambre de l'Edit se virent dans la nécessité de se retirer à Toulouse pour s'y mettre en sûreté. En 1622, la chambre se trouva dissoute de fait. Ces violences excitèrent la juste colère du roi qui résolut de transférer la chambre à Lisle. Les conseillers protestants déclarèrent qu'ils insisteraient sur l'observation de l'édit. Instruit de ces difficultés, le roi ordonna alors que la chambre serait transférée à Béziers; mais cette fois ce fut le parlement lui-même qui fit entendre une plainte ferme et respectueuse. Elle fut mal accueillie et de nouvelles lettres de jussion, dont on faisait à cette époque un abus si fréquent, lui enjoignirent de passer outre. Le parlement, qui n'avait voulu qu'exercer son droit de remontrance, releva fièrement cette infraction à ses privilèges. Mais le roi lui répondit en termes sévères qu'il voyait avec déplaisir que « la cour était plus jalouse de ses propres intérêts que du bien de son service. » Le parlement n'en persista pas moins à réserver, dans une délibération qu'il prit, ce droit de remontrance qui n'avait jamais été contesté, que les parlements s'étaient identifiés par une longue possession et qui était pour eux comme un dernier vestige des antiques libertés du royaume.

La Chambre de l'Edit siégea à Béziers jusqu'en 1626. Suivant un historien (1), elle rendit, à cette même époque, un arrêt contre le duc de Rohan, à raison de sa prise d'armes contre le roi. Mais il paraît que le fier huguenot n'en fut guère intimidé, car parmi les chefs de l'accusation qui fut plus tard dressée contre lui, figura celui d'avoir foulé aux pieds les arrêts de la Chambre de l'Edit. Ce fut le 14 octobre 1627 que le roi commit le parlement de Toulouse pour instruire le procès du gentilhomme rebelle, en le déclarant déchu du bénéfice de juridiction que lui assurait sa croyance. Le 29 janvier suivant, le Parlement le condamna par contumace à un supplice ignominieux. La guerre civile touchait alors à sa fin. Richelieu, dont le désir était d'assurer au plus vite la paix intérieure pour accomplir les grands desseins qui occupaient sa pensée, résolut de porter le dernier coup à la rébellion. Il assiégea

(1) Bazin, *Histoire de Louis XIII*. La minute de cet arrêt n'a pu être retrouvée aux archives du parlement.

La Rochelle et s'en rendit maître. Le protestantisme était dès lors détruit comme parti politique. Il s'agita vainement encore sous la main de son vainqueur. En juin 1629, la dernière forteresse protestante tomba, et le 28 de ce mois était conclu, à Alais, un traité par lequel le roi promettait de confirmer l'édit de Nantes, dont il jura en effet l'observation à Nîmes, le 44 juillet. Le duc de Rohan profita de l'amnistie et se retira à l'étranger. L'édit de Nîmes portait que la chambre du Languedoc serait réintégrée à Castres, dès que les fortifications de cette ville seraient démolies. En attendant, elle siégea à Réval en 1630, et ne fut rétablie à Castres que vers 1632.

La grande ordonnance de janvier 1629 avait paru au moment où s'éteignaient les dernières étincelles de la guerre civile. N'est-ce pas un des plus singuliers phénomènes de l'ordre moral ? Les monuments les plus originaux de notre législation appartiennent au temps de nos discordes civiles, comme si ce mouvement des passions dans lequel un peuple s'agitait avait le privilège d'accroître les trésors de son expérience et de développer la puissance créatrice de sa raison. Cette ordonnance de 1629 touchait à toutes les parties de la législation et elle s'occupa des Chambres de l'Edit. Voici notamment à quel propos. On sait qu'en toute matière criminelle le doute s'interprète en faveur du prévenu. Ce principe est aussi ancien que notre droit criminel. Or, il arrivait trop souvent que, devant les Chambres de l'Edit, son application engendrait l'impunité. Lorsque les suffrages se divisaient par moitié, et la fréquence de ce partage s'explique par la constitution même de ces tribunaux, l'avis le plus doux prévalait, et la justice demeurait désarmée. Pour restituer à la loi toute sa force et à la société ses garanties, l'art. 104 de l'ordonnance déclara qu'à l'avenir « l'égalité des voix en matière criminelle ès-chambres mi-parties, ne ferait pas conclusion à la plus douce opinion, mais qu'il y aurait partage, lequel serait départi en une autre chambre, selon la forme des édits. » Enfin, l'article 102 incorporait au Parlement les membres de ces chambres et leur permettait de porter des robes rouges dans leurs assemblées ; mais il fut bientôt après sursis à l'exécution de la première de ces mesures ; et plus tard on retira aux conseillers protestants le droit de porter les insignes de la magistrature souveraine. Du reste, la constitution des tribunaux mi-partis ne fut pas essentiellement altérée. Inexorable envers les huguenots tant qu'on les vit, les armes à la main, défendre leur organisation politique et le droit d'avoir des chefs, des places et des assemblées, Richelieu, devenu leur vainqueur, ne leur enleva pourtant aucun des privilèges fondamentaux de leur culte. Il abattit la rébellion, mais il s'arrêta devant la croyance. C'est donc improprement que La Bruyère, en célébrant sa grande politique, ajoute : « Il a eu du temps de reste pour entamer un ouvrage, continué ensuite et achevé par l'un de nos plus grands et de nos meilleurs princes, l'extinction de l'hérésie. »

La chambre du Languedoc put continuer ses travaux, et pendant longtemps son existence ne fut pas menacée. Elle vit successivement passer sur ses bancs des magistrats dont le temps a consacré la renommée, Simon d'Olive, le judicieux arrêviste du Parlement, Jacques de Ranchin, littérateur aimable et jurisconsulte érudit, de Laeger, un des beaux esprits de ce temps, que Christine de Suède avait attiré dans sa cour savante et lettrée, et enfin Pierre Fermat. Conseiller au Parlement de Toulouse depuis l'année 1631, Pierre Fermat siégea plusieurs fois à la Chambre de l'Edit. Il figura sur la liste des conseillers catholiques qui commencèrent leur service à la fin de l'année 1664. Mais il ne put arriver au terme de la session. Le 9 janvier 1665, il fit à la chambre le rapport d'une affaire et, le 12, il avait cessé de vivre. Aucune pompe n'entoura ses funérailles. Les conseillers de la Chambre de l'Edit ne siégèrent pas le jour de sa mort et ils firent fermer les portes de leur palais pour attester leur deuil. Ce fut l'unique hommage décerné au génie de l'homme qui mérita l'admiration de Pascal. Un demi-siècle plus tard, l'Angleterre fit à Newton des obsèques presque royales. Cependant on doit dire, pour expliquer l'inégalité de ces hommages et pour consoler notre patriotisme d'un contraste qui pourrait l'offenser, que Pierre Fermat ne fut guère connu de son temps et qu'il s'ignorait, en quelque sorte, lui-même. Voué à des devoirs obscurs qu'il remplissait avec une religieuse assiduité, il ne considérait la géométrie que comme un délassement, et, telle était l'activité pénétrante de son génie, que ce fut dans les loisirs de sa charge et sans aucun souci de sa gloire qu'il jeta les bases des plus grandes découvertes mathématiques dont l'esprit humain puisse s'honorer !

Cependant le Parlement de Toulouse qui, dans ses rapports avec la chambre mi-partie, avait depuis longtemps fait taire ses préjugés d'état et les scrupules de sa foi, désirait que le siège en fût déplacé et qu'il ne fût pas maintenu à Castres, ville suspecte en tous temps aux catholiques, parce qu'elle avait été, durant les guerres de religion, un des boulevards du protestantisme dont le culte y dominait encore. En 1642, cette ville lui fournit elle-même l'occasion d'en faire la demande expresse au Roi. Ses habitants avaient eu le tort d'appuyer, par une émeute, une prétention injuste de la chambre et de trancher, par la violence, au grave détriment de la dignité du Parlement, un conflit qui divisait ces deux compagnies. La cause de ce conflit était l'instruction d'une affaire criminelle revendiquée par la Chambre de l'Edit et par la Chambre criminelle du Parlement qui en avaient été en même temps saisies. Le désordre fut poussé si loin, à cette occasion, que deux magistrats, envoyés à Castres par le Parlement pour faire extraire de la prison de la ville les deux inculpés contre lesquels l'affaire s'instruisait, durent se retirer devant une population ameutée. Les archers qui les accompagnaient eurent même leurs vêtements déchirés.

Justement blessé de cette offense, le Parlement, chambres réunies, décida que la plainte en serait portée au Roi et qu'il serait prié de faire cesser, en changeant le siège de la Chambre de l'Edit, l'oppression qui pesait sur la justice dans la ville de Castres. Il fut répondu au message du Parlement que les graves affaires qui étaient au conseil ne permettaient pas de donner une suite immédiate à la plainte, mais que le Roi ferait plus tard ce que le bien de la justice paraîtrait exiger. Ce fut inutilement que la même demande fut renouvelée en 1648. On craignait encore le réveil des passions religieuses qu'on avait eu tant de peine à calmer. Il faut reconnaître aussi que les protestants qui, dans les premières années de ce siècle, avaient défendu leur cause avec une énergie séditieuse, sentaient alors qu'il ne devaient pas recommencer une lutte inégale. Au lieu de troubler l'Etat par d'incessantes prises d'armes, ils l'enrichissaient par l'activité du travail agricole et manufacturier. Mazarin disait en parlant d'eux : « Je n'ai point à me plaindre du petit troupeau; s'il broute de mauvaises herbes, du moins il ne s'écarte pas. » On avait donc résolu de suivre à leur égard une politique prudente et modérée.

Le vœu du Parlement fut accompli dès qu'on eut dévié de cette politique. En janvier 1669, la chambre mi-partie de Castres fut transférée à Castelnau-dary. Un mois après, les Chambres de l'Edit furent supprimées à Rouen et à Paris. Ces mesures étaient une violation de l'Edit de Henri IV. La persécution religieuse reprenait donc son cours et, le mouvement donné, il ne s'arrêta plus. Au mois de juillet 1679, Louis XIV supprima les chambres mi-parties dans le ressort des parlements de Toulouse, Bordeaux et Grenoble. Il disait, dans le préambule de l'édit de suppression, que « depuis cinquante années il n'était pas survenu de trouble causé par les religionnaires, que dès lors les animosités qui pouvaient s'être manifestées entre les personnes appartenant à des religions différentes s'étaient éteintes, que les chambres mi-parties n'avaient plus de cause d'existence, qu'il était donc utile de les supprimer, tant, ajoutait le préambule, pour effacer entièrement la mémoire des guerres passées que pour faciliter l'administration de la justice, en ôtant le prétexte aux sujets catholiques de se servir des privilèges et du nom de ceux de la religion prétendue réformée pour perpétuer les procès dans les familles par des évocations et des règlements de juges. » Mais l'histoire ne pouvait accepter ce déguisement, et il fut trop manifeste que cette mesure rentrait dans le régime de compression lente et méthodique qui préluda à la destruction totale de la liberté de conscience.

Par son arrêt du 26 août 1679, le parlement de Toulouse enregistra l'édit. Les officiers de la chambre supprimée furent, au nombre de onze, distribués dans les chambres de la cour. Ils ne tardèrent pas à embrasser la religion catholique. Cependant l'un d'eux, le conseiller Pierre Paul, demeura iné-

branlable dans sa foi et se retira à Genève pour y professer son culte en liberté. Il devança cette grande émigration religieuse qui allait bientôt couvrir l'Europe protestante et y verser la fortune de la France.

Enfin, le 17 octobre 1685, dans le calme des passions religieuses, au milieu de l'éclat d'une civilisation régulière et paisible, parut cet édit qui, après une si longue tolérance, ramena des proscriptions auxquelles manquait, cette fois, l'excuse de l'agression et du danger. Chose qui serait incroyable, si on ne connaissait l'ascendant démesuré que Louis XIV exerça sur la société de son temps, celle-ci n'eut que des louanges pour célébrer cet acte impolitique et fatal. Ses regards éblouis n'entrevoient pas les maux infinis qui allaient en sortir. Mais cette illusion n'a guère duré, et aux réflexions sévères de l'histoire sur l'édit de Louis XIV est venu se joindre le désaveu de sa royale postérité. En 1787, Louis XVI rendit aux protestants leurs droits de famille et de cité.

BIBLIOGRAPHIE.

TROISIÈME JUBILÉ SÉCULAIRE (1854) DE LA FONDATION DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCFORT-SUR-MAIN

Brochure in-8° de 95 pages. — Paris, chez Cherbuliez et chez Meyrueis et Co.

C'est avec le plus vif intérêt que nous venons de lire cette brochure dont la publication répond à un vœu plusieurs fois exprimé dans le *Bulletin* (t. I, p. 216, 493). Il y a profit pour une Eglise à s'interroger sur son passé, à noter les principaux événements qui ont marqué le cours de son existence, à dresser sur sa route quelques-unes de ces pierres milliaires qui rappellent aux enfants les épreuves et les délivrances par lesquelles ont passé les pères, qui préparent ainsi de précieuses indications à l'historien.

Entre toutes les Eglises qui ont dignement porté le nom et représenté la langue et l'esprit de la France à l'étranger, depuis trois siècles, celle de Francfort-sur-Mein mérite une place à part. Fondée le 18 mars 1534, avec les débris de plusieurs congrégations dispersées sur la terre d'exil, honorée dès son origine des conseils et de la correspondance de Calvin, dont elle conserve de précieux documents dans ses archives, dirigée par une succession de pasteurs éminents, depuis le noble polonais Jean a Lasco, qui leur consacra les dernières ardeurs de son zèle et de son activité, jusqu'au ministère vénéré de Manuel et d'Appia, elle a pratiqué presque sans interruption, durant trois cents ans, l'hospitalité qu'elle avait reçue elle-même sur la terre étrangère. Le nombre des réfugiés, bannis de France par la révocation de l'Edit de Nantes, et auxquels la diaconie de l'Eglise française de Francfort prodigua généreusement ses secours, s'éleva, durant l'espace

de vingt années, (de mai 1685 à mai 1705) à *près de cent mille*; une somme de plus de 50,000 florins fut dépensée par une humble communauté pour subvenir à leurs besoins! Un siècle plus tard la charité des Eglises du refuge ne s'exerça pas avec moins de générosité envers les émigrés de la Terreur, sans s'informer de leur culte : « J'ai vu de mes yeux, dit un historien allemand digne de foi, protestants et catholiques rivaliser pour recevoir ces pauvres fugitifs et leur fournir un logement, des vêtements, la nourriture. Plusieurs familles à Heidelberg et à Manheim se réunirent pour subvenir à leur entretien et les assister dans leurs maladies par les soins les plus empressés. Quel ne fut pas l'étonnement d'un de ces infortunés lorsque relevant de la maladie à laquelle il avait succombé dans sa fuite, il apprit que l'hôte qui l'avait soigné était un pasteur protestant. Action digne à jamais de mémoire! Les protestants reçurent avec la plus généreuse hospitalité et entretinrent les ministres de ce même clergé auquel ils avaient à reprocher la révocation de l'Edit de Nantes! » Touchant exemple de charité qui se retrouve plus d'une fois dans l'histoire du refuge, et que nous aimons à citer comme un de ses plus glorieux souvenirs. Ce sont là quelques-uns des faits rappelés dans l'intéressante notice sur l'Eglise de Francfort, lue par M. le pasteur Ch. Schroeder, et commentée éloquemment dans le discours de M. le pasteur Louis Bonnet qui a pour texte ces mots de l'apôtre : « *Nous avons tout quitté et nous l'avons suivi!* » Sainte devise de ces exilés volontaires pour lesquels devait se réaliser en retour cette divine parole, bien digne de servir d'épigraphe à leur histoire : « Je vous dis en vérité qu'il n'y a personne qui ait quitté maison, ou frères, ou sœurs, ou père, ou mère, ou femme, ou enfant, ou des terres pour l'amour de moi et de l'Evangile, qui n'en reçoive dès à présent en ce siècle cent fois autant.... et dans le siècle à venir la vie éternelle. »

On saura gré à M. Schroeder d'avoir joint aux deux discours déjà mentionnés, un appendice contenant de précieux documents. Nous y avons remarqué les pièces suivantes :

1^o Une liste des pasteurs de l'Eglise réformée de Francfort, depuis sa fondation jusqu'à nos jours, suivie de notes biographiques sur chacun de ces pasteurs.

2^o Divers extraits relatifs à l'organisation ecclésiastique, ainsi qu'une liste statistique des classes du cercle du Palatinat.

3^o Quelques détails relatifs à un séjour de Calvin à Francfort (septembre 1536). Désireux d'établir un lien entre les Eglises luthériennes et réformées, Calvin demanda une conférence aux ministres luthériens réunis au Roemer. Ceux-ci refusèrent, et nous racontent eux-mêmes que le réformateur français les attendit à la porte pour les saluer amicalement à leur passage et leur tendre une main fraternelle.

4^o Des fragments fort intéressants de quelques lettres relatives au passage des réfugiés par Francfort après la révocation de l'Edit de Nantes.

5^o Une carte des Eglises réfugiées dans l'ouest de l'Allemagne.

**COMMENTAIRES DE JEHAN CALVIN SUR LE NOUVEAU
TESTAMENT**

Tome I, sur la concordance ou harmonie composée de trois évangélistes, à sçavoir : S. Matthieu, S. Marc, et S. Luc. Le tout revu diligemment et comme traduit de nouveau, tant le texte que la glose, comme on pourra appercevoir en conférant les éditions précédentes avec ceste-ci. Tome II, sur S. Jean et sur le second livre de S. Luc, dict les Actes des apostres. — Paris, 1854. 2 vol. gr. in-8° de 763-993 pages. Chez Ch. Meyrueis et C^e. Prix des 4 vol. : 25 fr. pour les souscripteurs, et après l'impression de l'ouvrage entier, 30 fr. Le t. III est sous presse.

Cette réimpression du grand ouvrage de Calvin est, on le voit par l'énoncé du titre, tout à fait littérale. On a reproduit textuellement la belle édition donnée à Genève par Conrad Badius en 1561, n'admettant que les modifications d'orthographe rendues indispensables par les habitudes typographiques de notre temps. Les préfaces, dédicaces, avis d'imprimeur, arguments, table des matières, tout s'y retrouve. On y a joint l'iconographie du Réformateur d'après la magnifique médaille gravée par A. Bovy, en 1835; et un glossaire des mots vieillis au point d'être devenus inintelligibles terminera le 4^e volume et couronnera cette belle entreprise, qui a été bien conçue, et s'exécute avec les soins les plus consciencieux et les plus louables.

« Si les *Commentaires de Calvin* ne sont pas lus en France a-t-on dit avec raison, ce n'est pas seulement parce qu'on n'en connaît ni les beautés ni l'excellence, c'est aussi, et surtout, parce qu'ils sont hors de prix, ou introuvables ! Nos grands livres protestants, hélas, ont subi le sort des Eglises qui les lisaient, ils ont disparu avec elles. Chose singulière ! qu'expliquent pourtant la persécution et l'âge d'indifférence qui l'a suivie, à l'exception d'un fragment de l'Ancien Testament, aucun des *Commentaires de Calvin*, que nous sachions, n'a vu le jour en France. » La Suisse, la Hollande, la Belgique, en ont publié de nombreuses éditions. Une société écossaise en imprime une superbe collection complète. En Allemagne même, le Dr Tholuck a donné une édition latine des *Commentaires*. (Halle et Berlin, 1834-1834, 40 vol. in-8°.) Et en France, non-seulement il n'a point été fait de recueil complet des ouvrages du grand Réformateur, mais voici le premier monument digne de lui qu'on lui élève, la première publication un peu considérable, en un mot, la *première impression française* des *Commentaires*, son plus beau monument peut-être, après l'*Institution chrétienne*.

Qu'on ne s'imagine pas que ce travail est spécialement destiné aux théologiens, aux érudits ou à ceux qui veulent le devenir. On pourrait plutôt dire que c'est le contraire, et qu'il s'adresse tout particulièrement aux

simples, à la masse des lecteurs chrétiens. Les *Commentaires*, écrits durant les luttes de la Réforme, furent surtout lus des fidèles, « du commun des martyrs, » comme le prouvent les nombreuses éditions qui en furent faites au XVI^e siècle. Ils sont naturels autant que profonds; nulle sécheresse, point d'excès dans les citations savantes, point de notes et de renvois perpétuels; mais un texte riche, abondant, clair, édifiant. Calvin y a répandu, non-seulement sa lumineuse intelligence, mais (ce qu'on connaît trop peu ou plutôt ce qu'on a trop méconnu et calomnié jusqu'à ce jour) l'émotion de son âme généreuse, la chaleur de son cœur, rempli du feu de la vérité divine et ardemment préoccupé du bien spirituel des âmes humaines.

Prenons un exemple, à la page 590 du t. I^{er}, aux *Commentaires* sur ce beau texte que nous rappelions dernièrement (*V. ci-dessus* p. 149) : « Jérusalem, Jérusalem, qui tues les prophètes et lapides ceux qui te sont envoyés : combien de fois ai-je voulu rassembler tes enfants, ainsi que fait la poule sa couvée sous ses ailes, et tu ne l'as point voulu ! » Rapprochant Matthieu XIII, 37, et Luc XIII, 34, Calvin est tout naturellement amené à faire à la Rome de son temps une application du reproche de Jésus-Christ.

« Certes, dit-il, il n'y a eu ville du monde que Dieu ait ornée de titres si honorables, ou eslevée si magnifiquement, toutesfois nous voyons où elle s'est précipitée par son ingratitude. Que le Pape face maintenant comparaison du siège de sa briganderie avec ceste sainte ville, qu'est-ce qu'il y trouvera digne de semblable honneur? Ses flatteurs qu'il ha à loage allèguent par leurs raisons que la foy a fleuri là anciennement. Et bien, qu'ainsi soit. Mais s'il appert aujourd'huy que ceste-là s'est destournée et révoltée laschement de Jésus-Christ, et qu'elle est remplie d'une infinité de sacrilèges, quelle folie est-ce à eux de débatre que l'honneur de la primauté de l'Eglise est attachée à ce lieu-là? Quant à nous, apprenons plustost par l'exemple mémorable que nous avons en ce passage, selon qu'un lieu, à cause des grandes grâces de Dieu, est haut eslevé, et comme exempté du rang commun des autres, que s'il s'abastardit, non-seulement il perd l'ornement et l'excellence qu'il avoit, mais devient d'autant plus détestable et exécrable, pource qu'il a vileinement souillé la gloire de Dieu et profanant la beauté de ces grâces. *Combien de fois ay-je voulu assembler tes enfans comme la poule, etc.* C'est plustost un propos de courroux et reproche, que de compassion..... Ce n'a pas esté pour une fois ou deux que le Seigneur les a voulu rassembler, mais successivement par continuels degrez il a suscité des Prophètes les uns après les autres, lesquels quasi tous ont esté repoussez, et rejettez par la plus grand' part du peuple. Nous entendons maintenant pourquoy c'est que Christ en la parole de Dieu se compare à une *poule* : asçavoir afin de faire plus grand' honte à ceste meschante nation, qui avoit rejetté ces façons de faire, par lesquelles Dieu l'avoit voulu attirer, tant douces et procédantes d'une affection plus que maternelle. Certes c'estoit bien un signe d'amour merveilleuse et nonpareille de ce que Dieu avoit bien daigné s'abaisser jusques à les mignarder, par manière de dire, afin d'adoucir leur rébellion, et les apprivoiser à son obéissance. Il y a en Moïse une façon de reproche quasi semblable, Deut., XXXII, 12, Que Dieu a embrassé et couvert ce peuple comme fait l'aigle qui espend ses ailes sur

ses petits. Or combien que Dieu ait en plusieurs manières espandu ses ailes pour nourrir et entretenir ce peuple, toutesfois Christ applique ceste similitude spécialement à une espèce, asçavoir qu'il a envoyé des Prophètes pour recueillir en son sein les Juifs qui estoient ainsi vagabonds et dispersez. En quoy il signifie que jamais la parole de Dieu ne nous est proposée, que quant et quant il ne nous tende son giron par une douceur et affection maternelle : et mesme non content de cela, viene par manière de dire à s'abaisser jusques à la contenance d'une povre poule qui eschauffe ses poussains sous ses ailes. Dont s'ensuit que nous avons une obstination plus que monstrueuse, si nous ne souffrons d'estre recueillis par luy... »

Nous n'avons rien dit encore du côté littéraire des *Commentaires*. Ils sont écrits, on a pu le remarquer, dans la langue de Calvin, dans ce style qui a inauguré la prose française, tout à la fois « simple, correct, élégant, limpide, ingénieux, animé, varié de forme et de tons. » Citons un passage de la Préface, ou Dédicace des *Commentaires* eux-mêmes aux bourgeois de Francfort (p. III) :

« Comme estant, dit le Réformateur, un de la compagnie de ceux qui vont devant pour faire place à leur Roy, je me suis efforcé selon mon pouvoir de faire honneur à Christ, porté et conduit magnifiquement par ses quatre chevaux de pareure royale : et suis certain que les lecteurs honnestes et non malins, quand ils auront esté soulagez et aidez par mon labeur, n'auront point de regret de confesser que l'issue a aucunement respondu à mon affection. Je n'accompare pas sans cause à quatre chevaux accouplez l'histoire Evangélique enregistrée par les quatre tesmoins à ce ordonnez de Dieu : car il semble que de ceste harmonie tant propre et bien accordante, Dieu ait voulu expressément dresser et équiper à son Fils un chariot de triomphe, duquel il apparaisse en arroy magnifique à tout le peuple des fideles, et sur lequel estant porté d'une grande agilité, il face sa reveue d'un bout du monde à l'autre. Et à ce propos saint Augustin n'a point parlé improprement, en disant que les quatre Evangélistes sont semblables à des trompetes, desquelles le son retentit de tous costez du monde, afin que l'Eglise estant appelée, s'assemble d'Orient, d'Occident, Midi, et Septentrion en une sainte union de foy.... »

Quelle richesse d'images ! Quelle ampleur de formes dans cette période !

On comprend en présence de tels morceaux, nombreux chez Calvin, que Bossuet n'ait pu refuser à son grand adversaire « cette gloire d'avoir aussi bien écrit qu'homme de son siècle, » et qu'il ait parlé de son *beau style*. Mais comprend-on également bien qu'il ait pu trouver ce même style trop châtié et qu'il ait pu lui accoler l'épithète de *triste* ? Quel éclat biblique n'ont pas au contraire les pages de Calvin ! Etait-ce à Bossuet qu'il appartenait de le méconnaître ?

Alex. Vinet a dit, et avec toute raison, que le protestantisme a préparé le siècle littéraire de Louis XIV. On peut bien dire en ce même sens que l'aigle de Meaux a dû beaucoup à Calvin lui-même, et que le génie oratoire de l'un a procédé plus qu'on ne pense du génie de l'autre.

JOURNAL DE JEAN MIGAULT

OU MALHEURS D'UNE FAMILLE PROTESTANTE DU POITOU, A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES; publié avec des notes de M. D. de Bray, pasteur, d'après un manuscrit trouvé en Angleterre, entre les mains d'un des descendants de l'auteur, et avec des additions tirées d'un autre manuscrit appartenant à M. H. Houël, pasteur à Groote-Lindt, en Hollande. — Paris, 1854. In-12 de 207 pages. Chez Grassart, libraire-éditeur.

M. de Bray avait déjà donné à Niort, en 1840, une réimpression du *Journal de Jean Migault*, et en le citant comme un document très instructif et très touchant, M. Ch. Coquerel ajoutait seulement « qu'on souhaiterait plus « de certitude, quant à l'existence du manuscrit authentique. » Du reste les détails et les scènes du récit étaient à ses yeux d'une « exactitude parfaite, et le tout paraissait vrai, disait-il, à force d'être vraisemblable. » (*Hist. des Egl. du Dés.*, t. I, p. 498).

L'édition nouvelle que publie aujourd'hui M. de Bray, lève le scrupule qui motivait les réserves exprimées dans ces lignes. Elle contient des éclaircissements et des pièces justificatives qui écartent du *Journal de Jean Migault* tout soupçon de n'être qu'une habile fiction et mettent hors de doute son authenticité. Une note nous avertit que ces nouveaux renseignements avaient déjà été rendus publics par l'édition en 1846, sous la forme de supplément à son édition de 1840; mais nous devons convenir que cette publication partielle et additionnelle nous était tout à fait inconnue.

Si nous ne nous trompons, c'est en 1825 que fut imprimé à Paris pour la première fois le *Journal* qui nous occupe, et il avait d'abord été publié à Londres, vers la fin du siècle passé, par Joseph Butterworth, libraire et membre de la chambre des communes (1). Il était seulement dit dans la préface que ce manuscrit avait été trouvé en la possession d'un pauvre descendant de ces réfugiés français qui, après la révocation de l'Édit de Nantes, avaient formé une colonie dans le quartier de Spitalfields. Voilà tout ce que l'on apprenait au lecteur sur l'origine du document, et nous avons lieu de penser que M. de Bray n'en savait pas davantage, lorsqu'en novembre 1845 il reçut un matin une lettre de M. H. Houël, pasteur de l'Eglise réformée hollandaise à Groote-Lindt, petit village près de Dordrecht, qui lui exposait les faits suivants : « *Jean Migault* avait une fille, *Marie*. Elle s'était mariée à Lubeck avec M. *Charles Houël*, et après la mort de celui-ci, avec *Henri Jacqueau*. Du premier mariage était né, entre autres, un fils nommé *Gabriel-Gottschalk Houël*, bisaïeul du signataire de la lettre. Il s'était établi à Flessingue, il y exerçait la profession de chapelier, comme fit aussi après lui son fils *Gabriel*. Le fils de ce dernier avait été apothicaire à Utrecht, où il demeurerait encore, et M. H. Houël, le pasteur de Groote-Lindt, qui écrivait, était le cadet de ses fils. » — « Vous voyez, ajoutait-il, que nous sommes descendus en ligne directe de Jean Migault, et comme il avait composé pour chacun de ses enfants une copie de son journal, nous avons conservé dans notre famille un tel manuscrit. Il est sans défaut, et les pages qui manquent dans votre édition (p. 443 de l'édition de 1840) se trouvent dans notre exemplaire. Il a été écrit plusieurs années après les autres; aussi trouve-t-on plusieurs notes à la fin qui manquent dans votre édition. Il est aussi précédé d'une lettre de Jean Migault à sa fille Marie, qu'on ne peut lire sans émotion. J'espère donc que je ne vous déshabillerai pas en vous remettant ici la copie de ce qui manque à votre édition.

(1) Une nouvelle édition a été dernièrement publiée, avec une introduction du Rév. professeur W. Anderson, de Glasgow, mais nous n'avons pu nous la procurer.

« Vous verrez bien que le style du manuscrit est plus simple que celui du « style imprimé. Quant à moi, j'aurais souhaité qu'on n'eût pas tâché de « moderniser le style de l'original, qui se recommande par sa grave et hum- « ble simplicité (1). En comparant l'original imprimé je pensais souvent à la « maxime : *Simplex sigillum veri* (la simplicité est le cachet du vrai)... »

C'était un précieux secours que cette révélation et cette communication inattendues. Rien de plus touchant en effet que cette lettre datée d'Emden, le 16 juillet 1707, et adressée par Jean Migault à sa fille Marie, F. D. C. (sans doute femme de chambre) de mad. la marquise de la Roche-Giffard, dame d'honneur de S. A. S. mad. la duchesse de Brunswick, Lunembourg et Zell, à Zell (2). Il faut les lire, ces quatre pages si pleines de douceur, de résignation chrétienne, de bonté paternelle ! — A la suite du *Journal* se trouvent deux listes, dressées par Migault lui-même, de ses enfants : 1^o nés d'un premier mariage, au nombre de quatorze, et 2^o d'un second mariage contracté à Amsterdam, en 1694, au nombre de deux ; et aussi plusieurs extraits des actes de l'Eglise réformée française d'Emden, où Migault termina ses jours, et constatant sa dernière maladie et sa mort, arrivée en 1707, peu de jours sans doute après avoir écrit la lettre à sa fille qui vient d'être mentionnée.

Voilà donc maintenant le *Journal* de J. Migault environné de preuves historiques incontestables. Eh bien ! nous croyons pouvoir dire qu'elles n'étaient pas nécessaires pour nous faire croire à son authenticité, qui, si l'on y regarde de près, est véritablement démontrée par son contexte même et par mille et une preuves intrinsèques. En fait de justification, sans doute, ce qui abonde ne nuit point ; mais les détails si nombreux, si minutieux, de localités et de personnes (3), dont fourmille ce *Journal*, ne suffisaient-ils pas à établir, non-seulement sa vraisemblance, mais sa complète sincérité ? De telles particularités, une telle relation, ne s'inventent pas ! On ne saurait s'y tromper !

Ainsi qu'il l'explique lui-même dans une courte introduction, J. Migault commença son *Journal* à Mauzé, en Poitou, et cette première partie, datée d'avril 1683, s'arrêta à la mort de sa femme, Elisabeth Fourestier. Elle présente le tableau saisissant des chicanes et persécutions de toute nature que le Poitou eut à subir jusqu'à cette époque, puis de la *mission bottée* dont il eut les prémices. La seconde partie retrace les catastrophes de la révolution de l'Edit, la démolition des temples, la dispersion, la chute, la fuite des fidèles, celle de l'auteur lui-même, à travers toutes sortes de périls et de douloureuses épreuves. Cette dernière moitié porte la date d'Amsterdam, septembre 1689. M. de Bray a profité du manuscrit de la famille Houël, soit pour donner en note bien des noms propres qui manquaient, soit pour combler la lacune de cinq pages de la copie d'abord suivie par lui, soit enfin pour rétablir les huit dernières pages qui présentaient de notables variantes. On voit que cette réimpression offre de grandes améliorations, et elles devront être appréciées des protestants de France à qui s'adresse spécialement

(1) M. de Bray dit en note qu'il est du même avis, mais il fait observer qu'il n'a pas dépendu de lui de donner l'original dans toute sa pureté, son édition n'ayant été qu'une réimpression, et la faute étant aux premiers éditeurs. Ajoutons que le manuscrit fut peut-être d'abord traduit et publié en anglais, et il se peut que le premier éditeur français ait été obligé, à défaut du texte même, de ne donner qu'une traduction de la traduction anglaise.

(2) Eléonore Desmier, dame d'Olbreüse, et duchesse de Zell en 1665. Son fils fut roi d'Angleterre en 1727, sous le nom de Georges II ; c'est aujourd'hui la famille régnante, dans la personne de la reine Victoria.

(3) Les notes de M. de Bray ont cela d'excellent, qu'ayant résidé dans le pays, il indique quel est, au point de vue protestant, l'état actuel de tant de familles et d'endroits dont parle J. Migault.

cette parole de la lettre du descendant de J. Migault à M. de Bray : « Nous ne pouvons assez louer Dieu qui fait lire ce journal aujourd'hui dans les mêmes provinces où l'on a autrefois persécuté nos ancêtres. »

Sans contredit, aucun document d'histoire protestante n'est plus instructif, aucun n'est plus édifiant, que ce récit du simple fidèle, que nous voyons d'abord à Mougou, cumulant avec la direction d'une école, les fonctions de notaire (1670 à 1684); tout à la fois ancien et secrétaire du consistoire, lecteur et chantre de l'église; puis en 1682, instituteur à Meauzé, pour remplacer celui qui venait d'apostasier; et que nous retrouvons, après tant de vicissitudes, maître de l'école française à Embden, et mourant à cet humble poste en 1707.

**BIOGRAPHIE DE PAUL RABAUT, PASTEUR DU DÉSERT,
ET DE SES TROIS FILS,**

Par A. BORREL, pasteur à Nîmes. — 1854. In-12 de 168 pages. A Nîmes, chez Garve. A Paris, aux librairies protestantes.

Cette petite biographie, écrite en vue de la jeunesse, est, comme la vie de Paul Rabaut elle-même, un résumé de l'histoire des Eglises du Désert vers le milieu et la seconde moitié du siècle dernier. Après avoir été d'abord simple *proposant*, c'est-à-dire évangéliste ambulant, depuis 1735, P. Rabaut se décide en 1740, étant déjà marié, à se rendre à Lausanne pour y étudier régulièrement pendant trois années au séminaire, sous les auspices d'Ant. Court; puis il revient à Nîmes, où, confirmé par le synode du Bas-Languedoc, il commence aussitôt son glorieux ministère qui ne finira qu'à sa mort, — lorsqu'il aura lui-même procédé à la réouverture légale du premier temple protestant dans sa ville d'adoption, le 20 mai 1795, et vu *à ses pieds le président de l'assemblée nationale*, son fils, Rabaut-Saint-Etienne (1). Frappants retours des choses d'ici-bas! Mémorables vérifications de cette parole, que « les derniers seront les premiers! » On sait de quels efforts, de quels labeurs, de quels périls, de quels succès aussi se compose cette noble existence de Paul Rabaut, sa vie errante, les persécutions qu'il brave, ses incessantes démarches pour relever les restes partout disséminés des troupeaux protestants, pour venir en aide aux galériens confesseurs de Toulon et de Marseille, aux prisonniers d'Aiguemortes, aux captives de la Tour de Constance, aux martyrs de Toulouse, aux Fabre, aux Rochette, aux Calas. Tout cela est retracé avec clarté et intérêt par M. Borrel, ainsi que les traits principaux de la destinée diverse des trois fils de Paul Rabaut: Rabaut-Saint-Etienne, Rabaut-Pomier, Rabaut-Dupuis. C'est un précis, qui, en l'absence d'un travail développé et complet (et en attendant que ce travail très désirable se fasse), rendra un réel service au public.

(1) On sait que nommé président de l'Assemblée le 16 mars 1790, il termina par ces mots la lettre par laquelle il annonçait à son père cette grande nouvelle si inattendue : *Le président de l'Assemblée nationale est à vos pieds.*

Portrait de l'amiral Coligny, d'après Clouet, dit Janet.	352
Inventaire de quelques documents inédits sur l'histoire du protestantisme français, conservés en Hollande. — Comm. par M. Francis Waddington.	353
Les Chambres mi-parties des anciens Parlements. La Chambre de l'édit du Languedoc, par M. Sacaze	363
BIBLIOGRAPHIE.	377
Troisième jubilé séculaire de la fondation de l'Eglise réformée de Francfort-sur-Mein (1854).	<i>ibid.</i>
Commentaires de Jehan Calvin sur le Nouveau Testament, t. I et II. Edition de Paris, 1854.	379
Journal de Jean Migault, ou Malheurs d'une famille protestante du Poitou, à l'époque de la Révocation. Nouv. édit. corrigée et augmentée par M. de Bray	382
Biographe de Paul Rabaut, pasteur du Désert, et de ses trois fils, par A. Borrel.	384

NOTA. — Le Cahier n° 8 (décembre) est *sous presse*.

AVIS IMPORTANTS.

M. DE LISLE est aujourd'hui l'AGENT DE LA SOCIÉTÉ.

Le siège de l'Agence a été transféré RUE SAINTE-ANNE, n° 30.

Un certain nombre de *sociétaires* et d'*abonnés* n'ont point encore acquitté la *troisième* année. Quelques-uns l'ont acquittée, mais doivent encore la *seconde* ou même la *première*, (soit qu'à leur insu ils eussent négligé de solder l'arriéré, soit que les intermédiaires de ce chargés eussent omis de le faire).

Nous réitérons la recommandation d'entretenir des rapports *directs* avec l'Agence, pour éviter tous retards, malentendus et faux frais, soit pour les *intéressés* soit pour la *Société*.

Les seuls Corps ecclésiastiques qui reçoivent aujourd'hui le Bulletin sont : 1° à l'étranger (d'où est venue l'initiative), les *Consistoires* et *Corps de Diares* d'Amsterdam, Rotterdam, Francfort, Cassel; 2° en France, le *Directoire* de la Confession d'Augsbourg; les *Consistoires* d'Alger, de Bischwiller, Bolbec, du Havre, du Mas-d'Azil, de Metz, Nancy, Paris, Sainte-Marie-aux-Mines (C. d'A.), du Temple-Neuf de Strasbourg (C. d'A.); les *Conseils presbytéraux* d'Aigues-Vives, Anduze, Aubais, Barr (C. d'A.), Bédarieux, Buhl (C. d'A.), Brassac, Eymet, Ferrière, le Fleix, Générargues, Guebwiller, La Roche-Chalais, Lille, Lourmarin, Meaux, Mens, Montpelier, Nîmes, Orthez, Oran, Paris, Pons, Pont-de-Camarès, Quincy-Ségy, Roquedur, Riquewihr, Vabre, Uzès.

En vente au 20 décembre :

LETTRES DE JEAN CALVIN

RECUEILLIES POUR LA PREMIÈRE FOIS ET PUBLIÉES D'APRÈS LES MANUSCRITS ORIGINAUX,
AVEC UNE PRÉFACE ET DES NOTES HISTORIQUES

PAR JULES BONNET

— LETTRES FRANÇAISES —

2 forts volumes in-8°. 12 fr. (Pour les souscripteurs, 10 fr.)

PRIX DU 1^{er} ET DU 2^e VOL. DU BULLETIN : Pour les nouveaux membres, 7 fr. le vol., et pour les nouveaux abonnés, 10 fr.

Le BULLETIN est expédié PAR LA POSTE (pour la France et les pays étrangers avec lesquels il existe des conventions postales), et les prix de souscription sont fixés ainsi qu'il suit pour les *sociétaires* et les *abonnés* :

N. B. <i>Aux Sociétaires.</i> Le taux de la cotation n'est point un <i>maximum</i> . Chacun est invité et intéressé à faire connaître l'œuvre et à la propager.	SOCIÉTAIRES.		ABONNÉS.
	1 ^{re} année. (dr. de diplôme.)	2 ^{me} année et suivantes.	chaque année.
PARIS ET BANLIEUE.	16 fr.	6 fr.	13 fr.
DEPARTEMENTS.	17 »	7 »	15 »
ÉTRANGER.	17 »	7 »	15 »

MODE DE PAYEMENT. — CHANGEMENTS DE DOMICILE. — RÉCLAMATIONS. — Les paiements doivent être adressés *franco* et avec les demandes (à l'Agence de la Société, 30, rue Sainte-Anne, à Paris), en valeurs sur Paris ou en mandats de poste, au nom de M. De Lisle, sans aucune qualification. — Les changements de domicile et réclamations doivent être adressés de même. (On est prié d'écrire très lisiblement les noms, prénoms, qualités et résidence, et d'indiquer le département ou le pays, ainsi que le bureau de poste desservant le lieu d'habitation.)

L'AGENCE est ouverte chaque jour de la semaine de 3 à 5 heures 1/2.

RECouvreMENTS COLLECTIFS. — Dans certaines localités, les membres et abonnés pourront s'entendre pour une transmission collective. — A Strasbourg, le Directoire du Consistoire supérieur a bien voulu autoriser spontanément M. Ph. Lauth, chef de ses bureaux, à centraliser les souscriptions.

ENVOI DE DOCUMENTS. — Ils doivent être adressés *franco* au Président de la Société. — On peut les déposer : A Lyon, chez Denis, libraire, rue Neuve, 48; — A Bordeaux, chez H. Muller, libr., rue Sainte-Catherine, 43; — A Montpellier, chez F. Pujol, libr., rue Argenterie, 24; — A Genève, chez J. Cherbuliez, libr.; qui ont offert de les faire parvenir, sans frais, à Paris.

En vente :

Vie et mort de Wolfgang Schuch, par A. COQUEREL fils — **Madame Duplessis-Mornay**, par AD. SCHEFFER. — **Le grand Beausobre et ses Amis**, par CHR. BARTHOLMÉSS. — Trois Mémoires historiques lus à l'assemblée générale de la Société, le 25 avril 1854, publiés séparément. 60 c.

Henri IV et le ministre Daniel Chamier, d'après le *Journal inédit du voyage de ce dernier à la cour, en 1607*. Mémoire historique lu à l'Académie des sciences morales et politiques, le 25 mars 1854, — précédé et suivi de *quelques considérations et documents pour servir à l'étude du caractère de Henri IV*, par M. CHARLES READ. 1 vol. in-8° de 96 p. Prix : 2 fr. 50 c., chez Durand, éditeur du Compte rendu de l'Académie, et aux librairies protestantes.

Trois Chansons protestantes du siècle passé. In-12, chez le même. 30 c.
Les Nations catholiques et les Nations protestantes, comparées sous le triple rapport du bien-être, des lumières et de la moralité, par NAP. ROUSSEL. 2 vol. in-8°. Prix : 10 fr.

Carte de la France protestante, revue, corrigée et mise à jour par M. CHARLES READ. 1 gr. feuille colombier vélin. Prix : 4 fr. 50 c.

Bulletin de la Société

DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

DOCUMENTS HISTORIQUES INÉDITS ET ORIGINAUX.

XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES.



« Et quant au premier point sur la reformation que j'ay commencée et que j'ay delibere continuer par la grace de Dieu... ie l'ay apprise par la Bible que ie lis plus que les docteurs... et n'ay point entrepris de planter nouvelle religion en mes pais, sinon y restaurer les ruines de l'ancienneté... ie ne l'ay rien par force... Dieu me monstre des exemples... »

Jeanne d'Albret, Reine de Navarre au cardinal d'Armagnac.

(Lettre du 18^e d'août 1563.)

Vos pères, où sont-ils ?

(ZACHARIE, 1, 5.)

« Je trouverois bon, qu'en chascune ville, il y eust personnes deputées pour escrire fidèlement les actes qui ont esté fait durant ces troubles : et par tel moyen, la verité pourroit estre réduite en un volume, et pour ceste cause, ie m'en vay commencer à l'en faire un bien petit narré, non pas du tout, mais d'une partie du commencement de l'Eglise réformée. »

Bernard Palissy.

(Recepte véritable, etc., la Reuchelle, 1563, page 193.)

A époques indéterminées.

PARIS

AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ

30, rue Sainte-Anne, de trois à cinq heures. (Ecrire franco.)

Libraires de la Société :

J. CHERBULIEZ

CH. MEYRUEIS ET C^e

10, RUE DE LA MONNAIE.

2, RUE TRONCHET.

LONDRES. — Nutt, 270, Strand. — LEIPSIG. — Léopold Michelsen. —

AMSTERDAM. — S. De La Chaux, et fils. — GENÈVE. — Cherbuliez.

1854.

SOMMAIRE.

	Pages.
CORRESPONDANCE. — La marquise de Rothélin. Date de sa naissance. Nouveaux renseignements sur la réinhumation de ses restes mortels, en 1854. — Deux recueils de pièces des protestants français réfugiés à l'étranger, en 1687 et 1688 (<i>fin</i>). — Une conversion libre et édifiante en 1699, et les descendants du converti. — Construction d'une chaire portative pour les assemblées du Désert. Jugement de condamnation rendu par l'intendant de la généralité de La Rochelle, en 1746.	385 à 394
DOCUMENTS INEDITS ET ORIGINAUX	396
La Réforme dans le Cambresis au XVI^e siècle. — Divers papiers inédits concernant les religionnaires du Cateau-Cambresis, du temps de M. l'archevêque de Berghe (1566). Comm. de M. Ch.-L. Frossard (<i>suite</i>)	<i>ibid.</i>
Chansons spirituelles du XVI^e siècle. Sonnet sur le lever du soleil (1569 ?).	417
Les deux temples de l'Eglise réformée de Paris sous l'Edit de Nantes. II. LE TEMPLE DE CHARENTON (1606-1685). Le premier temple de Charenton. Titres authentiques, documents officiels, inédits et originaux. — Topographie. — L'Estoile. — Casaubon. — Le duc de La Force. — Sully, etc.	418
1 ^o Depuis l'établissement (1606) jusqu'à la mort de Henri IV (1610).	<i>ibid.</i>
Carte partielle des environs de Paris, pour Ablon et Charenton.	435
Plan linéaire de l'établissement des réformés à Charenton, avec une Légende.	436
Dénonciation des protestants de la généralité de Caen (1684).	473
Conversion des officiers protestants de la marine du port de Brest. — Dépêches du ministre Seignelay et de l'intendant Desclouzeaux (1685).	474
Les protestants de Bayeux à l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes. Une circulaire de l'intendant de Gournes (1688).	475
Le testament du duc de La Force, tiré de ses papiers, mis sous le scellé par ordre de Louis XIV, lorsqu'il fut arrêté et incarcéré à la Bastille (1689).	477
Synode provincial de Bordeaux en 1789, à la veille de l'ouverture des états généraux. Prière qu'il formule pour cette circonstance solennelle.	486
MÉLANGES	488
Un jeûne de huguenot à la Bastille. Particularités sur Conrart. (1675-1680). Comm. par M. Fr. Waddington.	<i>ibid.</i>
Quelle influence la révocation de l'Edit de Nantes a-t-elle exercé directement sur les mœurs des nations? Fragment inédit comm. par M. A. Jobez.	497
BIBLIOGRAPHIE.	500
Les Archives de la France, ou <i>Histoire des archives</i> de l'empire, des ministères, départements, communes, hôpitaux, greffes, études de notaires, familles, etc., par M. H. Bordier.	<i>ibid.</i>
Correspondance inédite des cinq étudiants martyrs brûlés à Lyon en 1553, retrouvée dans la bibliothèque de Vadian, à Saint-Gall, et suivie d'un Cantique attribué à Pierre Bergier.	505
Etudes historiques et documents inédits sur l'Albigeois, le Castrais et l'ancien diocèse de Lavaur, par M. Cl. Compayré.	508
Encyclopédie théologique et ecclésiastique protestante, dirigée par le Dr Herzog.	509
De la morale chrétienne de Schleiermacher, par Ad. Shæffer.	510
Trois chansons protestantes du siècle passé.	511
Errata.	512
Avis.	<i>ibid.</i>

Le Cahier nos 9, 10, 11 (janvier à mars 1855), est sous presse.

Plusieurs de nos lecteurs regrettent toujours que le *Bulletin* ne soit pas publié à des intervalles plus rapprochés. C'est en parler à son aise et méconnaître la nature d'une telle publication, qui, par la force des choses, ne peut paraître que d'une manière irrégulière et indéterminée. On doit donc raisonnablement la considérer comme une sorte de revue tout à la fois mensuelle ou trimestrielle, selon les circonstances.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—
RÉPONSES A DES DEMANDES DE RECHERCHES ET NOUVEAUX APPELS. — AVIS
DIVERS.

**La marquise de Rothelin. — Date de sa naissance (1520?) —
Nouveaux renseignements sur la réinhumation de ses restes
mortels en 1854.**

Pour compléter ce que nous avons déjà dit ci-dessus (p. 99, 100 et 200) de la marquise de Rothelin et de la récente réinhumation de ses restes mortels à Blandy, nous extrayons les détails suivants des notes supplémentaires que M. Taillandier a bien voulu nous communiquer.

Le P. Anselme (*Histoire généalogique de la maison royale de France*, Paris, 1730, 9 vol. in-fol., t. I, p. 249) ne fait pas connaître la date de la naissance de Jacqueline de Rohan, marquise de Rothelin. Une note, d'ancienne écriture, placée derrière le portrait original de cette princesse, et qui l'attribue à Holbein, tandis que M. le comte Delaborde, son propriétaire, le croit plutôt du peintre C. Corneille, de Lyon (1), dit qu'elle est née vers 1520. Si cette date est exacte, la marquise de Rothelin n'avait que soixante-sept ans lorsqu'elle mourut au mois de juillet 1587, et elle n'avait que seize ans lorsqu'elle épousa, en 1536, François d'Orléans-Longueville, marquis de Rothelin.

Quoi qu'il en soit, lorsque la dépouille mortelle de cette princesse fut retrouvée dans l'ancien cimetière de Blandy (v. ci-dessus, p. 99 et 200), M. Taillandier dut s'occuper de rechercher sa famille et de s'informer si elle consentirait à faire les frais de sa réinhumation. La marquise de Rothelin avait pour arrière-petite-fille la princesse Marie d'Orléans-Longueville, femme de Thomas de Savoie, premier prince de Carignan et chef de la maison royale qui règne aujourd'hui en Piémont. M. Taillandier écrivit, en conséquence, au roi de Sardaigne Victor-Emmanuel II, par l'intermé-

(1) Cette conjecture est d'autant plus vraisemblable, que Jacqueline de Rohan se trouvait à Lyon au mois de juillet 1536, et qu'elle y épousa à cette époque le marquis de Rothelin.

diacre de M. le marquis de Villamarina, son ministre à Paris; mais le 8 septembre 1853, il reçut de ce ministre la réponse suivante :

« Monsieur,

« Je m'étais empressé de transmettre à M. l'intendant de la liste civile du roi la lettre à l'adresse de S. M. que vous m'aviez prié de lui faire parvenir, dans laquelle vous proposiez de faire exhumer les restes mortels de la marquise de Rothelin, bisaïeule de la première princesse de Carignan, enterrés dans l'ancien cimetière de Blandy, pour les faire transporter dans le nouveau cimetière où on leur consacrerait un monument.

« M. l'intendant général de la liste civile vient de me répondre qu'ayant mis sous les yeux du roi cette lettre, et après avoir pris ses ordres sur ce qui en fait l'objet, S. M. a fait connaître qu'elle ne jugeait pas convenable de donner suite à l'idée que vous avez bien voulu lui suggérer, mais en même temps elle a exprimé le désir que vous fussiez remercié en son nom royal de l'obligeante attention qui vous a dictée cette lettre.

« Je m'estime heureux, Monsieur, d'avoir été chargé d'une si honorable mission de vous exprimer, au nom du roi, tous les remerciements pour les sentiments qui vous ont dicté cette démarche, et je saisis avec empressement cette occasion pour vous prier d'agréer les assurances de ma considération très distinguée.

« Le Ministre de Sardaigne,

« DE VILLAMARINA. »

Mais M. le duc d'Aumale, héritier de la maison de Condé, informé de ce qui se passait, voulut assurer une dernière demeure à la belle-mère de Louis de Bourbon, premier prince de Condé, et subvenir à toutes les dépenses que pourraient occasionner la réinhumation dans le nouveau cimetière de Blandy des restes de la marquise de Rothelin, et l'érection du monument modeste mais convenable qui leur serait consacré. De plus, le prince a lui-même envoyé l'inscription suivante, qui a été gravée sur la pierre du tombeau :

*Ici
Repose la dépouille mortelle
De
Jacqueline de Rohan,
Dame de Blandy,
Veuve de François
D'Orléans-Longueville,
Marquis de Rothelin,
Décédée
A Blandy en Brie,
Au mois de juillet
MDLXXXVII.*

*Belle-mère de
Louis de Bourbon
Premier prince de Condé;
L'héritier des Condé
Lui assure
Ce dernier asile.
MDCCCLIV.*

La colonne funèbre sur laquelle cette inscription est gravée est surmontée d'un urne portant les armes de la marquise de Rothelin et de son mari.

M. l'évêque de Meaux avait d'abord autorisé la réintégration de la dépouille mortelle de cette princesse dans le caveau de l'église où elle avait reposé plus de deux cents ans (1587-1794), et d'où elle n'avait été exclue que lors des troubles de la première révolution. Mais lorsqu'il sut qu'elle était morte protestante, il retira son consentement et l'autorité ecclésiastique locale exigea que la marquise de Rothelin fût inhumée dans la partie du cimetière non bénite et réservée pour les non-catholiques, conformément aux articles 38 et 39 des ordonnances diocésaines et du décret du 12 juin 1804.

On voit combien il a fallu vaincre des difficultés pour réparer, de nos jours, une profanation révolutionnaire, et assurer un dernier asile à une princesse qui descendait de saint Louis (1), qui fut la belle-mère du chef de la maison de Condé, la quatrismeule du grand prince Eugène de Savoie, et de laquelle descend en ligne directe la branche de Carignan, assise aujourd'hui sur le trône de Piémont.

Ajoutons que ce n'est pas le seul acte de piété qui soit dû à M. le duc d'Aumale, envers les Condé. Il a fait ériger récemment, dans l'église Notre-Dame de Chantilly, un monument en l'honneur de tous les princes de la maison de Condé; leurs cœurs y ont été recueillis. Là se trouvent notamment les dépouilles de Louis de Bourbon, premier prince de Condé, qui fut tué à Jarnac (2), et de son fils, Henri I^{er} de Condé, empoisonné à Saint-Jean-d'Angély. Ces deux princes moururent protestants et n'en furent pas moins inhumés en terre sainte. M. l'évêque de Beauvais s'est montré plus tolérant ou plus accommodant que M. l'évêque de Meaux, puisqu'il a permis que leurs restes fussent déposés dans une église catholique de son diocèse, admettant par là que l'oubli du passé est aussi bien une vertu chrétienne qu'une vertu politique.

(1) Les Rohan-Gié descendaient de Jeanne de Navarre, épouse de Philippe, comte d'Evreux, arrière-petit-fils de saint Louis. (V. le P. Anselme, t. I, p. 281, et l'*Histoire de Blandin*, par M. Taillandier, p. 79.)

(2) V. notre *Bulletin*, t. I, p. 429.

**Deux Recueils de pièces des protestants français réfugiés
à l'étranger en 1687 et 1688 (Suite et fin).**

II.

*Prières des fidèles qui ont abandonné leur pays pour la cause
du Seigneur Jésus.*

(Amsterdam , 1687.)

*Action de grâces de ceux qui ayant changé de religion sont maintenant
en liberté.*

Que te rendray-je, mon Seigneur et mon Dieu, tous tes bienfaits sont sur moy. J'étois un malheureux pécheur indigne de tes grâces, et digne de tes plus sévères jugemens; j'avois toujours été ingrat à tes faveurs, insensible à tes corrections; je m'écartois des voyes de la justice, pour me jeter dans celles de l'iniquité, et je préférois le plus souvent mes plaisirs aux règles de mon devoir, et aux intérêts de ta gloire. A tant de péchez, par lesquels j'irritois ta colère, j'en avois ajouté un autre, qui doit estre à jamais le sujet de mes larmes, et auquel je ne peux penser sans horreur. Je t'avois abandonné, mon Dieu, toy qui es l'Autheur de ma vie, mon Conserveur et mon Père. J'avois renié ton cher Fils, mon Chef, mon Epoux, et mon Rédempteur; j'avois foulé aux pieds son sang, contristé son esprit, et je m'étois, malheureux que je suis, séparé de sa communion. Chargé de tant de crimes, je ne devois attendre que les plus terribles effets de ta juste vengeance, je méritois que le Ciel lançast sur ma teste ses foudres, et que la terre s'ouvrist pour m'engloutir; mais lorsque j'avois sujet de tout appréhender de ta redoutable justice, tu as fait abonder ta grâce, où mes crimes avoient abondé. De ces hauts lieux, où est ton thrône, tu as jeté sur moy l'un de ces favorables regards qui convertissent les pécheurs, qui font sortir de leurs yeux des torrens de larmes, et qui en les faisant pleurer les consolent. Je ne méritois que la mort, et tu m'as redonné la vie; je m'étois plongé dans les ténèbres de la superstition, et tu m'as transporté au royaume de ta merveilleuse lumière, où je suis éclairé des rayons du Soleil de justice, et de ton Orient d'en haut. Lorsque je craignois d'entendre l'arrest de ma condamnation, tu m'as pardonné mon péché, et tu m'as redonné les assurances de la grâce; lorsque j'appréhendois d'estre jeté dans l'étang de feu et de soufre, qui est la portion des timides et des lâches, tu m'as fait rentrer dans le chemin qui conduit à la vie, dont je m'étois malheureusement égaré; tu m'as fait passer au travers des abysmes, et malgré mille obstacles qui se présentoient à tous momens, tu m'as introduit dans la Canaan. Je suis par ta grâce arrivé dans ta Jérusalem, tu m'y as ouvert les portes

de ta maison, tu m'y as fait ouïr ta voix ; et j'ay eu la consolation d'y bénir ton saint nom avec tes premiers-nez qui sont écrits dans le livre de vie. Mon âme y a été nourrie de ce pain céleste, et de cette manne cachée, après laquelle je soupirois, et elle y est abreuvée de ces eaux saillantes en vie éternelle, dont j'étois si fort altéré. *Eternel, que tes tabernacles sont aimables ! O que les pieds sont beaux de ceux* qui m'y annoncent l'agréable nouvelle de ma paix avec toy. Mon Seigneur et mon Dieu, qui suis-je, que tu ayes voulu me faire tant de grâces. Mes pensées se confondent, lors que je pense à tes gratuitez, et mes paroles sont si fort au-dessous de mes conceptions, que je demeureray dans le silence, si tu n'ouvres toy-même mes lèvres. Quand même toutes les parties de mon corps seroient autant de bouches, quand tous les hommes et les anges se joindroient avec moy, toutes ces voix ne sauraient assez dignement publier tes louanges, ô mon Libérateur ! Mais, Père des miséricordes, achève par ta grâce ce que tu as si heureusement commencé. Rends-moy la joye de ton salut, continue de m'assurer par ton Esprit, que ma paix est faite, que mes péchez sont pardonnés, que mon iniquité est passée, et que je ne dois plus craindre la condamnation et la mort ; fais toujours aspersion sur ma conscience du sang de ton Unique, et couvre-moy tellement de sa justice très parfaite que je puisse paroître à tes yeux avec une sainte assurance, et m'approcher du thrône de ta grâce sans crainte. Mais sur tout ne permets pas que je tombe dans une noire ingratitude après de si grandes marques de ton amour. Que ma dextre s'oublie elle-même plutôt que de les oublier, et que ma langue s'attache à mon palais plutôt que de te renier jamais. Oui, mon Seigneur et mon Dieu, je ne veux plus vivre que pour toy, tu seras toujours l'unique objet de mon amour, et ta loy sera la seule règle de toutes mes actions. *Je te seray fidèle jusques à la mort, l'oppression ou l'angoisse, la nudité ou le péril, la famine ou l'épée* ne seront point capables de me séparer de ton Christ. C'est la promesse que je te fais, mon Créateur, mais ma chute m'a trop convaincu de mes grandes faiblesses pour me confier sur mes forces ; fay-moy donc la grâce d'exécuter ce que je promets maintenant. Crée en moy un cœur net, et renouvelle en moy un esprit bien remis. Imprime tellement dans mon cœur ta crainte, qu'il ne m'arrive plus de craindre plus les hommes que toy ; mortifie toutes mes passions, retrace dans mon âme ton image que Satan avoit effacé, ne me laisse point succomber sous aucune tentation du Diable, et ne souffre pas que le monde séduise mon cœur par ses promesses, par ses menaces, et par ses illusions ; fay que j'écoute ta Parole avec plus d'attention que je ne faisais autrefois, et que je travaille avec plus d'ardeur à mon salut. Tu m'as retiré de l'Egypte, ne permets pas que j'en regrette les viandes et les délices ; mais que, profitant de l'exemple de la femme de Loth, *je laisse les choses qui sont en arrière* et je m'avance vers celles qui sont en avant,

tendant au but de ma céleste vocation. Que je regarde les richesses de la terre comme de la poussière ou de la boue, les honneurs comme de la fumée ou du vent, et les plaisirs de la chair comme du fiel et du poison; enfin, accorde-moy la grâce de combattre toujours le bon combat, de garder ma foy, et d'achever heureusement ma course, pour remporter la couronne de vie qui m'a été acquise par le sang de ton Bien-aimé, au nom duquel, etc. (1)

Prière d'un fidèle qui a quitté son pays pour la religion; et qui est dans la pauvreté.

Père de miséricorde, et Dieu de compassion, tu vois abattu aux pieds du trône de ta Majesté souveraine, ton serviteur, et ton enfant, qui éloigné du lieu de sa naissance, et se voyant dans la misère, n'a point d'autre recours qu'à ta bonté. A qui pourrais-je aller qu'à toi, mon Dieu, qui es le Roy des cieus et de la terre, et qui as tous les trésors du monde en tes mains; à qui pourrais-je aller qu'à toi, qui m'as donné la vie, et qui n'as point épargné ton Unique pour faire l'ouvrage de ma rédemption. C'est toi qui eus soin d'Abraham, lorsqu'il eut quitté la maison de son père; c'est toi qui accompagnas Jacob dans sa fuite, et qui luy fis voir cette échelle mystique qui d'un bout touchoit le ciel, et de l'autre la terre. C'est toi qui nourris le peuple d'Israël quand il sortit d'Egypte, et qui en sa faveur fis sortir des eaux du rocher. Ta dextre n'est point raccourcie, tu es toujours le mesme, tes compassions sont infinies. Vien donc me secourir, mon Seigneur et mon Dieu, dans l'état où je me rencontre. Il est vray que je me suis rendu indigne de tes grâces par ma conduite irrégulière, aussi je ne fonde point mes demandes sur ma propre justice, mais sur celle de ton Bien-aimé; pour l'amour de ce Fils de ta dilection, fay luire sur moy la clarté de ta face; si l'on m'a contraint de m'éloigner de mon pays, fay-moi comprendre qu'en quelque lieu que j'aïlle, je seray toujours sous tes yeux, toujours sous ton empire, que partout tu as des trésors dont tu peux enrichir tes enfans, et pourvoir à tous leurs besoins. Apprends-moy que la terre n'est que le lieu de mon exil, et que le ciel est ma patrie, afin que je détache entièrement mon cœur du monde, et que je porte uniquement ma vue et mes desirs vers ton paradis, et fay qu'à tous momens je m'élève par mon espérance vers cet héritage incorruptible, qui m'est réservé avant tous les siècles. Cependant, mon Dieu, ne m'abandonne point dans le pèlerinage; sois mon soleil dans mes ténèbres, mon défenseur et mon bouclier dans mes combats, mon conseiller dans mes perplexitez, mon médecin dans tous mes maux; mon consolateur dans mes afflictions, mon trésor dans ma pauvreté. Ne permets pas que ma misère m'oblige jamais à trahir ta cause, mais fay qu'à l'exemple de Moïse je préfère

(1) Cette prière est suivie des versets suivans des Psaumes : XIX, 15; LXXIII, 23, 24, 27, 28; CIII, 1, 2, 3, 4; CXVI, 7, 8, 9; CXVIII, 19, 20, 21; CXXII, 1, 2.

toujours l'opprobre de Christ aux délices et aux trésors d'Egypte. Que je me souviennne de mon divin Sauveur, qui s'est fait pauvre afin de m'enrichir, qui n'avait pas où reposer sa tête, et qui n'a pas eu honte de souffrir la mort pour m'acquérir la vie et l'immortalité. Fay-moy bien concevoir que c'est estre riche que d'estre pauvre pour son Christ, et que la possession de ta vérité et de ta grâce vaut mieux que toutes les richesses que les mondains recherchent. Mais si tu me prives des biens de la terre, ne m'ôte jamais ceux du ciel, le pain de ta parole, le pain de vie, et donne-moy toujours à boire de ces divines eaux, dont quiconque boit n'a jamais soif, jusques à ce que tu m'accordes la possession de ces trésors incorruptibles que tu destines à tes enfans, et que tu m'élèves dans cette bienheureuse cité, où tu rassasies tes saints des biens de ton sanctuaire, et où tu les plonges dans le torrent de tes délices. Que la considération de mes proches que j'ay abandonné pour suivre mon Sauveur, ne soit pas capable de me faire rompre le serment de fidélité que je t'ay presté, sachant que qui aime frère, mère, fils et fille plus que toy, n'est pas digne de toy. Aye pitié de ceux que j'ay laissés, et qui ont succombé sous la tentation; pardonne-leur les péchés qu'ils ont commis, pénètre leur cœur d'un vif déplaisir de t'avoir offensé, rappelle-les de leurs chutes, soutien ceux de mes frères qui te sont fidèles et qui combattent pour ta cause, arme-les d'un courage invincible, et couronne ceux qui meurent en te confessant. Amen (1).

Prière d'un père et d'une mère, qui ont été contraints de laisser leurs enfans.

Mon Seigneur et mon Dieu, tu vois la juste douleur qui me presse; pour te suivre j'ai abandonné avec joye tout ce que j'avois de plus cher, je me suis séparé de moy-même, j'ay rompu les plus forts liens de la nature, j'ay quitté mes enfans, à qui j'avois donné la vie. Mais quand je me réfléchis sur le danger où ils se trouvent, et sur les ennemis qui les environnent, mon esprit se trouble, mes pensées se confondent, ma constance m'abandonne, et comme la désolée Rachel, je ne peux souffrir qu'on me console. Ha si tu me commandois comme au patriarche Abraham de te les offrir en holocauste, ou si tu me les enlevois par la mort, je te ferois ce sacrifice sans murmurer contre tes ordres, et j'estimerois mes enfans bienheureux. Mais je crains qu'ils ne soient immolés à la superstition, je crains que leur âme ne devienne la proie de Satan. C'est là le sujet de mes larmes, comme la pauvre Agar j'ay la douleur de voir mourir de soif ceux qui me sont si chers sans pouvoir les aider. Tu le sais, ô mon Dieu, et tu vois mes perplexitez. Aye pitié de

(1) Les versets suivans sont cités à la suite de cette prière : 1 Sam. II, 7, 8, 9; Ps. XXIII, 1, 2, 3, 4; Ps. CXXI, 7; Prov. XXX, 8, 9; Isaïe XLIII, 1, 2, 3; Matth. XIX, 29; Hébr. XI, 8; Hébr. XIII, 13.

moy ; tu es leur Père aussi bien que le mien, tu leur as donné la vie, le mouvement et l'être, laisserois-tu périr l'ouvrage de tes mains, et souffrirois-tu que l'ennemi de ta vérité et de notre salut triomphât de la faiblesse de ces pauvres, toi qui conservas autrefois Moïse, qui avoit été abandonné sur les bords d'un fleuve, et qui sembloit devoir finir sa vie dans les eaux ; regardeles de ton œil de pitié, et ne permets pas que le torrent de la superstition les emporte ; commande à tes saints Anges qu'ils les portent en leurs mains, afin que leurs pieds ne portent point contre la pierre. Donnes-leur ton Esprit qui les instruit dans leur ignorance, qui les préserve de toutes les tentations du Diable, qui imprime dans leurs cœurs les salutaires vérités de l'Evangile, et qui les conserve purs et irrépréhensibles jusques à la journée de ton Fils. Je ne te demande pas pour eux que tu leur donnes les richesses du monde, les honneurs de la terre, mais que tu les sanctifies, et que tu les couvre de l'ombre de tes ailes ; quand même tu leur ôterois tous les biens qu'ils pourroient posséder, ils seront encore trop heureux si tu ne leur ôtes point l'esprit de ta sainteté, et quand même tu me priverois de toutes les commodités de la vie, je n'en murmurerai jamais, pourvu que tu m'élèves avec mes chers enfans à la possession de ta gloire. O Dieu, exauce ma prière, écoute mes gémissemens, et réponds à mes cris, pour l'amour de ton Fils, en qui tu as pris ton bon plaisir. Amen (1).

Prière du fidèle, pour ceux qui sont prisonniers, ou qui sont dans les chaînes pour la cause de Christ.

Mon Seigneur et mon Dieu, j'élève mes mains et mon cœur vers toi pour te prier d'avoir pitié de mes chers frères, qui souffrent pour ta cause. Tu vois qu'on a confiné les uns dans de sombres prisons, que les autres sont chargés de pesantes chaînes, qu'on en conduit plusieurs dans des terres éloignées, et qu'il y en a qui sont dévoués à la mort. Tu sais que si tu ne les soutiens pas de ta puissante main ils vont aussitôt succomber, qu'ils ne sont eux-mêmes que faibles, et qu'ils ne peuvent rien qu'en ton Christ qui les fortifie. Viens donc à leur secours, ô Dieu. C'est toi qui tiras l'apôtre saint Pierre de la prison où il étoit gardé, qui brisas les fers dont on l'avoit lié, et qui le mis en liberté. Tu as mille moyens en tes mains pour procurer la délivrance de tes enfans. Tu commandes aux cieux, à la terre, à la mer, aux vens, à toute la nature, et même à la mort, rien ne peut résister à ton bras. Déploye donc, ô Dieu, la force de ce bras invincible en faveur de tous ceux qui souffrent aujourd'hui pour toi, et que leurs gémissemens viennent en ta présence. N'écouterois-tu pas les cris de ceux qui ne sont maltraités, que parce qu'ils ne veulent invoquer que toi seul, et qu'ils ne reconnoissent

(1) Les versets qui terminent sont les suivans : Gen. XLVIII, 15, 16 ; Ps. XXVII, 10 ; Ps. LXXXIX, 31.

que ton bien-aimé Fils pour leur Chef, leur Intercesséur et leur Avocat. Seigneur Jésus, que le Père céleste a envoyé pour évangéliser aux pauvres, pour guérir ceux qui ont le cœur froissé, pour publier la délivrance aux captifs, et aux prisonniers l'ouverture de la prison; ne seras-tu point touché de l'état où sont tes serviteurs, qui ne sont l'objet de la haine du monde, que parce que tu es l'unique objet de leur amour. *Ne dirois-tu point à ceux qui sont liez de chaînes, sortez, et à ceux qui sont dans les ténèbres, montrez-vous?* Cependant, si par des raisons de ta sagesse, qui nous sont inconnues, il te plaît de les laisser encore dans la souffrance, fay-leur comprendre qu'ils sont bienheureux d'estre les prisonniers de Christ, les avocats de sa cause, les confesseurs de sa vérité, et que leurs liens sont mille fois plus glorieux que les chaînes d'or et de diamans des enfans de ce siècle, et que le diadème des roys; qu'ils ayent toujours devant les yeux les souffrances de notre divin Rédempteur, qui l'obligèrent à s'écrier : Mon Dieu, mon Dieu, pourquoi m'as-tu abandonné ? et celles de tant d'illustres confesseurs, qui les ont précédés; qu'ils s'estiment bienheureux de leur être conformes, de souffrir avec Jésus-Christ afin de régner avec luy. Père céleste, qui les appelles à ces souffrances, soutiens-les dans ces rudes combats, console-les par l'espérance de la couronne de gloire que tu leur destines, et change leurs prisons en autant de sanctuaires, où tu habites, afin qu'ils puissent dire comme Jacob : L'Eternel est ici, c'est ici la maison de Dieu, c'est ici la porte des cieux. Soleil de justice, éclaire leurs obscurs cachots de ta belle lumière, Seigneur Jésus, dis-leur que leurs souffrances et leurs opprobres ne sont point comparables à la gloire qui doit estre révélée en eux, que le tems de leur captivité ne sera pas fort long, que le jour de leur délivrance n'est pas éloigné, et qu'une récompense éternelle leur est préparée; que s'ils portent la croix de ton Fils, ils seront assis sur ton thrône, et que s'ils sont abreuvez de fiel, tu les plongeras au dernier jour dans le vaste océan de ta gloire. Et toy, divin Epoux, réjouï-les par tes consolations, répands dans leurs âmes ta paix; divine onction, fortifie ces généreux athlètes et fay que rien ne soit capable d'ébranler leur constance; arme-les du bouclier de la foy, afin qu'ils puissent éteindre tous les traits enflammez du malin. Si tu les appelles à souffrir la mort, fay qu'ils la regardent avec joye, comme le char de triomphe qui les doit mener au ciel; montre-toy à eux, divin Jésus, comme à saint Etienne, lorsqu'on le lapidoit, et reçois leur esprit. Détache de la terre leurs cœurs, et ceux de tes autres enfans que tu n'appelles pas à souffrir, afin que nous soupirions tous après cet heureux moment où notre âme sortira des prisons du sépulchre pour entrer dans le domicile éternel de ta gloire. — Il faut lire la délivrance de saint Pierre, Actes XII; l'histoire de Daniel dans la fosse, Daniel VI; et de ses compagnons dans la fournaise, Daniel III.

Une conversion libre et édifiante en 1699. — Les descendants du converti.

Un de nos amis nous communique la pièce suivante, attestant à tous qu'il appartiendra la conversion édifiante d'un Sr de La Condamine, détenu à Vincennes par ordre royal en 1699, comme religionnaire obstiné, — et dont les descendants, habitant encore aujourd'hui le Dauphiné, comptent parmi les notables protestants de leur département, nonobstant cette édifiante conversion de leur ancêtre.

Voilà comme s'est vérifiée la célèbre parole de madame de Maintenon : « Les enfants du moins seront bons catholiques, si leurs pères sont hypocrites. »

Nous, Armand de Montmorin, archevêque et comte de Vienne, attestons à tous qu'il appartiendra que le Sr de La Condamine, lequel est à Vienne par ordre de Sa Majesté, depuis le mois de septembre dernier, s'est conduit avec édification, ayant pris soin de se faire instruire de notre religion; que les ecclésiastiques et religieux à qui nous l'avions recommandé nous en ont rendu de bons témoignages, et qu'enfin il a fait ses pasques dans la paroisse où il demeure. En foy de quoy nous lui avons donné le présent certificat, à Vienne, dans notre séminaire, le 17^e may 1699.

ARMAND, archevêque de Vienne.

Par commandement de Monseigneur, DIDIER.

(T.r. 253.)

Construction d'une chaire portative pour les assemblées du Désert. — Jugement de condamnation rendu par l'Intendant de la Généralité de La Rochelle, en 1746.

M. le pasteur Trigant-Beaumont, de La Rochechalais (Dordogne), que son Eglise et notre Société ont eu le malheur de perdre il y a quelques mois, nous avait transmis copie du placard ci-après. Il constate des faits et condamnations, intéressant l'histoire des Eglises du Désert, et qui ne nous paraissent pas avoir été à la connaissance de M. Ch. Coquerel.

Jugement en dernier ressort.

Charles-Amable-Honoré Barentin, chevalier, seigneur d'Hardiviliers, Les Bellefrueries et autres lieux, conseiller du Roy en tous ses conseils, maître des requêtes ordinaire de son hôtel, intendant de Justice, Police et Finances en la généralité de La Rochelle, commissaire du conseil en cette partie.

Entre le procureur du Roy de la commission, demandeur et accusateur,

Contre les nommés Pierre Gailliot et Pierre Manseau, menuisiers, du lieu de Marennes, défenseurs et accusés,

Veu l'arrêt du conseil d'Etat du Roy, du 28 juillet 1746,

Tout veu et considéré : ouï le rapport du sieur Cadoret de Beaupréau, après que les dits Gailliot et Manseau ont été interrogés sur la sellette :

Nous, intendant et commissaire susdit, par jugement en dernier ressort, de l'avis des sieurs commissaires par nous nommés, avons déclaré et déclarons Pierre Gailliot, *dûement atteint et convaincu d'avoir construit, avec Pierre Manseau, une chaire qu'il scavoit être destinée pour servir aux prédicateurs, lors des assemblées des religieux; comme aussi d'avoir tenu des discours séditieux à l'instant de l'enlèvement de ladite chaire, et violemment soupçonné d'avoir assisté à des assemblées des religionnaires, pour réparation de quoi, l'avons condamné à être battu de verges sur les épaules nues, par l'exécuteur de la haute-justice, dans les carrefours et lieux accoutumés de cette ville, ensuite flétri sur l'épaule dextre par ledit exécuteur, sur la place royale, d'un fer chaud en forme de fleur de lys. Ce fait, nous l'avons banni pour neuf ans de l'étendue de la généralité de Larochelle. Avons pareillement déclaré Pierre Manseau, duement atteint et convaincu d'avoir travaillé avec le dit Pierre Gailliot, à la construction de la dite chaire, et violemment soupçonné d'avoir aussi assisté aux dites assemblées, pour réparation de quoi l'avons condamné d'accompagner le dit Gailliot, et ensuite être aussi flétri par le dit exécuteur, sur la dite place, sur l'épaule dextre, d'un fer chaud en fleur de lys. Ce fait, l'avons banni pour sept ans de l'étendue de cette généralité. ENJOINT aux dits Gailliot et Manseau de garder leur ban, sous les peines portées par la déclaration du Roy du trente et un may mil six cent quatre-vingt-deux, dont lecture leur sera donnée par le greffier de notre commission; les CONDAMNONS en outre chacun en trois livres d'amende envers le Roy, applicables conformément à la déclaration du Roy du quatorze may mil sept cent vingt-quatre. ORDONNONS, au surplus, que la chaire dont il est question sera et demeurera confiscuée au profit de l'hôpital général de cette ville; et sera, à la diligence du procureur du roy, en notre commission, le présent jugement imprimé, lu, publié et affiché dans toute l'étendue de cette généralité. — Fait et arrêté en la chambre du conseil du palais royal de Larochelle, le 27^e jour d'août 1746. — Signé: CADORET DE BEAUPRÉAU, rapporteur, BARENTIN, DURAND, BERAUDIN, GRIFFON, ROUGIER, assesseur honoraire; DE BEAUREPAIRE, DE MARINER, SEIGNETTES, BIGOTTEAU, GRAVIER et VALIN.*

Et le dit jour, 27 août 1746, le présent jugement a été lu aux dits Pierre Gailliot et Pierre Manseau, et exécuté à l'instant, et donné lecture aux ci-dessus nommés de la déclaration du roy du 31 mai 1682, qui leur enjoint de garder leur ban, sous les peines y portées.

Signé : PREZEAU, greffier de la commission.

A LA ROCHELLE, de l'imprimerie de P. Mesnier, imprimeur de M. l'Intendant.
Rue du Temple. 1746.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

LA RÉFORME DANS LE CAMBRÉSIS

—
AU XVI^e SIÈCLE.

[DIVERS PAPIERS INÉDITS CONCERNANT LES RELIGIONNAIRES DU CATEAU
CAMBRÉSIS, DU TEMPS DE M. L'ARCHEVÊQUE M. DE BERGHES.]

1566.

(Suite.)

Le xx^e jour dudit moys d'aoust, le doyen de la ville d'Avesne, en Haynault, passant par ceste ville, revenant de parler à Mons^r de Cambray, fit aussy remonstrance au peuple, comment on se mectoit en hazard de faire ruynier la ville et le peuple entièrement, aussy bien les bons que les mauvais, et que l'on debvroit trouver et chercher tous moyens de soy réconcillier audit Mons^r de Cambray pour éviter les inconveniens qui en poldroient souldre (1) pour l'advenir, auquel fut randu sy bonne responce, qu'il en eult telle contentement, qu'il ne sceult plus que dire, et pria aucuns de leur donner à disner à l'Angel, ce que acceptèrent aucuns des plus apparans. Où furent plusieurs devises en forme de dispute; qu'il ne donnoit nul argument que on ne luy donnoit raison, sinon que l'Escripture sainte, de quoy il s'esmerveilleoit très fort.

Aussy nous ont esté faictes plusieurs assaults par les chastellain et messieurs de la justice de la ville de ne plus faire de presche, ne nulles exercices de la religion sur les terres de la seigneurie de Mons^r et sur le terrain de la ville; mais de tout cela avons tousjours sous-tenus vaillamment, désirans tousjours plus servir au commandement de Dieu que aux hommes.

Le xxv^e jour dudit moys d'aoust, les nouvelles vindrent en ceste ville que ceulx de la religion réformée de la ville de Vallenciennes avoient tous rompus les ydoles et ruinez les aultres par tous les temples des abbayes, cloistres et parroiches de la ville, tant les reliques, fiertes et tables dans tels, sans que nul empeschemens leur fut donnés ne résistance aucune.

Oyans les nouvelles telles, que samblablement avoit esté fait par plusieurs villes au pays de Brabant, comme Anpvers, Gand, Tournay,

(1) Soudre, découler.

Saint-Amand et pareillement par tous les villaiges à l'environ d'icelles villes, ceulx de ceste ville, du soir avant le souper, se trouvèrent tous en la cymentière du temple de Saint-Martin et illecques (1) furent faictes les prières ecclésiastiques, où estoient grand nombre de gens avec flambeaux et aultres lumières.

Le xxv^e dudit moys, Mons^r Philippes de grand matin arriva en la ville, entra au temple de Saint-Martin avec trois ou quatre hommes qu'ils vindrent avec luy estrangers, lesquels abatèrent tous les idoles et austels et toutes les ornements desdits, bruslèrent et consumèrent par feu avec les anthiphonières, graduels et tous messels et aultres livres servants à la messe, semblablement furent en tous aultres temples tant en la ville que aux faulbours.

Lors après toutes ces choses achevées, la première presche fut faict par icelluy Mons^r Philippes au temple de Saint-Martin, où se trouvèrent grand nombre de gens de la ville et beaucoup de gens de villaiges circonvoisins venu pour ce jour à la halle au bled.

Le xxviii^e dudit moys d'aoust, Mons^r de Cambray envoya lectres à messieurs de la loy de ceste ville entre lesquelles il les chargeoit de proposer à ceulx de la religion réformée les articles qu'ils s'ensuient.

Pour le premier leur sera demandé s'ils veullent recognoistre ou non Mons^r le R^{me} (2) pour leur prince et seigneur absolu, auxquels ils ont promis la foy de fidélité et obéissance par serment solennel, et s'ils ne veullent eulx acquiter en cela de leur devoir comme obéissans subjects.

Secondement s'ils ne veullent recognoistre qu'ils soient soub l'empire subjectz aux loix, constitutions et ordonnances d'iceluy. Estans Monseigneur le R^{me} prince d'empire et eulx ses subjectz, et partant sçavoir s'ils ne veullent se renger et conformer ausdites loix, constitutions et ordonnances de l'empire. Et que mondit Sr le R^{me} entend les traiter en la mesme sorte et avec telles libertés que donnent et promectent les dites loix et ordonnances dudit empire.

S'ilz accordent cest article qu'ilz permectent doncques aux relligieux et relligieuses et aultres catholiques vivre selon leur religion comme portent les ordonnances et constitutions de l'empire et quy se praticquent par tout l'empire.

Finalement leur dire que pour appaiser les troubles qu'il y a en ladite ville de Chastel, mondit Sr mesme y entend aller en personne, et bientost, parquoy leur sera demandé s'ilz voudroient le recepvoir comme leur Sr et prince; mesme entend sa seigneurie R^{me} entrer en

(1) Là. (2) Révérendissime.

la ville avec telle garde qu'elle trouvera requérir pour l'assurance de sa personne et pas aultrement.

Qu'ilz ayent doncques à rendre prompt et briefve responce à ces articles aultrement l'on prendra le délay pour reffus.

Du xxix^e d'aoust an xv^elxi en la ville de Chastel en Cambrésis, en plain conseil, fut rendu responce par ceulx de la religion réformée verbalement comme il s'ensieult.

Sur le premier article dient qu'ilz ne veulent desvoier du contenu en icelluy et qu'ils veulent obéir à mondit Sr Ill^{me} (1) comme à leur souverain Sr et prince naturel, jusques à morir aux pieds de sa seigneurie, leur conschience saulves.

Sur le second article dient qu'ilz n'ignorent estres soub l'empire; et mondit Sr prince d'empire et eulx ses très humbles et très obéissans subjectz. Et, puisqu'il plaict à sa seigneurie les maintenir et entretenir en liberté aussy avant que donnent et permectent les loix et ordonances dudit empire, dient qu'ils sont ignorans d'icelles ordonances, constitutions et liberté [et] supplient très humblement, qu'il plaise à sa seigneurie leur faire tenir coppie desdites loix pour examiner et cognoistre icelles avant les pouvoir accepter.

Sur le troisieme article seront bien joyeux de la venue de sa seigneurie en ceste ville, supplient très humblement qu'il lui plaise venir avec son train ordinaire, comme il a toujours accoustumé, et qu'il luy plaise se contenter de leur garde, eulx submectans de garder son corps de jour et de nuict, comme bons et loyaulx serviteurs et subjects, jusques à morir aux pieds de sa seigneurie, comme dist est.

Le dernier jour du moys d'aoust fut renvoié lectre par mondit Sr de Cambray sur les articles des responces cy-dessus, telles comme il s'enseult.

A nos très chers et bien amez chastellain et eschevins de nostre ville de Chastel en Cambrésis.

Maximilien de Berghes, par la grâce de Dieu archevesque et duc de Cambray, prince du Saint-Empire, comte de Cambrésis, etc.

Très chers et biens amez, nous ne pouvons recevoir grand contentement de la responce que nous avez envoiée de ceulx qu'ils se disent de la religion nouvelle en nostre ville de Castel sur les articles que leur avons faict proposer; car encoire qu'ils accordent le premier article ou ils nous promectent obéissance, ils viennent à y contredire au troisieme article où il semble qu'ils veulent nous brider de n'en-

(1) Illustrissime.

tr'en nostredite ville du Chastel avec telle compagnie qu'il nous plaira pour l'assurance de nostre personne; mais voudroient nous y recepvoir avec nostre train ordinaire, tant seulement disans qu'ils nous garderont comme léaux (1) subjects. Et quy sera celui qui se voudra fier en telz subjects quy usurpent l'auctorité, mesme de leur prince, s'estans ja démontrés rebelles comme l'on void.

Quant au second article où ils disent ne pouvoir accepter les ordonnances, constitutions ou libertés de l'empire sans préalablement les avoir veus et examinés, tant qu'ils ignorent quelles elles sont. A cela leur respondre, que ne scavons assez nous esmerveiller de leur grand témérité et présomption de dire qu'ils voudroient maintenant aller débattre et disputer lesdites ordonnances de l'empire qu'ils ont estés faictes, arrestées, tant meurement et solennellement par l'Empereur et tous les princes et estats généraulx de l'empire, et depuis confirmez successivement en toutes les diettes impériales et freschement en celle tenue dernièrement en la ville d'Ausbourg en le présent an, où somes esté présens et les avons mesmes acceptés et rattifiés de la part des estats généraulx de nostre pays. Et qu'est-ce à dire cela, sinon ne vouloir estres tenus auxdites ordonnances, non plus avant que ce seroit pour leurs affections et désirs, comme s'ils voudroient donner loix et à l'Empereur et aux princes. Il n'est ja question de cela, mais fault qu'ils déclarent apertement et ouvertement s'ils veullent eux conformer à icelles ordonnances, constitutions et libertés de l'empire, selon qu'ils y sont tenus, ou bien qu'ils disent qu'ils n'en feront rien. Car soit qu'ils les fachent ou point, l'empereur, les princes et estats de l'empire ne les changeront pour cela. Et voullons bien leur montrer lesdites ordonnances, s'ils les veullent ensuyvre comme ils doibvent, encoir qu'ils ne méritent point en nostre endroict de leur faire cest honneur.

Quant au restablissement de la messe et l'exercice de nostre sainte foy catholique, nous entendons et vous requérons et enjoignons que par sestés (2) à le remectre sups incontinent, considérés le danger qu'il peuvent advenir journellement, tant des malades que du baptesme, et de la désolation des bons, actendu que en cela gist l'honneur de Dieu et le salut des âmes que devons préférer à nostre propre vie. Et voudrions bien scavoir de quel droict et auctorité, et par quel fondement lesdits de la religion nouvelle voudroient en cela donner obstacle, estant la messe et l'exercice de nostre religion catholique coutume receu et approuvés indifférament par toute l'em-

(1) Loyaux.

(2) Ces avertissements, vous vous bâtiez à, etc.

pire non-seulement ès principautés, terres et seigneuries des princes ecclésiastiques et séculiers catholiques, mais aussi en celles des princes confessionnistes.

Et quant ores (1) ils voudroient ensuyvre les placarts puyz naguerres faictz au pays du Roy catholique des quels ils osent bien se vanter encoir qu'ils ne le peuvent faire sans se distraire de l'empire, sy n'auroient-ils en cela aulcuns fondement, entant que lesdits placarts continuent et admeectent et la messe et l'exercice publicque de nostre sainte foy catholique. Atant, très-chers et bien améz, le Créateur vous ayt en sa très-sainte garde. De nostre cité de Cambray le dernier jour d'aoust XV c LXVI.

Ainsy signé : M. DE BERGHES.

Plus bas : DE LA RUE.

Depuis ces lectres, monstrées à ceulx de la religion réformée, fut dreschée vers Mons^r une remonstrance telle qu'elle ensieult :

Remonstrent en toutes révérences et humilité vos très humbles subjects de votre ville de Chastel, désirans vivre selon la confession augustaine, que desjà passé quatre moys ils sont en ceste peine de recevoir beaucoup de calomnies et injures tant des bourgeois que aultrement, mesmes des lectres par votre Seigneurie envoyés à Messieurs de la justice, touchant de les entendre les intencions de ces remonstrans, ou auroient jà par plusieursfoys rendu responcez telles que vostre Seigneurie n'en rechoipt (2) aucun contentement : Touttefoys votre plaisir a esté de concéder auxdits remonstrans qu'ils pouldroient vivre selon la liberté des loix, ordonnances et constitutions arrestés et passés par plusieursfoys des estats de l'empire, mesme à la dyette dernière où vostre Seigneurie a esté présent à Ausbourg. Et voyant les troubles où se trouvent présentement les habitants de vostre ville de Chastel, très-humblement supplient, que pour apaiser le tout, qu'il plaise à vostre Seigneurie faire publier ladite confession augustaine pure et simple, affin que ung chacun ayt à soi reigler et conformer suivant icelle. Et par telle moyen le tout se poldra remectre en bon ordre et imposer silence aux malings qui ne taschent aultres choses qu'à reporter bourdes et mensonges à votre Seigneurie, affin d'en mieulx valloir; comme l'on vous a reportez, que ces remonstrans ont le voulloir de usurper vos biens temporels, comme votre grange aux terages et semblables : or jamais ces supplians n'ont pensé s'ils ne voudroient aultres choses penser, sinon le salut de leurs âmes et le repos de leurs consciences, supplians très instamment de leur

(1) A présent.

(2) Reçoit.

vouloir accorder de vivre selon la dite confession augustaine : ou bien sy ce ne vous plaict il vous plaise de respondre vostre dernières intentions. Eulx submettre du tout en la bonne grâce de votre Seigneurie, prians de demeurer tousjours vos humbles subjectz et vous recognoistre leur prince et naturel Sr soub l'empire.

Sur ces remonstrances nous n'avons eu responces aucunes, sy les avions envoyés par son secrétaire, arrivéz en ceste ville pour aucunes affaires, lequel nous avoit promis de nous donner toute assistance devers Mons^r, lequel, quant il les eult présentés à mon dit Sr, fut grandement tanchéz de luy avoir rapportés telles remonstrances. Mondit Sr deschira lesdites remonstrances, les marchant aux pieds.

Touttefois ayants receu les nouvelles par quelques messaigier secret que mondit Sr avoit ausy deschirés les remonstrances susdites nous nous sommes aprochés de Mons^r le chastelain et le maistre d'hostel de Mons^r, leur requérans quy leur plaise de eulx voulloir transporter vers Mondit Sr luy présenter les requestes cy suyvantes, lesquels de bon voulloir les ont acceptés et se sont trouvéz en Cambray à cest effect lesquelles requestes s'ensuyvent.

*A Mons^r le R^{me} et Ill^{me} Archevesque et duc de Cambray,
comte de Cambrésis, prince du Saint-Empire, etc.*

Le peuple de la ville de Chastel en Cambrésis ayant esté desjà plusieurs foyz requis de déclarer ses intentions du faict de sa religion par Mons^r le R^{me} auquel ils ont donnez ausy responce simplement sans maligner aucunement.

Voyans qu'ils ont dressés et présenté requeste de estre maintenus selon la liberté de l'empire, qu'ils entendent la confession augustaine avoir lieu entre iceulx, n'en ayant receipt aucune responce dudit Sr de Cambray.

Parquoy supplient de les traicter selon les loix, ordonnances, constitutions et liberté de l'empire, comme mon dit Sr leur a offert le XXVIII d'aoust 1566.

Aussy leur déclarer s'il est délibéré leur accorder ladite liberté de l'empire affin que ung chacun ayt à s'y conduire selon icelle affin que nul n'en soiet ignorant, requièrent bien humblement qu'elle soiet publié purement selon lesdites loix constitutions et ordonnances faictes et passées par les dyettes de l'empire.

Ou bien sy ladite confession augustaine ne luy plaict, qu'il déclare ses intentions sans ainsy laisser son peuple en incertitude de son vouloir.

Ledit peuple ausy, désirant vivre tous unanimement en paix et union sous sa Seigneurie, requièrent de rentrer en sa bonne grâce et

faire une bonne reconciliation, affin que toutes divisions et choses qu'ilz poeuvent troubler le repos publicque soient cassées et annullés.

Aussy de pardonner à tous généralement tout mal entendu qu'il s'est passé jusques à présent, tant en particulier que en général, si fautes aulcunes se sont commises.

Responce de mondit Sr de Cambray sur les articles dessus dits.

Sur les articles proposés à Monsr le R^{me} et Ill^{me} par le Seigneur de Malbournie, chastellain de Cambrésis, et le Sr Guilhiau Bernard, maistre d'hostel, à mondit Sr R^{me}, de la part de ceulx de la religion nouvelle du Chastel en Cambrésis. Les quels articles contiennent deux poincts, le premier que mondit Sr permecte ausdits de la religion nouvelle la confession augustaine, le second que mondit Sr leur pardonne le passé.

Au premier poinct, mondit Sr le R^{me} dist et déclare absolument qu'il veult et entend que ses subjects tiendront la mesme religion qu'ont tenus ses prédécesseurs, et laquelle sadite Seigneurie R^{me} mesme tient, qu'est l'ancienne, catholique et Romaine religion, sans aucun changement, et ne permectera sadite Seigneurie R^{me} la-dite confession Augustaine avoir lieu en tout son pays en manière quelconque, comme aussy mondit Sr n'est à ce tenu par les loix et constitutions de l'empire.

Quant au second poinct sa Seigneurie R^{me} entend bien préférer grâce et miséricorde à la rigueur de justice là où elle croira que les dits du Chasteau viendront à recognoistre leurs fautes et à demander pardon et au surplus se renger à la raison comme sont tenus de faire tous bons et loyaulx subjects vers leur Prince et Seigneur.

Faict à Cambray le viii^e jour de septembre 1566.

Soubscript

par ordonnance de mondit Sr
le R^{me} et Ill^{me}

DE LA RUE.

Oyans les responce de mondit Sr de Cambray fut l'Esglize fort troublée, voyant qu'il ne vouloit en rien condescendre de ladite confession Augustaine et que en ce quartier l'on n'en pouvoit recouvrer copie d'icelle fut conclud d'envoyer messaiger exprès en la ville de Anvers vers l'Esglise d'icelle ville avec toutes les demaines de ceste ville, ainsi que tout s'estoit passé jusques à présent ce qu'il fut faict, et ledit messenger envoie le quel rapportit dudit lieu, comme il s'ensieult.

Ceulx du Chasteau en Cambrésis peuvent respondre aux articles qu'il leur ont esté proposés pour leur eveseque.

En premier lieu qu'ilz se recognoissent s'es subjectz obéissans ainsy qu'ils ont respondu en leur escript.

Au second article, vray est qu'ils sont sous l'empire, mais qu'ils ne savent quelles sont les ordonnances dudit empire au faict de la religion, d'autant quelles n'ont oncques esté pratiquées par là, ains ont tousjours esté traités par leur prince, au susdit faict de la religion, ainsy que les subjects du Roy, conformément aux placcars du pays bas, comme ils peuvent montrer par plusieurs exécutions faictes, et du temps de l'autre évesque (1), et nommément de celsuy cy, mesmement que quand en cest endroit ilz se sont voulu réclamer dudit empire, ou s'ayder des ordonnances d'icelluy, et pour cest effect ont eu leur recours vers la chambre de l'empire estant à Spir, tant s'en fault qu'ilz en ayent esté escoutés en leurs remonstrances, que mesmes ilz en ont esté grièvement chastiez, ainsy que cecy se peult démonstrer plus amplement par les [choses] passées depuis quelques ans encha (2) à Cambray, et du temps de l'autre évesque et celsuy cy. Or, puisque ainsy estoit qu'ils ne se sont peu ayder d'aucunes ordonnances dudit empire en cest endroit, ilz ont esté constrains d'avoir leur recours ailleurs, et se régler ainsy que faisoient leurs voisins sujets du Roy, puy qu'ils estoient traités de mesme sorte qu'eulx, à cest occasion ils se sont joints avec eulx en la mesme alliance, avouans leur requeste présentés dernièrement à Bruxelles le 5^e d'avril et leur compromis, de sorte qu'ils espèrent que lesdits de la requeste et du compromis les assisteront suyvânt leur promesse, à ce qu'ils puissent jouyr de la mesme liberté accordez à Bruxelles, asçavoir, que l'exercice de la religion aye lieu par tout où il a esté usité auparavant (3), comme ceulx du Chastel en Cambrésis ont eue aussy,

(1) Robert III de Croy; cet évêque assista au congrès de Cambrai, où fut faite la paix des Dames, et plus tard au concile de Trente; le 1^{er} octobre 1550, il tint un synode, dans lequel il publia quelques décrets que l'empereur venait de faire contre les progrès de la Réforme.

(2) En ça.

(3) Nous n'avons pas l'ordonnance de liberté religieuse de Bruxelles, mais en voici une que nous croyons inédite, et qui est conçue dans le meilleur esprit.

« L'on vous fait assavoir par hault et puissant Sr messire Philippe de Montmorency, comte de Horne, admiral de la mer, chevalier de l'ordre, etc., commissaire député de par leur Majesté, et avec les Srs Desquerees et de Villers, icy présents, sur le faict de la pacification des troubles advenus naguierres dans ceste ville, Messieurs les consaulx de ladite ville, le lieutenant de bailly, conseillers et officiers de Sa Majesté ordonnés es ladite ville et pays de Tournes, que par forme de provision et tant que aultrement sera ordonné, il sera loisible à tous et chacun des manans et habitans de ladite ville de librement et sans aucune répréhension soy trouver aux presches qui se font par les ministres de la religion nouvelle, et ce es lieux et places qui de brief par l'excellence dudit comte de Horne, se pourront choisir et députer tant seulement, pareillement sera loisible à tous et chacun desdits manans de tenir et exercer librement et sans aul-

et ce seulement par manière de provision, jusques à ce que aultrement il y soit pourveu par le Roy avec l'advis des estatz, estimans que le Roy ne souffrira rien en son pays qui ne soit conforme ausdites ordonnances de l'empire; que sy toutes foys, lorsque le Roy prendra résolution, il se trouve qu'icelle ne soit conforme ausdites ordonnances, ils promectent d'obéir en tout et pour tout à leur prince, protestantz bien expressément que leur intention n'est de se distraire de l'empire ni de changer de prinche, ains demourer très humbles et très obéissans subjects. Et quant au faict des esglizes, leur intencion n'est pas d'empescher l'exercice de la religion Romaine, ains sont contens qu'icelluy se faice comme auparavant.

Quant aux ordonnances de l'empire sur ce faict de la religion, tous les subjectz d'ung prince, quel qu'il soit, sont tenus de vivre et obéyr selon la foy et religion de leur prince, ou aultrement sortir du pays avec leurs biens.

Samblablement furent aussy envoyés aulcuns vers l'esglize de Vallenciennes pour communiquer toutes les affaires, ainsy qu'elles s'estoient démenées jusques à présent. Estans arrivés en Vallenciennes, pour certains empeschements lors estans en icelle esglize avec le comte de Hornes (1) lors estant à Saint-Amands, ceulx de Vallenciennes donnèrent leur advis de aller jusques audit Saint-Amand vers ledit comte de Hornes et lui montrer toutes les affaires ainsy qu'elles s'estoient passées et mesmes qu'icelluy comte tenoit et tient quelque deppens de l'empire, par où il donneroit advis comment l'on auroit à soy conduire doresnavant.

Lors ceulx de ceste ville de Chastel avec ceulx de Vallenciennes se trouvèrent audit Saint-Amand, et présentèrent audit comte de Hornes la remonstrance en forme que s'ensieult.

cune moleste ou destourbier à religion catholique, ancienne et romaine, et les chérémonies d'icelle, laquelle religion Sa Majesté entend debvoir estre maintenue et gardée es pays de par deçà par ceulx et celles qui se voudront adonner à quelle occasion les susdits comte de Horne, S^r Desquerees et de Villers consaulx, lieutenant de bailli et autres officiers de Sa Majesté ont deffendu et deffendent très expressément à tous, tant de la religion nouvelle que aultres qui suyveront à la catholique et romaine, qu'ils n'ayent à injurier l'ung l'autre, de faict ou de parolles, ni donner aucun empeschement à l'endroit de la religion, ains laissent chacun jour paisiblement de la liberté et tolérance que Sa Majesté leur a permise, sous peine de confiscation de corps et de biens.

« Publié aux bretesques de ceste ville et cité de Tournay, etc. »

Copie collationnée du temps, et signée du greffier du bailliage de Tournay et Tournais. — Archives dép. de Lille. T. 48, p. 46.

(1) Philippe Montmorency, II^e du nom, comte de Hornes et de Meurs, chevalier de la Toison-d'Or, amiral de la mer de Flandres et gouverneur de Gueldres et de Zutphen, malgré ses services et sa fidélité patriotique, arrêté à Bruxelles avec le comte d'Egmont, fut, par ordre du duc d'Albe, décapité à Bruxelles, le 5 juin 1568. Son frere Florent, baron de Montigni, comte de Hornes et gouverneur de Tournay, eut le même sort : il fut décapité au château de Simancas, en 1570.

*A très-hault, noble et puissant seigneur, monseigneur l'admiral,
comte de Hornes, chevalier de l'ordre du roy catholique.*

La renommée de la douceur conjointe à la dextérité de votre esprit (noble et vertueux seigneur), donne hardiesse aux habitants du Chastel en Cambrésis, altérez pour la religion, [d'] approcher de vostre excellence, soub confiance qu'elle ne prendra en desdaing leur supplication, d'aautant qu'elle importe [à] leur salut, bien et repos commung; lesquels supplians pour toutes offres de service et fidélité qu'ils ayent faitz et font encoires à Monsr. le R^{me} leur seigneur, leur consciences et religion saulves, tant s'en fault qu'ils en ayent receupt quelque fruit de douceur, que mesme au contraire l'aigreur leur présage toute calamité, jusque à en ressentir desjà les indices par les gharnisons des villes circumvoisines, lesquelles avec les ordonnances il dict d'avoir obtenu de son alteze pour les forcer à toutes obéissance, ayans lesdits supplians veu lectres de sa main escripvant à son chastelain. Et comme ils sont membres de l'empire capables de mesmes liberté que les aultres, auroient requis la confession augustinienne qu'il leur auroit esté déniée, n'estant comme il dict ad ce tenu par les loix et constitutions impérialles lesquelles les avoit provus entretenir le xxviii^e aoust dernière, tellement que lesdits supplians sur telle procédure attérante l'une de ces deux extrémités : Ou que leur consciences seroient forcées pour après n'avoir jamais repos en leurs esprits; ou qu'estans chargés de rébellion ne soient traictés à la rigueur, se trouvent en grande perplexité : Et entendans que vostre excellence tient quelque deppend de l'empire, ils ont présentement recours à icelle pour estre informés de ladite liberté impériale; ensemble pour la supplier en toute humilité de leur donner advis comme ils poldront satisfaire au repos de leurs consciences et aux devoirs de bons subjects, mesmes recommander ce à son altèze et conseil, le bien et repos d'iceulx, lesquels de tout temps en tous bons offices se sont montrés bons voisins au Roy catholique, et par ce moyen vous les obligerez (noble et vertueux Sr) en recognoissance d'ung..... et à prier Dieu le créateur, pour la conservation et grandeur de vostre excellente seigneurie.

Le comte de Hornes ayant leu ceste requeste en la présence de environ douze gentilhommes, respondit et dict bien humainement, que les subjects et terres de l'empire faisoient toute exercice de chanter pseaulmes les ung avec les aultres; et quant à la presche, elle se faisoit ès-dites terres, mais qu'il ne les empescheoit à aller aux presches où bon leur sambloit.

A nostre faveur nous promist qu'il rescripveroit lecture à Monsr de Cambray, et nous requist de aller quant et soy (1) en la ville de Tournay, et là prendroit le double de tous nos affaires, ce que ne luy avons ausé reffuser. Au soir, environ deulx heurs après jour fallu, entrismes avec ledit Sr dedens Tournay. Après que on eult ouvert les portes avec forces flambeaux et beaucoup des gens, les petits enfans commenchèrent à crier à haulte voix par toutte les rues : Vive les Gueux (2).

Estans arrivés au logis bien moullletz, demandiesmes soulement à souper bien en haste et aller coucher.

Mais, ainsy que la table estoit nouvellement mise, voicy venir le valet de chambre du dit Sr. [Il] dict qu'il avoit esté en plusieurs hostelleries par la ville nous chercher, et qu'il estoit envoier de la part de Monsr. le comte de Hornes, pour venir souper avec luy, ce qu'oyans ne sceusmes refuser. Sy allismes à l'hostel dudit Sr, le trouvasmes attendant à se mettre à table après nous, lequel quant il nous eult perchut (3), vint au-devant de nous en requérant de luy délivrer nos affaires, pour les délivrer en la main de son secrétaire; ce que lui baillismes et fit venir son secrétaire auquel il commanda de doubler le tout.

Lors nous menit en une grande salle où la table estoit mise, et nous fit asseoir avec soy, où estoient grand nombre de gentilhommes et fismes très bonne chère, et après le souper prismes congier de luy, et nous commanda de retourner lendemain de grand matin auprès de luy. Lendemain au point du jour, il renvoia derecef après nous, lequel nous rendit toutes nos affaires avec lecture adresçant à Monsr. de Cambray, laquelle il n'avoit point encoir cloze, mais il nous en fit lecture et nous en donna le double, requérant bien fort de luy donner responce telle que Monsr. de Cambray nous feroit, avec aussy qu'il requéroit avoir responce de Monsr. de Cambray aux lectures qu'il lui envoioit, de laquelle lecture la teneur s'ensieult.

Monsr., m'estant trouvé à ce matin à Saint-Amandt, affin de donner quelque ordre à la concervation de l'abbaye laquelle estoit en hazard d'estre pillée, soub ombre du Me qu'ils ont, mais estant adverty me y suys trouvé en personne, y ay donné tel ordre, que espère pour quelque temps [il] n'y aura inconvenient, et comme aucuns de vos subjects du Chastel en Cambrésis se sont retirés ce mesme jour par devers moy, me suppliants leur vouloir donner quelque adresse

(1) Avec lui. (2) Les réformés étaient ainsi nommés dans tout le Pays-Bas.

(3) Aperçus.

devers vous, affin qu'il vous plaist avoir compassion d'eulx, comme plus à plain poldrez veoir par la requeste que je vous envoie, vous priant [d'] y avoir le regard pour vostre bien et repos et ressource [de] ces pources subjectz desvoisés soub vostre obéissance. Car il est à craindre, en cas [que] y vouldrez procéder en toutte rigueur, comme ils m'ont déclaré [que] avez faict jusques à présent, les mectrez du tout en désespoir et comme estes Sr tant catholique et zéleus du bien publicque, suis asseuré [que] y remédirez, comme il comble (1), pour le service de Dieu et le bien de vostre pays, quy sera cause que ne feray ceste plus longue, me recommandant, Monsr, bien humblement à vostre honne grâce, priant Dieu vous donner en sainte, bonne et longue vie, de Tournay, le 11^e de septembre 1566.

Souscript : Vostre bon cousin et amy à vous faire service,

P. DE MONTMORENCY.

Le sabmedy xne jour du moys d'octobre, se publicioit quelque certain placcart envoiés de la part de Monsr le R^{me} à Messieurs de la justice, lesquels se publicioient à la bertercque (2), sans l'avoir communiqué ne conseillez aux aînés, conestables et conseil de la ville ordinaires. Aulcuns, oyans qu'il détrimentoit ceulx de la religion, sans avoir patience de laisser du tout parfaire la lecture dudit placcart, firent effroye et alarmes, tellement que tout le pœuple d'icelle ville fut fort troublez. Les chastellain et eschevins avec le secrétaire de Monsr, ayant apportés ledit placcart en ceste ville, s'enfuirent tous dechà et delà mucher (3), tellement que l'on ne sceult [ce] qu'ils devindrent.

Lors le petit pœuple s'encourut à Saint-Andrieu (4) et chassèrent les moynes et les prebstres hors de la ville, sy rompirent de recef les autels et tous ce que lesdits moynes avoient restablis pour le service de la messe, conséquamment ledit petit pœuple alla derecef à l'esglise de Notre-Dame (5) et rompèrent le tout et consumèrent tout par feu en plaine halle sur la chaulchie (6).

(1) Convient.

(2) Brètesque, tribune en saillie sur la façade de l'hôtel de ville, où se proclamaient les ordonnances, bans et sentences criminelles.

(3) Cacher.

(4) Saint-André, couvent des Bénédictins et église du Cateau. Antoine de La Motte, abbé de Saint-André, accablé de chagrin, dit-on, à la vue du malheur de son monastère, fut se retirer au Quesnoy, où il mourut le 13 avril 1584.

(5) Notre-Dame et Saint-Martin, étaient les deux paroisses du Cateau. Ces deux églises ont été démolies. Saint-André, église des Bénédictins, les a remplacées depuis la Révolution. — V. Bruyelle, *Mém. de la Soc. d'Emulation de Cambray*, t. XIX, part. I.

(6) Chaussée, grand chemin.

Après ce désastre ainsy advenu, tout le peuple de la religion se rassembla au temple, là où fut conclud d'assembler Messieurs de la justice, ce que l'on ne sçavoit auleunement trouver moyen, à raison qu'ils estoient tous dispersez d'ung costé et d'autre, mais touttefois sous la promesse d'aucuns gens de bien qui les assurèrent que l'on ne leur feroit mal, sups l'après-disner ils se trouvèrent à la maison de la ville.

Ainsy à l'après-disner furent envoiés vers Messieurs quatres hommes pour requérir à Messieurs d'avoir la copie dudit placcart aussi d'entendre d'iceulx s'ilz tenoient d'avoir faict le devoir de l'avoir publié, à quoy Messieurs respondirent qu'ils avoient faict le devoir que Mons^r leur avoit chargez. Et touttefois qu'ilz ne tenoient ledit placcart publié à raison que de faict ne l'avoit esté; aussy délivrèrent copie dudit placcart contenant en soy ce qu'il s'ensieult.

Maximilien de Berghes par la grâce de Dieu, archevesque et due de Cambray, prince du Saint-Empire, comte de Cambrésis, etc. A tous ceulx qui ces présentes verront ou orront, salut et dilection : comme en plusieurs journées ympériales, mesmes en l'an mil-cinquens et cinquante et cinq en l'assemblée et journée impériale tenue en la ville d'Asbourg de par l'empereur, le Roy des Romains, les princes électeurs, princes et estatz du Saint-Empire, ayt esté sogneusement pourvu en la paix publique et de la religion, ainsy qu'il appert par les recés et constitutions sur ce faictes, lesquelles depuis en l'an LVII, cinquante et nœuf et soixante et six, par tous les estatz dudit Empire ont esté confirmées et corroborées, et qu'il soit venu à la cognoissance des estatz du cercle du Pays-Bas et Westphalique, que toute sorte de sectes reprouvées, troubles et esmotions se seroient suscitées au contraire de la paix publique et des constitutions susdites, et que icelles sectes, troubles et esmotions seroient espandues jusque en aucuns lieux de ce dit cercle; il a esté conclud et arresté de par tous les estatz d'icelluy, que toutes telles sectes soient ostées et abolies sur les peines et correction contenu audit recés, comme plus amplement appert par la résolution et arrest des estatz dudit cercle dont la teneur translaté d'allegman en franchoys s'ensieult et est telle :

Nous, les conseilliers commis et députez des estatz du cercle du pays-bas et Westphalique, sçavoir faisons, comme en ceste journée circulaire tenu à Coulogne, nous a esté véritablement rapporté, que toutes sortes de nouvelletez, désordre, esmotions et tumultes préjudiciables se seroient eslevées au contraire de la paix publique et de la religion du Saint-Empire et des ordonances de l'exécution d'icelle,

tellement que là, où on ne viendrait à y obvier par la grâce de Dieu, de prompt conseil et ayde icelles nouvelletés, esmotions et troubles viendront à avoir le dessus et introduiront plus grands et apparens troubles en la commune paix et repos publique, par où que toutes bonnes ordonnances et policie seroient renversés et abolyes, à cause de quoy, nous les estats dudit circle; veullans pour nostre debvoir obéïssamment entretenir et observer fermement les ordonnances, statuts et constitutions du Saint-Empire, et ne souffrir en ce cercle que rien soit fait au contraire, en manière que ce soit; comme aussy il n'y a chose que désirerions plus à veoir, pour le zèle chrestien et fidel soing qu'avons à l'avancement du commun repos et paix publique, que toutes indues sectes erronnées et deffendues, contraires à la paix de la religion, ensembles les assemblées et esmotions qu'ils sont escoulées jusques en aucuns lieux de ce cercle, soient par tous ostées et deffendues pour l'advenir, suyvant quoy nous avons conclud et arrêté que tel désordre, sy périlleuses esmotions, assemblées et conspirations ne aurent lieu nulle part en ce cercle, mais seront destournées et repoussées avec toute extrême diligence, et là où aucun voudroit en cecy, ou aultrement, résister par voie de fait et de force contre son supérieur, lors l'on procédera contre ceulx-là, conformément aux constitutions du Saint-Empire et des ordonnances de l'exécution d'icelles. Quant à la paix publique et de la religion, et voulons aussy en vertu de cestes, que ung chacun de ce cercle ayt entièrement à se garder et abstenir de toutes ces erronnées et deffendues sectes, ensemble de leurs assemblées et conspirations, sur les peines et corrections contenues es recés du Saint-Empire. Et, affin que persone ne prétend ignorance de ce que dessus, nous avons conclud que chacun estat et supérieur faice publier en sa juridiction et aux lieux accoustumés ceste nostre présente conclusion des estats de ce cercle. Donnée en la ville de Coulongne, le xx^e de septembre xv^e soixante et six.

Pour ce est-il que nous, ces choses considérées, désirans nous conformer comme membre des estats d'icelluy cercle à la conclusion et arrêts susdits, advons par meur délibération de conseil statués, ordonné et commandé, statuons, ordonnons et commandons par ceste, que tous prédicans, professeurs et ministres de la doctrine de Jehan Calvin et d'autres sectes erronnées, réprouvées et deffendues, ou de nouvelletés tendantz à sédition, esmotion et troublement du repos publique, ensemble leurs adhérens et fauteurs ayent à se retirer hors de nos cité et ducé de Cambray, comté et pays de Cambrésis, en dedans quinze jours après la publication de cestes, prochainement

venant sur les peines contenues ausdits recés et constitutions impériales, saulz que celluy ou ceulx quy adprésent seroient séduictz ou infectéz desdites sectes et quy se voudroient convertir et conformer à la religion, de tout temps en notre cité, ducé, comté et pays de Cambrésis paisiblement et généralement observée, se poldront insinuer à nous, ou noz députez, par le moyen de l'officier de leur résidence, en dedens les dits quinze jours (durant lesquels leur donnons et voulons estre donnés saulz conduit), pour et adfin d'estre bien et deument instruitz par les saintes lectres et en délaissant et renonçant à leur erreur avec bons propos et promesses de ne plus rethomber, les recheverons (1) bénignement en grâce et leur en doneurons absolution et pardon, et là où ils ne se voudroient laisser instruire et réduire à ladite religion, nous leur permectons de se pouvoir transporter hors d'iceulx pays avec leur mesgnier et biens librement et franchement en quelque aultre lieu où bon leur semblera, endedans le terme susdit. Aussy nous commandons, deffendons et interdisons à tous manans et habitans de nosdits cité et ducé de Cambray, comté et pays de Cambrésis, et chacun d'eulx en général et espécial, de ne tenir, ne permectre ès esglises, chapelles, maisons, granges et aultres lieulx, dedans, ne dehors les villes ou villaiges, nulles assemblées ou conventicules desdits sectaires, et que chacun desdits manans et habitans ayt entièrement à se garder et abstenir, sur les peines susdites, de toutes sectes erronnées et deffendues, ensemble desdits assemblées et conventicules mesmement en ce pays du Saint-Empire limitrophe aux princes estrangers où que telles sectes et assemblées seroient par trop dangereuses et préjudiciables, sy mandons et commandons à tous nos justiciers, officiers et ceulx de nos vassaulx et subjects et chacun d'eulx endroict soy et sy comme à lui appartiendra, que ces présentes ils publient et fachtent publier aux lieux de leur juridiction et offices; et affin que la mémoire en soiet tant plus fresche nous voullons que la publication de ces présentes soiet tous les ans renouvellez et réitérée, car telle est notre intention. Donné en nostre cité de Cambray le x^e jour d'octobre 1566.

En desoub signé M. de Berghes; sur le reply au costé dextre est escript: par Mons^r le R^{me} et Ill^{me} et signé du secrétaire de la Rue, scellé en chire rouge à double queue pendante.

La collation a esté faicte aux lectres originelles pardevant messieurs chastellain et eschevins de la ville de Chastel en Cambresis et trouvé concorder de mot à mot en tout son contenu, tesmoin le signe

(1) Recevrons.

du greffier apposé à ladite coppie par l'ordonnance de messieurs, le
XIII^e en octobre an XV^e et LXVI.

Ainsy signé: ROGIER.

Pour ce que le dit placcart ne fut totalement achevé de publier à la bertecque de ladite ville de Chastel, nous déclarons iceluy estre tenu et réputé comme pour non publié et partant de nulle effect et valleur. Faict et déclaré en pleine chambre de ladite ville de Chastel en Cambrésis le dit jour XIII^e d'octobre 1566.

Par ordonnance de mess. les chastellain et eschevins.

Signé: ROGIER.

Ayant lesdits de la religion du tout leu le dit placcart envoièrent vers messieurs chastellain et eschevins une douzaine d'hommes d'entr'eux leur proposer et alléguer les propositions par escript que s'ensieult.

Les propositions que allèguent à messieurs les chastellain et eschevins de la ville de Chastel en Cambrésis ceulx de la religion d'icelle (1).

Messieurs, ceulx de la religion réformée estans bien esmerveillés que du jour d'hyer vous avez commenché à publier quelque certain mandement et placcart envoyés par Mons^r le R^{me} pour l'abolissement de l'exercice de leur religion, lequel placcart soudainement arrivés entre vos mains le faisiez publier, sans nullement le communiquer et mettre en conseil des aysnelz et conestables de la ville. Néanmoins en tant que ledit placcart concerne le peuple et le corps de la ville, ils déclarent et protestent que vous avez grandement faillys par où vous voz monstrez purs autheurs de la sédition qu'il s'est passée du jour d'hyer, voire autant que l'avez faict de vostre propre conseil seul, sans appeler le conseil ordinaire de la ville (2). Et sur ce qu'il est advenu, ceulx de la religion réformée vous ont envoyez aucuns de leurs députez, pour entendre de vous sy vous teniez avoir faict le debvoir d'avoir mis en exécution le mandement de mondit Sr et avoir publiés le dit placcart, auxquels avez faict responce verbal, que ce que vous aviez commenché à publier que vous ne le teniez pour faict et qu'il ne seroit de valleur pour en rechercher aucuns d'icelle religion; aussy avez donné lecture ausdits de la religion du placcart, lesquels ont requis en avoir coppie soub la signature de vostre greffier: après la collation faicte à l'original par aucuns d'iceulx avec

(1) On trouve en marge, et nous transcrivons en italique et en note : *Apostilles de messieurs Chastellain, eschevins, aysnelz, conestables et conseil en pleine chambre, du XIII^e d'octobre 1566.*

(2) *Quant ad cest article, Messieurs sont bien marris de ce qu'il s'est passé; toutteffoys, ont sur ce déclaré leur intencion pour tout vuider dès hyer.*

deulx de voz eschevins; sur laquelle coppie ausy requièrent que ce que vous avez promis, que la publication n'est de nulle valeur, qu'il soit ainsy couché par escript en bas de la main dudit greffier et sous la signature d'icelluy. Et ayans leu l'original dudit placart trouvent beaucop d'articles de la part de Mons^r le R^{me} habollisans leur exercice de religion, ou en celle délibérée par les conseillers du cercle à Coulongne du xx^e de septembre dernier passés il ne s'en faict aucune mention : Sur lequel mandement et placart de Mons^r le R^{me}, iceulx de la religion demandent sy vous voudriez estre juges pour mettre en exécution les poinctz déclarés pour l'abolission de leur religion; toute foyz ils ne desirent chose plus agréable que vivre en la ville en bonne paix et amitié (1); comme ausy semblablement avez faict hyer offre ausdits députés et commis par iceulx vers vous, que vous desirez que le peuple vive en paix tant du côté de la religion romaine, que du costé d'iceulx de la religion réformée. Lesquels requièrent bien instamment faire une convention par où l'on se poldra réconcilier ensembles et que bon ordre se remectra à tout mal entendu; promectant ausy iceulx de la religion réformée de leur costé de vous donner toute adistance et faveur que la justice ayt son cours pour quoy faire ils establiront gens de bien qui vous donneront toute adistance.

Ausy requièrent que bon ordre soit mis au gheet tant de jour que de nuict et donnent leur advis de faire en manière et forme que s'ensuult.

Douze hommes seront établis pour cefs (2) de nuict, assavoir que l'un d'iceulx par chacune nuict se trouvera au gheet en la maison de la ville, en la présence duquelle se rapporteront les clefs des portes en la dite maison de ville, pour le porter en la main de Mons^r le chastellain, lesquelles clefs s'enfermeront à ung coffre ad ce servant à deulx serures, duquel coffre l'ugne des clefs se mettra en garde en la main du dit chastellain et l'autre en la main du dit cef (3).

En la maison de la ville, avec le dit cef, seront établis six hommes et deulx compaignons à marier,

(1) Réciproquement Messieurs désirent le semblable, et de leur part tiendront la main que les malentendus soient redressés.

(2) Chefs.

(3) Pour le fait du gheet, a esté arrêté qu'il se fera à l'accoustumé, mais le cef commandé au gheet sera tenu soy trouver et faire l'adsiète du gheet, s'il est en la ville. Et s'il avoit quelques empeschemens, poldra choisir quelque homme ydoine en tout ce gheet, pour luy donner ladite charge, y ausy de sa part homme suffisant à ses fraiz. Et, quant aux huict qu'ilz sont établis sur les murailles, l'on poldra choisir les thours pour les établir, les places nécessaires qu'il sera besoing, auxquels sera bailliez quelque chaulfaige. Touttefoys, si l'on pouvoit tirer le guect hors la maison de la ville, Messieurs en voudroient bien supplier.

Et sur la porte Saint-Martin deulx hommes,
 A la thour du Curet deulx hommes,
 Sur la porte Poillequien deulx hommes,
 Sur la porte Belle deulx hommes,
 A la nœufve thour deulx hommes,
 En dessous du pavillon de Mons^r deulx hommes,
 Ausquels se bailleront à chacune tour une mandelé (1) de charbon.
 Et les dits cef et gecteurs ne se poldront retirer avant premier
 avoir donné convoie à l'ouverture des portes et à chacune porte se-
 ront establis quattres portiers en personne.

Requient les dits de la religion, que le ghect demeure en la maison
 de la ville ainsy qu'en toutes aultres villes, à sçavoir : le cef de tout le
 ghect avec deulx hommes marriez et deulx compagnons à marier fai-
 sans le tour des rampars deulx foys devant minuict et deulx foys
 après minuict. Sur la porte Belle soient establis nœuf hommes, des-
 quels l'ung sera dénomé cef qu'il envoira deulx hommes pourmener
 jusques à la porte Saint-Martin et deux jusques à la porte Levesque
 et à leur retour seront envoiés deux autres comme iceulx ; sur la porte
 Saint-Martin aussy soient establis cinq hommes, desquels l'un sera
 aussy cef envoyant les deulx pourmener jusques à la porte Belle et à
 leur retour renvoira les deulx aultres faire samblablement ; soub le
 pavillon de Mons^r soient aussy establis deux hommes.

Après les portes ouvertes, les clefs se remectront audit coffre ;
 l'une des clefs se rendra au chastellain et l'autre clef se rendra au
 cef de la nuit essayant (2).

Aussy que ung chacun soiet tenu d'obéir au commandement du
 conestable commandant le ghect ordinaire, sans luy donner parolles
 injurieuses sous peine de pugnition (3).

Aussy que commandement soiet faict à aucuns séditieulx estran-
 gers demourans en ceste ville qu'ils ayent à sortir hors la ville, tant
 de l'une religion que de l'autre ; entre lesquels requièrent que ung
 grand Potier séditieulx et mauvais garchon soiet envoiés dehors (4).

Aussy qu'il plaise à Messieurs et promectent de laisser vivre iceulx
 de la religion selon le repos de leur conscience.

(1) Une mandelé, mannelée, la valeur d'une manne, c'est-à-dire un panier de charbon.

(2) *Pour les clefs, l'on prie les laisser à l'ordinaire ; toutefois, sy l'on a quelque doute à Messieurs, ils sont prest et jà contens lever leurs mains d'icelles pour en faire ce que de raison.*

(3) *L'on tiendra la main que lesdits conestables seront maintenus en telle respect qu'ils doivent estre, et sy aucuns leur dict injures, seront pugniz.*

(4) *Du Potier, Messieurs en tiendront information.*

Ainsy faisant, ilz promectent de leur costé de laisser paisibles ceulx de la religion romaine à leur volonté (1).

Tout ce que dessus lesdits de la religion réformée requièrent qu'il soit publiez, s'il samble bon à Messieurs, deffendant à toutes personnes de quel qualité qu'ilz soient de ne dire, ne proférer parolles injurieuses les ungs aux aultres tendantes à sédition, sur peine de pugnition telle que on verra au cas appartenir (2).

Né veullans aucunement en riens mèsprendre allendroict de la haulteure de sa seigneurie Ill^{me}.

Ayans ceulx de la religion réformée proposé à Messieurs chastellain et eschevins les affaires comme le tout s'estoit passé, fut traictée une réconciliation et apointement entre les catholicques et iceulx de la religion par le moyen de mesdits S^{rs} laquelle fut publiez à la bértèque par mes S^{rs} chastellain et eschevins en formé et manière qu'il s'ensieult.

Du xv^{me} octobre 1566.

Pour ce qu'il est venu en cognoissance que plusieurs mauvais garnemens et séditieux, voyans les troubles qui sont estés en la ville par le passé poldroient prendre hardiesse de faire quelque acte meschant et séditieux, au grand détriment de la paix et repos publique, pour à quoy obvier et vivre doresnavant en paix et union et tranquillité les ungs avec les aultres, sans quereller, ne débattre du faict des consciences et religions; nous chastellains et eschevins sçavoir faisons, que bonne et léal réconciliation, apointement et confédération s'est faict et contracté, passé et accordé entre nous et les bourgeois manans et habitans de ceste ville, de sorte que ung chascun vivra en l'exercice de sa religion librement et paisiblement, sans repréhension ou empeschement quelconque, hantant et fréquentant les esglises et temples chacun à son bon plaisir, conversans aussy les ungs avec les aultres amiablement et cordialement comme de tout temps s'est faict. Et pour ladite réconciliation avoir vigueur et estre tenue inviolable, nous chastellain et eschevins du grés, loz, accord et commung consentement, tant de ceulx de la religion catholique et romaine, comme de ceulx de la religion réformée de ceste ville de Chastel; prohibons et deffendons à tous bourgeois manans et habitans de ceste ville et banlieue de quelque estat, qualité ou religion qu'ilz

(1) Messieurs déclarent qu'ils n'entendent et ne veulent troubler personne pour le faict de sa religion.

(2) Messieurs espèrent la réciproque de ceulx de ladite religion réformée. L'on poldra réitérer les publications sur ce faictes affin que chacun puist vivre en en paix.

soient, qu'ils n'ayent doresnavant à menascher, molester ou troubler persone pour le faict de sa religion, ny pour exercice d'icelle, ne faire ou drescher conspirations, mutineries, séditions, monopoles, tumultes ou troubles dedans ne dehors la ville, en fachon que ce soit ou puist estre, soit contre les prebstres, religieux, religieuses ou ministres, ny injurier, blasphémer, ne mal parler d'iceux en aucune manière, ains laisser chacun en paix, à peine d'estre pugniz comme rebelles et fracteurs de la paix et repos publicque selon la qualité du inésus dont persone ne sera espargné.

Le translat d'alleman en franchoys d'ugne lectre que les estats du cercle de Westphalique escripvent à ceulx du Chastel en Cambrésis.

A honestes, nos bons amys bourgmaistres, eschèvins, jurés, conseil et communauté de la ville de Chastel en Cambrésis. Nos recommandations prémisses, honestes et bons amis, il nous a estéz puyz peu de jour véritablement remonstré, comme par vous seroient entreprinsez toutes sortes de griefves, irraisonables et dangereuses nouvelletez et rebellion allencontre votre clément prince et seigneur ordonné de Dieu voire supérieur, au troublement de la commune paix et repos; et oultre ce, contre la paix publique et la religion du Saint-Empire, et espécialement, que vous vous estez fortifiés et enclos en la villette nommée chasteau en Cambrésis, quy appartient en toute haulteté et supériorité à sa grace R^{me}, laquelle vous détenés forcément mesmes y ayant dresché ung fort, Que avez desmis sans nulle raison les pasteurs et prédicateurs que sa grace y avoit institué et comis; et en lieu d'eulx y avés establis désordonement aultres docteurs des sectes erronnées et deffendues, et contempteurs des sacrements, Qu'avez prins et usurpez l'autorité deubz au magistrat, rompus les esglises et cloistres, les ymaiges et aultres y trouvéz, jectés hors et bruslez plusieurs honestes persones ecclesiastiques de bonne conversation et mœurs, desnusés leur bien et avoir, et enchassé hors de ladite villette, aussy que le mandat que cy-devant par les estatz de ce cercle inférieur et westphalique a esté décrété et publié de la part de leurs clémentz princes et seigneurs supérieurs pour restablir et maintenir la paix commune et de la religion et destourner toutes sortes de tumultes et questions préjudiciables a esté par vous rejectés et vous y estes opposés d'une prompte et dangereuse volonté, et autrement, Que usez encoir de toutes aultres sortes d'insolence et voie de faict, ce que d'une contristé affection avons bien enuiés, entendu et d'autant plus que par tel désordre, maintien et esmotion est diminué l'auctorité ordinaire de la civile police et souveraineté du

prince et magistrat, ains que ce que la paix intérieur et extérieur en plusieurs endroit en est perturbée, villipendée; suyvant quoy comme vous debvez estre souvenantz du recès de la journée impériale tenu en Ausbourg en l'an cinquante-et-cinq, auquel est comprinse la paix publique et de la religion et que pour obtenir, establir et maintenir le repos et sceureté publique, il n'est permis à personne d'introduire en faict de la religion, nouvelles, erronées et préjudiciables sectes, et n'y adhérer, ne se rebeller contre son supérieur par dangereuses esmotions, ny d'oster les bonnes et saintes ordonnances et cérémonies, ny aussy les monastères, esglises et cloistres, et n'expulser les persones ecclésiastiques d'iceulx de leurs biens; mais au contraire, tenus et obligez communement de faire ce quy importe à l'avancement de tout ce que poldroit servir à l'union chrestienne de la paix et repos, comme le pouvez avoir entendu par le devant dict mandat, par où vous pouvez mesme considérer que telles griefves et dangereuses nouvelletez à nous remonstrées, rebellion, forces et entreprises, ne vous sont en nulle manière décentes, ny à tolérer, partant est aultrefois au nom que dessus nostre exprès intention et désir que cessés, et vous abstenés desdites indécentes, irrasonables et deffendues choses, aussy que vous vous montrez obéissans à vostre supérieur, deument ordonnez, et que avec ce, adsistez à tellement redresser les affaires, que toutes désordres dhommageables et irrasonables, soient ostenz et que la commune paix intérieur et extérieur soit plantée et tenue et que obviez à tout ce que poldroit faire au contraire, comme nous espérons aussy au nom de nos élémentz princes et seigneurs supérieurs que ferez ce quy est en soy équitable, honeste et chretien; car là où vous n'ensuyerez effectivement ce que dessus, pour meurement considérer les voyes et moyens des quelz aultrement l'on poldra user contre vous en vertu de la paix publique et des ordonnances de l'exécution d'icelle, ce que toutesfoys aymerions beaucoup mieulx délaissier, nous recommandant avec ce au tout-puissant. Donné à Coulongne le xxv^e octobre 1566.

Les estatz du cercle inférieur et westphalicque et les conseillers et ambassadeurs des absents en ceste présente journée de probation icy assemblez.

En xxv^e avril 1567.

Le contenu en ce registre a esté recognue et veriffiée par Jacques Desquesnes affirmant le tout estre escript de sa main selon qu'il en a dict par ses depositions et Jehan Rogier qui afferme ladite main escripte.

Le manuscrit des troubles du Cateau se termine de la sorte, sans nous instruire autrement de la fin de la révolte. Les détails que nous trouvons dans d'autres documents du temps nous permettent de compléter en gros la chronique de Jacques Desquesnes (1).

(*La fin au prochain Cahier.*)

CHANSONS SPIRITUELLES DU XVI^e SIÈCLE.

SONNET SUR LE LEVER DU SOLEIL.

1569 [2]

Nous avons promis (t. II, p. 16) de publier les principales pièces de poésie huguenote du XVI^e siècle, que M. E. de Fréville a indiquées à la suite de son travail sur les *Livres et Chansons prohibés par l'inquisiteur de Toulouse*. Le manque de place nous a fait ajourner l'exécution de ce projet. Nous donnons ici l'un des plus délicieux morceaux que contienne le recueil des *Chansons spirituelles à l'honneur et louange de Dieu et à l'édification du prochain*. (in-16. s. l. MDLXIX. 4^{re} partie, p. 121). C'est le sonnet, ou mieux, le bijou poétique, que M. de Fréville a mentionné sous le n^o 8.

Chanson spirituelle.

Jà le voile de la nuit
 Petit à petit s'efface,
 Et les astres donnent place
 Au beau Soleil qui les suit.
 Sus, mon cœur, pren ton déduit
 A chanter devant la face
 Du Seigneur qui, par sa grâce,
 Le temps gouverne et conduit.
 Seigneur ! qui de ce Soleil
 Fais le rayon nompareil
 Sur bons et sur mauvais luire,
 Illumine nos esprits,
 Pour, au céleste pourpris,
 Heureusement les conduire.

(1) Jacques Desquesnes, frère d'Anthoine Desquesnes, sans doute scribe du Consistoire, soutint un interrogatoire le 25 avril 1567, et subit probablement le même sort que son frère, lequel fut pendu.

LES DEUX TEMPLES DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE PARIS

SOUS L'ÉDIT DE NANTES.

II.

LE TEMPLE DE CHARENTON.

1606-1685.

*« Si je t'oublie, Jérusalem, que ma droite
s'oublie elle-même..... »*

PSAUME CXXXVII, 5.

LE PREMIER TEMPLE DE CHARENTON — TITRES AUTHENTIQUES, DOCUMENTS OFFICIELS, INÉDITS OU ORIGINAUX. — TOPOGRAPHIE. — L'ESTOILE. — CASAUBON. — LE DUC DE LA FORCE. — SULLY, ETC.

1° Depuis l'établissement (1606), jusqu'à la mort de Henri IV (1610).

Nous avons donné tout ce qu'il nous a été possible de recueillir sur le temple d'Ablon (V. t. II, p. 230, et ci-dessus, p. 148). Nous voici arrivés à l'établissement du temple bien autrement fameux qui le remplaça, et nous abordons cette seconde chronique, bien autrement riche et longue que la première. CHARENTON, ainsi que nous l'avons déjà dit, fit bientôt oublier ABLON, qui n'avait duré que l'espace de six années assez paisibles, et avait sans doute été toujours considéré par les protestants comme un provisoire. Le temple de Charenton fut au contraire d'une conquête difficile et d'une possession sans cesse contestée; il fut, pendant près de quatre-vingts ans comme la métropole et le principal théâtre de la controverse huguenote; il eut le privilège de résumer en quelque sorte les Eglises réformées du royaume, ainsi que Paris ou Versailles résumait les provinces, et il tira un renom immortel, non-seulement de son existence guerroyante et pleine d'incidents, mais aussi de ses malheurs et de sa ruine, qui fut celle même du protestantisme français.

Mais si Charenton a laissé un nom impérissable dans les fastes de l'histoire, s'il a légué une tradition illustre et vénérée à ces fidèles restés en France *sous la croix* ou dispersés par le *refuge* dans les deux mondes, — tradition qu'ils ont transmise à leur tour à de nombreuses générations, — ce n'est pas à dire pour cela que ce soit une monographie toute faite, ou dont les matériaux se trouvent à peu près disposés sous la main. Non, ces matériaux ont aussi subi le sort du temple et du troupeau. Mutilés, disséminés, enfouis, partout où ils ont survécu aux catastrophes séculaires, i

faut partout les rechercher, si l'on veut essayer de reconstituer avec quelque suite ces laborieuses annales. Nous l'avons fait autant que cela nous a été possible, et nous allons présenter le résultat de nos investigations.

On a vu (t. II, p. 250) que l'exercice du culte réformé avait été fixé à Ablon le 14 décembre 1599, en exécution de l'article XIV de l'Edit de Nantes, et du XXXIII^e des articles secrets (1); et l'on a vu aussi combien étaient légitimes les doléances formulées, dès 1601, sur les intolérables inconvénients que présentait cet exercice à quatre lieues et demie de Paris (*Ibid.* p. 253). Henri IV et son conseil avaient pourtant répondu que l'on n'y pouvait rien changer. Mais des réclamations aussi motivées ne pouvaient manquer de se reproduire à chaque occasion. Les faits ne parlaient pas seulement, ils criaient; on a pu en juger par les détails contenus au journal de Casaubon. Était-il étonnant que des enfants, portés à Ablon pour y être baptisés, fussent morts en route ou par suite du voyage même? Des catholiques, avec leur opinion sur la nécessité du baptême, pouvaient-ils laisser subsister un tel état de choses? Les étrangers et les seigneurs de la cour se plaignirent, dit Benoît, qu'il leur était impossible de rendre leurs devoirs à Dieu et au Roy dans un même jour, à cause de cette grande distance où ils étaient obligés d'aller faire leurs dévotions. Nous apprenons par un passage de l'autobiographie déjà citée de Pierre Du Moulin, qu'en 1605, à l'assemblée politique de Châtelleraut, on se préoccupa sérieusement de cette situation et l'on agit vivement auprès de Sully, qui avait alors ses raisons pour se faire prier, mais aussi pour se faire valoir, auprès de ses coreligionnaires, par quelque service d'importance.

« L'an 1605, au mois d'août, dit Du Moulin, je fus député pour me trouver en l'assemblée politique générale à Châtelleraut, où se trouva M. le duc de Sully, envoyé par Sa Majesté; cette assemblée ne dura que quinze jours. J'insistay fort envers l'assemblée que la demande de l'approchement de l'Eglise de Paris ne fust point mise au cahier des demandes qu'on dressoit en l'assemblée pour les bailler

(1) Pierre Du Moulin, dans une autobiographie publiée par le journal *Le Protestant*, en 1832 (p. 127), dit qu'auparavant « l'exercice ordinaire se faisoit à « Grigny, chez M. Des Bordes Mercier, à cinq lieues de Paris. » Il ajoute que, « l'an 1601, le lieu d'exercice fut approché d'une lieue et mis à Ablon, à quatre « lieues de Paris. » Ce document nous avait échappé, lors de notre premier travail. Il nous fait connaître l'antécédent immédiat du temple d'Ablon, Grigny. Du Moulin dit ailleurs que « l'exercice fut mis à Grigny, » après le départ de Madame, sœur du roi, pour la Lorraine, au printemps de 1599. On vient de voir qu'il avait lieu chez Josias Mercier, sieur Des Bordes, notable personnage. (V. son art. dans la *France protestante*.)

Quant à cette date de 1601, qu'il assigne à la translation de l'exercice de Grigny en ce dernier lieu, faut-il en conclure que les lettres patentes du 14 décembre 1599 n'auraient reçu leur exécution que quatorze ou quinze mois plus tard?

aux députés généraux, mais que M. le duc de Sully, qui alors estoit en grand crédit, fust nostre député pour cet article. L'assemblée eut beaucoup de peine à obtenir de lui qu'il se chargeast de cette demande; mais enfin il s'en chargea, et cela réussit, car à Noël de la même année, il fit cette demande au Roy qui luy accorda sa demande, laquelle ne fut exécutée que l'année suivante, et nostre exercice, par la volonté du Roy, fut mis à Charenton-Saint-Maurice, à une demi-lieue de Paris, où il est encore maintenant.»

Ainsi, d'après ce témoignage, c'est Sully qui aurait obtenu du roi cette modification déclarée chose impossible quatre ans auparavant. Mais n'oublions pas de rappeler que Calignon, chancelier de Navarre, avait, lui aussi, fortement contribué à préparer l'adoption de cette mesure à laquelle il survécut à peine (*V. t. II, p. 258, note*) (1).

Si l'on en croyait les écrivains du clergé, notamment les prêtres Jacques Le Fèvre et Soulier, le changement du lieu d'exercice des protestants aurait été entre le roi et eux un échange de concessions. On ne leur aurait accordé la faveur de se rapprocher de Paris qu'à la condition qu'ils renverraient à l'année suivante le synode national qu'ils devaient tenir à La Rochelle, ce qui faisait grand'peur à Sa Majesté, à cause du prochain baptême du Dauphin et de Mesdames de France, et de la présence des légats du pape à cette cérémonie. Mais nous ne trouvons cette circonstance alléguée que par les auteurs en question, et ils avaient certainement moins à cœur de dire la vérité, que de jeter de l'odieux sur le temple des protestants de Paris et d'en justifier la suppression.

Quoi qu'il en soit, les lettres patentes de Henri IV furent signées le 4^{er} août 1606, et celles-là du moins, nous en avons le texte. Le voici (2) :

(1) « Ce fut par son intercession que les protestants de Paris obtinrent du Roi que l'exercice de la religion se feroit à Charenton, au lieu qu'auparavant il se faisoit à Blond (*sic* pour Ablon), qui est un village sur la rivière de Seine, éloigné de Paris de 4 ou 5 lieues. » (Teissier, *Eloges des savants tirés de l'Hist. de M. de Thou*, t. IV, p. 512, article *Calignon*. Ed. de Leyde, 1715, in-12.)

(2) D'après l'ouvrage assez rare de J. Le Fèvre, prestre et docteur en théologie de la Faculté de Paris, intitulé : *Recueil de ce qui s'est fait en France de plus considérable contre les Protestants, depuis* (*sic*) *la révocation de l'Edit de Nantes, avec une préface, pour justifier la conduite qu'on a tenue dans ce royaume pour porter les Prétendus Réformez à se réunir à l'Eglise*. 1 vol. in-4^o de 687 p. Paris, 1686. Avec dédicace au Roi. Il y a en outre, avec une pagination distincte, une *Liste des temples abattus depuis le règne de Louis le Grand*, en 48 pages; une *Conférence*, etc... en 96 p.; enfin, une *Quatrième partie*, de 38 p., contenant la *révocation de l'Edit de Nantes, et les Edits, déclarations et arrêts rendus depuis*. Ce dernier titre montre bien que le premier dit justement le contraire de qu'il devrait dire, car c'est, d'intention et de fait, un recueil de ce qui a été accompli en France contre les protestans, *depuis* et y compris l'Edit de Nantes jusqu'à sa révocation. Nous ferons à cet ouvrage plusieurs emprunts, que nous avons eu soin de contrôler par les manuscrits, autant que possible.

Lettres patentes.

HENRY, PAR LA GRACE DE DIEU, ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE, à nos amez et féaux conseillers en nostre conseil d'Etat, les sieurs de Chateau-Neuf et de Jeannin, salut.

Vous ayant cy-devant commis pour voir et visiter les villages d'Ivry et Charenton-Saint-Maurice, qui nous avoient esté nommez par nos sujets de la religion prétendue réformée résidans en nostre bonne ville de Paris, avec supplication de leur accorder l'un d'iceux pour y mettre l'exercice de leur religion, au lieu de celuy d'Ablon, qui est tant éloigné de ladite ville, qu'ils ne peuvent aller ny revenir en un jour, même (*surtout*) en temps d'hyver qu'avec grande incommodité, ny y porter leurs enfans pour les y faire baptiser sans péril, en les exposant à l'injure de l'air par un si grand chemin, et depuis oüy sur ce vostre rapport. Nous avons ordonné pour aucunes bonnes causes et considérations que ledit exercice seroit *transféré du dit lieu d'Ablon en celuy du dit Charenton-Saint-Maurice*. A CES CAUSES, Nous vous avons derechef commis et députez, commettons et députons par ces présentes pour vous transporter au dit village de Charenton-Saint-Maurice, afin d'y establir le dit exercice, aux lieux et endroits que vous jugerez les plus commodes, et de ce faire donné toute autorité et pouvoir, même d'y procéder nonobstant oppositions ou appellations quelconques dont nous avons réservé la connoissance à nous et à notre conseil, et icelle interdite à tous autres juges et officiers, auxquels nous enjoignons, et à tous nos sujets, de quelque qualité et condition qu'ils soient, de vous obéir és choses susdites, CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. Donné à Fresne, le premier jour d'aoust, l'an de grâce mil six cens six, et de notre règne le dix-septième.

HENRY.

Et plus bas :

Par le Roy,

DE LOMÉNIE.

On voit par ce document que les conseillers d'Etat Châteauneuf et Jeannin, avaient procédé préalablement à une reconnaissance des lieux où il s'agissait d'établir l'exercice du culte réformé, à Charenton-Saint-Maurice⁽¹⁾. Il semble qu'il n'y eût plus qu'à exécuter l'édit royal, et en effet l'histoire, qui ne descend pas dans ces détails, se contente généralement d'ajouter que,

(1) Benoît dit que les protestants avaient demandé l'une ou l'autre de deux localités qu'ils avaient désignées. Charenton était l'une des deux; on vient de voir par les lettres patentes de Henri IV que l'autre était Ivry. (V. sur la Carte ci-après p. 437.)

quelques jours après, les réformés furent mis en possession. Mais cela n'allait pas sans encombre et sans coup férir ! On vient de voir que les lettres patentes réservaient au roi et à son conseil la connaissance de toutes oppositions ou appellations quelconques. C'est que le rédacteur desdites lettres patentes savait bien à qui les réformés allaient avoir à faire ; il savait qu'en les établissant à Charenton, on leur donnait pour hôte en quelque sorte un homme avec lequel il fallait se préparer à compter : c'était Jean Le Bossu, secrétaire du roi, seigneur de Charenton, entre autres lieux.

Ce n'est pas un des côtés les moins curieux de notre sujet que la conduite de ces catholiques et opiniâtres. Le Bossu, de ces terribles suzerains du lieu, à l'encontre de notre temple huguenot, pendant toute la durée de son existence et même après sa chute. Ce sont quatre-vingts années de protestations, réserves, oppositions, appellations, enfin comme dans les *Plaideurs* :

Quatorze appointements, trente exploits, six instances,
Six-vingts productions, vingt arrêts de défenses!...

C'est une procédure qui se lègue et se poursuit de père en fils, et de bis-aïeul en arrière-petit-fils : on dirait les imprécations et le ressentiment de Camille, ou la colère épique de Junon, cette colère tenace (*memor ira*), ou bien encore l'acharnement de Vénus

. tout entière à sa proie attachée.

Nous devons parler de cette longue série d'actes possessoires, conservatoires, au besoin agressifs, à mesure qu'ils se présenteront à nous. Le premier est du lendemain même des lettres patentes qu'on vient de lire, ou plutôt cette pièce prouve que Jean Le Bossu n'avait point attendu les lettres royales contre lesquelles il proteste, et avait déjà, le 22 juillet précédent, adressé une requête à Sa Majesté pour prévenir, s'il se pouvait, et conjurer l'*entreprise*. Appelant à son aide le prévost et les échevins de la ville de Paris, il les supplie de faire cause commune avec lui, et il obtient d'eux de recevoir du moins ses protestations, dont on dresse le procès-verbal suivant (1) :

*Verbal à cause des poursuites faites par les religionnaires pour établir à Charenton
l'exercice de leur religion.*

Le mercredi 2^e jour d'août 1606, environ les quatre à cinq heures de relevée, est comparu en personne, au bureau de ladite ville, M^r Jehan Le Bossu, conseiller, notaire et secrétaire du Roy, maison et couronne de France et des finances de Sa Majesté, seigneur de Charenton-Saint-Maurice, des fiefs de la Chaussée et de Saint-Marcel, auquel estoient messieurs de Saiuctot, de la Haye, de Flecelles et Belin, eschevins de ladite ville, auxquels il a remonstré que sur la poursuite

(1) *Archiv. imp.* Registres de l'Hôtel de Ville, H. 1794, f^o 126, et J. Le Fèvre, *Recueil* etc. (déjà cité), p. 14.

faicte par aucuns de la religion prétendue réformée de faire establir l'exercice de ladite religion prétendue réformée audit village de Charenton-Saint-Maurice, il a présenté sa requeste au Roy et à nos seigneurs de son conseil d'Estat, narrative que par les édicts faicts par Sadite Majesté en faveur de ceulx de la religion prétendue réformée, il est expressément porté que es villages des hault justiciers catholiques de ce royaume, il n'y pourra estre fait aucun exercice de ladite religion prétendue réformée sans le gré et consentement desdicts seigneurs hault justiciers, que luy estant de ceste qualité seul seigneur et hault justicier dudit village de Charenton-Saint-Maurice, il supplioit très humblement Sadicte Majesté conformément à sesdits édicts, deffence leur estre faicte de faire aucun exercice de ladite religion prétendue au dedans de son dit village et es environs, et d'autant qu'il semble que cela concerne l'intérêt du publicq mesme de ladite ville en advertissoit les dits sieurs prévost des marchans et eschevins, pour adviser et considérer s'il estoit expédient pour le devoir de leur charge d'en faire de leur part très humble remonstrance à Sadite Majesté, pour y donner empeschement, et où ils trouveroient ne le pouvoir ny devoir faire les requeroit ledit Le Bossu luy estre par eulx donné acte de sa comparution, remonstrance et déclaration, et ce jourd'huy lundy, septième dudict mois, ledict Le Bossu est venu et comparu derechef audict bureau, et supplie bien humblement lesdicts sieurs prévost des marchands et eschevins luy faire délivrer ledit acte par luy requis à ce que à l'advenir il ne luy puisse estre imputé ny à ses successeurs ledict établissement de l'exercice de ladite religion prétendue réformée avoir esté fait au village de Charenton-Saint-Maurice ou environs, de son gré et sentence ou connivence, ce que lesdits sieurs prévost des marchands et eschevins luy ont accordé et octroyé.

On voit quelles étaient les prétentions de Jean Le Bossu.

Le fief dit de *La Rivière* (ou de *Thérrouane*), situé au bord de la Marne, en amont du pont, appartenait aux seigneurs mêmes du bourg du Pont de Charenton, qui y avaient bâti leur château, ou, comme on l'appelait communément, *le grand hôtel de Charenton*. Cet hôtel, composé de deux maisons, avait été réservé en 1605 par les héritiers du chancelier Olivier, seigneur de Charenton, et l'un des aïeux maternels de Jean Le Bossu, lorsqu'ils avaient vendu à Charles de Malon, seigneur de Bercy, leur seigneurie du bourg de Charenton, avec la plus forte partie du fief de la Rivière, et les deux maisons avaient été, par un contrat particulier, commuées de fief en roture (1). C'est en cet état qu'elles furent acquises par Guillaume de L'Aubespine, sieur de Châteauneuf, et lorsque le roi eut décidé d'y permettre l'exercice des réformés, elles furent à cet effet transportées par ledit Châteauneuf au sieur Gilles de Maupeou, duquel transport fut passé contrat le 23 août 1606. Voici la teneur de cet acte et de la déclaration par laquelle

(1) V. Hérisant fils, *Nouvelles recherches sur la France*, 2 vol. in-12. Paris, 1766, t. I, p. 180. — *Bibl. hist.* de Fontette, 34795.

M. de Maupeou fit connaître qu'il s'était porté acquéreur au nom et profit des habitants de Paris professant la religion, moyennant la somme de sept mille livres par eux fournie, et afin d'y établir l'exercice de leur culte suivant l'édit royal du 4^{er} dudit mois :

Contrat d'acquisition de l'Hostel de la Rivière par M. de Maupeou, et déclaration faite par iceluy que ladite acquisition est pour et au nom et profit de ceux de la R. P. R., pour y estre fait l'exercice de leur religion.

PARDEVANT Simon Moufle et Jean François, nottaires du Roy, nostre Sire, en son chastelet de Paris, soubz signez, fut présent en sa personne hault et puissant seigneur messire Guillaume de L'Aubespine, chevallier, seigneur de Chasteau-neuf-sur-Cher, Haulterive, Beauvoir, Rousson en Berry et de Montgognis en Touraine, conseiller du Roy en son conseil d'Estat, demeurant à Paris, rue de Bétizy, paroisse de Saint-Germain de l'Auxerois, lequel, de son bon gré et bonne volonté, sans aucune force ny contrainte, sy comme il a dit, a reconnu et confessé, et par ces présentes confesse avoir vendu, cédé, quitté, transporté et délaissé, et par cesdittes présentes, vend, cedde, quitte et transporte et délaisse du tout, dès maintenant à tousjours, a promis et promet garantir de tous troubles, destourbiers et autres empeschemens généralement quelsconque, à messire Gilles de Maupeou, conseiller du Roy en son conseil d'Estat, et intendant de ses finances, demeurant à Paris, rue des Mauvais-Garçons, paroisse Saint-Sulpice, à ce présent et acceptant achepteur et acquesteur pour luy ses hoirs et ayans causes au temps à venir, *une maison assise à Charenton-Saint-Maurice, vulgairement appelée L'HOSTEL DE LA RIVIÈRE*, contenant plusieurs édifices séparez et deux murailles, l'une pour l'hostel et manoir du seigneur, où il y a un grand corps d'hostel, un portail à tournelle de pierre de taille, salle, galleries, cour, caves et estables; plus un autre petit corps de logis, cy-devant achepté par le feu sieur D'Allenville, du sieur de Dorée, advocat en parlement, avec un petit jardin clos de murailles, avec une thoise de terre de largeur et profondeur, à prendre par le bas dans la Cerizaye, tout le long du chemin, vis-à-vis la ditte maison, autant qu'en emporte laditte Cerizaye, le long du chemin de laditte grande maison, d'une part, à laditte petite maison, d'autre; à la rivière qui va au moulin du sieur Le Bossu, par derrière; au chemin de la rivière qui va audit moulin, par devant, sur la rue qui va audit lieu, les lieux ainsy qu'ils se poursuivent et comportent et tendent de présent de toutes parts, et de fonds en comble, audit sieur vendeur, appartenants de son conquest par luy fait, de noble homme maistre Honnorat Guérin, advocat en la cour de parlement à Paris, au nom et comme procureur de messire François de Chanvigny, *aliàs* de Bellot, escuyer, seigneur dudit lieu, comme appert par contract passé pardevant Jacques Morel et Pierre de Briquet, nottaires audit Chastellet, le quatriesme jour de septembre mil six cents cinq, ratiffié par ledit seigneur de Chamvigny, par acte passé pardevant Bérrier, nottaire royal, présens tesmoins, le dernier jour de septembre 1605, et par iceluy acte, ledit René Belot a promis faire ratiffier ledit contract de vendition par dame Marie Climert, son espouze, et laquelle maison et lieux présentement vendus, appartenoié et estoient advenus et escheus à laditte dame Marie Ollivier,

par partage fait avec ses frères et sœurs, pardevant maistre Charles Bourdureau, commissaire et examinateur audit Chastellet, le samedi 19^e jour de décembre 1588, icelle maison et lieux tenants en fief, foy et hommage du sieur Le Bossu, seigneur de Charenton-Saint-Maurice, à cause de son fief de la Chaussée, et chargez envers luy des droicts et devoirs seigneuriaux quand le cas y eschet, pour toutes et sans autres charges, franche et quitte de tous les droicts et arrérages, jusques à huy, pour en jouir par ledit sieur Maupeou, acheteur, sesdits hoirs et ayans causes, comme des choses à luy appartenants de vray et loyal acquest, cette présente vente, faite à la charge de laditte foy et hommage seulement, et oultre moyennant la somme de sept mil livres tournois, à sçavoir trois mil livres tournois pour le remboursement de pareille somme de trois mil livres, par luy payée à la damoiselle de Boisregnault en l'acquit dudit sieur de Chamvigny, suivant ledit contract d'acquisition, cy-devant datté, et la somme de quatre mil livres tournois, à laquelle somme se sont trouvez monter, par le calcul qui en a esté fait, les réparations et améliorations qui estoient utiles et nécessaires, faits et fait faire par ledit sieur de Chasteauneuf en laditte maison, laquelle somme de sept mil livres tournois ledit sieur de Chasteauneuf a confessé et confesse avoir eüe et receue dudit sieur acheteur, qui luy a laditte somme baillée, payée, comptée, nombrée et dellivrée réellement comptant, présens les nottaires soubz signez, en pièces de seize sols, le tout bon, et ayant de présent cours, des poids et prix du Roy, suivant les édicts et ordonnances. Dont il s'est tenu et tient pour bien content, et en quitte ledit sieur acheteur et tous autres, transportant tous droicts, etc. Dessaisissant, etc., voulant, etc., procureur, etc., le porteur, etc., donnant pouvoir... Et pour plus grande seureté de laquelle garantye, ledit sieur vendeur a présentement baillé et mis èz mains dudit sieur acheteur ledit contract d'acquisition cy-devant datté, signé Morel et de Briquet, au bas duquel est la ratification d'iceluy, faite par ledit sieur de Bellot, signée *F. de Bellot, Bergier, D. Charziat et Bergier*, et coppie de l'arrest de la Cour, du 8^e juillet 1600, donné au profit de messire..... Saladin D'Angleure, baron dudit lieu, demandeur, en exécution d'arrest de la Cour, du 20^e febvrier, et de dame Anne de Balzac, femme autorisée par justice de messire François de L'Isle, chevallier, sieur de Treigny, deffendeurs et demandeurs, promettant, etc., obligeant, etc., renonçant, etc.... — Fait et passé en l'hostel dudit sieur de Chasteauneuf, avant midy. L'an mil six cents six, le mercredy vingt-troisième jour d'aoust, et ont signé, ainsy signé en la minutte des présentes, etc., L'Aubespine, Chasteauneuf, Maupeou, Moufle et François, nottaires (avec paraphes).

Et au dos est escrit :

Ledit sieur Maupeou confesse et déclare que l'acquisition par luy faite dudit sieur de Chasteauneuf de la maison et lieux mentionnez au contract de ce, fait et passé ce jourd'huy pardevant les nottaires soubz signé, est pour au nom et profit des habitans de cette ville et faubourgs de Paris, faisants profession de la R. P. R., pour y estre fait l'exercice de leur ditte religion, suivant l'édict et permission du Roy, lesquels habitans luy auroient baillé et fourny laditte somme de sept mil livres pour faire laditte acquisition, à cette cause, en temps que besoin est ou seroit, ledit sieur Maupeou, fist, fait par ces présentes cession et transport de la-

ditte acquisition sans aucune garantye, ny restitution de deniers envers lesdits habitants, ce acceptans par noble homme maistre Christophle Bochart, sieur de Menillet (1), advocat en parlement, maistre Hélié Bigot, aussi advocat en Parlement, noble homme Jean Guiton, secrétaire de la chambre du Roy, à ce présents, pour en jouir, transportant, etc., dessaisissants, etc., voulant, etc., procureur le porteur, etc... Donnant pouvoir..., promettant..., obligeant, etc., renonçant, etc. — Fait et passé lesdits jour et an et lieu cy-devant, ainsy signé en la minutte des présentes, *Maupeou, P. Bochart, Bigot, Guiton, Moufle et François*, nottaires (avec paraphes) (2).

Trois jours après (le 26 août), les commissaires royaux installèrent officiellement les réformés dans la jouissance du fief de *La Rivière*, en la personne de leurs deux mandataires, les sieurs De La Noue et Bigot. Ils dressèrent procès-verbal, et nous lisons dans un factum de 1687 que « ayant mandé le « seigneur du lieu, Jean Le Bossu, bisayeul du suppliant, ils lui firent sçavoir « que c'estoit l'intention du Roy et lui deffendirent de sa part d'y former « aucun empeschement, à peine d'encourir son indignation, et un ordre « aussi précis luy ayant encore esté confirmé par le sieur de Sillery, lors « garde des sceaux, ledit sieur de Charenton voyant que la disposition formelle des édits de pacification et principalement de celui de Nantes ne « pouvoit empescher cet établissement, et que l'on le privoit aussi d'user « de son droit de retenue féodale, quoique la maison du fief de *La Rivière* « eust esté l'ancien manoir de la seigneurie de Charenton qu'il avoit grand « intérêt de réunir, il se servit du dernier moyen qui luy restoit et qui luy « fut secrètement permis, afin de conserver ses droits pour un temps favorable, qui fut de réitérer ses protestations par devant deux notaires au « Chastelet de Paris, le 29 du mesme mois d'aoust 1606 (3). » Le procès-verbal dressé en cette occasion mérite d'être rapporté ici :

Procez-verbal des commissaires du roy, pour l'établissement de l'exercice de la religion prétendue réformée à Charenton.

Du 26 aoust 1606.

Guillaume de l'Aubespine, sieur de Chasteau-Neuf, et Pierre Jeanin, sieur de Monlieu, conseillers d'Etat, en conséquence des lettres patentes du 1^{er} aoust 1606, s'étant transportez le 26 dudit mois d'aoust au village de Charenton-Saint-Maurice, avec les sieurs de la Noue et Bigot, députez de la R. P. R., pour l'établissement de l'exer-

(1) Frère aîné de René Bochart, pasteur de l'Eglise de Rouen, qui fut père du célèbre Samuel Bochart.

(2) *Arch. imp.* S. 4668.

(3) *Ibid.*

cice de ladite religion : et ayant considéré ce lieu, ils ont trouvé que ledit exercice ne pourroit estre mis plus commodément qu'en la maison nommée plus communément la *maison de la Rivière*, ayant autrefois appartenu à Monsieur le chancelier Ollivier, et à présent à Monsieur de Maupeou, intendant des finances, qui consent ledit établissement et exercice estre fait en sa maison.

Pourquoy lesdits sieurs commissaires, en vertu desdites lettres patentes, établissent le dit exercice en la dite maison, au lieu de celuy qui souloit estre au village d'Ablon avec deffenses de les troubler au dit exercice, attendu que c'est l'intention de Sa Majesté.

Et ont signé (1).

Enfin, dès le lendemain de l'installation civile, le dimanche 27 dudit mois d'août, eut lieu l'inauguration religieuse.

« En ce mois d'aoust, dit L'Estoile en son *Journal*, et le dimanche 27 d'iceluy, on commença à prescher à Saint-Maurice, près le pont de Charenton, l'exercice de la religion qui se souloit faire à Ablon ayant esté rapproché de deux lieues et transféré là sous la permission et commandement de Sa Majesté, qui, pour l'autorizer, y envoya des archers et un exempt des gardes, afin de contenir le peuple en son devoir. L'assemblée estoit de trois mille personnes ou environ. »

Il paraît, par le silence des chroniqueurs à cet égard, que les choses se passèrent d'abord assez tranquillement. Mais le feu couvait sous la cendre. Les bonnes âmes ne manquèrent pas pour faire lever, dans cette pâte si maniable de la populace des faubourgs, les ferments qu'y jetait l'opposition du seigneur Le Bossu, habilement exploitée par le clergé catholique. Henri IV, qui avait l'expérience de ce qui lui était arrivé pour l'Edit de Nantes, avait agi tout seul, cette fois, de « son autorité privée et science certaine ; » il s'était passé du concours, ou plutôt du contrôle de Messieurs de la Cour, comme il avait déjà fait sans doute pour Ablon, et les adversaires des huguenots, profitant de cette circonstance, allaient redisant que les lettres patentes du 4^{er} août n'avaient point été présentées à la vérification et à l'enregistrement du Parlement. « Il n'en fallait pas tant, dit M. Marty-Laveaux, pour servir de prétexte à une sédition. Le lieutenant civil avait reçu l'ordre de se trouver sur le chemin de Charenton lorsque les religieux en reviendraient ; mais il avait fait le timoré, ainsi que le chevalier du

(1) J. Le Fèvre, *Recueil*, etc., p. 145.

guet, craignant de leur prêter main forte sans l'autorisation du parlement. »
On lit à ce sujet dans les registres de la Cour :

Du vendredi 15 septembre 1606, [estant présents] MM. de Fleury, P. H. de Turin, P. Banin, de Montholon, Anth. Feydeau, C. L. de Bragelogne, Courtin, C. L. Prevost, Sauguyn, Durand, A. Portail. CE JOUR le lieutenant civil assisté de l'un des advocats du roy du Chatelet et du chevalier du guet est venu en la chambre et remontrer avoir reçu lettres patentes par lesquelles luy est mandé se trouver sur les advenues de Charenton, port et rue Saint-Anthoine, à la descente et arrivée de ceulx de la religion prétendue réformée retournant de leurs dévotions et prières à Charenton Saint-Maurice ; mais parce que l'establisement en ce lieu n'a esté vérifiée par eux et enregistré au Chatelet, craignoit contrevenir aux dits Edits s'il prestoit main forte sans l'express commandement du Roy et de la Cour, la supplie en délibérer et qu'il fasse registre de ses remontrances. Sur quoy a esté dict au dit lieutenant civil que la Cour séant au lendemain en délibérera ; cependant qu'il obéist aux volontés du Roy (1).

Nous n'avons pu découvrir la suite de cet incident. A la séance du 14 novembre 1606, le lendemain de la Saint-Martin, on renvoie les affaires au vendredi 17, et ce jour-là il n'est rien statué. Peut-être l'intervention du roi lui-même dans le différend avait-elle coupé court aux difficultés et apaisé les scrupules de M. le lieutenant civil. En effet, la justice, qui s'était transportée sur les lieux, ayant eu le dessous, il serait arrivé quelque chose de plus fâcheux, dit Benoît (2), si, par bonheur, Henri IV, prévenu à temps de l'émeute qu'on avait excitée à la porte Saint-Antoine, ne fût revenu exprès de Fontainebleau et ne l'eût réprimée lui-même. Il avait sur le peuple cet ascendant qu'exerce toujours un prince appelé par la volonté nationale, lorsqu'il a su déjouer les intrigues des politiques, vaincre l'opposition des rebelles, et se montrer digne du trône avant même de l'avoir occupé. L'un des premiers en France, il eut le don de ces mots qui animent ou calment la foule et que la postérité recueille avidement. Les siens brillent surtout par une sorte de bienveillance malicieuse, et par cette verve gasconne qui cache à propos la fermeté sous la raillerie. C'est sans doute dans cette sédition, apaisée sur-le-champ par lui, qu'il fit la réponse spirituelle que nous trouvons dans une pièce publiée en 1628 sous le titre de l'*Anti-*

(1) *Minutes de la chambre du conseil du Parlement de Paris* aux Archives de l'empire, X 10871. — L'abbé Lebeuf cite cette source, mais il commet une erreur au sujet de la circonstance qui amena l'incident.

(2) *Hist. de l'Edit de Nantes*, t. I, p. 435.

Anglois. Comme les Parisiens rappelaient à Sa Majesté l'article de son Edit, en vertu duquel les protestants ne pouvaient s'établir qu'à cinq lieues de la capitale, « Elle les contenta d'une réplique prompte qu'elle leur fist « en sousriant, *que, pour ne pas manquer à ses promesses, il falloit « désormais compter cinq lieues de Paris à Charenton* (1). »

Afin d'appuyer cette gasconnade, on eut l'ingénieuse idée d'ériger sur place un gibet qui servit d'épouvantail à ceux que n'aurait pas convaincus la manière de calculer du monarque, et en cette occasion, M. le lieutenant civil, moins réservé que tout à l'heure, se prit de dispute avec son collègue M. le lieutenant criminel. C'était le conflit des deux mères du jugement de Salomon; M. le chevalier du guet n'eut pas moins d'esprit, dans son genre, que le grand auteur de l'*Ecclésiaste*. L'Estoile conte la chose en ces termes :

« Sur la fin de ce mois (sept. 1606) fust la querelle du lieutenant civil avec le lieutenant criminel survenue en ce temps à la porte Saint-Antoine, à raison d'une potence qu'on y vouloit dresser pour le chastiment des séditeux qui injurioient et outrageoient ceux qui revenoient du presche de Saint-Maurice, plaisamment et sur-le-champ appointée par le chevalier du guet : car prétendant l'un et l'autre que cela leur appartenoit, ledit chevalier pour les accorder leur dit qu'il en falloit planter deux : qu'il y en auroit une pour l'un, et l'autre pour l'autre. »

C'était, dans l'espèce, le bon moyen de faire tomber les prétentions rivales. Salomon avait provoqué le cri de la nature pour départager les deux femmes : il est probable que lorsque nos deux lieutenants se virent adjuger leurs conclusions, c'est-à-dire une potence à chacun, et pour son usage particulier (*ad usum ipsorum*),

Plus n'eût voulu l'avoir ni l'un ni l'autre.

Pour en revenir à la facétieuse répartie du Béarnais, les Parisiens, qui aiment avant tout la plaisanterie, s'étaient laissé désarmer; mais Jean Le Bossu était d'autre humeur et ne se payait point de telle monnaie. Le factum déjà cité nous apprend que, lorsque le 4 octobre de la même année 1606, les religionnaires, ses hôtes malgré lui, voulurent lui faire par-devant notaires la promesse de *foy et hommage* à laquelle ils étaient tenus envers lui, et lui présenter, suivant les termes consacrés, un *homme vivant et mourant*, « il fallut de nouveaux ordres de Sa Majesté » pour obliger l'inconsolable seigneur à souscrire à cette cérémonie féodale; et nonobstant il se fit aussitôt après donner acte par iceux notaires, de sa pro-

(1) *Charenton au XVII^e siècle*, par M. Marty-Laveaux. *Moniteur universel* du 6 août 1853.

testation • qu'il ne recevait les *foy, hommage et payement de droits* de ceux de la R. P. R. que sous toutes réserves, et sans préjudice des défenses à eux faites d'exercer leur culte dans sa paroisse de Charenton-Saint-Maurice. » Nous reproduisons en entier l'acte de foy et hommage qui contient de précieux renseignements et les noms de divers pasteurs, anciens et diacres de l'Eglise de Paris à cette époque.

Cette pièce nous fait voir aussi comment il avait fallu s'y reprendre à deux fois pour accomplir envers le récalcitrant suzerain les formalités d'usage. On s'était vainement rendu chez lui, à Saint-Maurice, dès le 14 septembre; mais on avait trouvé porte close. Enfin le roi commande, et ce nouveau Protée, qui, indocile comme l'ancien, et

... Sourd à la plainte,
Résiste à la prière et cède à la contrainte,

se résigne à être abordé en sa maison de la rue de Grenelle, à Paris, et se laisse charger, non point de chaînes sans doute, mais de tributs et formules honorifiques, compliments et serments de fidélité, — sauf à protester, ainsi que nous venons de le dire, séance tenante.

*Acte de foy et hommage de ceux de la R. P. R., du fief de Théroutanne,
autrement appelé le fief de la Rivière.*

AUJOURD'HUI, 4^e jour d'octobre 1606, noble homme M^e Elie Bigot, advocat en Parlement, et M^e Samuel Du Fresnay, procureur en ladite cour, demeurant en fauxbourg Saint-Germain-des-Prés lez Paris, rue de Seine, se sont transportez en une maison size à Paris, rue de Grenelle, appartenant à Jean Le Bossu, conseiller, nottaire, secrétaire du Roy, maison et couronne de France et des finances de Sa Majesté, seigneur de Charenton-Saint-Maurice, auquel lieu parlant à la personne dudit S^r Le Bossu, en la présence des nottaires soubsignez, luy ont déclaré que dès le *quatorzième* jour de *septembre* dernier, ils s'estoient, en la présence de François, nottaire au Chastelet de Paris, et tesmoins dénommez en l'acte qui leur en fut délivré par ledit François, transportez en la maison seigneuriale de Charenton-Saint-Maurice pour *illec* faire les foy et hommage et prêter le serment de fidélité que tenus estoient pour les causes cy-après déclarées, auquel lieu n'ayant trouvé personne qui eust charge de les recevoir à ce faire, seroient cejourd'huy venus vers luy pour, *au nom et comme procureurs fondez de procuration spéciale des ministres, antiens, diacres, habitans et bourgeois de ladite ville de Paris, faisans profession de la Religion prétendue réformée*, seigneurs en partie du fief de *Théroutanne*, autrement appelé le *fief de la Rivière*, à cause de la déclaration faite à leur profit par M^e Gilles de Meaupeou, conseiller du Roy en son conseil d'Estat et intendant de ses finances, que l'acquisition par luy faite le 23^e jour d'aoust d^r de M^e Guillaume de Laubespine, seigneur de Chateaufort, aussy conseiller du Roy en son conseil d'Estat et privé, de ladite portion à luy appartenant dudit fief avoit esté par luy payée des deniers de la communauté desdits ministres, diacres, bourgeois et habitans de cette

dite ville faisant profession de ladite Religion prétendue réformée, en vertu de ladite procuration spéciale cy-dessus mentionnée de laquelle est apparu auxdits nottaires et laquelle sera transcrite avecq la déclaration faite par ledit seigneur de Meaupeou vers la fin des présentes, fait les foy et hommage, et presté le serment de fidélité ès mains d'iceluy S^r Le Bossu, que tenus estoient luy faire et prester à cause de l'acquisition de déclaration faite à leur profit de la portion dudit fief démembré du consentement dudit sieur Le Bossu entre lesdits sieurs de Chateaneuf et Monsieur de Bercy, seigneur de l'autre partie d'iceluy fief, consistant icelle portion vendue par ledit seigneur de Chateaneuf audit S^r de Meaupeou, *en une grande maison assize audit Charenton-Saint-Maurice, contenant plusieurs édifices, grand portail, tourelles de pierre de taille, salle, galerie, cour, caves, estables et bergeries, avecq trois arpens de jardin ou environ, la totalité desdits lieux clos de grosses murailles, tenant d'une part au grand chemin par lequel on va de ladite ville de Paris audit Charenton-Saint-Maurice, d'autre part à une pièce de terre appartenant audit S^r Le Bossu, par laquelle il permet que l'on voise et vienne dudit Charenton au moulin de la Chaussée, aboutissant d'un bout à une ruelle par laquelle on descend dudit grand chemin de Paris pour aller audit moulin de la Chaussée, et d'autre bout à une petite maison et jardin contenant un quartier ou environ, tenant aux bergeries de la grande maison. Item la largeur d'une toise de terre à prendre tout le long dudit grand chemin, au devant de ladite grande maison, en une pièce de terre cy-devant plantée en cerisaye, contenant ladite pièce de terre contenant sept arpens ou environ, le tout faisant partie dudit fief de Théroutanne, autrement dit de la Rivière, tenu et mouvant en plain fief dudit sieur Le Bossu à cause de sondit fief de la Chaussée, ledit fief de la Rivière démembré comme dit est du consentement dudit sieur Le Bossu, à la charge que les détenteurs d'iceluy seront tenus luy faire los, foy, hommage et serment de fidélité séparément, chacun pour telles part et portion qu'ils en jouiront, ausquelles foy et hommage iceluy S^r Le Bossu a receu et reçoit par ces présentes, ledit S^r Bigot et Du Fresnay ès dits noms, après avoir par eux fait les soumissions en tel cas requises, et sy s'est contenté et contente de la nomination qu'ils luy ont faite pour homme vivant et mourant de la personne de M^r Nicolas Bigot, conseiller, nottaire et secrétaire du Roy et de ladite maison et couronne de France, fils de M^r Nicolas Bigot, aussy conseiller, secrétaire de ladite Majesté et de ladite maison et couronne de France (1), recognoissant iceluy S^r Le Bossu avoir esté par eux satisfait du quint denier et des droits de lots et vente qui luy pouvoient appartenir suivant la coutume, à cause de ladite acquisition dont il les quitte mesme de l'adveu et dénombrement qu'ils pourroient estre tenus luy bailler suivant ladite coutume, à cause qu'ils ne jouissent et ne possèdent autre chose dépendant dudit fief que le contenu en la présente déclaration, qu'il consent servir pour leur regard d'adveu et dénombrement dont et de ce que dessus lesdits sieurs Bigot et Du Fresnay nous ont requis et demandé le présent acte à eux octroyé pour leur servir ce que de raison, ce fut fait, requis et octroyé en la maison dudit*

(1) Nicolas Bigot, qui est ici présenté et agréé comme *homme vivant et mourant*, était sieur des Marais et de la Honville.

Sr Le Bossu, les jour et an dessus dits, et ont lesdites parties signé en la minute des présentes, estant demeurée pardevers de Bigot l'un d'iceux nottaires.

Ensuit la teneur desdites *procuracion* et *déclaration* dont cy-dessus est fait mention.

Furent présens nobles hommes François de Lauberan et Pierre Du Moulin (1), ministres de la Parole de Dieu en l'Eglise réformée de Paris recueillie à Charanton-Saint-Maurice par la permission du Roy, nobles hommes M^{es} Jacques Tardif, Thomas Ferier, Jean du Clos, Eusèbe Marchand, Jean Prieur et Jean Machavée, tous diacres et antiens de ladite Eglise, M^e Charles Gerigeau, procureur en Parlement, Paul Payen, advocat et procureur au Châtelet de Paris, et Pierre de Laulnay, conseiller du Roy et contrôleur ordinaire des guerres en Picardie, tous bourgeois de Paris, faisans profession de ladite religion, demeurez assemblez issue du presche, fait au lieu et hostel seigneurial dit La Rivière, size audit Charanton, tant pour eux que pour les autres habitans et bourgeois de la ville et fauxbourg de Paris faisant profession de ladite religion, lesquels esdits noms ont fait et constitué, font et constituent leurs procureurs généraux et spéciaux, nobles hommes M^e Elie Bigot, advocat en Parlement, et M^e Samuel du Fresnay, procureur en ladite cour, ausquels ensemblement ils ont donné et donnent pouvoir et puissance de se transporter au lieu seigneurial dudit Charanton-Saint-Maurice, appartenant, comme les fiefs de La Chaussée et de Saint-Marcel assis au dedans de ladite paroisse Saint-Maurice, à noble homme M^e Jean Le Bossu, conseiller, nottaire, secrétaire du Roy et de la maison et couronne de France et de ses finances, et illec luy faire et porter les foy, hommage et serment de fidélité que lesdits bourgeois et habitans de la ville et fauxbourg de Paris faisant profession de ladite Religion réformée luy sont tenus faire et porter à cause de l'acquisition qu'ils ont faite dudit lieu et hostel seigneurial de la Rivière, soubz le nom de Messire Gilles Meaupeou, conseiller du Roy en son conseil d'Estat, etc.. de Messire Guillaume de Leaubespine, chevalier, Sr de Chateaufort, aussy conseiller, etc., par contract de déclaration passé pardevant Moufle et François, nottaires au Châtelet de Paris, le 23^e jour d'aoust dernier passé, et en ce faisant faire les soumissions et payer les droits deubs et en tel cas requis et accoustumez, et offrir luy bailler adveu et dénombrement d'hostel et lieu seigneurial de la Rivière dans le temps de la coutume, aussy luy présenter pour homme vivant et mourant M^e Nicolas Bigot, conseiller, nottaire et secrétaire du Roy, faisant profession de ladite Religion, fils de noble homme M^e Nicolas Bigot, aussy conseiller et secrétaire du Roy, demeurant à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, du tout en requérir acte et quittance, et généralement, etc... promettre, etc... obliger, etc... esdits noms. — Fait et passé audit hostel et lieu seigneurial de la Rivière, avant midi, l'an mil six cent six, le jeudy quatorzième jour de *septembre*, en présence de Jean Molart et Adrian Le Sobre, tesmoins, lesquels tesmoins avecq lesdites parties ont signé la minute des présentes demeurans pardevers moi, François, nottaire sousigné, qui a receu ladite procuracion, ainsy signé : François. — *DÉCLARATION*. Ledit sieur

(1) V. pour ces deux noms, *Bull.*, t. II, pp. 252 et 314, note.

DE MAUPEOU confesse et déclare, etc. (*comme ci-dessus*, p. 425). Et en marge est écrit sur le Brevet délivré, plus bas : *Collationné à la minute originale, estant pardevers François, l'un des nottaires soubsignez, ce 5^e octobre 1606. Ainsy signé: Charles et François, et plus bas, signé: Turgis et Derige (1).*

Nous n'avons qu'un résumé de la protestation immédiatement faite par notredit Le Bossu. Nos lecteurs s'en contenteront; la voici :

Par autre acte passé par-devant lesdits Turgis et de Rige, ledit jour quatrième octobre 1606, ledit sieur Jean Le Bossu a protesté que la réception de foy et hommage par luy faite, et payement de droits par ceux de la religion prétenduë réformée, ne luy pourra préjudicier, ny l'empêcher de demander à l'avenir, partout où il appartiendra, deffenses estre faites à tous ceux de la religion prétenduë réformée de faire aucun exercice d'icelle au dedans de la paroisse, comme chose prohibée par les édits de Sa Majesté, et au préjudice de l'opposition par luy faite à l'établissement dudit exercice; affirmant ledit sieur Le Bossu que le reculement de sadite poursuite est procédé du commandement verbal qui luy a esté fait de la part de Sa Majesté, tant par messieurs les chancelier et garde des sceaux, que par messieurs de Château-Neuf et président Jeannin, commissaires députez pour faire l'établissement dudit exercice audit Charenton, pour la révérence duquel commandement il a surcis ladite poursuite. De laquelle protestation ledit sieur Le Bossu a requis acte qui luy a été octroyé, et a signé (2).

Voici donc, en dépit de ce processif seigneur, notre Eglise réformée de Paris entrée en jouissance à peu près régulière de son nouveau lieu d'exercice.

C'est le moment d'examiner quelles étaient les conditions matérielles de ce nouvel établissement, ce qu'on avait gagné dans la translation d'Ablon à Charenton, et comment on s'était organisé dans cette dernière localité. Les renseignements contemporains nous faisant ici défaut sur bien des points, c'est à l'aide de documents de date postérieure que nous devons chercher à déterminer certaines dispositions locales, à jeter quelque lumière sur certains détails pratiques et usuels qui excitent vivement la curiosité de la postérité, et sont précisément ceux qui lui échappent le plus, parce que les générations passées ont dédaigné de les consigner dans leurs récits. « Les faits trop publics, a dit un causeur de notre temps, on néglige d'en parler : aussi y a-t-il des chances pour qu'un jour ce que tout le monde a su, tout le monde l'ignore. On nous a initiés aux mystères de la vie privée des douze Césars, et au milieu de Rome chacun se demande, aujourd'hui, comment s'est formé au grand jour cette montagne de pots cassés qu'on appelle le *Testacio* (3). » Cette observation est, comme on le verra, parfaitement applicable à notre sujet.

(1) *Arch. imp. S.* 4668.

(2) J. Le Fèvre, *Recueil*, etc., p. 146.

(3) *Souvenirs de France*, etc., par le comte J. d'Estournel. Paris, 1848. In-12. Préface.

Nous mettons d'abord sous les yeux de nos lecteurs un extrait *parte in qua* d'une carte des « *Environs de Paris*, dressée et dédiée à Mgr le « Dauphin par son très humble serviteur Desnos, ingénieur pour les globes « et sphères. » Elle a cela d'utile qu'elle nous fait apprécier d'un coup d'œil la position de Charenton, et même d'Ablon, et leurs distances respectives de la capitale; et elle a cela de tout particulier qu'elle présente l'indication de l'emplacement du TEMPLE DÉMOLI en 1686. Or, elle porte la date de 1772; mais nous soupçonnons fort que cette date est celle du tirage de la feuille, c'est-à-dire d'une réédition, et non celle de la gravure de la planche, laquelle devait être déjà ancienne, et on y aura laissé subsister le signe dont il s'agit; car il est peu vraisemblable que, près d'un siècle après la révocation de l'Edit de Nantes et alors que le temple de Charenton était depuis tant d'années remplacé par un autre édifice et son souvenir déjà si effacé, un géographe se soit avisé d'y songer et ait jugé à propos de l'indiquer. Quoi qu'il en soit, c'est là un fait assez curieux et qui nous eût décidé peut-être à choisir cette carte pour la reproduire ici à l'appui de notre étude, alors même que nous en eussions rencontré une plus propre à faire ressortir les points qui nous intéressent. Mais elle nous a en même temps paru la plus favorable, à cause de sa grande échelle. Il existe une carte des environs de Paris (aux armes de Colbert) dressée en neuf feuilles par l'Académie des Sciences et publiée en 1674 et 1678. Le temple de Charenton, alors subsistant, y est figuré par un petit dessin qui rappelle la forme du monument; mais l'échelle de cette carte est moindre, elle contient moins de détails et ne nous a pas semblé valoir celle dont nous offrons un *fac-simile*.

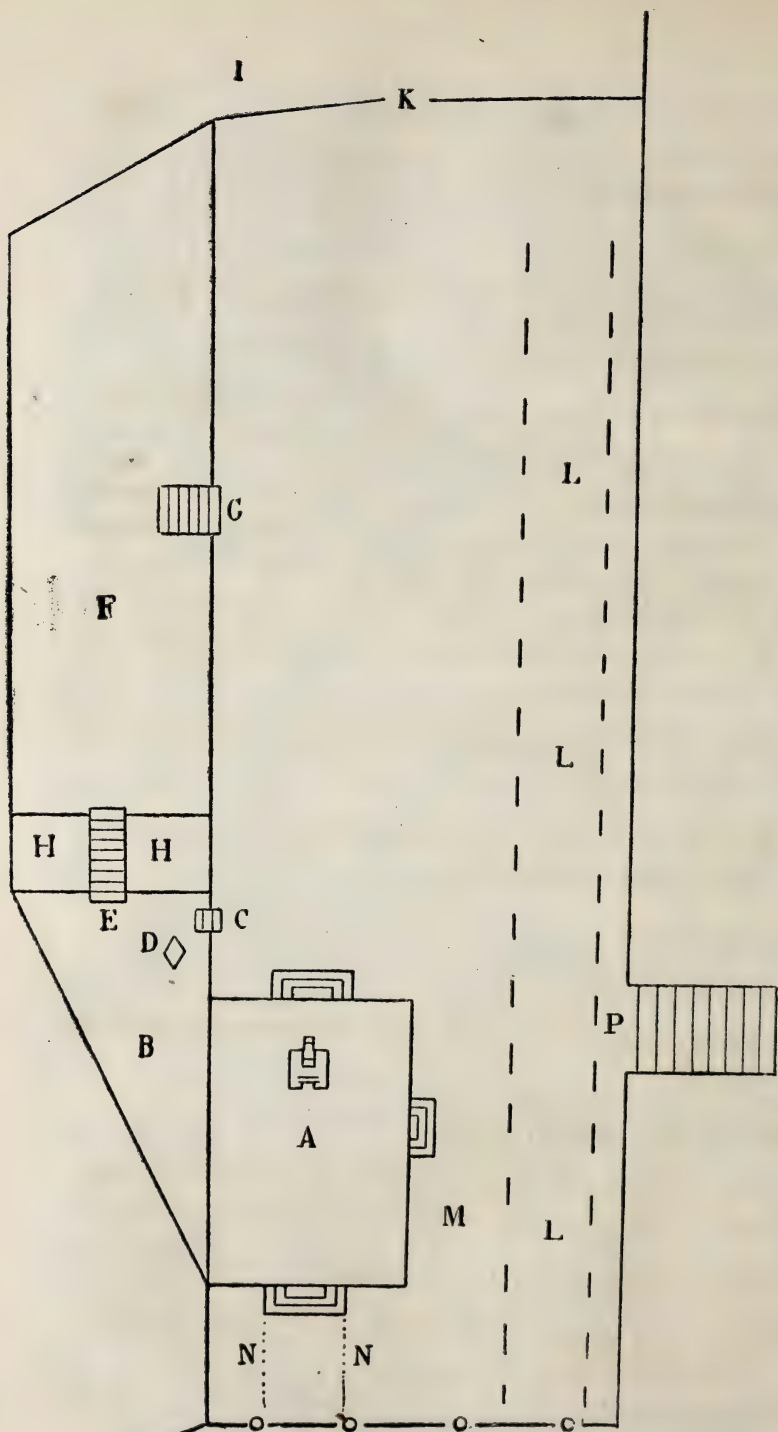
A cette carte partielle, mais donnant une vue d'ensemble du pays entre Ablon, Charenton et Paris, nous joignons un plan topographique indiquant les transformations qu'avait subies, vers le milieu du dix-septième siècle, ce domaine de *La Rivière*, dont on vient de lire une description technique dans l'acte notarié rapporté plus haut (p. 431). Dans la pénurie où nous sommes de documents spéciaux sur la nature de l'établissement matériel de Charenton à l'origine, n'ayant pu parvenir à nous procurer aucun détail sur l'aspect de leur premier temple, n'en ayant trouvé aucun plan, aucun dessin gravé, réduits à cet égard aux suppositions, nous avons dû considérer comme une chance singulièrement heureuse de pouvoir appuyer nos conjectures sur le plan ci-joint, qui, avec l'état où se trouvaient les choses lorsqu'il a été dressé (après 1647), présente aussi quelques données sur l'état antérieur et primitif, et nous permettra de mieux comprendre les faits, les anecdotes, les traditions, pour la complète intelligence desquels la connaissance, et, pour ainsi dire, la vue des localités est indispensable.

Ce plan, que nous avons emprunté à M. L. Pâris, ancien bibliothécaire de

Extrait d'une CARTE DES ENVIRONS DE PARIS par DESNOS Ing.¹⁷⁷².



Eschelle une lieue Parisienne.



Village de Charenton

- A *Temple de Charenton.*
- B *Cimetière.*
- C *Porte du cimetière où l'on monte quelques degrés pour y entrer.*
- D *Tombeau de Monsieur Gassion.*
- E *Porte qui va du cimetière dans la place où estoit l'ancien temple.*
On monte du cimetière plusieurs degrés pour y aller.
- F *Place où estoit autrefois l'ancien temple qui fut brûlé. Outre le*
prêche qu'on fait dans le temple, on le fait encor icy les jours de
Pasques et Pentecoste, à cause du grand monde, comme aussy on
y fait la Cène ces deux jours outre celle qui se fait dans le temple,
et pour lors on y étend une grande toile sur cette cour pour em-
pescher les injures du temps.
- G *Porte pour aller dans la cour de l'ancien temple, où il faut monter*
plusieurs degrés.
- H *Bastimens entre le cimetière et la porte de l'ancien temple, dans les-*
quels est la salle du consistoire.
- I *Autre cimetière.*
- K *Porte pour y entrer.*
- L *Diverses grandes allées d'arbres pour se promener dans la place du*
temple.
- M *Grande place autour du temple.*
- N *Deux rangées de libraires qui se mettent devant la porte du temple*
avec des boutiques portatives comme ceux devant la Sorbonne.
- O *Diverses portes pour entrer du village dans la place du temple.*
- P *Porte où l'on descend de la place sur le bord de la rivière pour*
prendre les bateaux.

Reims et directeur du *Cabinet historique* (1), est un manuscrit original de l'époque; il occupe la moitié d'une page in-folio, et l'autre moitié vis-à-vis est remplie par la légende explicative que nous plaçons de même en face du calque, gravé sur pierre trait pour trait, que la *paniconographie Gillot* nous a permis de reproduire en cliché (2). Que le lecteur jette les yeux sur cette légende et en suive les indications sur le plan, en s'occupant surtout de ce qui se rapporte à l'ancien temple, c'est-à-dire aux dispositions marquées par les lettres *E F G H*. Nous reviendrons plus tard sur le reste, en y ajoutant des développements et des illustrations fort intéressants.

Nous voyons, et par la carte et par le plan, que l'exercice du culte réformé était établi sur la rive droite de la Marne, à quelque distance en amont du pont de Charenton, et en face d'une île (3). Les bâtiments étaient séparés de la rivière, comme il est dit ci-dessus (p. 334), par le grand chemin de Paris à Saint-Maurice, et le même acte constate qu'ils confinaient d'un bout (c'est sans doute celui que marquent les lettres *O O*) à une ruelle traversant le grand chemin et conduisant au moulin dit *de la Chaussée*, lequel était probablement situé au bout de cette même ruelle, à peu près à la pointe de la première flèche. Enfin nous apprenons par le susdit acte notarié que les bâtiments consistaient en une grande maison avec plusieurs édifices, grand portail, tourelles de pierre de taille, salle, galerie, cour, caves, étables, bergeries, le tout avec jardin. Nous ne saurions retrouver tout cela dans un plan qui nous montre ces lieux cinquante ou soixante ans plus tard. Mais les lettres *E F G H* nous font connaître l'endroit où était l'ancien temple, (brûlé, ainsi qu'on le verra, en 1621). Réservant les autres parties du plan pour l'époque de la reconstruction du temple, nous dirons seulement ici que ce qui fixe approximativement la date de notre pièce entre 1648 et 1685,

(1) Le *Cabinet historique* est tout à la fois un *Recueil* trimestriel de documents, qui paraît depuis le mois d'août 1854, et un *Office-correspondance* destiné à venir en aide aux travailleurs de la province et de l'étranger, pour la recherche et la transcription des innombrables matériaux que la centralisation parisienne a absorbés. On voit quels services peut rendre cette utile création. Le *Cabinet historique* a pris pour devise ce mot si louable de l'abbé Lebeuf : *Sine invidia communico*.

(2) Nous avons dû toutefois, pour le faire tenir dans notre page, rapprocher quelque peu la ligne qui indique le bord de la rivière près de la porte *P*, et nous avons cru pouvoir supprimer les mots *rivière de Seine*, qui se trouvent au delà de cette ligne, d'autant mieux qu'ils sont fautifs, puisqu'on a écrit, par inadvertance, *Seine* pour *Marne*. Nous les avons remplacés par deux flèches indiquant le courant. Nous avons reproduit en *fac simile* les mots *village de Charenton*, qui figurent la position dudit village, relativement au temple.

(3) Charenton est, ou plutôt a été multiple, et il fallait distinguer : Charenton-le-Pont, ou bourg de Charenton, Charenton-les-Carrières, et Charenton-Saint-Maurice. (Voir la carte.) Ce dernier, situé au bout septentrional du pont, en tournant la rue qui est à droite, s'appelle aujourd'hui simplement *Saint-Maurice*, aux termes d'une ordonnance du 25 décembre 1832. Ce qui fut Charenton et fit tant de bruit sous ce nom, est désormais Saint-Maurice tout court, et légalement il n'y a plus d'autre Charenton que Charenton-le-Pont. « Mais ce qui est *Saint-Maurice* pour l'habitant de Charenton, continue d'être *Charenton*

c'est l'indication, à la lettre *D*, de la tombe du maréchal de Gassion qui mourut en l'année 1647.

Voilà à quoi se bornent les éclaircissements que nous fournissent nos matériaux sur le premier temple de Charenton, ou plutôt sur son emplacement. On dut se contenter d'abord de la maison de *La Rivière*, appropriée sans doute tant bien que mal à sa nouvelle destination. « L'année suivante, dit l'auteur d'un travail déjà cité (1), on éleva un temple devenu depuis très célèbre. » Mais quel fut le style, l'importance de cet édifice? Rien ne nous renseigne là-dessus. Quoi qu'il en soit, ayant au moins une idée assez nette de la position même du temple, nous allons maintenant poursuivre et dérouler successivement, comme nous l'avons fait pour Ablon, le tableau pittoresque et incidenté que présente l'existence de nos pères, par rapport à Charenton. Ce tableau, c'est encore à Casaubon et à L'Estoile que nous l'emprunterons d'abord, pour les premiers temps; c'est à ces deux sources d'honnêteté si naïve, d'une part, et si spirituelle, de l'autre, que nous puiserons. Nous les laisserons parler : quels plus sûrs témoins pourrions-nous invoquer, que ces deux chrétiens sincères, indépendants, méconnus l'un et l'autre, par cela même, de beaucoup de leurs coreligionnaires, mais appréciés des meilleurs d'entre eux, et dont les mémoires se complètent si bien, en se faisant contraste, et composent un tout si vrai, une leçon si instructive et vivante? Nous donnerons toute leur étendue aux extraits de L'Estoile, qui contiennent nombre de faits piquants et peignent au vif le mouvement général de la controverse religieuse du temps, au point de vue parisien. Nous abrègerons les extraits de Casaubon, qui nous initie, comme on l'a déjà vu, à la vie intérieure et au culte domestique et public, mais aussi est moins varié et se répète souvent. Toutefois nous n'omettrons rien de ce qui présente quelque intérêt, et nous ajouterons à ces deux *diatribes* principaux les notes et extraits que nous avons pu relever ailleurs. Les *Ephémérides* de Casaubon ne reprenant qu'au mois d'août 1607, par suite de la fâcheuse lacune dont nous avons parlé (t. II, p. 256), c'est par le *Journal* de L'Estoile que nous commencerons.

Les pasteurs de l'Eglise de Paris, pendant cette première phase de l'histoire du temple de Charenton, sont les mêmes que ceux déjà mentionnés (t. II, p. 255) (2).

pour l'habitant de Paris. Pascal avait bien raison de dire qu'un méridien décide de la vérité. » (Marty-Laveaux, *Loc. cit.*)

(1) Hérissant, *Nouvelles recherches sur la France*, t. I, p. 182.

(2) C'est évidemment par inadvertance que M. de Félice (*Hist. des Protest. de France*, p. 250), a classé Du Moulin comme « nommé pasteur de Charenton en 1599, » puisqu'on a vu que Charenton n'a commencé qu'en 1606.

Extraits du Journal de L'Estoile.

Samedi 16 septembre 1606. Le Noir m'a vendu, ce jour, trois sols une response faite par N. Vignier, ministre (1), imprimée nouvellement à Saumur, à l'avis du cardinal Baronius au pape Paul V, sur l'excommunication des Vénitiens, laquelle est drolesque et plaisante, mais bien faite.

P. 405.

Mercredi 15 novembre 1606. Au catalogue des livres de Francfort de cette dernière foire, n'y a rien de nouveau que... l'*Amphitheatrum Honoris*, réimprimé de nouveau à Anvers, et augmenté d'un quatrième livre par les jésuites : digne témoignage de leur impudence et malheur de nostre siècle, où l'on void tout permis, fors bien dire et bien faire (2). Il y en a un contre eux, intitulé le *Passe-partout des Jésuites*, qu'un mien ami m'a asseuré estre drolle et bien fait, et m'a promis de me le faire voir (3).

P. 407.

Le mardi 12 (décembre 1606), Bérion m'a presté la copie d'un livre en vers françois qu'on lui a baillé pour imprimer, lequel il m'a prié de voir et lui en dire mon avis. Il est intitulé : *Le Petit Nain combattant le Monde*, composé ainsi qu'il m'a dit par une damoiselle gasconne de la religion... Assez joli et digne, à mon jugement, de sortir au jour et comparoistre en publicq (4). Au commencement il y a un dialogue bien gentil de l'auteur à son livre, compris en ces six vers :

Où vas-tu, *Petit Nain* ? — Je vais faire la guerre.
— Et à qui, *Petit Nain* ? — Aux enfans de la terre.
— Que veux-tu leur oster ? — L'impure vanité.
— Quelles armes as-tu ? — La pure vérité.
— Le monde te haira. — Contre lui je secoue
Sa terre, son néant, sa poussière et sa boue.

P. 409.

Le dernier jour de ce mois et an (déc. 1606), on m'a donné des

(1) De l'Eglise de Blois en 1603.

(2) Cet ouvrage faisait alors beaucoup de bruit. « En toutes sortes qu'on le venille ou puisse prendre, dit L'Estoile (au 2 décembre suivant), c'est un livre *sceleratissimè doctus et doctissimè sceleratus*. »

(3) « Livret assez plaisant et piquant, » dit-il cinq jours plus tard, après l'avoir lu, « mais qui toutefois ne mord ni n'agrafe si serré que ceux des Jésuites. »

(4) On voit, par une mention du 17 janvier 1607, que ce petit livre fut en effet imprimé.

Conférences nouvelles de Cospeau (1) avec le ministre Monluel et autres, où chacun, sans fruit ni édification, veult, par belles injures et reproches, tirer la vérité de son costé.

P. 411.

Les avants de Noël de cest an 1606, un théologien, nommé le Recteur, qu'on dist estre d'Avignon, prescha dans l'église Saint-Pierre-aux-Bœufs, à Paris, aussi séditieusement et licentieusement contre la paix et repos publicq, que si on eust esté à la veille des barricades...

Ibid.

Le mardi 23 (janvier 1607), Le Noir m'a vendu trois sols une Response nouvelle latine à Baronius, imprimée in-4^o à Sédan, qui est une nouvelle batterie contre le pape, mais de laquelle les canons, tirés de l'arsenal de Genève, ne l'offenseront tant que ceux de Rome.

P. 412.

Le mercredi 24 (janv. 1607), on m'a donné une nouvelle fadaize en vers, intitulée : *Consultation sur des cas de conscience, par le père Cotton, jésuite, et Du Ferrier, ministre de Charenton* [?].

Ibid.

Le samedi 3 (fév. 1607), j'ai acheté quatre sols une nouvelle bagatelle intitulée : *Trente-deux demandes proposées par le P. Cotton, avec les solutions du ministre Du Moulin, qui lui en propose soixante-quatre autres.*

P. 413.

Le samedi 10 (fév. 1607), j'ai acheté une nouvelle bagatelle nouvellement imprimée à Saumur, qui est une Réponse d'un ministre de Thouars, nommé Rivet (2), à l'abjuration d'un ministre autrefois cordelier, nommé Olivier Enguerrand, et m'a cousté quatre sols. Ce ne sont qu'injures et redites, lesquelles tant d'une part que d'autre je ne daignerais ramasser, tant s'en faut que je les voulusse acheter, n'estoit que je prétends m'en servir en meilleure chose.

P. 414.

En ce mois (fév. 1607), députés de La Rochelle ouïs sur le refus qu'ils faisoient de recevoir les jésuites, portant la parole un eschevin nommé Yvon, qui parla si librement que le Roy s'en offensa, et l'appela séditieux. Finalement renvoyés, avec promesse qu'ils ne les auroient que pour ce caresme (3).

P. 415.

(1) *V. Bull.*, t. II, p. 316, note.

(2) Le célèbre André Rivet.

(3) *V.* le détail de cette affaire dans les *Œcon. roy. de Sully*.

Le samedi 3 (mars 1607), on m'a donné un Avis nouvellement imprimé par Chappellet, sur l'instruction d'une dame de la religion sur le sacrement de l'Eucharistie, que ces contre-porteurs erioient par les rues, taschant de tirer de cette faribole de l'argent en quaresme, comme ils avoient fait à quaresme prenant de l'Almanach et Balet de M. le prince.

Ibid.

Le lundi 5 (mars 1607), j'ai acheté dix-sept sols un nouveau livre du père Gonteri, jésuite, intitulé : *La vraie Procédure pour terminer le différend de la Religion* (mais mauvaise pour s'accorder, quand on met tout d'un costé et rien de l'autre). Imprimé à Caen, in-8°, et à Paris par Chappellet. — M. de Chantecler m'a presté, ce jour, un Advertissement de nostre maistre Cayer (1), pour composer les différends de la religion, imprimé à Paris, in-8°, l'an 1596; lequel, après l'avoir lu, luy ay renvoyé le jour mesme, pour que ce n'est qu'un discours de caillette,

Ibid.

Le mardi 6 (mars 1607), Le Bret m'a donné une nouvelle bagatelle huguenote, d'une feuille seulement, imprimée, à laquelle ils ont donné ce titre : *La desroute et science esventée de Philippe Cospeau, soi-disant évesque d'Aire, etc.*

P. 416.

Le dimanche 18. de ce mois (mars 1607), un juif, baptisé en l'église romaine, l'abjura à Saint-Maurice (Charenton) et fist profession de la prétendue réformée.

P. 417.

Le samedi 31 et dernier mars (1607), Le Bret m'a donné deux de ces nouvelles bouffonneries qui couroient et qu'il devoit, le lendemain, vendre à Saint-Maurice, qui est un *Avis de maître Guillaume à Sa Sainteté...*

Ibid.

Le mercredi 23 (avril 1607), on m'a donné une *Correction fraternelle faite à Du Moulin, le ministre*, laquelle bagatelle a esté imprimée nouvellement, in-16, par Chappellet, assez grossette.

P. 420.

Le jeudi 3 de ce mois (mai 1607), on m'a donné un nouvel escrit imprimé qui couroit, intitulé *Discours au Roy*, dont on fait auteur M. Ribier, conseiller en la cour, qui par iceluy exhorte Sa Majesté de

(1) *V. Bull.*, t. II, p. 267, note.

mettre la main à bon escient à la réformation de l'Eglise et réunion des deux religions (1). Et est ce petit discours libre et bien fait, rempli de beaucoup de belles auctorités et raisons, mais qui auront lieu en papier seulement : qui est le pis.

P. 421.

Le mercredi 16 (mai 1607), un bonhomme de mes amis, de la paroisse de Charenton, m'a donné une *Déclaration nouvelle de Saint-Michel de Reims*, nommé Gaultier, frère du docteur Gaultier, qui a presché le caresme dernier en nostre paroisse de Saint-André, laquelle avec trois autres de même substance faite près de Chartres que Le Bret m'a aussi données, ce jour, on croit à l'entrée du presche dudit Charenton.

P. 422.

Le jeudi 28 (juin 1607), veille Saint-Pierre, j'ay presté à M. Du Puy le jeune (2), qui m'est venu voir, une *Remonstrance faite au Roy, l'an 1592*, qui est une pièce vue de fort peu de personnes, mais des meilleures de ce temps, des plus hardies et des mieux faites. Elle contient quatre feuillets d'impression (3).

P. 427.

Le dernier juin (1607), M. Du Puy m'a apporté et mis entre les mains.... *Remonstrance faite par M. Du Plessis-Mornay après la conversion du Roy, 1593*.

P. 428.

Un cordelier récollet fait profession à Charenton, le dimanche 22 de ce mois (*juin 1607*), et un chartreux le vendredi 29, feste de Saint-Pierre.

P. 429.

Le jeudi (26 juillet 1607), j'ai presté à M. Du Puy la préface du sieur Du Plessis sur la conférence de Fontainebleau, imprimée in-8°, qui est singulière et bien faite.

P. 432

Le samedi (11 aoust 1607), j'ay acheté quatre sols deux bagatelles

(1) V. le *Journal du voyage de D. Chamier*, Bull. t. II, p. 312, note. Cfr. les mentions que fait L'Estoile aux 15, 26 mai et 20 juin 1607.

(2) Pierre Du Puy, ainsi que son frère, garde de la bibliothèque du roy, éditeur de l'Histoire de De Thou, etc.

(3) C'est, sans nul doute, la pièce si remarquable, si importante en effet, qui a été insérée dans le *Bulletin* (t. I, pp. 105 et 155), d'après la *Suite des Mémoires de Villeroy*, et que nous avons depuis reproduite d'après des copies manuscrites du temps beaucoup plus complètes. (V. *Henri IV et le ministre Daniel Chamier*. Paris, 1854, in-8°. *Appendice*, p. 76.) L'Estoile la mentionne encore au 27 août 1607. On voit que les connaisseurs du temps l'appréciaient à sa valeur.

nouvelles qu'on crioit : *Advis présentés au Roy sur l'abbréviation des procès et les cinq points de controverse entre le docteur Journé et le ministre Du Moulin.*

P. 433.

J'ai acheté, ce jour (27 aoust 1607), une nouvelle bagatelle qu'on crioit devant le palais, intitulée : *Happelourde des Ministres et Apostats*, et m'a cousté deux sols. Cette happelourde fut saisie et défendue, encore que les happelourdes n'aient guère accoustumé de l'estre à Paris (1).

P. 434.

Le mardi 11 de ce mois (sept. 1607), on m'a donné une fadèze nouvellement imprimée à Sedan (ou à Paris) d'un ministre de Lénal[?] aux fidèles des Pays-Bas, estant sous le joug de l'inquisition, intitulée : *Réveille-matin charitable*; et en ai acheté une aultre 2 sols qu'on crioit devant le palais, pour les recettes et consignation des cours de Parlement de Paris et Bordeaux.

P. 435.

Le samedi 15 (sept. 1607), j'ay acheté l'*Apologie pour la Cène*, faite par le ministre Du Moulin, imprimée depuis peu de temps in-8°, dont beaucoup d'hommes doctes font estat, mais principalement tous ceux de la Religion, qui me l'ont fait acheter sans envie que j'en eusse, me desiant d'y pouvoir trouver ce que je cherche et qu'on doit surtout rechercher en ceste matière, qui est la vérité, et non la subtilité.

Ibid.

Le samedi 22 (sept. 1607), j'ay acheté cinq sols une nouvelle bagatelle huguenote, imprimée à Genève, in-8°, intitulée : *La manifestation de l'Antechrist*. Ce ne sont que redittes.

Ibid.

Le lundi 24 (sept. 1607), M. De Villiers-Hottoman me vint voir et me communiqua une liste de livres et écrits à recouvrer, si l'on pouvoit, pour la réformation de l'Eglise et réunion des deux religions. A quoi ledit Hottoman, avec beaucoup de gens de bien, travaille fort, et m'en a communiqué quelques particularités notables, pour y entrer sous l'aveu du Roy, lequel il m'a dit l'y avoir trouvé fort disposé; et que même il avoit chargé ces jours passés le cardinal

(1) *Happelourde* est un vieux mot qui signifiait « pierre fausse ayant l'apparence d'une vraie pierre précieuse, » et se disait aussi figurément d'un cheval qui ne paye que de mine, d'une personne qui n'a que l'extérieur. On voit que la réflexion de L'Estoile est de toute justesse.

Barberin de présenter à Sa Majesté un livre sur ce subject, qu'un archevesque de son royaume archicatholique avoit fait, sous le consentement de Sa Majesté. Mais pour ce que cette affaire est de longue haleine, ceux qui connaissent l'humeur du Roy craignent bien qu'ayant qu'elle soit commencée il n'en soit las; joint aussi qu'il y a de part et d'autre des esprits intempérés, opiniastres et ambitieux, bandés directement contre ce saint œuvre, qui en est la main de Dieu.

Ledit Hottoman m'a donné le petit livret *De pace Ecclesiæ*, de Mélanchton et des autres, qu'il a fait imprimer; qui m'a dit avoir esté si mal receu à Charanton, qu'ils l'avoient défendu, et dit qu'il le falloit brusler : dont il se plaingnoit fort, comme il avoit raison. Mais nous sommes venus au temps de David, desnüé du tout d'hommes droits, contre lesquels il demande secours à Dieu (Ps. XI).

Ibid.

Le vendredi 28 (sept. 1607), M. De Villiers-Hottoman m'a donné l'éloge latin de ce grand jurisconsulte François Hottoman son père, qui mourust à Basle, le 12 février 1590, fait par Nevel Dosch (1), imprimé à Francfort, in-4^o, 1595.

Ce jour, M. Perrot, fils du ministre Perrot de Genève, lequel, à ce que j'en ay pu descouvrir par son discours, affecte fort la réunion et réformation de l'Eglise, m'a dit que son père, grand zéléteur de la réconciliation des deux (mais qui est contraint de dissimuler pour le lieu où il est), a fait un livre *De extremis in Ecclesia vitandis*, lequel il veut faire imprimer, mais qu'il tirera estant là, s'il peult, de ses mains, pour le faire voir ici au jour et servir à l'acheminement de ce saint œuvre qu'on a desseigné.

Ce jour mesme, Bérion, qui m'est venu voir, m'a dit qu'on lui avoit voulu donner à imprimer un petit discours *De l'impossibilité des deux religions*, dont je l'ai desconseillé.

P. 436.

J'ay acheté, ce jour (15 oct. 1607), au palais, deux livres nouveaux imprimés, in-8^o, *l'Idolâtrie des Huguenos*, de Richeomme, jésuite...

P. 438.

J'ai acheté le vendredi 12 (oct. 1607), de la foire dernière, huit satyres latines d'un poëte nommé Frischlinus, docte mais sanglant

(1) C'est Pierre Nevelet, sieur Dosches, neveu des savants Pithou et natif de Troyes. Zélé protestant, il avait été lié d'amitié avec Hotman.

en médisance contre la conversion d'un nommé Jacobus Rabus à la religion catholique, apostolique et romaine, imprimées nouvellement, in-16.....

Ibid.

Le vendredi 19 (oct. 1607), M. De Villiers-Hottoman m'a presté *Vita Gasparis Colignii*, imprimée in-8°, 1575, reliée en parchemin.

Ibid.

Le mardi 23 (oct. 1607), on m'a donné un petit livret nouveau, imprimé ici, in-16, intitulé : *De l'impossibilité et impertinence du concile, etc.*; laquelle impossibilité, toutefois, ne peut estre, à mon avis, si elle n'est fomentée de l'impertinence de gens semblables à l'auteur de ce libelle (1), qui par tout son discours n'en manque point, et est aussi cornu que son bonnet.

P. 439.

M. de Villiers-Hottoman m'a presté, ce jour (11 nov. 1607), un traité nouveau contre le pape, de Tilenus, intitulé : *La Manifestation de l'Antechrist*, imprimé in-8°, petit.

P. 441.

Un mien ami me donna, ce jour (26 mars 1608), un nouveau petit livret du père Cotton, intitulé : *Intérieure occupation d'une âme dévote*, qui est une pure fadèze jésuistique, laquelle toutefois l'imprimeur, qui estoit Chappellet, vendoit vingt sols, et ne vault pas vingt deniers.

P. 452.

(29 mars 1608). La nouvelle de la mort du père Gontier, jésuite, à Dieppe, où il preschoit le karesme, et qu'on disoit avoir esté empoisonné par les huguenots, fut vérifiée fausse par des lettres mesmes qu'on receust de lui à Paris, où ceste fausse nouvelle estoit tenue pour véritable.

Ibid.

Le samedi 26 (avril 1608), le sire Houzé m'a vendu un livre nouveau, imprimé par Rigaud, à Lyon, in-8°, intitulé : *L'Heureuse conversion des huguenots*, fait par un nommé M. de Joviac, gouverneur de Rochemore, dans lequel est la messe en françois, que messieurs les docteurs de Sorbonne improuvent, et m'a dit un d'entre eux, aujourd'hui, qu'ils sont après pour le défendre.

P. 458.

Le vendredi 2 de ce mois (mai 1608), on crioit par Paris *La Conver-*

(1) Qui est d'Amboise, maistre des requestes. (*Note de L'Estoile.*)

sion des huguenos, par M. le cardinal de Sourdis, qu'on trouvoit miraculeuse et estrange, venant de ceste part; et l'imputoit-on au bissext de l'année, où les fols devaient l'emporter par-dessus les sages. Mais enfin il se trouva que ceste bagatelle estoit seulement la conversion d'un ministre nommé Vidouze, lequel, à Bordeaux, avoit fait abjuration du ministère et de la religion entre les mains dudit cardinal de Sourdis.

Ibid.

Le mercredi 9 (juillet 1608), Le Bret m'a vendu la traduction en françois de l'Apologie latine du Roy d'Angleterre, avec une autre plaisante drollerie et bagatelle, intitulée : *La Légende dorée des Frères mendiants*, lesquelles deux se vendoient à l'entrée du temple de Charenton, dimanche dernier.

M. Greban m'a presté, ce jour, le *Livre des controverses de ce tems*, fait par Rivet, ministre de Thouars, imprimé, in-8°, à La Rochelle, 1608, duquel tous ceux de la religion font un grandissime estat.

P. 466.

Le samedi 26 (juillet 1608), on croit par ceste ville un *Pourparlé fait à Fontainebleau, entre le père Cotton et un ministre de Montpelier, nommé Gigord*, imprimé nouvellement par Chappellet; laquelle bagatelle (car, de tous les deux costés, ce qui s'en imprime ne peut estre qualifié d'autre nom) m'a cousté 3 sols.

P. 467.

Le dimanche 3 de ce mois (aoust 1608), m'estant transporté au logis de l'ambassadeur d'Angleterre pour lui baiser les mains après lui avoir fait la révérence, je demurai au presche qui se fist en anglais, dans sa salle, où j'entendois comme font les femmes à la messe et la plupart du vulgaire qui y assiste. Toutefois, j'entendis le chant des psalmes en leur langue, que, dès longtems, j'avais désir d'ouïr, pour ce que l'on me l'avoit fait excellent, n'y ayant rien trouvé de plus singulier qu'aux autres : mais bien avec plaisir remarqué cérémonies différentes de celles de Charenton, louables et bonnes, et meilleures que leur simple forme pour contenir un peuple en dévotion, mais sans superstition; entre autres, la lecture que fist le ministre de deux ou trois psalmes, auxquels les assistants respondoient par versets, le ministre en disant l'un et le peuple l'autre; puis le chant des psalmes plus au long, comme du sixième qui fut chanté tout entier, au lieu que les ministres d'ici en font deux ou trois fois. Quant à la doctrine,

simple et pure, selon l'exposition d'un mien ami qui m'y accompagna et fust mon trucheman de ce sermon (1).

P. 468.

Le jeudi 14 (aoust 1608), j'ay acheté les nouvelles bagatelles suivantes, qui couroient ici nouvellement mises en lumière par ceux de la religion : *Response au Traicté du jésuite Gautier pour les images* ; — *Déclaration d'un nommé Dodeman, curé du Bourguet* ; — *Conférence tenue entre le pape et le roy d'Espagne sur le traicté de la paix des Pays-Bas, avec le dialogue de Sa Majesté avec un moine sur ce subject* (plaisante drollerie, et qui se vendoit à la porte du presche de Charenton) ; *Advertissement sur l'apostasie de Jacques Vidouze*, dont j'en ai pris deux, et en ai donné une à M. Du Puy, seulement pour l'excommunication plaisante qui est au dernier feuillet (qui vaut mieux que tout le reste), faite par ledit Vidouze, des ministres de Guienne, conceue en belle forme, et authentique.

P. 469.

Le lundi 8 (sept. 1608), Le Bret m'a apporté de Charenton une *Conférence entre le ministre Gigord et le père Cotton, jésuite*, imprimée nouvellement à Montpellier (*hoc est* à Paris) et par lui-mesme, pour response à celle qui se vendoit et crioit à Paris de la part des catholiques ; chacun s'efforçant tirer le bon droit de son costé, et estans les uns et les autres aussi eschauffés à parler et ergotter, que froids à bien faire.

P. 472.

Le mercredi 10 (sept. 1608), j'ay achevé l'*Histoire de l'Eglise*, de Virguiers, que j'avois commencée le 16 aoust dernier ; laquelle ayant étudiée et lue exactement d'un bout à l'autre, ay esté confirmé en l'opinion que j'ay toujours eue de la fausseté de la primauté du pape, vanité de ses traditions, et abus de l'Eglise romaine. Ce livre est bon, et grandement utile pour l'esclaircissement de la vérité, n'alléguant rien de soi-mesme, mais l'auctorisant de temps en temps et de siècle en siècle par témoins bons et irréfragables.

Ibid.

Le mercredi 24 (sept. 1608), M. Turquet, aucteur de l'*Histoire*

(1) Ce passage et d'autres semblables, que l'on trouve chez certains catholiques et même chez Casaubon, montrent combien une réforme gallicane, analogue à la réforme anglicane, c'est-à-dire moins radicale que celle de Calvin, eût été généralement accueillie en France. Mais a-t-il dépendu de Calvin de s'arrêter ici où là dans son œuvre ? Accomplies dans des circonstances si différentes, les réformations d'Angleterre et de France pouvaient-elles se ressembler ? C'est un point d'histoire qui vaut la peine d'être étudié.

d'Espagne, homme de bien et docte, et fort zélé à la réunion et réformation de l'Eglise, me vint voir; et estant dans mon estude entré sur le discours de ce subject, m'apprit tout plain de choses que je ne sçavois, propres pour l'acheminement de ce saint œuvre, que je crois que tous les gens de bien désirent. Et promist de me faire voir un advis là-dessus, envoyé par luy, il y a longtemps, au synode de Gergeau, où le Roy eust quelque envie (mais elle lui passa bien tost) d'y faire proposer et traicter à bon escient les moyens d'y parvenir (1).

P. 473.

Le vendredi 3, M. Turquet m'a apporté son escrit (qu'il m'avoit promis) fait sur les moyens les plus propres pour réunir et réformer l'Eglise par un concile national. Il est inscript : *Advis sur le synode national que le Roy voudroit convoquer*; contient six feuillets d'écriture. Advis saint et chrestien, procédant d'un cœur vraiment franc, ami de la vérité tel qu'est son auteur; mais lequel toutesfois, à mon jugement (pour estre ladite vérité, laquelle on y veult employer, fort disgraciée aujourd'hui et hors de crédit) sera malaisément receu; et ores qu'il fust avoué d'un costé, sera infailliblement rejeté de l'autre, qui y prétend trop d'intérêt pour consentir à telles propositions.

P. 475.

Le mercredi 5 (nov. 1608), ... le sire Bourdin m'a vendu un traité *De l'Eucharistie*, de Vignier, contre la Correction du père Sylvestre, capussin, imprimé in-8° à Saumur, 1608...

P. 480.

Jeudi 27 nov. 1608, M. de Sully, importuné en ce temps par le Roy de se faire catholique et induire le marquis de Rosny, son fils, de l'estre, afin d'en faire le mariage avec mademoiselle de Vendosme, sa fille bastarde, s'excuse de l'un et de l'autre, dont en apparence il encourt la disgrâce de Sa Majesté. Je dis en apparence, pour ce qu'attendu le peu de religion qui se remarque en nos grands d'aujourd'hui, les plus accors ne tiennent tout cela que pour un jargon qui est et a esté de tout temps entre ledit duc et Sa Majesté, lequel eux deux seuls entendent, et non les autres.

P. 484.

Le dimanche 14 (déc. 1608), le père Cotton preschant aux Corde-

(1) Louis Turquet de Mayerne, protestant, natif de Lyon, père du célèbre médecin de Jacques 1^{er} et de Charles 1^{er} d'Angleterre, qui eut de bruyants démêlés avec la faculté de Paris. Il aurait été premier médecin de Henri IV, s'il n'eût été protestant. (V. ci-après, p. 456.)

liers devant la Reine, s'eschauffa tellement, qu'au sortir de sa chaire il s'en courut chez M. Cazaubon le prier de luy prester une chemise blanche, laquelle il prist sans autrement appréhender le mauvais air de la chemise d'un hérétique.

Les Cordeliers, quand la Reine y arriva, estans allés au-devant d'elle, se prirent à chanter *Salve regina*, dont on s'estonna comme d'une chose non accoustumée; car on ne sçavoit si ceste salutation s'adressoit à la roine des cieux ou à elle.

P. 485

M. de Thurin, ancien conseiller de la grande chambre du Parlement de Paris (1), estant jà sur l'âge, après avoir remis son estat entre les mains de son fils, se retira en son pays de Lyonnais, et estant arrivé à Lyon, où on disoit qu'il avoit quarante ou cinquante mille escus à la Banque, se déclara, et fist profession de la religion prétendue réformée, de laquelle il avoit toujours esté soupçonné, encores qu'il ne la fist paroistre par aucun acte extérieur.

P. 488.

Le seigneur de La Popelinière (2), gentil personnage, et lequel à mon gré a mieux décrit les troubles et guerres civiles de nostre France pour la religion, mourust en ce temps à Paris, d'une maladie assez ordinaire aux hommes de lettres et vertueux comme il estoit, à sçavoir : de misère et de nécessité. Si les derniers livres de son Histoire eussent répondu aux premiers, on l'eust pu justement appeler le premier et le dernier historiographe de nostre temps; et qui avec plus de hardiesse, liberté et vérité (dont il cuida courir fortune de sa vie à La Rochelle, en ayant reçu pour paiement un coup d'espée au travers du corps), sans flatterie et sans dissimulation, a traicté ce notable subject, mais ennuyeux et épineux pour la raison du siècle.

Ibid.

M. Justel (3) m'a donné, ce jour (7 janvier 1609), le *Synode du dernier de ceux de la Religion* à Fargeau, le 1^{er} octobre 1608; contient 9 feuillets d'écriture à la main.

P. 492.

(1) On a vu ci-dessus, p. 428, que ce magistrat était à la séance du 15 septembre 1606.

(2) Lancelot Voësin de La Popelinière.

(3) Conseiller et secrétaire du roi, professant la religion réformée et homme très instruit. Il mourut en 1619. Il sera question plus loin de son fils Henri, né en 1620, qui lui succéda dans sa charge de secrétaire du roi et quitta la France à la révocation de l'Edit de Nantes.

J'achetai, ce jour (26 janv. 1609), au Palais, un petit livret nouveau : *Des mœurs des Espagnols.....* qui est une pure fadèze ; mais pource que c'est contre l'Espagnol, il est bon de mise à Paris, comme estoient il y a quelque temps ceux qu'on faisoit contre les huguenots, quelque sots et maussades qu'ils fussent.

P. 496.

J'ai presté, ce jour (31 janv. 1609), à M. J. une *Prédiction de Ph. Mélanchton et M. Luther sur deux monstres prodigieux, l'un d'un asne pape, et l'autre d'un veau moine* ; tous deux imprimés avec leurs déclarations, in-4^o, par Crespin, 1557. Plaisante drollerie.

P. 497.

Le jeudi 19 (mars 1609), un nommé Valladier, autres fois jésuite, preschant à Saint-Jacques-de-la-Boucherie, fist tout son sermon (où j'estois) de l'insuffisance de l'Ecriture sainte et nécessité de l'observation des traditions de l'Eglise : contre l'opinion des huguenos, lesquels il accoustra de toutes façons, jusques à dire (ce que je tiens et tiendrai toujours pour un blasphème) que quand il n'y auroit point d'Ecriture sainte, on s'en pourroit passer aisément, mais non pas des traditions.

P. 501.

Le bonhomme La Faye, le plus vieil ministre de Charenton, le plus riche et avare, mais le moins suffisant, mourust en ce mois (mars 1609) à Paris. Il estoit de maison, oncle de madame la procureuse générale La Guesle ; et fust avec un grandissime convoi porté et enterré au cimetière de ceux de la religion. Ne laissa aucuns enfans.

P. 503.

Des prédications de Paris pendant ce quaresme, beaucoup de bruit et peu de fruit. Les jésuites y tiennent les premières chaises ; font la guerre aux hérésies, pource que cela les regarde, en parlent d'ardeur et d'affection, mais froidement des grands vices, corruptions et abominations qui règnent. Entre tous les autres, père Gontier s'en fait ouïr et croire ; et par ses séditeuses prédications s'efforçant de combattre l'hérésie, l'establit plus, dit-on, qu'il ne la ruine.

Ceux de Charenton ne font guères mieux ; car laissant là les vices et désordres qui règnent parmi eux aussi grands et énormes qu'en ceux de deçà, déclamans contre les abus et superstitions de l'Eglise Romaine, font (comme les catholiques à Calvin) la guerre au Pape seulement, lequel ils nomment à plaine bouche l'Antechrist ; et traitent cette matière si bouffonnement, principalement un des plus jeunes

d'entre eux (1), qu'ils détruisent plustost qu'ils n'édifient : estant ceste façon de prescher indigne de la modestie et gravité que doit tenir un prédicateur en sa chaire. Ainsi se descouvre en tous les deux plus d'animosité particulière que de zèle à la gloire et paix de la maison de Dieu.

P. 504.

Le samedi 4 (avril 1609), j'ay donné à M. Labbé la Tradition catholique de Marsan, qu'il a fait imprimer par Bérion, in-8^o, lequel me l'a vendue, reliée en parchemin, dix sols (2). Elle a esté défendue et censurée à Charenton par les ministres dudit lieu, horsmis de M. Durant, estant encore en pire prédicament envers les catholiques zélés qu'on appelle, c'est-à-dire ceux (comme il n'y en a que trop aujourd'hui) qui sont *afflati vapore loyolitico* (3). Ce que j'avais prédit dès le commencement à ce bonhomme, et que son livre, bien que sincèrement et véritablement escrit, ne seroit guères bien receu de la pluspart, tant d'une religion que d'autre, pour le petit nombre de ceux qui procurent et affectent la paix de l'Eglise de Dieu.

Ibid.

J'ay acheté, ce jour (13 avril 1609), les *Privilèges de l'Eglise gallicane*, recueillis par M. Gillot, conseiller en la Grand'Chambre, imprimés nouvellement à Paris, in-4^o, par Varannes, avec un *codex canonum vetus Ecclesie romanæ*, compilé par M. Leschassier, avocat à la Cour, imprimé in-8^o par Le Beys. Ces petits livrets faschoient plus le pape, pource qu'ils le battoient de ses canons propres, que ne faisoient ceux de Charenton.

P. 505.

M. D. C. m'a donné une nouvelle bagatelle qu'il avoit apportée de Charenton, où on la croit, intitulée : *Véritable narré de la conférence entre les seigneurs Du Moulin et Gautier, secondé par madame la baronne de Salignac, le samedi 11 avril 1609.*

Ibid.

M. de Greban m'a presté, ce jour (22 avril 1609), un petit livret, duquel, comme tous ceux de sa religion, il fait un grand estat, intitulé : *Le Réveil des apostats sur la révolte de Jacques Illaire, en la réfutation des escrits publiés, etc.*, par Jean Valleton, ministre de l'Eglise de Privas, en Vivarets. Il est imprimé, in-16, l'an passé 1608.

P. 506.

(1) L'Estoile veut peut-être parler de Du Moulin. (2) « Livre tendant, mais en vain, à la réunion des deux religions, » dit-il au 21 fév. 1609. (3) Touchés d'un souffle jésuitique.

Ce mesme jour (25 avril), une nouvelle fadèze qu'on crioit, intitulée Les causes justes et équitables qui ont meu Martin Broccart, libraire et contreporteur (ceste qualité est à noter, pour la grande connoissance de théologie qu'ont ces gens-là), de quitter les prétendus réformés, et de se ranger en l'Eglise catholique, apostolique et romaine.

Ibid.

*Le samedi 11^e du mois d'avril, a été faite une conférence entre le père Gonthery, jésuite, et Du Moulin, ministre de Charenton, dans la maison des damoiselles de Mézencourt, où la Dame de Mézencourt leur sœur, huguenotte, avait invité le ministre Du Moulin et ledit père, pour s'instruire à la croyance des catholiques, qui croient que le sacrement de l'eucharistie contient une vraie oblation du sang que Jésus-Christ a versé pour la rémission des péchés, étoit fondée dans les Saintes Escritures. Ce que le père jésuite lui prouva par la Bible même des hérétiques, de la version de Calvin; par ce texte de saint Matthieu, ch. XXVI, v. 28 : « Prenez, buvez, ceci est mon sang, » du Nouveau Testament, « qui est espandu pour plusieurs en rémission » des péchés. » Sur ce passage si exprès, le ministre Du Moulin eut recours à des distinctions, et dit que ces mots « *qui est espandu* » ne devoient pas s'entendre du présent, mais du futur. Néanmoins ladite Dame de Mézencourt, qui avoit promis de quitter l'huguenotisme si ce point étoit exprès dans la Bible des huguenots, ne crut pas à la distinction et à l'interprétation du ministre Du Moulin : ains résolut de se virer et de se faire catholique.*

P. 507.

Le samedi 18 d'avril, la dame de Mézencourt a tenu sa parole : car ayant pris avec elle plusieurs dames de sa connaissance, entre lesquelles étoit madame de Salignac, elle est allée à l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, où elle a abjuré le calvinisme et embrassé la religion catholique, malgré plusieurs lettres et écrits que le ministre Du Moulin et ses collègues lui ont envoyés pour retarder sa conversion.

P. 508.

Le jeudi (7 avril 1609), on m'a donné une nouvelle réplique faite par Du Moulin au père Gontier, laquelle est fort piquante et bouffonne. Ainsi le jésuite respond par des injures, et le ministre réplique des sornettes : se montrans en ceste procédure aussi sages l'un que l'autre.

P. 509.

Ce jour (8 avril), M. le Chancelier envoya quérir M. de Villarnou, député de ceux de la religion, auquel il enchargea, de la part de Sa Majesté, d'aviser et donner ordre que la réplique Du Moulin au père Gontier ne se vendist point, et mesme dimanche à Charenton, où on la devoit crier et vendre. De fait, il s'y transporta, ce jour, et en fit faire les défenses à Bourdin, l'imprimeur, qui les y vendoit; mais il en avoit desjà débité et vendu un bon nombre quand ledit Villarnou y arriva, pour ce qu'il y vint tard. Ce qu'on croioit avoit esté fait à la main et tout exprès.

Ibid.

En ce mois de may (1609), fust établi, pour l'instruction de la jeunesse de la religion prétendue réformée, un collège à Clermont en Bauvoisis, en Picardie; dont les affiches ayant esté mises à Charenton, un ancien ami m'en apporta une dudit lieu, conceue en ces mots :

« IL Y A un collège établi à Clermont en Bauvoisis, et trois régens, « pour enseigner la langue latine, grecque, l'écriture, l'arithmétique, la musique, la réthorique, la dialectique et logique. Si quel-
« qu'un a désir d'y envoyer enfants, l'Eglise aura soing de les mettre
« en pension, et le principal et autres personnes auront charge tant
« de leurs personnes que de leur instruction. Les pensions seront de
« quarante escus, ou de telle autre somme que de raison. »

P. 511.

Le vendredi 10 (juillet 1609), M. Justel m'a fait voir l'*Apologie* nouvelle du Roy d'Angleterre, imprimée à Londres, in-16, longuet, par Jean Norton, intitulée : *Apologia pro juramento fidelitatis*, etc., en laquelle il accoustre mal le pape, comme aussi tous ses supposts et confidens, cardinaux, jésuites, et autres de ceste farine... Adressant ce petit livret à tous les rois, princes et monarques de la chrestienté, auxquels il en a envoyé et fait présent : de tous lesquels on disoit qu'il n'y avoit que le Roy d'Espagne qui l'eust refusé, l'ayant nostre Roy pris et accepté, mais aussi tost baillé au père Cotton..... Ladite *Apologie* est notée à la maison du ministre Du Moulin, auquel le Roy d'Angleterre l'avoit envoyée; et l'avoit ledit Du Moulin prestée à M. Justel.

P. 516.

Le samedi 11, le sire Bourdin m'a vendu la *nouvelle Apologie du ministre Du Moulin pour la sainte Cène*, reveue, corrigée et augmentée de beaucoup par lui, à ceste dernière impression, avec les res-

ponses à Coiffeteau, et autres qui avoient escrit contre. Tous ceux de la religion font grand cas de ce livre, lequel j'ay voulu acheter pour le ramas que j'ay fait de tout ce que j'ay pu recouvrir d'escrits sur ceste matière, tant d'une part que d'autre, et non que je sois de leur opinion; car m'arrestant simplement aux paroles de Jésus-Christ, qui de soi sont claires et intelligibles, et n'admettent ne trope ne figure, je rejette toutes interprétations et gloses qui gastent le texte et y sont contraires, quelque spécieuses et subtiles qu'elles soient.

Ibid.

Le vendredi 24, Du Moulin mandé par M. le Chancelier, sur ce que le nonce du pape avoit fait plainte au Roy et donné à entendre que ledit Du Moulin traduisoit en françois l'*Apologie du Roy d'Angleterre*, et qu'on eust à lui faire défense de passer oultre, fist réponse qu'il n'y avoit par seulement pensé ni sçavoit que c'estoit, et que telles traductions n'estoient de sa profession. De quoi M. le Chancelier se contenta (1).

P. 521.

Le jeudi 30 (juillet 1609), j'ay acheté au Palais un petit livret nouveau du père Cotton, lequel sent plus son damoiseau que son théologien, encore que je le trouve composé de deux espèces de dévotions : l'une affectée pour les dames, l'autre grossière pour un vulgaire, qu'on peut nommer superstition, à laquelle le petit peuple se laisse aisément enlacer et attirer par ceux qui font trafic et tirent gain de ceste marchandise; comme tous jésuites, qui sont confits en cérémonies, et lesquels je tiens vrais ennemis de la religion... Ce petit livret est intitulé : *Intérieure occupation d'une âme dévote*, augmenté de fadèzes en ceste seconde édition; présenté à la Reyne, imprimé à Paris par Chappelet, in-16.

Ibid.

Le vendredi 14 (août 1609), il n'estoit bruit par tout Paris que d'un enfant né en Babylone, qu'on disoit estre l'*Antechrist*, duquel le Roy avoit eu advis par le grand-maitre de Malte... On tient que le branle fust donné à ceste fausse nouvelle sur le bruit qui couroit que le dimanche d'après se devoit vendre à Charenton l'*Apologie du Roy d'Angleterre* en françois, qui appelle le pape l'*Antechrist* (2).

P. 526.

(1) V. dans la *France protest.*, art. *Du Moulin*, nos 7 et 67 de la Bibliographie.

(2) On voit, par une note du 22 du même mois (p. 528), qu'il s'agissait d'une « amuse-badaud, ou nouvelle à la main, traduite d'italien en françois. »

M. Petit, médecin de Gien, arriva à la cour en ce temps, mandé par le Roy et commandé d'y venir pour estre son premier médecin. Il y eust plusieurs contendans à la Cour pour cest estat ; mais toutes les brigues et faveurs n'y servirent de rien, pour ce que Sa Majesté s'estoit dès préçà résolue à cestuy-là. Bien avoit-il envie d'en gratifier Turquet, dit de Maierne, médecin ordinaire de Sa Majesté, lequel il aimoit et estimoit ; mais pource qu'il estoit de la religion n'en voulust point, et dit ces mots : « Je voudrois avoir donné vingt mille
« escus et que Turquet fust catholique ; il seroit mon premier méde-
« cin. » On en parla à M. de Sully, lequel fist responce qu'il avoit fait serment de ne jamais parler au Roy de médecin ni de cuisinier.

P. 529.

En ce temps, M. de Champvalon, abbé de Saint-Victor, jeune d'âge, mais mûr de modestie et de sagesse, personnage docte, de bonne vie et de douces mœurs et conversations, ayant envie de conférer avec le ministre Du Moulin des points principaux controversés en la religion, et l'en ayant fait advertir, ledit Du Moulin, conduit par le précepteur de M. de Saint-Denis, l'alla trouver au Pré-aux-Clercs (lieu convenu entre eux comme le plus commode pour ladite conférence, ayant Du Moulin refusé de se trouver à Saint-Victor, comme toutes moineries estant suspectes à ceux de sa profession), où il trouva ledit Champvalon seul qui l'attendoit, avec lequel il demeura en conférence (avec toutes les honnestetés et respects d'une part et d'autre qui se peuvent excogiter) depuis une heure après midi jusques à près de six heures du soir qu'ils se départirent bons amis, sauf leurs opinions, où on ne doute point qu'ils se rencontrassent mal. Tant y a que Du Moulin, après l'avoir laissé, dit à un mien ami (qui, avec un nommé Poupart, l'avoit toujours accompagné et suivi de loing et qui m'en a fait le conte), qu'il avoit trouvé ledit abbé fort honneste homme, gracieux, ommunicatif et docte ; mais qui se plaisoit fort à faire montre de sa science, laquelle il estimoit et honoroit, et encore plus la vertu du personnage, lequel il aimoit civilement. Sur quoi, lui ayant esté demandé par Gréban s'il ne lui avoit point pris envie de permuter son bénéfice au sien, fist responce qu'il croyoit qu'ils y avoient aussi peu pensé l'un que l'autre.

Ceste communication privée se fist le jeudi 10 de ce mois (*septembre 1609*), laquelle ledit Gréban m'a contée ce mercredi 16 dudit mois. — Il seroit à souhaiter que les conférences qui se font assez

souvent sur ce subject, tant publiques que particulières, se traitassent avec douceur et modération; mais c'est la première que j'ay remarquée, ce qui me l'a fait escrire : car j'ay toujours vu, au sortir d'icelles, les contendans (comme s'ils n'eussent point esté chrestiens) s'entre-déchirer l'un l'autre par toutes sortes d'injures, avec aussi peu de charité du ministre que du théologien.

P. 534.

Un jeune moine de Sainte-Geneviève, avec un *fratri ignorant*, estant sur le point de quitter l'habit et profession de leur ordre et passer à Charenton, furent descouverts, et sur la fin de ce mois, attrapés et renfermés en leurs cages; le pauvre frater ignorant fouetté tous les jours bravement et doctement; le jeune moine renfermé en une prison au pain et à l'eau...

P. 537.

Le lundi 12 (octobre 1609), ceux de la paroisse de Charenton faisoient partout un panégyrique de l'excellent presche qu'avoit fait, le jour de devant, audit Charenton, un jeune ministre d'Annonay en Vivaretz, âgé de vingt-quatre à vingt-cinq ans seulement, nommé Le Faucheur, neveu d'un mien ami, fort honneste homme, nommé aussi Le Faucheur, Rochelois. — Il prit son thème sur le passage du psaume : *J'aime mon Dieu*, lequel il traita fort gentiment et pathétiquement; chose propre pour un peuple qui se prend plus par les oreilles que par le jugement, si que quand il vint à sa péroration, il tira les larmes des yeux de la pluspart de ceux de l'assistance, mesme de ceux de M. de Sully. — Encore que les compunctions en ceux de sa qualité soient fort rares, ceux qui m'en ont parlé sans passion (et entre autres un de mes amis qui, ayant envie de me le faire voir et connoistre, l'avoit amené chez moy, où je n'estois point, ce dont je fus bien marri), m'a dit qu'à la vérité son esprit et sa doctrine passoient bien son âge, et que son hardiesse, éloquence et action par-dessus tous ses compagnons, voire les plus anciens et renommés, promettoient quelque chose de grand et non vulgaire. — J'eusse fort désiré d'oïr son presche (car je ne croy en cela à tout esprit), n'eust esté qu'à Paris (tant le monde y est sot et corrompu) d'aller en mauvais lieu à ceux de profession catholique est plus tolérable beaucoup que d'aller à Charenton (1).

P. 540.

(1) Casaubon, qui était alors à la campagne pour quelques jours, n'assista pas à cette prédication; sans quoi, il n'eût pas manqué d'en parler.

Le dimanche 18 (octobre 1609), le marquis de Rosni, fils de M. le duc de Sully, fust marié à Charenton avec la fille de M. le comte de Créquy, âgée de neuf à dix ans seulement. On pensoit que ce fust Le Faucheur (ce jeune ministre qui est tant en bruit) qui y dust faire l'exhortation et le mariage : à raison de quoy y eust grand concours et affluence de peuple, mesme de catholiques. Mais ce fust le ministre Du Moulin qui y prescha et les espousa. — La mariée avoit une robbe de satin blanc, fort riche et magnifié, pour estre enrichie de force perles et pierreries avec la coiffure de mesme, voilée à la romaine. Le marié, somptueusement habillé, portoit au col une excellente chesne de pierreries à deux tours; et M. de Sully, son père, avoit une aigrette à son chapeau, où y avoit une enseigne de pierreries très belle qui reluisoit et esclatoit partout. — Au sortir du presche, le général Duret (1) leur donna à tous magnifiquement à disner au logis de madame de Vienne, sa maistresse.

P. 541.

Le dimanche 25 (octobre 1609), fust publié à Charenton le jeusne au jeudi 5 du mois qui vient, et dit Du Moulin, que quand il n'y eust eu autre cause que les dissolutions et impiétés qui régnoient, et tant de libertins et athéistes qu'il y avoit entre eux, qu'il estoit du tout nécessaire.

Ibid.

Ce jour (*jeudi 5 novembre 1609*), fut célébré le jeusne à Charenton, avec grande apparence de dévotion, au moins selon la forme simple qui s'y observe; car depuis huit heures du matin jusques à près de quatre, on n'y fist que prescher, prier et chanter, sans que personne (ou pour le moins bien peu) sortissent de leur place et du temple, qui estoit tout plain. Il y fust fait trois presches, par MM. Du Moulin, Durant et Le Faucheur, qui, entre les autres, exhorta fort pathétiquement le peuple à la pénitence et amendement de vie (2).

P. 545.

Le jeudi 10 (déc. 1605), on crioit par ceste ville une nouvelle bagatelle, intitulée : *Les conséquences dressées par père Gontier, jésuite, contre les ministres de la religion prétendue réformée.*

P. 548.

Le jeudi dernier de ce mois et an 1609, j'ai acheté un *Contrepoison*

(1) Sans doute quelque général des finances.

(2) Casaubon parle aussi de ce jeûne, auquel il assistait. (V. ci-après, p. 470.)

et préservatif, d'un jésuite nommé Baile, contre les erreurs des prétendus réformés, qu'on crioit par les rues; et m'a cousté trois sols.

Ibid.

Pendant ces Avents, le père Gontier, jésuite, à Saint-Gervais, et le père Basile, capucin, à Saint-Jacques-la-Boucherie, font journellement des déclamations catilinaires contre ceux de Charenton; et la plupart de leurs sermons ne sont qu'invectives et philippiques sanglantes contre ceux de la religion prétendue réformée, contre leurs édits, contre l'Estat et la personne du Roy mesme... Le père Gontier, en la personne du Roy, qui assista en personne à ses sermons, le vendredi jour de Noël, le samedi, le dimanche, qui furent de continuelles déclamations contre les huguenots, lesquels il appela plusieurs fois vermines et canailles, jusques à dire que les catholiques ne les devoient souffrir parmi eux..... A M. de Sully, qui dit au Roy que ledit Gontier prechoit séditieusement: « Je ne trouve « point estrange, lui répliqua Sa Majesté, que vous en jugiez et par- « liez de ceste façon; seulement je m'estonne comme vous n'en « remarquez point autant en ceux de Charenton, que vous allez ouïr « tous les jours, qui font pis que lui, et preschent encore plus sédi- « tieusement qu'il ne fait. »

P. 549.

En ce temps, on reçut la nouvelle de la mort de M. Marmet, ministre que le roy aimoit, et lequel il regretta fort; aussi estoit-il et avoit toujours esté bon et fidel serviteur de Sa Majesté. Il mourut à Nérac: homme véhément et zélé à la manutention et augmentation de la religion, qu'il preschoit; médiocrement docte, mais bien disant, et duquel on disoit qu'à son arrivée du commencement à Nérac pour y prescher (il y a fort longtemps); il n'y avoit trouvé que trois huguenots, et quand il en estoit sorti, n'y avoit laissé que trois catholiques.

P. 551.

Le lundi 11 (janv. 1610), un mien ami, de la paroisse de Charenton, m'a conté comme le jour de devant, qui estoit le dimanche 10 de ce mois, il avoit veu faire audit Charenton, au curé de Lorge-rie près Gisors, nommé Enguerrant, paravant ministre de Chef-boutonne en Poitou, nouvelle abjuration et itérative profession de foy.....

P. 552.

Le samedi 16 (janv. 1610), l'imprimeur Janon, que je congnois il

y a longtems, m'a donné de son impression, la *Responce* faite par Pelletier à l'*Apologie du Roy d'Angleterre*, avec la conversion dudit sieur, qui est un chef-d'œuvre de sa nouvelle maistrise catholique à lui enjointe par messieurs nos maistres. Et pour ce que Janon, l'imprimeur, a toujours esté et est encores de la religion, messieurs ses maistres de Charenton ayans trouvé fort mauvais de ce qu'il s'estoit ingéré d'imprimer ses livres, directement contraires à la doctrine de leurs églises; après l'avoir mandé au consistoire et admonesté de sa faute, lui ont interdit à temps l'usage de la Cène, avec deffense de ne plus vendre de livres à Charenton, comme il avoit accoustumé. Ce qui l'a beaucoup fâché : tellement qu'en le contant il me dit que si leurs ministres eussent eu ici l'auctorité et le crédit qu'avoient les jésuites, ils eussent esté plus mauvais qu'eux.

Ibid.

Le vendredi 2 de ce mois (avril 1610), j'ay acheté un quart d'escu un nouveau livre du P. Richeomme, jésuiste, intitulé *le Panthéon huguenot*, imprimé par Rigaud, à Lyon, in-8°. Livre de belle monstre au dehors, mais rien que vent au dedans et de ces citrouilles vides que les Grecqs ont appelées *Somphos*, et qui pis est, vent pour exciter des tempestes, desquelles nous ne sommes que trop menacés sans cela.

P. 571.

Vendredi, 14 may 1610. (Mort du roy Henry IV, assassiné par Ravaillac.)

Par les premiers extraits que nous avons reproduits, et mieux encore par ceux-ci, on voit que le *Journal* de l'Estoile nous donne la chronique *extérieure* de Charenton, les mœurs de l'époque : nouvelles à la main, bruits courants, petits livrets qui se débitaient à la porte du temple ou placards qu'on y affichait, pamphlets qui se criaient par les rues de Paris, et qu'il traite, suivant leur mérite, de « bagatelles, fadèzes, fariboles, drolleries, bouffonneries, « amuse-badauds; » ce sont les « entre-batteries de Rome et de Charenton, « huguenotes ou jésuitiques, » livrets tantôt « plaisants et bien agraffés, » tantôt « sots et maussades (1). » En un mot, ce sont les pauvretés et les misères de ce temps-là (et plus ou moins de tous les temps), notées par un observateur impartial, avec des réflexions pleines de finesse et de mor-

(1) Ce sont là des échantillons d'un travail fort curieux qui serait à faire : une *bibliographie charentonnaise*.

dant, et contenant de bonnes vérités sur les uns et les autres, dont il n'est souvent pas impossible de faire encore aujourd'hui de piquantes applications et de tirer profit : car le bon Plutarque a eu bien raison d'écrire un traité sur « l'utilité des ennemis, » et le bon La Fontaine n'a pas eu tort de parler du danger des imprudents amis (1). Or, L'Estoile, on le sait, n'est pas un ennemi pour les réformés, tant s'en faut; il est lié avec beaucoup d'entre eux, mais sans épouser leurs querelles. C'était un de ces chrétiens indépendants, éclairés, sages, qui voulaient garder le juste milieu entre les excès des deux communions (V. t. II, pp. 280, 427).

Casaubon est aussi de ceux-là, mais avec cette différence que produit toujours la première éducation, l'habitude religieuse, le caractère individuel. Tout en concevant quelque chose de mieux encore que les formes du culte qu'il pratiquait, il était sincèrement et profondément attaché à l'exercice de ce culte et à ses doctrines. C'est cet attachement qui se manifeste d'une manière si vive dans ses tablettes quotidiennes. Avec lui on va faire le trajet, si pénible encore, de Paris à Charenton; on en subira les péripéties, soit qu'on s'y rende par eau et que la barque vienne à chavirer, soit qu'on soit obligé d'y aller et d'en revenir à pied, par le froid excessif de l'hiver de 1607 à 1608, ou par les chaleurs insupportables du mois d'août; enfin on pénétrera dans l'intérieur de ce temple à la porte duquel reste l'Estoile, et l'on y entendra les Montigny, les Durand, les Du Moulin, les Le Faucheur. Chemin faisant, on ira parfois aussi, avec Casaubon, à la chapelle de l'ambassade d'Angleterre; ou on l'accompagnera dans ses visites et ses entretiens avec divers personnages notables de l'époque.

Extraits des Ephémérides de Casaubon.

Ides d'août 1607. — De retour ce matin même de ma visite à ma femme et à mes enfants, j'ai été assister deux fois au service divin, et ma course à la campagne a été pleine d'agrément. A toi, Eternel Dieu, soient louange et gloire. Amen.

P. 541.

7 des kal. de sept. 1607. — La voiture était prête pour aller au temple. Mais la maladie de ma femme nous en a empêchés. O Dieu, donne-nous de pouvoir y aller et bientôt et souvent!

P. 543.

5 des ides de sept. 1607. — Dieu veuille nous être propice : nous partons pour assister au culte et participer aux saints mystères. Dieu veuille nous accorder la grâce de nous en approcher dignement, de

(1) Qui donc aussi a dit ce mot profond : « O Dieu, délivre-moi de mes amis! Quant à mes ennemis, je m'en charge. »

reconnaître nos péchés, de les détester alors même que nous les ignorerions, d'aspirer à une vie meilleure et d'y atteindre en effet...

P. 544.

Nones d'oct. 1607. — Nous sommes allés au temple, moi, ma femme et une partie des enfants, et nous en avons ressenti une incroyable jouissance. « Grâces en soient rendues à Dieu. »

P. 548.

(1) *10 des kal. de janv. 1608.* — Nous parlons tous pour aller au temple, avec ma sœur et les petits enfants. Pussions-nous accomplir heureusement notre dessein. Car le temps est bien dur à cause du grand froid, et je ne suis pas sans inquiétude pour ma pauvre femme, qui va comme les autres, Dieu voulant, faire la route à pied (2)...

P. 563.

9 des kal. de janv. 1608. — Par suite de la fatigue d'hier je n'ai pu presque rien faire aujourd'hui, ou plutôt je n'ai absolument rien fait.

P. 564.

8 des ides de janv. 1608. — ... Hier on a offert à ma femme de la conduire aujourd'hui au temple; mais comme elle est sortie pour affaires et s'est ressentie du grand froid qu'il fait, nous avons décidé ce matin que je profiterais de l'occasion à sa place, de peur que le malaise qu'elle éprouve ne vienne à s'aggraver. Je me suis donc levé un peu plus tôt que ces jours derniers, et j'ai révisé mon travail d'hier sur le livre X de Polybe. Sur ces entrefaites est arrivée la voiture des excellentes demoiselles Arnould. Aussitôt je sortis de mon cabinet, où j'étais presque morfondu. A peine étais-je monté en voiture que je me sentis pris d'un froid excessif aux pieds. Nous cheminions pourtant; nous sortions de la ville. Mais nous ne pûmes aller bien loin. La violence du froid était telle et le vent si glacial et si coupant, qu'il nous eût été, aussi bien qu'aux chevaux eux-mêmes, impossible d'avancer. Nous retournâmes donc, sans avoir fait notre course, et je fus l'objet de beaucoup d'attentions de la part des aimables personnes

(1) Le 4 des nones de décembre, Casaubon ne put aller à Charenton, non plus que le 5 des ides. Chamier mentionne ces deux dimanches (*Bull.*, t. II, p. 312): « 2 déc. 1607. Dimanche fusmes au presche de Charenton, et je parlai à M. D'Aubigné... » — « 9 déc. Dimanche, je preschai à Charenton. »

(2) On voit que cette mention correspond à celle du 23 décembre dans le *Journal du voyage de Daniel Chamier*. Nous la reproduisons ici :

« 23 décembre 1607. Dimanche, nous fûmes à Charenton faire la Cène, avec un temps fort mauvais, à cause de la neige, glace et vent. Au retour, étant à Saint-Antoine des Champs, je tombai et me grevai le pied tellement qu'il me fallut entrer au coche de M^e de Châtillon et tenir chambre tout le lundi et mardi. »

qui me conduisaient, lorsqu'elles eurent remarqué à quel point j'étais gelé. Me voici rentré chez moi et je ne puis m'empêcher, ô Eternel Dieu, de t'adresser cette prière : Puisses-tu trouver bon que je m'efforce d'établir un jour mon domicile dans un endroit où il y ait une libre profession de notre pure religion, et où les exercices du culte soient moins difficiles ! Nous avons, ma femme et moi, bien des raisons pour souhaiter ce changement, mais tout le reste est supportable auprès de cela ; obligé de passer sa vie sans jouir de l'avantage d'assister au culte, d'entendre la sainte Parole, c'est là une chose véritablement intolérable pour nous et pour nos enfants..... Deux situations me sont offertes en ce moment, l'une à Heidelberg, l'autre à Nismes. Chacune a ses avantages et ses inconvénients. Donne-nous, ô Dieu, un sens droit pour bien choisir, donne-nous en cette circonstance, comme en toute autre, de vouloir ce qui est dans tes vues. Aie pitié de ma languissante famille. Console-nous dans nos tristesses, ma femme et moi, relève-nous dans nos découragements.....

P. 570.

Ides de janv. 1608. — Le froid et d'autres inconvénients nous ont privés aujourd'hui d'entendre la sainte Parole. Oh ! puissions-nous jouir un jour plus commodément de ce bienfait !.....

P. 573.

8 des kal. de févr. 1608. — Grâces te soient rendues, ô Dieu, de ce que nous avons aujourd'hui assisté à la sainte assemblée qui a eu lieu dans la demeure de l'ambassadeur d'Angleterre. Le froid a commencé à diminuer... (1)

P. 574.

6 des kal. de févr. 1608. — C'est maintenant un autre obstacle qui nous force à garder la maison. Après le froid excessif des temps derniers, est venue la fonte des neiges et un si grand dégel, que nous n'avons pu nous rendre à l'assemblée aujourd'hui encore. Pardonne, ô Dieu, et nous conserve !

P. 575.

4 des ides de févr. 1608. — Un affreux temps de dégel m'a encore empêché aujourd'hui d'aller au temple. Donne-nous, Seigneur, la possibilité de nous acquitter de ce devoir et de goûter ce bonheur.

P. 577.

13 des kal. de mars 1608. — Je suis allé ce jourd'hui au temple avec

(1) *Journal de Chamier (ibid.)* : « 20 janvier 1608. Dimanche je prêchai à Charenton.

mon fils. Outre ce que ce jour avait de solennel pour le commun des fidèles, il avait pour moi un caractère particulier : j'accomplissais ma quarante-neuvième année. C'est pourquoi, ô Eternel Dieu, j'ai souhaité de te rendre grâces dans notre Eglise et te les ai rendues (1)...

P. 578.

4 des kal. de mars 1608. — Nous avons voulu aujourd'hui, ma femme et moi, entendre la Parole de Dieu, et nous sommes allés à Charenton. O Eternel Dieu, qui viens de nous dispenser une si dure épreuve, fais que ces dispensations de ta Providence nous soient profitables, de sorte que notre vie en devienne meilleure, que nous t'aimions de tout notre cœur, que nous te servions, que nous ne craignions que toi, ne désirions que toi.....

P. 590.

Ides d'avril 1608. — Nous avons assisté aujourd'hui au service divin célébré à Paris même, chez l'ambassadeur d'Angleterre; le pasteur Gall a fait le sermon (*Gallo pastore concionante*).....

P. 597.

12 des kal. de mai 1608. — Nous sommes allés entendre la Parole de Dieu dans la demeure de l'ambassadeur d'Angleterre.

P. 599.

15 des kal. de juin 1608. — Une partie de la famille est allée à Charenton; une indisposition m'a forcé de garder la maison.

P. 603.

6 des ides de juin 1608. — Une partie de la famille est allée avec moi à Charenton; l'autre est restée à Paris et a assisté à l'office divin chez l'ambassadeur d'Angleterre.....

P. 607.

3 des kal. de juillet 1608. — J'ai entendu aujourd'hui avec une grande satisfaction un sermon de M. Du Moulin, et je t'en rends grâces, ô Dieu.....

P. 614.

13 des kal. d'août 1608. — O Dieu, « plein de sagesse et de bonté, » puis-je assez te rendre grâces de la protection dont tu nous as couverts aujourd'hui! Je voudrais pourtant te donner ici quelque témoi-

(1) On voudrait pouvoir citer ici tout au long les touchantes réflexions que ce jour et le suivant inspirent à Casaubon : elles remplissent près de cinq pages. Hélas ! quelques jours plus tard (le 6 des kal. de mars), la plus cruelle affliction visitait le pauvre homme : il perdait sa fille aînée, Philippa, âgée de dix-huit ans et demi, qu'il aimait avec prédilection. On voudrait aussi pouvoir reproduire les pages où s'épanche sa douleur de père et où se montre sa résignation de chrétien.

gnage de ma reconnaissance. Mais la grandeur et le nombre de tes bienfaits me confond. Le seul exemple de ce jour est une démonstration plus que suffisante de ta bonté envers moi. Nous sommes partis ce matin, ma femme et moi, accompagnés de notre fils aîné Jean, de Méric qui vient après, et de ma sœur, pour aller entendre les deux sermons à Charenton, et revenir aussitôt après en bateau. Nous avions aussi projeté de nous y rendre par eau. Arrivés au port, bien qu'il ne fût pas encore sept heures, nous n'avons rien trouvé, à l'exception d'un petit bateau en assez mauvais état et n'ayant pas même de tente, comme ils en ont habituellement. Nous hésitâmes sur ce que nous ferions; mais le désir d'accomplir nos devoirs religieux l'emporta, et nous entrâmes dans ce bateau, ou plutôt ce batelet, le seul qui restât. Le batelier prit la corde et se mit en marche sur la rive, halant notre frêle embarcation et nous qu'elle portait. Déjà la plus grande partie du chemin était faite lorsqu'une barque de plus grande dimension, et qui était semblablement conduite par deux forts chevaux de halage, atteint notre bateau qu'elle choque et fait violemment vaciller de côté et d'autre. Combien ton puissant secours, ô Dieu, nous était nécessaire, et combien nous l'avons éprouvé! L'avant de la barque qui venait sur nous touche notre embarcation et du même coup la submerge, de façon qu'elle commençait à se remplir d'eau et à couler à fond. C'en était fait de nous tous qui nous y trouvions, si la divine Providence ne nous eût sauvés. Ma sœur et mon fils montèrent, non sans peine, dans le grand bateau, secondés par ceux qui étaient témoins de notre péril. Ma femme et moi, nous étions assis ensemble, et fûmes également surpris par cet accident soudain. Je la vis aussitôt, au milieu du tumulte, la moitié du corps dans le bateau rempli d'eau et l'autre moitié dans la Seine. J'avoue que le danger que courait ma pauvre femme me causa une vive émotion, autant du moins que l'état de mon esprit le comportait. Je lui tendis la main et, réunissant toutes mes forces physiques et morales, je parvins, avec l'aide de Dieu, à la soulever assez pour que ceux de la grande barque pussent la saisir et l'y recueillir. Ainsi, cette tendre amie a échappé au péril; mais nous craignons pour l'enfant qu'elle porte en son sein, car dans les efforts qu'il a fallu faire afin de la sauver, en la soulevant vers la barque, elle n'a pu éviter d'appuyer sur le ventre. Espérons, ô Dieu, que nos craintes ne seront pas justifiées. Cependant, pour subvenir au salut

de ma femme, moi qui déjà me tenais des deux mains à la grande barque, j'avais lâché prise; tout en la sauvant, je m'exposais moi-même au plus grand danger, et je me vis bien près d'y succomber. Mais Dieu ne m'abandonna pas non plus, et, animés par les cris de ma femme, tous ceux qui étaient présents et qui déjà par eux-mêmes étaient pleins de zèle, n'eurent point de repos qu'ils ne m'eussent aussi recueilli sain et sauf. Ainsi, sur le point de périr naufragés, nous avons tous été sauvés, et nous en avons été quittes pour une petite dépense d'argent, si ce n'est que j'y ai perdu un livre de Psaumes qui m'était précieux, comme l'ayant donné en cadeau de nocces à ma chère femme, et m'en étant servi depuis pendant près de vingt-deux ans. Je le tenais à la main, quand l'accident est arrivé; car (j'aime à m'en souvenir) ma femme, suivant sa coutume, avait commencé le chant de deux psaumes, peu après notre entrée en bateau; nous avions déjà fini le 91^e, et nous en étions au septième verset du 92^e, lorsque le choc se fit sentir. Le précieux volume tomba de mes mains, ainsi qu'un Nouveau Testament grec, que je rattrapai peu après tout mouillé..... Je ne puis passer sous silence l'heureuse coïncidence que voici. Occupé à donner des soins à ma femme, je n'avais pu assister au premier service; mais j'assistai du moins au second. On chanta, comme à l'ordinaire, un psaume avant le sermon. J'ai coutume de participer au chant des fidèles, et l'événement de la journée m'invitait d'ailleurs à glorifier de toutes manières le nom du Seigneur. Me préparant à chanter, je portai la main à ma poche pour en tirer mon Psautier, et je m'aperçus alors de la perte que j'ai faite. Déjà l'assemblée avait commencé le chant, lorsque je pus y prendre part. Je cherchai autour de moi un voisin dont le livre me permit de suivre, et, ayant dirigé mes regards sur celui d'un jeune homme qui était devant moi, je me joignis à l'assemblée. Or, le psaume que l'on chantait était le 86^e, dernière partie, je tombai tout d'abord sur ces deux vers du 7^e verset :

Tirant ma vie du bord
Du bas tombeau de la mort (1).

Je ne saurais dire combien cette rencontre me fut agréable et pleine de douceur. Pouvait-il se trouver rien de mieux adapté à la circon-

(1) Voici les deux vers qui précèdent :

« Car tu as à moi, indigne,
Monstré grand bonté bénigne, etc.

stance? Aussi, je songeai tout aussitôt à cette parole de saint Ambroise : C'est là, dit-il, le propre du livre des Psaumes, que « chacun « de ceux qui les écoutent ou qui les lisent, en sont pénétrés et se les « appliquent, absolument comme s'ils avaient été écrits en vue d'eux- « mêmes... » (1).

P. 627.

8 des ides de sept. 1608. — J'ai rempli aujourd'hui ma tâche ordinaire; mais combien je suis peiné de n'avoir point donné de temps à ces études qui engendrent le salut de l'âme. J'aurais dû le faire en vue de la journée de demain, où nous devons, s'il plaît à Dieu, participer à la sainte Cène...

P. 628.

7 des ides de sept. — Nous partons pour nous rendre au temple et y participer à la sainte eucharistie. Réserve-nous, ô Dieu, ce grand mystère, et protège-nous pendant l'aller et le retour. — J'ai réalisé ce dessein avec une partie de la famille, et j'ai fait le trajet à pied, non sans une grande fatigue, mais de bon cœur. A Dieu soient louange et gloire à toujours. Amen.

Ibid.

4 des ides de sept. — ... Je suis très affecté de la maladie de M. de Montigny (2), F. P. de cette Eglise. O Dieu, rends-lui la santé...

Ibid.

18 des kal. d'octobre 1608. — Une partie de la famille est allée au temple. Je suis resté en ville par plusieurs motifs, et, entre autres, pour rendre visite à l'excellent M. Josias Mercier, qui est malade... (3)

P. 629.

4 des ides d'oct. 1608. — Aucun de nous n'a pu aller à Charenton à cause du mauvais temps...

P. 633.

4 des nones de novembre 1608. — Jour bien employé. J'ai entendu les sermons de deux hommes éminents, MM. Ferrier et Durand (4), dont la science scripturaire et l'éloquence m'ont grandement intéressé...

P. 636.

(1) Dans une lettre qu'il écrivait quatre jours après à Scaliger, Casaubon lui rend compte de l'accident dont on vient de lire le récit. (V. Epist. 606, *De periculo suo euntis Charantonem*. Ed. de 1709, in-fol.) — (2) V. *Bull.*, t. II, p. 252. — (3) Josias Mercier Des Bordes, natif d'Uzès et fils du célèbre professeur d'hébreu, et successeur de Vatable au collège royal. Il eut pour gendre l'illustre Saumaise. La *Biographie universelle* dit à tort qu'il fut attiré dans le sein de l'église catholique à la Saint-Barthélemy. Il fut au contraire un des notables protestants les plus utiles à son Eglise, et l'un des deux premiers députés généraux en 1601. (V. aussi t. II, p. 261, *note*.) On a vu ci-dessus (p. 419, *note*) que l'exercice se faisait chez lui en 1599. — (4) Samuel Durand. (V. *Bull.* t. II, p. 472.)

5 des ides de nov. — Aujourd'hui dimanche, nous sommes restés la maison : plutôt à Dieu que nous eussions plutôt passé la journée au milieu de nos frères!...

P. 633.

Veille des ides de décembre 1608. — Les deux fils de défunt M. de Calignon, chancelier de Navarre, et de madame de Calignon, ont été reçus aujourd'hui sous mon toit. De leur vivant, les parents m'en avaient maintes et maintes fois fait la demande. Je ne voulais pas me rendre à leur désir. Mais le respect et l'affection que j'ai pour leur mémoire, et aussi le bon naturel de ces deux jeunes gens m'a fait céder (1). Plaise à Dieu que cela soit pour un bien, et que nous ayons à nous féliciter, eux et moi, de leur séjour dans ma maison!...

P. 642.

Veille des nones de janvier 1609. — Nous avons été au temple aujourd'hui et reçu la communion du corps du Seigneur. Nous avons entendu une prédication très remarquable de l'honorable pasteur de cette Eglise, qui a admirablement parlé de la vision de Jacob et de l'échelle miraculeuse, « soit au point de vue du texte, soit sous le rapport de l'explication allégorique. » Puissions-nous jouir plus souvent d'un tel bienfait...

P. 652.

6 des ides de février 1609. — Grâce à ta bonté, ô Dieu, j'ai assisté aujourd'hui au culte qui t'est rendu, et j'ai réveillé quelque peu ma piété. Je suis revenu à pied; j'étais allé dans la voiture des nobles dames Arnauld. Mais j'ai voulu revenir plus tôt, et prendre en même temps de l'exercice...

P. 655.

11 des kal. de mars 1609. — Je suis allé à Charenton avec ma femme et une partie des enfants, par un vilain temps de vent et de neige. Il y a aujourd'hui un an que ma femme et moi nous ramenions notre fille Philippa malade de chez l'ambassadeur d'Angleterre, ignorant encore, hélas! quelle était la gravité du mal...

P. 663.

Veille des nones de mars 1609. — J'ai passé aujourd'hui quelques heures chez le cardinal Du Perron, mandé par lui, au nom du Roi, et je n'y suis allé pourtant qu'à contre-cœur. Nous avons eu un long et

(1) De Thou leur rend ce beau témoignage « qu'ils avaient hérité des vertus de leur père, et se seraient illustrés comme lui s'ils eussent vécu dans des temps plus heureux et que le ciel leur eût conservé la mère qu'il leur avait donnée. Mais la mort enleva cette dame pleine de mérite peu de temps après son mari... »

sérieux entretien sur la religion. Je t'en supplie, ô Eternel Dieu, par notre Seigneur Jésus, ton Fils unique, répands en moi l'amour et le zèle de la vérité, et préserve-moi de toute erreur en matière de religion (1).

P. 666.

16 des kal d'avril 1609. — Une circonstance particulière m'a conduit aujourd'hui chez M. le duc de Bouillon. On m'avait prié de lui recommander un Grec. A cette occasion, nous avons eu une conversation très sérieuse. Il avait ouï parler de mes conférences avec le cardinal Du Perron; il m'a demandé, dans l'intérêt général, de rendre bon témoignage à M. Du Plessis-Mornay dans les choses où y a droit, attendu que, s'il a pu se tromper parfois, il ne saurait pourtant être condamné sans cause réelle. Que si l'on trouve avec raison que nous laissons beaucoup à désirer, eh bien! qu'on s'applique à faire mieux que nous. Mais rendre les armes, ce serait de notre part abandonner la cause de Dieu et notre propre salut. M. de Bouillon a parlé de la sorte, avec force et vérité, et pour moi, j'ai toujours pensé de même...

P. 667.

11 des kal. d'avril 1609. — Nous sommes allés à Charenton, ma femme, mon fils et moi, et nous avons passé une partie de la journée avec MM. les pasteurs de Montigny et Du Moulin...

P. 668.

7 des kal. d'avril. — J'ai passé une partie de ce jour avec le ministre Du Moulin. Fasse le ciel que l'entretien que nous avons eu ensemble demeure à toujours gravé dans mon âme, et veuille le Seigneur m'affermir dans la confession de la vraie foi. Amen.

Ibid.

14 des kal. de mai 1609. — ... Nous avons entendu M. Du Moulin, que j'ai souvent entendu avec un grand plaisir, mais jamais avec autant de plaisir qu'aujourd'hui...

P. 671.

12 des kal. de mai. — Grâces te soient rendues, Seigneur Jésus, de ce que tu nous as fait participer au mystère de ta Cène, et entendre ta Parole, que nos deux pasteurs, messieurs Du Moulin et Durand, ont prêchée, non pas seulement avec éloquence, mais avec vérité...

Ibid.

9 des kal. de juin 1609. — Grâces en soient rendues à Dieu, je suis

(1) V. Bulletin, t. II, p. 255.

allé au temple à pied, malgré un affreux temps, et j'en suis revenu sain et sauf...

P. 675.

10 des kal. de juillet 1609. — ... J'ai eu une conversation sérieuse et douce avec M. Du Moulin...

P. 678.

3 des nones de juillet. — J'ai entendu aujourd'hui, à Charenton, M. Ferrier, ministre très éloquent. Que Dieu donne à son Eglise de fidèles pasteurs. Amen (1).

P. 680.

7 des kal. d'août 1609. — Pour bien employer ce jour consacré au Seigneur je suis allé au temple, et cela à pied, par un temps épouvantable. Nous avons été horriblement mouillés, et nous avons beaucoup souffert. Mais outre que c'était dimanche et que je n'avais pas assisté au culte le dimanche précédent, je tenais à y aller en souvenir de la protection que Dieu m'accorda, dans le danger si grand que je courus il y a un an et quelques jours, et afin de lui rendre grâces...

P. 682.

4 des nones d'août. — Une partie de la famille est allée à.... (2)....

P. 683

12 des kal. de sept. 1609. — ... Aujourd'hui est décédé M. Joseph Du Chesne, médecin très renommé (3); il est mort dans la confession de la pure religion....

P. 685.

3 des kal. de sept. — Je suis allé aujourd'hui au temple et j'ai entendu une pieuse prédication de M. Gigord, ministre de Montpellier....

P. 687.

8 des ides de sept. — C'était aujourd'hui dimanche et jour de célébration de la sainte Cène. Ma chère femme ayant passé la nuit dernière dans des souffrances continuelles, je pensais que je ne pourrais jouir de ce bienfait. Mais ma femme oubliant toutes ses douleurs m'a, dans sa pieuse sollicitude, pressé de ne point remettre, et avec une

(1) Ce vœu était plus motivé que ne pensait Casaubon : on sait que Ferrier se rendit bientôt fameux par son apostasie.

(2) Il y a dans notre texte *Ablon* (Hablouem). Il nous paraît évident que c'est un *lapsus calami*, et que Casaubon a voulu et dû écrire *Charenton* (Charentonem), car on ne peut supposer qu'on ait continué à aller à Ablon, après l'établissement du culte à Charenton.

(3) Joseph Du Chesne, seigneur de la Violette, baron de Morancé, un des plus fameux médecins chimistes de l'époque. (V. l'article de la *France protestante*.)

résolution que je n'ai pu m'empêcher d'admirer, elle a voulu aller elle-même au temple. Nous avons accompli ce devoir.... O Dieu, délivre-la de ces cruels maux de tête qu'elle endure....

P. 688.

13 des kal. de nov. 1609. — Je n'ai pas perdu cette journée, car j'ai entendu notre pasteur, M. Durand, qui a prêché savamment sur la nature divine et humaine du Christ.....

P. 694.

6 des ides de nov. — Toute l'Eglise de France célébrait aujourd'hui un jeûne solennel. Nous sommes allés au temple où nous avons entendu avec un vif plaisir trois discours de messieurs Du Moulin, Le Faucheur et Durand, lequel parla d'une manière si bien appropriée à la circonstance, et avec tant de talent et de piété, que j'en fus tout ému et comme transporté. Aussi avons-nous bien vite oublié, ma femme et moi, les dangers que nous avons courus le matin, dans le mauvais petit bateau qui nous avait amenés, et nous avons prié Dieu de nous accorder plusieurs solennités semblables dans l'année.

P. 697.

Veille des kal. de février 1610. — Etant allé aujourd'hui au temple, j'ai entendu M. Du Moulin.....

P. 713.

16 des kal. de mars 1610. — J'ai entendu aujourd'hui prêcher M. De Montigny.....

P. 715.

5 des kal. d'avril 1610. — C'était jour de dimanche. Ma femme et le reste de la famille ont été à Charenton. Quant à moi, j'ai été retenu.....

P. 729.

6 des nones de mai 1610. — Etant allé au temple aujourd'hui, j'ai entendu prêcher M. Uitenbogaard (1), pasteur de La Haye, qui est ici avec les ambassadeurs des Etats-Généraux. J'en ai été satisfait.....

P. 736.

Veille des ides de mai 1610 (A la campagne). — On m'a apporté une bien triste nouvelle : le roi aurait été blessé. Comment? je n'ai encore aucuns détails.....

P. 738.

Ides de mai. — O funeste, ô lamentable nouvelle! Il a donc

(1) Célèbre pasteur *remoutrant*, qui avait fait ses études à Genève. Il était alors aumônier de l'ambassade extraordinaire envoyée à Paris par les états généraux, et en relations particulières avec Casaubon.

péri sous le couteau d'un assassin, le plus magnanime, le meilleur des rois, le Roi Henri IV, ce grand guerrier, la terreur de ses ennemis!.... J'adore, ô Dieu éternel, tes jugements, et je me tais.

P. 739.

Extraits des lettres du duc de La Force à sa femme, et lettre de Henri IV à Sully.

A madame de La Force.

.... Je fais état de m'en aller après demain ouïr le prêche à Charenton, qui n'est qu'à demi-lieue de cette ville, et je prendrai de là mon chemin à Fontainebleau.

(*Lettre de Paris, le 27 sept. 1606. Mém. déjà cités, t. I, p. 440.*)

.... J'espère avoir congé samedi pour aller faire la Cène dimanche.

(*Lettre du 26 déc. 1606. Ibid., t. I, p. 445.*)

.... Je pensais aller faire la Cène à Charenton demain avec nos enfants, nous avons été contraints de remettre à l'autre dimanche, comme ont fait la plupart, à cause du verglas, et qu'il fait fort mauvais à aller....

(*Lettre du 22 déc. 1607. Ibid., t. I, p. 469.*)

.... Hier nous allâmes faire la Cène à Charenton, où il y avoit une merveilleusement belle assemblée, et ce matin j'y ai encore été au prêche. Le roi étoit allé courre le cerf, et est arrivé à ce soir de bonne heure, et soudain est allé se promener aux Tuileries, où il m'a fait l'honneur de parler à moi plus d'une heure....

(*Lettre du 12 avril 1610. Ibid., t. II, p. 261.*)

Le billet suivant de Henri IV à Sully, le seul qui fasse mention de Charenton, paraît se rapporter au mois de novembre 1607 :

A M. de Rosny.

Mon amy, mon cousin de Rohan m'estant venu prier de luy permettre d'aller faire la Cène à Charenton, et sçavoir de moy si je n'avois rien à vous escrire ou vous mander de bouche, sur quoy nous avons discouru ensemble, etc... Ce vendredy matin, à Fontainebleau.

HENRY.

(*Œcon. roy. de Sully. Ed. orig. in-fol. t. II, ch. 15.*)

DÉNONCIATION DES PROTESTANTS DE LA GÉNÉRALITÉ DE CAEN.

1684.

Nous avons trouvé la pièce dans un dossier officiel. C'est une dénonciation des assemblées tenues un an avant la révocation par les protestants de Caen, Bayeux et autres localités environnantes, dont on venait de fermer le temple.

On avait écrit au dos : « *Billet à lire à Sa Majesté touchant les P. R. de Caen. — V. la lettre de M. de Morangis (l'intendant) du 17 janvier 1685.* » Mais cette lettre n'est plus au dossier.

On remarquera l'esprit qui se manifeste dans ledit *Billet*, lequel est intitulé et conçu en ces termes :

Extrait d'une lettre du 30 décembre 1684, écrite par une personne de créance de la paroisse de Vendes, située entre Caen et Bayeux.

Messieurs de la Religion sont icy en grand désaroy, leur presche de Caen ayant esté fermé il y a bien quinze jours. Nous avons proche de Vendes la paroisse de Saint-Vaast, où ils ont une méchante grange qui leur sert de presche depuis quelques temps; ils s'y assemblèrent les fêtes de Noël, y observèrent un jeusne rigoureux; la plupart de ceux de Caen, de Bayeux, de Vire, de Saint-Lô, Coustance, etc., s'y trouvèrent; plusieurs carosses à six chevaux. L'on dit qu'il y avoit quatre de leurs plus fameux ministres, entre autres le Sr Du Bosq, qui preschèrent. Il seroit à souhaiter que ce méchant trou leur fût interdit aussy bien que celuy de Caen, de crainte de trouble et de remue-ménage. On dit mesme que ceux de Caen avoient fait force provision de blé. Je ne doute point que s'ils pouvoient lever les cornes en ces quartiers ils ne le fissent de grand cœur; mais, à ce que je crois, le Roy y donne un si bon ordre, qu'ils en demeureront au vouloir sans parvenir à l'effet.

(T. r. 289.)

Il convient de rappeler ici le témoignage du catholique Ségrais sur ces mêmes habitants de Caen, qui « vivaient, dit-il, entre catholiques et huguenots, dans une si grande intelligence; mangeaient, buvaient, jouaient, se divertissaient ensemble, et se quittaient librement, les uns pour aller à la messe, les autres pour aller au prêche, sans aucun scandale, ni d'une part, ni d'autre. » Voilà pourtant l'état de choses que vint améliorer comme on le voit ici le « grand dessein » de Sa Majesté Louis XIV. (V. Rulhière, *Eclaircissements*, etc. I^e part., chap. III. V. aussi ci-après p. 475.)

CONVERSION DES OFFICIERS PROTESTANTS DE LA MARINE

DU PORT DE BREST.

Dépêches du ministre Seignelay et de l'intendant Desclouseaux.

1685.

Ces documents inédits nous sont communiqués par M. le Pr Vaurigaud.
(Cfr. *Bulletin*, t. II, p. 200, 332, et ci-dessus, p. 292.)

Desclouseaux à Seignelay.

30 nov. 1685.

M. l'évêque de Léon est arrivé pour bénir la chapelle du nouvel hôpital, et les pères jésuites pour y prêcher l'Avent et établir ici une mission; je les ferai entretenir M^{rs} les officiers de la R. P. R., et après quelques conversations je rendrai compte à Monseigneur de ce qui aura été fait en cette occasion...

Seignelay à Desclouseaux.

Du 4 déc. 1685.

... Je vous ai fait connaître combien S. M. a à cœur la conversion des officiers de sa marine qui sont encore de la R. P. R. J'approuve fort que vous laissiez tenir des conférences par les jésuites qui doivent prêcher l'Avent à Brest pour tâcher de préserver ceux qui sont en ce port, et il faut aussi que vous les pressiez de votre côté et que vous me fassiez savoir le succès que tout cela aura....

Desclouseaux à Seignelay.

7 déc. 1685.

MM. les jésuites ont commencé à prêcher l'Avent et à établir une mission, mais une troupe de comédiens qui est venue en ce port depuis environ un mois donne un peu de répugnance à ces bons pères qui voudraient bien qu'ils ne fussent plus ici....

Seignelay à Desclouseaux.

16 déc. 1685.

Je rendrai compte à S. M. du mauvais effet que causé la présence des comédiens dans le port de Brest et je vous ferai savoir incessamment ses intentions.

J'ai été bien aise d'apprendre la conversion du sieur Barbau des

Conches; j'en ai rendu compte à S. M. et elle lui a accordé un brevet de lieutenant de vaisseau et une gratification de cinq cents livres. Il est à propos que vous fassiez bien valoir cette grâce aux autres officiers de la R. P. R., afin que cela serve à les attirer.

Je serai bien aise d'être informé du succès des conférences que les jésuites doivent avoir eues avec les officiers de la R. P. R.; il faut que vous me fassiez savoir ceux qui refuseraient de se convertir, que vous leur déclariez qu'ils n'ont plus que le reste de l'année pour y penser et que S. M. ôtera de sa marine au commencement de l'année prochaine tous ceux qui resteront de cette religion.....

Seignelay à Descloseaux.

21 déc. 1685.

J'ai été bien aise d'apprendre la conversion d'une partie des officiers de la R. P. R. qui sont à Brest et la disposition que les autres ont à suivre leur exemple; S. M. a accordé des brevets de lieutenant de marine aux Srs Descartes et Barbau, et vous pouvez assurer le sieur Rolland qu'elle fera aussi quelque chose pour lui.

A l'égard des sieurs de Bauge et Dobré de Robigny, S. M. trouve bon qu'ils restent à Brest, mais il faut que vous les pressiez de faire leur abjuration au plustost.....

LES PROTESTANTS DE BAYEUX

A L'ÉPOQUE DE LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES.

Une circulaire de l'intendant de Gourgues, en 1688.

M. L. Lacour a appelé notre attention sur le passage suivant d'un *Essai historique sur Bayeux*, publié en 1829 par M. Fréd. Pluquet. Il est bon de la rapprocher du document ci-dessus, p. 473.

Avant la révocation de l'Edit de Nantes et au moment même où ce coup d'Etat injuste et impolitique eut lieu, les protestans donnaient dans notre pays l'exemple de toutes les vertus sociales et semblaient s'efforcer de faire oublier les excès de leurs pères.

Ils faisaient indistinctement l'aumône aux catholiques et aux réformés; les sermons de leurs ministres ne respiraient que la tolérance, la paix et la charité. Cette ardeur du prosélytisme qui les avait poussés à de si grands excès était passée, et ils ne demandaient qu'à vivre en paix à l'ombre des lois. A toutes les persécutions locales qui préludé-

rent à cette grande injustice ils n'opposèrent qu'une patience et un calme imperturbables.

En 1662, lors de l'entrée épiscopale de M. de Nesmard, la noblesse de la religion réformée faisait partie du cortège, et il fut complimenté à Bayeux d'une manière fort éloquente.

En 1676, la tour de l'horloge et une partie du toit de l'église cathédrale ayant été brûlés, mademoiselle de Crouay, de la religion réformée, offrit une grande quantité de bois pour réparer la charpente, ce qui lui valut un remerciement en vers de Marcel, curé de Basly et principal du collège de Bayeux.

Les principaux temples des réformés dans le Bessin étaient ceux de *Trevières*, où il se tint un colloque le 15 novembre 1645; de *Vaucelles*, dont Pierre Dubosq, Samuel et Antoine Basnage avaient été ministres; de *Geffosse*, où il y avait un troupeau de plus de 1,200 âmes; de *Coulombières*, où presque toute la noblesse protestante se rassemblait; de *Neuville-sous-Port*, qui fut détruit bien avant la révocation de l'Edit de Nantes.

Après la révocation de l'Edit de Nantes, les protestants qui restèrent en France furent exposés à d'affreuses vexations. On confisquait leurs biens, on leur enlevait leurs enfants, on épiait toutes leurs actions, et on leur interdisait jusqu'à la plainte. J'ai sous les yeux une foule de pièces originales, telles que circulaires, mémoires, lettres de cachet, etc., qui ne laissent aucun doute à cet égard; je mets la suivante sous les yeux du lecteur.

*Circulaire de monseigneur l'intendant de Caen aux curés
de sa généralité.*

Monsieur,

Vous ferez incessamment un mémoire contenant le nom, l'âge et qualité des personnes de votre paroisse faisant profession de la R. P. R. au temps de la révocation de l'Edit de Nantes, conformément au formulé ci-après :

N....., âgé de...

Son état, avec le nom et le nombre de ses enfans et domestiques, s'il en a.

A abjuré.

N'a abjuré.

N'a fait son devoir à Pasques.

Fait des assemblées, va par les maisons, ou prête la sienne.

Est aux Nouveaux ou Nouvelles catholiques.

Est aux Jésuites.

Est à l'hôpital de...

Ne paroist pas sincèrement converti.

Agit mystérieusement dans sa conduite.

Parle avec irrévérence de la religion catholique.

Vous enverrez ce mémoire à M. votre doyen, qui aura soin de l'envoyer au plutost à mon secrétaire et en conserver un double.

Je suis, etc.

DE GOURGUES.

A Caen, ce 25 avril 1688.

(*Essai historique sur Bayeux*, p. 346.)

On lit dans le *Journal d'un bourgeois de Caen*, dont nous avons rendu compte (t. I, p. 426), qu'à l'époque de la Révocation 800 soldats furent envoyés en logement chez les protestants de Bayeux, et 1600 chez ceux de Caen, et à leurs frais. Or, nos lecteurs ont vu, par l'exemple de la *Carte à payer des deux dragons logés en 1685 chez M. de la Bouillonnière* (t. II, pp. 479, 580), (affaire qui occupait encore l'intendant De Gourgues en ce même mois d'avril 1688), nos lecteurs ont vu, disons-nous, ce que furent les frais occasionnés par ces milliers de garnisaires, accomplissant par tout le royaume très chrétien la cure d'âmes dont on les avait chargés.

LE TESTAMENT DU DUC DE LA FORCE

TIRÉ DE SES PAPIERS, MIS SOUS LE SCELLÉ PAR ORDRE DE LOUIS XIV,
LORSQU'IL FUT ARRÊTÉ ET INCARCÉRÉ A LA BASTILLE.

1689.

Nous avons vu expirer le duc de La Force, le 49 avril 1699, sans que l'espionnage et la persécution lui aient donné de relâche, — le seizième jour après que Sa Majesté Très Chrétienne avait « ôté toute communication entre lui et la duchesse sa femme » (V. ci-dessus, p. 305). Avant de suivre celle-ci en Angleterre, où elle va se rendre, accompagnée d'un garde de la prévôté (p. 306), car Sa Majesté a daigné ne pas la retenir et la torturer davantage; — avant de nous occuper du fils, dont on a déjà vu poindre le beau zèle (p. 307), et dont nous ferons admirer les hauts faits en produisant des pièces autographes retrouvées depuis notre premier travail (t. II, p. 73), revenons un moment sur nos pas, et profitons de la communication que nous avons reçue de M. le pasteur Vaurigaud, au sujet du testament du duc de La Force.

On a vu (t. II, p. 455) que, le 6 juillet 1689, le roi, en le faisant arrêter et conduire à la Bastille, avait donné ordre au lieutenant de police La Reynie d'apposer le scellé sur ses papiers, afin « d'être plus particulièrement informé de sa conduite, » et que le même jour il avait chargé La Reynie de procéder avec le maître des requêtes de Harlay, à la levée du scellé et à l'examen desdits papiers. Et l'on a vu (*ibid.*, p. 567) que lorsque Sa Majesté

laissa le duc sortir de Saint-Magloire et permit, le 49 juin 1694, que ses papiers lui fussent remis, il voulut que La Reynie exigeât du prisonnier de « brûler en sa présence *ce mauvais testament qu'il avoit fait*, afin que « pareille faute demeurât dans l'oubly. »

Qu'était-ce donc que ce *mauvais testament*, qui avait porté ombrage à Louis XIV ? Que contenait-il ? Le *Mercure historique et politique*, publié à Leyde, donne à cet égard des éclaircissements. Voici une série d'extraits de ce *Mercure* :

(*Juillet 1689.*) « Le duc de La Force et le comte de Vivans, son neveu, ont été mis à la Bastille le 14 du courant, et l'on a tout scellé chez eux ; la cause en est inconnue. »

(*Août 1689.*) « Le duc de La Force dont on a parlé dans le *Mercure* précédent, est encore à la Bastille et il n'y a pas d'apparence qu'il en sorte de quelque temps. Le comte de Lauzun, qui est son parent, a un ordre du roi de l'aller voir et de tâcher adroitement de savoir de lui s'il ne se sentait coupable de rien qui fût cause de son malheur. Mais le duc lui témoigna qu'il n'était coupable que de trop aimer sa religion, et qu'il ne demandait aucune grâce si on le pouvait convaincre de quelque autre crime. Mesdames ses filles se sont allées jeter aux pieds de S. M. pour solliciter en sa faveur. Le roi leur a répondu qu'elles ne devaient rien craindre pour leur famille, parce qu'il ne leur arriverait aucun mal, et que s'il avait fait arrêter le duc leur père, ce n'était que pour l'empêcher de faire quelque sottise. »

(*Mai 1691.*) « Enfin M. le duc de La Force est sorti de la Bastille et a été conduit aux pères de l'Oratoire. Ce changement de condition a fait croire à quelques personnes qu'il avait changé de religion pour une seconde fois, ou que du moins il avait promis de se faire instruire. Mais il y a peu d'apparence qu'un homme de mérite, qui avait reconnu déjà qu'il avait mal fait de quitter sa religion sans sujet, ait voulu la quitter pour la seconde fois. Il est plus probable qu'ayant été accusé de crime d'Etat, il a enfin été reconnu innocent, et que c'est cela seul qui a apporté du changement à sa fortune. »

Nous avons déjà donné un passage du *Mercure* de mai 1699 (ci-dessus, p. 299). C'est ce même volume qui, après avoir annoncé la mort du duc de La Force, publie un extrait de son *testament* trouvé sous le scellé, lorsqu'il fut mis à la Bastille, le 43 juillet 1689. Le voici :

« La religion que nous croyons la seule véritable est celle dans laquelle nous sommes né et dans laquelle nous espérons de mourir
« moyennant la grâce de l'Esprit de Dieu, et si la force de quelques

« maux, un délire, ou quelque autre chose de cette nature nous fait dire des choses qui ne se rapportent pas à ceci, qu'on ne le croie point; notre intention est et a toujours été de vivre et de mourir dans la religion réformée que nous croyons être la vraie religion de Jésus-Christ, que ses apôtres ont annoncée et que nous trouvons la seule qui est conforme à la Parole de Dieu. Seigneur Jésus, qui nous donne ces sentimens, augmente notre foi, fais-nous miséricorde et nous pardonne si, dans un acte de fragilité, nous avons signé par obéissance, contre les sentimens de notre cœur, que nous changions de religion quoique jamais nous n'en ayons eu la pensée. Nous savons et reconnaissons qu'en cela nous avons fait un très grand péché; c'est pourquoi nous te supplions, ô grand Dieu, de nous pardonner et de nous faire grâce et miséricorde, et d'avoir égard à notre repentance. Nous voudrions avoir coupé cette main selon ton commandement, et qu'elle n'eût point signé ce que, dans la vérité, notre cœur n'a jamais embrassé ni cru. Nous t'avons déclaré plusieurs fois notre faute et notre douleur; et cette déclaration est suivie d'une véritable et sincère repentance; nous ne doutons point de ton pardon et de ta grâce salutaire que nous te demandons de toutes nos forces et avec toute l'ardeur qui nous est possible... » (*Mercur* de mai 1699, p. 577.)

Si l'on se reporte aux détails que nous avons donnés (t. II, p. 65 et 74) d'après le *Mercur Galant* et la *France Protestante*, ces extraits du *Mercur historique et politique* motivent évidemment quelques rectifications. Le duc aurait signé une abjuration avant le mois de juillet 1689, ce qui explique la note du *Mercur Galant* de mai 1686. Mais cette abjuration forcée n'aurait jamais témoigné des vrais sentimens du duc, qui depuis l'avait souvent et amèrement regrettée. Sans doute il ne voulut pas laisser ignorer ses regrets, et c'est vraisemblablement à cause de cela que le roi le fit arrêter et mettre à la Bastille, « pour l'empêcher de faire quelque sottise. »

UN EXEMPLE DES MESURES VIOLENTES

EXERCÉES AU MILIEU DU XVIII^e SIÈCLE CONTRE LES PROTESTANTS DE FRANCE,
POUR LES CONTRAINDRE A FAIRE PASSER LEURS ENFANTS PAR LE BAPTÊME
CATHOLIQUE.

1750-1753.

Il n'est pas un protestant, tant soit peu versé dans l'histoire de notre Eglise, qui ne sache que, vers le milieu du dix-huitième siècle, depuis 1750

usqu'en 1753, la cour de Louis XV contraignit tous les *nouveaux convertis* du royaume à faire réadministrer à leurs enfants, par des prêtres catholiques, selon les rites de l'Eglise romaine, le sacrement du baptême déjà reçu par les soins des pasteurs du désert. Cette violence faite à la conscience de nos malheureux devanciers était, comme chacun le sait, le dernier et suprême effort que les membres de l'épiscopat français voulaient tenter pour absorber les populations protestantes dans le giron de leur Eglise. Aussi les historiens de notre communion n'ont pas manqué de mentionner dans leurs écrits cette tentative de la persécution expirante qui faillit rallumer le feu mal éteint des guerres de religion (1).

Tout ce qui a été écrit à ce sujet par ces auteurs est d'une rigoureuse exactitude ; nous en avons acquis la preuve certaine en parcourant les nombreux dossiers relatifs à cette grosse affaire, qui forment à eux seuls trois énormes paquets, déposés aux archives de la préfecture de Montpellier. La publication complète de tous ces documents serait d'un haut intérêt pour l'histoire du dix-huitième siècle en général, et pour celle des Eglises du désert en particulier. Espérons que tôt ou tard, cette publication sera faite par les soins de la Société de l'Histoire du Protestantisme Français. En attendant, ne serait-ce qu'à titre d'échantillon, et comme preuve à l'appui des récits faits par nos auteurs protestants, j'ai jugé qu'il était bon de publier la correspondance qui s'engagea entre les divers personnages officiels à l'occasion des événements survenus dans l'Eglise du Grand-Gallargues. Les documents analogues se rapportant à toute autre Eglise auraient également atteint notre double but, car la résistance et les moyens de contrainte furent les mêmes dans toutes les communautés protestantes du Languedoc. Mais forcé de me restreindre, j'ai choisi de préférence ce que j'appelle l'épisode du Grand-Gallargues (2). En transcrivant tout au long la correspondance qui suit, je me suis donné une double satisfaction : celle de me trouver avec les devanciers de ces bons Gallarguois au milieu desquels j'ai débuté dans ma carrière évangélique ; et celle de démontrer encore une fois la fidélité inviolable de mon ancienne Eglise à la sainte cause de la religion de Jésus-Christ.

J.-P. HUGUES, pasteur.

Anduze, 24 février 1854.

(1) V. *Le Patriote français et impartial* d'Ant. Court ; — *l'Hist. des Eglises du désert*, de Ch. Coquerel, t. II, p. 31 et seq. ; — *l'Hist. des pasteurs du désert*, de Peyrat, t. II, p. 413 et seq. ; — *l'Hist. des protestants de France*, de Félice, p. 500.

(2) Le *Grand-Gallargues*, appelé autrefois *Gallargues de Montoux*, est un gros bourg de 2,000 âmes faisant partie du val de la *Vaunage*, appelé autrefois en dérision par les catholiques *la Petite Canaan*. Gallargues vit sa population entière embrasser la Réforme en 1560. Il soutint un siège en 162... contre le duc de Montmorenci. Malheureusement la garnison fut obligée de se rendre, et le vainqueur fit pendre tous les chefs et envoya sur les galères le reste de la troupe. A la révocation de l'Edit de Nantes le temple fut rasé, et son pasteur, M. Thérémion, forcé de sortir du royaume se retira en Prusse. Il est le chef de la famille de ces Thérémion dont l'un est prédicateur ordinaire du roi de Prusse, et l'autre ancien ambassadeur dans le Brésil. Gallargues, autrefois du colloque de Nîmes et du synode du Bas-Languedoc, fait aujourd'hui partie du consistoire d'Aiguevives. Il a un temple et compte 1,800 protestants sur 2,200 habitants. J. P. H.

Les lettres qui suivent sont des copies exactes de lettres originales déposées aux archives de la préfecture de Montpellier, paquet n° 35.

La première est d'un nommé Domergue, espèce d'agent subalterne du présidial de Nismes. C'est à lui que l'on confia la mission de réduire à l'obéissance toutes les communautés des diocèses de Nismes et d'Alais, où les protestants se refusaient de faire baptiser leurs enfants par les prêtres catholiques.

A. M. de Saint-Priest.

A Nismes, le 1^{er} mars 1752.

Monseigneur,

Je viens de finir ma mission par la communauté de Gallargues, où j'ai trouvé les esprits encore plus obstinés qu'à Gènerac et à Bauvoisin, l'opiniâtreté et l'entêtement ne font qu'accroître sur le grand nombre des particuliers de Gallargues qui sont dans ce cas, et y en a seulement que quatre, il a même fallu que monsieur le marquis de Rochemore et madame sa mère ayant employé leur crédit et leur autorité pour engager le Sr Desferes; leur homme d'affaires, à s'exécuter, sans quoy personne n'auroit obéy, c'est sûrement l'effet qu'ont produit les menaces du ministre Paul Rabot qui à ce qu'on m'assure a poussé l'impudence jusques au point de purifier les pères, les mères et les enfants auxquels on a suppléé les cérémonies du baptême, d'une manière aussy bizarre que ridicule; je ne sais d'autre moyen, Monseigneur, pour arrêter le cours d'une résistance qui deviendroit générale que duzer de rigueur envers les plus opiniâtres, quelques exemples suffiront pour ramener à l'obéissance les plus éloignés.

Je joints icy l'état de Gallargues, ensemble mon verbal contenant le nombre des journées que j'ay employées depuis le 26 mars jusques au 30 avril, jour de mon arrivée en cette ville, ainsy qu'il résulte encore du mémoire circonstancié que je joints icy et qui contient le nombre de ceux auxquels vos ordres ont été notifiés.

Je supplie Votre Majesté de me faire la grâce d'ordonner que je sois payé : la dépence que j'ay été nécessité de faire, jointe à des anciennes avances, m'ont totalement épuisé, et monsieur Tempie qui connaît mes petites facultés, a eu la bonté de me fournir des petits secours en argent qu'il est juste que je lui rembourse.

Je suis avec le plus profond respect, monseigneur de Saint-Priest, votre très humble et très obéissant serviteur,

Signé : DOMERGUE.

[Ici se place le tableau ci-après, suivi de cette attestation :]

Nous curé de la paroisse de Galargue, diocèse de Nismes, certifions à tous ceux qu'il appartiendra que de l'état cy-devant et dessus écrit par nous et paraphé, il ne s'est présenté pour faire suppléer les cérémonies du baptême à leurs enfants que les sieurs Pierre Defferre, bourgeois, Jean Nourrit, tisserand, Etienne Floutier, travailleur, et François, travailleur, qui ont fait baptiser leurs enfants à l'église, et les autres nommés dans ledit état ne se sont point présentés; en foy de quoy avons fait leprésent certificat pour servir et valoir ainsy que de raison.

Audit Gallargue, le 30^e avril 1752.

Signé : B. BEAUCLAN, curé.

NUMÉROS d'ordre.	NOMS ET PRÉNOMS DES NOUVEAUX CATHOLIQUES (1).	PROFESSION.	NOMBRE d'enfants.	SITUATION ACTUELLE.
1	Dalzac, Pierre.	Cordonnier.	3	Commode.
2	Bérard, Jacques.	Salpêtrier.	2	Pauvre.
3	Vals, François.	Travailleur.	1	Id.
4	Figaret, Jean.	Ménager.	2	Commode.
5	Brun, Gabriel.	Cottonier.	1	Id.
6	Vezian, Jean.	Ménager.	1	Id.
*7	Coste, François.	Travailleur.	1	Id.
8	Riquet, Jean.	Ménager.	2	Id.
9	Cabanis, Jean.	Id.	2	Id.
10	Manviell, Jean.	Tonellier.	1	Id.
*11	Deferre, Pierre.	Bourgeois.	2	Riche.
12	Viel, Jacques.	Cardeur de laine.	2	Pauvre.
13	Nouguier, Jean.	Travailleur.	1	Commode.
14	Bonnet, Pierre.	Tisserand de laine.	2	Id.
15	Aubanel, Jean.	Tonnellier.	1	Id.
16	Daudé, Jacques.	Tisserand de laine.	1	Id.
17	Louche, Jacques.	Tisserand de toile.	1	Id.
18	Arnaud, Jean.	Tisserand de laine	1	Id.
19	Arnaud, François.	Id. id.	2	Id.
20	Algevin, Jean.	Travailleur.	1	Id.
21	Aubanel, Etienne.	Ménager.	1	Id.
22	Vesian, Jean, de La Pouzade.	Travailleur.	2	Id.
23	Riquet, François.	Ménager.	2	Id.
24	Vals, Jean.	Travailleur.	2	Id.
25	Grivolet, Jean.	Id.	1	Id.
26	Floutier, Antoine.	Id.	1	Id.
27	Floutier, Jean, fils.	Tisserand de laine.	3	Id.
28	Reynet, Etienne.	Ménager.	2	Id.
*29	Nourrit, Jean, ou Nouis.	Tisserand de laine.	1	Id.
30	Roux, Jean.	Travailleur.	1	Pauvre.
31	Cabanis, François.	Id.	1	Commode.
32	Floutier, Jacques.	Jardinier.	1	Id.
33	Vigoureux, Michel.	Travailleur.	3	Id.
34	Salle, Jaques.	Ménager.	1	Riche.
35	François Espion.	Fabricant d'eau-de-vie.	3	Id.
36	Espion, François.	Fabricant de bas.	2	Commode.
37	Bolle, Barthélemy.	Menuier.	3	Id.
38	Jourdan, Jean.	Travailleur.	1	Pauvre.
39	Floutier, Antoine.	Tisserand de toile.	1	Commode.
40	Bolle, Louis.	Ménager.	1	Id.
41	Dublé, Clément.	Cordonnier.	3	Id.
42	Jourdan, Jean.	Ménager.	1	Id.
43	Bonnet, François.	Tisserand de laine.	1	Id.
44	Algevin, Jean, fils.	Travailleur.	1	Pauvre.
45	Floutier, Jacques.	Cottonier.	1	Commode.
46	Dublé, Baptiste.	Cordonnier.	3	Id.
47	Courgas, Pierre.	Facteur de laine.	1	Id.
48	Fontanes, Jacques.	Travailleur.	1	Id.
49	Muret, Barthélemy.	Tisserand de toile.	2	Riche.
50	Daumas, André.	Ménager.	1	Id.
51	Daumas, Jean.	Cordonnier.	1	Commode.
52	Algevin, Jean, fils de Charles	Travailleur.	2	Pauvre.
53	Nougier, Pierre.	Id.	2	Commode.
54	Floutier, Louis.	Id.	3	Id.
55	Chantard, Etienne.	Menuisier.	1	Id.
*56	Floutier, Etienne.	Travailleur.	2	Id.
57	Fontaines, Jean, fils d'Abraham.	Id.	3	Pauvre.
58	Jourdan, Jean.	Berger.	1	Id.
59	Corazier.	Fournier.	1	Id.
60	Bérard, Jean, fils de David.	Maréchal.	2	Commode.
61	Cabbot, Jean.	Travailleur.	2	Id.
62	Riquet, Jaques.	Ménager.	2	Id.
63	Maurel, Antoine.	Berger.	1	Pauvre.
64	Espion, Jean.	Fabricant d'eau-de-vie.	1	Commode.
65	Coste, Pierre.	Travailleur.	1	Id.

(1) Ou chrétiens réformés.

* Ceux marqués par un astérisque ont obéi, les autres sont désobéissants.

A Nîmes, le 1^{er} mai 1752.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous donner avis que le nommé Domergue arriva hier de Galargue dont il n'a pas été contant. J'ai cru qu'il convenoit d'attendre le courrier de ce soir pour savoir si vous consentez que madame de Claret accompagne dans la même voiture avec Domergue, ses deux filles à Montpellier ou non. Ce sera sur votre réponse que jé me réglerai pour cette translation.

J'ai l'honneur d'être, Monseigneur, votre serviteur,

Signé : TEMPIÉ.

L'Intendant de Saint-Priest à M. le marquis de Rochemaure.

Le 4 mai 1752.

Monsieur,

J'apprends avec le plus grand étonnement que les religionnaires de Galargues ont refusé d'obéir aux ordres que je leur ai fait notifier pour les obliger d'envoyer à l'Eglise leurs enfants baptisés au désert. Si j'avais suivi mon premier mouvement, je les aurais d'abord traités avec toute la rigueur que mérite leur obstinance; mais considérant que leur résistance ne provient peut-être que des conseils pernecieux de quelques personnes malintentionnées, et qu'en leur donnant le temps de réfléchir sur les peines auxquelles ils s'exposent, ils se porteraient à l'obéissance qu'ils doivent aux volontés du roi, je veux bien encore leur donner vingt-quatre heures pour se soumettre, à compter de celle où ma lettre vous sera rendue; et, comme je sais combien ils ont de confiance en vous, je vous supplie de vouloir bien leur faire envisager les suites d'une plus longue désobéissance, et les porter à se mettre tout de suite en règle. Je me flatte que vous me saurez bon gré de vous avoir ménagé cette occasion de donner de nouvelles preuves de votre zèle pour le bien de la religion et le service du roi, et que vous voudrez bien me marquer, à l'expirant de ces vingt-quatre heures que je donne pour délai aux religionnaires de Gallargues, leurs dernières dispositions, afin que j'expédie en conséquence les ordres nécessaires.

J'ai l'honneur d'être, avec respect et dévouement, votre, etc., etc.

Signé : SAINT-PRIEST.

Réponse du marquis de Rochemaure à M. l'Intendant de Saint-Priest (1).

A Gallargues, ce 10 may 1752.

Monsieur,

Le sieur Domergue me remit, Monsieur, le 8 de ce mois, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Je vis avec d'autant plus de plaisir que votre bonté vous engageoit à donner vingt-quatre heures aux religionnaire pour rentrer en eux-mêmes, que je me flattois et souhaitois par mon amitié pour eux leur persuader le seul parti qu'ils avoient à prendre. En conséquence, j'envoyai chercher tous ceux qui se trouvoient dans ce cas; mais voyant qu'ils ne répondoient rien, je tentay de leur parler en particulier, les ayant fait revenir les uns les autres, ils me dirent qu'ils convenoient de leurs tort,

(1) Copiée littéralement, avec l'orthographe textuelle du grand seigneur.

qu'ils vouloient obeïr, mais qu'ils me prioient de ne pas trouver mauvais qu'ils attendissent d'y être forcés par les cavaliers, qu'ils n'obéiroient qu'alors, parce qu'ils avoient besoin de ce prétexte pour se mettre à l'abri de l'exécution des menaces qu'on leurs avait fait, mais qu'ils me promettoient d'obeyr aussitôt qu'ils verroient les cavaliers; je vous diray que je n'eus pas le courage de les presser davantage, parce que je suis convaincu que sans ce prétexte, ils courroient risque qu'on ne leurs mit le feu à leurs gerbiers, et qu'on ne leurs coupât leurs arbres, chose qui n'est pas sans exemple dans ce pays-cy.

Domergue arriva le 9 du courant et je vis avec plaisir qu'ils me tenoient parole, à peine les quatre cavaliers furent-ils en garnison que l'église fut occupée, fut pleine; le curé en a renvoyé beaucoup hier et aujourd'hui ne pouvant pas les baptiser tous, il n'y en a pourtant encore que 50 ou 60. Mais je crois pouvoir vous assurer, à en juger selon les apparences, et par tout ce qui me revient que tout s'exécutera à l'exception de 3 ou 4 qui se sont expliqués pour la négative, et qui ont un cavalier chez eux depuis ce matin, quelque peine que j'aye de voir punir un habitant d'icy, la communauté mérite assez mon amitié pour elle, pour que je prenne sur moi de vous prier, au cas qu'après les batêmes, vous vouliez faire rehabilitez les mariages, vous prier dis-je de punir trois ou quatre mutins; car sans cela, il est certain que j'auray la douleur de voir la communauté écrasée de punition avant que d'obéir à l'ordre qui viendra pour les mariages.

Vous ne pouviez mieux choisir, Monsieur, pour l'exécution de vos ordres que ce Domergue, il est très doux et fort sage, il vous nommera les mutins.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre, etc., etc.

Signé de ROCHEMAURE.

Lettre de dénonciation du curé de Gallargues, au sujet de Saurin.

Gallargues, le 19 juillet 1752.

Monsieur Vernier,

Depuis que par votre ordre les enfants baptisés au désert ont été portés à l'église pour suppléer ses cérémonies du baptême, il en est quatre, dont trois ont été baptisés par moy.

Mais le nommé Saurin, valet du sieur Pierre Defferre, et marié au désert peu de temps avant votre ordre, ce qu'on m'a dit avec Isabeau Jalabert, sa germaine, n'a pas fait porter celui qui luy est né depuis les premiers jours de ce mois, quoique l'ordonnance du diocèse ne donne que huit jours. Jugeant, Monsieur, devoir vous donner avis de cette désobéissance, bien persuadé que vous n'avez fait suppléer ses cérémonies à tous les nouveaux-nés cy-devant que pour forcer les désobéissants à l'avenir. Chargé de leur salut et ne pouvant les forcer moy-même, je me suis obligé en conscience de recourir à votre autorité et de vous dire ce qui se passe, pour ne pas avoir la douleur de voir périr ces enfants sans baptême, auxquels souvent, faute de ministre, on se diffère trop longtemps ou on s'applique fort mal.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre, etc., etc.

Signé : BEAULAN, curé.

Compte rendu de l'arrestation d'ISAAC SAURIN à l'Intendant

Monsieur,

Pour exécuter l'ordre dont votre grandeur m'a chargé contre le nommé

Saurin, de Gallargues, je partis de Nismes le 10 avec un homme de pied, et je me rendis à Lunel. Dès que je fus arrivé, je dépêchay cet homme à Gallargues, avec une lettre adressée à une personne de confiance, par laquelle je luy marquay de venir me joindre à Lunel; et s'y étant rendu, après avoir conféré quelque temps sur bien des choses, et l'ayant préparé par l'espérance de quelque gratification, je lui fis part du secret de ma commission. Il me promit sans peine tous les moyens possibles pour faciliter la capture de Saurin, quelque difficile qu'elle lui parût, parce que ce particulier a trois maisons différentes dans le lieu de Gallargues où il couche alternativement, sçavoir celle du sieur Desferre, celle de sa prétendue femme et une autre qui lui appartient. Il m'offrit de me servir de guide et de m'indiquer ces maisons.

Je garday cet homme toute la journée dans ma chambre, afin qu'il n'éventât la mouche, et je fus sur les six heures du soir donner communication de l'ordre de monsieur de Montcaut au commandant du régiment de Bigorre, pour le prier de me donner un détachement de douze grenadiers avec un sergent pour partir sur les onze heures du soir, et nous arrivâmes à minuit précisément dans ledit lieu de Gallargues, car cet officier m'accorda de fort bonne grâce ce que je lui demanday.

Mon indicateur m'ayant orienté, je divisay la troupe en trois corps, que je portai aux trois maisons; je me mis à la tête de celui qui investissait la maison dudit Desferres, dans laquelle étant entré, je fouillai exactement partout, et après bien des recherches, je trouvay mon homme dans le grenier à foin, que j'arrêtay et que je conduisis de suite avec mon escorte dans les prisons du fort de Nismes. J'ai donné à l'indicateur 15 livres de gratification comme je l'avais convenu avec lui dans le cas que je ferais sa capture. Je joins icy l'état des frais que j'ai fait à cette occasion et mon verbal de capture.

J'ai l'honneur d'être, Monseigneur, votre très humble, etc.

Signé : DOMERGUE.

12 août 1752.

*Etat des journées employées pour la capture du nommé Saurin
du lieu de Gallargues.*

A Domergue, trois journées cy à 7 liv. 10, montent à	22 liv. 00
A Languedoc, piéton, trois journées à 4 liv. 00, cy.	12 »
La mouche cy, passé.	9 »
Dépence de ce dernier.	4 10
Aux douze grenadiers, pour trois journées y compris la nuit passé cy.	48 »
Au sergent.	3 »
Dépence du prisonnier, ou pour avoir fait boire le détachement et que Domergue a payé, passé la somme de cinq francs cy.	5 »
A Monsieur Tempié subdélégué pour les interrogatoires de l'accusé, passé la somme de six francs cy.	6 »
A son greffier cy.	3 »
Total :	80 liv. 00

Arrêté le présent état se montant à la somme de quatre-vingts livres.

A Montpellier, le 8 septembre 1752.

L'Intendant.

Signé : DE SAINT-PRIEST.

Interrogatoire d'Isaac Saurin.

Interrogé quel était son nom, a répondu s'appeler Saurin Isaac.

Interrogé quelle était sa profession, a répondu qu'il était charretier au service du sieur Pierre Desferre bourgeois de Gallargues.

Interrogé quel était son âge, a répondu être âgé de 33 ans.

Interrogé quelle religion il professe, a répondu que c'est la *protestante*.

Interrogé s'il est marié et avec qui, s'il a des enfants et quel nombre, si son mariage a été beny à l'Eglise ou au désert, et où ses enfants ont été baptisés.

A répondu qu'il y a environ six mois qu'il fut marié au désert par un ministre des religionnaires appelé Gibert, avec Elizabeth Jallabert sa cousine germaine, du lieu de Gallargues, que ses épousailles se firent, le soir de nuit, dans une olivette à la campagne, qu'il a eu un enfant de ce mariage, le premier du mois de juillet, que c'est une fille qui n'avait pas encore été baptisée ni à l'église, ni au désert quand il a été arrêté, ne sachant pas si sa femme l'a fait baptiser depuis qu'il est en prison, etc.

Lettre de Monsieur Tempié au sujet de Saurin.

Monsieur,

Le nommé Saurin de Gallargues, détenu par vos ordres dans un cachot au fort de Nismes depuis le 11 de ce mois, m'a fait représenter aujourd'hui qu'il ne peut plus subsister dans ce cachot où les souris lui tiennent compagnie, me priant de le laisser mettre avec les autres prisonniers qui sont dans les prisons hautes, et de lui donner le pain du Roy. A l'égard de ce dernier article, sachant que c'est un misérable valet, je lui ai fait fournir le pain jusqu'à aujourd'hui par le concierge qui se payera sur la fourniture du pain du Roy, que je vous prie de m'autoriser de lui faire fournir du jour de son arrivée dans la prison.

Pour ce qui concerne la translation dans la chambre-haute, je n'ay pas voulu le prendre sur moy.

J'attends que vous vouliez bien le déterminer.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble, etc.

Signé : *TEMPIÉ*.

A Nismes, le 26 août 1752.

Les portes de la prison s'ouvrirent enfin pour Isaac Saurin, le huit septembre, mais seulement après que sa femme eut apporté son enfant à l'église, que le curé lui en eut délivré une attestation en forme, et qu'Isaac Saurin eut promis de se séparer de sa femme, jusqu'à ce qu'il eût fait réhabiliter son mariage à l'église. En outre, avant d'être élargi, il dut payer quatre-vingts francs pour les frais de son emprisonnement et tout ce qui lui avait été fourni pour sa subsistance.

Quels temps ! Comme nous devons bénir Dieu de ce qu'il les a fait cesser, comme nous devons nous attacher à cette religion de l'Evangile que nos pères nous ont léguée, au prix de tant de tribulations et de tant de sacrifices.

SYNODE PROVINCIAL DE BORDEAUX, EN 1789,

TENU A LA VEILLE DE L'OUVERTURE DES ÉTATS-GÉNÉRAUX.

Prière qu'il formule pour cette circonstance solennelle.

Nous avons reçu de M. A. Lagarde, de Tonneins, la communication suivante, qui vient compléter d'une manière très intéressante les documents insérés dans notre dernier *Cahier*, sur les préparatifs de l'Edit de 1787. (V. ci-dessus, p. 331-344.)

Les droits de l'état civil avaient été accordés aux protestants par l'édit de novembre 1787; mais ils ne jouissaient pas encore de la liberté de culte lorsque les Eglises de la Saintonge, de l'Angoumois et du Bordelais convoquèrent à Bordeaux un synode provincial. Ce synode fut tenu du 1^{er} au 3 mai 1789; M. Olivier Desmons fut élu modérateur, M. Albert-Besson modérateur adjoint, MM. Silva Blachon et Dugaz fils, secrétaires. Le colloque de l'Agenais s'était fait représenter à cette assemblée par MM. Louis-André Lagarde, pasteur, et Jean Lavigne, ancien.

La tenue prochaine des états généraux préoccupait vivement les protestants, ils fondaient sur cette solennelle assemblée de grandes espérances. Le synode de Bordeaux prit, à ce sujet, une résolution digne d'être rappelée, et que nous transcrivons textuellement :

« Article 9. La circonstance si intéressante de la tenue prochaine
« des états généraux de la nation a paru mériter qu'on en fit une
« mention expresse dans les prières publiques; en conséquence, on
« est convenu d'une formule à insérer dans la prière après le sermon,
« dont chaque pasteur a pris copie. »

PRIÈRE

A insérer dans celle qui suit immédiatement le sermon après l'article concernant la personne du Roi, et à dire pendant toute la tenue des états généraux :

« Tu le sais, ô Eternel! nous t'avons toujours adressé de tels vœux, lors même que les lois de ce royaume ne nous reconnaissaient pas pour citoyens; et maintenant que tu as incliné vers nous le cœur de notre auguste monarque, maintenant que nos frères voient en nous des compatriotes, avec quel nouveau zèle n'implorerons-nous pas tes bénédictions en faveur de notre bon Roi et de la nation entière! Oui, Seigneur, nous les recommandons, en tout temps, à ta puissante protection, car c'est de toi que procèdent les destinées des hommes et des empires; mais, grand Dieu, les circonstances extraordinaires dans lesquelles se trouve notre chère patrie, nous paraissent solliciter une intervention plus particulière de ta Providence. Daigne avoir pitié

d'elle et lui donner un esprit de sagesse, de lumière et de bon conseil. Ne permets pas que les passions humaines rendent inutiles les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre, ramener et consolider la félicité publique! Rallie par ton esprit de charité toutes les affections discordantes! Fais que, dans l'assemblée nationale séant autour du trône, la plus parfaite harmonie puisse régner entre les divers ordres de l'Etat, et que la réunion de leurs efforts produise la prospérité du royaume pour le bonheur commun du monarque et de ses fidèles sujets. »

Telles étaient les prières qu'adressaient à Dieu nos pieux pasteurs du désert. Nous voudrions pouvoir les faire lire à tous ceux qui accusent, aujourd'hui comme autrefois, le protestantisme de tendre au désordre et à l'anarchie.

A. L.

MÉLANGES.

UN JEUNE DE HUGUENOT A LA BASTILLE.

PARTICULARITÉS CONCERNANT CONBART.

Détails tirés des *Ruana* ou *Mémoires* et *Opuscules inédits* de Jean Rou.

1675-1680.

Dans une précédente communication (V. ci-dessus p. 357), j'ai eu occasion de présenter quelques courts renseignements sur un important manuscrit conservé aux Archives de l'Etat à La Haye, sous le titre de « *Ruana*, ou *Mémoires* et *Opuscules* du sieur Rou. »

Ces *Mémoires* se rattachent d'une manière trop directe, non-seulement à l'histoire du Protestantisme en France au XVII^e siècle, mais aussi à l'histoire littéraire de cette époque, pour qu'ils restent encore à l'état de documents inédits, et j'espère qu'on ne tardera pas à leur donner la publicité qu'ils méritent à tous égards.

Jean Rou, comme beaucoup de jeunes gens appartenant à des familles de la religion réformée, avait fait ses études à Saumur; en quittant ce collège, il avait étudié le droit et s'était fait recevoir avocat, en 1659, au parlement de Paris. La pratique du barreau, comme il le dit lui-même, n'était « point du tout son fait; » laissant donc de côté la profession à laquelle il avait été destiné, il se mit d'abord à traduire en français quelques pièces du théâtre italien, puis il se livra à l'étude de l'espagnol avec succès, et commença sa traduction de l'*Histoire d'Espagne* de Mariana, qu'il compléta et publia plus tard (1695) en Hollande.

Ce n'étaient là que des tâtonnements; un travail principal, la composition de ses *Tablettes historiques* vint l'absorber, et dès lors il consacra à ces

nouvelles et laborieuses recherches, son temps, ses facultés et sa petite fortune.

Encouragé par le bon accueil que le roi lui avait fait, en lui accordant diverses subventions et en autorisant le duc de Montansier à se servir de ses *Tablettes* pour l'éducation du Dauphin, patroné par le duc de Montansier lui-même, protégé par Conrart (1), lié d'amitié avec Chapelain et Ménage, Rou commençait à jouir du fruit de son travail, dont la réputation (2) augmentait chaque jour, lorsque le 25 novembre 1675, un commissaire suivi d'un exempt vint par ordre du roi saisir ses planches et le conduire à la Bastille (3).

Le récit qu'il fait de son séjour dans cette prison, et de ses relations avec quelques-uns des autres détenus, est extrêmement intéressant et témoigne hautement de la sincérité de son christianisme pratique (4).

(1) Rou raconte dans ses Mémoires, que M. Tessereau, secrétaire du roi, s'occupait depuis 20 ans d'un travail semblable au sien. Tessereau était venu le voir à Paris, et, reconnaissant la supériorité de ses *Tablettes*, il avait non-seulement renoncé à faire graver les siennes, mais poussant la générosité plus loin, il avait parlé de lui si favorablement à Conrart, que ce dernier témoigna le désir de faire sa connaissance.

(2) Elie Bouhereau, de La Rochelle, auteur d'une traduction du traité d'*Origène contre Celse* (V. *Bull.*, t. II, p. 408), lui écrivit pour le féliciter de la publication de ses premières *Tables*, et ce fut un des témoignages auxquels il attachait le plus de prix.

Au commencement de 1675, Rou présenta ses *Tablettes* à Bossuet, qui le retint à dîner. Il pense que l'évêque de Meaux ne fut pas étranger aux accusations qui furent dirigées, quelques mois plus tard, contre lui, et dont le résultat fut la confiscation de ses planches et son emprisonnement à la Bastille.

(3) Voir ci-dessus, p. 357. Le duc de Montansier, qui le protégeait, avait cru agir dans ses intérêts et détourner de lui le premier feu de la colère royale, en le faisant incarcérer à la Bastille, où il fut, d'après ses ordres, bien traité, et où il eut la permission de voir les membres de sa famille et ses amis.

(4) Voici les noms des prisonniers avec lesquels il fit plus particulièrement connaissance : le marquis de *Pomenar*, le chevalier d'*Aigremont*, le père *Ancheman*, les deux *Montandre* père et fils, « et une espèce de demi-fou, à qui on donnait le nom de *Prophète*. »

Le Père Ancheman avait été mis à la Bastille à cause de la libéralité de ses opinions religieuses et de sa droiture d'âme; cela lui avait valu la haine de l'ordre des Jésuites, auquel il appartenait; il était à la Bastille depuis 1662 ou 1663. « Je vis quela candeur dont M. Ancheman faisait profession n'accommodait pas une société où ne règne que déguisement, fourberie et mauvaise foy.

« Je viens au *Prophète*. C'était un simple soldat qui, sans avoir jamais eu aucune teinture de lettres, sinon qu'il savait assez bien lire, s'était mis l'âme à mourir de la Bible dans la tête, jusqu'au point qu'avant qu'il fût ainsi reserré, « il l'avait tellement feuilletée, qu'y ayant trouvé quantité de choses qui, selon « lui, ne s'accordaient pas avec la religion romaine, il était toujours en dispute « avec quelqu'un, ne fût-ce que pour chercher à s'instruire et à mettre en repos « sa conscience, qui ne s'accommodait pas de tant de dogmes si opposés à un « livre qu'on lui avouait être la Parole de Dieu. Ceux de sa famille prirent « l'occasion de quelque sottise qui lui échappa, pour le mettre à la Bastille. Là, « on ne lui donna aucun livre; enfin, on lui laissa une Bible latine, pensant « qu'il ne pourrait pas s'en servir; mais, à force de persévérance et à l'aide de « quelque légère reminiscence de ce qu'il avait lu autrefois dans une Bible de « Louvain, il était parvenu à s'en rendre maître. Il vint d'abord à entendre « certains endroits de la Bible, dont le gros lui était demeuré dans la tête, et

On en jugera par le passage suivant, où il raconte comment il célébra à la Bastille le jeûne ordonné par un synode de l'Île-de-France : Dieu exauça sans doute ses prières, car ce fut aussi le jour de sa délivrance.

« Je viens présentement au jour le plus agréable que j'eus jamais à la Bastille.

« Le vendredi 3^e d'avril 1676, il y eut à Charenton un jeûne que le dernier synode de l'Île-de-France avait indiqué ; comme je ne pouvais estre « présent de corps avec mes frères en Christ dans cette action solennelle, « je résolu du moins y assister par voie de fonction particulière et en « esprit. Dès les premiers jours de l'étroite confidence qui s'était liée entre « le chevalier d'Aigremont et moy, nous étions convenus de manger tous « jours ensemble en joignant les plats qu'on nous devait servir à chacun en « particulier, car depuis quelques années les prisonniers mangeaient séparément, chacun dans sa chambre, à cause de quelque bruit qui arrivait « souvent entre eux, lorsqu'on les servait en commun. Nous obtînmes sans « beaucoup de peine le chevalier et moy la permission dont je viens de « parler, et cela avait toujours continué ainsi tout le temps que ce gentil- « homme resta prisonnier ; mais depuis huit ou quinze jours il avait été « élargi, à condition de servir le Roy à ses dépens pendant la prochaine « campagne, et il y fut tué à deux pas du marquis de Rênél, son commandant, ce qui a été regardé de la plupart des gens comme un coup aposté « pour faire trouver à ce pauvre malheureux, par une voye plus sûre, la « punition à quoy il n'y avait pas eu moyen de le condamner par celle de « justice.

« Deux autres gentils-hommes, qui vers ce temps-là avaient été arrêtés et « conduits à la Bastille, et qui savaient le plaisir que nous nous étions fait « le chevalier d'Aigremont et moy de cette communauté de repas, me prièrent de vouloir bien continuer avec eux la mesme société, à quoy je consentis en leur marquant que je tenais leur recherche à honneur. C'était « donc avec ces nouveaux hôtes que je me trouvais lié lors du jeûne dont je « parle. Dès le jeudi au soir, je fis connaître à ces Messieurs que je ne pourrais pas le lendemain avoir l'honneur de leur compagnie, parce qu'à dîner « je ne mangerais pas et que quant au soir, je craindrais qu'il ne fust trop « tard pour leur commodité. Oh ! Monsieur, si ce n'est que cela, me dirent-ils, nous vous attendrons jusqu'à dix ou onze heures du soir. Nous nous

« cela lui servit à pénétrer dans d'autres chemins, moins battus à la vérité, mais qui aussi n'étaient pas tout à fait inaccessibles. L'issue de tout ceci fut « que notre entêté de la Bible vint à la posséder si bien, que dès les premiers « jours que je vins à avoir sa connaissance, après avoir d'abord rejeté tout ce « qu'on me disait de cette singularité, je fus témoin oculaire et auriculaire de « la vérité dont j'avais témoigné tant de doutes. »

(Extrait des *Mémoires de Rou.*)

« séparâmes là-dessus, et cependant je dis à mon petit valet d'avoir soin de
 « retirer dès le soir même ma vaisselle de la cuisine où il avait accoutumé
 « de la laisser, afin d'être toute portée là pour les besoins du lendemain; il
 « le dit aussy aux gens de la cuisine qui ayant su de luy que je ne dinerais
 « pas ce jour-là, par la raison du jeûne: Ah! par sainte Vierge, s'écrièrent-
 « ils tous avec de grands ris, cela est tout à fait drôle; ces huguenots,
 « quand ils jeûnent, ils ne mangent point! Cependant, après avoir lavé la
 « vaisselle, ils la livrèrent selon mon ordre, après quoy je me mis au lit.

« Le lendemain je me préparay de bonne heure à mes dévotions, et après
 « m'être mis à genoux, puis relevé, je préparay toutes les lectures que je
 « me proposais de faire, tant à l'égard des trois sermons de neuf heures,
 « de midy et de trois heures, que pour les chapitres et les psaumes d'in-
 « tervalle qui devaient partager ces trois actions. Mes chapitres étaient pris
 « tant en Esaïe, qu'en Jérémie, prophéties et lamentations; et mes psaumes
 « étaient ceux qu'on chante ordinairement en de pareilles solennités. Je
 « m'étais déjà agenouillé une seconde fois, pour commencer mes fonctions
 « à l'égard d'un tel jour, parce que la première n'était que pour la pratique
 « accoutumée de tout fidèle, selon le quatrain si connu :

« Avec le jour commence la journée,

« De l'Eternel le saint nom bénissant, etc. »

« Ou, pour puiser à une source plus pure que celle-là :

« Au point du jour je quitterai ma couche,

« Et ton honneur partout, mon Dieu, mon Roi,

« Je chanteray, des doigts et de la bouche. »

« Je m'étais donc, dis-je, déjà mis en état de commencer mes fonctions
 « de jeûne, lorsqu'un scrupule me passa par l'esprit, au sujet de ce qui
 « s'était passé depuis quelques jours entre Montandre et moy (1). Que pré-
 « tends-je faire? me disais-je. Notre Seigneur ne nous a-t-il pas dit : *Si tu*
 « *apportes ton offrande à l'autel, et que là il te souvienne que ton frère*
 « *à quelque chose contre toy, laisse là ton offrande, et t'en-va, récon-*
 « *cilie-toy premièrement avec ton frère, et alors viens et offre ton of-*
 « *frande* (Matth., chap. V, v. 23 et 24). La réflexion que je fis sur ces di-
 « vines paroles m'arrêta quelque temps. car je me disais : je sens bien, que
 « par la grâce de Dieu, je suis tout disposé à obéir à ce précepte, mais je
 « ne suis pas assuré de réussir ; que sais-je! si celui à qui j'ay à faire sera
 « homme à prendre les choses par la bonne anse, et si, pendant que j'ay une
 « bonne action en vue, il n'en résultera point une mauvaise? peut-être mon
 « homme regardera-t-il cela comme une affectation d'hypocrite, se moque-

(1) Ils avaient échangé quelques paroles aigres, à propos d'une divergence d'opinion : Montandre le père s'était servi d'expressions blessantes pour l'honneur du roi.

« ra-t-il de moy, et qui plus est, en triomphera, prétendant que je me re-
 « connais tout le premier à estre dans le tort, moy, dis-je, qui cependant ay
 « tout seul sujet de me plaindre. J'étais donc là-dessus en grande perplexité,
 « mais tout d'un coup il me vint dans l'idée de consulter mon bon ami An-
 « cheman, en qui j'avais reconnu et une grande droiture et une possession
 « entière de tout ce qui regarde les cas de conscience. Je montay donc à
 « son appartement et lui fis confidence du scrupule qui me travaillait; aus-
 « sitôt il me regarda d'un œil de satisfaction, et se jettant à mon cou avec
 « une tendre embrassade : Je vous reconnais toujours, me dit-il, dans tout ce
 « que vous faites, je suis bien éloigné de trouver à redire à votre scrupule,
 « et il n'est pas juste que vous vous commettiez le moins du monde, retour-
 « nez dans votre chambre ; à peine y serez-vous, que je me fais fort d'ame-
 « ner votre homme à vos pieds, de la manière dont j'ay résolu de lui parler.
 « Je retourne donc chez moy, et à peine avais-je fait deux tours de chambre
 « avant que de me mettre sur mes livres, que je vois entrer M. Ancheman suivi
 « de Montandre, lequel me tendant la main d'une manière fort soumise :
 « Monsieur, me dit-il, il y a long-tems que je n'ay eu une aussy grande joye
 « que celle que M. Ancheman vient de me donner ; il y a déjà quelques jours
 « que réfléchissant sur la faute que je reconnais avoir commise envers vous,
 « j'avais résolu de vous en demander pardon, et l'aurais exécuté si je vous
 « eusse cru disposé à me recevoir en grâce, de sorte que M. Ancheman
 « m'en ayant donné l'espérance, j'y recours de tout mon cœur et vous pro-
 « mets de vous en marquer ma reconnaissance par toutes les voyes que je
 « croiray vous estre les plus agréables ; ayant répondu à cette honnêteté
 « par une pareille, ces Messieurs se retirèrent là-dessus et je fournis toute
 « ma dévote carrière selon mon projet, mais avec une sérénité de cœur et
 « d'esprit que je ne suis pas capable de représenter.

« Ma journée faite, j'ouvris ma porte et appelay mon petit garçon, à qui
 « j'avais recommandé de guetter quand j'aurais fini, en se divertissant dans
 « la cour avec ses camarades. Je luy dis d'aller avertir ces Messieurs qui
 « m'attendaient, et de dire à l'office qu'on vint nous servir, dès qu'on serait
 « en état de le faire. Cela ne tarda pas beaucoup, et à peine étions-nous aux
 « premiers morceaux que nous vîmes entrer d'un air tout ému le sous-lieu-
 « tenant de la Bastille avec un papier à la main, qui nous dit : Quand il
 « plaira à M. Rou, il ira coucher avec sa chère épouse. A cette agréable
 « nouvelle, je sentis bien qu'un peu de couleur me montait au visage, mais
 « je ne voulus pas faire paraître que cela fût capable de me déranger, et
 « remerciant mon évangeliste à qui un de ma compagnie avait déjà présenté
 « un verre, je le saluay du mien et lui dis, qu'avant que nous pussions
 « sortir de table, il serait trop tard pour me retirer ; qu'il me suffisait de me
 « savoir libre, et que le lendemain je songerais à toutes choses nouvelles ;

« puisqu'aussi bien je ne trouverais pas ma femme, laquelle devait coucher
« à Charenton jusqu'à dimanche au soir. Oh ! non, Monsieur, me dit-il, cela
« ne se peut pas faire ; il y a un quart d'heure qu'on ne vous eût pas laissé
« passer cette cage, mais présentement on ne vous souffrira pas davantage
« icy, et cela pour votre propre intérêt, et en vue de votre bien ; ce ne
« serait pas la première fois qu'il est arrivé des contre-ordres ; profitez de
« l'occasion, quand il en arriverait un immédiatement après votre sortie,
« on ne courra pas après vous, ainsy mettez-vous en plein état de sûreté.
« Je lui dis que puisqu'on me chassait, je ferais comme j'en avais toujours
« usé, et puisque j'étais au lieu où nous nous trouvions, que je n'y avais
« jamais appris qu'à obéir. Monsieur, me dit-il, vous ne sauriez mieux faire,
« mais oserais-je vous demander une chose ? N'irez-vous pas dire adieu à
« M. le Gouverneur ? Il me faisait cette question, parce que depuis cinq ou
« six jours, quatre gendarmes, que M. le prince de Soubize avait fait em-
« prisonner pour quelques mauvais déportements, ayant enfin obtenu leur
« élargissement, s'en étaient allés sans faire aucune civilité à M. de Bes-
« maux, par ressentiment de ce que sur quelques paroles peu respectueuses,
« il les avait fait enfermer dans leur chambre ; nonobstant le peu de cas
« que M. de Besemaux faisait de pareilles gens, cela n'avait pas laissé de
« luy déplaire, par cette seule raison, qu'une conduite indiscrete choque le
« bon sens, comme un vilain objet choque la vue, et une puanteur l'odorat.
« Ce fut donc là pourquoy on me faisait la question dont je viens de parler ;
« à quoy je répondis que je n'étais nullement gendarme, et que d'ailleurs
« j'avais toujours été si bien traité par les obligeants ordres de M. le Gou-
« verneur, que je n'aurais garde de manquer à luy en faire mes très humbles
« remerciements. Je fus donc mené à Monseigneur de Besemaux et dès qu'on
« m'eut ouvert la porte de la chambre, il me fit l'honneur de venir au-devant
« de moy avec ces obligeantes paroles : Monsieur, je sais bien que c'est un
« bruit répandu dans la Bastille, que j'ai toujours de la joie, quand il y
« entre un prisonnier, et du chagrin quand il en sort ; je ne discuterai point
« avec vous le vray ou le faux de cet indigne soupçon, mais je vous prie
« très sincèrement de croire que j'ai reçu avec un singulier plaisir la lettre
« dont le Roy m'a honoré, pour l'ordre de vous faire sortir ; le Gouverneur
« accompagna ces paroles de l'obligeante demande qu'il me fit, si j'étais
« content de toutes les manières dont ses gens m'avaient traité depuis ma
« détention, à quoy ayant répondu comme je devais, il me pria d'en vouloir
« bien rendre témoignage à M. le duc de Montausier ; puis me présentant
« la main : Il est fort tard, dit-il, et je ne juge pas à propos de vous laisser
« aller seul à l'heure qu'il est ; qu'on mette les chevaux au carrosse, dit-il à
« ses gens, et qu'on ramène Monsieur chez luy ; je descendis donc après
« une nouvelle présentation de mes respects, et trouvai le carrosse qui

• m'attendait avec deux flambeaux que deux valets de pied portaient ; mais
 « avant que d'y entrer, j'allay prendre mes hardes de nuit dans ma cham-
 • bre, laissant tout le reste jusqu'au lendemain, que je les envoyay quérir,
 « et repassant par la cour pour la dernière fois, j'y trouvay tous les Bastil-
 « lais attroupés et s'entretenant avec la plus singulière attention de tout ce
 « qu'ils voyaient se passer. Tous me vinrent faire de grandes embrassades,
 « et alors leur rendant toutes les civilités qui leur étaient dues, et me sou-
 « venant des ris que quelques idiots avaient faits de ma petite dévotion :
 « Messieurs, dis-je à tous en général : *Voilà ce que valent les jeûnes des*
 « *huguenots* ; sur quoy tous s'écriant : *Ah ! parbleu*, dirent-ils, *Monsieur*,
 • *vous avez bien raison, et à ne vous point mentir, c'est de quoy nous*
 « *raisonnions quand vous nous avez joints*. Je les embrassay tous et mon-
 • tay dans le carrosse, qui aussitôt prit le chemin de mon logis.

• Dès le lendemain matin, avant que d'aller à Charenton trouver ma
 « femme, ou pour mieux dire y rendre grâces à Dieu de la liberté qu'il
 « m'avait accordée, et luy dire selon le Psaume :

« Bénite soit la grand'puissance
 « De Toy, ô Seigneur Dieu, qui fais
 « Vivre ton serviteur en paix
 « Par une entière délivrance, etc.»

« Avant, dis-je, que de me transporter en ce lieu, je retournay à la Bas-
 • tille, avec une voiture pour emporter mes meubles, lesquels ayant laissés
 « sous la conduite de quelques domestiques, je continuay le chemin que
 « j'avais dans l'esprit.

« En entrant dans le temple, où plusieurs fidèles étaient assemblés pour
 « le catéchisme, je me jetay d'abord à genoux dans ma place ordinaire, qui
 « me fut bientôt cédée par une personne qui l'avait toujours occupée pen-
 « dant ma prison, et à peine fus-je relevé, que plusieurs amis m'ayant re-
 • connu avec une agréable surprise, vinrent m'embrasser, et une tante de
 • ma femme qui n'était pas encore sortie, courut vite vers elle pour la pré-
 « parer, de crainte qu'une trop grande joye point attendue, ne luy donnast
 • quelque émotion dangereuse. Effectivement, elle se contenta de luy dire
 • d'abord qu'un bruit courait que je sortirais bientôt de prison, ensuite
 « que ce serait peut-estre dès ce même jour, et que si cela arrivait, elle ne
 « doutait pas que je ne vinsse moy-même apporter les nouvelles de ma déli-
 « vrance, et ainsy d'approche en approche, elle luy laissa entendre qu'elle
 « m'allait bientôt voir. Ma femme là-dessus descendit, et entrant dans le
 • temple, comme j'en sortais pour l'aller chercher, elle ne put s'empêcher
 « de jeter quelques cris de joye, auxquels elle s'abandonna avec d'autant
 « moins de retenue, qu'encore qu'il y eût déjà là, comme j'ay dit, du monde
 « assemblé, cela ne pouvait pourtant pas aller à un grand nombre de gens,

« et encore tous dispersés selon leurs différentes places; nous sortîmes un moment pour nous saluer plus à l'aise, puis rentrâmes quand nous sûmes que l'action allait commencer. Nous passâmes là tout le jour (1) et le suivant jusque vers le soir que nous retournâmes à Paris. »

Cette citation est un peu longue, mais je me serais fait scrupule de la tronquer.

Voici maintenant, dans un autre genre, un épisode intéressant sur la mort de Conrart, et quelques détails relatifs à une démarche faite par la famille du défunt, en vue de la publication d'une partie de ses manuscrits; je place ce récit à la suite de l'autre, quoique ce dernier incident ait précédé de quelques semaines l'emprisonnement de Rou; il se trouve d'ailleurs dans le second volume de ses *Mémoires*.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de l'observer, Conrart avait été le protecteur et l'ami de Jean Rou; lorsqu'il mourut en septembre 1675, ce dernier eut l'idée de consacrer à sa mémoire une petite notice qu'il fit insérer dans la *Gazette hollandaise*, journal rédigé par La Fous, et qui avait alors une assez grande publicité.

Cet article était ainsi conçu :

« M. Conrart, conseiller, secrétaire du Roi et de l'Académie française, mourut ici lundi 23 du courant. On n'a guère vu d'illustres, qui pour une vie particulière, ayent acquis une réputation si générale et si peu contredite. Aussi n'était-ce pas par quelques belles qualités séparées qu'il avait fait bruit dans le monde, mais par un assemblage de toutes. La piété, la probité, le bon sens, la sagesse, la fermeté d'âme, l'esprit, la délicatesse, la justesse et l'humeur bienfaisante, étaient les vertus par lesquelles cet homme rare s'était attiré le cœur et l'estime de tous les honnêtes gens, tant dedans que bien loin hors du royaume. Sa chambre était le rendez-vous ordinaire de tout ce qu'il y avait à Paris de plus trié et de plus poli, et elle a été souvent honorée de la visite des plus grands seigneurs, même de princes et de princesses. La langue française perd en luy pour ainsi dire son réformateur, l'Académie son père, et tous les plus célèbres auteurs en général leur maître ou leur conseiller. On remarque de luy une chose qui toute seule fait un grand éloge, c'est qu'au lieu que de tout temps, les manières de penser et d'écrire ont été très différentes, le commun consentement de tous les plus beaux esprits, à recourir depuis plus de quarante ans à son jugement et à s'y conformer, a produit une uniformité de goût dans l'empire des lettres, qui fait que de longtemps on ne pensera et on n'écrira en France que du goût et comme par l'esprit de ce grand homme, qui ainsi tout mort qu'il est, vivra autant par la communication

(1) C'est-à-dire le samedi et le dimanche. (Note en marge.)

« qu'il nous a laissée de ses propres lumières, que par la bonne odeur de sa mémoire et de sa renommée. »

Rou continue ainsi :

« Ce qu'il y a de divertissant à savoir sur cet article, est l'embarras où se trouva la parenté de M. Conrart, lorsque cette gazette vint à être répandue dans Paris; on ne pouvait comprendre comment d'un côté les étrangers pouvaient être si particulièrement instruits de tant de singularités de cette nature, et de l'autre, se faisaient une si grande affaire de les étaler avec tant d'affection et même d'affectation. »

Quand la famille apprit que Rou en était l'auteur, elle vint tout entière le remercier. « Ces Messieurs exigèrent même de moi un petit office, qui renferme une particularité dont sans doute les curieux ne seront pas fâchés d'être instruits. Comme ils avaient recueilli d'une partie de notre conversation, que je devais aller incessamment à la cour, à cause des fréquentes relations que j'avais avec M. le duc de Montausier, ils me prièrent, que comme apparemment nous ne manquerions pas ce seigneur et moy, dans la conjoncture d'une si récente mort de l'illustre défunt, de faire quelque honneur à sa mémoire, c'est-à-dire de nous entretenir de ses excellentes qualités; ces Messieurs, dis-je, me prièrent de savoir de M. de Montausier, ce qu'il jugeait à propos qu'on fit de plusieurs pièces qu'on avait trouvées parmi les papiers du défunt, et s'il approuvait qu'on les donnât au public. Qu'ils s'en donnent bien de garde, me dit aussitôt M. de Montausier, ce serait tout perdre; vous savez et ils le savent aussi bien que vous, combien j'aimais et je considérais celui dont nous parlons; la plupart de nos amis communs rendront témoignage du cas que j'y ai toujours fait de tout ce qui sortait de sa plume, parce qu'en effet il y avait en tout cela bien du prix; mais la réputation que cet illustre s'était acquise est allée si loin, que quand tout ce qu'on pourrait publier de lui aurait été dicté par un ange, cela ne serait pas capable de soutenir la dignité d'un bruit aussi extraordinaire, et il s'en faut tenir là; des oracles même ne paraîtraient que des rogatons. Il y a de certaines conjonctures qui sont si fatales à la réputation des plus grands hommes, qu'on les peut comparer à ces constellations bénignes qui font toute la félicité des naissances les plus heureuses; c'a été sous une constellation de cette nature que la réputation de notre ami est née, il faut se contenter d'en garder la coiffe; dites-leur que c'est le meilleur conseil que je puisse leur donner. »

Ce serait dépasser les limites d'une semblable communication, que de m'étendre davantage sur Rou; je pourrais signaler bien d'autres passages

intéressants de son journal (4), mais j'espère que ces quelques citations suffiront pour prouver l'importance de ces Mémoires, et pour marquer leur place parmi les publications historiques sur le XVII^e siècle.

FRANCIS WADDINGTON.

QUELLE INFLUENCE

LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES A-T-ELLE EXERCÉE DIRECTEMENT
SUR LES MŒURS DE LA NATION?

Cette question nous a toujours paru une des plus intéressantes qui se rattachent à la grande erreur et iniquité du règne de Louis XIV, et c'est celle dont la solution a le moins préoccupé jusqu'ici les historiens. Les matériaux cependant ne manquent pas pour la résoudre; il suffit de se donner la peine de les recueillir. Depuis longtemps nous nous proposons d'attirer l'attention de nos collaborateurs sur ce sujet, et de les engager à nous communiquer les documents dont ils peuvent avoir connaissance, en nous proposant de les publier successivement dans le *Bulletin*, lorsque notre excellent ami, M. Alph. Jobez, qui travaille depuis de longues années à une *Histoire du Règne de Louis XV*, nous a donné lecture de son Introduction, où il retrace à grands traits le désolant tableau des misères de la France pendant les dernières années du règne du grand roi. Ce travail, qui n'est pas moins remarquable par la nouveauté des aperçus que par l'étendue des recherches, détruira, nous le croyons, bien des erreurs encore trop accréditées, en présentant les faits sous leur véritable jour. Nous avons remarqué avec un vif plaisir qu'il a, lui du moins, à la différence de beaucoup d'historiens, examiné la question sous sa double face, et que tout en faisant ressortir les désastreuses suites de la Révocation, relativement au

(1) Il s'y trouve de curieux et intéressants détails sur ses rapports avec le duc de Montausier.

Le duc de Montausier l'occupa pendant le carême de 1679 à classer et à mettre en ordre tous les papiers qui concernaient l'éducation du Dauphin; depuis dix à onze ans qu'il en était chargé, il désirait les faire débrouiller, afin d'en composer « un plan uniforme qui pût porter le titre de : *Education d'un grand prince*. »

Il y avait six à sept mille papiers d'un quart de feuille chaque. Rou raconte comment il s'y prit pour classer tous ces matériaux.

Quelque temps après, Rou devint, pendant plusieurs mois, gouverneur du comte de Northumberland, fils de la duchesse de Cleveland. De l'agrément du roi d'Angleterre, il éleva son pupille dans les principes de la religion réformée, et il le conduisait le dimanche à Charenton. La première fois qu'il y alla, le duc de Northumberland fut complimenté à la porte du temple par deux anciens. « Et je puis dire, » pour citer les propres expressions de Rou, « n'avoir aucune connaissance que pareille chose fût jamais arrivée en ce lieu-là, où tout au plus on n'avait accoutumé de voir que des ambassadeurs ordinaires et extraordinaires, mais point de fils de Roy. »

Enfin, parmi d'autres fragments importants de ces *Mémoires*, je citerai une appréciation du talent oratoire de Claude, et un parallèle entre les prédications de Charenton et celles de l'Eglise wallonne de La Haye en 1681.

commerce et à l'industrie de la France, il n'a pas négligé d'aborder le côté moral de cette fatale mesure. Nous avons donc insisté auprès de lui pour qu'il nous laissât détacher de son manuscrit le morceau que nous offrons ici à nos lecteurs (1).

E. H.

. Si le Roi, en prescrivant aux intendants d'éviter, autant que possible, l'application de la déclaration du 29 avril 1686, voulait soustraire aux yeux des populations le révoltant spectacle de la mort traînée sur la claie dans les rues, il ne pouvait arrêter le développement de la profonde corruption morale qu'il avait fait germer par son odieuse persécution. Toute la France s'était couverte d'une tourbe de dénonciateurs, d'hommes avides, de fonctionnaires chez qui les notions les plus simples de la justice et de l'humanité semblaient effacées, et de prêtres qui demandaient des prisons pour ceux-là même qu'il était dans leur mission de plaindre ou de consoler.

M^{me} de la Vayserie dénonçait son mari et ses trois filles qui se proposaient, disait-elle, de passer à l'étranger. La Farelle, de Nîmes, converti avec toute sa famille, trahissait la retraite de sa mère qui n'avait pas voulu suivre son exemple, et comme la pension qu'il payait au couvent où on l'avait enfermée lui était à charge, il finissait par demander qu'on la reléguât dans une maison qu'il possédait à la campagne. M. de Cazaux, procureur général du parlement de Pau, faisait brutalement saisir, sous prétexte d'assemblées religieuses, une femme âgée, M^{me} de Las-Montaigne, parce qu'il la haïssait et avait intérêt, à ce qu'affirme l'intendant Pinon, à l'enterrer dans une prison où elle ne tarda pas à mourir. Partout la démoralisation qui envahissait la société se faisait jour sous toutes les formes. M. de Lonville, gentilhomme de la manche du duc d'Anjou, refusait de payer à M. de Vrillac une somme de 10,000 livres, de peur, disait-il, de contribuer par l'acquiescement de sa dette à faciliter l'évasion de son créancier. M. de Saint-

(1) Nous rappelons que nous avons déjà donné l'*Appréciation générale des conséquences de la révocation de l'Edit de Nantes*, ou Conclusion de l'*Histoire des réfugiés*, de notre ami M. Ch. Weiss (V. t. I, p. 535). Tout récemment la *Revue chrétienne* (n^{os} de mai, juin et juillet 1854) a publié, sur les *conséquences morales* de la Révocation, un très remarquable travail de M. F. Roget, de Genève, où Bayle surtout a fourni à l'auteur des lumières toutes nouvelles. C'est, à un point de vue moins immédiat et un peu plus général, le même sujet que traitait de son côté M. Alp. Jobez, dans le silence du cabinet et en s'appuyant sur des faits particuliers qui n'étaient pas encore acquis à l'histoire.

Nous ferons observer à ce sujet que si trop de protestants succombèrent à la tentation du mal, si M. Jobez nous révèle la chute de trop de personnes notables, il faut penser non-seulement à tous ceux qui résistèrent jusqu'à l'exil, jusqu'à la mort, mais à tous ceux qui se relevèrent noblement, comme Pineton de Chambrun. La honte de la dépravation est surtout à la charge de ceux qui l'ont enfantée. La gloire du protestantisme français, c'est d'avoir, en fin de compte, vaincu ses vainqueurs, ou plutôt ses bourreaux; d'avoir échappé en masse à la contagion du catholicisme et d'avoir trompé l'espoir de M^{me} de Maintenon (V. ci-dessus, p. 394). On a pu contraindre bien des pères à devenir des hypocrites, on a pu en faire tomber plusieurs; mais les fils se sont retrouvés debout après avoir lutté durant tout un siècle, et rendent aujourd'hui gloire à Dieu!

Cosme, de la famille des Calvière, du Midi, qui avait fourni des présidents au parlement d'Orange et des chefs aux protestants dans les troubles civils, abjurait en secret, et, sur les conseils du duc de Noailles et de l'archevêque de Paris, restait encore pendant deux années président du consistoire, pour obtenir une pension de 2,000 livres et le grade de colonel des milices en dénonçant ses anciens coreligionnaires. L'évêque de Nismes demandait, « *pour le bien de la religion,* » que l'on donnât la fortune d'Alix de Carlot à la famille de Caveyrac, et pour parer aux dénonciations du conseiller du parlement de Toulouse Faure de Saint-Maurice, qui prétendait que le légataire, Henry de Vignolles, était un mauvais catholique et que les autres parents n'offraient pas les garanties, au point de vue de la religion, que lui et sa femme pouvaient présenter, Fléchier venait peser de son nom et empêchait l'exécution des dernières volontés de cette dame. C'était sur les instances de l'évêque de Noyon que l'on enfermait dans les couvents Mesdames de Villers, d'Orléans et du Faget, et une lettre odieuse de passion écrite par l'évêque de Seez contre une demoiselle Chardon, détenue dans les prisons d'Orbec, contrastait péniblement avec l'éloge que l'intendant faisait de cette infortunée. Tous les jours on voyait afficher avec une effrayante franchise les pensées et les résolutions les plus iniques et les plus inhumaines. La fille du conseiller Sarrau, qui ne s'occupait à Sancerre que des malades et des pauvres, était enfermée, parce que sa bienfaisance, disait-on, soutenait les nouveaux convertis dans leur répulsion pour la religion qu'on voulait les contraindre d'embrasser. L'intendant Basville, avouant que Pierre de la Roche, peintre de Montpellier, est pauvre et nourrit une mère de quatre-vingt-treize ans, apostille la demande qu'il avait faite pour obtenir les cinquante pistoles confisquées à son frère, en disant que comme mauvais converti et ne faisant aucun exercice de la religion catholique, il ne mérite aucune grâce. L'intendant Begon écrivant au gouvernement qu'il soupçonne, sans en avoir de preuves, M. Lambert, juge de Saint-Fort, de favoriser l'émigration, obtient la permission de le jeter en prison, sans l'avoir fait juger. Le premier président du parlement de Bordeaux, après avoir fait condamner Vergnols aux galères perpétuelles comme relaps, convient que les preuves n'existaient pas et que les juges ont voulu faire un exemple. M. de Boufflers écrit au gouvernement que M. Latané, ministre protestant, demande à passer à l'étranger, en profitant de la permission qui lui en est donnée par la loi de révocation de l'Édit de Nantes, mais que, comme c'est un homme fort considéré et de beaucoup d'esprit, il vaut mieux le laisser en prison que de permettre son expatriation. Les actes les plus infâmes finissaient par être considérés comme licites et dignes de récompense, et l'on voyait l'intendant de la Rochelle demander une pension pour Marie Bonnaud, parce qu'après sa conversion en 1683, elle avait

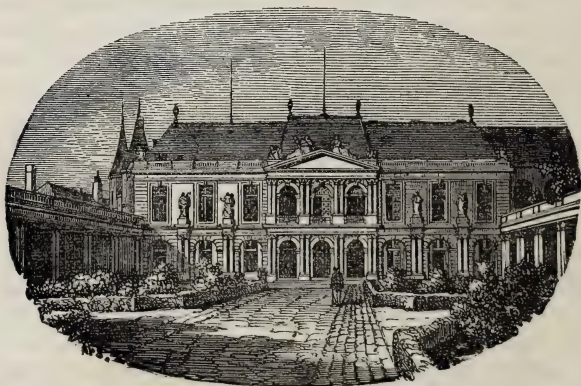
servi comme témoin à faire condamner les gens dont elle abandonnait la croyance; et d'Aguessau lui-même sollicitant une gratification pour un nommé Offré, ancien de l'Eglise de Cognac, dont on tenait la conversion secrète parce qu'on pouvait se servir utilement de lui dans la suite, exprimait l'espérance que des ministres arriveraient à se convertir, en ajoutant : « Qu'il serait important dans l'intérêt du roi qu'ils continuassent pendant quelque temps leurs fonctions après leur adhésion au catholicisme (1). »

BIBLIOGRAPHIE.

LES ARCHIVES DE LA FRANCE

OU HISTOIRE DES ARCHIVES DE L'EMPIRE, DES ARCHIVES DES MINISTÈRES, DES DÉPARTEMENTS, DES COMMUNES, DES HÔPITAUX, DES GREFFES, DES NOTAIRES, ETC. *Contenant l'inventaire d'une partie de ces dépôts,*

Par HENRI BORDIER, ancien archiviste aux Archives de l'Empire, ancien membre de la commission centrale des Archives départementales et communales de la France. — Paris, 1855. In-8° de 412-vi pages, avec plan et gravures. Dumoulin, libraire, 13, quai des Augustins.



ARCHIVES DE L'EMPIRE (hôtel Soubise).

Les efforts et les recherches de nos collaborateurs les plus dévoués, comme aussi de tous les historiens quelque habiles qu'ils soient, se trouvent souvent paralysés, faute d'un guide qui les dirige dans leurs recher-

(1) *Archives de l'Empire*, E. 3372, année 1686. — M. 676, année 1688. — M. 675. — T. T. 248. — M. 668. — *La France protestante*, par MM. Haag. art. *Calvière, Cotelier*. — E. 3372, année 1686. — T. T. 248. — M. 673, année 1699. — M. 673, année 1697. — M. 673, année 1690. — M. 665, année 1686. — M. 665, année 1685. — M. 663. — T. T. 313.

ches. Là où le terrain manque sous ses pas, où les documents qu'il veut étudier disparaissent, il faut bien que l'historien sérieux s'arrête. Et cependant, combien la France, riche de tant de manières, est riche encore de trésors historiques (principalement pour les époques qui intéressent le plus les protestants), non-seulement dans les grands établissements de la capitale, mais dans chaque département, presque dans chaque village et dans chaque famille.

L'un de nos coreligionnaires et des amis de notre œuvre, depuis longtemps versé dans la connaissance des bibliothèques et des archives, M. Henri Bordier, vient de faire une tentative bien louable et bien digne d'être secondée, en publiant un livre dont le but est de mettre entre les mains de tous les hommes studieux le fil conducteur dont ils ont besoin pour leurs travaux dans les archives de notre pays.

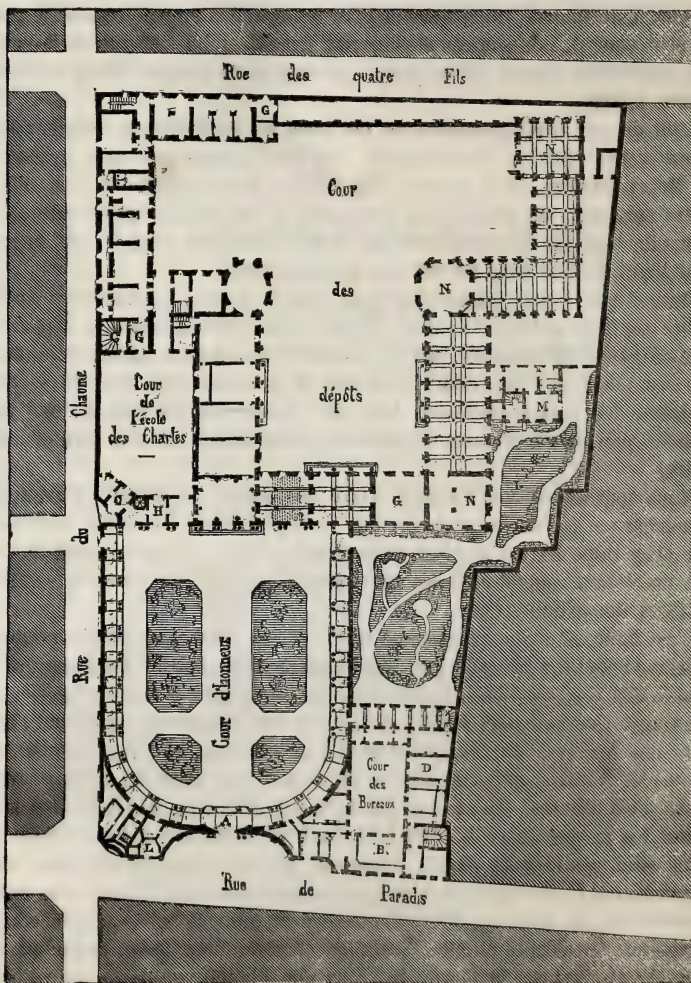
On voit par le titre, rapporté tout au long ci-dessus, que l'auteur a voulu embrasser dans son cadre tout ce qui est dépôt public d'archives, jusqu'aux archives même des familles, qui ont en effet un caractère public, en ce sens que les actes de l'état civil, les titres de propriété, les états de service et même les correspondances, tous ces documents qui sont le fond des archives privées, se forment légalement, officiellement et sans rien d'arbitraire.

Nous approuvons fort l'auteur d'être allé jusqu'à ce détail et d'avoir dit nettement : « La famille est le premier et le plus sacré des corps de l'Etat; « je place donc ici les archives de famille (p. 336). » On reconnaît là l'esprit protestant auquel apparaît plus lumineuse qu'à tout autre la sainteté du foyer domestique (4).

C'est donc un vaste programme que l'auteur s'est proposé de remplir. Voici comment il a procédé. Les dépôts qui se trouvaient le plus à sa portée, c'est-à-dire ceux de Paris, occupent à eux seuls près des trois quarts de l'ouvrage. Une première partie, divisée en cinq chapitres, comprend l'histoire des Archives de l'empire depuis leur création en 1789 jusqu'à nos jours. M. Bordier, qui connaît bien ce grand établissement, pour y avoir passé deux années, en raconte les fortunes diverses; il décrit avec soin toutes les parties de ce bel hôtel de Soubise, dans lequel les archives de l'Etat sont centralisées depuis cinquante ans, et donne le plan des bâtiments de ces quatre anciens hôtels juxta-posés (ceux de Clisson, de Guise et de Laval, de Soubise, d'Assy), qui forment aujourd'hui le spacieux local occupé par les dépôts et par l'Ecole des chartes. Nous avons reproduit, en tête de notre article, la façade intérieure de l'hôtel, vue de la cour d'honneur. Grâce à l'obligeance amicale de l'auteur, nous donnons ici le plan général, et nous placerons plus loin un joli cul-de-lampe représentant la

(4) Nous lisons encore (p. 54) cet avis bon à reproduire : « Dans certains pays étrangers les archives publiques sont en partie formées de papiers de famille qui leur sont apportés par la confiance et la libéralité des particuliers. Il est à regretter que le même usage n'existe pas dans nos mœurs, car il aurait préservé, et préserverait encore tous les jours, de la destruction bien des papiers de famille qui sont perdus à jamais lorsque les familles s'éteignent. »

porte à tourelles de l'ancien hôtel Clisson, où se trouve située l'Ecole de chartes (1).



- A Entrée principale. D Appartements du Directeur. L Logements
 B Bureaux. GGG Ancien hôtel de Guise. M Maison Daunou (Bibliothèque).
 C Porte Clisson. H Chapelle. NNN Batim. neufs, constr. en 1838.

M. Bordier analyse ensuite dans ses détails l'organisation de l'établissement.

(1) Le volume de M. Bordier contient en outre une charmante gravure sur bois représentant un *Fragment du salon de Mad. de Rohan*, qui a été reproduite dans l'*Athénæum français*.

ment, la manière dont il fonctionne, le budget qui l'alimente, le personnel dont il se compose, et chemin faisant il pose, sur les points les plus importants, les principes de la matière. Cette partie du livre est une théorie des archives écrite par un administrateur expérimenté. Ajouterons-nous qu'elle donne aussi un corps et des arguments palpables au concert des plaintes qui s'élèvent de toutes parts depuis quelques années contre la manière dont est dirigé ce dépôt, l'un des plus précieux de la France et de l'Europe entière? Nous renvoyons les lecteurs au livre lui-même, qui les instruira mieux que nous ne pourrions le faire ici. Il est seulement un seul fait qu'il est impossible de ne pas citer, c'est ce fait incroyable que des séries entières, des séries importantes de cet établissement, y sont déposées depuis soixante ans sans avoir encore aucune espèce d'inventaire (V. p. 223).

Dans la seconde partie, M. Bordier donne l'inventaire sommaire (sommaire en 200 pages) de tout ce que renferment les Archives de l'empire. C'est là que les amis de l'histoire du protestantisme français pourront trouver bien des indications utiles. En quelques lignes on leur indique où sont ces *Arrêts des Conseils du Roi* si souvent funestes à leurs pères (p. 92), la *Correspondance des ministres de l'ancienne monarchie* depuis l'avènement de Louis XIV (p. 94), les *papiers saisis sur les protestants fugitifs* avant et depuis la révocation de l'Edit de Nantes (p. 248), les nombreuses *procédures criminelles* dont ils ont été victimes (p. 253 et suiv.).

Après les ARCHIVES DE L'EMPIRE, viennent celles des MINISTÈRES de la Guerre, des Affaires étrangères, de la Marine, de l'Instruction publique, de l'Université de Paris, enfin les ARCHIVES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE. Combien de souvenirs lugubres, mais glorieux pour nos pères, se cachent sous les mots de guerre civile, de transactions diplomatiques, de colonies lointaines et de prisons, qu'on rencontre dans chacun de ces chapitres.

M. Bordier donne enfin un rapide aperçu de ce que sont et de ce que renferment les ARCHIVES DÉPARTEMENTALES, conservées dans toutes nos préfectures; puis les ARCHIVES DIVERSES (archives spéciales ou locales), qu'il énumère dans le titre de son livre, et notamment 185 notices sur les dépôts d'archives d'autant de villes, bourgs ou châteaux de France (1). L'ouvrage est terminé par une série des *pièces justificatives*, au nombre desquelles nous remarquons un tableau des archives de Rome, de Toscane, de Parme et Plaisance, de Gênes, de Piémont et de Savoie, de Genève,

(1) A l'article de La Rochelle (p. 370) nous lisons ces lignes : « Les archives assez considérables de la mairie de cette ville, ne remontent pas au delà de 1630. Non-seulement les archives de La Rochelle, mais celles de plusieurs villes protestantes du royaume, qui y avaient été transportées comme dans la place forte du parti, furent enlevées par le cardinal de Richelieu et envoyées à Paris au mois d'octobre 1631: Elles furent déposées à la Chambre des Comptes, et l'on en possède un état sommaire dressé en 1715; mais on ignore absolument ce qu'elles sont devenues, et quelques personnes pensent qu'elles ont été détruites en octobre 1737 dans l'incendie de la Chambre des Comptes. » (V. ce que nous avons dit à ce sujet, t. II, p. 9.) Nous n'avons reçu depuis aucune communication sur ce sujet. Nous continuerons nos recherches et nous prions nos lecteurs d'en faire de leur côté, spécialement à rechercher le *sceau de l'assemblée politique de La Rochelle*.

d'Espagne, d'Autriche, de Belgique, de Galicie, de Tyrol et de Hollande, qui avaient été envoyées à Paris par Napoléon de 1809 à 1812.

Ayant tant de choses à décrire l'auteur n'a pu parler que rapidement de chacune. Nous même nous pourrions signaler bien des séries de titres que nous regrettons de ne pas voir mentionnés dans les *Archives de la France* avec plus de détail. Ainsi les séries M et TT des Archives de l'empire (p. 248) contiennent sous les rubriques de *Mélanges historiques* et de *Séquestre et Deshérences*, une masse de précieux documents sur les protestants de France, avant et depuis la révocation de l'Edit de Nantes, dont notre *Bulletin* et la *France protestante* ont déjà largement profité (1). Ce sont des mines inépuisables. Ainsi encore dans la section judiciaire on nous a tout récemment informés qu'il se trouve de précieux registres de baptêmes, mariages et décès de l'Eglise réformée de Paris, qui figurent parmi les titres du Châtelet, et que le plan de M. Bordier ne lui a pas même permis d'indiquer.

Cependant on voit combien, pour un coup d'essai, l'ouvrage de M. Bordier est complet et utile (2). Il sera accueilli comme un bienfait qui promet mieux encore, et qui engage, non-seulement l'auteur, mais les travailleurs à qui il s'adresse. M. Bordier a fait distribuer depuis cette publication une brochure dans laquelle il sollicite le secours de toutes les personnes éclairées qui peuvent lui adresser des inventaires d'archives locales, afin de resaisir son travail sur une plus grande échelle. C'est un projet que nous secondons de tous nos vœux, et nous prions vivement tous nos amis de nous transmettre pour M. Bordier tous les renseignements qui seraient de nature à perfectionner un vaste édifice sur le fronton duquel on pourrait inscrire : *Archives complètes de la France*.

P. S. Nous enverrons à tous ceux de nos lecteurs qui seraient disposés à répondre à cet appel, d'une manière ou d'autre, et qui nous en feraient la demande, la brochure (40 pages in-8°) dont nous venons de parler. C'est un *Extrait* de

(1) C'est dans ces dernières séries qu'un des anciens employés, connu par des travaux littéraires, M. Tourlet, avait recueilli les éléments d'une sorte de grand répertoire historique protestant, qu'il aurait pu être utile de publier il y a quinze ou vingt ans, mais que remplace complètement, et bien au delà, la *France protestante* de MM. Haag. Nous avons le prospectus resté inédit, et nous le ferons connaître à nos lecteurs.

(2) Jusqu'ici, sur les principes de la matière et l'état des divers dépôts de livres ou archives de notre pays, on n'avait guère qu'une Notice sur les Archives du Royaume, par M. L. Dessalles, alors employé de cet établissement, insérée dans le *Paris pittoresque* en 1836, et quelques chapitres d'un ouvrage d'administration générale, le traité *De la Fortune publique en France*, par MM. Macarel et Boulatignier, Paris 1838, 3 vol. in-8° (V. t. I, pp. 476 à 620; et t. II, pp. 385 à 414).

Pour ce qui est des bibliothèques publiques de Paris, on en est réduit au catalogue fort incomplet et incorrect publié en *Allemagne*, par Hœnel. Il a fallu qu'un étranger prit cette initiative... En ce qui touche la plus importante de toutes, celle de la rue Richelieu, il y a bien l'*Essai historique sur la Bibliothèque du Roi et sur chacun des dépôts qui la composent*, in-12, publié en 1787, par Nic. Th. Le Prince. Mais depuis longues années il est épuisé et le public s'en trouvait privé. Nous apprenons avec une vive satisfaction qu'une nouvelle édition de cet instructif manuel, revue, corrigée et considérablement augmentée, par M. L. Paris, est sur le point de voir enfin le jour.

l'ouvrage même, précédé d'une courte circulaire. Il comprend ce que l'auteur a pu recueillir sur les ARCHIVES DIVERSES (*communes, hôpitaux, églises, greffes des tribunaux, archives des notaires, familles, etc.*).



PORTE CLISSON (*rue du Chaume*).

(V. ci-dessus, côté gauche de la façade de l'hôtel Soubise, et plan général des bâtiments, lettre G.)

CORRESPONDANCE INÉDITE DES CINQ ÉTUDIANTS MAR YRS, BRULÉS A LYON EN 1553,

RETROUVÉE DANS LA BIBLIOTHÈQUE DE VADIAN, A SAINT-GALL, ET SUIVIE D'UN *cantique*
ATTRIBUÉ A PIERRE BERGIER.

In-12 de 80 pages. Genève, 1854. Etn. Béroud, libr. Paris, Grassart.

« Au mois d'avril 1552, cinq jeunes Français, instruits à l'école de théologie de Lausanne et voués aux fonctions du ministère, se disposaient à retourner dans leur patrie. C'étaient Martial *Alba*, de Montauban; Pierre *Ecrivain*, de Gascogne; Charles *Faure*, de Blanzac en Angoumois; Pierre *Navières*, du Limousin, et Bernard *Seguin*, de la Réole. Après avoir passé quelques jours à Genève, ils prirent le chemin de Lyon et rencontrèrent, au bourg de Collonges, près de l'Ecluse, un étranger qui s'offrit à faire route avec eux. Ils se séparèrent de leur compagnon, qui les pressa de le visiter dans son logis d'Ainay. Ils s'y rendirent sans défiance, furent arrêtés et conduits dans les prisons de l'officialité. Telle fut l'origine d'un long et douloureux procès, qui tint longtemps les Eglises de la France et de la Suisse en suspens, et durant lequel l'acharnement des juges ne fut égalé que par la constance des victimes. Au premier bruit de l'arrestation des cinq étudiants, l'Eglise de Genève s'émut et prodigua aux captifs, par la voix de Calvin, les témoignages de la plus vive sympathie. »

Nous ne pouvions mieux faire que d'emprunter à notre ami M. J. Bonnet (*Lettres de Calvin*, t. I, p. 340) ce bref et saisissant exorde de l'épisode

le plus pathétique peut-être que renferme l'*Histoire des Martyrs* de Crespin (Liv. III, p. 335 à 403 de l'édition in-fol. de 1564). M. Bonnet donne, d'après Crespin, deux lettres de Calvin *aux cinq de Lyon*, en date du 10 juin 1552 et 7 mars 1553; et d'après les Mss. de Genève, une troisième, de mai 1553, aux mêmes; et une quatrième adressée, le 10 août 1552, au riche et pieux marchand de Saint-Gall, Jean Liner, fixé à Lyon, qui « visita souvent les prisonniers dans leur cachot, entreprit pour eux plusieurs voyages et leur prodigua, durant leur procès, les témoignages de la plus vive affection. » Crespin rapporte encore une lettre de Pierre Viret à Pierre Navihères, et diverses lettres, singulièrement belles et touchantes, écrites par les captifs eux-mêmes à leurs amis. Indépendamment de ces témoignages, il existe en assez grand nombre des fragments de leurs correspondances inédites aux archives de Berne et de Zurich, et dans les bibliothèques de Genève et de Saint-Gall (1). Ce sont les lettres conservées dans ce dernier dépôt, et recueillies avec grand soin par M. le pasteur Martinn, qui viennent d'être, d'après l'indication de M. J. Bonnet, publiées par un éditeur anonyme.

On peut regretter que le choix de cet éditeur se soit borné aux seules lettres de Saint-Gall, et ne se soit pas étendu aux autres documents que nous avons mentionnés, même aux pièces fournies par Crespin. Cette publication d'ensemble eût présenté le plus haut intérêt, et on la réalisera sans doute un jour. Quoi qu'il en soit, dans les limites plus restreintes qu'il s'est tracées, l'éditeur a composé un *Journal* de la captivité des cinq étudiants, qui ne peut se lire sans une vive sympathie et une profonde édification. On suit avec anxiété les démarches des seigneurs de Berne pour sauver leurs écoliers; on admire l'infatigable activité des négociants saint-gallois de Lyon, Christophe et Thomas Zollikoffer, surtout la charité du pieux Jean Liner, qui ne recula devant aucun labeur pour arracher ses jeunes frères au bûcher. Et quand toutes les intercessions ont été vaines, quand le fatal génie des cardinaux de Lorraine et de Tournon a dicté à Henri II la sentence de mort, le 16 mai 1553, on assiste avec une indicible émotion au dernier combat des cinq confesseurs.

« Enfin, lorsqu'ils furent arrivés au lieu du supplice (place des Terreaux), on les vit monter d'un cœur allègre sur le monceau de bois qui était à l'entour du poteau. — Les deux plus jeunes d'entre eux y montèrent les premiers, l'un après l'autre; et lorsqu'ils eurent dépouillé leurs robes, le bourreau vint les attacher au poteau. — Le dernier qui monta fut Martial Alba, le plus âgé des cinq. Il avait été longtemps à deux genoux sur le bois, priant le Seigneur. Lorsque le bourreau, qui venait d'attacher les autres, le vint prendre pendant qu'il était encore à deux genoux, il le souleva par-dessous les bras pour le descendre avec les autres; mais alors Alba demanda

(1) « Il y a à Saint-Gall, dit une note de la brochure que nous avons sous les yeux, deux bibliothèques publiques : 1° la bibliothèque du couvent, célèbre dans le monde entier par ses précieux Mss; elle appartient maintenant à l'administration catholique du canton; 2° la bibliothèque de la ville fondée à l'époque de la Réformation, plus connue sous le nom de bibliothèque de Vadian, soit que le bourgeois Vadian l'ait fondée, soit qu'il l'ait seulement accrue en lui léguant ses livres.

instamment au lieutenant Tignac de lui accorder une faveur. — Que veux-tu ? lui dit le lieutenant. — Que je puisse baiser mes frères devant que de mourir. Le lieutenant le lui accorda. Alors Martial, qui était encore au-dessus du bois, se baissa et baisa ses quatre frères, lesquels étaient déjà liés et attachés; il leur dit à chacun : *Adieu, adieu, mes frères!* — Alors les autres quatre s'embrassèrent aussi, en retournant le cou et se disant l'un à l'autre les mêmes paroles : *Adieu, mon frère!* Cela fait, et après que Martial eut recommandé ses frères à Dieu, il voulut, avant que de descendre et de se faire attacher, baiser aussi le bourreau en lui disant ces paroles : *Mon ami, n'oublie pas ce que je t'ai dit.* Celui-ci, quand il les eut liés tous les cinq, les ceignit d'une chaîne qui faisait le tour du poteau. Alors le bourreau ayant reçu des juges l'ordre de hâter l'exécution, leur mit à chacun une corde au cou pour les étrangler tous cinq à la fois, au moyen d'une machine qu'il avait préparée à cet effet; mais le feu ayant brûlé les cordes, on les entendit encore au milieu du feu s'exhorter les uns les autres par cette parole : *Courage, mes frères, courage!* Ce furent les dernières paroles que l'on put entendre. » (P. 64 de la *Corresp. inéd.*, d'après le récit de Crespin, p. 403.)

En même temps que les cinq étudiants, il y avait à Lyon d'autres prisonniers pour la religion, tels que Pierre Bergier, de Bar-sur-Seine; Mathieu Dimonet, Lyonnais; Denis Peloquin, de Blois; Louis de Marsac, gentilhomme du Bourbonnais, qui occupent les 44 pages suivantes de Crespin et subirent le martyre la même année. C'est au premier de ces confesseurs que l'on attribue un cantique, reproduit en appendice d'après un manuscrit de la bibliothèque de Lausanne. Il est intitulé : *Cantique d'un frère étant prisonnier à Lyon pour la Parole de Dieu, l'an 1553, étant près de la mort.* Nous connaissons ce manuscrit, et M. le pasteur F. L. Fréd. Chavannes, d'Amsterdam, avait déjà, si nous ne nous trompons, mentionné ce morceau dans l'intéressante notice qu'il a publiée il y a quelques années sur le recueil dont s'agit. Nous avons nous-mêmes depuis longtemps l'intention de le reproduire dans notre *Bulletin*, en ayant reçu une copie de M. le pasteur De Bray, d'après un « Recueil de Chansons et Cantiques spirituels, dont les derniers sont de 1606, petit vol. in-12. » Nous en parlons ici surtout pour dire que c'est la même pièce qui figure dans le Recueil imprimé de 1569 (V. ci-dessus, p. 417), sous le titre de : *Chansons spirituelles, Ode chantée au Seigneur par Théodore de Bèze mourant*, et que M. de Fréville a citée (*Bull.*, t. II, p. 21, n° 9). Elle est pleine de mouvement, et a vingt-neuf strophes, dont voici les premières :

I. Séché de douleur,
Tout cuit de chaleur,
Seigneur, tu me vois!
Si te veux-je encore,
O Dieu que j'adore,
Louer une fois!

II. Le Corps, foible et lent,
A la mort se rend;
Mais en cet émoi,
L'Esprit, plein de force,
Tout joyeux s'efforce,
De voler à toy.

III. Je meurs, dit le Corps.
L'Ame dit : Je sors
D'un corps entaché,
Qui m'a asservi.
Fi de ceste vie
Serve de péché!

Huit strophes d'adieux sont particulièrement belles; voici celles des adieux du poète huguenot à sa patrie :

VI. Adieu, France, adieu !
Qui estes le lieu
Qui premièrement
Au monde me vites,
Et première ouïtes
Mon gémissément.

VII. O mon pays doux,
Je meurs loin de vous,
Voire et volontiers,
Puisqu'en toy, ô France,
Font leur demeureance
Des saints meurtriers...

XXI. O monde abêti !
O peuple abruti,
Qui son mal ne sent !
O terre altérée,
O terre enivrée
Du sang innocent !

Cette belle poésie fut-elle composée par Pierre Bergier, ou quelque autre des martyrs de Lyon, il y a trois siècles, ou par Théodore de Bèze ? Telle est la question qui se pose entre le manuscrit de Lausanne et les recueils imprimés de 1569. Ce qui est sûr et certain, c'est qu'elle est antérieure à cette dernière date. Suivant notre éditeur, certains indices empêchent de l'attribuer aux cinq étudiants; d'autres raisons semblent exclure l'idée que Théodore de Bèze en soit l'auteur. *Sub judice lis est.*

ÉTUDES HISTORIQUES ET DOCUMENTS INÉDITS

SUR L'ALBIGEOIS, LE CASTRAIS ET L'ANCIEN DIOCÈSE DE LA VAYR; par M. Clém. COMPARÉ, chef de division à la préfecture du Tarn, et correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques. In-4° de 570-m pages, avec carte et armorial. Alby, 1844.

C'est un service distingué qu'a rendu M. Comparé en éditant ce recueil de documents dû à dix années de studieuses recherches. Pour ne parler ici que de ceux qui se rapportent à l'objet de nos travaux, on y trouve : 1° des extraits d'un manuscrit anonyme sur les guerres de religion du diocèse d'Alby, de 1564 à 1587 (catholique); 2° des extraits d'un manuscrit en vers patois intitulé : *Histoire des troubles et séditions arrivés à Gaillac, en Albigeois, entre les catholiques et les huguenots, l'an 1562, par Mathieu Blouyn, chanoine de Saint-Michel* (contemporain); 3° des extraits des *Mémoires manuscrits de Jacques Gaches*, de 1550 à 1560. (*V. Bull.*, t. I, p. 130, où nous avons parlé de ces deux derniers manuscrits.)

Dans un *Guide du voyageur dans le département du Tarn*, publié par lui il y a trois ou quatre ans (in-12 de 288 p. plein de renseignements historiques), M. Comparé a donné encore quelques extraits des *Mémoires inédits de Gaches*, sur le Voyage du roi de Navarre à Castres, en 1585 (p. 196). Nous y avons trouvé aussi un passage sur la *Saint-Barthélemy à Gaillac*, emprunté à un manuscrit de l'époque conservé aux archives de la préfecture du Tarn.

**ENCYCLOPÉDIE THÉOLOGIQUE ET ECCLÉSIASTIQUE
PROTESTANTE,**

dirigée par le Dr HERZOG professeur à Halle (1).

Real-Encyclopädie für protestantische Theologie und Kirche,
herausgegeben von Dr. Herzog, ordentlichem Professor der Theologie
in Halle..... 1854. 2 vol. gr. in-8° de 792 et 798 p. (A.-COL.),

Stuttgart et Hambourg, chez Rudolf Besser, éditeur.

Peu de temps avant la révolution de 1848, il s'était formé en Allemagne une réunion de savants, pour publier un *Dictionnaire de la science théologique protestante*. Les circonstances ne permirent pas alors de donner suite à ce projet, dont tout le monde avait reconnu l'utilité. Quelques années plus tard, M. Herzog, aujourd'hui professeur à Halle, après l'avoir été à Lausanne, se chargea de la direction de l'entreprise, qui depuis 1853 se poursuit avec la célérité qu'il est possible de mettre à un pareil travail. Le nom de M. Herzog, connu parmi nous par son ancienne coopération à l'*Espérance* et par son *Histoire des Vaudois romans*, est une garantie de la solidité de la publication et de l'esprit sérieux qui préside au choix et à la rédaction des articles. Autant qu'on peut l'attendre d'un ouvrage de ce genre, l'encyclopédie que nous annonçons est de nature à tenir lieu de toute une bibliothèque. Nous la recommandons surtout aux Français qui sont familiarisés avec la langue allemande, mais qui n'ont pas à leur portée les nombreux ouvrages théologiques dont M. Herzog leur donne la substance bien résumée. Nous ferons remarquer aussi que la théologie protestante de notre pays y est traitée avec un soin particulier; des notices détaillées sont consacrées aux faits et aux personnages les plus intéressants de l'histoire du protestantisme français. Nous citerons entre autres les remarquables articles de M. Schweizer, de Zurich, sur Moïse Amyraut; de M. Herzog sur Théodore de Bèze et sur Calvin; de M. de Polenz sur les *Camisards*, etc. Si le savant directeur persévère, c'est-à-dire s'il est fidèlement soutenu par ses collaborateurs, parmi lesquels on rencontre les représentants les plus estimés de la théologie allemande, il aura rendu un grand service à la propagation de la science.

Il promet dix volumes, ce ne sera pas trop; en moins de deux ans il en a paru deux, de sorte qu'on peut espérer que dans cinq ou six ans, on possédera dans l'*Encyclopédie théologique* un ouvrage d'une utilité incontestable et permanente, et qui sera comme un monument de l'état actuel des connaissances sur la matière.

(1) Dans ce titre nous omettons le mot allemand *Real* qu'il faudrait traduire, si nous ne nous trompons, par le mot *positive, pratique*. M. Herzog explique, dans sa Préface, qu'à ses yeux *Théologie* et *Eglise* ne sauraient être considérées séparément, abstractivement l'une de l'autre, et qu'il a pris pour devise cette parole de Grégoire de Naziance Πραξις επιθεωρις θεωρίας (La *pratique* est la base de la *théorie*).

Ce n'est pas par un extrait qu'on peut faire apprécier un tel travail ; mais, laissant de côté les autres branches de la science qui y sont déjà représentées, telles que les Textes bibliques, l'Eglise ancienne, l'Histoire et la Statistique chrétiennes, l'Histoire des dogmes, la Scolastique, et nous attachant à la *Réformation* générale et française, nous citerons les principaux articles parus et les noms de leurs auteurs. On verra que les noms sont une garantie de la manière dont chaque sujet est traité :

BUCER, BULLINGER, FORMULE DE CONCORDE, par M. *Schenkel* ; — CONFESSION D'AUGSBOURG, par M. *Léopold* ; — ANABAPTISTES, par M. *Kling* ; — ANTITRINITAIRES, par M. *Trechsel*, de Berne, auteur d'un ouvrage sur les Antitrinitaires protestants.

ABAUZIT, BÈZE, CALVIN, par M. *Herzog* ; — ABBADIE, BASNAGE, BAYLE, CHAMIER, CLAUDE, par M. Ch. *Schmidt*, professeur à Strasbourg ; — AMYRAUT, par M. *Schweizer*, professeur à Zurich ; — BROUSSON, CALAS, CAMISARDS, ANT. COURT, par M. de *Polenz*, de Halle, qui possède une des plus belles collections d'ouvrages sur la Réforme en France (4).

On voit d'après ces commencements que l'on n'aura pas à regretter dans l'Encyclopédie de M. *Herzog* ces lacunes qui déparaient l'*Abrégé d'encyclopédie théologique* de Clarisse (in-8°, Leyde 1832). Des noms tels que ceux de *Mestrezat*, *De Laplace*, *Le Cène*, *Le Sueur*, *Rabaut*, *Abauzit*, *Necker*, *Koch*, *Blessig*, *Haffner*, *Bell*, n'y brilleront pas seulement par leur absence. Nous signalerons pourtant celle d'*Aubertin*, qui devra nécessairement trouver place dans un supplément.

DE LA MORALE CHRÉTIENNE DE SCHLEIERMACHER

Par Ad. SCHÆFFER, D^r en théol. In-8° de 88 pages. Paris, 1855. Meyrueis et Comp.

Ce travail, court, substantiel et sévère, a pour but d'initier le public français aux idées de l'un des premiers théologiens allemands de ce siècle. Il ne rentre donc point dans notre cadre. Mais nous y avons remarqué (p. 16) une note bonne à reproduire dans ce *Bulletin*, et qui nous permettra de réparer deux omissions déjà anciennes. La voici :

« L'Allemagne protestante assigne à bon droit à la morale l'une des premières places dans la hiérarchie des sciences théologiques ; la preuve en est dans les travaux importants que lui ont consacrés, il y a peu de temps, des hommes tels que Harless et Sartorius, Daub et Rothe.....

« Quant à la France protestante, elle semble complètement ignorer le rapport étroit qui existe entre la morale scientifique et la vie même de l'Eglise. Je sais tout ce qu'on peut dire à sa décharge ; je suis le premier à reconnaître que l'heure de son entière résurrection n'a pas encore sonné : mais, après tout, elle est quelque chose ; et l'on rougit en songeant qu'elle ne fait à peu près rien pour la gloire des grands moralistes qu'elle a fait naître, d'un Amyraut, par exemple,

(1) En dehors de ces deux catégories, on cite comme très remarquables les articles de MM. *Hundeshausen*, prof. à Heidelberg ; *Henke*, prof. à Marbourg ; *Hagenbach*, prof. à Bâle ; *Kienten*, de Colmar ; *Tholuck*, prof. à Halle, etc.

que des étrangers comblent d'éloges, tandis que nous le laissons mourir dans l'oubli. (V les *Theologische Studien und Critiken*, 1850, I. Heft. *Die Entwicklung des Moralsystems in der reform. Kirche*, von Dr Al. Schweizer, p. 63 sqq. — De Wette, *Christl. Sittenlehre*, II. Th. II. Hælfte, p. 287 sqq.; 319 sqq.) Il serait temps, ce me semble, que l'on essayât de faire pour l'histoire de la science morale chez les protestants de France, ce qui a été fait, il y a peu de temps, pour d'autres parties des sciences théologiques par M. le professeur Reuss dans la *Revue de théol. et de philos. chrétienne*, publiée par M. Colani. »

Cet appel mérite d'être entendu. Il ne doit pas nous suffire de retracer, de faire revivre les douloureuses épreuves qu'a traversées notre Eglise. Une partie de nos titres de noblesse se trouve ailleurs, à savoir dans les remarquables volumes de théologie et de *bonne* théologie que nous ont légués nos ancêtres. Là donc aussi il convient de les aller chercher. Du reste cette entreprise a déjà été tentée, et non sans succès, non-seulement par M. Schæffer lui-même, qui avait commencé par faire ce qu'il recommandait ici, en choisissant pour sujet de sa thèse de bachelier en théologie *Duplessis-Mornay considéré comme théologien et principalement comme apologiste* (1849), mais encore par un autre de nos amis M. Saigey, qui avait pris pour objet de son étude *Moïse Amyraut, sa vie et ses écrits* (1849). Tout récemment un maître, M. le professeur Ed. Reuss, a fait paraître un article complet sur *Samuel Bochart*, dans la *Revue* dirigée par M. Colani (mars 1854). Voilà des travaux qui font entrevoir combien les ouvrages de nos vieux théologiens renferment de richesses scientifiques et littéraires. Il y a beaucoup à faire à cet égard; M. Schæffer a eu raison de le rappeler à ses lecteurs. Avis aux nôtres.

Un théologien français du XVI^e siècle a, dans une *Ethique chrétienne*, proposé une division des sciences tout à fait analogue à celle adoptée par Schleiermacher dans son *Ethique philosophique*. M. Schæffer en fait la remarque (p. 34). Daneau a été cité dans notre dernier *Bulletin* (p. 287). par M. Lourde-Rocheblave, comme le plus célèbre professeur de l'académie d'Orthez : il aurait pu ajouter, à ce qu'il dit de lui, qu'avant d'être professeur à Leyde et à Orthez, Daneau l'avait été à Genève. (V. à son sujet un article de M. Schweizer dans les *Studien und Critiken*, 1850, t. I, p. 63.)

TROIS CHANSONS PROTESTANTES DU SIÈCLE PASSÉ.

Brochure de 36 pages in-12. Paris 1854, chez Grassart.

M. Ch. L. Frossard avertit le lecteur que les *trois chansons* dont il s'agit sont extraites d'un recueil manuscrit de 25 cantiques religieux sur divers sujets d'édification, de controverse et d'histoire, copiés en 1744 par un paysan d'Illies (Nord), zélé protestant, nommé *Caillet*. Une quatrième « chanson, contre les temporiseurs et les papistes » porte, dit-il, le nom de *Dominique Crombez*. Elle est indiquée dans le manuscrit comme « composée par un jeune homme qui se retirait du boubrier d'idolâtrie

« arrière de ses parents et amis, leur montrant le mal qu'ils commettent
« en temporisant ainsi entre les idolâtres. »

Les trois cantiques que M. Frossard a eu la bonne pensée d'imprimer ont pour sujet : 1^o les principales vérités de la religion chrétienne (42 quatrains); 2^o les principaux devoirs du chrétien (35 quatrains); 3^o les erreurs de l'Eglise romaine (56 quatrains). Ces quatrains qui résument pour la plupart des passages de l'Ecriture sainte cités en note, ont un vrai mérite de versification facile et ferme. Il valait la peine de les rééditer, alors même qu'on eût su qu'ils n'étaient point anonymes et qu'ils avaient été publiés. Ils l'ont été, en effet, en 1713, par leur auteur, qui n'est autre que Bénédicte Pictet. C'est un in-42 de 40 pages, contenant, outre les trois cantiques ci-dessus mentionnés, le quatrième intitulé : « Exhortation aux Nicodémistes ou temporiseurs. » La note du manuscrit de M. Fossard que nous venons de transcrire, ne s'y trouve point.

Nous pouvons appliquer aux cantiques de Bénédicte Pictet ce que Molière fait dire à l'un de ses personnages de certains recueils du même genre, « justement estimés de son temps pour leur précision et leur excellente
« morale » :

Lisez-moi comme il faut, au lieu de ces sornettes,
Les *Quatrains* de Pibrac et les doctes *Tablettes*
Du conseiller Matthieu; l'ouvrage est de valeur
Et plein de beaux dictons à réciter par cœur.

Errata. — P. 216, l. 13, *rétracter*, lisez *retracer*.

P. 297, l. 12, un vers a été omis; rétablir le texte ainsi :

Car, joignant le mérite aux droits de ta naissance,
Tu fais dans tes desseins présider la prudence.

— 308, l. 22, *Mariolâtrie*, lisez plutôt *Marioldâtrie*.

— Id., l. 33, *n'est*, lisez *n'aît*.

— 355, l. 53, *Meshezat*, lisez *Mestrezat*.

— 358, note 1, *Castelnau-Maurissière*, lisez *Mauvissière*.

— 382, l. 20, *l'édition*, lisez *l'éditeur*

AVIS. Nous réitérons un appel que nous avons adressé à nos lecteurs (t. II, p. 15), et nous demandons instamment qu'on veuille bien nous communiquer toutes notes et indications, titres et extraits d'ouvrages, pièces inédites, etc., qui se rapporteraient, de près ou de loin, à l'histoire du *Temple de Charenton*, commencée ci-dessus, p. 418. Les moindres informations peuvent avoir pour nous leur intérêt.

Le siège de l'Agence est RUE ^{SAINTE-ANNE}, n° 30.

Un certain nombre de *sociétaires* et d'*abonnés* n'ont point encore acquitté la *troisième* année. Quelques-uns l'ont acquittée, mais doivent encore la *seconde* ou même la *première*, (soit qu'à leur insu ils eussent négligé de solder l'arriéré, soit que les intermédiaires de ce chargés eussent omis de le faire).

Nous réitérons la recommandation d'entretenir des rapports *directs* avec l'Agence, pour éviter tous retards, malentendus et faux frais, soit pour les *intéressés* soit pour la *Société*.

Recourir à une entremise *quelconque*, c'est multiplier les chances de retard, de négligence, d'erreur, et presque toujours porter préjudice à la *Société*.

Les seuls Corps ecclésiastiques qui reçoivent aujourd'hui le Bulletin sont : 1° à l'étranger (d'où est venue l'initiative), les *Consistoires* et *Corps de Diares* d'Amsterdam, Rotterdam, Francfort, Cassel; 2° en France, le *Directoire* de la Confession d'Augsbourg; les *Consistoires* d'Alger, de Bischwiller, Bolbec, du Havre, du Mas-d'Azil, de Metz, Nancy, Paris, Sainte-Foy, Sainte-Marie-aux-Mines (C. d'A.), du Temple-Neuf de Strasbourg (C. d'A.); les *Conseils presbytéraux* d'Aigues-Vives, Anduze, Aubais, Barr (C. d'A.), Bédarieux, Buhl (C. d'A.), Brassac, Eymet, Ferrière, le Fleix, Générargues, Guebwiller, La Roche-Chalais, Lille, Lourmarin, Meaux, Mens, Montpellier, Nîmes, Orthez, Oran, Paris, Pons, Pont-de-Camarès, Quincységy, Roquedur, Riquewihr, Vabre, Uzès.

AVIS IMPORTANTS.

Il arrive à l'Agence bien des réclamations, parfois très tardives, pour des cahiers du *Bulletin* qui n'auraient point été reçus par les réclamants.

Le *Bulletin* étant envoyé très exactement par la poste, il est presque impossible que ces réclamations soient fondées vis-à-vis de l'Agence. Elles ne sauraient être occasionnées que par la négligence ou l'infidélité des intermédiaires.

Il est arrivé aussi que certains souscripteurs ayant omis de faire connaître leur changement de domicile, le *Bulletin*, adressé à leur ancienne demeure, ne leur parvenait plus.

En général, on n'est pas assez attentif à seconder le travail de l'Agence, en se conformant aux prescriptions qui ont été maintes fois renouvelées à ce sujet. On se donne parfois la peine d'écrire pour poser des questions qui sont résolues à la quatrième page de la couverture de chaque cahier du *Bulletin*.

Les pertes de *Bulletins* expédiés par la poste occasionnant à chaque envoi, un notable préjudice à la Société, il ne sera plus fait droit qu'à des réclamations promptes et dûment motivées.

Lettres de Jean Calvin, recueillies pour la première fois et publiées d'après les manuscrits originaux, avec une Préface et des Notes historiques, par JULES BONNET. — *Lettres françaises*. — 2 vol. in-8°. Paris, 1854, chez Ch. Meyrueis et C^e, éditeurs, rue Tronchet, 2.

PRIX DU 1^{er} ET DU 2^e VOL. DU BULLETIN : Pour les *nouveaux membres*, 7 fr. le vol., et pour les *nouveaux abonnés*, 10 fr.

Le BULLETIN est expédié PAR LA POSTE (pour la France et les pays étrangers avec lesquels il existe des conventions postales), et les prix de souscription sont fixés ainsi qu'il suit pour les *sociétaires* et les *abonnés* :

N. B. <i>Aux Sociétaires.</i> Le taux de la cotisation n'est point un <i>maximum</i> . Chacun est invité et intéressé à faire connaître l'œuvre et à la propager.	SOCIÉTAIRES.		ABONNÉS.
	1 ^{re} année. (dr. de diplôme.)	2 ^{me} année et suivantes.	chaque année.
PARIS ET BANLIEUE.	16 fr.	6 fr.	13 fr.
DÉPARTEMENTS.	17 »	7 »	15 »
ÉTRANGER.	17 »	7 »	15 »

MODE DE PAYEMENT. — CHANGEMENTS DE DOMICILE. — RÉCLAMATIONS. —
Les paiements doivent être adressés *franco* et avec les *demandes* (à l'Agence de la Société, 30, rue Sainte-Anne, à Paris), en valeurs sur Paris ou en mandats de poste, à *M. l'Agent de la Société*, etc., sans nom de personne. — Les changements de domicile et réclamations doivent être adressés de même. (On est prié d'écrire très lisiblement les noms, prénoms, qualités et résidence, et d'indiquer le département ou le pays, ainsi que le bureau de poste desservant le lieu d'habitation.)

L'AGENCE est ouverte chaque jour de la semaine de 3 à 5 heures 1/2.

RECouvreMENTS COLLECTIFS. — Dans certaines localités, les membres et abonnés pourront s'entendre pour une transmission collective. — A Strasbourg, le Directoire du Consistoire supérieur a bien voulu autoriser spontanément M. Ph. Lauth, chef de ses bureaux, à centraliser les souscriptions.

ENVOI DE DOCUMENTS. — Ils doivent être adressés *franco* au Président de la Société. — On peut les déposer : A Lyon, chez Denis, libraire, rue Neuve, 48; — A Bordeaux, chez H. Muller, libr., rue Sainte-Catherine, 43; — A Montpellier, chez F. Pujol, libr., rue Argenterie, 24; — A Genève, chez J. Cherbuliez, libr.; qui ont offert de les faire parvenir, sans frais, à Paris.

En vente :

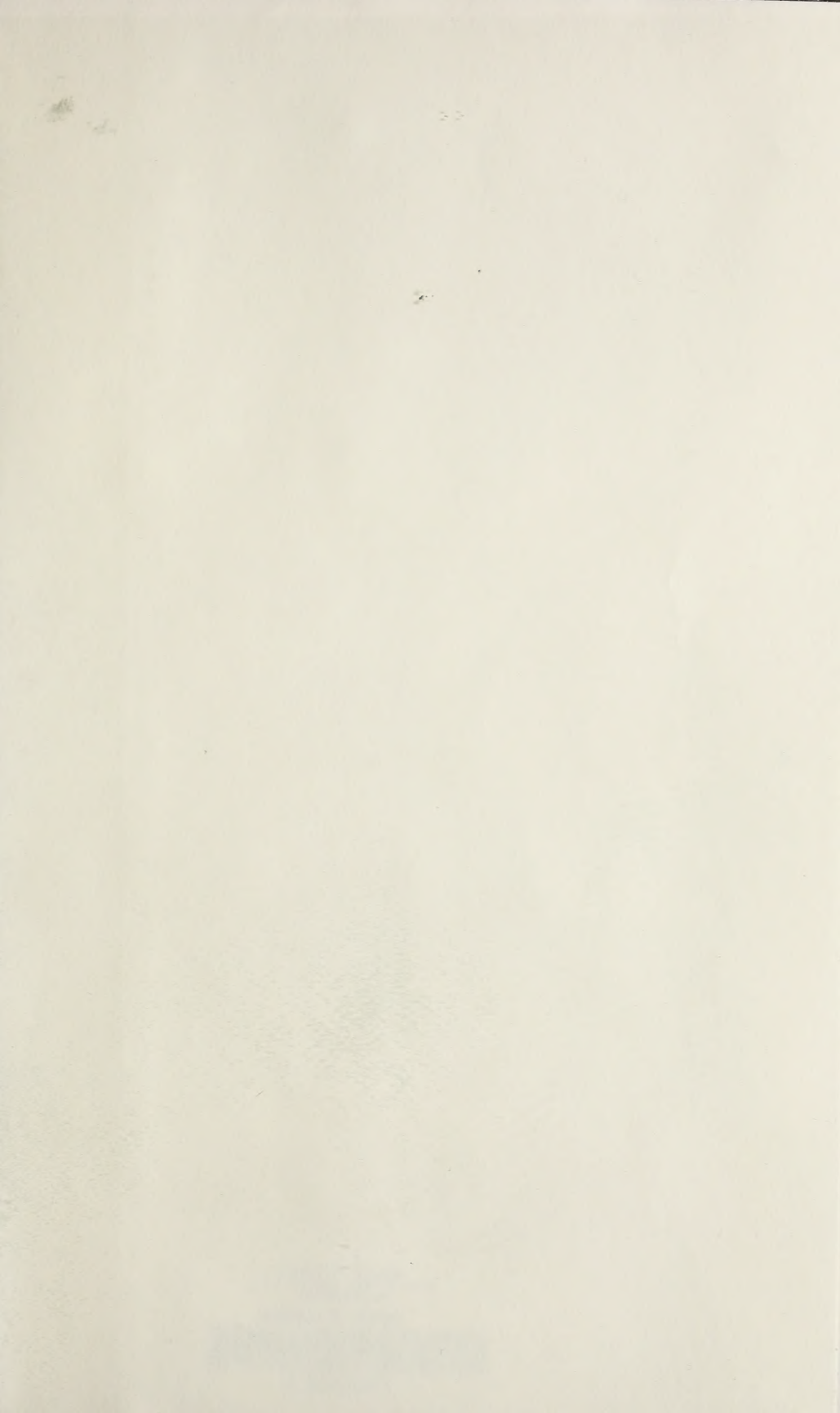
La France et la Saint-Barthélemy, par M. G.-G. SOLDAN; traduit de l'allemand par Ch. SCHMIDT. In-8° de 147 p. Paris, 1855, chez Ch. Meyrueis et C°, éditeurs. 2 fr.

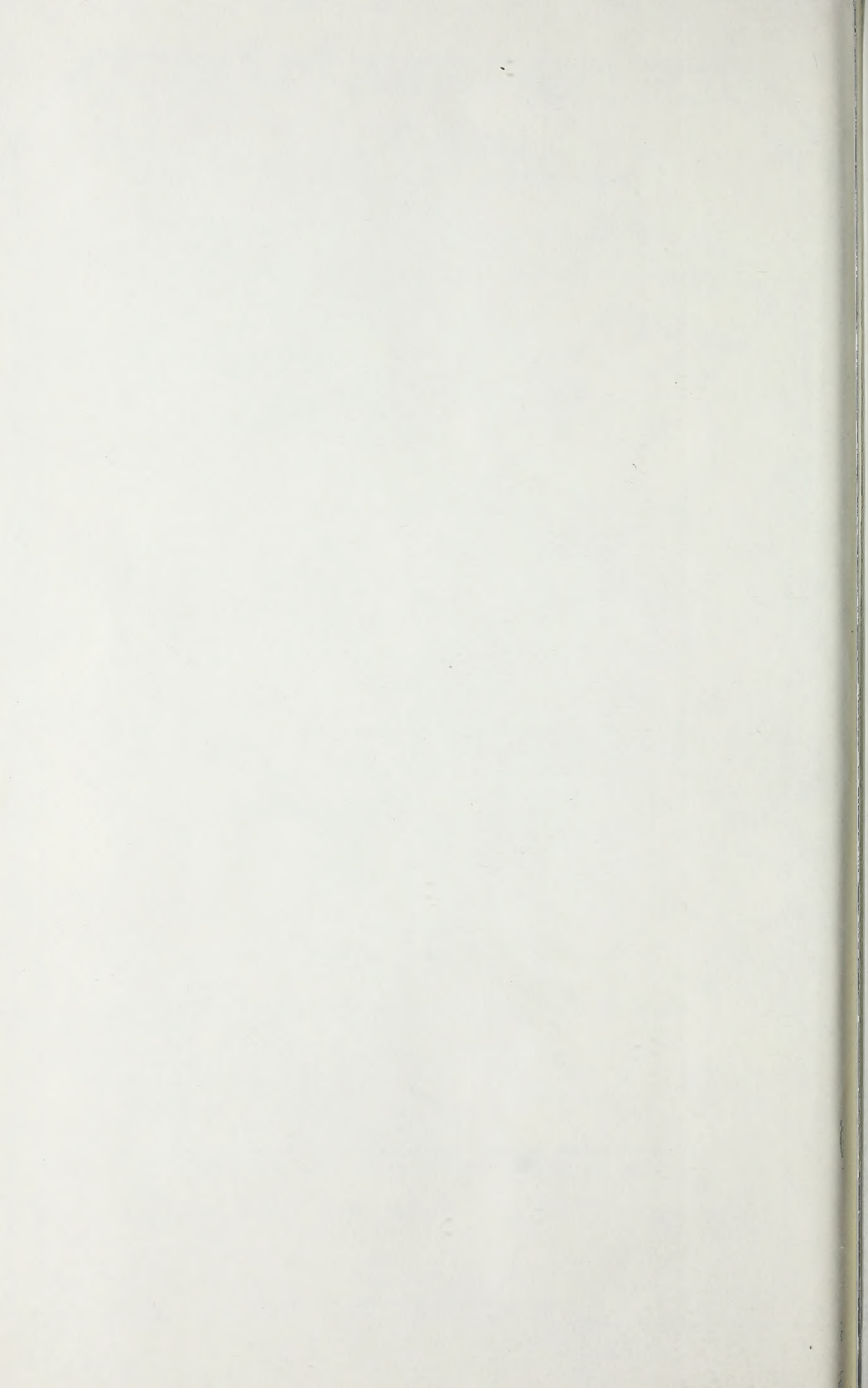
De la Réforme et du Protestantisme, par M. CH. DE RÉMUSAT, de l'Académie française. In-8° de 56 pages. 1 fr.

Henri IV et le ministre Daniel Chamier, d'après le *Journal inédit du voyage de ce dernier à la cour, en 1607*. Mémoire historique lu à l'Académie des sciences morales et politiques, le 25 mars 1854, — précédé et suivi de quelques considérations et documents pour servir à l'étude du caractère de Henri IV, par M. CHARLES READ. 1 vol. in-8° de 96 p. Chez Durand, éditeur du Compte rendu de l'Académie, et aux librairies protestantes. Prix : 2 fr. 50 c.

Les Nations catholiques et les Nations protestantes, comparées sous le triple rapport du bien-être, des lumières et de la moralité, par NAP. ROUSSEL. 2 vol. in-8°. Prix : 10 fr.

Carte de la France protestante, revue, corrigée et mise à jour par M. CHARLES READ. 1 gr. feuille colombier vélin. Prix : 4 fr. 50 c.





The HF Group

Indiana Plant

095991 D 15 00



5/25/2007

